

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence l'„Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots : „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

PROGRAMME.

Les *droits politiques* sont pour le travailleur nuls et non advenus si les *moyens économiques* de les faire valoir ne les accompagnent pas. Les libertés publiques, le droit de vote, la république même, utiles pour le bourgeois parce que riche, il peut s'en servir, restent pour l'ouvrier à l'état de lettres noires et mortes sur le papier de nos constitutions. La république la plus radicale, république pour le riche, est encore pour le pauvre une monarchie. D'où vient cela ?

De la concentration dans quelques mains et au profit exclusif de quelques-uns, du sol, des capitaux, des machines, de tous les moyens de production sociale, en un mot, de la constitution actuelle de la propriété.

Que doit donc être la propriété ? — Collective.

Nul n'a créé le sol réceptacle de toute matière première ? — Il doit donc appartenir à tous et non pas à quelques-uns. — Les machines, les outils, tous les instruments de travail sont le résultat du labeur accumulé des générations passées ? — Ils doivent donc fonctionner au profit de tous et non pas de quelques-uns.

Donc, propriété collective du sol et des instruments de travail.

Si dans la société actuelle, la majorité, c'est-à-dire ceux qui produisent, se trouvait *directement* en présence de la minorité, c'est-à-dire de ceux qui exploitent, bientôt le plus grand nombre spontanément soulevé écraserait le plus petit, réaliserait la propriété collective, avec „l'Egalité“ amènerait la „Liberté“ et rendrait ainsi la „Fraternité“ possible. Pour que ce soulèvement populaire n'ait pas lieu, il faut que la minorité trouve dans une institution quelconque un contrepoids nécessaire et suffisant pour contenir la majorité, et, si elle se révolte, pour la vaincre; ce contrepoids existe, son nom historique est : „l'Etat“.

Il y a donc nécessité de détruire l'Etat ?

Comment ? — Par la révolution.

Mais quand nous parlons de révolution, quand nous affirmons la nécessité de détruire un état, il ne faut pas se méprendre sur le fond de notre pensée. Ce n'est pas la révolution nationale qu'il nous faut ! C'est la révolution Internationale ! Ce n'est pas un „Etat National“ que nous voulons abattre ! Ce sont tous les Etats nationaux que nous désirons mettre bas ! Une révolution purement politique pouvait se tenir enfermée dans le cercle étroit de la patrie ! Que veut en effet une révolution politique ? Changer la forme d'un gouvernement ? transformer en république une monarchie ? Mais cette monarchie ne faisait sentir son action que dans l'étendue du territoire français ? Une révolution sociale ne peut s'arrêter à la poursuite d'un but aussi restreint. Par-dessus les frontières l'exploitation économique a jeté son immense filet; les capitaux anglais, français, turcs, allemands . . . etc. ont fait alliance; le travail doit de son côté solidariser ses efforts. Pour nous les frontières, comme dit le poète, ne sont plus que des raies rouges, jaunes, ou bleues sur des cartes !

La Fédération française voulant la révolution universelle, fait partie de la société qui réalise le mieux la solidarité universelle; elle fait partie de l'Association internationale des Travailleurs.

Destruction de l'Etat, voilà le côté négatif du programme anarchique; en voici le côté positif :

Le rôle néfaste, corrupteur, tyrannique de l'Etat actuel ne tient pas au caractère ou à la moralité

des personnes qui en sont les dépositaires, il tient surtout à la nature même de l'institution. Si donc il y a nécessité de détruire l'Etat actuel, il y a nécessité au moins aussi grande de mettre obstacle à la constitution d'un Etat nouveau, quel que soit d'ailleurs le nom qu'il se donne, „Etat populaire“ ou „Etat ouvrier“, la forme qu'il choisisse, le prétexte qu'il prenne, économique, politique ou administratif.

Et que mettra-t-on à la place de l'Etat? — La Liberté! le contrat! La formation libre des groupes humains autour de chaque besoin, de chaque intérêt et la libre fédération de ces groupes. En un mot: *La Fédération libre des groupes et des individus.*

Le programme de la Fédération française de l'Association Internationale des Travailleurs peut se résumer en ces termes:

**COLLECTIVISME ;
ANARCHIE ;
FÉDÉRATION LIBRE.**

Bulletin international.

La décroissance continue, durant ces dernières années de l'exportation du fer, de la houille et des étoffes en coton de l'Angleterre, ainsi que la crise générale qui pèse maintenant sur toutes les industries, se traduisent en Grande Bretagne par une diminution générale des salaires, qui tombent avec une rapidité incroyable. Les nombreuses organisations des corps de métiers font preuve maintenant de leur parfaite impuissance de lutter contre cette dépréciation générale du travail. Des dizaines de milliers de mineurs, de tisserands et d'ouvriers des usines de fer restent sans aucun travail, réduits à la plus profonde misère; et les grèves qui surgissent dans les mines, malgré le nombre, parfois imposant, des grévistes (11,000 en Lancashire) ne sont plus que des luttes désespérées, sans aucune chance de réussite. Enfin, même dans une industrie qui a bien marché tout l'hiver, celle de la construction des navires, les patrons viennent de répondre à la demande d'une médiocre augmentation de salaire faite par les ouvriers, par une clôture générale des chantiers; ils jettent ainsi sur le pavé plus de 10,000 hommes, dont le nombre va encore tripler dans quelques jours. La masse ouvrière s'agite; mais, malheureusement travaillée depuis des années par une clique de meneurs qui ne font que viser au parlement, elle n'aborde pas dans ses réunions-monstres la question des vraies causes de la misère et ne se borne qu'à des questions futiles de suffrage universel et de candidatures ouvrières.

Ainsi la réunion de 2000 délégués des associations ouvrières dernièrement harranguée par Bright, n'a pris que des résolutions concernant l'extension du droit de vote. De même, le 6^e Congrès de l'Association Nationale des Ouvriers Agricoles, tenu le 15 mai à Londres, n'a abordé que cette question. Fondée, il y a six ans, cette Union avait réuni en quelques années plus de 60,000 membres. La grève de 30,000 hommes de 1873 et les théories d'expropriation qui se faisaient jour dans l'Union, avaient jeté la terreur au sein de l'aristocratie foncière. Mais, en ne se bornant qu'à des questions de grèves et de suffrage universel, l'Union a bientôt commencé à dégénérer; son développement se ralentit d'année en année, et l'Union, jadis si imposante, n'est devenue aujourd'hui qu'un nouveau marche-pied vers le Parlement pour son fondateur M. Arch. Enfin, dans un meeting-monstre, tenu le 21 mai dans le Somersetshire, la question du suffrage universel dominait, et celle de l'expropriation de toute la propriété foncière au profit de la collectivité du peuple n'occupait qu'une place tout à fait secondaire dans les discussions et les résolutions du meeting.

En Allemagne, le parti socialiste tient en ce moment son congrès à Gotha. Les dernières élections au Reichstag, où le parti a réussi à faire passer quelques députés socialistes et la tactique parlementaire sont les principaux objets à l'ordre du jour. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

En Bohême, le gouvernement se charge d'ouvrir les yeux aux ouvriers sur ce qu'ils peuvent attendre des classes dirigeantes. Des ouvriers, gagnant de 5 à 7 francs par semaine, à demi-affamés, exigeaient à Asch une misérable augmentation de salaire; sur le refus du patron, ils se mettent en grève. Le lendemain, ils se rassemblent paisiblement devant la fabrique pour parlementer avec le patron; mais la gendarmerie intervient et leur ordonne de se disperser. Ils tardent un moment de le faire, et la troupe fait feu. Un tué et sept grièvement blessés restent sur place. «L'ordre, l'ordre versaillais, est rétabli.» Heureusement pour les patrons, la chose ne s'était passée que près des frontières de la Saxe. En Saxe même, où la misère a amené la famine, «l'ordre», dit-on, n'aurait pas pu être rétabli si facilement.

En Italie, la clique libérale de M. Nicotera et consorts profite de la tentative d'insurrection, faite par les internationaux en Bénévent, pour dissoudre toutes les sections internationales. Mais M. Nicotera ne se rend pas bien compte des éléments auxquels il a à faire: ses poursuites n'entraveront pas plus que celles du gouvernement espagnol l'extension de l'organisation socialiste-révolutionnaire. Le masque du libéralisme bourgeois mis à bas, on sait au moins à quoi s'en tenir.

En Suisse, les associations ouvrières allemandes, organisées par corps de métiers sous le nom d'Union ouvrière suisse (Schweizerischer Arbeiterbund) viennent de tenir à Neuchâtel leur congrès annuel. Cette fois-ci ils s'unissent à la société du Grutli (société politique mixte: ouvrière et bourgeoise) pour fonder ensemble une organisation politico-sociale, qui s'appellera Parti Socialiste-Démocratique. Cette nouvelle organisation, qui n'a pas même voulu accepter en tête de son programme une déclaration de principes socialistes, n'est qu'une alliance des ouvriers allemands avec les partis bourgeois suisses, pour la revendication pacifique de quelques modiques réglementations du travail, et — si elle avait quelques garanties de force — elle ne serait appelée qu'à faire bientôt une fraction du parti libéral bourgeois. Mais la mauvaise impression, produite par le Congrès sur bon nombre de délégués et les idées plus avancées qui se sont manifestées au sein même du Congrès, laissent prévoir une scission prochaine dans le nouveau Parti, scission qui aura pour suite l'adhésion des membres les plus intelligents à l'Internationale.

Les ouvriers de la Suisse française sont restés entièrement indifférents pour cette union, et parmi eux la fédération jurassienne de l'Internationale continue à recruter ses membres. Dans le sein de cette dernière la propagande se ranime, et il vient d'être fait quelques tentatives de propagande socialiste-révolutionnaire dans des campagnes aux environs de Genève, — tentative qui a parfaitement réussi et qui prouve encore une fois la possibilité et la nécessité de sortir des villes pour entamer par la propagande socialiste les campagnes.

Que faire ?

C'était le 18 mars 1871.

Deux moyens s'offraient au peuple pour sauver la république: la voie légale, la voie révolutionnaire, le trou de l'urne ou rentre la volonté populaire, le trou du canon d'où elle sort.

Que valait-il mieux, le bulletin ou la cartouche?

Paris, Lyon, Marseille, les grandes villes, dressent leur barricades, et déjà résolus, les Delescluze, les Varlin, les Vermorel, s'apprêtent à y monter.

La France des «clochers», la France des campagnes, écoute les modérés, les aimables, les opportunistes. A la voix de Thiers, de Simon, de Gambetta, elle empile ses bulletins.

La Commune est debout; elle lutte. Grâce à son héroïsme elle force son futur vainqueur (l'aveu en a été fait en pleine assemblée versaillaise) à promettre aux délégués des villes de France, le salut de la république. Victorieuse elle l'eut donné, ce salut!

La Commune est vaincue. Les hommes de paix sont maîtres au gouvernail de la république, car les pontons partent dans la brume et disparaissent dans la déportation et dans l'exil; du plateau de satory on entend les échos funèbres; la France est enfin débarrassée des violents, des utopistes, des révolutionnaires, *des gens qui perdent les républiques*. La république est-elle sauvée? Quelle hécatombe de gouvernements! le «pacte», la «constitution Rivet», «l'ordre moral», la «république aimable», «l'opportunisme», le «gouvernement qui rassure»! Comment se porte la république? elle s'enfonce dans la mort.

Nous sommes au 16 mai 1877. Il faut sauver la république.

QUE FAIRE?

L'expérience a parlé! Loin de nous la voie pacifique et légale! à nous la voie violente qui a fait ses preuves! Laissons les radicaux à leur radotage pacifique, allons aux fusils suspendus aux murs de nos mansardes. Mais si nous les épaulons, ne les laissons se refroidir et s'éteindre que lorsque nous pourrons faire résonner leur crosse non seulement sur le sol d'une république, mais encore sur un sol qui soit la propriété collective du paysan et de l'ouvrier.

Le rétablissement de la monarchie.

LA RÉPUBLIQUE EST EN DANGER!

Depuis le «mauvais coup» du 16 mai ce cri s'échappe de toutes les poitrines bourgeoisement républicaines, cette phrase s'étale dans les colonnes de tous les journaux bourgeoisement républicains.

La république est en danger? Certes, nous le croyons sans peine, et il y a longtemps que nous eussions crié si l'on n'avait pas bâillonné notre bouche, que nous eussions écrit si l'on n'eut pas brisé notre plume, cette phrase un peu différente: LA MONARCHIE SE RÉTABLIT!

Ainsi donc vous pensiez pendant «l'Essai loyal» du meurtrier de la Commune, pendant le «septennat» de l'arlequin sanglant et galonné qui perche à l'Elysée, pendant la «république aimable» du peu aimable n° 606 que nous nous sommes crus en république?

Pouvez-vous croire que sous le gouvernement du 16 mai qui «rassure» le gateau du vatican et dont l'orateur est l'éloquent «Mache-le-honte», nous nous figurions être en république?

Vous figurez-vous que si demain par le vote ou la barricade, l'urne ou le canon, la France s'abîmait de nouveau dans les ineffables douceurs de l'opportunisme et cheminait sous le grand œil de M. Gambetta, nous nous dirions en république?

Mais nous aurions la forme républicaine, comme en Suisse, entendez-vous bien? que nous répéterions toujours, que nous répéterions sans cesse:

NOUS SOMMES EN MONARCHIE.

En quoi consiste la république?

Nous ne demandons pas de réponse aux praticiens de l'opportunisme, mais à l'époque où il y avait encore en France de bons républicains — des républicains d'autrefois — on avait coutume de regarder la république comme la réalisation complète, absolue, définitive, de la souveraineté du peuple. On considérait dans ce temps-là la liberté de la parole et celle de la presse comme des libertés indispensables à la création de l'opinion publique. Il ne suffisait pas aux républicains d'alors que la volonté du peuple put se former, ils pré-

férentaient encore en attendant la réalisation. Leur programme était rempli de précautions politiques destinées à assurer la solution de ce problème difficile; ils réclamaient l'indépendance complète du vote, le mandat impératif présumé capable de lier la volonté de l'élu à celle de l'électeur, aucuns même poussaient leur radicalisme jusqu'à poursuivre l'établissement de la législation directe. Pour ces républicains donc (et l'on serait mal venu de leur contester un titre pour lequel ils n'ont souffert ni portefeuilles, ni positions lucratives, et qui leur a rapporté en revanche de longues années de prison, de misère et d'exil) il n'y avait point de république sans libertés publiques, sans indépendance du vote, sans sujétion de l'élu à l'électeur. Hors de cela, ils se déclaraient en empire ou en monarchie.

Si nous parvenons donc à démontrer qu'aujourd'hui, même dans une république sérieuse, il n'y a pour le travailleur ni libertés politiques, ni liberté de suffrage, ni moyen de lier à la sienne la volonté de son député; si nous faisons ressortir au contraire que la liberté politique se tourne contre lui, que le droit de suffrage se tourne contre lui, que c'est lui qui est esclave de son député; si nous montrons clairement que cette situation s'empire chaque jour au lieu de s'améliorer, qu'au lieu de se restreindre elle se généralise, nous contestera-t-on encore que le monde assiste en aveugle au rétablissement de la monarchie au sein même des républiques les plus radicales?

Non, n'est-ce pas?

La liberté de penser, la première de toutes, celle qui absente rend les autres des instruments absolument inutiles, suppose la faculté de penser et la faculté de penser n'existe que chez ceux qui peuvent avoir le temps et les moyens de développer leur intelligence. — L'ouvrier, après une ou deux années d'école primaire, est voué à la fabrique, à l'apprentissage, au dur métier. Pour l'ouvrier donc peu ou point de faculté de développer son intelligence et partant point de liberté de penser.

Mais supposons, afin que notre argumentation défie toutes les attaques, supposons, dis-je, qu'à force de courage et de santé, de travail pendant les soirées qui terminent la journée fatigante, l'ouvrier apprenne à penser et même à exprimer sa pensée par la parole et par la plume? A-t-on bien réfléchi à ce qu'est pour le pauvre la liberté de la presse et celle de la tribune?

Ah! comme la bourgeoisie, le journal, son instrument de propagande depuis 1789 s'est développé! Comme toute industrie, la fabrication du journal exige aujourd'hui l'emploi des grandes machines, l'usage de cette force collective qui se dégage du travail fait en commun par plusieurs ouvriers et l'application du capital. Le journal devenu une fabrique en même temps qu'un comptoir échappe aux mains ouvrières. Donc pour l'ouvrier pas de liberté de la presse ou comme disait si bien Lamennais: «Silence aux pauvres!»

Liberté d'association! d'associer quoi? des hommes et de la misère? un tel capital social rend illusoire une telle liberté parce qu'une telle association devient évidemment inutile.

Et l'indépendance du vote?

Transportez-vous dans un grand centre ouvrier, au Creuzot, à Aubin, à la mine, à la houillère, au milieu de l'exploitation d'une grande entreprise industrielle. Nous sommes à la veille du vote et par la bouche des contre-maîtres, le directeur tout puissant vient de faire connaître non pas quel est le candidat qu'il préfère, mais le candidat qui doit être élu pour que la fabrique continue à donner de l'ouvrage. Le travailleur fut-il intelligent, s'il a famille à élever, femme et enfants à nourrir, a-t-il sa liberté du vote? Qu'il déplaise au tout-puissant Dieu local et comme la mine ne le

suivra pas, en abandonnant le pays où il est né il perd tout. Tout ! non seulement son ouvrage, non-seulement le toit paternel, mais aussi son métier. Aussi tous, tous votent à la file pour le seigneur financier de ce nouveau domaine féodal dont ils sont les serfs modernes ! En pareille occurrence que devient, je vous prie de le dire, le mandat-impératif ?

Et comme, la plus superficielle observation le montre, la centralisation des capitaux progresse sans cesse, à cette féodalité financière (comme à la féodalité territoriale a succédé une monarchie politique) succédera une monarchie ou tout au moins une très-puissante oligarchie financière.

Oui, nous le répétons :

Avec l'organisation économique actuelle, la propriété individuelle, sans la propriété collective du sol et des instruments de travail, la république peut exister pour le capitaliste, parce qu'elle lui apporte le droit de penser, de parler, d'écrire, de s'associer, de voter et qu'il a déjà le MOYEN économique d'exercer ce droit. Pour le pauvre qui n'a pas ce MOYEN, le droit de penser, de parler, d'écrire, de s'associer, de voter, reste inutile et l'on sait que là où il n'y a pas pas de libertés publiques, d'indépendance de vote, il ne saurait y avoir république ; il y a monarchie.

Dans les circonstances actuelles, au lendemain du 16 mai :

Pour les bourgeois républicains il s'agit donc de défendre la république ;

Pour les ouvriers républicains il s'agit donc d'abattre la monarchie.

France. Paris. Nous extrayons d'une lettre particulière le passage suivant. Ce passage est l'expression réelle des sentiments de ceux des ouvriers parisiens que l'opportunisme n'a pas avachi et fort heureusement ceux-là sont plus nombreux qu'on ne pense :

„Tu n'es pas sans savoir que des événements très graves viennent de s'accomplir ici. Ils me laissent absolument froid et peu m'importerait après tout que Mache-la-honte fasse fusiller tous ces gredins qui depuis bientôt 80 ans ne font que berné et endormir le peuple français et je crois même que malgré toutes les protestations qui parviennent aux journaux si le coup d'état poursuit son chemin, nos radicaux de carton-pâte ne trouveront que peu d'imbéciles, prêts à se faire tuer pour eux. Cependant on peut se lever sans crainte pour défendre ce mot de république dont tant d'idiots se contentent car étant donnée la couardise de nos démocrates il est certain qu'à la première apparition des soldats, tous ces *chefs* se tireront les pattes et que le peuple ouvrier révolutionnaire restera maître du terrain. Je n'envisage pas non plus la guerre extérieure de mauvaise oeil, car elle pourra nous procurer les armes dont nous manquons et qui par le temps qui court nous seraient absolument nécessaires “

Cela ressemble terriblement au langage des ouvriers en 1851. Combien de Baudin cette fois-ci ? un ou la moitié d'un ? heureusement que la masse ouvrière veut résolument aujourd'hui son émancipation sociale et qu'elle saisira toutes les occasions de la réaliser.

Savoie. Quelques compagnons appartenant à la Fédération jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs, ont pris l'initiative d'organiser tous les dimanches des conférences spécialement destinées aux ouvriers agricoles.

La première de ces conférences a eu lieu le 19 mai à Perly, petit village suisse situé à 200 mètres environ de la frontière française.

Le sujet choisi était : *Les Paysans avant et après 1789*. Dans une causerie aussi simple que possible, le compagnon *Montels* s'est efforcé de prouver aux 80 paysans qui formaient l'auditoire, que malgré 1789, 1830 et 1848, le sort des cultivateurs salariés est resté le même, et que le servage a seulement changé de nom. En conséquence il a engagé, ceux qui l'écoutaient, à se grouper, à étudier, à lire les brochures et journaux socialistes, afin qu'une fois pénétrés de leurs droits et de leurs devoirs, ils puissent, quand sonnera l'heure de la Révolution, joindre leurs efforts à ceux des ouvriers des villes, pour s'emparer du sol et de l'outillage et constituer la Commune sociale.

La séance fut levée aux cris de *vive la Commune ! vive la Sociale !*

La deuxième réunion s'est tenue dans la même localité le 26 mai, le compagnon *Brousse* de passage à Genève y assistait. Malgré les pressions de toute genre faites sur nos amis de

Savoie par les gros bonnets de St-Julien, malgré l'enquête commencée, dit-on, par le commissaire de police de cette ville pour connaître les noms de ceux qui auraient assisté à la première assemblée, la réunion était assez nombreuse.

Les compagnons *Brousse* et *Montels* développèrent ce sujet : *La société actuelle et la Révolution*.

La séance se termina par des chants socialistes et révolutionnaires : *le Drapeau Rouge*, *la Carmagnole*, *le Père-Duchêne*, etc., etc. et par la distribution gratuite de 50 numéros du *Bulletin* de la Fédération jurassienne.

Variétés.

(Extrait des „Idées sur l'organisation sociale“ par James Guillaume, membre de l'Internationale.)

Il ne manque pas de gens qui se disent socialistes, et qui prétendent que la transformation sociale doit s'opérer par degrés, sans brusques secousses ; l'idée d'une révolution qui se donnerait pour programme de changer du jour au lendemain les bases de l'ordre établi, est contraire à la nature même des choses, disent-ils ; le progrès lent et continu, voilà la loi du développement humain, loi qui nous enseigne l'histoire et à laquelle des impatients, avides de coups de théâtre et de changements à vue, se flatteraient en vain de soustraire la société moderne.

Ceux qui raisonnent ainsi confondent deux choses très-différentes.

Certes, ce n'est pas nous, matérialistes, qui méconnaitrons cette grande vérité, la base même de notre théorie sur le développement des êtres animés : à savoir que les changements, dans la nature, ne s'opèrent point par brusques sauts, mais par un mouvement continu et presque insensible. Nous savons que ce n'est pas en un jour que l'homme est sorti de l'animalité, et que tout changement, tout progrès demande du temps pour s'accomplir.

Cette loi s'applique aujourd'hui même sous nos yeux : la société moderne subit une transformation lente ; des idées nouvelles s'infiltrant dans les masses, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu, c'est une évolution insensible et graduelle, tout-à-fait conforme à la théorie scientifique ; mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre ; elle rencontre une opposition souvent violente ; les intérêts anciens qui se trouvent lésés, la force de résistance qu'oppose l'ordre établi, mettent obstacle à l'expansion normale des idées nouvelles ; celles-ci ne peuvent se produire à la surface, elles sont refoulées, et leur opération, au lieu d'être complète, est forcément réduite à un travail de transformation intérieure, qui peut durer de longues années avant de devenir apparent.

(A suivre.)

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

(3^{me} circulaire aux sections-)

Compagnons,

Le bureau fédéral international vient de recevoir une circulaire émanant de la commission de correspondance de la Fédération italienne. Nous extrayons de cette circulaire les détails les plus importants; c'est un insurgé qui a donné lui-même à la Fédération italienne les renseignements qui suivent:

„Milles causes ont concouru à notre insuccès... Il n'y avait pas encore le quart des amis que nous attendions lorsque la troupe précédée d'une avant-garde de carabiniers vint nous surprendre. Nous fûmes obligés de nous replier du côté des montagnes. La campagne dura six jours; nous entrâmes dans deux communes où nous brûlâmes les archives, le registre des impôts et tous les papiers officiels; nous rendîmes au peuple les fusils de la garde nationale et les haches qu'à diverses époques on lui avait saisies pour contraventions forrestières. Nous lui distribuâmes aussi le peu d'argent qui se trouvait dans les caisses du percepteur. Ensuite nous expliquâmes au peuple nos principes qui furent accueillis par lui avec beaucoup de sympathie... La fermentation commençait déjà dans le peuple. Une commune fut envahie par des paysans qui criaient „nous voulons du pain et de l'argent!“ dans une autre commune on criait „le temps des messieurs est fini, le temps du pauvre peuple commence!“

„A plusieurs reprises nous fûmes à portée des soldats. Nous étions cernés. Une seule issue nous restait du côté d'une montagne très élevée couverte de neige qui nous aurait conduit dans une autre province... Nous cheminâmes avec la pluie dès le matin. Vers le soir, nous arrivâmes au pied de cette montagne; il pleuvait toujours; nous montâmes pendant une heure avec la neige jusqu'au genou; il pleuvait toujours... quelques-uns des nôtres disaient qu'il leur était impossible de faire un pas de plus.

„Sur ce, le brouillard survient; nous sommes obligés de revenir sur nos pas et de nous reposer dans une bergerie... nous ruisselions de pluie et ce qui était pis encore, l'eau ruisselait aussi de nos fusils et de nos munitions. Trahis ou non, la troupe

arrive et nous fait prisonniers sans que nous puissions faire usage de nos armes. Nos armes n'eussent pas pris feu dans un four.

„Nous sommes maintenant en prison...“

Nous avons de plus le plaisir de vous annoncer que l'organisation de l'Internationale italienne est encore debout. A l'affaire du Bénévent, une partie fort minime de ses forces a été engagée et tous les décrets gouvernementaux pas plus que les calomnies de ses adversaires ne parviendront à la terrasser.

Vive l'Internationale!

La Commission administrative de la Fédération française:

CH. ALERINI, chimiste; P. BROUSSE, chimiste;
DUMARTHERAY, plombier; J. MONTELS, peintre;
L. PINDY, fondeur.

Bulletin international.

En Russie, la propagande socialiste continue avec le même entrain qu'auparavant. Les sociétés secrètes déploient toujours la même activité. Rien ne peut arrêter leur développement; ni l'arrestation, durant les trois dernières années, de plus de 1200 personnes (370 pourrissent encore dans les cachots en attendant l'arrêt du tribunal), ni les condamnations barbares qui ont eu lieu après la manifestation faite en décembre à Pétersbourg, ni les condamnations, encore plus barbares, des 50 membres du cercle de Moscou! Les jeunes gens quittent leurs universités, ces serres-chaudes de la science bourgeoise, les femmes — leurs positions aisées; on apprend un métier quelconque et on va dans les fabriques et dans les campagnes, travailler avec les ouvriers et parmi eux faire de la propagande socialiste; on le fait quoique sûr d'être arrêté dans un an ou deux et de périr en prison de cette maladie terrible, la phtisie pulmonaire. Ainsi, immédiatement après le procès « des cinquante », le gouvernement découvre à la fois une imprimerie clandestine qui publiait les discours des accusés de ce procès, pour les propager dans les ateliers et dans les villages, apprend la nouvelle d'une grève à Pétersbourg organisée par les socialistes, reçoit la nouvelle d'une évasion d'un prisonnier, faite en plein jour dans une ville en état de siège (Odessa), et reçoit la triste plainte d'un procureur, Poskotchinsky, qui vient d'être vertement maltraité par des amis des socialistes condamnés récemment. Les arrestations se font donc de nouveau en masse à Pétersbourg, à Moscou, et surtout en Petite-Russie. Par dessus le marché, l'impression produite par le dernier procès des cinquante a été si profonde dans toutes les classes de la société, les accusés et les accusées ont gagné tant de sympathies même parmi leurs ennemis, que le gouvernement se voit diablement embarrassé. Comment faire pour expédier en Sibirie, en toutes formes le reste des prévenus? Le procès « des 195, relatif à la propagande socialiste dans 37 provinces », est donc renvoyé au mois d'octobre, et probablement il sera expédié,

en petit comité, portes fermées, comme on dit: administrativement! Prétendre fermer les portes au socialisme, qui, soutenu par la misère, envahit toutes les cabanes! Quelle folie!

En Espagne, l'organisation internationale marche *très-bien*; mais nos lecteurs ne nous en voudront pas, si nous ne leur donnons pas de renseignement plus précis. Nous leur en donnerons de plus complets en temps et lieux.

En Belgique, grande grève à Seraing. Les ouvriers de six houillères se sont mis en grève, pour résister à une diminution de salaire. Vite, le gouvernement expédie sur place ses gendarmes, pour protéger la sainte propriété, décachète toutes les lettres parvenant aux grévistes et arrête deux délégués de la Fédération internationale de la Vallée de la Vesdre, arrivés sur place. Courage, messieurs les bourgeois, faites donc aussi un peu de propagande; provoquez les ouvriers et ouvrez leur les yeux sur votre juste valeur! Alors on ne verra plus les grévistes suivre, comme ils l'ont fait en 1869, la voix de ceux qui sont venus les engager au calme, lorsqu'ils criaient: « à Bruxelles! ». Souvenons nous bien que c'est à Seraing qu'en 1869 le gouvernement a, durant trois nuits, sabré et embroché les mineurs, et que ce sont ces victimes, dont le sang n'a pas encore été vengé, qui ont le plus puissamment contribué au développement de l'Internationale. Espérons aussi que, si alors, les membres de l'Internationale croyaient de leur devoir de détourner leurs frères de toute émeute partielle, pour tenter un coup général et décisif, que maintenant, ils comprendront que leur devoir est de marcher à la tête des colonnes ouvrières dans chaque tentative insurrectionnelle, pour si minime quelle soit, en application de ce dicton populaire: « Où se bat mon frère, je me bat! »

Les 3 et 4 juin a eu lieu à Bruxelles le congrès de l'Union ouvrière belge. Pour se rendre un compte exact des résolutions prises par ce congrès un coup d'œil rétrospectif ne sera pas inutile aux lecteurs de « l'Avant-garde ». La population ouvrière belge est partagée et suit deux grands courants d'idées: les travailleurs de langue flamande copient le mouvement politique, pacifique et légal de la majorité des ouvriers allemands; ceux de langue française (belgique Wallonne) sont plutôt portés du côté de l'organisation révolutionnaire des ouvriers français, italiens, espagnols et jurassiens. Déjà dans les premières réunions de l'Union ouvrière belge, les délégués flamands avaient essayé de rendre obligatoire l'action politique, mais cette prétention fut repoussée. Les ouvriers flamands ont alors formé à eux seuls et en dehors de l'Union ouvrière belge un « parti démocrate socialiste » d'importation allemande. Un de leurs délégués, le comp. Cœnen, vient proposer de nouveau dans ce congrès, aux ouvriers Wallons, de s'unir à ce parti. Le congrès a repoussé cette proposition en votant la motion suivante:

„Le congrès ouvrier belge, réuni à Bruxelles le dimanche 3 et le lundi 4 juin 1877, approuve l'idée de ne faire qu'une organisation des forces ouvrières de la Belgique, organisation à la fois politique et économique.

„Il s'en tient au principe de l'agitation politique **facultative** comme cela a été décidé au Congrès de Gand.“

Par ce vote, les belges se placent donc sur ce grand terrain libéral de l'autonomie qui nous a conduit anglais étatistes, français, italiens, espagnols et jurassiens anarchistes à la grande victoire du Congrès de Genève (1873).

Le Congrès du 3 et 4 juin vote, en outre, l'envoi à la Chambre des représentants d'une protestation contre les infamies commises à Seraing par les autorités, et confie à la « Chambre du travail » le soin de refaire un contre-projet de statuts et de le soumettre à toutes les Sociétés ouvrières belges.

Nous avons à peine reçu le premier numéro du journal socialiste grec « Démocratie grecque » (Elliniki dimokratia) que le « Bulletin » de la Fédération jurassienne nous apportait la lettre suivante:

„Prison de Patras, 15/27 mai 1877.

A la rédaction du „Bulletin“,

Les suivants: Denis Ambelico-poulo, Constantin Bobotis, Alexandros Emiro-poulo, Constantin Grimani.

„Nous sommes en prisons à cause de la publication de notre journal.

„Salut et solidarité!

„A. Grimani.“

Nous envoyons à nos frères grecs l'assurance de toutes nos sympathies.

L'Eglise.

A l'heure qu'il est, aux yeux des radicaux bourgeois, l'ultramontanisme apparaît comme le grand péril qui menace le progrès moderne.

Ces gens, qui veulent combattre l'Eglise avant d'avoir résolu la question sociale, mettent tout simplement la charrue devant les bœufs.

C'est une idée généralement répandue, parmi les libres-penseurs, que la religion est la cause de la misère: c'est à sa pernicieuse influence que l'on attribue la formation des institutions monarchiques, les guerres, l'esclavage, et, en dernier lieu, l'ignorance et la servitude où languit le peuple travailleur dans les pays modernes.

Cette opinion, pour être très accréditée, n'en est pas moins fausse.

Les radicaux libres-penseurs disent: La religion a engendré la royauté, c'est-à-dire la servitude politique, et celle-ci a engendré le prolétariat, c'est-à-dire la servitude économique. C'est juste le contraire qu'il faut dire. La servitude économique a eu pour suite naturelle la servitude politique, et ces deux causes réunies ont produit l'institution religieuse, l'Eglise.

La religion n'est pas la mère de la misère, elle en est la fille.

C'est parce que les travailleurs sont exploités et asservis par les patrons et par les hommes d'Etat, qu'ils cherchent des consolations dans les chimères d'une autre vie et d'une justice divine.

Ainsi, pour détruire l'Eglise, il ne suffit pas de s'attaquer directement à elle: il faut en même temps attaquer les causes qui ont fondé sa puissance.

Que la révolution sociale vienne: qu'elle émancipe le travail, en donnant la machine à l'ouvrier et la terre au paysan. Le premier résultat de cette émancipation *économique* sera de réaliser en même temps la véritable émancipation *politique*; les hommes, pour la première fois, seront vraiment libres et égaux, dans les faits et non plus seulement sur le papier. Et le second résultat sera de faire disparaître la religion, maladie de l'esprit qui ne peut se guérir d'une façon générale que dans une société préalablement affranchie de la double servitude du capital et du gendarme.

Ainsi, vive la révolution sociale, seule capable de de triompher de l'ultramontanisme et de détruire l'Eglise comme elle détruira la bourgeoisie et l'Etat.

Etatistes et anarchistes.

Dans nos sociétés modernes peu de personnes consomment exactement l'équivalent de ce qu'elles produisent. Les unes (et c'est le plus petit nombre) consomment énormément et ne produisent rien du tout ou consomment beaucoup et produisent peu; d'autres (c'est le plus grand nombre) produisent presque tout et consomment tout juste assez pour conserver des forces dont on sait tirer un aussi habile parti. Le spectacle donc qu'il est donné à l'esprit le moins attentif d'observer est celui d'une société qui se compose de deux fractions fort inégales au point de vue numérique, naturellement ennemies, qui (majorité et minorité) vivent continuellement en présence et contrairement à toutes prévisions se font généralement équilibre.

Nous nous demandions dans une brochure publiée il y a déjà quatre ans: « Quelle est la cause qui veut

que majorité et minorité restent ainsi en équilibre; la cause qui fait que l'immense majorité, formée de ceux qui produisent reste éternellement courbée sous la domination de cette minorité infime qui se compose de ceux qui exploitent? comment peut-il arriver que, contrairement à la loi physique des masses, le plus grand nombre spontanément soulevé n'écrase pas le plus petit! »

Et, nous nous répondions :

« Pareille situation serait impossible, s'il n'y avait point en dehors de la majorité et de la minorité, venant en aide à celle-ci, un système politique quelconque faisant office de *contre-poids*. »

Quel est ce *contre-poids*? comment pourrions-nous découvrir ce qu'il est? observons les agitations qui se produisent au sein des sociétés modernes :

Les deux classes en présence dont nous venons de parler, les bourgeois et les prolétaires, entrent cependant quelquefois en lutte. L'équilibre social instable est rompu par intervalles et l'inégalité des conditions et des fortunes suscite cette guerre des pauvres et des riches, dont sont mortes les démocraties antiques et dont périront nos démocraties modernes si nous ne faisons pas cesser la cause qui les produit. Dans ces guerres c'est le plus ordinairement le pauvre qui est vaincu. Et cependant, le pauvre c'est la majorité immense! le riche c'est la minorité infime! Alors, pourquoi cette défaite et cette victoire?

Voici une première cause :

Quand le combat s'engage, on voit intervenir au profit du bourgeois, au détriment du prolétaire, la *troupe* qui inflige la défaite, la *police* qui espionne d'abord et qui arrête ensuite, la *gendarmerie* qui enchaîne, la *magistrature* qui juge et qui condamne, le *géolier* qui enferme et le *bourreau* qui exécute.

En voici une seconde :

Tous les travailleurs ne prennent pas part à la lutte. Pourquoi? serait-ce par hasard que cette masse n'est pas souffrante? qui l'oserait dire de ceux qui l'ont vue mourir à la peine pour nourrir ses maîtres! serait-ce d'aventure qu'elle serait lâche? d'où vient alors que sous l'uniforme elle meurt aussi bravement pour la défense de richesses sociales qu'elle n'a pas? Cette masse est imbue de préjugés. Voilà le motif. On l'a fort habilement amenée à considérer son esclavage comme légitime et elle se soumet à sa servitude volontairement. Le cerveau de ces grands résignés de nos sociétés modernes est moulé dès l'enfance au moyen d'un *culte* quelconque, maintenu plus tard dans sa forme bourgeoise par une certaine *éducation*, développé enfin chez quelques-uns, mais dans une direction toujours déterminée, par une philosophie, une science officielles, par l'*instruction publique* en un mot.

Ces institutions : les *cultes*, l'*instruction publique*, la *magistrature*, la *police*, l'*armée* . . . , etc., organisation pour les uns de la servitude volontaire, organisation pour les autres de la servitude forcée, qui unies à ce principe fatal l'autorité, au gouvernement élu ou non qui la réalise et qui les organise, constituent dans leur ensemble le *contre-poids* dont nous avons parlé. Nous appellerons ce contre-poids de son nom historique : « l'Etat ».

Le rôle néfaste de l'Etat ainsi dévoilé, que peut-être à son égard la tactique des socialistes? il nous semble que la logique les place dans une seule alternative : l'*abattre* ou s'*en emparer*.

Le maintien de l'ordre de choses actuel, — disent ceux qui veulent détruire l'Etat, — est lié à l'existence d'un contre-poids qui fonctionne au profit de la minorité bourgeoise; brisons, arrachons le contre-poids, la majorité sera libre, la minorité vaincue! arrachons

le contre-poids ripostent les autres, oui, mais ne le brisons pas, faisons — le jouer à notre profit. Puisque l'Etat — ajoutent-ils — est assez puissant pour maintenir en face de la majorité rendue impuissante, une minorité victorieuse, à plus forte raison pourra-t-il au service de la majorité enfin révoltée, maintenir pendant toute une période révolutionnaire indispensable la minorité écrasée.

De là deux écoles bien tranchées dans le socialisme moderne, celle des *ÉTATISTES* (partisans de l'Etat) et celle des *ANARCHISTES* (*a*, privatif; *archê*, gouvernement) qui sont les adversaires déclarés de cette institution.

Les étatistes font abstraction du côté tyrannique de l'Etat actuel. Ils placent l'Etat dans le mouvement de l'histoire. Ils le regardent comme l'institution morale la plus grandiose destinée à l'éducation de l'humanité. Ils le considèrent comme un élément social indispensable à la création, à la gérance des services publics dont il serait en quelque sorte « la machine ». La tâche de l'Etat d'après eux est plus ou moins large suivant le degré de civilisation, et loin de diminuer avec le progrès elle grandit. Pour eux enfin la côté tyrannique de l'Etat actuel provient de ce que cet état est un « Etat de classe » (*Klassenstaat*); cette tyrannie cessera lorsqu'ils seront parvenus à le développer, à l'étendre à tout le peuple, quand il ne sera plus un « Etat de classe », mais bien « l'Etat du peuple » (*Volkstaat*).

Les adversaires de l'Etat se gardent bien de nier la vie historique de l'Etat. Ils savent aussi qu'il s'est développé au cours de l'histoire. Qu'il a successivement établi la domination d'une famille, d'une caste, d'une classe au détriment de la masse populaire. Ils savent parfaitement qu'il a grandi peu à peu, mais ils savent par conséquent, qu'il est appelé à vieillir et à disparaître. Son passé les rassure sur son avenir. L'histoire justement en mains, ils déclarent que jamais l'Etat ne fut l'inventeur, l'exécuteur des services publics, mais qu'il en a seulement profité, qu'il en a fait un monopole et les a exploités. Ils regardent l'Etat comme l'organisation extérieure, faite de *haut en bas*, de la puissance sociale au profit d'une partie de la société, au détriment de l'autre. Pour eux le fameux « Etat du peuple » deviendrait *en obéissant à sa loi historique*, un « Etat de classe » comme tout autre.

De ces façons différentes de considérer l'Etat il résulte un idéal différent, une tactique différente, pour les deux écoles.

Pour les étatistes, l'Etat ayant certains bons côtés même actuellement, il est naturel qu'ils en appellent constamment à son intervention; qu'ils lui demandent des lois protectrices du travail, qu'ils lui adressent des pétitions, qu'ils demandent justice à ses tribunaux, qu'ils prennent part à la formation de ses rouages divers.

Pour les anarchistes, cette intervention est non seulement inutile, mais nuisible et dangereuse. Ils la combattent en pratique, dans toutes les circonstances, énergiquement.

Pour les étatistes, « l'Etat du peuple » est l'avenir.

Pour les anarchistes, l'idéal est l'abolition complète absolue, définitive, de l'Etat sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations et la constitution libre et spontanée, de *bas en haut*, des groupes et de leurs fédérations.

Les étatistes veulent conserver l'Etat et le développer. Les anarchistes au contraire ne veulent rien conserver de l'organisation actuelle, pas plus sa forme politique que sa forme économique. Les anarchistes sont donc des révolutionnaires purs; les étatistes, des révolutionnaires-conservateurs.

Vous ne m'en voudrez certainement pas, si, au lieu de vous entretenir sur le congrès du parti socialiste-démocratique allemand, qui vient d'avoir lieu à Gotha, le 27 mai, et dont la stérilité des débats a surpassé tout ce qu'on pouvait prévoir en ce genre, je jette un coup d'œil général sur le parti socialiste allemand, sur ses forces actuelles et sur ses modes d'action.

Vous savez que ce parti s'est constitué en 1875, par l'union des Lassaliens avec les communistes autoritaires du parti d'Eisenach. Le programme, adopté par le nouveau parti, était: dans un avenir plus ou moins lointain, le renversement de l'état de classe actuel, qui serait remplacé par un état populaire; l'abolition de la propriété individuelle et le communisme gouvernemental, mis en pratique par une sorte de convention nationale socialiste. Comme moyen d'y parvenir, une organisation ouvrière fortement centralisée, qui s'emparerait du pouvoir quand elle se sentirait assez forte. Enfin, comme moyen de créer cette organisation, l'agitation pour les candidatures de socialistes au Reichstag et l'élaboration de certains projets de lois tendant à améliorer temporairement le sort de l'ouvrier. En deux mots: large but, tristes moyens. Le tout, d'ailleurs, en restant toujours sur le terrain strictement légal. Car, si les deux anciens partis étaient divisés sur maintes questions, ils tombaient parfaitement d'accord dans leur mépris commun pour toute tentative insurrectionnelle „de la vile populace“; ils n'admettaient l'action violente que le jour où elle serait „opportune“ (c'est-à-dire inutile), le jour, où la grande majorité du peuple se serait déjà inspirée des idées communistes. Comprenant l'histoire à leur guise, ils niaient ainsi que toute grande révolution fût fatalement précédée de nombre d'escarmouches qui ont précisément servi à faire l'éducation politique des masses populaires, des auteurs des grandes révolutions.

Laissons de côté, la question de l'état populaire, sauf à y revenir plus tard, j'en viens aux résultats de la tactique du parti.

Le parti croissait assez vite. De 25,660 mandataires, représentés au congrès de 1875, il est monté à 31,255 en 1875. Le nombre de votes, réunis sur la surface de l'Allemagne pour les candidats du parti, croissait en proportion: de 351,000 en 1874, à 497,000 en 1877. Enfin, la presse du parti compte aujourd'hui 41 grands et petits journaux, ayant plus de 100,000 abonnés, dont 12,000 appartiennent à l'organe central du parti, le *Vorwärts* (En avant!).

Mais, tandis que le parti augmentait ainsi en nombre, il perdait à vue d'œil de sa valeur. — Mis dans l'impossibilité de dire aux électeurs ce qu'on ne se laissait pas de répéter il y a quelques années, — que „les parlements ne servent qu'à tromper et à mieux asservir le peuple“, — car en le disant on ne pourrait plus pousser en même temps le peuple vers les urnes, — on cajole maintenant l'ouvrier par l'espérance d'être un jour représenté au Reichstag en nombre suffisant, pour arracher pacifiquement à la bourgeoisie des concessions de quelque valeur.

L'agitation électorale, qui d'abord avait été posée comme *moyen*, est devenue aujourd'hui le *but*, le but unique du parti. Avoir un député de plus à la Chambre, devient une question vitale. Et pour avoir ce député on recourt à tous les moyens. On renie toute teinte révolutionnaire, — pour ne pas choquer les électeurs; on passe légèrement sur la partie socialiste du programme du parti — pour attirer le petit bourgeois; par dessus tout, on tâche de renier le nom d'utopistes, et de passer pour des gens pratiques, „opportunistes“, sachant se faire aux exigences du moment. Pour ramasser plus de voix, on pose 175 candidats, dont la teinte socialiste, pour la plupart, est plus que douteuse.

Pour faire marcher la machine électorale, on fonde toute une bureaucratie d'employés: d'orateurs salariés et de rédacteurs largement rétribués, qui en sont arrivés à s'isoler en petit comité, à rompre tous les liens, avec la masse qui, seule aurait pu les inspirer, et à s'assimiler, par leur genre de vie et leur ordre d'idées, aux bourgeois, aux libéraux.

Enfin, pour obvier à tout chancellement d'opinions, on renvoie à un temps indéterminé toute discussion des questions de principe, qui auraient pu faire surgir la discorde; et, agissant avec un touchant accord, la bureaucratie ferme soigneusement la porte à tout courant abstentionniste; on dénature et on calomnie enfin toute tentative faite où que ce soit, d'*agir*, de faire une autre propagande que celle du parlementarisme.

Il est donc évident que le Congrès de Gotha n'a pu traiter aucune question qui fût de quelque intérêt pour le socialiste. Pendant deux jours, on n'a parlé que de tactique parlementaire et d'agitation électorale, ou bien, de projets de lois comme celui qui tendrait à diminuer le nombre d'années du service militaire! Et l'acharnement, avec lequel les chefs tombaient (pendant les débats sur la presse du parti) sur chaque opinion contraire aux opinions orthodoxes, nous a donné l'avant-dégoût de ce qui aurait lieu dans un prochain état ouvrier, où une masse, éblouie

de l'Allemagne de ses meneurs, se laisserait gouverner par eux, non seulement dans toutes les questions du domaine de l'état actuel, mais encore dans toutes celles que s'approprierait l'état communiste. Enfin, quelques révélations, faites dans le cours des débats, ont dévoilé que le parti actuel, dès aujourd'hui, a déjà été fatalement poussé à entrer en négociations avec des partis bourgeois, qu'il avait autrefois proclamés si hautement „n'être tous, sans exception, qu'une masse réactionnaire vis-à-vis de l'ouvrier“. Ce congrès a donc prouvé hautement que l'opportunisme en socialisme porte les mêmes fruits que l'opportunisme en politique bourgeoise: la stérilité et l'impuissance complète.

Je serais cependant injuste envers les socialistes allemands, si je ne disais, pour terminer, que déjà en ce moment il commence à se produire en Allemagne des indices de réaction contre le parlementarisme et contre les chefs qui y entraînent le parti. Cette opposition se manifeste surtout dans les provinces rhénanes et à Berlin. Le faible accroissement des députés du parti, parvenus au Reichstag (7 en 1871, 9 en 1874 et 12 en 1877, tandis qu'on comptait, au moins, sur 17); les immenses frais des élections (plus de 250,000 francs); la défaite des socialistes dans cinq districts électoraux qui avaient été conquis en 1874; les désillusions apportées par la dernière session du Reichstag, où les socialistes n'ont pas même pu parler; enfin l'autoritarisme des chefs, — tout concourt puissamment à ouvrir les yeux à la masse. Mais on peut facilement prévoir que maintenant, ce ne sera plus qu'après une longue et difficile lutte, que les socialistes anti-autoritaires et révolutionnaires allemands parviendront à s'entendre et à s'unir, pour fonder un groupe d'action. La formation de ce groupe est pourtant chose fatale.

France. Lyon. Voici un extrait d'une lettre écrite de Lyon à la rédaction de l'*Avant-garde*. Elle permettra aux lecteurs de rapprocher ce que pensent les ouvriers de Lyon de ce que pensent les ouvriers de Paris:

„Ici les ouvriers sont résolus. On ne craint pas le coup d'état, on le désire. Seul il pourra arracher la France à la marche de tortue de ces dernières années. Nos républicains se battront-ils avec le peuple? on en doute fort et l'attitude de Bonnet-Duverdier, le silence du Conseil municipal de Paris, celui du Conseil municipal de Lyon nous semblent d'un triste augure. Nous avons cependant dans notre jeu quelques atouts excellents: les ouvriers sans travail sont ici très nombreux et il serait fort possible qu'ils ne voulassent pas se contenter de la république nominale... Quant au Congrès ouvrier de Lyon, on n'en parle presque plus. Ou la réaction l'emporte et il n'en est plus question ou la république se déroule puissante et forte, et ces buveurs de sirop seront de beaucoup dépassés par le peuple. En tous cas les temps sont proches.“

L'abondance des matières, nous oblige à renvoyer au prochain numéro la continuation de l'extrait de la brochure du citoyen James Guillaume.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1873	fr. —. 60
Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale, tenu à Berne en 1876	„ —. 60
Suffrage universel, par P. Brousse	„ —. 60
Mémoire de la Fédération jurassienne (histoire de l'Internationale en Suisse)	„ 3. —
Almanachs du peuple, 1874, 1875, l'exemplaire	„ —. 30
La théologie politique, par M. Bakounine	„ 1. —
L'Empire knouto-germanique, par M. Bakounine	„ 1. —
L'économie politique, jugée par la science (première partie), par Tchernychevsky	„ 3. 50
Esquisses historiques, 1 ^{re} et 2 ^e série	„ 1. —
Collection du „Bulletin de la Fédération jurassienne“, 1 ^{re} année	„ 5. —
2 ^e „	„ 7. —
3 ^e „	„ 9. —
Etude sur le mouvement communaliste, par G. Le- français	„ 3. 50
Troisième défaite du prolétariat français, par B. Malon	„ 3. 50
L'Internationale, son histoire, ses principes, par Malon	„ —. 30

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Bulletin international.

Dans la grande république bourgeoise, les Etats-Unis, la position de l'ouvrier devient aussi insupportable que partout ailleurs. Deux millions d'hommes sans travail, dont 50,000 à New-York seulement. Les patrons en profitent, bien entendu, pour museler la bête de somme. Réduction générale des salaires, voici le mot d'ordre d'aujourd'hui; et si la bête proteste — eh bien, alors on imite l'Europe, on envoie les troupes, — pardon, la milice — pour protéger la sainte liberté d'exploiter. A Haverstraw, par exemple, on travaille dans les briqueteries à la pièce, ou plutôt à la tâche, *en moyenne* 16 heures par jour (*seize heures*!). Mais les patrons trouvent que ce travail engraisse trop l'ouvrier, et ils réduisent d'un tiers les salaires, plus que modestes. Quatorze briqueteries se mettent alors en grève, et le Gouvernement de l'Etat envoie immédiatement quelques compagnies de milice . . . pour provoquer un peu les gens affamés, — tout comme le faisait Badinguet au Creuzot. D'autre part on vient de condamner à mort « une douzaine » de Mac-Maguirs, — de braves gens qui ont importé d'Irlande leurs sociétés secrètes et leurs procédés expéditifs. La société fut découverte à la suite d'un de ces actes de vengeance ou de justice, que les magistrats avec ou sans robe qualifient de crimes agraires; et neuf membres de la société ont dû être pendus le 21, un est réservé pour juillet, et trois autres pour le mois d'août, afin d'inspirer la terreur aux sociétés secrètes. Enfin, dans l'Etat Illinois, il vient d'être passé, à la suite de la grande grève des employés de chemin de fer, une loi qui ferait honneur à l'épée aussi loyale que non vaincue. Chacun — dit la loi — qui conspirera avec un autre, ou d'autres, pour entraver *de quelque manière que ce soit* la marche d'une entreprise commerciale, sera condamné à une forte amende et à la prison, de 20 jours à 3 mois. En un mot, la grande libre république nous donne journellement la preuve que sans liberté économique, point de liberté politique. La pauvreté c'est l'esclavage.

Une agitation socialiste prononcée commence à se produire en Galicie. Les frères des Jacques de 1848-1849, habitant les villes, remuent aussi cette fois-ci. Mais la vigilante

protectrice des grosses bourses, la police, veille. Elle ne se contente pas de supprimer la moitié des articles de l'organe des socialistes de Vienne, *l'Egalité*, et de le faire paraître avec la moitié des colonnes en blanc. Elle fait maintenant des perquisitions en masse à Lvoff et à Vienne et fouille les locaux des journaux et de toutes les sociétés ouvrières. On est parvenu ainsi à découvrir une organisation secrète et à faire maintes arrestations de polonais et d'émigrés russes. Mais — ce n'est pas par des années de prisons qu'on détruira des organisations secrètes, faites par des Polonais! Une fois sorties du cercle des questions nationales et placées sur le terrain de la lutte du travail, elles feront leur chemin, et alors, gare aux messieurs de Vienne.

En Russie, nouvelles condamnations. On vient de condamner, pour la propagande socialiste, 15 membres de la société secrète d'Odessa, arrêtés il y a deux ans; 13 ouvriers et deux étudiants vont expier en Sibérie le crime d'avoir fondé une organisation secrète et propagé des brochures socialistes; six sont condamnés de 10 à 5 ans de travaux forcés. Cette fois-ci toute l'affaire a été faite en famille, portes fermées, et il a été même défendu aux journaux d'en souffler un mot. Une dizaine de parents des accusés ont seuls pu assister aux séances, et les journaux n'osent pas même rapporter la sentence.

Les deux compagnons de Verviers, arrêtés pendant la grève de Seraing sont encore en prison. Vive la liberté belge! Le « Mirabeau », organe des sections Wallonnes, publie la circulaire de convocation du Congrès socialiste universel. Dès que nous en aurons reçu, de la commission administrative de la Fédération, la communication officielle, nous publierons ce document. Ce Congrès aura lieu à Gand.

L'Internationale espagnole vient de perdre un de ses membres les plus actifs et les plus dévoués, Vicente Fombucna. On lui doit l'organisation de la Fédération ouvrière d'Alcoy qui a compté plus de 2000 membres. En juillet 1873, il fut un des meilleurs combattants dans l'affaire d'Alcoy. Condamné, il se cacha à Madrid où il travaillait de son métier tout en donnant à la cause tout son temps de liberté. Découvert, il dut s'enfuir et se cacher à Séville. C'est là que la fièvre typhoïde l'a atteint et c'est là qu'il est mort. Cet homme dévoué laisse sa famille dans la misère. La Fédération espagnole ouvre une souscription en sa faveur.

Dernières nouvelles. — A Cesena (Romagne), à l'occasion d'un « enfouissement » funèbre, la section internationale est sortie avec son drapeau rouge. La police est intervenue et a ordonné la confiscation du drapeau; les internationaux ont refusé. Alors une lutte au sabre et au couteau s'est engagée entre nos amis et les mouchards italiens aidés par les carabiniers. Il y a eu des deux parts des blessés. Quelques arrestations ont été faites. Le drapeau a été déchiré dans le combat, mais la police n'a pas pu s'en emparer. Vous voyez, messieurs les calomnieurs de toutes nuances comme la Fédération italienne est morte? Au prochain numéro les détails de cette affaire.

La situation.

Sur l'ordre de Mac-Mahon, le « Grand Conseil des communes de France » (style Gambetta), d'autres disent plus simplement le « Sénat », a parlé. Il a donné *son avis conforme* et la Chambre des députés est dissoute. Oh! nous le reconnaissons volontiers! les droites, au Sénat, à la Chambre, n'ont rien trouvé à répondre: ici et là, elles sont battues à plate couture; les gauches, à la Chambre, au Sénat, ont été superbes de faconde: comme blague, ici et là, c'est très-réussi. Voilà qui est bien, très-bien, comme dit la chanson, mais voyons la suite:

Que veut la France? la république. Quelle république? La France ne veut plus de *république-sans-républicains*, la France ne veut plus de *république septennale*, la France ne veut plus de *république aimable*; elle sait maintenant, la France, que toutes ces sortes de républiques sont des républiques rétrogrades, conservatrices des « bases éternelles de tout ordre social », conservatrices de la religion, conservatrices de la famille, conservatrices de la propriété, conservatrices en un mot de la monarchie. Ce que veut la France c'est une république républicaine suivie de toutes ses conséquences, accompagnée de toutes ses nécessités sociales. Elle ne veut plus sous le nom de république d'une république monarchique ou si l'on préfère d'une monarchie élective. La république qui résulte des dissensions des droites n'est qu'une république, par impuissance de monarchie? La France n'en veut pas. La république thiériste est une monarchie constitutionnelle au sommet de laquelle, les trois prétendants par droit de naissance, n'ayant pu se mettre d'accord, on veut placer au lieu du roi héréditaire, un quatrième prétendant, un prétendant par droit de suffrage, un roi électif? La France n'en veut plus. La France populaire ne veut plus de ces républiques qui sont un *but*; elle veut maintenant une république *comme moyen*, c'est-à-dire une république où chaque être humain étant *complètement, absolument* libre, l'ordre social, le bonheur, le progrès résulteraient du libre jeu de la trilogie fameuse, *Liberté, Egalité, Fraternité*, descendue enfin du frontispice de nos monuments pour se réaliser dans les faits.

Eh bien! cela est de toute évidence: ni l'Etat Mac-Mahonnien, ni l'Etat Thiériste, ni l'Etat Gambettiste ne peuvent nous donner cette république sérieuse. L'Etat ne saurait mentir à sa mission, enfreindre sa loi, déshériter un peuple. Ce que peut nous donner la voie légale, parlementaire, électorale, pacifique, étatiste, c'est une république de minorité, une de ces républiques rétrogrades dont la France ne veut plus. Un fait rejaillissant est de voir en toutes circonstances, aujourd'hui comme hier, comme demain, en France et partout, la seule solution possible jaillir de notre programme révolutionnaire, anti-étatiste, anti-gouvernemental. Comme nous allons le démontrer, l'insurrection populaire d'abord, l'application du principe anarchiste ensuite, voilà la clef, la seule de la situation.

Démonstrons-le.

Dans trois mois, de deux choses l'une: ou l'assemblée des 363 est réélue et Mac-Mahon devient une boîte à giffles, ou à force de pressions policières, administratives, militaires, politiques, économiques, judiciaires, grâce à l'intervention puissante de cette machine dont il tient la manivelle, l'Etat, c'est une assemblée de droite qui apparaît.

Dans cette dernière hypothèse, nous recommençons l'histoire de l'assemblée de 1871. Trois partis monarchistes en présence qui montent carrément à l'assaut de la république pendant que les républicains trouvent « opportun » de se croiser les bras. Mais parvenus sur la brèche ces trois partis se disputent pour savoir « quel drapeau sera planté ». Donc république rétrograde. Passons.

Dans la première hypothèse, retour des 363, et en supposant que « Mache-la-honte » s'en aille, devenu « Mache-tout », Thiers, l'acclamé de nos dernières séances parlementaires, LUI enfin! Adolphe! devient président de la république. Vite, un coup de bascule! le bonhomme se retourne et appuyé sur son centre gauche, aujourd'hui comme alors, montre les dents à son « fou furieux ». Si l'on ne veut pas lui donner une majorité à gauche pour appuyer tous ses projets rétrogrades, eh bien! il l'ira prendre à droite! Donc république rétrograde. Passons.

Une chose encore peut se faire, que Mac-Mahon ne s'en aille pas du tout et que nos 363 héroïques reçoivent le coup de balai traditionnel. Dans ce cas aurons nous par la voie légale, la république! Passons.

Il reste encore une dernière hypothèse, la plus grave, la guerre.

Pendant la guerre franco-prussienne, la Russie couvrait l'Allemagne. Il est naturel que pendant la guerre turco-russe l'Allemagne à son tour couvre la Russie. Qu'une guerre donc déclarée à la Russie par l'Angleterre et l'Autriche, occupe l'Allemagne, la France cléricale se jette sur l'Italie. La précipitation avec laquelle le parti des ducs et des curés a chassé du pouvoir un ministre qui allait tomber de lui-même, avec laquelle on a dissous une Chambre qui voulait la paix, semble prouver qu'il devenait pressant d'avoir ses coudées franches. Il est possible maintenant d'agacer assez les nerfs de l'Allemagne, ceux de l'Italie, pour se faire déclarer la guerre et la nouvelle Chambre en arrivant trouvera un fait acquis, une partie engagée, il ne lui restera qu'à protester et à voter des subsides: Ce qu'elle fera. Si nous sommes vainqueurs, aurons-nous la république? nous sommes cléricalisés pour vingt ans! Passons.

Que l'on approfondisse toutes les suppositions, que l'on fouille toutes les hypothèses et l'on sera convaincu que l'Etat, quelle que soit sa forme, ne peut nous donner notre république. Si nous la voulons, il faut désertier les urnes et peupler les barricades, et pour cela, il faut s'organiser. Donc que l'on ne perde pas un temps précieux, que l'on s'organise pour appliquer le premier point de notre programme, l'insurrection.

Mais ce n'est pas tout. Supposons l'insurrection triomphante. Le peuple de Paris, de Lyon, de Marseille, des grandes villes enfin, acclame Gambetta. Nous voici une fois de plus enfoncés dans le borborygme des gouvernements provisoires. Dictateur, Gambetta en appelle au suffrage universel et pour qui connaît en France l'état des partis, il reste hors de doute que le pays lui enverra une Chambre où une seule majorité sera possible, une majorité de coalition, et à sa tête M. Thiers ou son Sosie. Nous recommençons à tourner dans le cercle vicieux des républiques constitutionnelles.

Que faire alors?

Appliquer le second point de notre programme, son coté anti-étatiste et anti-gouvernemental. Qu'au lendemain d'une insurrection triomphante on n'acclame plus un homme, mais un principe; ne proclamons pas Gambetta, mais la commune. Oui, le salut de la république est dans l'établissement des communes autonomes partout, dans les plus grandes villes et dans les modestes hameaux.

Etudions un peu quelle est en France la répartition géographique des opinions. On n'appuie pas assez sur ce fait de politique scientifique et expérimentale. Il n'est pas en France un seul parti politique réellement prépondérant, assuré d'une solide et puissante majorité gouvernementale. Les républicains conservateurs, opportunistes, intransigeants, les légitimistes, les orléanistes, les bonapartistes, pour s'assurer une majorité de gouvernement, sont condamnés à des coalitions: coalitions puissantes pour l'attaque, bonnes dans l'opposition, impuis-

santes et nulles pour la défense une fois au pouvoir. En France point de gouvernement centraliste de quelque stabilité. Mais si l'on réfléchit que les partisans de ces opinions ne sont pas régulièrement disséminés sur toute la surface du territoire, mais sont parqués au contraire en groupes homogènes et parfaitement distincts; que les intransigeants et les socialistes dominent dans les grandes villes, les opportunistes et les conservateurs dans les cités de moyenne importance, et les monarchistes dans quelques campagnes, villages ou hameaux, on entrevoit une solution possible: la coexistence de ces groupes organisés comme il leur plaît, au sein d'une large et puissante Fédération de communes autonomes.

Il est des villes comme Paris, comme Lyon, comme Marseille, . . . etc. . . qui sont énergiquement, profondément républicaines. Elles sont prêtes, ces héroïques! à arracher de leurs fronts, leurs antiques couronnes murales et à coiffer le bonnet phrygien! Tenez! les voilà qui sortent de leur immobilisme où « l'Etat » les retenait! elles descendent de leur piédestal et s'élancent joyeuses vers l'avenir, à travers tous les essais, toutes les expériences qui ont pour but, le bonheur de l'humanité. Timides et craintives, les petites communes campagnardes se blottissent et s'accroupissent au pied de leurs clochers. Elles attendent pour s'élancer aussi vers l'aurore, de voir le sort qui attend leurs compagnes plus courageuses!

Pénétrons dans cette hypothèse, nous entrevoyons l'avenir!

Paris est en république. Dans Paris autour de chaque intérêt se forme un groupe spécial pour le satisfaire. Les corps de métiers constitués se fédèrent et sur le sol, dans la fabrique, à l'atelier, propriétés collectives des travailleurs, ils font mouvoir, par l'aide de tous et au profit de tous, les immenses machines. D'autres groupes se forment par quartiers; ces groupes de quartiers se fédèrent et l'organisation qui en résulte pourvoit aux besoins de la consommation. Plus de parasites, des travailleurs! le bonheur, la liberté, sont partout! le drapeau rouge sur les murs, le bonnet rouge sur toutes les têtes!

Hélas! dans la pauvre petite commune monarchique, le curé se fait élire président à vie. Ici, on a conservé toutes les institutions anciennes: et le parlementarisme, et la religion, et la famille, et la propriété! Des paysans plus écrasés et plus misérables encore qu'aujourd'hui retournent péniblement leurs champs et nourrissent des fainéants en longue file: capucins, curés, rentiers et militaires! Aussi, la misère est partout! le drapeau blanc est sur les murs, le bonnet d'âne sur les têtes!

Ne craignez rien. Laissez se dérouler côte à côte ces expériences. Vous verrez si ce *fait*, ce contraste palpable, matériel, visible, n'ouvrira pas plus les yeux au bon sens populaire, que les *théories* que contiennent vos gros livres ennuyeux, vos brochures et vos journaux que le paysan ne lit pas! l'aspect du bonheur du parisien fera un meilleur effet, croyez-moi, que vos expéditions de petits avocats parfumés des villes actuelles. Deux ans de cette propagande par le *fait* à côté de la propagande *théorique*, et qu'un roi, un Broglie, un empereur, viennent au nez de l'ouvrier, à la ville ou aux champs, toucher à sa république! il sera, je vous jure, bien reçu.

Pour tous les républicains sérieux la clef de la situation est dans ces deux mots, qui sont deux actes: la COMMUNE par l'INSURRECTION.

Notes et souvenirs.

Nous nous en souvenons encore! C'était sous l'empire, à l'époque des *cinq*; par leurs brillants discours, par l'énergie *parlementaire* de leur opposition dynastique, les Favre et Cie étaient parvenus à cacher aux jeunes

les fautes de 1848; les vieux étaient morts, silencieux ou proscrits: ils n'avaient pas la parole. MM. Favre et consorts s'étaient refait une virginité en remuant aux yeux de tous la pourriture impériale. Un livre parut sous ce titre: « Les hommes de 1848 ». Ce livre, noblement, simplement, remettaient en lumière des faits historiquement vrais. Ce fut une nuée d'injures sur l'auteur. Que pouvait-il être l'auteur! . . . un mouchard, évidemment! L'auteur s'appelait de ce nom rayonnant: VERMOREL!

Au risque donc d'être, lui infime, traité de mouchard, honoré au besoin de porter ce nom illustré par Vermorel, l'auteur des « Notes et souvenirs » parlera un peu aux jeunes hommes de son temps. Et puisque, pour un discours, le nom de M. Gambetta est dans toutes les bouches, il commencera par se souvenir des faits et gestes de M. Gambetta.

GAMBETTA

Cet homme est mon remords!

DELESCLUZE, Bordeaux 1871.

Le pape de l'opportunisme, Gambetta, ce pissenlit né sur le cadavre de *Baudin*, eut l'insigne honneur d'avoir pour parrain politique l'austère et héroïque *Delescluze*.

Le vieux Jacobin resté fidèle à son mandat, repose, à cette heure, dans la fosse commune du Père-Lachaise; M. Gambetta, lui, traître à tous ses serments, possède un hôtel splendide; il est député et président de la commission du budget, la bourse boit ses paroles, tient registre de ses actes, et la bourgeoisie qui flaire toujours ceux qui puent comme elle, l'entoure, le prône et prépare son avènement. Elle pressent en lui le *paratonnerre* de la *sociale*.

Deux mots: *pauvreté*, *dévouement*, résument la vie de Delescluze; trois mots: *palinodies*, *lachetés*, *trahisons* suffisent à peine pour qualifier la courte existence de M. Gambetta.

Pénétrons dans cet égout.

En 1869, l'avocat sans cause trouve une situation dans la politique; entré dans l'arène par la porte basse, le *serment*, on le voit tour à tour, révolutionnaire à Belleville, modéré à Marseille, et « honorable » très calme à la chambre.

A l'enterrement de Noir il brille par son absence; lors de l'arrestation de son collègue, Rochefort, il est d'une éloquence muette; et le 14 août 1870 lorsque le vieux lutteur, *Blanqui* et quelques « fidèles » essayent de soulever le peuple et de renverser, « la pourriture impériale », M. Gambetta retrouve son éloquence pour demander prompt et sommaire justice « *de ces misérables* ». Palikao dut le rappeler à la pudeur et au respect de la loi.

Le 4 septembre 1870, le peuple envahissant le Corps législatif exige la déchéance immédiate de l'empire et la proclamation de la république. Le fougueux tribun subitement devenu *patriote* répond aux hommes des faubourgs. « *Criez vive la France*, vous dis-je, et attendez *respectueusement* la décision de la majorité. » Ce farceur avait déjà dans sa poche sa commission de Ministre de l'Intérieur.

Dictateur absolu à Tours et à Bordeaux, quels sont ses actes?

Républicain, il poursuit avec acharnement les groupes et les hommes (Esquiros et la ligue) dévoués à la révolution.

Patriote, il confie le sang du peuple aux Charrette, aux Cathelineau, aux du Temple, aux d'Aurelles et autres généraux royalistes et bonapartistes, tandis qu'il laisse Garibaldi dépourvu de tout, d'hommes et d'armes.

Libre-penseur, il flatte le clergé et il rétablit à Marseille les Jésuites chassés par le peuple.

Enfin survient 1870, la Commune lutte et meurt, le sang des Parisiens coule à flots pendant que le farouche républicain baigne son torse dans les eaux bleues de St-Sébastien. Il digérait l'emprunt Morgan!

Ses votes valent ses actes. Il vota la Présidence, le Sénat, mais non l'amnistie, sachant bien que nos morts reviennent.

Le *Figaro* a jugé cet homme: « N'insultons pas trop M. Gambetta, écrivait un jour l'organe des catins, nous serons peut-être bien heureux de le trouver ».

Ce jugement est celui de la bourgeoisie; à quand celui que le peuple réserve, dans ses jours de justice, aux lâches et aux traîtres, aux Chaudey et aux Clément Thomas?

Suisse.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

Il est difficile de se rendre compte de la situation actuelle du parti socialiste en Suisse, si l'on ne connaît pas, dans ses traits généraux, l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays pendant les dix ou douze dernières années.

Lorsque s'opéra, dans presque tous les pays d'Europe à la fois, ce grand réveil du prolétariat qui donna naissance à l'Internationale, l'agitation en Suisse se concentra dans trois foyers principaux: Genève, et le Jura neuchâtelois et bernois, pour la Suisse française; Zurich, pour la Suisse allemande. Elle eut, dans chacun de ces foyers, un caractère différent.

A Zurich, les ouvriers imbus encore du préjugé gouvernemental, se mirent simplement à la remorque du parti démocratique, et cherchèrent à obtenir, avec son concours, diverses réformes politiques: la plus importante à leurs yeux était le vote direct des lois par le peuple, procédé infaillible, croyaient-ils, pour enlever le pouvoir des mains de la bourgeoisie et le placer dans celles des ouvriers.

A Genève, il se trouva aussi un certain nombre d'ouvriers (surtout parmi les horlogers, les plus favorisés quant au salaire) qui envisagèrent le socialisme comme une simple question de changement de gouvernement, et qui prêchèrent à leur camarades l'alliance avec les radicaux bourgeois, afin d'obtenir l'admission de quelques ouvriers au Grand-Conseil; d'autres, néanmoins, plus intelligents et d'un tempérament plus révolutionnaire (ceux des corporations du bâtiment, en général), ne voulurent pas entendre parler de pactiser avec la bourgeoisie; il y eut donc lutte entre ces deux éléments, l'un des partis traitant les ouvriers révolutionnaires d'utopistes, et ces derniers dénonçant l'ambition secrète de certains meneurs, qui ne prêchaient l'alliance avec les radicaux que dans l'espoir de se faire à eux-mêmes une position politique (ce qui est arrivé).

Dans le Jura neuchâtelois et bernois (le Locle, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, St-Imier, Porrentruy, etc.) le parti socialiste se sépara de très bonne heure de toute alliance bourgeoise, et s'affirma catégoriquement comme parti révolutionnaire, collectiviste et anarchiste.

Les socialistes de la Suisse allemande (si on peut les appeler *socialistes*) s'étaient généralement tenus à l'écart de l'Internationale; ceux de la Suisse française, au contraire, y étaient tous entrés dès 1866, ensuite que Genevois et Jurassiens se trouvaient côte à côte dans une organisation commune, la Fédération romande de l'Internationale. Heureusement pour la bonne marche de cette organisation, l'influence de la petite coterie des ouvriers-bourgeois de Genève se trouva neutralisée pendant un certain temps par deux circonstances: les grandes grèves des ouvriers du bâtiment en 1867 et 1868, qui contribuèrent énormément à populariser à Genève l'Internationale; et la propagande active faite par le vieux révolutionnaire Bakounine, qui habita Genève pendant les années 1868 et 1869. Mais ensuite, les ouvriers-bourgeois réunissent à prendre le dessus: ils avaient pour eux l'avantage d'être citoyens genevois, et de pouvoir faire vibrer la corde du patriotisme chez leurs compatriotes, tandis que les ouvriers révolutionnaires étaient pour la plupart des „étrangers“. Cette prédominance que prit à Genève, après le départ de Bakounine en 1869, l'élément aux idées étroites et bourgeoises, amena un conflit au sein de la Fédération romande; au Congrès de la Chaux-de-Fonds, en 1870, une scission éclata, et la Fédération romande se trouva coupée en deux moitiés hostiles: d'un côté, les révolutionnaires, dont le Jura resta le centre principal; de l'autre côté, les partisans de la légalité, du parlementarisme, de l'alliance avec les radicaux, dont le centre fut Genève.

L'année suivante, la fraction révolutionnaire, voyant qu'on ne pouvait songer à ressouder les deux moitiés de la Fédération romande, vu les profondes différences de principe qui existaient entre les deux partis, se constitua en une organisation nouvelle: ce fut la Fédération jurassienne, fondée au Congrès de Sonviller en 1871. Dès ce moment, la Fédération jurassienne a été en Suisse le porte-drapeau du socialisme révolutionnaire, et tous les groupes avancés, particulièrement les proscrits de la Commune, se sont ralliés à elle.

Quant à Genève, le parti des ouvriers-bourgeois y avait atteint son but; l'alliance d'une partie des sociétés ouvrières avec les radicaux y fut bientôt un fait accompli; et les intrigues des meneurs qui avaient su obtenir ce résultat, furent récompensées par de bonnes places grassement payées.

Pendant ce temps, quelques sociétés ouvrières de la Suisse allemande constituaient une organisation spéciale, qui s'appela l'*Arbeiterbund* (c'est-à-dire „l'Union ouvrière“). Cette organisation fait la prétention d'employer des moyens *pratiques*, destinés à procurer aux ouvriers des avantages *immédiats*. Ces moyens

pratiques consistent à poser, lors des élections, des candidatures ouvrières; à adresser des pétitions aux Conseils législatifs suisses; à réclamer le vote des lois par le peuple, etc. Le résultat de cette belle tactique a été qu'au bout de quatre ans d'existence, l'*Arbeiterbund* est devenu un docile instrument entre les mains des radicaux, qui s'en servent lorsqu'ils ont besoin de racoler des voix pour une élection; quant aux revendications socialistes sérieuses, l'*Arbeiterbund* les traite d'utopies; la vue même du drapeau rouge lui fait peur, et il le bannit sévèrement de ses cortèges. Mais il faut ajouter que cette manière d'agir a fini par dégoûter les plus énergiques parmi les ouvriers de la Suisse allemande; ceux-là se sont séparés de l'*Arbeiterbund*, se sont constitués en sections dans différentes villes, et ont tendu la main de la solidarité aux internationaux de la Fédération jurassienne.

La situation en Suisse est donc aujourd'hui celle-ci: Deux organisations sont en présence. Celle de la Suisse française est la *Fédération jurassienne*, qui appartient à l'Internationale, et qui rallie tous les socialistes de langue française en Suisse; bien que ses principales sections soient dans le Jura, elle a des ramifications dans plusieurs cantons de la Suisse, et à Genève même elle compte trois sections; elle possède même dans quelques villes des sections de langue allemande et de langue italienne. L'organisation de la Suisse allemande est l'*Arbeiterbund*; cette association est hostile à l'Internationale, qu'elle trouve trop avancée; elle est dirigée par des politiciens radicaux, et, dans ses dernières manifestations publiques, elle a formellement tourné le dos au socialisme. Dans une prochaine lettre, je vous entretiendrai des faits et gestes de ces deux organisations rivales, durant ces derniers temps.

France. Paris. „Pour les nouvelles que tu me demandes dans ta dernière, c'est toujours à peu près la même chose. Beaucoup de phrases à effet pour les citoyens qui ne regardent que les discours et non les actes de leurs soi-disants représentants (qui ne représentent que leurs intérêts personnels). Oh! oui, il y a eu de belles paroles de dites au sujet de cette dissolution! nous, nous revendiquons hautement le nom de révolutionnaires et nous ne voulons pas être assimilés à ces vampires de la noblesse et de la bourgeoisie qui depuis une éternité suçent le sang du prolétaire . . . En deux mots, voici la situation: dissolution de la chambre anti-amnistieuse, candidatures officielles au nom du gouvernement d'un côté, au nom de Gambetta et Cie de l'autre. On fera les élections sur des noms et pas sur des programmes, . . . à moins que des esprits anarchistes viennent en formuler un.“

Nous abondonons dans le sens de cette lettre avec cette seule restriction que le seul programme que des anarchistes puissent formuler en ce moment, c'est de se foutre des coups de fusils.

Mâcon. Nous saisissons dans une lettre le portrait très ressemblant d'un ouvrier opportuniste:

„J'ai eu avec un membre important du cercle de X une discussion fort longue. Cet homme est vieux: la nature a changé son tempérament; 60 ans au lieu de 20. Républicain sincère, mais ne voulant pas ces transformations fortes, spontanées, attendant tout du courant des siècles. Tout son plaidoyer se résume dans ces mots seuls: le progrès est lent, mais il vient, il faut attendre; laissons tout aller, mais pas de moyens violents! . . . Vous en dire plus long, l'espace me manquerait . . . etc.“

Il ne faut pas que notre correspondant se décourage. Nous avons la part belle! A M. Gambetta les vieux? soit! mais à nous les jeunes.

Savoie. Nous extrayons d'une lettre particulière écrite par un paysan le passage qui suit. Paysans et ouvriers ont en France comme on voit les mêmes conceptions sur la situation qui se déroule:

„L'*Avant-garde* a fait sensation ici. Les paysans la lisent et la commentent. Continuez de nous faire remettre le journal; il nous aidera puissamment à combattre l'influence malsaine du *Figaro* que des expéditeurs inconnus nous ont adressé cette semaine (discours du Duc de Broglie)“

Un mot d'un de nos paysans républicains résume la situation et nos pensées: *on va balayer les républicains bourgeois, c'est bien fait pour eux puisqu'ils n'ont rien su faire quand ils avaient tout en mains.*

Oh! c'est que le paysan ne comprend pas de mille façons la république. Il l'appelle „sa Marianne“ et il veut la voir comme lui les bras nus et le cœur à la besogne. Sans cela, il s'en fout!

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

(4^{me} circulaire aux sections.)

Compagnons,

Nous avons reçu deux documents que nous portons à votre connaissance. L'un émane du „bureau fédéral“ de l'Internationale, l'autre des organisations socialistes belges chargées de la convocation et de l'organisation du Congrès socialiste universel:

I. Association Internationale des Travailleurs.

Bureau fédéral.

La Fédération jurassienne propose aux autres Fédérations régionales que le Congrès général de notre Association se réunisse cette année dans la ville de Verviers en Belgique. En outre, la section de Vevey propose qu'au lieu de s'ouvrir lundi, 3 septembre, le Congrès ne s'ouvre que 2 ou 3 jours plus tard de manière à ce que la clôture coïncide avec la date d'ouverture du Congrès universel des socialistes à Gand, qui s'ouvrira le dimanche, 9 septembre. De cette façon, les délégués de l'Internationale pourraient se rendre d'un Congrès à l'autre sans perte de temps.

Veuillez nous communiquer avant la fin du mois courant, votre opinion sur cette double proposition.

La Fédération espagnole nous transmet les deux questions suivantes, pour être portées à l'ordre du jour du Congrès:

1^o Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens (proposition de la Fédération de la nouvelle Castille).

2^o Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays (proposition de la Fédération d'Aragon).

Si quelque Fédération désire nous transmettre d'autres questions pour cet ordre du jour, il serait nécessaire de ne pas tarder d'avantage, afin que nous puissions porter au plus vite l'ordre du jour complet à la connaissance de toutes les Fédérations.

Nous avons à vous faire part d'une bonne nouvelle: un certain nombre de sections existant en France se sont constituées

en *Fédération française*, et nous ont demandé par lettre en date du 1^{er} juin leur entrée à ce titre dans l'Internationale. A teneur de l'article 11 des statuts généraux, ce sera au Congrès à prononcer sur cette demande, et vous voudrez bien donner à cet effet à vos délégués les instructions nécessaires.

Recevez, compagnons, notre salut fraternel.

6 juillet 1877.

LE BUREAU FÉDÉRAL.

II. Congrès général et universel des socialistes en 1877.

Appel à toutes les fractions du socialisme et aux organisations ouvrières de tous les pays.

Les diverses branches régionales de l'Association Internationale des travailleurs, réunies en Congrès à Berne en octobre 1876, — le parti démocrate socialiste du Danemark par une lettre d'adhésion de novembre 1876, — la Fédération ouvrière suisse (Arbeiterbund) dans son Congrès, tenu à Neuchâtel, en mai 1877 — le parti démocrate socialiste d'Allemagne dans son Congrès à Gotha en mai-juin 1877 — et les diverses organisations socialistes belges dans leurs récentes assemblées, ont résolu de prendre part à un Congrès général qu'ils ont décidé de tenir en Belgique dans le courant de la présente année et auquel ils engagent les organisations socialistes ouvrières de tous les pays à envoyer des délégués.

Les préparatifs du Congrès et le choix de la ville où il devait avoir lieu, ayant été confiés aux socialistes belges, ceux-ci ont décidé que le Congrès universel aurait lieu à Gand, le dimanche, 9 septembre 1877 et les 8 jours suivants.

Socialistes de tous les pays!

Plus que jamais il est temps que nous développions nos idées et nos principes; et plus que jamais il est temps que nous établissions l'union entre tous ceux qui veulent l'émancipation du prolétariat. Si notre ligne de conduite peut différer, si nos moyens peuvent être divers, notre but à tous n'est-il pas le même? Ne voulons-nous pas tous que les fruits du travail appartiennent enfin à ceux qui les produisent, et que le bien-être et la justice règnent sur le monde? Tâchons de nous rapprocher et de nous entendre, sinon pour suivre le même chemin (ce qui n'est pas toujours possible), au moins pour arriver ensemble et plus vite au résultat que nous poursuivons tous.

Le Congrès universel de 1877 a précisément pour objet de chercher à établir ce rapprochement et cette entente désirables, par la discussion de quelques unes des questions les plus vitales et les plus urgentes. Nous avons donc lieu d'espérer que toutes les organisations socialistes et ouvrières de tous les pays, — cercles d'études, de propagande et d'enseignement mutuel, groupes corporatifs, syndicats ou *Trades-unions*, colonies et associations coopératives s'efforçant d'appliquer dès maintenant quelques-unes des données du socialisme, partis socialistes constitués pour l'action politique et fédérations ouvrières constituées pour la lutte économique, pour le soutien mutuel, — auront à cœur d'envoyer des délégués au Congrès de Gand.

Voici quelles sont jusqu'à présent les questions mises à l'ordre du jour du Congrès par divers groupes adhérents:

1^o Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières et socialistes.

2^o De l'organisation des corps de métier.

3^o De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques.

4^o Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.

5^o De la création d'un bureau central de correspondance et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs au prix de la main-d'œuvre, au prix des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements des fabriques, etc.

6^o De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.

Les groupes qui auraient d'autres questions à proposer sont invités à en faire tenir la formule à l'une des adresses ci-dessous, avant le 1^{er} août prochain; nous croyons néanmoins devoir engager ces groupes à ne proposer que des questions d'une réelle importance ou d'une grande urgence, afin de ne pas trop surcharger l'ordre du jour du Congrès. Les citoyens qui auraient l'intention de donner des conférences ou de provoquer des meetings pendant la durée du Congrès et en dehors des séances officielles de celui-ci, sont également priés d'en faire connaître d'avance le sujet, si c'est possible; mais il n'y a pas lieu pensons-nous, de fixer ici une date limite pour l'envoi de ces communications.

Au nom des diverses organisations socialistes adhérentes au Congrès :

Pour le parti socialiste belge,
Le Secrétaire du parti :
E. van BEVEREN,
rue Courte du Bateau, 10, Gand.

Pour l'Union ouvrière belge,
Le Secrétaire de la Chambre du travail de Bruxelles :
L. BERTRAND,
rue Jolly, 130, Schaarbeck (ex-Bruxelles).

Pour la Fédération belge de l'Association internationale des travailleurs,
Le Secrétaire du Conseil régional :
PH. CENEN,
rue de Mai (Meistraat), 6, Anvers.

En résumé, Compagnons, les membres de la Fédération française ont à prendre part à deux congrès différents pendant le cours du mois de septembre : l'un aura lieu le 3 ou le 6 septembre, c'est le Congrès annuel de l'Association internationale des travailleurs qui se réunira probablement à Verviers; l'autre se tiendra à Gand, le 9 septembre et auquel prendront part plusieurs groupes socialistes qu'ils fassent ou non partie de l'Internationale. Préparons-nous donc par l'étude des questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès général et à celui du Congrès socialiste universel.

Salut et solidarité!

Pour la Commission administrative de la
Fédération française,

Le Secrétaire correspondant :
L. PINDY, fondateur.

Le pacte de solidarité.

Les élections fameuses sont renvoyées à deux mois; on les fera, à ce qu'on assure au mois de septembre. Le gouvernement cléricol lime, graisse, nettoie, tous les ressorts de la candidature officielle des grands jours de l'empire, les 363 se démenent comme des diables dans un bénitier, et, nos amis, lentement, péniblement, mais sûrement, poursuivent dans l'ombre leur travail d'organisation révolutionnaire. Les tempêtes parlementaires et, le cas échéant, les cyclones des rues sont renvoyés à la fin du mois de septembre. La rédaction de l'*Avant-Garde* est donc condamnée à rester pendant deux mois l'arme au pied, au moins en ce qui concerne les affaires de France. A l'étranger au contraire pendant ces deux mois deux Congrès généraux vont avoir lieu dont l'importance n'échappera à personne : le Congrès de l'Internationale et le Congrès socialiste universel. A l'ordre du jour de ces grandes assises du prolétariat figurent des questions qu'il faut étudier et parmi elles, surtout une qui frappe les imaginations par les espérances qu'elle fait naître, les craintes qu'elle met en jeu; nous voulons parler de la conclusion d'un « Pacte de solidarité entre les différentes organisations ouvrières socialistes ».

Les groupes ouvriers sont en effet profondément divisés entre eux. Tandis que d'immenses sociétés ouvrières comme les « Trade-unions anglaises », « l'Union ouvrière belge », les « syndicats français » poursuivent la lutte économique ne faisant de la politique que par accident, quelques associations avec le « Parti démocrate socialiste allemand », « l'Arbeiterbund » suisse poursuivent la conquête du pouvoir politique, et d'autres, la plupart des « Fédérations de l'Internationale », cherchent, par la propagande théorique et pratique, pacifique ou armée, à augmenter leurs forces, par l'organisation à les grouper, afin de pouvoir les lancer, le moment venu, à l'assaut de toutes les forteresses du capital et du privilège. Qui plus est, grâce à ces divergences de principe une polémique d'une vivacité extrême s'est déchaînée ces derniers temps entre les organes des divers groupes ouvriers, violente surtout entre les internationaux et les démocrates-socialistes, c'est-à-dire entre les autoritaires et les anti-autoritaires. Il n'est pas jusqu'aux groupes du même parti qui ne se fassent la guerre. Guerre entre les anti-autoritaires partisans de la propagande théorique, et les anti-autoritaires partisans de la propagande par le fait, guerre en Amérique, en Allemagne entre différentes nuances du parti étatiste, guerre continuelle en un mot, entre tous, toujours et partout.

Ne pourrait-on pas, se sont demandé quelques amis de la conciliation, mettre fin à ces luttes? Si nous sommes divisés sur les moyens, ne sommes-nous donc point d'accord sur le but à atteindre? Ne voulons-nous pas tous la même chose? la chute de la puissance bourgeoise, l'avènement du prolétariat; la destruction de tous les monopoles, le règne de la justice, du travail, celui de la vérité? Et dans le choix des moyens lui-même, ne sommes-nous donc pas convaincus les uns et les autres que la bourgeoisie ne cédera pacifiquement à aucune revendication légale et qu'il faudra pour la soumettre en venir tôt ou tard fatalement aux mains? Convaincus, tous, de ces vérités, ne pouvons-nous pas aller d'un pas ferme vers le but commun que nous poursuivons, tout en marchant sur les routes différentes qui y convergent, sans tirer mutuellement sur nos troupes par dessus les abîmes qui séparent les différents chemins que nous suivons? Dans cette ascension pénible pour tous, ne pourrait-on pas quand un de nous trébuche lui tendre à la fois, des deux côtés de l'abîme, une main secourable? Ne pourrait-on pas avoir les mêmes blessés sur des champs de bataille différents et le même drapeau, le rouge! dans les divers combats?

Et que faudrait-il pour réaliser cette pacification désirable, — ajoutent les partisans de la conciliation? — Un peu de tolérance mutuelle seulement.

Nous sommes tous en présence de la bourgeoisie, en face de sa puissance qu'il faut abattre. Eh bien! que chacun attaque l'organisation bourgeoise par le point de cette organisation qui lui paraît le plus faible. Les démocrates socialistes allemands demanderont leurs moyens d'agitation à la participation quotidienne à la politique légale. Ils agiteront autour de leurs candidats-ouvriers, par leurs députés, au moyen de leurs pétitions, de leur recours aux tribunaux, de leur vote pour les lois sur les fabriques! Les internationaux attaqueront résolument l'Etat, ce contrefort du monde bourgeois. Ils délaisseront les urnes impuissantes, transformeront les tribunaux en tribunes quand ils y seront entraînés, agiteront les masses, la parole ardente aux lèvres, la plume ou l'arme à la main, et en vue de la révolution, grouperont les énergiques. Aux uns, le soin de pénétrer lentement les masses, goutte à goutte; aux autres le devoir de mener les résolus au combat. Division du travail! Spécialités pour tout dire! Moyens dif-

férents, mais concourant à une même but ! Autrement dit, *autonomie complète* de tous les groupes, démocrates-socialistes d'Allemagne, Arbeiterbundiens suisses, Trade-unionistes anglais, syndicaux parisiens, internationaux de France, d'Espagne, de Belgique, de Suisse et d'Italie !

Ces raisons données, il reste, si on les trouve bonnes, trois moyens de conclure le pacte qui scellerait la réconciliation :

Voici pour le premier :

On connaît la largeur des statuts actuels de l'Internationale ?

Art. 3. Les fédérations et sections composant l'association conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail.

Cet article scrupuleusement observé, nous ne voyons pas, — disent les partisans de la conciliation — ce qui empêcherait toutes les organisations ouvrières existantes de faire partie de l'Internationale au lendemain du Congrès socialiste universel ?

Faites leur observer que cet article fut voté au Congrès anti-autoritaire de Genève (1873) et que pour les autoritaires le souvenir de ce congrès est le souvenir d'une défaite ; qu'aller à l'Internationale qui existe, est s'avouer vaincu, mettre les pouces, et que cela, les Marxistes ne le feront jamais ; immédiatement les amis de la conciliation vous supplieront de faire la part des travers de la nature humaine. La réconciliation vous diront-ils vaut bien la peine que l'on fasse le sacrifice d'un nom, d'un mot, d'une étiquette !

« Fondons — s'écrieront-ils — une nouvelle Internationale et souvenons-nous des principes autonomistes lorsque nous en rédigerons les statuts ! »

Voilà le second moyen. Voici le troisième :

Rappelez-leur un nouvel inconvénient : les lois draconiennes édictées dans les différents pays contre l'Internationale ; montrez-leur l'impossibilité pour les syndicats français, pour le parti allemand, de faire publiquement partie d'une société internationale quelconque en présence de leur ferme volonté de rester sur le terrain de la légalité ? Ils ne se tiendront pas pour battus.

« Que faire alors ? demanderez-vous ?

« Quelque chose » risposteront-ils. « Un rapprochement. »

Cessation complète d'hostilités de toutes parts. Fin des polémiques. Trêve aux insultes. Etablissement de relations amicales de plus en plus larges et réunion annuelle d'un Congrès socialiste universel.

Donc en résumé, trois moyens de réconciliation. Entrée dans l'Internationale telle qu'elle existe — création d'une organisation internationale nouvelle — simple rapprochement amical.

De notre côté, nous avons cru longtemps à la possibilité d'une conciliation quelconque. Lorsque l'idée en fut jetée dans le monde socialiste, au lendemain de l'enterrement de Michel Bakounine, nous l'accueillîmes avec enthousiasme ; dans les réunions, dans la presse, partout, nous la défendîmes cette idée qui nous était chère avec, rage, avec passion, disons le mot : avec fureur. Nous n'y croyons plus. L'expérience a parlé. Au moins avec le parti autoritaire, toute conciliation, tout rapprochement est impossible. Avec ce parti la lutte au contraire est une nécessité.

Nous allons avoir l'ennui d'essayer de faire passer dans l'esprit de nos lecteurs nos conclusions désespérantes.

Si nous nous transportons par la pensée au lendemain du Congrès de Genève (1873) les conclusions des partisans actuels de la conciliation semblent réalisables. Les différents partis socialistes sont parqués

dans différents pays. Les démocrates-socialistes autoritaires sont maîtres en Allemagne, dans la Suisse allemande, en Amérique . . . etc. . . En France, en Espagne, en Russie, en Belgique, en Italie, dans la Suisse jurassienne les anti-autoritaires sont tout puissants. Alors non seulement l'autonomie, mais le « chacun chez soi, chacun pour soi » était devenu possible. Chaque organisation dans son milieu a son ennemi en face dans son gouvernement. On s'isole pour combattre. Si les anti-autoritaires sont unis dans l'Internationale, si les autoritaires sont unis par la société secrète de communistes allemands, ces deux grands partis n'ont plus entre eux aucune relation, ni bonne, ni mauvaise. Pour qu'une coexistence amicale soit possible, sinon une organisation commune, il suffit de faire deux déclarations : d'avouer que les circonstances variant avec les pays telle organisation, tel mode d'action, excellents en Italie seraient déplorables en Allemagne et *vice-versa*. De reconnaître que nul n'est meilleur juge que les ouvriers d'une région de l'organisation qu'il faut accepter, des moyens d'action qu'on doit mettre en œuvre, dans cette région.

Au moment où nous traçons ces lignes, les situations sont changées. Nous le démontrerons en peu de mots.

L'application du principe autoritaire et centralisateur au sein de l'Internationale avait eu une conséquence immédiate : l'explosion des revendications autonomistes. Cette conséquence avait eu pour résultat la mort de l'organisation Internationale autoritaire. L'Etat ouvrier à peine triomphant à la Haye (1872) se disloque ; après 1873, le Congrès, chambre autoritaire ne se réunit plus et au-delà des mers, à New-York, le Conseil général, pauvre gouvernement, agonise.

Forcés à l'isolement, refoulés sur leur territoire national, les suisses allemands, les allemands, s'organisent. Ils fondent l'*Arbeiterbund*, le *parti démocrate socialiste*. Sur qu'elles bases ? Evidemment, d'une manière conforme à leur idéal ; en Etat ouvrier fortement centralisé, gouvernemental, autoritaire. La même tentative devait amener le même résultat.

Ce que l'on pouvait ainsi prévoir est arrivé. L'introduction du principe autoritaire produit dans l'*Arbeiterbund* et dans le parti allemand le même résultat qu'il a produit jadis au sein de l'Internationale : une explosion de revendications autonomistes.

En Suisse, dans l'*Arbeiterbund* (union ouvrière), les meilleurs éléments, les plus jeunes, souffraient d'une dictature d'autant plus insupportable qu'elle s'incarnait dans un aussi déplaisant personnage que le rédacteur de la *Tagwacht*, M. Greulich. — En Allemagne, dans le *parti démocrate-socialiste* (Social-demokratischer Partei), tous les ouvriers libéraux râlaient sous l'oppression d'une bureaucratie ouvrière savamment greffée sur la masse à émanciper et s'émancipant à ses dépens. — En Amérique, situation analogue.

En Suisse, en Allemagne, en Amérique, tout men songe étant protégé par cette barrière, la différence de langage, on entretenait tous les ouvriers dans une horreur profonde des Proudhonniens, des anarchistes, des Bakounistes, des anti-autoritaires . . . etc. . . En Suisse, en Allemagne, en Amérique, les révoltés, sans la trouver, cherchaient leur voie. Mais à la suite de la tentative de conciliation faite au lendemain de la mort de Bakounine, les autonomistes vus de près furent mieux connus. Un voile se déchira et le mouvement anti-autoritaire prit feu comme une trainée de poudre : en Suisse, des sections de langue allemande s'organisèrent, une feuille anarchiste allemande l'*Arbeiterzeitung* se fonda ; cette feuille pénétra bientôt en Allemagne et bientôt, pour la première fois dans des réunions marxistes, des ouvriers anarchistes de langue allemande demandèrent la parole.

L'insolent, le «chacun chez soi», l'autonomie forcée d'il y a quelques années est-elle encore possible? En pareille occurrence comment pourrait exister en Allemagne une conciliation quelconque entre le parti allemand autoritaire et le parti allemand anarchiste en voie de formation? A une seule condition. Il faudrait que le parti autoritaire tolérât ce mouvement de sécession qui diminue continuellement ses forces, autrement dit que le parti autoritaire devint anti-autoritaire ou pour mieux dire qu'il se suicidât.

Il préfère vivre. Ces groupes il les combat; il les combat à outrance; et il les combat qu'ils soient anarchistes, étatistes, Lassaliens, Durhingiens, ... etc. ... Il lui suffit qu'ils ne se soumettent pas à son omnipotence. En Suisse, la *Tagwacht* traite de feuille policière l'*Arbeiterzeitung*; au Congrès de Neuchâtel les délégués de l'*Arbeiterbund* votent une proposition qui chasse de cette société, de ses corps de métier, des ses caisses de résistance et de secours mutuels, tout ouvrier faisant partie d'une organisation différente. En Allemagne un député ouvrier, M. Fritsche, souflette un malheureux soupçonné d'être un correspondant de l'*Arbeiterzeitung* et on chasse des réunions mêmes publiques les ouvriers anarchistes qui demandent la parole.

Et quand la guerre éclate, fatale, entre nos amis et nos ennemis, pouvons-nous rester neutres? Evidemment, non.

Mais voici un argument plus concluant encore. Aujourd'hui, si le parti autoritaire ne nous faisait pas la guerre, nous la lui ferions.

Lors même que le parti autoritaire, confiant dans la force qu'il puise dans un programme terre à terre, simple, copie sur le programme bourgeois, supporterait sans se plaindre ces amputations successives faites à son organisme, la paix ne serait pas assurée.

Le parti autoritaire, notre ami aujourd'hui, serait grâce à son programme étatiste notre ennemi de demain. Que veut-il, en effet? réaliser l'Etat ouvrier, «faire marcher — non seulement la France — mais le monde ouvrier» comme il fait cheminer maintenant les naïfs qu'il embrigade. Si jamais cet Etat s'établissait, nous aurions à le combattre. Puisqu'il faudrait le combattre, nous devons commencer dès aujourd'hui. Si nous ne dénonçons pas au peuple maintenant les dangers que ce parti porte dans son manteau, nous nous faisons son complice. Si nous nous taisons aujourd'hui, nous perdons le droit de parler demain. S'il faut enfin que le peuple subisse toutes les stations de son affreux calvaire, tâchons de rendre sa course plus rapide; qu'il ne s'arrête pas un siècle à la plus pénible peut être, à l'Etat ouvrier; si le parti autoritaire doit réaliser son rêve «la conquête du pouvoir politique» il est bon qu'il arrive à ce pouvoir affaibli, diminué, amoindri, presque mort dans son principe et dans ses hommes.

Il serait absurde que le parti autoritaire acceptât la conciliation. De sa part, elle serait une bêtise; de la nôtre, une trahison.

Oui nous sommes pour un pacte de solidarité, pour un rapprochement, pour tout ce qu'on voudra, mais nous ne croyons de conciliation possible qu'avec les partis qui accepteront comme nous le mot *Autonomie* et non seulement dans un programme commun général, mais aussi dans leur propre programme, dans leur programme spécial.

Nous connaissons maintenant quelques détails sur l'affaire de Céséna :

La sœur d'un ami, jeune femme professant nos idées (chose soit-dite en passant peu rare en Romagne où, à cause même du long gouvernement des calotins, les préjugés religieux sont maintenant moins enracinés qu'ailleurs) était morte.

Nos amis, les internationaux de Céséna résolurent de l'accompagner au cimetière avec le drapeau qui, comme on le pense, était rouge *sang-de-bœuf*. En Italie, pour sortir avec un drapeau, il faut obtenir la permission de la police. On pense, si dans les circonstances présentes, l'internationale dissoute, au lendemain de l'acte de Bénévent, on allait laisser le drapeau rouge se balader dans les rues de Céséna! Le cortège donc était en marche. Une musique civile le précédait et faisait entendre ses sons funèbres; venaient ensuite des femmes en deuil, et enfin les 40 membres de la section de Céséna. Tout à coup un de nos amis s'avance pour prendre place, le drapeau rouge en mains. Le signal est donné, tous les mouchards se rassemblent et délégué en tête, s'avancent le révolver d'une main, le sabre de l'autre. Ordre d'abaisser le drapeau. Refus unanime. «Savoie! Savoie!» crient les policiers et les gendarmes, et la bagarre commence. Malgré la foule qui se presse, les femmes qui s'évanouissent, des coup vigoureux sont échangés de part et d'autre. Le drapeau est déchiré, mais il n'est pas pris; des deux cotés il y a des blessés, quoique peu gravement atteints, et, comme nous l'avons dit dans les dernières nouvelles de notre dernier numéro, des arrestations (4 ou 5) ont été faites à la suite et quelques-uns de nos amis, pour se soustraire aux recherches, ont dû émigrer.

France. — *Paris.* Nous extrayons d'une lettre écrite à un groupe de femmes les quelques lignes suivantes :

„Vous êtes des socialistes, des réformateurs? j'en suis une. J'avais vu, comme vous, toutes les souffrances, toutes les injustices sociales, tout le néant des idées de nos hommes politiques qui veulent refaire une société sans la prendre par sa base.

Après avoir vainement sollicité le concours de femmes plus autorisées que moi, et par leur talent, et par leur âge, et par leur situation, pour organiser un grand mouvement en faveur de l'émancipation des femmes, c'est-à-dire de l'émancipation de l'être humain, car la mère, la sœur, l'épouse, l'amante, gouverne et fait à son gré le caractère de l'homme. Toutes se sont refusées derrière l'opportunité du moment; à bout de patience et ne tenant plus dans un pareil état de choses j'ai fait des appels et Comme bien vous le pensez nous ne sommes pas autorisés, on nous sait une poignée de révolutionnaires et l'on nous traque; mais les adhérentes viennent toujours.

Nous sommes tout à fait disposés à nous entendre avec vous, à nous unir à vos travaux; l'entente et l'union nous rendra redoutables et capables d'agir utilement pour le bonheur commun.

Oh! si les femmes de toutes les nations voulaient se solidariser! si elles consentaient à mettre au service du bien, l'ardeur qu'elles déploient pour le mal et la futilité, nous aurions bientôt changé la face de la terre. Au lieu du despotisme, nous verrions régner l'harmonie.

Citoyennes, nous poursuivons le même but que vous; nous avons pris un côté de la question sociale, mais tout se touche, s'enchaîne. Nous sommes avec vous et nous vous envoyons notre plus fraternelle poignée de mains.

En publiant cette lettre, notre souvenir s'envole vers la sublime et l'héroïque Louise Michel. Puisse ce journal lui tomber sous les yeux, puisse-t-elle lire ces lignes, et elle verra que tout n'est pas perdu, qu'elle a laissé des exemples et que ces exemples seront suivis.

Savoie. — On nous écrit:

„Grande, grande nouvelle! La Savoie va être envahie! Par qui? par 30 communards! que dis-je? par 30 *internationalistes*! — Tel est le bruit qui circule. Mais, ce qui nous amuse beaucoup, c'est de voir les précautions, les mesures de sûreté que prennent nos autorités. Les postes sont doublés, les gendarmes et les *gardes-je-t'empoigne* sont sur pied.

Dimanche, la Société philanthropique française de Genève s'est réunie à Annemasse. Les arcs de triomphe dressés à son intention ont été renversés par ordre de la police. Les orateurs parlaient ayant derrière eux un gendarme. Obéissant aux ordres de l'autorité, messieurs les philanthropes ont été très-modérés et ce n'est que timidement qu'ils parlaient de la république.

Pauvre république bourgeoise! si tu n'as que de pareils défenseurs tu es bien malade! — En attendant les événements, nous fauchons nos foins.

L'abondance des matières, nous force à renvoyer au prochain numéro, une correspondance d'Italie, une correspondance très-intéressante de Lyon, et la suite de l'extrait de la brochure du compagnon James Guillaume.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Bulletin international.

Le parti socialiste danois vient de tenir son second congrès. Le congrès a été très orageux à cause surtout de l'alliance contractée par une partie des socialistes de Danemark avec la gauche bourgeoise et parlementaire. Cette gauche en effet, comme le disaient les adversaires de cette alliance, malgré l'opposition courageuse qu'elle fait au gouvernement, ne veut certainement rien qu'arriver au pouvoir, bien résolue à taper ensuite énergiquement et à fondre à bride abattue sur les « partages », aujourd'hui leurs alliés de circonstance. Le parti socialiste danois avait été récemment désorganisé, par la fuite de deux « chefs » qu'il s'était donnés. Ces « chefs » ont un beau jour filé sur l'Amérique en emportant les caisses du parti « pour se dédommager de leurs peines » ont-ils dit plus tard ! Au dernier congrès, ce parti s'est de nouveau organisé, toujours d'ailleurs, en imitant les démocrates socialistes d'Allemagne. Il s'est de nouveau donné des « chefs » dans un comité central armé de pleins pouvoirs et se propose d'entrer activement dans la lutte parlementaire en posant ses candidats. De toutes les questions traitées par le congrès (coopération pour bâtisses, écoles d'enfants socialistes, candidats du parti au parlement et propagande dans les campagnes) nous ne pouvons sympathiser qu'avec cette dernière. Le congrès a pris la résolution de concentrer d'abord toutes ses forces disponibles sur un district choisi à l'avance, d'y colporter de maison en maison des brochures socialistes, en expliquant leur contenu, et ensuite de convoquer dans le district des réunions publiques pour fonder des sections.

Cette mesure a toutes nos sympathies parce que nous savons qu'il nous faut le concours des campagnes pour que la grande débâcle sociale soit possible ; parce que chaque fois qu'on a fait quelque chose pour préparer les campagnes à la révolution sociale, on y a trouvé beaucoup plus d'écho qu'on ne s'y attendait, témoins les tentatives faites en France en 1869 et celles faites tout récemment en Belgique par nos amis de Verviers et en Savoie par nous-mêmes.

En Allemagne, le gouvernement se met à poursuivre les socialistes pour tout de bon. Les condamnations à la prison des rédacteurs des journaux ouvriers et des députés au Reichstag se multiplient ; les entraves policières aux réunions publiques et les arrestations des orateurs se font de la manière la plus brutale. Espérons que ces poursuites ouvriront enfin les yeux à ceux des socialistes allemands qui se font encore des illusions sur la portée de l'agitation sur le terrain légal. En attendant, l'expulsion de l'université de Berlin du professeur socialiste, Dühring, a amené bon nombre d'étudiants à fraterniser avec les socialistes allemands. Puisse enfin la jeunesse des écoles allemande ainsi que celle des facultés françaises, s'inspirer des exemples de leurs camarades de Paris en 1830 et 1848 et faire leur propre cause de la cause du peuple ! qu'ils se rendent compte que de nouvelles conditions exigent d'autres programmes ; qu'ils renoncent au républicanisme bourgeois et se donnent avec l'admirable entrain des hommes jeunes au socialisme révolutionnaire ! Ce n'est plus le temps aujourd'hui de s'engourdir dans la science bourgeoise, ce sont les misères, les revendications et les aspi-

ration du peuple qu'il faut étudier ! ce ne sont pas les professeurs pourris de la science scolaire qui peuvent inspirer aux jeunes hommes l'amour de la justice sociale, de la grande révolution populaire et qui lui enseigneront les moyens de la réaliser. Donc — dans le peuple ! la main dans la main ouvrière — ceux des étudiants allemands et français dont le sang circule vif dans les veines, ceux qui avez le sentiment du devoir, et qui savez sacrifier une situation matérielle agréable au triomphe d'un principe !

En Italie, le procès contre les internationaux de Céséna aura lieu vers la fin du mois courant, et celui de nos amis du Bénévent — en octobre. Les journaux signalent aussi quelques troubles à Cremona, mais nos renseignements sur cette affaire sont encore incomplets.

Nous avons été, en Espagne, à la veille d'un mouvement républicain. Mais la crainte d'une secousse pendant laquelle la société serait restée privée de la tutelle de l'Etat et exposée aux tentatives du socialisme, d'une part, et de l'autre l'évolution de Sagasta que le rôle d'un Thiers espagnol a tenté ont fait avorter le mouvement. La proclamation de la république en Espagne n'est plus qu'une affaire de temps.

En Grèce, nos amis de Patras, les rédacteurs de la démocratie hellénique viennent d'être mis en liberté sous caution ; ces jeunes gens nous envoient une lettre enthousiaste. La publication du premier numéro de leur journal a fait une grande impression sur le peuple ; il était évident que l'idée était latente dans la masse ; une étincelle a suffi. Toutes les sympathies du peuple ont été pour les prisonniers, les gendarmes mêmes qui les menaient à l'interrogatoire les traitaient avec respect et quand ils sont sortis de prison, des condamnés pour 5, 10 et 20 ans de prison et des condamnés à mort, se sont pris à pleurer.

Le gouvernement russe expédie en cachette un procès monstre dans lequel 308 paysans sont jugés et quelques-uns condamnés pour une émeute agraire faite, il y a deux ans, à Tchiguirin. Les règlements fonciers qui avaient donné lieu à l'émeute étaient si injustes que le gouvernement lui-même les a révoqués !

Le 5 août aura lieu en Suisse, dans la ville de St-Imier le congrès annuel de la Fédération jurassienne. On annonce un grand concours de socialistes. Les socialistes jurassiens qui ont pris une part active à la manifestation du 18 mars à Berne sont cités à comparaître le 16 août devant le tribunal de police correctionnelle.

Enfin, les grandes nouvelles nous viennent cette quinzaine d'Amérique, des Etats-Unis. Les lois faites dernièrement contre les grèves par le gouvernement de la république modèle ont fait partout éclater des grèves, et sérieuses cette fois-ci. A la suite d'une grève des chauffeurs du chemin de fer Baltimore-Ohio qui s'est immédiatement répandue sur les lignes voisines, grâce à une entente secrète préalable, une insurrection populaire a éclaté en Pensylvanie et dans l'Etat d'Ohio. Les grévistes secondés par des ouvriers de divers métiers ont d'abord fait quelques dégâts à la compagnie du chemin de fer à Martinsbourg, petite ville de la Virginie, à 20 lieues de Washington ; mais, ils ont été bientôt battus par la milice

demandée par les patrons et immédiatement expédiée par le gouvernement *éminemment démocratique* de la capitale. Par contre, à Baltimore, ville de 300,000 habitants, les grévistes et autres ouvriers ont eu raison de la milice; et, après avoir perdu 30 morts et blessés, ils se sont emparés de la gare qu'ils ont détruite de fond en comble et brûlée ainsi que tous les wagons chargés de pétrole. Enfin à Pittsburg, place industrielle d'environ 100,000 habitants, les ouvriers sont à l'heure qu'il est seuls maîtres de la ville. Après s'être emparé de fusils et de canons ils font le siège de l'entrepôt des machines, où se trouvait la milice. Après un combat acharné, ils la délogent en lui infligeant une perte de 30 tués et de beaucoup de blessés, entre autres son général Pearson. La milice se reploie sur l'autre rive de l'Ohio et se retire dans les montagnes poursuivie par les émeutiers. La grève s'étend aux chemins de fer voisins et gagne la grande ligne du pacifique. On attend des troubles dans différentes localités. Les troupes sont en marche pour protéger la ligne et la sainte propriété. Deux mille wagons et la gare sont brûlés à Pittsburg! — «Nuit terrible! s'exclame le télégraphe, 12,000,000 de francs, 20,000,000 de dégâts!» des grévistes tués, pas un mot, honnête bourgeoisie? mais des dollars perdus! pensez donc? Soyez surs qu'au jour de la révolution prochaine on saura maintenant comment vous terroriser. Chez vous pour frapper au cœur, il faut frapper à la caisse: on devait le savoir qu'à la place du cœur vous portiez un sac de dollars! Nos frères de Pittsburg, l'ont compris, ils le font, ils ont notre admiration et toutes nos sympathies.

Le „bout“.

Est ce imbécillité de leur part? Ne voient-ils pas clairement agoniser leur république? ou sont-ils pris de peur et devenus gâteux au point de baver dans leur soupe? Le fait est qu'ils se conduisent, ces républicains, comme des hommes qui se sentent perdus, qui ne se défendent plus que pour la forme, par acquit de conscience, pour amuser la galerie. Après avoir eu une hypothèse de «défense nationale» nous avons bien peur d'avoir un simulacre de «défense républicaine».

La situation est pourtant bien facile à débrouiller, même en se plaçant à leur point de vue, en pleine fiction parlementaire!

Quand un bourgeois paye un domestique, et que ce domestique ne lui obéit pas il le prie poliment de s'en aller et l'invite à rendre sa casquette? — D'après la fiction représentative, Mac Mahon est le domestique de la France; il est allé contre sa volonté, elle va le prier de partir et le mettre en demeure à la place de la casquette de rendre son képi? Képi ou casquette, voilà toute la différence; affaire d'uniforme.

Si le bon bourgeois se figure que son domestique veut faire résistance, et s'il n'est pas une poule mouillée, il prend ses précautions, le saisit par les épaules et au lieu de lui parler poliment, le flanque brusquement à la porte.

S'il y a lieu de craindre que Mac Mahon soit un domestique irrévérencieux il faut donc prendre ses précautions et le pousser si brusquement dans l'escalier qu'il s'enfonce ses propres éperons dans l'endroit où le dos prend un nom plus vulgaire.

En face de quelle hypothèse devons-nous nous placer? en présence de la seconde, ce nous semble?

La «Camarilla» qui nous gouverne a chassé des ministres soutenus par la chambre; la chambre a appuyé ses ministres, on la renvoie; le pays s'apprête à renommer la même chambre? renverra-t-on le pays?

non, le pays on ne le renverra pas, mais on annonce l'intention de l'envoyer à tous les Diables. La «Camarilla» l'avoue: *elle ira jusqu'au bout!* La «Camarilla» qui nous gouverne ne «sort plus seulement de la légalité pour rentrer dans le droit» comme disait Badingue, mais elle traite la constitution comme un bourgeois

son contrat de mariage: il n'y aura bientôt plus de place pour le moindre coup de canif.

Il me semble que nous sommes dûment avertis que Mac Mahon ne s'en ira pas poliment et qu'il faut songer à la seconde hypothèse.

Que font en face de cette éventualité nos républicains bourgeois de la chambre? ils s'enveloppent de plus en plus soigneusement dans le paletot constitutionnel qu'on leur lacère sur l'échine. Ils font des procès aux préfets, consultent les juristes ces sorcières modernes, préparent leur réélection et murmurent: «Nous sommes partis 363, nous reviendrons 400. Gambetta l'a dit!»

Voilà le grand cheval de bataille!

Que vous reveniez ou que vous ne reveniez pas, le pays s'en moque! ce qu'il veut, c'est qu'on lui sauve sa république. Tout le monde sait que la nouvelle chambre sera républicaine, personne n'en doute, le gouvernement l'avoue — mais il ajoute: «J'irai jusqu'au bout!»

Le «bout»! voilà la question. C'est de ce «bout» dont il faut se préoccuper.

Ces quatre lettres, b, o, u, t, cachent dans leur métaphore — croyez-le — le coup de balais traditionnel. Il faut que quand se donnera ce coup de balais, le peuple s'insurge et pour cela il faut qu'il soit organisé.

Comment l'organisez-vous? Vous l'organisez pour l'urne, quand il faut l'organiser pour la barricade. Croiriez-vous par hasard qu'une même organisation peut être à la fois propre aux deux choses? celui que vous amenez péniblement à l'urne, à qui vous glissez un bulletin dans les mains, esperez vous le revoir si le combat des rues s'engage! l'avocat de la réunion privée, en serre chaude, le chef électoral, pourra-t-il dominer de sa voix le tonnerre du canon et le crépitement des fusillades? nous en doutons. Non, l'organisation qu'il faut pour l'urne, n'est pas celle des barricades.

En face de ceux qui veulent *aller jusqu'au bout*, les internationaux forment des groupes d'action, vous, bourgeois républicains, vous faites des commissions électorales. Vous êtes décidément bien une classe qui s'en va!

De l'organisation des corps de métiers.

Il y a corps de métier et corps de métier comme il y a fagot et fagot.

Si l'on nous demande, à brûle-pourpoint, et sans qu'il nous soit loisible de nous expliquer: «Etes-vous partisans de l'organisation ouvrière par corps de métiers?» — «Oui et non» — devons-nous répondre. Non, parce qu'il existe des corps de métiers absolument réactionnaires et dans l'essence desquels il est de l'être; oui, parce que nous en connaissons qui non seulement sont fort utiles dans la période de préparation révolutionnaire, mais qui de plus, la révolution faite, seront indispensables pour l'organiser. Nous sommes partisans de ces corps de métiers qui, se plaçant comme nous sur le terrain révolutionnaire, sont une des formes spéciales que prend l'organisation ouvrière pour battre en brèche la société existante et qui seront un des éléments indispensables de la société future; nous nous déclarons ennemis des corps de métiers qui veulent être un palliatif, prétendant améliorer la situation présente de l'ouvrier et qui très réellement ne font qu'attarder celui-ci sur la route qui doit le conduire à son émancipation complète. Nous sommes si l'on veut pour le corps de métier qui s'apprête à réaliser un nouvel ordre de choses, contre celui qui se borne à vouloir améliorer celui qui existe en s'en accommodant. Vive, en un mot, le corps de métier, partie

intégrante de l'avenir! A bas, le corps de métier qui forme autour du salaire une partie constitutive du présent et du passé!

Quest-ce que le corps de métier? — Un enfant pourrait répondre! Le corps de métier est une société formée entre ouvriers exerçant la même profession, Mais cette définition qui rappelle les vérités de Monsieur de la Palisse, est loin d'être complète. Si les ouvriers qui exercent la même profession sont placés au moment où ils veulent s'unir dans des milieux sociaux différents le corps de métier qu'ils formeront aura-t-il constamment le même caractère? Poser la question c'est y répondre: évidemment, non.

Plongés par exemple en plein moyen âge ils nous donneront la compagnonnage; au sein de la société moderne, en face du salariat, la société de résistance, «trades-unions», «syndicats ouvriers», «coopérations de production»; en vue de la société future, la section de métier de l'Internationale. Nous sommes pour celle-ci, contre ceux-là. Comprend-on maintenant notre réponse?

Demandons-nous, quel devait être, au XIII^e siècle, en face de ces forteresses fermées les jurandes et les maîtrises, étant donnée la difficulté de locomotion et de relations, le besoin le plus pressant de l'ouvrier. Était-ce le taux du salaire? c'était plus que cela qui le préoccupait! il s'agissait du salaire lui-même! Serait-on embauché? et où? telles étaient les grandes questions. Dans quelles conditions? on verrait cela ensuite. Que fallait-il pour répondre à ce besoin, une société de métier telle que lorsque l'ouvrier partait d'une ville, il fut certain de trouver visage ami dans une autre, et en cas de chômage, au moins deux choses, table et lit. Ce milieu social devait produire son corps de métier; il l'a produit; ce corps de métier s'appelle le compagnonnage. Et voilà sur les routes, le «valet» devenu «compagnon» appuyé sur sa longue canne, demandant le mot de passe à celui qu'il rencontre, le battant ou l'embrassant, mais sûr de trouver amis et secours dans la ville prochaine. Qui voudrait de nos jours défendre le compagnonnage, maintenant qu'il n'en reste que les mystères inutiles, les rites grotesques et les batteries stupides?

Quant par le progrès social, le compagnon fut certain de trouver un salaire, il s'occupa surtout d'en fixer le taux. De cette époque datent les organisations vraiment colossales des sociétés de résistance. Les «Trades-unions» couvrent l'Angleterre de leurs branches. Comme on voit, la société de résistance est liée à un certain milieu social, elle n'est possible que là où il y a un salaire. Regarder cette organisation ouvrière comme définitive, c'est regarder comme définitif l'ordre de choses qui existe, le patronat et le salariat. Pour nous, on le sait, nous ne saurions y souscrire.

Comme l'a fait très judicieusement remarquer l'auteur d'articles parus dans «l'Arbeiterzeitung» avec ce titre: *Trades-Unions*, la société de résistance s'en va, la main dans la main avec le parlementarisme, son contemporain politique. «Tout le temps que la masse ouvrière a cru à l'existence éternelle du salariat, les sociétés de résistance ont, comme les Trades-Unions anglaises, pris un développement prodigieux. Les ouvriers avaient la foi! Aujourd'hui, l'esprit des masses commence à se convaincre que le salariat fera place au mode collectif de production, l'ouvrier rêve plus loin et plus haut que la question de salaire. Il se désaffectionne de sa caisse de résistance et le succès du corps de métier, tel qu'on l'entendait autrefois, devient incertain.»

Ce que nous disons de la simple caisse de résistance s'applique plus complètement encore aux sociétés de métiers qui s'appellent coopérations productives. Celles-là prennent leur parti non seulement du salariat

mais de toutes les conditions de la production capitaliste. Elles réalisent la seule chose qu'elles puissent réaliser, le patronat collectif.

Quelle route vont suivre les masses ouvrières ainsi désaffectionnées de leur ancien *dada*, la société de résistance? La logique leur trace la route! Elles vont se demander quel mode de production est appelée à remplacer le salariat et bâtir leur corps de métier d'une façon appropriée au milieu social qu'elles désirent? on l'eut fait peut-être, si l'on n'eut pas rencontré sur sa route des gens intéressés à se saisir de cette arme, le corps de métier, et à s'en faire un levier politique, «Vous le voyez — ont dit ceux-là aux ouvriers — par le corps de métier votre émancipation est impossible; venez avec nous, faisons ensemble de la politique» et tout bas «nommez-nous députés».

Nous sommes témoins d'une étrange tentative et il nous est donné de voir un étrange spectacle! nous regardons une organisation créée pour la réalisation d'un but torturée pour lui en faire atteindre un autre; un outil désigné, fabriqué pour une besogne à qui on demande l'accomplissement d'une besogne différente, quelque chose comme un marteau dont on voudrait faire une scie. Nous regardons une organisation économique formée pour la défense du salaire et dont on veut faire un rouage politique. Ainsi on s'aperçoit que le corps de métier poursuivant ce but restreint, la défense du salaire, devient un fossile et pour le rajeunir on l'attache à un autre fossile, la politique bourgeoise. Ignore-t-on par hasard que la politique est la contemporaine du salaire? que le salaire fait les hommes à gouverner et que la politique est l'art qui les gouverne? Politique et salariat, avec toutes les organisations politiques et économiques formées autour de ces deux choses, s'enfoncent dans le passé. Ne les retenons pas.

Il est des ouvriers qui ont compris ces choses. Ils ont abandonné l'étroit corps de métier de la période bourgeoise, comme leurs pères avaient abandonné le compagnonnage des siècles précédents. Et, pour cela, ils ne sont point tombés dans la politique bourgeoise. Ils se sont demandé quel est historiquement le corps de métier qui doit être lié à la période qui commence et ils l'ont trouvé dans la section de métier de l'Internationale.

Ils se sont demandé: «Où allons-nous?» — Ils se sont répondu: «A la propriété collective» et ils se sont mis à l'étude de l'organisation de la production future, surtout en ce qui concerne leur profession. Le corps de métier que nous voulons est donc «un cercle d'études sociales.» Ils se sont demandé ensuite: «Comment pourra-t-on réaliser le plus vite la propriété collective de la matière première et des instruments de travail?» — Ils se sont répondu: «Par la révolution, par la force» et ils se sont constitués en groupes révolutionnaires. Le corps de métier que nous voulons est donc aussi «un groupe de propagande et d'action révolutionnaire»? En deux mots, le corps de métier qui répond aux aspirations actuelles des classes ouvrières est tout simplement une section de l'Internationale. Mais elle est une section spéciale, elle attaque la société actuelle, elle étudie la société future, surtout à ce point de vue spécial, au point de vue du métier.

Italie.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

Pour se rendre un compte exact de ce qui se passe ici relativement au mouvement ouvrier, il est nécessaire de bien comprendre la situation qui nous est faite d'une part grâce aux conditions particulières de notre pays et de l'autre par la co-existence des partis bourgeois.

Quelques lignes d'histoire suffiront à cet objet.

Les ouvriers d'Italie n'ont eu une existence à part comme parti qu'après 1871. Avant 1859 ils coïncidaient avec la bourgeoisie pour l'indépendance et l'unité de la patrie; ils s'incor-

porèrent ensuite dans le parti d'action qui s'inspirait de Mazzini ou bien de Garibaldi. Il n'existait pas de sociétés purement ouvrières, car les associations coopératives et les sociétés de secours mutuels étaient toutes dirigées et commandées par de beaux messieurs en paletot.

A l'exception de Naples et de deux ou trois villes de Sicile et de Toscane où quelques individus et même quelques associations ouvrières commençaient à s'occuper de la question sociale et des moyens de propagande propres à en propager l'étude et les principes, le socialisme en Italie vivait à l'état de rêve. Après la commune seulement, le prolétariat italien se réveilla. Malgré les affirmations des personnages prudents et pacifiques, en Italie comme partout, ce fut la propagande par le fait révolutionnaire qui secoua la conscience populaire. Qui donc connaissait en Italie ou Marx, ou Bakounine ou les Trades-unions anglaises, à l'exception de quelques hommes qui entretenaient quelques relations à l'étranger? — personne. Qui connaissait-on? Mazzini, Garibaldi, et ces deux noms se retrouvaient invariablement dans tous les refrains des chansons populaires.

Mais quand cette nouvelle „les Tuileries brûlent!“ passa les monts, lorsqu'on parla de la commune et que l'on entendit distinctement les funèbres échos du plateau de Satory, oh, alors ce fut autre chose! Une solidarité sans borne avec les vaincus pénétra le peuple ouvrier italien et dans le prolétariat d'Italie on sentit naître une conscience socialiste.

Mazzini y aida puissamment contre sa volonté. En combattant l'Internationale et la Commune, il les fit connaître au moins de nom. Il disait aux ouvriers que l'Internationale était le diable. Les ouvriers voulurent voir le diable et l'ayant vu ils le trouvèrent beau et l'aimèrent.

Dès ce moment l'Internationale pénétrait en Italie. Dire les luttes qu'elle dut soutenir d'abord contre les républicains ou les mazziniens et ensuite contre le gouvernement, raconter les persécutions qu'elle eut à subir, énumérer les procès qu'on lui intenta, relever les calomnies dont elle fut abreuvée, nous mèneraient trop loin! ni les persécutions, ni les calomnies, ni les procès, n'arrêteraient son développement; petite elle grandit, de jeune fille elle devint mère; et bientôt, elle prit une conscience bien déterminée de son but et des véritables moyens de propagande et d'action.

Quels sont ce but, ces moyens, je vous le dirai dans une prochaine correspondance. A l'heure actuelle, l'Internationale est en Italie hors la loi et se trouve naturellement et de nouveau obligée de conspirer.

Voilà les éclaircissements que nous devons donner sur l'Internationale — le seul parti d'action qui existe en Italie — car le parti républicain, qui compte encore dans ses rangs un certain nombre de sociétés ouvrières est en grande partie décidé à la pratique légale; seuls les mazziniens purs dont le nombre est de plus en plus restreint, rêvent encore la révolution populaire du Dieu et du Peuple.

Les autres organisations ouvrières que nous avons en Italie, sont en général des associations de secours mutuels ou des coopératives dirigées en grande partie par des bourgeois ou bourgeoisement organisées. Une de ces associations (celle des imprimeurs) prit l'initiative de réclamer une loi sur le travail des enfants; à cette unique revendication s'est bornée jusqu'ici l'activité politique légale de la classe ouvrière.

Le parti socialiste légal n'existe pas en Italie. Quelques hommes voudraient bien l'acclimater chez nous, mais jusqu'ici non seulement ils n'en ont rien fait, mais même ils n'ont pas encore osé avouer franchement leur but, bien qu'avec toutes les précautions possibles ils cherchent à propager leurs intentions peu à peu.

En Italie donc, toute la vie ouvrière est dans l'Internationale ou dans les associations dont je vous ai parlé; mais ici, comme ailleurs, l'immense majorité du peuple ouvrier n'est pas associée; cette majorité travaille, s'ouffre et attend.

La bourgeoisie italienne comme toutes les autres bourgeoisies se divise en parti clérical, conservateur, libéral, républicain, radical, et ces partis se font continuellement la guerre à moins qu'ils ne retrouvent une fraternité touchante quand il s'agit de nous frapper. Aussi tous, indistinctement, nous devons les combattre.

France. — Lyon. „Révolutionnaire par conviction et anarchiste par tempérament, les futilités de la politique gouvernementale aussi bien que toute la mise en scène des charlatans versaillais en faveur de l'absolutisme ou du parlementarisme, me touchent fort peu, convaincu que je suis que tout gouvernement qu'il s'appelle Pierrot ou Cassandre, Arlequin ou Colombine, paletot ou blouse, n'est là que pour favoriser l'exploitation de l'homme par l'homme, anéantir les masses, en les réduisant à l'état de bête de somme. Néanmoins je puis bien vous raconter quelques-unes des platitudes qui nous sont données en spectacle depuis quelques temps. Je dis quelques-unes, car il en est que ma plume se refuserait à reproduire. Quand j'ai dit platitude je crois que c'est le seul mot qui puisse exprimer la conduite, non seulement des tièdes et des jonquilles, mais encore des chauds et des écarlates, tous gens qu'il y a à peine quelques jours, se

déchaînaient à coup de plume et de bec sont mis dans un seul faisceau. Je vois d'une part Gambetta s'aboucher avec le petit bourgeois de la rue Transnonain, d'autre part l'extrême gauche faire patte de velours au marquis du bel œil, et tout cela dans quel but?

Une seule phrase extraite du discours de Gambetta à Amiens vous en dira plus long que je ne pourrais le faire en deux pages au moins. Après avoir parlé de la probabilité de la dissolution et arrivant aux élections, il dit: „Ce jour là la France parlera comme elle a parlé, je crains qu'elle ne parle trop haut.“

Est-ce assez clair? *Je crains!* Du reste l'homme qui prétend qu'il n'y a pas de question sociale à résoudre ne pouvait parler autrement.

Vois-tu maintenant le but de cet arc-en-ciel. Je devrais dire les buts; car, chaque nuance a le sien propre quoique en fin de compte toutes aient le même.

Le rancuneux petit Thiers furieux de revoir la France entre les mains de ceux à qui il doit sa chute, rêve d'une revanche éclatante; Gambetta ne voudrait pas la voir radicale et les radicaux tremblent à l'idée de la rencontrer révolutionnaire. Voilà pour ce qui est du but particulier; quant au but commun: combattre par tous les moyens possibles et en leur pouvoir, la solution du problème social, c'est-à-dire l'abolition de tous privilèges, l'instruction intégrale pour tous, le droit pour le travailleur de jouir du produit intégral de son travail et en fin de compte la négation de l'état. Oh! c'est surtout le principe de l'anarchie apporté par la révolution qui les fait trembler. En effet que faire sans l'Etat? plus de gloire et surtout plus d'argent, donc nécessité pour eux d'adopter un métier quelconque et comme celui-ci ne s'apprend pas dans un jour, alors? Alors roulez la brouette, Messieurs, on apprend cela dans une heure! Aussi avant d'en arriver là on ferait certaine concession, on adopterait au besoin l'Etat ouvrier, qu'importe pourvu qu'état il y ait. Je n'en prendrai pour preuve que le zèle avec lequel quelques organes autorisés de l'opportunisme à la remorque de la *République française* ont reproduit le compte rendu du Congrès annuel des socialistes allemands tenu à Gotha. Pour l'intelligence du récit, je dois dire que les socialistes allemands dont il est question ici sont autoritaires et rêvent de substituer l'Etat ouvrier à l'Etat actuel. Malgré que je me suis promis de n'en pas parler il est une phrase de ce compte rendu que je me vois obligé de reproduire dans son entier pour venir à l'appui de ce que j'avance plus haut. „L'assemblée prit ensuite la résolution d'envoyer un délégué au Congrès socialiste universel qui se réunira dans ce mois-ci à Gand. M. Liebknecht recommande la plus grande prudence dans le choix qui sera fait par le comité central du délégué en question; l'éminent chef du parti socialiste semble craindre que les „Bakounistes“ (amis ou disciples du fameux révolutionnaire russe Bakounine) ne parviennent à dominer dans le Congrès de Gand, ce qui aurait pour résultat direct, dit-il, de nuire aux intérêts du socialisme et du mouvement ouvrier en Allemagne.“

Voilà où en sont les préteurs de la souveraineté du peuple. En un mot ceux qui le flattent pour obtenir ses suffrages et émarger au budget. — Voyons en conscience. — Le peuple est-il souverain? — Non, puisque sa volonté ne prévaut pas. Pour moi, je suis depuis longtemps convaincu que la souveraineté du peuple n'est reconnue que lorsque sa voix part de la barricade.

Transportons-nous, par exemple, dans une réunion toujours privée ou le député vient rendre compte de la façon dont il a accompli son mandat. Prenons là à sa source. Nous remarquons d'abord qu'elle est toujours organisée par quelques amis du député, rarement par lui-même et jamais par des citoyens, je pourrais dire pris dans le tas. Quant au public toujours le même, il est très choisi, très épluché et on a le soin d'écarter de ces réunions tout homme d'initiative et tout adversaire; de cette façon pas de questions plus ou moins gênantes, pas de discussion; le député dit ce qu'il veut, fait ce qu'il veut, il est toujours applaudi; l'initiative individuelle et même collective est anéantie, le suffrage universel devient une pâte façonnée au gré de l'opportunisme, le peuple est aussi souverain que le dernier des chinois, le député seul l'est quand les ministres ne le flanquent pas à la porte.

Lyon semble être le point de mire de la réaction toute entière. On y cherche un complot; le trouvera-t-on? J'en doute, en tous cas nous voyons reparaitre dans notre cité toutes les sinistres figures du beau temps des Bouvier, Coco et Ducros. Compagnons, pas de faiblesses, nous avons un moyen de nous procurer une partie des armes qui nous sont si nécessaires c'est d'aller nous inscrire à la société de tir de l'armée territoriale. Territoriaux de toutes les classes accourons-y en masse et „Vive la révolution sociale!“

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale, par J. Guillaume . fr. — 50

La dictature, par Lefrançais „ — 20.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Bulletin international.

La grève des employés des chemins de fer des Etats-unis de l'Amérique et le soulèvement populaire qui l'a suivie sont de beaucoup les événements les plus importants, les seuls peut-être, de ces derniers quinze jours. Nous allons donc y revenir. Disons d'abord que ces événements ont pris une portée bien plus considérable qu'on ne pouvait le prévoir au début. Ils ont été une secousse générale donnée à l'immense république. Pendant deux jours, toute circulation sur les chemins de fer a été suspendue et pendant plus d'une semaine, il ne marchait que quelques trains de voyageurs, et seulement sur quelques lignes. Des ports manquaient de houille; les états de l'Est de denrées; les bateaux à vapeurs venant d'Europe ne prenaient plus de voyageurs pour New-York; en un mot, toutes les affaires de cet immense comptoir, que l'on appelle l'Amérique, étaient arrêtées.

Le gouvernement de son côté prenait les mêmes mesures qu'un Etat monarchique; il en appelait à la force.

Il a mis sur pied les troupes fédérales; il a envoyé aux bourgeois des convois d'armes et il a armé les navires cuirassés. Pendant ce temps, les feuilles de la bourgeoisie sonnaient le tocsin réactionnaire.

La libre constitution des Etats-Unis a été suspendue; l'indépendance des Etats, si jalousement défendue d'ordinaire, largement piétinée. Pensez donc! la sainte propriété était en péril! Devant ce péril, en Amérique comme en Europe, comme dans les parties du monde où a pu déjà pousser cette ortie, le bourgeois, il n'y a plus de parti politique, il n'y a qu'un comptoir; plus de drapeau, plus de symbole, un seul blason international, un sac d'écus sur un fond rouge-sang-d'ouvrier.

Les arrestations et les condamnations de la glorieuse canaille se sont faites tout aussi sommairement que dans nos monarchies arriérées de l'Europe centrale, et, décidément, depuis Paris en 1871, depuis Gœschenen en Suisse, et ces faits récents, pour la défense de l'ordre capitaliste, les républiques ne le cèdent en rien aux monarchies. Elles font même mieux et plus vite.

Les faits de Martinsbourg et de Pittsburg, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro n'étaient que le prologue de l'insurrection. Avec une vitesse incroyable, la grève s'est répandue sur toute la surface des Etats-Unis et dans presque toutes les villes importantes de onze Etats elle a donné lieu à de très sérieux mouvements populaires. Le caractère de ces soulèvements a été partout le même: d'abord, c'étaient les grévistes qui faisaient dérailler les locomotives pour encombrer la voie, qui détruisaient celle-ci, et enfin qui, par ces moyens combinés, arrêtaient toute circulation. Le gouvernement envoyait alors des troupes pour déloger les grévistes des environs des voies ferrées; mais, le peuple veillait, et il faisait tout ce qu'il pouvait pour empêcher le départ des troupes: il les attaquait, armé de pierre et de quelques misérables fusils. La milice faisait feu. Le peuple furieux comme un taureau blessé, se jetait sur les gares et les détruisait, les brûlait avec toutes les richesses des compagnies sur lesquelles il pouvait mettre les mains. Quelquefois comme à Pittsburg, à Chicago, à Newark, courroucé contre la milice bourgeoise, il mettait à sac les maisons de ces messieurs, se procurait des armes dans les magasins et livrait aux troupes, de véritables batailles rangées.

Dans les grandes villes industrielles, les ouvriers quittaient les usines et les fabriques et se joignaient aux insurgés. Dix milles mineurs de l'Etat de Pensylvanie ont ainsi quitté le travail. A New-York, à San-Francisco, de grandes assemblées populaires ont eu lieu, et les discours les plus incendiaires y trouvaient le meilleur accueil. Si le peuple ne bougeait pas dans ces villes, la cause en était à la présence de nombreuses troupes et de corps de milices bourgeoises armées par le gouvernement pour ces circonstances spéciales.

Aujourd'hui donc, le caractère de ces graves événements nous paraît être bien déterminé. L'insurrection a été un vrai soulèvement populaire. Les grévistes ne faisaient, pour la plupart, qu'entraver la marche de l'insurrection par leurs appels à la patience, et par le blâme qu'ils jetaient sur les violences commises. Quelques-uns, sans considération que c'était pour eux que le peuple prenait les armes au moins autant que pour lui, trahissaient la cause commune, en s'arrangeant avec les compagnies devenues plus dociles, quand celles-ci consentaient à ne pas diminuer les salaires, et, ce qui est plus fort! livraient aux troupes ce même peuple qui, sans armes, s'était soulevé pour empêcher ces mêmes troupes de marcher contre eux.

Pour terminer, faisons ressortir en peu de mots les enseignements que contient le mouvement américain. Cette insurrection fait clairement ressortir le côté vicieux et égoïste de ces organisations des corps de métiers qui ont pour unique but la défense du salaire. Toute cette immense effusion de sang, (effusion fatale, et que tous les discours ne sauraient empêcher) n'a que trop peu profité à la cause du socialisme! car, le peuple soulevé, tout en détruisant dans sa colère la propriété, n'a proclamé aucun de ces principes devenus si familiers en Europe par la propagande internationale: l'abolition du salariat, la constitution de la propriété collective, l'abolition de l'Etat. Le soulèvement n'a pas eu de drapeau, n'a

posé aucun principe, n'a planté aucun jalon. Ennemi de la propriété individuelle, et le prouvant par ses actes, le peuple n'a pourtant pas prononcé le mot de son abolition.

Elle montre aussi autre chose.

A Chicago, des communistes de l'école démocrate-socialiste ont essayé de propager leurs principes — par la parole, au moment où il fallait déjà les réaliser dans des faits. Voilà la preuve de ce que nous avons toujours répété, c'est que tout ce que l'on organise sur le terrain de l'agitation légale, devient une arme inutile, se trouve dépaycé, le jour où fatigué d'attendre le peuple se soulève.

Supposez au contraire que nous eussions eu le bonheur d'avoir en Amérique, dans les lieux qui ont vu l'insurrection populaire momentanément triomphante, des sections anarchistes de l'association internationale des travailleurs? Que serait-il arrivé? Ceci: le peuple maître des capitaux, des usines, des fabriques, aurait organisé le travail à son profit; maître des palais, des maisons bourgeoises, il y aurait installé les familles des travailleurs; il eût fait, en un mot, une « Commune » comme nous l'entendons, et s'il lui fallait subir la défaite, il resterait au moins au socialisme un *fait* de propagande d'un immense retentissement.

Deux nouvelles seulement pour les autres pays. En Espagne, les conférences annuelles des Fédérations espagnoles sont terminées et nous en donnerons bientôt le compte-rendu; nous savons cependant déjà, qu'elles ont voté une résolution par laquelle elles adhèrent avec sympathie aux événements de Kasan, de Bénévent et de Berne. En Italie, la section de Reggio passait en justice pour la publication d'un manifeste révolutionnaire; au milieu d'un enthousiasme indescriptible, les accusés ont été acquittés. En Belgique, l'organisation des prochains congrès suit son cours.

Le discours Buffenoir.

Dans une réunion privée qui a eu lieu dernièrement à Paris, le citoyen Buffenoir, publiciste, a prononcé un discours-programme qui a été — dit-on — chaleureusement applaudi. Malgré ces applaudissements, nous avions négligé d'analyser ce programme du radicalisme socialiste; il nous semblait que le fait même d'avoir été développé sans amener de poursuites, dans la ville où Bonnet-Duverdier vient d'être condamné pour un mot, dévoilait toute la pâleur de son radicalisme. Quelques-uns de nos lecteurs cependant nous ont écrit pour nous demander notre appréciation. Si elle peut les intéresser, nous la leur donnerons d'une manière succincte.

Le citoyen Buffenoir demande une foule de réformes sur lesquelles il serait trop long d'appuyer vu le peu de place dont nous disposons et sur lesquelles d'ailleurs nous aurons à revenir dans l'*Avant-garde*. Supposons-les excellentes pour le quart d'heure, et demandons au citoyen Buffenoir sur quel talisman il compte pour les réaliser. Le talisman du citoyen Buffenoir est un talisman politique: *le gouvernement direct du peuple par le peuple*, cette vieilleries qui date de 1849, que M. Rittinghausen essaya de populariser en Allemagne, Considérant en France, et dont Proudhon fit justice de si belle façon.

Quels sont les obstacles qui empêchent la classe ouvrière de s'émanciper à l'aide du système politique que nous possédons? ils sont de trois sortes. Le premier consiste dans la dépendance économique du citoyen. La législation directe contiendrait-elle dans son mécanisme quelque ressort politique qui puisse rendre l'ouvrier indépendant de ses patrons? Non, évidemment: l'esclave du système représentatif deviendra l'esclave du système direct; voilà tout: affaire de forme. Le second obstacle consiste en ceci: dans chaque vote il se forme une majorité et une minorité; de telle sorte que la moitié de la France plus un élec-

teur fait la loi à la moitié de la France moins un électeur; par exemple, les campagnes arriérées aux villes intelligentes. La législation directe contient-elle un organisme quelconque qui écarte cet inconvénient? non, certes! il y aura toujours majorité et minorité, seulement la majorité au lieu de se réaliser dans une assemblée se réalisera dans les comices, voilà tout! on le voit, bonnet blanc et blanc bonnet.

La mode d'action que caresse le citoyen Buffenoir est à la hauteur de son système politique et économique. « Dans l'action légale — dit-il — demandons des garanties. » Au moment même où une partie considérable de la bourgeoisie se livre à tous les tripotages pour arrêter la transformation de la forme gouvernementale de sa suprématie, comment le citoyen Buffenoir ne s'aperçoit-il pas que lorsque cette suprématie elle-même serait mise légalement en question, il n'est pas de coup d'Etat que ne fit toute la bourgeoisie pour sauver sa caisse? Monsieur Buffenoir « blague » les opportunistes de la politique, sans s'apercevoir qu'il est lui-même un opportuniste du socialisme. Vous connaissez le proverbe? « Tel qui voit une paille dans l'œil de son voisin, ignore la poutre qui se promène dans son orbite. »

Opposons à ce programme renouvelé des Grecs, le jeune programme de l'Internationale.

Celle-ci comprend: « Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude: politique, morale et matérielle » (3^{me} considérant des statuts généraux) aussi prend-elle le taureau par les cornes et met-elle en tête de son programme la transformation de la propriété individuelle en propriété collective.

L'égalité économique obtenue, le premier obstacle écarté, elle s'occupe du second, et la prépondérance des majorités s'écroule devant l'autonomie de la commune, du groupe et celle de l'individu.

Comme moyen d'action, elle comprend que la bourgeoisie est décidée à défendre ses privilèges par la force, et, logique, elle se prépare à les attaquer par la force. Cette force elle l'organise en formant partout des groupes spéciaux et adaptés comme organisation au but qu'ils sont destinés à atteindre.

De quel côté est la jeunesse, la logique et la supériorité?

Non décidément, citoyen Buffenoir, nous ne pouvons accepter qu'un point de votre programme, l'*amnistie pleine et entière*. Et savez-vous pourquoi? par ce qu'elle faciliterait la réalisation d'un programme qui n'est pas le vôtre, mais le nôtre.

Importance au point de vue révolutionnaire des colonies communistes.

Parmi les questions portées à l'ordre du jour du Congrès socialiste universel, figure celle des colonies communistes. Les délégués qui représenteront à Gand les différentes organisations ouvrières auront à se prononcer sur la valeur pratique de ces tentatives auxquelles il est impossible de refuser au moins quelques sympathies. Il est donc tout naturel que ceux qui viendront du pays qui a donné au socialisme St-Simon, Fourier et Cabet, aient une opinion arrêtée sur ces essais d'organisation nouvelle.

La fondation des colonies communistes n'est pas un fait récent et si nous voulions aborder la question au point de vue historique, ou descendre dans les détails d'organisation, il serait impossible de traiter convenablement dans un seul article le sujet que nous avons choisi. Nous supposons donc qu'il soit possible de créer de toutes pièces et de faire fonctionner une

petite société basée sur les principes que professe l'Association Internationale des travailleurs et nous nous demanderons si *ce fait* aurait une importance quelconque au point de vue de l'émancipation complète du prolétariat.

L'idée première de la fondation d'une colonie communiste vient tout naturellement à l'esprit. Les principes sur lesquels on voudrait voir reposer les sociétés humaines une fois élaborés, il a fallu, pour assurer leur triomphe, commencer une lutte ardente contre l'ordre de choses existant. Cette lutte, dans laquelle le vieux monde a tout pour lui, la routine, les préjugés, les richesses sociales, et, hélas ! l'ignorance du plus grand nombre et l'égoïsme de beaucoup, est souvent bien pénible ! il est des moments de désespoir où l'on se demande même s'il sera commode, une fois la victoire assurée, de faire fonctionner l'organisation nouvelle en présence de vaincus aigris par la défaite, regrettant leur ancien bien-être et prêts à profiter de quelques mécontentements passagers qui pourront se faire jour dans le peuple, pour les exploiter et jeter bas toute la machine.

Combien alors, devient souriante l'idée de ne plus s'acharner après la transformation d'un organisme pourri, de laisser les égoïstes cantonnés dans leurs sociétés vieillies, et d'aller, les dévoués, là-bas, bien loin, du côté du soleil, réaliser fraternellement des doctrines qui pourraient rendre l'humanité si heureuse ! Il y a dans cette pensée quelque chose qui séduit et qui charme, et quand on la caresse, on aperçoit distinctement les belles lignes de ces petites cités agricoles dans lesquelles des hommes moralisés par l'étude des principes, dont le dévouement ne connaît pas de bornes puisque leur vie tout entière a été mise au service de tous, produisent en commun, consomment en commun, vivent en frères, au milieu des splendeurs et de la fécondité d'une nature vierge encore. Quel horizon plus riant peut on faire miroiter devant l'enthousiasme des jeunes socialistes ? et quels repos plus ombragés pourraient voir dans leurs rêveries les vieux lutteurs de la cause populaire ?

Eh bien, la raison et le devoir nous l'ordonnent, il faut s'arracher à ces enchantements.

Si, en effet, l'existence de ces petites sociétés est possible, leur généralisation qui seule, au point de vue révolutionnaire, pourrait leur donner quelque importance, ne l'est pas.

Loin de pouvoir grandir aux dépens des éléments de nos sociétés européennes, jamais aucune d'elles n'a pu vivre en leur sein. Et, cela est facile à comprendre. De deux choses l'une, ou la petite colonie communiste pourra suffire à tous ses besoins, ou l'échange lui sera nécessaire et elle demandera aux collectivités bourgeoises qui l'entourent les objets quelle ne peut se procurer par sa propre fabrication. La concurrence établie, la pauvre petite colonie est perdue ! Comment peut-on raisonnablement espérer qu'une société formée par des socialistes, sans capitaux, presque sans machines, puisse lutter sur un marché quelconque, avec cet outillage, ces capitaux, produits accumulés des générations, et que l'on a au jour de l'émigration libéralement laissés aux mains de leurs exploiters ? La concurrence établie, nous le répétons, notre essai communiste aura le sort de toute coopération ouvrière productive, — nous voulons dire, la mort.

On a l'habitude, lorsqu'on veut démontrer la possibilité de l'existence d'un groupe communiste en Europe, de citer l'exemple du couvent. L'exemple est mal choisi. Nous ne sommes plus aux temps où les monastères défrichaient les marais, construisaient les ponts, copiaient les manuscrits précieux. Depuis le XI^e siècle, le couvent n'est plus une société qui travaille ; le vau-pieds du couvent satisfait aujourd'hui tous ses be-

soins aux dépens de la société civile ; c'est l'aumône qui le loge, qui l'habille, qui le nourrit. Le couvent n'est pas, comme les petites colonies communistes dont nous parlons, un petit organisme qui travaille ; le couvent est un parasite, une immense vèrue, couleur de bure, vivant sur la face du monde.

Dans l'hypothèse où notre petite société communiste prendrait assez d'extension, aurait suffisamment de forces économiques, pour vivre chez elle, et repousser l'échange, il est certain que les collectivités bourgeoises ne supporteraient pas un aussi incommode voisinage. Il serait trop dangereux pour la perpétuité de leurs privilèges que leurs prolétaires puissent voir en fixant à travers les rivières, ou en regardant par dessus les montagnes fonctionner une petite société modèle, une société où il n'y aurait plus ni parasites, ni esclaves, mais qui serait une fourmière de travailleurs. Si elles le supportaient en effet, elles verraient bientôt tout ce qu'il y a chez elles de fort par le muscle, la tête et le cœur, passer fleuves et monts, et, comme vers la terre promise, s'acheminer vers ce nouveau monde. Une coalition bourgeoise deviendrait inévitable, et qu'on ne me dise pas qu'en 93, les révolutionnaires ont vaincu la coalition, car d'abord nos ennemis n'attendraient pas que la commune modèle devienne la France et parce qu'en suite, la chose fut-elle, la fumée des batailles de la république disparue, il est resté la couronne de Napoléon.

Pour vivre, la colonie communiste, loin de songer à se généraliser et à s'étendre, doit aller se cacher et se faire oublier de l'autre côté de l'Océan, où on tolérera son existence, pourvu qu'elle n'y prenne pas une extension un peu grande qui puisse porter ombrage aux bourgeois des Etats-Unis.

Quelques-uns de nos amis, partisans de ces tentatives communistes, reconnaissent toutes les vérités que nous venons d'exposer au cours de cet article, et s'ils défendent cette ligne de conduite que suivent quelques socialistes, c'est en se plaçant à un autre point de vue.

Ils parlent en propagandistes et ils disent : « ce mode d'action est plus qu'une propagande *théorique*, c'est une propagande *par le fait*. » Ils ont raison. Nous admettons avec eux, et quelques lignes plus haut nous venons de le dire, que s'il était possible de montrer nos principes aux populations européennes, non plus *écrits* dans des livres, mais *réalisés* dans des faits ; nous sommes d'avis avec eux que si une telle démonstration pratique du socialisme était faisable ; nous devrions, ne fut-ce que dans un but de propagande, tourner de ce côté tous nos efforts. Mais ne l'oublions pas ! nous venons de démontrer que les colonies communistes doivent pour vivre se fonder à l'autre bout du monde ? Un *fait* qu'on ne voit pas vaut encore moins qu'un *livre* qu'on lit ! Aussi, que voyons-nous ? ces colonies connues de quelques lettrés et parfaitement ignorées des masses populaires.

Comme les coopérations dont elle n'est d'ailleurs que la synthèse générale, la colonie communiste ne peut se généraliser et forcée de s'isoler pour vivre, elle ne peut rendre comme fait de propagande aucun service sérieux.

Le devoir des socialistes, jeunes ou vieux, est dès lors tout tracé. Ils ne doivent pas chercher un repos égoïste dans ces régions lointaines et voler leurs forces à la révolution. Qu'ils persistent en Europe à rouler le rocher de Sisyphe, dût ce rocher retomber plusieurs fois encore en les entraînant avec lui jusques au bas de la montagne à gravir.

Suisse.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

La Fédération jurassienne de l'Association Internationale des travailleurs vient de tenir à St-Imier, les 4, 5 et 6 août, son congrès annuel. 29 délégués y assistaient ainsi que de nombreux membres de la Fédération accourus de tous côtés. C'est

Le Congrès jurassien n'est pas seulement une réunion de délégués venus pour discuter, dans leur isolement olympique, des questions quelque importantes qu'elles soient; au sein de la Fédération du district de Courtelary, les congrès sont au contraire de vraies fêtes de famille de la Fédération.

La nouvelle apparition du drapeau rouge a été aussi pour beaucoup dans l'immense succès que les internationaux ont remporté. Vous vous souvenez que ce drapeau de l'humanité a été promené à Berne le 18 mars et attaqué par Madame Police? Vous vous souvenez aussi de la réception pas trop gantée que reçut cette trainée du demi-monde, de la part des internationaux? Il était donc évident pour qui connaît les jurassiens qu'à la première occasion, le drapeau rouge reparaitrait dans l'une des villes du Canton de Berne. Il vient de reparaitre à St-Imier. Le dimanche, 5 août, un cortège s'organise, et, drapeau rouge, musique en tête, se rend au local de la réunion publique, en traversant les rues principales de St-Imier. Cette fois la police n'a pas osé attaquer ces hommes qui à la veille de leur procès (ce procès va avoir lieu le 16 août!) osaient recommencer à leurs risques et périls la manifestation de Berne. On m'assure de tous côtés, que bien lui en a pris!

On comprend que la grande salle où devait avoir lieu la réunion était comble! mais ce qui a le plus surpris, c'est l'immense sympathie que le public a montrée pour les internationaux. Là, on a pu mesurer le progrès accompli. Les questions les plus ardentes du socialisme et de la pratique révolutionnaire ont été discutées, et loin d'effrayer le public comme auparavant, l'expropriation violente du sol et des instruments de travail, l'abolition absolue de l'Etat et du système représentatif, un 1793 de la bourgeoisie, la destruction complète à chaque tentative révolutionnaire de tout l'attirail qui sert à perpétuer le droit de propriété dans sa forme individualiste, l'importance enfin de la propagande par le fait dans la période préparatoire de la révolution, — bref, l'exposé de toutes les idées que l'on qualifie d'insensées, reçut l'accueil le plus sympathique du public nombreux accouru à cette réunion. Le même entrain, la même vie populaire, le même esprit régnait à la soirée familière qui terminait une journée qui a certainement laissé un souvenir magnifique dans l'esprit de tous.

Il me serait complètement impossible d'énumérer ici toutes les résolutions prises par le Congrès, prises presque toutes à l'unanimité des voix. Je ne vous parlerai donc que des plus importantes, de celles qui peuvent intéresser vos lecteurs qui ne sont pas membres de la Fédération du Jura. A propos du vote des sections isolées (qui ne font partie d'aucune fédération) dans les congrès généraux, le principe bourgeois du vote a été lui-même démolit; des délégués ont montré comment sur les questions de principes, le vote est inutile, sinon pour établir une statistique des opinions; comment sur les questions financières le vote a peu d'importance quand il se borne à une manifestation théorique et que la majorité n'a aucun moyen de coercition pour se faire obéir. Dans les congrès le vote devient une simple question d'entente et de contrat.

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut la discussion sur l'attitude que doivent prendre les diverses Fédérations au Congrès universel de Gand, a donné lieu à une magnifique exposition des principes et des moyens d'action du programme anarchiste et collectiviste, et, on peut le dire, c'est au Congrès de St-Imier que ce programme est ressorti des discussions dans son entier, avec toutes ses conséquences et sans réticences aucunes. L'accueil sympathique qu'il a reçu du public prouve que ce programme contrairement à ceux élaborés par des théoriciens ou par des endormeurs n'est que l'expression raisonnée des aspirations populaires.

Quant au pacte de solidarité à conclure à Gand, le congrès s'est prononcé dans le même sens que le n° 4 de l'*Avant-garde* et en se basant sur les mêmes motifs.

Une des questions les plus importantes traitées par le congrès, fut celle des corps de métier. La Fédération recommande spécialement ces groupements ouvriers qui devront servir de bases à la reconstitution sociale, le lendemain d'une révolution triomphante. Mais la Fédération recommande ce mode de groupement à la condition essentielle de ne jamais laisser les corps de métier dégénérer en organisations ne poursuivant que des questions de salaire, ces organisations appartenant aux besoins d'une période historique qui s'éteint.

Notons encore une discussion importante sur la valeur pratique des colonies communistes.

Passons, sans en dire un mot, sur toutes les autres questions.

Cet ordre du jour a pu être vidé dans un court espace de temps, chaque question ayant été déjà soumise dans les sections à un examen préalable et grâce aux relations personnelles, suivies et fréquentes, qui existent entre les membres de la Fédération.

Deux télégrammes ont produit un excellent effet. Ils apportaient à la Fédération jurassienne un salut fraternel et ils émanaient de deux groupes allemands anarchistes, qui existent, paraît-il, l'un à Berlin, l'autre à Leipzig. Le Congrès a répondu

avec chaleur à des adhésions qui ont eu le courage de se produire, malgré les deux pressions qu'elles ont à subir et qui émanent l'une de la police officielle de l'Etat bourgeois, l'autre de la police secrète de l'Etat ouvrier.

Enfin le dernier coup de feu de la fête a été tiré par un de nos compagnons de Berne qui a donné mardi soir une conférence sur la „propriété collective“ au milieu de la population si sympathique de Sonviller.

Dans ma prochaine correspondance, je vous rendrai compte du procès qui se déroulera à Berne le 16 août, devant le tribunal de police correctionnelle de la ville fédérale.

Variétés.

(Extrait des „Idées sur l'organisation sociale“ par James Guillaume, membre de l'Internationale.)

(Suite.)

Extérieurement, rien ne semble changé; la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout; mais il s'est produit dans les régions intimes de l'être collectif, une fermentation, une désagrégation qui a altéré profondément les conditions mêmes de l'existence sociale, en sorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable: une révolution éclate.

Ainsi, l'œuvre de transformation a été bien réellement graduelle et progressive; mais, gênée dans ses allures, elle n'a pu s'accomplir d'une façon régulière et modifier au fur et à mesure les organes sociaux; elle reste forcément incomplète, jusqu'au jour où les forces nouvelles se trouvant, par une accumulation successive d'accroissements constants, en état de surmonter la résistance des forces anciennes, une crise se produit, et les obstacles sont emportés.

Ce n'est pas en un jour que le flot grossit au point de rompre la digue qui le contient; l'eau monte par degrés, lentement; mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débacle est subite, et la digue s'écroule en un clin d'œil.

Il y a donc deux faits successifs, dont le second est la conséquence nécessaire du premier: d'abord, la transformation lente des idées, des besoins, des moyens d'action au sein de la société; puis, quand le moment est venu où cette formation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la révolution qui n'est que le dénouement d'une longue évolution, la manifestation subite d'un changement dès longtemps préparé et devenu inévitable.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idée sur l'organisation sociale , par J. Guillaume	fr. —. 50
La dictature , par Lefrançais	„ —. 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France , par Jules Montels	„ —. 15
Radioalisme et socialisme , par A. Schwitzguibel	„ —. 30
Lettre sans adresse (Tchernychewsky), traduit du russe	„ —. 30
Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale , tenu à Genève en 1873	fr. —. 60
Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale , tenu à Berne en 1876	„ —. 60

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . 2 francs,
Six mois . . . 4 „
Un an . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Association Internationale des travailleurs.

*Le Bureau fédéral de l'Internationale aux
Fédérations régionales.*

(Circulaire.)

Compagnons,

Nous venons réparer une omission de notre dernière circulaire, en vous annonçant l'adhésion à l'Internationale de la Fédération de Montevideo, république de l'Uruguay (Amérique du Sud). Cette adhésion remonte à près d'un an déjà, et durant ces derniers mois nous avons été en correspondance régulière avec les ouvriers de Montevideo; mais comme nos statuts exigent, pour l'admission définitive d'une Fédération nouvelle, le vote du Congrès général, nous vous prions de donner à vos délégués au prochain Congrès les instructions nécessaires pour qu'ils puissent se prononcer sur la demande d'admission de la Fédération de Montevideo.

Salut et solidarité.

Au nom et par ordre du Bureau fédéral:

Le secrétaire-correspondant :

L. PINDY,

rue Fritz Courvoisier, 31.

Chaux-de-Fonds (Suisse), 1^{er} août 1877.

Bulletin international.

Le 12 août a eu lieu en Belgique le Congrès trimestriel de la Fédération de la vallée de la Vesdre. Ce Congrès a accepté la proposition de la Fédération jurassienne de tenir à Verviers le prochain Congrès général de l'Internationale. Le 19 août, ainsi que le *Mirabeau* l'annonce, aura lieu à Bruxelles le Congrès de toute l'Internationale belge.

Malgré la surveillance de la police, la Fédération napolitaine s'est réunie le 11 août. On a donné communication des deux circulaires de la commission de correspondance, et discuté les questions à l'ordre du jour des congrès prochains. Une souscription a été faite ensuite pour l'envoi d'un délégué et on a décidé que l'on proposerait de mettre à l'ordre du jour du Congrès de l'Internationale la question suivante:

„De la conduite des socialistes révolutionnaires anarchistes vis-à-vis des partis politiques soi-disant socialistes.“

A la fin de la séance on a voté par acclamations un salut sympathique aux amis emprisonnés à la suite des actes de Bénévent. A Césena, ceux de nos amis qui ont défendu, à un enterrement, le drapeau rouge contre la police, ont tous été acquittés, hormis un qui a été condamné à un mois de prison.

Dans les Etats-Unis d'Amérique, on discute les moyens de résister, si besoin se faisait de nouveau sentir, à une insurrection populaire. La milice reconnue incapable et la bourgeoisie trop lâche pour se servir des armes envoyées par le gouvernement, on a mis à l'ordre du jour la question d'une armée permanente.

« Servitude, plomb ou prison ! » telles sont les alternatives que l'on nous réserve partout, dans les plus mauvaises monarchies et dans les meilleures républiques; voilà le mot d'ordre qui frappe notre oreille d'un bout de l'ancien monde au bout opposé du nouveau. En Suisse on limite la liberté dès que les internationales s'en servent, ainsi que vous l'apprendra probablement votre correspondant suisse; en Amérique, cette autre république modèle, on songe à organiser les armées anti-populaires. N'est-ce point là une preuve évidente que le système libéral d'un pays tient surtout au danger plus ou moins grand que l'emploi de la liberté fait courir à ceux qui gouvernent? Quand l'ouvrier se sert peu ou mal de la liberté, on la lui laisse; quand il s'en sert de façon à menacer sérieusement les privilèges de nos maîtres, on la supprime.

Congrès de la Fédération française.

Dans une petite ville de la frontière, a eu lieu les 19 et 20 août, le Congrès de la Fédération française. On comprend, que nous n'indiquerons ici, ni les noms des villes où existent les sections représentées, ni les noms de ceux de nos amis qui les représentaient; que l'on sache cependant que les principaux centres ouvriers avaient des représentants à ce Congrès.

Le compagnon Auguste Spichiger, guillocheur, avait été envoyé par le « Bureau fédéral international. » La Fédération française avait en effet invité ce bureau à se faire représenter au Congrès, afin que l'existence de la Fédération ne puisse être contestée par personne.

Afin de rendre au compagnon Spichiger sa tâche plus facile, le Congrès l'a élu membre de la commission de vérification des mandats. Il résulte du rapport de cette commission, que la Fédération française compte maintenant douze sections constituées. Ce nombre est peu de chose pour un territoire aussi vaste que le territoire français; mais si l'on tient compte des difficultés que présente une organisation secrète, si l'on songe aux procès faits à l'Internationale en 1872 et 1873, si l'on se souvient que trois sections seulement étaient représentées au Congrès de Berne en 1876, on trouvera le progrès accompli d'un très favorable augure.

Au début de la séance, l'ordre du jour est adopté. Le compagnon Pindy, membre de la commission fédérale, donne lecture du rapport de cette commission; ce rapport est adopté. Afin de présenter au vote du Congrès des résolutions nettement rédigées une commission de rédaction est élue; à cette commission a été renvoyée chaque décision lorsque la discussion avait arrêté le sens de la résolution.

Après une courte discussion sur la question de savoir si les membres de la Fédération française paieront des cotisations, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité :

Première résolution. — Les cotisations des membres de la Fédération française sont de trois sortes : la cotisation intérieure pour la section, la cotisation fédérale, la cotisation internationale.

La cotisation internationale de fr. 0. 03 par mois et par membre est obligatoire pour tous les membres de la Fédération française.

La cotisation fédérale sera payée à la commission de la Fédération. Son taux laissé au dévouement de chaque section, sera fixé par chacune. Les sections devront informer la commission administrative de leur versement approximatif comme cotisation fédérale et effectuer ce versement trois mois avant l'ouverture du Congrès.

Les sections verseront en même temps leurs cotisations internationales à la commission, qui les fera parvenir au « bureau fédéral ».

NB. La commission rappelle aux sections, quelles peuvent effectuer tous versements en timbres-postes français.

La question de propagande a été mise ensuite en discussion. Le Congrès a passé en revue non seulement quels sont les moyens de propagande qui lui paraissent les meilleurs, mais aussi l'organisation la plus favorable à l'emploi de ces moyens. La discussion de cette question fut fort intéressante. Les délégués des campagnes présents engageaient beaucoup le congrès à tenir compte de l'usage que l'on peut faire des métiers ambulants; ceux des villes appuyaient beaucoup sur une active propagande par le journal et la brochure; ceux enfin de certains départements priaient le Congrès de tenir compte de l'esprit local qui règne chez eux. Sur ce point, on le voit, la solution ne pouvait sortir que de notre programme autonomiste. Le Congrès a voté à l'unanimité les résolutions suivantes :

Deuxième résolution. — Le Congrès, considérant que les moyens de propagande varient avec les milieux dans lesquels s'agitent les sections; respectant le principe d'autonomie proclamé dans le programme;

laisse à chaque groupe le soin de choisir le moyen de propagande qui lui convient.

Cependant, il recommande à l'attention des sections, les moyens suivants : Pour les villes une active propagande par le livre, le journal, la brochure; pour les campagnes, l'entrée dans les métiers ambulants de socialistes dévoués; partout, dès que la force de l'organisation le permettra, la propagande par le fait.

Troisième résolution. — Comme moyen d'organisation, les sections continueront à correspondre isolément avec la commission fédérale. Cependant, là où la chose sera utile et possible, plusieurs sections pourront former entre elles des Fédérations.

L'ordre du jour du Congrès appelle ensuite les questions qui se rapportent à l'administration et à la rédaction de l'*Avant-garde*. Le compagnon Brousse, membre de la commission fédérale, annonce au Congrès que les dons ont couvert jusqu'ici les frais de publication de l'*Avant-garde*; quant à la rédaction il engage les sections à rédiger le plus souvent possible des nouvelles locales pour le journal. Une discussion s'engage dans le sein du Congrès sur la question de savoir si le journal prendra des abonnements. La résolution suivante est votée :

Quatrième résolution. — Chaque section qui le pourra, fera des abonnements à l'*Avant-garde* et en fera tenir le montant à la commission fédérale.

Cette commission continuera à expédier comme par le passé des numéros de propagande, et elle pourra sur la demande d'une section fournir gratuitement le service du journal.

L'abonnement de l'*Avant-garde* est fixé à fr. 2 par trimestre.

Arrive à l'ordre du jour, la question des Congrès de Verviers et de Gand. La Fédération française ayant demandé son admission au sein de l'Internationale, le Congrès regarde comme nécessaire la présence au Congrès de Verviers d'une délégation envoyée pour défendre ses intérêts. Le Congrès est d'avis aussi que la même délégation représente au Congrès de Gand la Fédération française. Reste la question de savoir quel sera le mandat que recevra cette délégation. Lecture est donnée des résolutions prises au Congrès de St-Imier par la Fédération jurassienne. Le Congrès se rallie à celles de ces résolutions qui ont rapport aux Congrès en question. Voici ces résolutions telles que les a votées le Congrès français :

a. Du programme, de l'attitude de la délégation de la Fédération française au Congrès socialiste universel de Gand.

Relativement à la conduite que la Fédération française tiendra au Congrès de Gand, la Fédération française doit d'abord chercher tous les moyens de se mettre d'accord avec les autres Fédérations qui composent l'Internationale. Mais comme elle ne peut pas effectuer cet accord sans avoir entendu les délégués des autres Fédérations, la conduite de la Fédération française ne pourra s'établir définitivement qu'après le Congrès de l'Internationale qui aura lieu probablement à Verviers.

Toutefois comme il est urgent de donner à nos délégués un mandat, voici les bases de la conduite que, les délégués français devraient tenir eux-mêmes et proposer à ceux des autres Fédérations.

S'inspirant des principes consacrés dans nos statuts, la Fédération française reconnaît que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national, mais humain; et que sa solution n'est pas possible sans le concours théorique et pratique des travailleurs de tous les pays;

Que ce concours cependant doit être direct, c'est-à-dire que l'émancipation à laquelle il aboutira doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non pas le résultat d'un contrat ou d'un compromis quelconque avec les partis bourgeois, fait par l'intermédiaire de délégués officiels;

Que sur ce terrain du concours direct, quels que soient du reste les moyens employés pour arriver au but, la Fédération française croit de son devoir d'affirmer sa solidarité avec tous les travailleurs, chaque fois que par un acte quelconque ils protesteront contre l'organisation actuelle de la société, et auront en vue leur émancipation;

Mais que vis-à-vis de mouvements qui, bien que se proposant en apparence l'émancipation du travail, ne font en réalité

que prolonger par le moyen du parlementarisme la situation existante, la Fédération française conserve toute sa liberté d'action.

Elle envisage ce mouvement comme la dernière phase du mouvement national, comme un moment historique nécessaire, peut-être, particulièrement chez certains peuples; mais elle ne pourra jamais le considérer comme un moyen véritable d'émancipation du travail.

En conséquence, elle se réserve le droit de le combattre non seulement chez elle, mais aussi dans les pays où ce mouvement peut rallier le plus grand nombre des ouvriers; et cela en vertu de son autonomie et de son droit à la propagande sans bornes de tous les principes collectivistes et anti-autoritaires.

Conformément à ces résolutions, les délégués de la Fédération française devraient donc exposer eux-mêmes ou présenter un Manifeste exposant clairement les principes, le but et les moyens de la Fédération; accepter la discussion sur ce programme et sur ces moyens, sans toutefois accepter en vue d'une apparente utilité pratique aucune transaction et sans faire aucune concession. Ils ne doivent absolument pas permettre, si ce n'est de la critique raisonnée, aucune attaque ni aucune offense contre les organisations qui auraient déjà commencé à mettre en pratique le programme avec les moyens susdits.

Si un pacte de solidarité est proposé au Congrès, ils ne devront l'accepter que s'il laissait à chaque organisation dans chaque pays sa complète autonomie et n'empêchait pas la propagande de nos principes même dans les pays où des principes et des moyens différents prévaudraient; ce ne devrait être qu'un pacte de solidarité économique, dans tous les cas où les travailleurs, directement, par un acte quelconque, soit par une grève, soit par une lutte ouverte, attaquent les institutions existantes. Dans le cas de lutte légale, sur le terrain national, en vue de la conquête du pouvoir politique, se réserver toute sa liberté.

Quant à la constitution d'un centre de correspondance et de statistique, et à la formation éventuelle d'une nouvelle organisation, la Commission est d'avis que l'internationale, avec ses statuts tels qu'ils ont été révisés au Congrès de Genève, est l'organisation la plus capable d'embrasser les diverses manifestations de la vie ouvrière.

Telles sont les bases de la conduite que, la Fédération française devrait tenir au congrès de Gand. Nous sommes en outre d'avis de laisser à nos délégués une certaine liberté, soit dans la discussion, soit dans les résolutions particulières à prendre, les résolutions des congrès n'étant obligatoires que pour les sections et les fédérations qui les auront acceptées, en sorte que nous conserverons notre plein droit de les repousser si elles ne sont pas conformes à nos convictions.

b. Sur la valeur des colonies communistes.

Le Congrès français considère les colonies communistes comme incapables de généraliser leur action, étant donné le milieu dans lequel elles se meuvent, et par suite de réaliser la révolution sociale. Comme acte de propagande, le fait de ces colonies communistes n'a pas d'importance à cause des échecs qu'elles sont trop souvent sujettes à subir dans la société actuelle, et qu'il reste inconnu des masses tout comme les nombreux essais de ce genre déjà faits à d'autres époques. Le Congrès n'approuve donc pas ces expériences, qui peuvent éloigner de l'action révolutionnaire les meilleurs éléments. Cependant il croit de son devoir d'exprimer sa sympathie envers les hommes qui, à force de sacrifices et de luttas, ont cherché à réaliser pratiquement le socialisme au moyen de ces tentatives.

A propos de toutes les questions qui tendraient à mettre en discussion ou à soumettre au vote des plans de campagne révolutionnaire, le Congrès considérant qu'il serait imprudent d'avertir ainsi nos adversaires de nos projets engage ses délégués à demander qu'il soit passé à l'ordre du jour. Enfin, le Congrès résume toute la discussion dans la résolution suivante qui est mise aux voix et adoptée :

Onzième résolution. Considérant, qu'il est indispensable que la Fédération française soit représentée aux Congrès de Verviers et de Gand;

que la situation politique qui est faite à la France rend impossible l'envoi de membres de la Fédération habitant la France;

le Congrès décide d'abord que la Fédération sera représentée par des membres français habitant l'étranger.

En outre, le Congrès, se ralliant au mandat donné à ses délégués par la Fédération jurassienne, aux différentes idées émises au cours de la discussion sur la propriété collective, la négation gouvernementale, le désintéressement de toute politique légale et l'active participation à toute propagande révolutionnaire, le Congrès confie à sa commission fédérale le soin de la rédaction définitive du mandat.

Le Congrès passe ensuite à l'élection des délégués. Il est convenu que les délégués nommés représenteront la Fédération, mais que, si une section envoyait un délégué spécial, ce délégué ferait partie aussi de la Fédération française; seulement, dans la formation de la *voix collective* de la Fédération le vote se fera non pas par tête, mais par sections représentées.

On passe au vote sont élus successivement et à l'unanimité les compagnons Brousse, Paul, chimiste, et Montels, Jules, peintre.

La commission administrative dépose son mandat et sur la proposition de la rédaction de l'*Avant-garde*, le Congrès décide que pour l'année courante le rédacteur du journal ne sera pas membre de la commission fédérale; cette commission fédérale nommera, sous sa responsabilité, la rédaction et l'administration du journal. Sont élus membres de la commission fédérale les compagnons Pindy, Louis, fondeur, Jeallot, peintre, Ferré, tapissier, Dumartheray, plombier, Alerini, chimiste. (Une lettre de la commission fédérale vient de nous apprendre que le compagnon Pindy est nommé secrétaire-correspondant et le comp. Jeallot, caissier.)

D'autres questions importantes figuraient à l'ordre du jour du Congrès et ont pu être discutées et sérieusement approfondies. Le devoir des délégués français sera d'en faire dans leurs sections un rapport très détaillé, mais on comprendra que dans un journal dont un numéro peut-être égaré, nous n'entrions pas dans les détails; ces détails pouvant indiquer par exemple ce qui sera fait par la Fédération française dans telle ou telle localité en prévision d'événements que l'on devine. Nous nous bornerons à la publication des deux résolutions suivantes qui établissent le principe auquel on s'est rallié au cours du débat :

Sixième résolution. — La Fédération française décide qu'elle profitera de tous les mouvements populaires pour développer dans les limites du possible son programme collectiviste et anarchiste, mais elle invite les groupes qui la composent à ne pas compromettre leurs forces pour assurer la victoire d'un parti bourgeois.

Septième résolution. — Dans le cas où des grèves éclateraient dans les contrées où les sections françaises ont quelque influence, ces sections devront profiter de la circonstance pour donner à la grève un caractère socialiste-révolutionnaire en engageant les grévistes à faire disparaître leur situation de salariés par la prise de possession de vive force des instruments de travail.

Le Congrès terminé, les délégués se sont donné l'accolade fraternelle, et sont retournés le cœur plein d'enthousiasme reprendre leur travail d'organisation si plein de périls à l'heure présente. Les français proscrits sont repartis, heureux et rajeunis, par la vue de ces jeunes hommes énergiques dont le dévouement est d'un si bon augure pour l'avenir.

« Autonomie » est un mot français qui dérive d'un mot grec qui signifie: Indépendance, Liberté! Comme ce mot revient souvent dans les discours et les écrits du parti socialiste, sa signification doit être précisée. Essayons.

Ce qui rend intolérable la tyrannie toujours si lourde d'une majorité est le droit que cette majorité s'arroge d'ordonner les intérêts d'une minorité selon son caprice, alors même que ces intérêts ne la touchent pas directement; et ce qui révolte surtout, c'est que dans la plupart des cas, la majorité ignore même la véritable nature des intérêts dont il s'agit, que par suite, elles les règle en aveugle et, sans profit pour elle, ruine les minorités.

Qu'importe, par exemple, à Paris, comment, politiquement et économiquement Plessis-les-oies s'organise? et comment l'organisation intérieure que se donne Paris concerne-t-elle Plessis-les-oies? Est-ce que motif qu'un parisien peut venir passer à Plessis-les-oies huit jours en villégiature suffit pour que les habitants de ce village soient tenus de bâtir leur fontaine à tel endroit plutôt qu'à tel autre? Et faut-il, pour qu'un paysan qui viendra visiter une fois dans sa vie sa capitale, s'y promène et tombe en extase, que les parisiens se ruinent à payer un boulevard Hausmann?

Faut-il que pendant vingt ans encore toutes les villes républicaines de France supportent l'oppression d'une majorité réactionnaire? que Paris prévoie toutes les bêtises, n'en commette aucune et les paie toutes?

Non. Paris le 18 mars a réalisé dans les faits ce que Proudhon avait théoriquement développé dans ses livres, le principe de l'autonomie, de l'indépendance, de la commune. Fatigué de tout subir, de tout prévoir, de ne pouvoir rien empêcher, il prit de ses larges mains, par le fond de leurs culottes, les représentants d'une majorité stupide et les lança de l'autre côté de ses remparts. Ce travail de propreté accompli, il se frotta les mains et poussa à pleins poumons un cri qui lui devenait familier: « Vive la Commune! »

Laissons donc Paris et Plessis-les-oies jouir de leur autonomie. Que chacun chez soi s'organise à sa guise, au mieux de ses intérêts. La majorité se désintéressant de ces questions quelle ne connaît pas, qui ne la touchent pas, en sera d'autant moins tyrannique et par conséquent d'autant plus supportable.

On comprend cependant que les arguments qui plaident pour l'autonomie de la commune dans la nation, plaident avec la même force pour l'autonomie du quartier dans la commune, de la rue dans le quartier, de la maison dans la rue. Aussi avec l'autonomie de la commune faut-il réclamer aussi l'autonomie de tous les autres groupes locaux.

Cette autonomie que l'on pourrait appeler, « Autonomie territoriale » ne suffit pas. Il en est une autre que l'on pourrait appeler « autonomie des spécialités professionnelles » et qu'il faut aussi qu'on exige.

Supposons Paris constitué en ville libre, en commune indépendante. L'autonomie existe dans le quartier, dans la rue, dans la maison. Comment va-t-on organiser la production parisienne? Laissera-t-on un conseil municipal organiser la menuiserie, l'école, les produits chimiques? Ce serait beau à voir! Je me figure la tête d'un maître d'école votant une question de menuiserie, et celle d'un menuisier votant sur l'installation d'une fabrique de nitro-glycerine!

Il faut appliquer ici le principe d'autonomie d'une manière conforme au principe de la division du travail, c'est-à-dire par spécialités professionnelles. On aura ainsi l'autonomie du corps de métier et par suite aussi celle du groupe de travailleurs, de la fabrique ou de l'atelier.

core dit :

De l'autonomie de la commune, nous sommes descendus à l'autonomie du quartier, à celle de la rue et de la maison; il faut aller jusqu'à l'autonomie du consommateur. De l'autonomie du corps le métier, nous sommes descendus à celle de l'atelier; ne pouvons-nous aller jusqu'à celle du producteur? oui, évidemment. Et comme, dans une société bien ordonnée, producteur et consommateur ne doivent faire qu'une seule et même personne, nous avons abouti à réclamer l'autonomie de l'être humain, de l'homme, de l'individu, c'est-à-dire, la liberté!

Dans un autre article nous nous occuperons de l'idée de fédération.

Suisse.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

La Suisse libre vient d'inaugurer à son tour la série de ses procès politiques. Elle aussi, à maintenant ses prisonniers, et ses proscrits. Qui l'eût cru il y a cinq ans? on vient de faire, à Berne, un procès à l'Internationale. Vous vous souvenez que le 18 mars 1877 le drapeau rouge que portait un cortège d'internationaux jurassiens fut lâchement attaqué, sabré au vent, par la police, et vivement défendu par les ouvriers? A la suite de ces événements, un procès a été intenté à quelques membres de la Fédération jurassienne. C'est ce procès qui vient de se dérouler devant le tribunal de police correctionnelle de la ville de Berne.

De l'aveu même d'une feuille radicale bourgeoise (le *Confédéré* de Fribourg) on ne pouvait dresser à ceux qui défendent les mêmes principes que l'*Avant-garde*, une plus belle statue en marbre de Paros. La police ne savait rien et organisait son procès en prenant pour point d'appui une série de faux témoignages, racontés par des gendarmes en uniformes déposant sous l'œil même du préfet, leur supérieur hiérarchique. Les internationaux étaient résolus à tout dire, mais fermement décidés à ne parler qu'après avoir entendu débiter les mensonges de la réaction. On comprend facilement que dans de pareilles conditions le procès a été fertile en véritables coups de théâtre. L'émotion du public a tout le temps été à son comble.

On a vu au cours d'une séance de ce procès trois témoins demander à passer au banc des accusés et l'un d'eux y prendre place. Dans une autre séance, au moment où l'on allait assermenter 4 faux témoins qui déclaraient (probablement sur un mot d'ordre) que certain coup de stylet reçu par un caporal de gendarmerie avait été donné par un nommé Rinke, le compagnon Lampert, ouvrier graveur, descend dans l'hémicycle, déclare avoir donné le coup et prenant parmi les pièces de conviction l'arme dont il s'est servi la montre au président stupéfait, devant les témoins consternés. En un mot, tous les accusés ont proclamé eux-mêmes leurs actes, en s'en glorifiant.

Le ministère public a fait un réquisitoire incolore. L'avocat de la partie civile a essayé une violente philippique contre les anarchistes, prenant pour son compte la fameuse théorie des libertés nécessaires de Monsieur Thiers, chose d'autant plus considérable que cet avocat M. Sahli sort d'être président du Grand Conseil bernois.

Les accusés se sont brillamment défendus eux-mêmes. Développant leurs principes, proclamant leurs convictions, niant la juridiction de tout tribunal et expliquant aux juges que le 18 mars ils ont voulu démontrer que pour l'ouvrier il n'y a pas à Berne même de libertés, ce qui veut dire qu'ils ont fait le 18 mars à Berne un acte de *propagande par le fait*.

Le tribunal a rendu le jugement suivant:

Lampert, Deiber, 60 jours de prison; Rinke, Eberhard Ulysse, Chopard, Dubois, Bräutchi, Chatelain, Herter, Kachelhofer, Guillaume, Huguenin, Lœtcher, Buache, Capt, Pittet, Eberhard Henri, Tailhand, 40 jours; Graber, Reber, Brousse, Werner, Vogues, 30 jours; Simonin, Eggenschwiler, Paggi, Hornegger, Gleyre, Zubuchen, Chautand, 10 jours. Rinke, Brousse, Werner, Deiber, Graber, Vogues, chacun à 3 ans de bannissement du Canton de Berne. Tous les accusés sont déclarés solidaires pour couvrir les frais du procès; les deux premières séries (60 et 40 jours) sont déclarées solidaires pour le paiement des dommages intérêts qui se montent à fr. 620.

Comparons à ce verdict rendu dans une république, le verdict rendu dans une monarchie. On se souvient qu'à Césena, ville de la monarchie italienne, le drapeau rouge a été déployé, attaqué par le sabre, défendu par le couteau. Tous les accusés de Césena ont été acquittés, hormis un qui a reçu un mois de prison.

Vive la république bourgeoise!

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . 2 francs,
Six mois . . . 4 „
Un an . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Bulletin international.

Les nouvelles qui nous parviennent d'Italie annoncent pour cet hiver une agitation révolutionnaire assez vive. Les italiens déjà socialistes, loin de se laisser décourager par le procès que l'on va tenter à nos amis de Bénévent, travaillent toujours, luttent sans cesse; et dans les masses non encore pénétrées par la propagande de nos principes, la misère devient de plus en plus grande. De la rencontre des socialistes d'instinct et des socialistes conscients peut sortir cet hiver, à un moment donné une révolution populaire. Malgré la surveillance de la police, on a fêté dans quelques villes l'anniversaire de la tentative de Bologne, d'Imola, etc. (8 août 1874); à Florence, une protestation contre les persécutions que les autorités de cette ville exercent contre les socialistes révolutionnaires a été publiée et signée par douze membres de l'Internationale. L'autorité ayant intenté des poursuites contre les signataires, une centaine d'autres socialistes ont protesté à leur tour et ont joint leurs signatures à celles de leurs amis. — Le fait que des hommes mis hors la loi osent déclarer que, malgré les persécutions continuelles, ils ne s'arrêteront point dans la propagande de leurs principes de *socialistes révolutionnaires* et internationaux a produit une grande impression dans le public. — Une masse énorme d'ouvriers sont sans travail, et ils ne savent absolument pas de quoi ils vivront cet hiver. Que mangeront ils? Du pain? ou du plomb?

Nos amis de la Fédération jurassienne viennent d'avoir une preuve nouvelle des résultats que peut donner une politique de conciliation avec la bourgeoisie même radicale. Au cours du procès des Internationaux (16 août) une lettre a été produite qui augmentait les charges qui pesaient sur eux. Cette lettre écrite par un jurassien (Kachelhofer) au comité de l'*Arbeiterbund* a été livrée à la police sur la demande du tribunal par deux membres de ce comité. Comment a-t-on eu du côté du tribunal connaissance de cette lettre? probablement dans les parlotages qui se font dans les périodes électorales entre radicaux et arbeiterbundiens.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le Congrès de l'Internationale à Verviers touche à sa fin et le Congrès socia-

liste universel va s'ouvrir à Gand. Si avant de mettre sous presse des nouvelles sûres nous parviennent nous les imprimons à la suite de ce bulletin.

En Russie, les atrocités continuent: Le 13/25 juillet le général Trepoff, chef de la police pétersbourgeoise visitait, accompagné du directeur, la maison de détention préventive, dans laquelle sont enfermés nos malheureux amis, arrêtés pour l'affaire du drapeau rouge. Le général entra dans l'une des petites cours qui servent de promenoirs aux détenus, et voyant que deux détenus s'y trouvaient à la fois, il demanda au directeur comment il se faisait que deux détenus pussent se promener ensemble au lieu d'être isolés.

Le directeur hésitant à répondre, l'un des détenus, Bogolouboff (condamné à 15 ans de travaux forcés pour la manifestation de Notre-Dame de Kazan), prit la parole, et expliqua au général que, n'étant plus des prévenus mais des condamnés, il avait la permission de se promener ensemble.

Trepoff furieux ordonne de conduire l'insolent au cachot. Le cachot est un trou dans lequel ne pénètre aucune lumière et où le prisonnier ne reçoit que du pain et de l'eau.

Bogolouboff se retira de l'autre côté de la cour; mais, le malheur voulut que M. Trepoff après avoir adressé quelques questions au directeur, rencontrât encore le prisonnier à sa sortie du promenoir. Il réprimanda alors le directeur de ce que Bogolouboff n'avait pas encore été emmené au cachot.

Le chef de la police donne l'ordre au prisonnier d'ôter son chapeau. Bogolouboff n'obéissant pas, le général-policier voulut lui appliquer un soufflet que le prisonnier évita. Alors deux gardiens accoururent. Ils saisirent l'insolent et l'emmenèrent.

Mais aussitôt un grand tumulte se fit entendre.

Les détenus enfermés dans les cellules donnant sur la cour, avaient été témoin de cette scène, et, profondément indignés, ils lançaient au général les épithètes de lâche et de misérable.

M. Trepoff furieux dit quelques mots au directeur, puis il sort avec lui.

Au bout d'un quart heure, le directeur apparut de nouveau dans la cour et répondit aux détenus qui l'interrogeaient, que Bogolouboff avait été mis au cachot. Les condamnés réclament sa mise en liberté immédiate; pour toute réponse ils entendirent bientôt des cris de douleur: *c'était Bogolouboff que l'on fouettait* dans la cour, sous leur yeux.

Les cris, les protestations redoublent. Le directeur fait appel à la force armée et un certain nombre de détenus, après avoir été au préalable roués de coups, furent à leur tour jetés dans les cachots infects au milieu des excréments qui jouchaient le sol.

Voilà comment le gouvernement russe qui s'est constitué en Orient le champion de la civilisation, traite les malheureux détenus politiques.

Dépêche télégraphique. Congrès international Verviers excellent, population très sympathique; Espagne 2 délégués, Italie 2, France 2, Jurassienne 2, Allemagne 2, Belgique 12; Délégués invités: Russie 1, Grece-Egypte 1, Belgique 2. Compte-rendu *) suit.

(*) Paraîtra au prochain numéro.)

Les délégués français.

Dernièrement, le *Mot d'ordre*, avec cet aplomb dans la sottise qui caractérise les journaux radicaux, disait, dans un article intitulé le *Collectivisme* : « Pour l'intelligence du lecteur, il n'est peut-être pas inutile de lui rappeler que le *collectivisme* est un *système allemand* (!!!) imaginé, non par des ouvriers ou artisans, mais par des docteurs ignorants des conditions et des procédés pratiques du travail, mais très forts en abstraction et en argumentation sophistiquées. »

Autant de mots, autant de contre-vérités. Le collectivisme n'est pas un *système*, c'est un terme qui désigne l'une des tendances du socialisme moderne et scientifique, la tendance à remplacer la propriété individuelle par la propriété collective. Cette tendance n'est pas propre à l'Allemagne, car ce sont les Français, au contraire, qui ont créé le mot de *collectivisme* pour l'opposer à celui de *communisme*, qui ne représentait que des doctrines sectaires et autoritaires. Enfin ce sont, non point des docteurs, mais précisément des ouvriers et des artisans qui, dans leurs congrès, sont arrivés, en étudiant le mode de production enfanté par le régime capitaliste, à constater que la possession en commun, par les groupes de travailleurs, de leurs instruments de travail, sol ou machines, est devenue une impérieuse nécessité économique.

* * *

Nous ne sommes plus au temps où un rhéteur ou un philosophe se demandait, *a priori*, quelle serait pour l'humanité la meilleure organisation sociale; imaginait un âge d'or qu'il opposait à la société corrompue et civilisée; montrait, dans cet âge d'or, les hommes vivant en communautés paisibles et fraternelles, et engageait ses contemporains à en revenir au mode de propriété qui existait dans ces sociétés primitives, et à renoncer à la maudite notion du tien et du mien, source de tous les maux.

Ces niaiseries ont pu paraître fort éloquentes au siècle passé : mais le socialisme moderne ne se nourrit pas de déclamations et d'idylles; il entend marcher sur le terrain solide de l'histoire et de la science économique.

Nous ne maudissons point la propriété individuelle. Nous constatons, au contraire, qu'elle a été, dans le développement historique des sociétés humaines, une nécessité. Pendant que certaines populations agricoles, restées en dehors du mouvement actif de la civilisation, conservaient encore les vieilles institutions et continuaient à posséder le sol en commun, la population des villes, plus hardie, plus intelligente, donnait un essor vigoureux à l'industrie et au commerce, et en même temps aux sciences et aux arts. La propriété individuelle était la forme sociale qui convenait naturellement à cette phase historique, où l'énergie et l'esprit d'entreprise de l'individu jouaient le premier rôle, et où le travail industriel, ne s'exerçant pas encore dans d'immenses fabriques où l'ouvrier n'est qu'un rouage d'une machine colossale, mais s'exécutant au contraire à la main ou au moyen d'un outillage très simple, permettait au travailleur laborieux de se créer une position indépendante. Nous ne prétendons pas, sans doute, que tout fût pour le mieux dans cette société que la bourgeoisie naissante constituait en démolissant la féodalité; nous savons combien d'abus, combien de tyrannies les communes bourgeoises du moyen-âge recélaient dans leur sein, malgré l'esprit de liberté qui les animait en général; — ce que nous disons, c'est que la propriété individuelle correspondait logiquement au mode de production qui s'installait alors dans le monde industriel.

Mais depuis que les procédés de fabrication ont changé; depuis que la machine et le moteur à vapeur

collectif; depuis que les grandes agglomérations de capitaux ont créé la grande industrie et tué presque partout la petite; nous disons que la propriété individuelle n'est plus la forme sociale qui répond à nos besoins, et qu'à un mode de production nouveau, il faut une forme de propriété nouvelle. La propriété individuelle, aujourd'hui, n'est plus pour le producteur la garantie de sa liberté; tout au contraire, comme elle se concentre toujours davantage en un petit nombre de mains, elle ne profite qu'à une minorité de privilégiés, qui détiennent à eux seuls tout le capital social, tandis que les producteurs, devenus des salariés, ne peuvent plus être propriétaires. Comment faire pour garantir, au sein de la société moderne, la liberté et l'égalité de tous ceux qui travaillent? comment faire pour permettre à tous les producteurs d'être propriétaires? Le seul moyen, c'est de ne plus souffrir que, grâce à l'habile mise en œuvre d'un inique système de salariat, un seul recolte tout le profit du travail d'un grand nombre; c'est d'opérer une transformation sociale qui fera des *salariés* les *propriétaires* de la fabrique, de l'usine, de l'atelier où ils travaillent; et puisque la fabrique appartiendra dès lors, non plus à un seul patron, mais à un groupe de travailleurs associés, ce sera la *propriété collective*.

* * *

Il existe une école, celle des *communistes autoritaires*, qui, tout en constatant comme nous que l'abolition du système de salariat est devenue une nécessité sociale urgente, propose une autre solution: ce serait de faire de l'Etat le propriétaire unique de tout le sol, de tous les instruments de travail, de tous les capitaux. Les travailleurs ne seraient plus les ouvriers d'un patron spécial, ils travailleraient pour l'Etat, duquel ils recevraient en échange l'équivalent de leur travail. Cette solution, nous la combattons, parce qu'elle ne ferait qu'instituer, à la place des quelques milliers de patrons qui existent aujourd'hui, un grand patron unique, l'Etat, dont la tyrannie serait tout aussi intolérable que celle de la bourgeoisie actuelle: les ouvriers, travaillant pour l'Etat, resteraient en réalité des salariés, et l'on aurait, pour remplacer la bourgeoisie, la classe des *hommes d'Etat* qui ne vaudrait pas mieux, et qui, menant le peuple en laisse au moyen des trucs bien connus du suffrage universel et autres balançoires politiques, tripoteraient avec les millions du capital social tout comme les de Broglie, les Thiers et les Gambetta le font aujourd'hui avec le budget de la République bourgeoise.

Notre programme, à nous est celui-ci : L'instrument de travail aux mains, non de l'Etat, mais des groupes de travailleurs, par la propriété collective; et ensuite fédération des libres associations de producteurs industriels et agricoles, sans distinction de frontière et de nationalité.

Notes et souvenirs.

Un des hommes les plus dévoués à la révolution, l'anarchiste Anacharsis-Cloutz, s'écriait sur l'échafaud en mars 1794 : « Peuple français, débarrasse-toi de la manie des individus. »

Hélas! cette manie n'a pas cessé, et, de nos jours, les idoles abondent. La popularité dont jouissent, malgré leurs fautes et leurs crimes, les Thiers, les Gambetta, les Simon, les Louis Blanc, démontre ce que nous avançons.

En pareille occurrence, le devoir d'un révolutionnaire est tout tracé. Il doit, devant le peuple naïf et toujours victime de ses propres entraînements, déshabiller sans pudeur les Dieux du jour, — les colosses aux pieds d'argile.

Les hommes publics ont, d'ailleurs, cela de commun avec les filles publiques, qu'ils appartiennent à tous; les plus infimes d'entre nous ont donc le droit, lorsqu'ils parlent le langage de la vérité, de les mettre à nu, en leur enlevant même la traditionnelle feuille de vigne qui masque leur virilité d'ennuque.

LOUIS BLANC.

Plus on peut, plus on doit.
Louis Blanc.

C'est avec le sang des insurgés de février 1848 que le nom de M. Louis Blanc fut inscrit sur la liste du gouvernement provisoire.

Arrivé au pouvoir en marchant sur les cadavres des révolutionnaires, examinons comment ce citoyen récompensa la confiance que le prolétariat avait mise en lui.

Le 17 mars 1848 le peuple est dans la rue. Quelques jours d'expérience lui ont suffi pour sentir qu'il n'a rien à espérer des poussifs du Provisoire. Sous le prétexte de présenter une pétition réclamant l'éloignement des troupes et l'ajournement des élections, les corporations s'avancent en masse compacte sur l'Hôtel-de-ville. « Qu'un homme audacieux eut ouvert, en ce moment, une fenêtre de l'Hôtel-de-ville, et eut crié à la foule qui couvrait la place de grève: *On repousse vos vœux, on maltraite vos délégués!* c'en était fait peut être! »*) Oui, c'en était fait des modérés du gouvernement si nouveau Ménénius Agrippa, M. Louis Blanc n'avait endormi la foule avec ces mots: « Le calme, est la majesté de la force! »

De la part de Louis Blanc, ceci ne doit pas nous étonner. N'a-t-il pas écrit depuis: « Il est des circonstances où un gouvernement qui ne sait pas résister à ce que veut le peuple, trahit le peuple. » Etrange façon, n'est-ce pas? de concevoir la souveraineté populaire!

Voyons maintenant comment il répondit aux espérances qu'on fondait sur lui, sinon pour résoudre la question sociale, du moins pour en hâter la solution.

Pour mettre en pratique, ce qu'il avait prêché en théorie, *le droit au travail, l'organisation du travail*, que fait M. Louis Blanc? Il organise *le parlement du travail*, et là, dans cette parlotte du Luxembourg, on discute sous sa présidence... quoi donc? *l'abolition du marchandage!*

Mieux que tout autre, Monsieur L. Blanc savait que l'abolition du marchandage ne changerait pas un iota à la situation économique des salariés, à l'antagonisme des patrons et des ouvriers.

Voici juin:

Privé de travail et de pain, fatigué des rhéteurs du Luxembourg et de l'Hôtel-de-ville, le peuple a encore une fois recours à la force. Les pavés se dressent, les barricades arborent le drapeau rouge, et les prolétaires parlementent à coups de fusil avec les bourgeois qui leur refusent du travail et par conséquent du « pain » mais qui leur donnent en revanche du « plomb » en abondance.

Or, pendant que ceux-là même qui l'avaient élu se faisaient tuer dans les rues des faubourgs, lui, M. Louis Blanc, reste impassible sur son banc de représentant du peuple. Il n'eut le courage, ni de flageller d'un mot les assassins du peuple, ni même d'implorer leur pitié! — La peur l'étouffait.

Quelque temps après il prenait le chemin de l'exil. Vingt-deux ans plus tard, la révolution du 4 septembre lui rouvrirait les portes de la patrie. Ce fut le retour de l'enfant prodigue, dont les cheveux ont blanchi, mais qui est devenu pratique et sage. Pendant le siège de Paris, tous ceux dont le dévouement au peuple n'existait pas que sur les lèvres, *écrivaient*,

*) Louis Blanc, histoire de la révolution de février.

parlaient, agissaient. Ainsi firent Delescluze et Blanqui. Le *Réveil*, la *Patrie en danger*, les *clubs*, le 31 octobre, le 22 janvier, voilà les preuves que ces grands citoyens ont données et laissées de leur amour pour la révolution? M. Louis Blanc, lui, non seulement n'agit pas, mais il se tait.

Paris succombe. On passe au vote et, le 8 février 1871, le peuple, ce prétendu ingrat, donne à M. Louis Blanc, par plus de 200 milles suffrages, le mandat d'aller défendre à Bordeaux la république et l'intégrité du territoire.

Les classes dirigeantes livrent, pieds et poings liés, la patrie à l'étranger, n'importe! M. Louis Blanc qui est pourtant un patriote, reste toujours *collé* à son banc, sanctionnant par sa présence les actes odieux des représentants de la France avachie.

La république est *menacée, contestée*; les meilleurs citoyens sont hués, condamnés au silence, emprisonnés; la presse républicaine et révolutionnaire est baillonnée, supprimée; nos amis secouent la semelle de leurs souliers, et abandonnent, les uns à Bordeaux, les autres à Versailles, l'assemblée « honte de la France », M. Louis Blanc reste toujours *incrûsté* comme un mollusque et muet comme lui, sur son banc de député. Il reste... malgré l'attaque de Montmartre le 18 mars, malgré la tentative de désarmer les citoyens.

La réaction est déçue. Le peuple vainqueur occupe l'Hôtel-de-ville, mais toujours naïf, il engage des pourparlers avec les députés et les maires de Paris. Que répond M. Louis Blanc à cette tentative de conciliation? « Vous êtes des insurgés contre l'assemblée le plus librement élue: nous, mandataires réguliers, nous ne pouvons avoir de transaction avec des insurgés ». — Vieux pontife, va!

On sait le reste. La Commune condamnée à la lutte, organise la résistance. Les 200 milles électeurs de M. Louis Blanc y prennent part, tandis que leur mandataire *cloué* toujours à son banc, où il représente on ne sait plus qui et on ne sait plus quoi, rumine et tringue avec le légitimiste de Kerdrel.

Et lorsque après deux mois de lutte, la commune est vaincue, quand l'armée bonapartiste, maîtresse de Paris, fusille nos femmes, nos enfants, nos mères, nos frères les plus dévoués; lorsque cette armée immonde traîne les nôtres à Satory où on les entasse comme un vil bétail, M. Louis Blanc, le républicain, le socialiste, voulant mettre le comble à l'impudeur, vote, *vissé* sur son banc, des félicitations à cette brave armée et se fait ainsi le complice des assassins et des bourreaux. *)

C'en est assez. Ses votes nous importent peu; ses actes suffisent.

Lors de la manifestation du 17 mars 1848, un ouvrier à la taille herculéenne s'approcha de Louis Blanc et lui dit: « Tu es donc un traître, toi aussi? »

Il nous est permis aujourd'hui que M. Louis Blanc péroré tranquillement, loin de tout danger, de changer en affirmation cette phrase interrogative et de dire au pontife du socialisme étatiste et providentiel, toujours *enchâssé* sur son banc:

« Toi aussi, tu es un traître. »

Angleterre.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

Notre vie ouvrière est si monotone aujourd'hui, qu'elle se résume en quatre mots: crise, chômage et misère croissante. De temps à autre une grève, imposante parfois, mais presque toujours vaincue par la contre-grève des patrons, — bref, la *guerrilla* industrielle, qui — notons-le en passant — prend toujours un

*) Dans un de ses voyages à Genève, M. Louis Blanc a essayé de nier ce que nous avançons. Nous lui rappellerons que le jour du vote, le 24 mai, il n'y a eu qu'un homme, un rénégat de l'Internationale, Tolain, qui ait eu la lâcheté courageuse de s'abstenir. Du reste, la lettre de M. Louis Blanc au *Figaro* atteste que M. Louis Blanc n'accepte aucune solidarité avec la Commune de Paris.

caractère de plus en plus aigu. Je préfère donc, au lieu de vous entretenir de ces escarmouches, vous donner un aperçu général des organisations ouvrières anglaises.

Vous savez bien que l'ouvrier anglais a largement profité de la liberté de réunion, conquise par le peuple anglais après tant de luttes sanglantes. Sociétés de résistance, de secours mutuel, d'instruction; sociétés religieuses, loges maçonniques, clubs politiques ou de récréation; associations de production ou de consommation, etc., etc., tout cela pullule en Angleterre, si bien que les trois quarts des ouvriers anglais, lorsqu'ils ont du travail, font partie d'une société ouvrière quelconque.

Je ne m'arrêterai pas aux sociétés de consommation et de production. Certes, il y en a qui prospèrent, même par les temps qui courent. Mais, vous avez eu l'occasion de les apprécier déjà en France. Les premières ne tendent qu'à baisser le taux des salaires qui, selon la loi d'airain, tend toujours à se rapprocher du minimum des frais de subsistance; et les secondes n'ont abouti qu'à grossir le noyau de la petite aristocratie ouvrière, égoïste par dessus tout, comme toutes les aristocraties.

Ai-je besoin aussi de vous parler des clubs politiques? de ces machines fonctionnant pour les intérêts des jaunes ou des bleus? Ou bien de délégués ouvriers au Parlement, de ces Tolains anglais, dont deux ou trois siègent déjà à la Chambre? Autant vaudrait vous parler des loges maçonniques. Donc, passons outre.

De toutes les sociétés ouvrières, les corps de métier organisés pour la résistance et le secours mutuel, les trades-unions, sont certes de beaucoup les plus importantes. Elles encadrent plus de 600,000 ouvriers, dont 50,000 agriculteurs. Elles se rencontrent dans tous les métiers; et dans certains d'entre eux, les mécaniciens, par exemple, elles comptent des dizaines de mille membres, des centaines de sections et des millions de francs en caisse. Enfin elles guettent toutes le moment de déclarer la guerre aux patrons, et, une fois la guerre déclarée, par une grève souvent grandiose, l'accord des unionistes, leur tenacité, leur abnégation sont au-dessus de toutes louanges.

Qu'y a-t-il donc d'étonnant qu'à l'étranger, nos unions excitent l'admiration générale, et que des socialistes très sincères les envisagent comme une force destinée à accomplir l'émancipation du prolétariat anglais?

Mais, analysons de plus près.

D'abord, comme engins de guerre contre les patrons, sont-elles réellement si puissantes, ces unions? — Hélas, non; et en voici la preuve. Pendant ces dernières cinquante années, l'exportation de l'Angleterre croissait de jour en jour. Reine des marchés, ses produits envahirent le monde; son industrie se développa d'un élan juvénile, les salaires haussèrent, si bien que dans certains métiers, l'ouvrier anglais, (il y a déjà trente ans!) fut beaucoup mieux rétribué, tout en travaillant moins d'heures, que l'ouvrier du continent. Ce fut la période héroïque des unions; elles devenaient redoutables, il leur arrivait de gagner des victoires, presque incroyables.

Mais, voilà que le tableau change. Viennent les crises. L'Amérique, l'Allemagne font concurrence. Les débouchés se bourrent de marchandises; l'exportation diminue à vue d'œil, l'industrie languit. Immédiatement, les salaires baissent, le nombre d'heures de travail augmente; mais surtout, c'est le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants jetés sur le pavé et mourant de faim — oui, de faim à la lettre, — qui croît dans des proportions immenses. Visitez seulement les quartiers ouvriers des grandes villes: des cadavres vivants vous feront tressaillir.

Inutile de dire que les unions sont impuissantes pour résister à cette baisse de salaires générale, à ces chômages sans fin. A peine, les plus fortes se hasardent elles çà et là à faire une courte résistance. Elles succombent et expient leur tentative par des semaines de faim, par des mois de misère.

Bref, les unions languissent aujourd'hui; leurs rangs commencent à s'éclaircir, leur force s'évanouit devant la concurrence étrangère. Ceux qui vous parlent de leur force sont en retard de quinze ans; ils chantent la gloire passée. Voilà la force économique des unions. Voici maintenant leur force politique.

Elle se résume en deux mots. Elle est nulle, ainsi que la force du peuple anglais en général, depuis qu'il a cessé de descendre dans la rue. D'abord, l'ouvrier ne vote pas, les trois quarts ne possédant pas les revenus nécessaires pour avoir le droit de vote. S'il vote, son vote n'est pas libre. C'est le propriétaire, le gros patron, le banquier qui fait la loi à ses fermiers, ses ouvriers, ses salariés. Tout le pouvoir politique, — législatif, judiciaire et administratif — est aux mains des gros bonnets. Dans aucun autre pays, excepté l'Orient, l'ouvrier n'a si peu d'influence sur son gouvernement; nulle part la loi et toutes ses applications ne sont tellement tournées contre le salarié au profit du propriétaire. Et les unions ne cherchent même pas à changer cet ordre de choses. Elles comprennent si bien leur impuissance qu'elles préfèrent ne pas s'occuper du tout de politique. La politique n'amènerait que des discordes intérieures, sans donner aucun profit.

Pour abrégér, je passe sous silence le côté égoïste d'unions qui se posent exclusivement la question de leurs salaires sans

discuter la question de l'émancipation générale du prolétariat, et je passe à celle de savoir, qu'elle importance les unions ont-elles eue par rapport au développement de la classe ouvrière en Angleterre.

Pour vous en rendre compte, allez dans une réunion des trades-unionistes. Parlez-y de capitalistes et de salariés, dites que le capital vit aux dépens du salarié et qu'il y aurait moyen de changer cet ordre de choses au profit du salarié. Les meneurs vous fermeront la bouche, en disant que la politique est défendue dans les réunions, et ceux qui voudraient vous applaudir ne l'oseront pas. Bref, jusqu'à présent l'ABC du socialisme reste inconnu en Angleterre. L'ouvrier dans la misère hait son patron. Un jour, mis à bout, il ferait ce qu'a fait le peuple en Amérique: il exterminerait la maison du bourgeois, sa fabrique sur-tout; mais il ne proclamerait pas son droit à cette maison, à cette fabrique. Il exterminerait le policeman, mais il ne proclamerait pas l'abolition de la tutelle de l'Etat.

Mais, les choses ne peuvent pas en rester là. Déjà aujourd'hui, des aspirations socialistes percent dans les réunions. La masse opprimée, ici aussi bien qu'ailleurs, est socialiste par instinct. Ne croyez pas à ceux qui vous diront que l'ouvrier anglais n'est pas enclin au socialisme révolutionnaire: jusqu'à présent on n'a jamais essayé en Angleterre la propagande du socialisme populaire. Soyez sûr, que dès qu'elle aura été faite, les masses s'agiteront ici, comme ailleurs. Une secousse intérieure qui gronde déjà dans les masses (la place me manque pour vous le prouver), un groupe d'hommes énergiques, — et la croûte qui recouvre l'eau stagnante sera brisée. Ce qu'il en adviendra pour les unions de métier, c'est facile à prévoir. Celles d'aujourd'hui, reste des *ghildes* du moyen âge, ont fait leur temps, et le courant socialiste les dissoudra pour en reformer de nouvelles: des unions de métier aussi, mais socialistes révolutionnaires, comme en Europe: des noyaux pour la révolution sociale.

France — *Marseille*. Notre correspondant nous communique une lettre qu'il reçoit d'un sous-officier, en réponse au n° 5 de l'*Avant-garde* qu'il lui avait fait tenir. Nous insérons volontiers les passages de cette lettre qui peuvent intéresser nos lecteurs:

„L'article intitulé le „Bout“ c'est parfaitement ça! je ne sais pas ce que font les Gambettistes dans le civil, mais dans le militaire ils ne font absolument rien. Les grosses épaulettes bonapartistes font pour le retour du petit Badingue une propagande d'enragés et ils flanquent à la salle de police sous le premier prétexte qu'ils ramassent, les sous-officiers soupçonnés de républicanisme. Si nous n'étions pas si nombreux, on y passerait sa vie.

Cependant, il ne manque pas au régiment d'anciens officiers de la „défense“ et au besoin on trouverait même des généraux gambettistes. Si les avocats leur parlaient, il serait facile quand le coup d'Etat viendra d'opposer une armée républicaine à l'armée impériale, et même le coup d'Etat n'aurait pas lieu, parce qu'alors nos chefs badinguistes sentiraient l'armée divisée et n'oseraient pas s'y fier. Mais les chefs républicains sentent qu'on les lache et les uns après les autres faute de protection, ou deviennent indifférents, ou passent, armes et bagages, au bonapartisme.

Les sous-officiers sont les meilleurs de tous. Il y en a peu de Gambettistes et c'est à peine s'il reste quelques vieilles guêtres de peau de l'empire. Beaucoup ont des sympathies pour les gens de la Commune et, ceux qui ont battu contre, sont maintenant à les premiers avoir honte et n'osent pas s'avouer. Je vais vous dire pourquoi les sous-officiers ne sont pas gambettistes, au moins dans notre régiment nous avons eu comme simple soldat pendant la campagne ce maître d'armes nommé Médars qui tenait le garnison de Montpellier. A l'époque du plébiscite il avait fait une réunion et avait terminé son discours en criant: „Vive la république“. Mouchardé par un sale musicien, il passe en jugement; cassé de son grade, il dut aller en prison. Il a fait avec nous le coup de fusil à Sedan comme simple soldat et une balle lui a traversé la joue. Guéri, le 4 septembre, il a écrit à Gambetta, lui racontant toute son histoire et il n'a pas pu même obtenir d'être rétabli dans son grade, quand on aurait dû en faire un officier! Vous comprenez que ses amis n'ont pas envie de se faire crever le carcasce pour le borgne en question... donnez-moi des journaux révolutionnaires, l'*Avant-garde* surtout dont le titre est militaire et si vous pouvez quelques exemplaires de l'histoire des sergents de la rochelle que vous m'avez montrée la fois que je suis venu chez vous.“

Ainsi donc les républicains bourgeois ne savent même pas organiser les amis qu'ils ont dans l'armée? Sacrédiu! quels énnuques!

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale, par J. Guillaume . fr. —. 50
La dictature, par Lefrançais " —. 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France, par Jules Montels " —. 15

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Les deux Congrès.

Comme nos lecteurs le savent déjà deux Congrès ont eu lieu dans le courant de ce mois de septembre. L'un s'est réuni à Verviers; c'était le 9^{me} Congrès général de l'Association internationale des travailleurs. L'autre a été tenu à Gand sous le nom de Congrès socialiste universel. Celui-ci avait pour but avoué de mettre en présence les différentes organisations socialistes et, dans quelques esprits, le but moins avouable, d'enterrer l'Internationale qui existe et qui vit puissamment, pour la remplacer par on ne sait quelle organisation nouvelle. Celui-là était tout simplement le Congrès annuel de notre association.

Naturellement les caractères de ces deux réunions ont été tout différents. A Verviers, entre des groupements semblables, poursuivant par les mêmes moyens des buts parfaitement identiques, la fraternité la plus complète ne pouvait cesser de régner. Ce sentiment a existé et d'autant plus vif que pour la première fois les internationaux se trouvaient en présence de la population si sympathique de la vallée de la Vesdre, population que l'on avait essayé de leur rendre hostile et avec laquelle ils se sont trouvés au contraire en complète communion d'idées. Il fallait s'attendre à Gand à tout autre chose. Là, devait se produire inévitablement un choc entre des groupes pensant d'une façon toute différente et surtout employant des moyens d'action opposés. Disons cependant que les résultats de ce Congrès universel, étant donnée la violence des polémiques qui l'avaient précédé, ont été, sinon excellents, du moins meilleurs qu'on ne pouvait l'espérer.

Nous nous appesantirons peu sur les détails du Congrès de Verviers; la publication *in extenso* des résolutions qui y ont été prises nous paraît suffisante. Pour le Congrès de Gand au contraire, nous aurons à retracer la physionomie des débats, à rappeler en peu de mots les arguments émis par les partisans des différentes résolutions soumises au vote, et à apprécier les conséquences que ce Congrès peut avoir si des deux côtés on respecte les résolutions qui y ont été prises. Mais nous devons le dire en passant, la lecture des comptes-rendus publiés par les feuilles autoritaires, comptes-rendus remplis d'acrimonieuses attaques, nous laisse aujourd'hui peu d'espoir.

I. Congrès de Verviers.

(Tenu les 6, 7, 8 septembre 1877.)

Dès le 5 au soir, la réception des délégués a eu lieu dans une soirée familière pendant laquelle discours et chansons socialistes fort applaudis ont alterné. La salle décorée d'étoffes rouges et ornée d'inscriptions portant les mots: «Anarchie», «Collectivisme», «Révolution» était le local même de l'Internationale ver-viéttoise. Au centre s'élevait entre deux grands drapeaux rouges l'estrade destinée au bureau et aux

orateurs. A l'appel de leurs noms ont répondu les délégués suivants:

Rodriguez, Mendoza, délégués de la Fédération espagnole;

Costa, Martini, délégués de la Fédération italienne;

James Guillaume, délégué de la Fédération jurassienne;

Brousse, Montels, délégués de la Fédération française;

Rinke, Werner, délégués de la Fédération allemande.

(Ces deux délégués représentant plusieurs sections anarchistes de langue allemande nouvellement formées, ont été admis selon l'usage à voter au Congrès comme Fédération. Détail digne d'être noté, ces deux délégués envoyés par des sections toute jeunes et peu riches ont dû pour se rendre au Congrès faire à pied la plus grande partie du chemin.)

Gérombou, Luron, Delbars, Ruwette, Simon, Montulet, Noël, Dombret, Delban, délégués de sections et fédérations appartenant à la Fédération régionale belge. *)

Sont admis en outre, comme délégués de groupes invités, les compagnons, Levaschoff représentant des groupes socialistes russes, Piette du Cercle l'Étincelle, Malempré des *Solidaires d'Ensisval* et Costa (délégué déjà de la Fédération italienne) comme représentant de sections existant en Egypte et en Grèce.

On le voit, l'Internationale que quelques personnes intéressées croyaient morte est plus vivante que jamais. D'ailleurs, disons-le, après les événements de Bénévent et de Berne tous les socialistes impartiaux ne niaient plus son existence. L'Internationale ne pouvait-elle pas en effet, en transformant un peu le mot du philosophe, se l'approprier et dire: «J'agis, donc je suis»? On la verra plus puissante encore au Congrès de Gand en face de ceux qui veulent à tout prix être ses adversaires.

Dès la première séance (6 sept.) le bureau du Congrès fut composé de trois présidents devant tour à tour diriger les débats et de trois secrétaires. Sont élus présidents: Gérombou (Fédération de la vallée de Vesdre), Rodriguez (de la Fédération espagnole), Werner (Allemagne); sont choisis comme secrétaires: Levaschoff (Russie), Montels (France), et Piette (Verviers).

Après l'admission comme Fédérations régulières de l'Internationale, des Fédérations de France, de Montevideo, et le vote comme Fédération accordé aux sections allemandes, le Congrès écoute le rapport annuel du *Bureau fédéral international* présenté par Guillaume. Ce rapport constatant de la part du secrétaire du Conseil fédéral belge de regrettables irrégularités dans la transmission des correspondances, la proposition suivante est votée à l'unanimité:

*) Il est possible que nous commettions quelques erreurs quant au nombre des délégués belges et surtout en ce qui concerne l'orthographe de leurs noms. Nous rectifierons ces erreurs, si erreurs il y a, dans notre prochain numéro.

Le Congrès,
Considérant que la correspondance entre le Bureau fédéral et les sections peut se trouver entravée par la négligence d'un Conseil régional, constate que le Bureau fédéral a le droit, quand les circonstances l'exigent de correspondre directement avec les sections locales ou les Fédérations de bassin, et que celles-ci pourront toutes les fois qu'il leur conviendra, s'adresser au Bureau fédéral.

Le *Cercle d'Etudes sociales* de Liège envoie un délégué au Congrès, le compagnon Delbars, et demande son affiliation à l'Internationale. Le Cercle est admis comme section de l'Association et son délégué à prendre part aux travaux du Congrès.

Au début de la deuxième séance (6 sept. 2 h.) le Congrès élabore comme suit son ordre du jour :

1° *Vote des sections isolées dans les Congrès généraux ;*

2° *Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens.*

3° *Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays.*

4° *Le Congrès pourrait-il trouver des moyens de propagande pour l'Egypte.*

5° *Discussion des questions à l'ordre du jour du Congrès de Gand.*

6° *Questions administratives.*

Sur le premier point de l'ordre du jour la résolution votée au Congrès jurassien de St-Imier est présentée et votée à l'unanimité. Nous donnons de nouveau cette résolution :

Considérant, que les Congrès de l'Internationale ne sont pas des corps législatifs, et que leurs décisions ne sont exécutoires que pour les sections et fédérations qui les ont acceptées ;

Considérant, en outre, que les votes des dits Congrès n'ont qu'une importance de statistique ;

Le Congrès décide que les délégués des sections isolées seront admis à siéger dans les Congrès avec voix délibérative.

A propos de la deuxième question à l'ordre du jour (*des moyens propres à réaliser le plus vite, etc.*) le Congrès prend la résolution suivante :

Considérant que la solidarité de fait dans l'action révolutionnaire socialiste a été reconnue, par les Congrès et les Groupes socialistes révolutionnaires, comme étant non seulement, le moyen le plus pratique, mais aussi le moyen indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale ;

Considérant, d'autre part, que la question mise à l'ordre du jour par la Fédération de la nouvelle Castille, se trouve implicitement contenue dans d'autres questions qui seront mises en discussion ;

Pour tous ces motifs, le Congrès passe à l'ordre du jour.

Le 6 septembre au soir, un meeting annoncé au public par de grandes affiches eut lieu. Plusieurs compagnons belges, parmi lesquels les compagnons Adrien, Menier, Gérombou, Bastin et Fluse, prirent la parole en langage Wallon, et furent chaleureusement applaudis.

La 3^{me} question à l'ordre du jour : « Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays » a été discutée dès le début de la troisième séance (7 sept. 9 h.).

Le délégué jurassien avait mandat de demander au Congrès de passer sur cette question à l'ordre du jour, les questions révolutionnaires ne pouvant pas se traiter ainsi dans les Congrès publics. Contrairement à cette opinion, le Congrès pense que sans entrer dans les détails d'exécution il est possible et utile de poser quelques principes généraux. Après une discussion intéressante, il vote à l'unanimité moins la voix de la Fédération jurassienne la résolution suivante présentée par Costa et amendée par Brousse :

„Considérant que la révolution sociale est par sa nature même internationale, et qu'il est nécessaire pour son triomphe qu'elle s'étende à tous les pays ;

Qu'il y a néanmoins certains pays qui, par leurs conditions économiques et sociales, se trouvent plus que les autres à même de faire un mouvement révolutionnaire ;

Le Congrès déclare
Qu'il est du devoir de chaque révolutionnaire, de soutenir moralement et matériellement chaque pays en révolution, comme il est du devoir de celui-ci d'étendre le mouvement commencé, car seulement par ces moyens il est possible de faire triompher la révolution dans les pays où elle éclate.“

Le Congrès aborde ensuite la question de la propagande à faire en Egypte (4^e question de l'ordre du jour).

Sur ce point le Congrès déclare,

« Que, tout en reconnaissant la nécessité de faire dans tous les pays de l'Orient, une active propagande, il croit inutile la création dans ce but d'un nouvel organe ; le *Bureau fédéral* établi suffira parfaitement pour atteindre ce but. A ce sujet, et sur la proposition du délégué de la Fédération jurassienne la résolution suivante est votée :

Les Fédérations détermineront elles-mêmes les moyens qu'elles jugeront convenables pour réunir la somme à verser à la caisse de propagande dont le Congrès de Berne a confié le dépôt au Bureau international.

En ouvrant la quatrième séance du Congrès (7 sept. 2 h.) le bureau donne connaissance de la lettre suivante qui émane des sections belges du Centre :

Compagnons,

Le Conseil régional belge ayant négligé de nous donner connaissance de la tenue du Congrès (!), nous n'avons pu en discuter l'ordre du jour dans nos sections, ni nous préparer à y envoyer un délégué.

Réunis aujourd'hui en séance intime, nous ne pouvons laisser passer l'occasion de venir vous témoigner nos sympathies et vous affirmer que nous partageons fermement les principes exposés et admis dans les Congrès antérieurs de l'Association Internationale des travailleurs.

Salut et révolution sociale !

Cornet, groupe des mécaniciens de Jolimont ;

T. Massart, section de Fayt ;

Gilles, id.

Maréchal, id.

A. Massart, id.

Waterlot, id.

Hermant, id.

Deschamps, id.

Lazare, section d'Haine-Mariemont.

(On voit que si Cœnen, secrétaire du Conseil général belge et ardent ami du nouveau parti démocrate socialiste flamand, n'avait pas gardé dans sa poche les correspondances du *Bureau fédéral* la représentation de la Belgique au Congrès de Verviers eût été plus complète.)

Avant de passer à l'ordre du jour le Congrès reçoit encore une adresse dont il lui est donné connaissance. Cette adresse s'exprime ainsi :

„Nous, délégués présents de la Belgique, proposons au IX^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs de rédiger une adresse de sympathie en faveur de nos frères victimes de leur énergie révolutionnaire dans les divers mouvements qui ont eu lieu, à Notre-Dame de Kasan, Berne, Bénévent, Amérique, etc.

Les délégués :

Gérombou, Luron, Malempré, Ruwette, Simon, Montulet, Noël, Dombret, Delban, Piette.“

Le Congrès vote alors la résolution suivante :

„Le Congrès,

Sur la proposition des délégués belges, le IX^e Congrès général de l'Internationale tenu à Verviers, manifeste, par la présente déclaration, sa sympathie et sa solidarité avec ceux de nos frères qui ont été victimes de leur énergie révolutionnaire dans les divers mouvements qui ont eu lieu cette année, entre autres, à Bénévent, à St-Petersbourg, à Berne, aux Etats-Unis.“

Pendant la soirée eut lieu une séance publique pendant laquelle, lecture fut donnée des rapports des Fédérations et une fort intéressante discussion sur la question des grèves et de la propagande par le fait s'engagea.

Toute la cinquième séance (8 sept. matin) a été consacrée à régler diverses questions d'ordre administratif.

Le Congrès décide d'abord que les secrétaires du Congrès auraient à s'entendre avec la rédaction du journal belge *Le Mirabeau* pour mener à bien la publication du compte-rendu du IX^e Congrès de l'Internationale. — Il prit ensuite diverses mesures pour assurer la liquidation des comptes concernant le compte-rendu du Congrès de 1874. — Les frais du Congrès de Verviers s'élevant à fr. 63. 20, il décida que cette somme serait répartie entre les Fédérations représentées. (La Fédération française doit verser fr. 10.)

Le Congrès choisit après la Fédération belge comme Fédération chargée de nommer pour l'année 1877-78 le *Bureau fédéral international* et il décida que jusqu'à ce que le Congrès régional belge se réunisse ce *Bureau* siégera à Verviers. — Enfin, il a été convenu à l'unanimité que le X^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs se réunira en Suisse.

Toutes ces questions vidées, le Congrès aborda la série des questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès de Gand. La discussion tint les deux dernières séances du Congrès (8 sept. après-midi et 8 sept. au soir).

Voici les différentes résolutions qui ont été prises :

1^o *Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.*

„Considérant que le mode de production moderne tend, au point de vue de la propriété, à l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques-uns et accroît l'exploitation des ouvriers; Qu'il faut changer cet état de choses, point de départ de toutes les injustices sociales;

Le Congrès considère la réalisation de la propriété collective, c'est-à-dire la prise de possession de vive force du capital social par les groupes travailleurs comme une nécessité;

Le Congrès croit en outre qu'un parti socialiste vraiment digne de ce nom, doit faire figurer le principe de la propriété collective, non dans un idéal lointain, mais dans ses programmes actuels et ses manifestations de chaque jour.“

2^o *Quelle doit être l'attitude du prolétariat à l'égard des partis politiques?*

A propos de cette question, le Congrès de Verviers a traité aussi celle posée par la Fédération napolitaine :

« Quelle doit être l'attitude du prolétariat en face des partis politiques soi-disant socialistes ». Sur ces deux questions une résolution commune a été prise :

„Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle de tous les partis politiques, et que le pouvoir n'a d'autre but que la défense d'un privilège économique;

Considérant, d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée, non pas en partis politiques, mais bien en situations économiques, en exploités et exploités, ouvriers et patrons, salariés et capitalistes;

Considérant, en outre, que l'antagonisme qui existe entre les deux catégories ne peut cesser de par la volonté d'un gouvernement ou d'un pouvoir quelconque, mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploités;

Le Congrès déclare

Que pour ces motifs, il ne fait aucune différence entre les divers partis politiques, qu'ils se disent socialistes ou non; tous ces partis formant à ses yeux une seule masse réactionnaire, il croit de son devoir de les combattre tous, et il espère que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, instruits par les leçons de l'expérience et par la propagande révolutionnaire, ouvriront les yeux et abandonneront la voie politique pour accepter celle du socialisme révolutionnaire.“

3^o *De l'organisation des corps de métier.*

„Le Congrès, tout en reconnaissant l'importance des corps de métiers et en recommandant la formation sur le terrain international, déclare que le corps de métier qui n'a d'autre but que l'amélioration de la situation de l'ouvrier, soit par la diminution des heures de travail, soit par l'augmentation du taux du salaire, n'amènera jamais l'émancipation du prolétariat; que le corps de métier doit se proposer comme but principal, l'abolition du prolétariat et du patronat, c'est-à-dire la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs actuels.“

4^o *Du pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations socialistes.*

Le Congrès considère comme impossible la conclusion d'un pacte de solidarité entre les socialistes-anarchistes-révolutionnaires et les socialistes-politiques. Il passe à l'ordre du jour.

5^o *De la fondation dans une ville européenne d'un bureau central de correspondances et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs au prix de la main-d'œuvre, des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements des fabriques, etc.*

A ce sujet le Congrès décide que le *Bureau fédéral international* établi par les statuts généraux pouvant servir de centre de correspondances et de statistique entre les différentes fédérations et aussi entre les divers groupes ouvriers qui s'adresseront à lui à cet effet, la création d'un office nouveau lui semble inutile.

6^o *De la valeurs et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.*

Le délégué de la Fédération jurassienne présente la résolution votée par le Congrès de St-Imier. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

„Le Congrès considère les colonies communistes comme incapables de généraliser leur action, étant donné le milieu dans lequel elles se meuvent, et par suite, de réaliser la révolution sociale. Comme acte de propagande, le fait de ces colonies communistes n'a pas d'importance à cause des échecs qu'elles sont trop souvent sujettes à subir dans la société actuelle et parce qu'elles restent inconnues des masses tout comme les essais de ce genre déjà faits à d'autres époques. Le Congrès n'approuve donc pas ces expériences, qui peuvent éloigner de l'action révolutionnaire les meilleurs éléments. Cependant il croit de son devoir d'exprimer sa sympathie envers les hommes qui, à force de sacrifices et de luttes, ont cherché à réaliser pratiquement le socialisme au moyen de ces tentatives.“

Le Congrès terminé, les délégués de l'Internationale se préparèrent à aller au Congrès de Gand exposer leurs principes. Mais en se séparant de leurs frères de Verviers, ils leur promirent de revenir après le Congrès de Gand leur rendre compte des efforts qu'ils auraient faits pour la cause commune.

II. Congrès de Gand.

Le Congrès socialiste universel a tenu ses séances dans la ville de Gand (ville flamande) du 10 au 15 septembre. Voici quelles étaient les organisations représentées :

a. Internationale :

Fédération italienne, *Costa, Martini*;

» jurassienne, *James Guillaume*;

» française : *Brousse, Montels*;

» espagnole : *Mendoza, Rodriguez, Chalain*;

» belge : **Verviers** : *Gérombou* (représentée

au Congrès de Verviers); **Conseil gé-**

néral belge de l'Association internationale :

Gaelschalk; **section de Bruxelles :** *Steens*;

de Gand : *Anseele et Van Beveren*; **An-**

vers : *Cœnen*; une autre section belge

dont le nom nous échappe : *Machtels*;

section de Liège : *Scheinbach*.

Groupes de langue allemande (admis au Congrès de Verviers à voter comme Fédération) : *Rinke, Werner*.

» socialistes russes (invités au Congrès de Verviers) : *Levaschoff*.

» de Grèce : *Costa*.

En tout 12 délégués anarchistes représentant des organisations de huit pays différents et 7 délégués démocrates-socialistes de la Belgique.

Cercle d'études sociales et comité révolutionnaire du prolétariat, de Londres, *Bazin*; Club communiste de Londres: *John Hales*; Association ouvrière communiste de Londres: *Barie*.

Un groupe de Paris: *Bert*; un groupe de Lyon et de Vienne: *Paulin*; un autre groupe français: *Robin*. Groupes de Milan, Palerme, Sienne: *Zanardelli*. (Un mandat donné à Bignami, délégué absent).

Union ouvrière des travailleurs en Suisse: *Greulich*.

Parti socialiste allemand: *Liebknecht*.

Groupes danois: *Liebknecht*.

Egypte: groupe d'Alexandrie: *Cænen*.

Communauté d'Oneida (Amérique): *de Pæpe*.

Divers groupes socialistes de Hongrie: *Leo Frankel*.

Parti des ouvriers socialistes de Belgique: **Comité central**: *Cænen* et *Verbawen*; différents groupes de Gand, de Courtrai, de Bruxelles, d'Anvers, *de Witte*, *Knochaert*, *de Buger*, *Brismée*, *Galschalk*, *Verschuren*, *Pira*, *Pater-son*, *Delporte*, *Mayeu*, *Bertrand*, *de Gratie*, *Tetaert*, *Ma-risal*, *de Wachter*, *Cardon*, *de Backer*.

En tout 10 délégués démocrates-socialistes repré-sentant différents pays et 21 délégués démocrates-socialistes belges. *)

Comme au cours du Congrès de Gand des discus-sions sur les questions à l'ordre du jour ont été inter-rompues et reprises, on se ferait une idée peu claire des travaux de ce Congrès si nous les racontions au jour le jour, séance par séance. Nous procéderons donc autrement. Nous étudierons d'abord les débats soulevés autour des questions de principes ou théoriques, les résolutions tendant à régler les rapports des orga-nisations socialistes et nous publierons enfin toutes les résolutions soumises au vote. (A suivre.)

France. — L'abondance des matières nous a empêchés de publier dans le dernier numéro quelques réflexions et des ren-seignements concernant la mort du Tom Pouce sanglant auquel on vient de faire des funérailles nationales. Nous les donnons aujourd'hui:

Paris. — „.... J'ai assisté avant-hier à l'enterrement de Thiers. J'étais assez écoeuré en voyant un si grand nombre d'ouvriers oublier le mal qu'on leur a fait, tous les cadavres de mai 1871 et tous ceux que le sinistre vieillard a semés dans sa carrière politique. — Les choses se sont passées avec moins de calme que le prétendent tous les journaux de Paris. Du balcon où j'étais j'ai pu voir différents incidents. Une collision a failli avoir lieu avec les troupes de ligne sur la place de la Roquette. Les soldats ont croisé la bayonnette et à un certain moment nous avons tous cru que le sang allait couler; la foule était

*) On sait combien nous attachons peu d'importance aux questions de vote. Le vote sur les principes n'a aucune raison d'être, car une vérité se démontre et ne se vote pas; le vote sur les points administratifs n'engage que les groupes qui ac-ceptent postérieurement la décision votée puisqu'on n'a aucun moyen violent de s'assurer de l'obéissance des minorités ouvrières, ce qui soit dit en passant est fort heureux. Les votes au Con-grès de Gand ne peuvent donc avoir qu'une valeur statistique. Ceux qui voudraient les considérer ainsi doivent se livrer au calcul suivant :

Il y avait au Congrès de Gand environ :
21 délégués de différents pays parmi lesquels se trouvaient 11 délégués anarchistes;
28 délégués belges et parmi eux un seul délégué anarchiste (le délégué de Verviers).

Si donc le Congrès de Gand au lieu d'avoir eu lieu dans une ville flamande, c'est-à-dire à proximité des groupes fla-mands qui sont démocrates-socialistes, le Congrès avait eu ses séances à Verviers, c'est-à-dire à proximité des ouvriers anar-chistes et révolutionnaires, le nombre des délégués flamands aurait été de beaucoup diminué et celui des délégués belges anarchistes se serait élevé de 1 jusqu'à une quinzaine. La ma-jorité de démocrate socialiste devenait socialiste révolutionnaire. La majorité démocrate socialiste est donc due au choix du lieu, à une circonstance géographique, pas à autre chose.

très montée et menacés sérieusement; ils n'ont été dégagés que par l'intervention des gardes municipaux à cheval. Dans la rue de la Folie-Régnauld la police à chargé trois ou quatre cents ouvriers qui criaient: „A bas, les cognes!“ etc., etc. Cela n'em-pêche pas tous les journaux républicains, y compris le *Mot d'ordre*, de féliciter à la fois la population et la police !“

Lyon. — **Deuil national.** — „Le télégraphe nous parle de la grrrrrande manifestation! Paris, le Paris de 93, ce foyer d'agitation socialiste, ce refuge de la pensée, cette capitale du travail et de la liberté se serait rendue méconnaissable, se serait abâtardie, se serait avilie au point de faire une semblable ova-tion à son assassin? au provocateur des troubles de 71, à celui qui n'a pas tremblé devant la responsabilité encourue par les massacres de mai, à celui, en un mot, sur la tête duquel doit retomber tout entier le sang versé pendant ces terribles journées?

Non! car notre Paris, le vrai, le seul, le Paris travailleur, le Paris exploité, ne pouvait pas, ne devait pas, n'était pas mêlé à ces quelques manifestants; une infime minorité se prétendant la nation a fait cette manifestation à laquelle ils donnent le titre pompeux de **Deuil national**!

Non! malgré tout ce qu'en disent les feuilles plus ou moins radicales, les travailleurs (abstraction faite d'une certaine coterie) n'ont pris aucune part à la manifestation, et nous pouvons le dire à haute voix, nous pouvons le crier par dessus les toits: „Victoire! la manifestation du 8 septembre n'a été qu'une mani-festation des partisans de la légalité illégale; la nation, la seule qui ait quelques droits à ce titre, et qui est personnifiée dans le parti ouvrier n'y était pas représentée.“

L'indignation de notre correspondant lyonnais est absolument légitime et les ouvriers de Paris eussent du faire le vide autour de cette caisse. Mais notre correspondant parisien nous apprend qu'à cet enterrement il y a eu des ouvriers. Cela prouve une fois de plus combien il est urgent de continuer notre propagande de socialistes révolutionnaires. La participation à la politique légale conduit tout droit, non pas au succès, mais à la démora-lisation. Nous sommes certains que parmi les ouvriers qui ont suivi le cercueil de celui qui est mort d'un coup de sang, le sang de la commune lui étant enfin monté à la face, il n'en est pas un seul à qui ce cadavre n'inspirât le plus profond dégoût. Ils l'ont suivi pas devoir, *par opportunisme*, se figurant, ce qu'on leur disait, que la république avait à faire quelque chose dans cet enfouissement. Pour eux la puanteur du cadavre disparaîs-sait; ils ne voyaient plus que la couleur du drapeau de la ré-publique.

EN VENTE

A l'administration de « L'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale , par J. Guillaume . . .	fr. —. 50
La dictature , par Lefrançais . . .	„ —. 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France par Jules Montels . . .	„ —. 15
Radicalisme et socialisme , par A. Schwitzguebel . . .	„ —. 30
Lettres sans adresses (Tchernychewsky), traduit du russe . . .	„ —. 30
Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale , tenu à Genève en 1873 . . .	fr. —. 60
Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale , tenu à Berne en 1876 . . .	„ —. 60
Suffrage universel , par P. Brousse . . .	„ —. 60
Mémoire de la Fédération jurassienne (histoire de l'Internationale en Suisse) . . .	„ 1. —
Almanach du peuple , 1874, 1875, l'exemplaire . . .	„ —. 10
La théologie politique , par M. Bakounine . . .	„ —. 50
L'Empire knouto-germanique , par M. Bakounine . . .	„ —. 50
L'économie politique , jugée par la science (première partie), par Tchernychewsky . . .	„ 3. 50
Esquisses historiques , 1 ^{re} et 2 ^e série . . .	„ 1. —
Collection du „Bulletin de la Fédération jurassienne“ , 1 ^{re} année . . .	„ 2. —
2 ^e „ . . .	„ 3. —
3 ^e „ . . .	„ 8. —
Etude sur le mouvement communaliste , par G. Le-français . . .	„ 3. 50
Troisième défaite du prolétariat français , par B. Malon . . .	„ 3. 50
L'Internationale, son histoire, ses principes , par Malon . . .	„ —. 30

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . 2 francs,
Six mois . . . 4 „
Un an . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Les élections en France.

Il sera donc dit, qu'en France, tant qu'il restera une faute à commettre, nous nous ferons un devoir de broncher? La logique la plus simple, exigerait après avoir lu le manifeste que l'on se divisât en combattants et en gâteux; nous nous classons en « disciplinés » et en « indisciplinés ». En fait « d'opportunité » nous sommes des héros de « l'inopportuniste ».

Une justice à rendre aux divers partis politiques qui vont se battre sur le dos des ouvriers, avec leurs votes et très probablement aussi avec leurs bras, c'est qu'ils ont nettement posé la question. Le parti républicain a déclaré au Maréchal par la bouche de M. Gambetta qu'il faudrait « se soumettre ou se démettre » et le Maréchal a répondu au parti républicain par ce qui sert de bouche à M. de Fourtou qu'il ne se « soumettrait pas aux sommations de la démagogie » et que quand à se démettre, il dirait comme a Malakoff (a beau mentir qui vient de loin!) : « j'y suis, j'y reste ! »

Il s'agit donc de se demander, dans la situation actuelle, comment fera le Maréchal pour « rester » et comment nous ferons pour le « démettre ». **Tout est là.**

Pour rester, la Mac-mahonnade, cette camarilla qui tient les ficelles du maréchal, songe-t-elle à s'appuyer sur la loi? il est vrai dans la forme, que le maréchal a été déposé en sentinelle le long du mur de la Constitution jusqu'en 1880, mais à la façon dont on traite l'esprit de la loi, on peut deviner de quelle façon, poussé à bout, on en respectera la lettre. Ce n'est pas sur la loi que l'on s'appuie; on compte sur la force, sur l'armée. L'armée tirera-t-elle sur le peuple? En présence d'un aussi grand courant d'opinion publique, nous espérons que non; mais il nous est cependant impossible d'oublier qu'à l'enterrement de M. Thiers les soldats ont croisé leur bayonnette

en face des poitrines ouvrières. Un cri, un geste, ce je ne sais quoi des foules, et le sang allait couler.

Nous devons donc, dans le choix d'une tactique pour la lutte, nous mettre en présence de cette éventualité: M. de Mac-Mahon emploiera la force.

Que font en semblable occurrence ceux de nos amis les plus énergiques qui ne font pas partie de l'Internationale? Qu'ils nous permettent de le leur dire: ils perdent leur temps à s'occuper de politique électorale, à disputer sur la question de savoir s'il faut être « disciplinés » ou « non-disciplinés » s'il faut voter en bloc pour les 363 ou faire des exceptions, remplacer par exemple dans le 20^e arrondissement Gambetta-le-moderé par Bonnet-Duverdier-l'énergique. Nous pensons qu'ils feraient mieux de laisser aller à l'urne tous les moutons de panurge — il y en aura toujours assez! — et, regardant en face toute la gravité de la situation, étudier les possibilités de la lutte violente. Car, en définitive, c'est là qu'il faudra en venir.

En face d'un parti réactionnaire qui serait un respectueux serviteur de la loi et s'il suffisait de défendre seulement la *forme* et le *mot* de la République, il est évident que cette tactique qui consiste à envoyer en bloc les 363 serait en tous points défendable. D'abord ce serait une leçon au pouvoir, ensuite la majorité que l'on réunirait serait beaucoup plus considérable. Dans ce cas, il faudrait être (si l'on était un politicien) un *discipliné*.

Mais la plupart des électeurs se sentent en face d'un pouvoir personnel qui veut aller jusqu'au bout, et, dans cette occurrence, la faiblesse montrée dans le passé par les 363, les rassure peu pour l'avenir. Ces électeurs deviennent alors des *indisciplinés*, et ils opposent aux candidatures opportunistes (qui sont dans le moment tout ce qu'il y a de plus inopportun) des candidatures intransigeantes.

Cependant, cette tactique, pas plus que la précédente ne convient, à la situation.

S'agit-il d'un combat légal, parlementaire, entre des citoyens se plaçant sur le terrain de la légalité et un pouvoir respectueux de la loi? l'envoi de députés peut se comprendre. Alors, on peut se demander ce qu'il vaut mieux choisir: telle ou telle nuance.

Mais nous aurons ici un combat violent. Il est probable que de nouveau la crosse de décembre et de brumaire dispersera de l'urne les bulletins des électeurs. L'envoi de députés devient alors parfaitement inutile et surtout la question de leur choix. Qu'importe, en effet, qu'ils restent chez eux, pâles et tremblants; que comme M. Thiers au 2 décembre, ils s'obstinent à vouloir enfileur leurs jambes dans les manches de leur paletot qu'ils prennent pour un pantalon? ou que couvert de calicot tricolore comme Baudin, ils aillent héroïquement, mais pacifiquement et bêtement, mourir, la loi à la main, sur un omnibus renversé? Le résultat n'est-il pas le même? la défaite? Les moindres petits

groupes bien organisés à Lyon, à Paris, à Marseille pour devenir les noyaux du combat feraient bien mieux notre affaire!

N'oublions pas, n'oublions jamais, que les assemblées de 1789, de 1792, de 1793 n'eussent fait aucune bonne besogne, malgré l'énergie de leurs membres et l'éloquence de leurs orateurs, si le peuple n'eût pris la Bastille, n'eût fait le 10 août et n'eût dicté ses votes à la Convention. Ces assemblées n'ont pas fait la révolution; elles l'ont *enregistrée*.

L'assemblée de 1877 ne fera pas non plus la république. Le peuple la fera; elle, l'enregistrera.

On écrirait un volume sous ce titre:

Incapacité des assemblées en temps de révolution.

Les deux Congrès.

II. Congrès de Gand.

(Fin.)

Questions théoriques. Il y avait à l'ordre du jour du Congrès de Gand les questions suivantes:

a. Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété. b. Quelle doit être l'attitude du prolétariat à l'égard des différents partis politiques. c. De l'organisation des corps de métiers. d. De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.

a. *Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.* — Sur le côté économique de la question, c'est-à-dire sur presque toute la question telle qu'elle était formulée dans l'ordre du jour, tous les délégués présents étaient parfaitement d'accord. Tous reconnaissaient en effet que la production moderne tend à la concentration toujours plus grande dans les mains d'un nombre toujours plus restreint de privilégiés de toute la richesse sociale. Tous étaient d'accord que là était la cause véritable de toutes les injustices que contient l'organisation actuelle des sociétés. Pour remédier à cet ordre de choses, tous les délégués étaient encore unanimes à demander la propriété collective de toute la richesse sociale. Ce fut seulement sur la question de savoir en quelles mains on déposerait cette propriété collective qu'une divergence sérieuse et profonde s'établit. Les socialistes de l'école autoritaire voulaient que cette propriété collective fut mise à la disposition de l'Etat; les socialistes de l'école anti-autoritaire combattaient cette manière de voir. Pour les anarchistes, mettre la propriété collective de toute la richesse sociale dans les mains de l'Etat, c'est, ne pas arrêter la concentration des capitaux dans les mains de quelques-uns, mais aider au contraire cette concentration dans les mains d'un seul être fictif, d'un seul bourgeois, d'un seul propriétaire, de l'Etat. Ils ajoutaient que dans la pratique, l'Etat se réalisant dans des individus, ceux-ci ayant dans leurs mains, plus que l'impôt, mais la source même de l'impôt, la richesse sociale, c'est-à-dire tout, ne tarderaient pas à se constituer une clientèle électorale, une véritable aristocratie de fonctionnaires et au-dessous de ces parasites une classe travailleuse plus écrasée encore, plus foulée que le prolétariat actuel. Ils proposaient au Congrès de se placer sur le terrain pratique, de déclarer que les groupes travailleurs devaient s'emparer de la richesse sociale et par une libre entente, de constituer ensuite la propriété collective. A cela les autoritaires répondaient qu'il n'en faudrait pas moins constituer un centre administratif et donner à ce centre la gérance de la propriété. Les anarchistes ripostaient qu'il fallait faire une grande différence entre un comité

administratif nommé pour faire *une seule* chose et l'Etat qui est à la fois gendarme, financier, professeur, etc., et qui, de plus, serait propriétaire.

Sur cette question, la lutte fut longue et animée. On verra dans les résolutions quelle fut l'opinion des différents groupes ouvriers représentés.

b. *De l'attitude du prolétariat en présence des partis politiques.* — Si sur la question de la propriété, la discussion fut forte des deux côtés, sur la question politique la victoire des anarchistes fut incontestable, et le délégué de l'*Arbeiterbund* dû têter baissée et sans trouver un mot à répondre, s'entendre reprocher tous les tripotages radicaux dont on s'est rendu coupable en Suisse ces derniers temps. Les délégués anarchistes démontrèrent facilement combien il serait naïf de croire que la bourgeoisie se laissera dépouiller de ses privilèges par des moyens légaux comme le vote; ils firent comprendre que cette bourgeoisie violerait toutes les lois quand elle se verrait sérieusement menacée. Les autoritaires pour la plupart du moins, reconnaissaient cette vérité, mais alors, disaient-ils, nombreux, ils auraient recours à l'insurrection. On leur fit observer qu'une organisation ouvrière électorale excellente pour faire des élections, n'est pas la même organisation qu'il faut avoir pour faire les barricades et qu'à ce propos ces émeutes dont ils se moquent sont tout justement des escarmouches fort utiles pour former de bons révolutionnaires pour le jour où commencera le grand combat. Il fut ensuite démontré aux partisans de la participation à la politique électorale, comment par le besoin d'augmenter sans cesse le nombre des voix sans se préoccuper de la qualité de l'électeur, on en arrive à effacer tout le côté socialiste du programme pour ne plus constituer en réalité qu'un parti républicain ouvrier radical et comment, poussés par les mêmes besoins, les meneurs de l'*Arbeiterbund* en Suisse, en sont venus à pactiser avec le parti bourgeois radical, à tripoter avec ce parti à Genève, à proscrire à Zurich le drapeau rouge d'un cortège ouvrier pour plaire à un orateur radical, et à livrer aux tribunaux bourgeois les lettres que leur écrivent des révolutionnaires internationaux. Passant ensuite aux événements de Kasan, de Bénévent, de Berne, les anarchistes ont montré que ces émeutes que les autoritaires traitent d'enfantillages sont tout simplement des actes de propagande *par le fait*, destinés à montrer aux ouvriers inaccessibles à la propagande théorique le programme international en chair et en os sur la place publique. Ces actes sont de véritables articles de journaux non pas écrits, mais réalisés. Les autoritaires n'ont répondu à aucun de ces points d'une manière satisfaisante; sur beaucoup d'entre eux, ils n'ont pas soufflé mot.

c. *De l'organisation des corps de métiers.* Sur cette question tous les délégués sont tombés d'accord. Cependant les anarchistes ont appuyé sur ce fait que les corps de métier ne doivent pas oublier que s'ils ont à se préoccuper de la défense du salaire, ils ont surtout à viser un but plus élevé qui est la suppression même de ce salaire, la réalisation de la propriété collective, c'est-à-dire la révolution sociale.

d. *De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.*

Malheureusement cette question, pourtant si intéressante, fut discutée dans la dernière séance du Congrès, un grand nombre de délégués partis. Tous ceux qui étaient encore présents furent d'accord qu'étant donné le milieu au sein duquel elles se meuvent, les colonies communistes ne parviendront jamais à généraliser leur action et qu'il ne faut pas recommander aux socialistes actifs de s'expatrier pour aller user leurs forces dans

leur sein. Quelques délégués pensaient que ces expérimentations peuvent développer un fait de propagande ; quelques délégués anarchistes croyaient au contraire que l'existence de ces colonies étant inconnue des masses le fait de propagande n'existe pas et que si ce fait était connu, la plupart de ces colonies ayant des bases religieuses et autoritaires, la propagande faite serait de la propagande fort souvent nuisible.

Questions pratiques. — Une des questions importantes du Congrès de Gand était celle de savoir si un pacte de solidarité pourrait se conclure entre les différentes organisations socialistes. Les délégués présents au Congrès abordaient cette question dans un esprit différent. Quelques sectaires que nous n'avons pas besoin de nommer, plus préoccupés de questions de boutique et de chapelle que des véritables intérêts de ceux qui les envoyaient, voyaient dans ce pacte la formation d'une «nouvelle Internationale», dans laquelle celle qui existe et qui lutte serait mise en minorité et bientôt, pièce à pièce, détruite. Les autres délégués cherchaient à réaliser un rapprochement en prenant pour bases la liberté, l'autonomie entière des groupes, et surtout la franchise dans le contrat.

Il fut bientôt reconnu que sur le terrain politique aucun pacte de solidarité n'était possible. Les anarchistes montraient le parti autoritaire furieux de voir de nouveaux groupes anarchistes se former partout à ses dépens et se livrer contre eux à une polémique furibonde. Les autoritaires déclaraient de leur côté qu'ils ne pourraient jamais accepter la solidarité d'émeutes ayant un caractère restreint comme celles des derniers mois. La liberté indiquait toute seule le chemin à suivre. Les internationaux étaient déjà unis entre eux par une organisation commune, des statuts et un centre de correspondance, le *Bureau fédéral international*, siégeant cette année à Verviers ; les démocrates-socialistes ont été invités à conclure *en dehors du Congrès* un pacte de solidarité. Ils l'ont fait et nous ne croyons pas nous tromper en affirmant qu'ils ont constitué un *Bureau fédéral* dont le siège est la ville de Gand.*) Il y a donc maintenant pour les ouvriers socialistes deux organisations en présence, l'Association internationale des Travailleurs ayant son Bureau fédéral international à Verviers, et l'alliance des groupes démocrates-socialistes ayant leur bureau fédéral à Gand.

Mais de ce qu'un pacte commun dans le domaine des faits politiques était reconnu impossible, s'en suivait-il qu'on dut en rester là ? non évidemment, et le Congrès a décidé à l'unanimité que dans la polémique, tout en discutant les principes, on ne se livrerait plus aux violences antérieures. (Ceux de nos lecteurs qui lisent les feuilles autoritaires allemandes, doivent voir comment cette promesse que leurs rédacteurs ont votée est respectée aujourd'hui).

De plus sur le terrain économique un pacte de solidarité a été reconnu possible et le Congrès invite tous les corps de métier de l'un ou l'autre parti à se solidariser internationalement.

Enfin, le Congrès a abordé la question portée à son ordre du jour de la création d'un *bureau central de correspondances et de statistique*. Presque tous les délégués anarchistes étaient d'avis, ne fût-ce que pour montrer leur esprit de concession, d'accepter la formation de ce bureau. Mais voici comment ils en ont compris la création. Ce bureau résulterait de l'entente, d'un contrat entre les différentes organisations socialistes représentées au Congrès et celles qui par la suite vou-

draient aussi s'en servir comme d'office de correspondances. Le Congrès a voté dans ce sens l'établissement de ce bureau central et a bien délimité ses fonctions. Le bureau ne doit avoir aucune initiative, pour le mettre en mouvement il est nécessaire qu'une organisation lui écrive et aucune caisse ne sera mise à sa disposition : «chaque fois qu'une des organisations qui ont créé l'office de statistique et de correspondances entre les ouvriers socialistes, aura à faire par l'entremise de cet office, une communication entraînant des dépenses, cette organisation devra pourvoir aux frais relatifs à cet objet spécial».

Ainsi donc, nous prions nos lecteurs de se le rappeler, afin qu'aucune confusion ne puisse être introduite par des vaincus irrités, voici quels sont aujourd'hui les groupes en présence :

1. *Bureau fédéral international* (de l'Association internationale des Travailleurs) siégeant à Verviers.

2. *Bureau fédéral* (de la Fédération générale des partis socialistes) siégeant à Gand.

3. *Office de statistique et de correspondances* (pour tous les ouvriers socialistes) siégeant à Verviers.

Expliquons maintenant le vote des délégués de la Fédération française sur cette question de l'office de statistique. Deux fédérations ont voté contre la formation de ce bureau, la Fédération italienne et la Fédération française. Les délégués de la Fédération française acceptaient en principe la formation d'un office général, mais ces délégués demandaient que la création de cet office sortit, *non pas du vote du Congrès, mais d'une entente postérieure, d'un contrat passé, entre les deux organisations en présence*. Voici en effet quels sont à leur point de vue les inconvénients du mode d'élection employé. Un bureau n'est pas éternel, il faut qu'il soit renouvelé ? qui nommera le nouveau bureau ? un précédent existe ; ce sera un Congrès universel. Si dans ce Congrès universel (convoqué par exemple comme la conférence de Londres au lendemain d'une insurrection ayant diminué les forces anarchistes) une majorité sans pudeur, conduite par des sectaires, augmente les attributions de cet office général et transporte son siège de Verviers à Berlin ou à Londres, qu'advient-il ? encore une guerre comme celle de 1871-72 contre un nouveau conseil général. Pour nous le Congrès de Gand a commis une faute en laissant nommer l'office de correspondances par le Congrès. Si l'usage s'établit qu'il y ait un *office central* élu par un *congrès périodique*, les bases véritables d'une nouvelle organisation sont jetées. Une assemblée et un comité qui en émane, voilà les deux éléments indispensables et suffisants de toute organisation ; peu à peu ces deux organismes se modifient, centralisent des forces, se donnent des statuts ou des lois, augmentent leurs attributions et tout un système social, autoritaire et bourgeois comme l'ancienne Internationale avec ses congrès légiférants et son conseil général, est puissamment installé. A ceux de nos amis qui ont laissé le congrès nommer l'office général de correspondances et de statistique, incombe le devoir de répéter constamment que le vote du Congrès — la chose a été convenue — n'était qu'un moyen pratique de réaliser une entente entre les organisations ouvrières en présence et qu'aucun précédent n'établit l'élection périodique d'un office central par un Congrès universel.

Résolutions soumises au vote au Congrès socialiste universel de Gand.

Première question : De la tendance de la production moderne au point de vue de la propriété. (3 résolutions.)

a. «Considérant qu'aussi longtemps que la terre et les autres instruments de production qui sont les moyens de la vie, sont détenus et appropriés par des individus et des groupes, la su-

*) Depuis que ces lignes ont été écrites de nouveaux renseignements nous sont parvenus. Les partis démocrates-socialistes ont formé un parti appelé : «Fédération générale des partis socialistes (*Allgemeiner Bund der sozialistischen Parteien*). Le Bureau fédéral de cette alliance siège à Gand.

jétion économique de la masse du peuple avec toute la misère qui en résulte doit continuer;

Le Congrès déclare qu'il est nécessaire que l'Etat ou la Commune représentant et comprenant la totalité du peuple possède la terre et les autres instruments de travail." (Déposée par Hales, Frankel, Greulich.)

Ont voté *pour*: 16 délégués.

" " *contre*: 13 délégués.

Un délégué français s'est abstenu.

(Ont voté *contre*: les Fédérations française, espagnole, italienne, jurassienne, allemande, de la vallée de Vesdre, les groupes socialistes de Grèce et de Russie.)

b. „Considérant que le mode actuel de production amène la concentration de la richesse sociale aux mains de quelques-uns, et par suite toutes les iniquités sociales;

Nous pensons,

Que les travailleurs doivent s'emparer de cette richesse sociale pour la transformer en propriété collective des groupes producteurs fédérés." (Présentée par Montels, Gérombou, Chalaïn.)

Ont voté *pour*: 11 délégués.

" " *contre*: 18 délégués.

Abstention d'un délégué français (groupe isolé).

(Ont voté *pour* toutes les Fédérations et les groupes qui ont voté *contre* la proposition précédente.)

c. „Considérant que la production tend de plus en plus à augmenter dans l'intérêt du capitaliste et contre les intérêts de l'ouvrier et que cela vient de ce que c'est le capitaliste qui est le propriétaire de la terre des outils, des machines;

Considérant que ce ne sont pas les tendances de la production qui sont dangereuses, mais le fait de la propriété individuelle.

Le Congrès propose que terre et instruments de travail deviennent propriété collective sans en établir d'avance les formes et les conditions." (Déposée par Bert et Zanardelli.)

Ont voté *pour*: 2 délégués (dont un délégué d'un groupe français isolé, Bert).

Tous les autres délégués se sont abstenus ou ont voté *contre*.

Deuxième question. — Attitude du prolétariat en présence des partis politiques. (4 résolutions.)

a. „Considérant que l'émancipation sociale est inséparable de l'émancipation politique,

Le Congrès déclare que le prolétariat organisé comme parti distinct opposé à tous les autres partis formés par les classes possédantes, doit employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous ses membres." (Présentée par Cœnen, Bertrand.)

Ont voté *pour*: 22 délégués.

" " *contre*: 9 délégués.

Absents: 2 délégués.

(Ont voté *contre* les anarchistes; les 3 délégués français de groupes isolés ont voté *oui*, les délégués des 12 sections de la Fédération française ont voté *contre*. — A ce moment déjà le délégué espagnol Mendoza était parti et le délégué russe poursuivi par la police belge qui voulait le livrer à la police russe sous prétexte qu'il est proscrit pour crime de droit commun avait dû *incognito* quitter la Belgique. (Ces 2 délégués étaient des délégués anarchistes.) (À suivre.)

Belgique.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde".)

La propagande faite en Belgique par les politiciens porte ses fruits. A force de faire de la politique de sentiment et de „tendre la main à nos frères flamands" qui se portent à ravir, nous avons oublié nos relations avec nos frères plus révolutionnaires du Borinage qui se portent très-mal. Eussions-nous actuellement la force de faire voter par les chambres belges une loi sur les fabriques, voire même sur les puits, il est peu probable que cette loi, dans les circonstances présentes, nous fut d'un grand secours.

Voici ce dont il s'agit:

Une grève formidable a éclaté dans le Borinage, mais les détails que nous connaissons ne nous parviennent que par les journaux bourgeois. Hélas! s'ils ne sont pas complets, ils sont du moins caractéristiques. Au puits n° 6 des Vanneaux (charbonnage d'Hornu et Wasmes) une collision, que dis-je? plusieurs collisions, ont eu lieu entre les gendarmes et les grévistes. Une première décharge a produit 1 mort (un enfant de 19 ans!) et beaucoup de blessés; une charge à la bayonnette a suivi; une nouvelle décharge a eu lieu et suivant les propres paroles d'une feuille bourgeoise: „Dans la mêlée indescriptible qui s'en suivit on pouvait voir des grappes vivantes tomber de grandes hauteurs de chaque côté de la rampe." D'autres troupes sont arrivées sur les lieux; tous les puits sont occupés par les soldats et le *Mot d'ordre* publie la dépêche suivante: „23 sept. Les nouvelles du

Borinage sont *bonnes*, le travail a repris en partie. L'ordre rétabli — momentanément du moins — des arrestations nombreuses ont été faites.

Ces massacres continuels d'ouvriers font réfléchir. La Ricamarie, Aubin, Geschenen, Wasmes, que de pages sanglantes! comment les ouvriers vont-ils ainsi se faire massacrer dans des combats sans issue? Ah! la réponse est facile! Les ouvriers ne vont pas se faire suicider; mais, on les suicide!

Lorsque dans une grève le patron est possesseur de son capital, il peut vaincre des ouvriers au moyen de ses seules forces. Pendant que l'ouvrier dépense ses économies, il entame son capital. Naturellement l'ouvrier ayant moins d'épargne que le patron de ressources, l'ouvrier capitule le premier. Le patron en est quitte pour se rattraper plus tard en augmentant le prix de ses produits ou en abaissant le salaire de ses ouvriers vaincus. Mais lorsque dans une grève ce sont de grandes compagnies qui se trouvent en présence de masses ouvrières, la situation est changée. Dans ce cas, en effet, le capital n'appartient pas au propriétaire de l'entreprise; il est composé d'actions. Quelques jours de chômage seulement, les actions baissent et les actionnaires vendent leurs actions. Il faut pour que la compagnie ne soit pas ruinée que le travail reprenne de suite. Il y a pour cela un moyen. Les grandes compagnies, quand elles ne sont pas l'Etat lui-même, sont en très bon termes avec lui. Elles demandent des troupes, on les leur prête. Le plus souvent la mise en présence des ouvriers et des soldats suffit pour que le combat s'engage; dans d'autres cas on emploie l'agent provocateur. Une fusillade, des morts et des blessés; la terreur fait reprendre le travail et la compagnie est sauvée. Dans ces cas que perd la bourgeoisie? rien. On remplace facilement les ouvriers, et, même s'il le faut, les gendarmes. Il est un moyen cependant d'infliger à la bourgeoisie de sérieuses défaites au milieu de ses victoires: c'est de détruire son capital; d'imiter nos frères d'Amérique. Elle remplacerait bien alors, avec des fils du peuple, gendarmes, soldats et ouvriers, mais avant de recommencer elle réfléchirait, car elle aura subi une sérieuse perte matérielle. Voilà quand nous serons de nouveau en relation avec les ouvriers de nos bassins houillers, quand nous aurons „tendu la main à nos frères Walons", le Conseil qu'il faudra leur donner. Nous leur dirons: „Amis, nous connaissons la bourgeoisie. Vous serez fusillés quand même, et nous avec vous. Avant donc que les troupes arrivent, faisons payer cher aujourd'hui à nos maîtres, la défaite inévitable qu'on nous infligera demain." — Pendant ce temps-là les pacifiques feront des lois sur les fabriques, sur les *fours* et sur les puits.

Espagne.

(Correspondance spéciale de „l'Avant-garde".)

Il se passe chez nous un fait réjouissant dont je tiens à vous faire part en quelques lignes. Un grand nombre d'ouvriers marchaient depuis longtemps sur le terrain de la politique formaliste, à la suite des chefs et des directeurs des partis libéraux bourgeois. Eux seuls formaient l'armée véritablement forte et puissante de ces partis; eux seuls ne profitaient jamais de la victoire. Ils semblent aujourd'hui ouvrir les yeux, et dans une feuille clandestine qu'ils nous envoient, „la Révolution populaire" (**La Revolution popular**, *hoja de accion revolucionaria*), ils parlent à leurs anciens maîtres un langage caractéristique:

„Soldats fidèles du progrès et de la liberté, et convaincus que ces mots ne seront jamais une vérité pour les travailleurs, tant qu'existera le principe de la propriété individuelle des instruments de travail et celui de sa sœur jumelle, le principe de l'autorité, nous défendrons dans toute leur pureté les moyens révolutionnaires socialistes qui tendent à la destruction de ces principes, bases de notre esclavage et de notre misère".

Notre organisation internationale espagnole a pris acte de ces déclarations de principes, et un rapprochement intime, sinon une fusion, va se faire pour la lutte armée contre la bourgeoisie. Afin d'accentuer d'avantage cette entente la feuille clandestine de l'Internationale „l'Ordre" (**El Orden**, *hoja socialista de propaganda y de accion revolucionaria*), après avoir souhaité la bienvenue à la nouvelle feuille, lui emprunte, pour le souligner, le passage que voici:

„Oui, privilégiés: vous allez entendre les vérités que notre situation veut que nous vous disions. **Nous venons** troubler vos plaisirs, vos joies et jusqu'à votre **chagrin**, parce que nous sommes la conscience de l'humanité qui se lève et qui crie: Classes conservatrices! privilégiés de toutes les nuances! Qu'avez-vous fait à l'avantage du prolétariat?"

„Nous allons soulever le voile épais qui couvre vos vols et vos hypocrisies, et nous enseignerons au monde, pour sa honte, le répugnant spectacle de vos crimes."

On le voit, les ouvriers espagnols hostiles autrefois à notre association se séparent des partis bourgeois. Mais, au lieu de former comme dans d'autres pays un parti ouvrier-bourgeois à leur tour, ils viennent et tendent fraternellement les mains aux révolutionnaires de l'Internationale.

Nous donnons cet exemple à méditer à nos frères ouvriers d'Allemagne, de la Flandre et de la Suisse allemande.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . 2 francs,
Six mois . . . 4 „
Un an . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

De l'attitude du prolétariat français pendant les dernières élections (14 octobre 1877).

Au lendemain du 16 mai, une voix a parcouru d'un bout à l'autre le territoire français, agitant les villes, réveillant les campagnes, criant à tous : La république est en danger ! Aussitôt les paysans se sont dressés sur leurs sillons, irrités du travail interrompu, les ouvriers sont sortis inquiets des fabriques, tous, ou presque tous, un bulletin de vote à la main. Une autre voix, moins forte que la première, est alors venue de Versailles qui a dit : Pour sauver la république, il faut avec une discipline inexorable renvoyer à la chambre les 363 membres républicains de l'assemblée dissoute. — A cette voix comme à la première, ouvriers et paysans ont obéi, et les bulletins du prolétariat sont allés tomber dans l'urne, pêle-mêle, avec ceux des patrons, des capitalistes, des bourgeois. Dans cette pluie de bulletins, peu d'ouvriers se sont abstenus de jeter les leurs ; quelques-uns cependant ! Ceux-ci groupés en parti ouvrier, en parti distinct de tous les partis politiques, ont examiné la question à leur point de vue, et affirmé leur pensée dans un manifeste. Organisés sous le drapeau de l'Internationale, ils ont considéré comme une comédie indigne le vote où la réaction les conviait, et, en face de Mac-Mahon prêt à tout, ils se sont apprêtés pour la lutte.

Il s'agit de savoir, maintenant que les urnes se refroidissent, que l'ivresse de la bataille électorale se dissipe, qui a eu de la situation la perception la plus nette : est-ce la minorité organisée de la classe ouvrière, ou bien la majorité encore en tutelle bourgeoise ? Le sujet vaut la peine qu'on l'approfondisse.

Examinons d'abord avec soin la conduite des ouvriers qui ont lutté par le vote.

Le but poursuivi par la majorité de la classe ouvrière était le salut de la république ; la tactique employée, la réélection en masse des 363. Sans sortir du terrain électoral, cette tactique était-elle la seule qui permit d'atteindre ce but ? nous ne le pensons pas, et, il nous semble que, l'envoi à la chambre de députés républicains, choisis, chacun par ses électeurs respectifs, aurait pu tout aussi bien, sinon mieux, conduire au même résultat. Quelques-uns affirment que si la France au 14 octobre avait élu des députés monarchiques, notre constitution pseudo-républicaine aurait couru de grands dangers. Voici comment ils expliquent la chose : « la constitution contient une clause révisionniste ; le sénat et la nouvelle chambre réunis en Congrès auront à s'occuper de cette révision en 1880, ou plus tôt si le Maréchal la demande ; supposons à la chambre comme au sénat une majorité monarchiste, Mac-Mahon presse la révision, la révision a lieu, et une monarchie héréditaire remplace la république. » — Nous reconnaissons que pour éviter ce danger (si danger il y a !) un certain nombre de votes républicains sont utiles à la chambre. Mais ce que nous continuons à ne pas voir clairement c'est la raison pour laquelle 363 votes républicains contenant le bulletin d'un député ouvrier par exemple, n'auraient pas valu 363 votes républicains jouissant de la promiscuité du bulletin du prince Napoléon. Nous avons toujours cru que devant le vote, 363 égalait 363 (363 = 363) ?

Nous comprenons donc de moins en moins la nécessité absolue de la réélection en masse des 363 que l'on prônait.

Si vous posez la question à l'un d'entre eux, soyez certain qu'il vous répondra par le *prétexte* ; il taira le *motif*. Il vous dira : Notre réélection par le pays est pour le maréchal une leçon terrible ! il n'ajoutera pas : En même temps, que dans les circonstances où elle se produit, elle nous délivre un blanc seing que sans elle il nous eût été assez difficile d'obtenir personnellement de nos électeurs.

Ainsi, il faudrait le croire : le choix de la tactique préconisée par les chefs de la bourgeoisie républicaine serait due à cette mesquine question de personne : froisser le Maréchal ! Comment ! il aurait été possible d'atteindre le même but, le maintien de la constitution républicaine, par une politique froide, sérieuse, énergique, en envoyant siéger dans la nouvelle législature 363 républicains quelconques, en faisant parler la France et non les 363, et l'on ne s'est pas hâté d'adopter cette tactique ! on préférerait par la réélection justement des mêmes personnalités souffleter le Maréchal, l'agacer ? pousser à bout, au vol électoral, au coup d'Etat, ce pilier de caserne, au risque de tout compromettre, même le salut de la république ? Quelle criminelle folie !

On le voit, même en les croyant sur parole les

363 seraient coupables. Ils le sont bien davantage si l'on scrute leurs intentions. Car, — sachez-le, — ces hommes n'ont pas craint de créer tous ces dangers dans le but secret qu'il faut que l'on dévoile : tromper le peuple ouvrier qui vient de les réélire et lui voler un mandat !

La vérité la voici :

La réélection des 363 contenait et la réélection de ce qu'il en reste contient bien autre chose qu'un vote à rendre en 1880, ou avant, pour sauver la république ! Cette réélection renferme, pauvres ouvriers trompés, tous les votes rétrogrades d'une révision constitutionnelle et tous les votes réactionnaires d'une législature de 4 ans :

Ecoutez :

En 1880, ou plus tôt, la révision aura lieu. Il s'agira pour vos élus de garantir à la France quoi ? — Une constitution républicaine, ainsi que vous la demandez ? non. Mais, la constitution républicaine : c'est-à-dire celle qui existe avec son sénat, sa présidence, son absorbante centralisation ! — La réaction aspirait à une révision dans le sens monarchique ; vous, à une révision dans le sens républicain. La réaction désirait aller en arrière ; vous, en avant. Eux, se plaisent dans le *statu quo* ; ils aiment l'immobilisme. Maintenant, le tour est joué ; il l'auront.

Voilà un des véritables motifs^m de la réélection des 363 pontifes. En voici un autre :

Il y a dans la situation politique de la France des vieilleries dont certainement vous voulez vous débarrasser, comme le concordat, l'immovibilité de la magistrature, . . . etc. ; des systèmes que vous désiriez au moins changer : le système militaire et le système financier ; des lois que vous teniez à abolir : celles sur la presse, les réunions, les associations ; des hommes que vous étiez résolus à flanquer par les fenêtres ; des mesures équitables comme l'amnistie que vous vouliez voir votée ? Or, ce dont vous ne voulez plus, ce qu'il reste des 363 le désire, et ce que vous désirez, eux, ils ne le veulent pas.

Comprenez-vous maintenant, paysans qui vous dressez sur vos sillons ? ouvriers qui sortiez de vos fabriques ? Les 363 ont fait miroiter à vos yeux le salut de la république pour pouvoir, de votre main ouverte pendant que vous les écoutiez, arracher votre mandat encore en blanc. Ils ont demandé votre vote au nom de la république ; vous le leur avez donné ; et, dans votre vote sincèrement républicain ils ont enveloppé tous les votes réactionnaires qu'ils se proposent de rendre. — « Le pavillon couvre la marchandise ! » — Ils ont arboré le pavillon de la république : le vôtre ; et ils ont passé comme marchandise : non pas la vôtre, la leur, c'est-à-dire : tout le bagage de la réaction républicaine !

Tout cela vous pouviez l'empêcher.

Comment ?

Cette exploitation politique des classes ouvrières par la bourgeoisie républicaine que nous venons de prendre une fois sur le fait (et qui est une exploitation permanente) serait évitée au moins en partie, par le prolétariat, si le prolétariat s'organisait en parti distinct.

Comment la classe ouvrière peut-elle se croire représentée quand elle a nommé pour représentants les mêmes hommes qu'une fraction de la classe bourgeoise ? Ces deux classes, la classe ouvrière et la classe bourgeoise auraient-elles les mêmes intérêts ? qui l'oserait dire ? tandis que les représentants les plus autorisés de la bourgeoisie républicaine soutiennent « qu'il n'y a pas de question sociale » que « le socialisme n'existe plus en France » qu'ils « ne sont pas très versés dans la science sociale » la classe ouvrière

qui s'est faite fusiller en juin, massacrer en mai 1871, on sait par qui ! sent parfaitement que tous les droits politiques resteront pour elle nuls et non advenus tant que l'égalité sociale ne lui donnera pas les moyens de s'en servir. La classe ouvrière se préoccupe surtout de la question sociale ; la classe bourgeoise ou n'y songe pas du tout, ou la repousse, ou la relègue au dernier plan, dans un avenir lointain, et la réduit, quand elle s'en occupe, à d'insignifiantes réformes.

Comme la classe bourgeoise nomme pour la représenter des députés pensant comme elle, des députés bourgeois, avocats, médecins, négociants, . . . etc., la classe ouvrière, si elle tient à se faire représenter (ce qui pour nous est une faute), doit au moins choisir des députés qui défendent ses intérêts de classe, des députés ouvriers, sortis de son sein : menuisiers, serruriers, cordonniers, . . . etc. . . . Et je ne parle pas ici d'ouvriers élus au même titre que des bourgeois, représentant comme ceux-ci l'ensemble de la France ou d'un arrondissement, mais des ouvriers ne représentant absolument que leur classe, la classe ouvrière. Cette tactique devrait toujours être suivie par les ouvriers qui votent et elle pouvait plus que jamais être adoptée dans le cas spécial qui nous occupe.

Puisque la masse ouvrière est républicaine, tout candidat choisi par elle eut été évidemment républicain, et, élu député, le moment de la révision venu, il eut donné son vote à la république. Avant, après la révision, pendant toute la législature, sur toutes les questions il eut représenté non pas les bourgeois, mais les ouvriers.

Dans les arrondissements où comme dans le 20^e de Paris, la classe ouvrière est en majorité incontestable, le nom d'un député ouvrier serait sorti de l'urne. En 1880, cet ouvrier eut voté le maintien de la république aussi sûrement que le prince Napoléon qu'on voulait élire, et de plus il eut voté la révision dans le sens républicain bien plus sûrement que M. Gambetta que l'on a élu. Pendant toute la législature non seulement il aurait voté toutes les exécutions politiques que les ouvriers demandent, mais il eut pu porter à la tribune toutes les revendications sociales qui sont chères au peuple de Belleville et que M. Gambetta n'y portera certainement pas.

Dans les circonscriptions où, pour réunir la majorité autour du mot république, il fallait subir une entente avec la bourgeoisie libérale, on eut débattu le contrat de puissance à puissance, parti contre parti, de comité à comité ; on eut fait des concessions et on en eut exigé ; en tous cas, le résultat obtenu se rapprocherait davantage des *désiderata* des classes ouvrières, que celui que l'on croit avoir réalisé en se remettant pieds et poings liés à la discrétion des bons confrères bourgeois en république.

La ligne de conduite que nous venons d'exposer, d'ailleurs simple plagiat fait à la tactique bourgeoise, est si facile ; elle vient si naturellement à l'esprit, que beaucoup d'ouvriers y auront certainement songé.

Pourquoi ne l'ont-ils pas suivie ? Parce que pour cela il fallait deux choses. D'abord s'entendre et ensuite lutter. Pour s'entendre, il fallait avoir des réunions bourgeoises ; pour lutter, il fallait un parti ouvrier spécial, organisé de façon à pouvoir opposer comité électoral à comité électoral, réunions électorales à réunions électorales, et ce qui est plus difficile à avoir et cependant plus nécessaire, journaux à journaux.

Pour cela il fallait que *tout* le prolétariat fut constitué en dehors de toutes les fractions bourgeoises, en parti distinct. Seuls les Internationaux étaient — en petit nombre — dans ces excellentes conditions.

Qu'ont ils fait ?

Organisés depuis longtemps en parti spécial, dis-

quant dans les assemblées de leurs sections, toutes les éventualités politiques qui surgissent, les Internationaux ont pu se faire de la situation une opinion plus nette et adopter une tactique conforme aux intérêts et à la dignité du parti socialiste. Non seulement ils n'ont pas consenti à donner sans conditions à la bourgeoisie libérale leur part de l'appoint électoral qui était nécessaire à celle-ci pour faire réussir ses candidats, mais encore ils ont jugé bon de ne voter même pour aucun des leurs; ils se sont tout simplement abstenus. Ils ont vu, nous semble-t-il, le danger où il était, où il est encore, dans le crime toujours probable de M. de Mac-Mahon. En face de gens qui ont déclaré nettement qu'ils emploieront la force, ils se sont empressés d'organiser la leur. Ils regrettent seulement que vu leur petit nombre, leur force soit si petite.

Le vote dans les conditions où on l'a placé leur a paru une comédie indigne; et, socialistes convaincus de leur dignité, ils n'ont pas voulu jouer dans cette comédie le rôle qui les y attendait, le rôle de dupes. En présence de candidatures officielles certaines, et des agissements éhontés du gouvernement qu'il fallait prévoir, voter était accepter le combat dans toute sa déloyauté et avec toutes ses conséquences. Comment s'insurger contre un vote après la défaite, lorsque vainqueur on en eut acclamé le résultat? Comment ensuite se jeter dans une lutte électorale avec des gens qui vous y convient en déclarant qu'ils ne tiendront aucun compte de la volonté nationale? n'est-ce pas continuer à converser avec des interlocuteurs qui vous disent: «Parlez tant que vous le voudrez, je ne vous écouterai pas».

En désertant les salles du scrutin, nous dira-t-on, nous eussions fait les affaires des partis rétrogrades qui ne demanderaient pas mieux que de tuer la république légalement. Nous répondrons ceci: il n'est même pas certain que la république qui existe eût succombé si les partis réactionnaires étaient parvenus à réaliser une majorité. Au moment d'escalader le pouvoir, chaque parti comme dans l'assemblée de Versailles se serait heurté à la coalition des autres avec les partis bourgeois républicains. Il y avait à craindre une république avec M. Buffet? aimez-vous mieux une république avec M. Dufaure? oui? Eh bien! vous l'aurez.

Les trois partis fussent-ils parvenus à s'entendre, le mal n'eût pas été non plus bien grand. On eût instauré une monarchie héréditaire dans le goût de celles qui ont vécu depuis 1789 et où le fils ne succède jamais à son père, à la place d'une véritable monarchie élective, que l'on appelle république, et dans laquelle sous le nom de président on nomme des Mac-Mahons, rois véritables, pour sept années consécutives? Au point de vu des intérêts purement socialistes nous ne sommes pas certains d'ailleurs, que l'affermissement d'une république conservatrice ne soit pas une éventualité dangereuse. Aucun des partis bourgeois, pas même le radical, n'a les mêmes vues sociales que la classe ouvrière; il semble donc qu'il vaudrait mieux que ces partis ennemis forment en face du prolétariat organisé une masse réactionnaire divisée qu'une masse complètement unie. Eh bien! la monarchie est le gouvernement qui divise le plus nos adversaires et... «la république conservatrice est le gouvernement qui les divise le moins».

Que l'on pense ce que l'on voudra d'ailleurs des deux tactiques en présence, les faits vont se précipiter et dans quelques jours à peine l'expérience nous dira ce qu'il faut réellement penser de l'excellence de cette tactique: participation des classes ouvrières à la politique légale, ou de la nécessité de celle-ci: abstention

politique révolutionnaire.

Notre correspondant de Lyon écrit à la Commission fédérale:

Le *Petit Lyonnais* du 16 contient l'entre-filet suivant:

„La manœuvre dévoilée.

Nous lisons dans le *Progrès*:

„Le manifeste de la Fédération française, publié par le *Gaulois*, signé de Pindy, daté de Genève, affiché la nuit à Lyon et reproduit par le journal *La Défense* est désavoué par Pindy dans les journaux suisses.“

Nous croyons que ceci est un mensonge odieux.

Evidemment.

D'abord le manifeste n'a jamais été daté de Genève. Ensuite, Pindy n'a pas, et ne pouvait pas désavouer un manifeste lancé par la Fédération dont il est le secrétaire-correspondant, et qu'il a signé. La Commission fédérale avertie, fait parcourir les journaux suisses et cherche à remonter aux sources de l'erreur commise par le *Progrès*. Que les sections de Lyon soient tranquilles, la manœuvre sera dévoilée.

La Commission fédérale nous communique le document suivant, qu'elle a fait afficher, à propos des élections du 14 octobre:

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Manifeste de la Fédération française.

Citoyens,

Le socialisme, mal enterré dans un document posthume par un moribond à qui l'on doit la plupart des difficultés de l'heure présente, est en France plus vivant qu'on ne croit. Il est en Europe plus vivant que jamais. Il ne restera plus rien de ceux qui l'ont combattu et de ceux qui songent à le combattre, pas plus du soldat qui nous gouverne que de l'homme d'Etat qui vient de mourir, que le socialisme sera encore debout. Il sera debout tout le temps que les besoins populaires qui l'ont fait naître ne seront pas assouvis, les injustices sociales qu'il combat abattues, les principes qu'il proclame réalisés. C'est lui qui, dans la crise que nous traversons, vient, par la bouche de l'Internationale, vous faire entendre sa voix.

Le gouvernement des « curés » et des « ducs » vous a rendu la parole et vous croyez devoir vous en servir. Soit. Vous renverrez à la chambre les 363. Ils se trouveront en présence de celui qui « ne saurait obéir aux sommations de la démagogie » et qui, entouré de ses soldats, vous a dit: « J'y suis, j'y reste. » Que feront en les supposant énergiques (ce qui n'est pas le cas), les députés que vous aurez élus?

L'histoire que nos pères nous ont faite avec leurs os, avec leur chair, avec leur sang, va vous répondre.

Ecoutez-la:

En 1789, qu'eût fait l'Assemblée nationale en face des mercenaires de la cour? Rien, si le peuple du 14 juillet n'avait pas pris la Bastille. — En 1792, qu'eût fait l'Assemblée législative, pourtant républicaine, en présence des suisses de la royauté? Rien, si le peuple n'avait pas fait le 10 août. — En 1793, qu'eût fait la Convention entre l'étranger du dehors et l'étranger du dedans, si le peuple toujours admirable ne s'était installé en permanence, une partie à la frontière, l'autre à sa barre pour lui dicter ses votes? Rien. — En 1848, nous avons eu la république. Qui l'a faite? le peuple de février. Qui l'a laissée agonisante sous le talon d'un Bonaparte? l'Assemblée nationale. — Que fera

en novembre 1877, l'assemblée des 363? Rien. Elle s'applatira ou sera chassée . . . à moins que vous ne soyez là avec des armes.

Vous le voyez, si vous ne voulez pas que votre triomphe apparent ne soit que le masque de votre défaite, vous devez vous préparer à passer de la parole à l'acte, de l'urne à la barricade, du vote à l'insurrection. Le combat inévitable aura donc lieu.

Si le sort ne trompe pas votre courage, — si vous êtes vainqueurs, — que ferez-vous?

Nous enfonceriez-vous de nouveau dans le borbier des gouvernements provisoires? A quoi vous servirait, Ouvriers, d'abattre le gouvernement des « curés » et des « ducs » si vous installez à sa place le gouvernement des « avocats » et des « bourgeois »? Songez que parmi ceux que vous porteriez au pouvoir, il est des hommes que vos pères y ont placés en février 1848; et ces hommes ont fait fusiller vos pères. N'oubliez pas que parmi ces hommes que vous installeriez au gouvernement, il en est que vos frères y ont envoyés en 1870; et ces hommes ont fait ou laissé massacrer vos frères en mai 1871; et jusqu'ici il a été impossible de leur faire amnistier ceux de vos amis qui ont échappé, et qui gémissent en Nouvelle Calédonie et ailleurs. Souvenez-vous, enfin qu'à eux tous on a donné à garder plusieurs républiques et que ces républiques sont mortes dans leurs mains. Va-t-on leur en confier une nouvelle?

Non, si les barricades dressent leurs pavés sur les places publiques, si elles sont victorieuses, il ne faut pas qu'il en sorte des gouvernants, mais un principe: pas d'hommes, mais la Commune! Ce n'est plus des hommes insurgés que doit rencontrer la réaction; mais des communes insurgées. Il ne faut plus qu'on dise: Gambetta, Grévy, Louis Blanc, mais: Paris, Lyon, Marseille, . . . etc. . . . La république unitaire, parlementaire, réactionnaire et bourgeoise doit être morte en France. Vive la République des communes fédérées!

POUR LA COMMISSION

de la Fédération française de l'Association Internationale des Travailleurs,
le Secrétaire-correspondant :
L. PINDY.

France. Paris. — Comme vous l'aurez appris par les journaux le ministère battu le 14 octobre ne fait pas mine de démissionner. Il reste au contraire, et il compte bien secouer encore le pays pour les élections complémentaires et pour celles des conseils généraux et d'arrondissements. Donc, comme nous l'avions facilement prévu le gouvernement tient bon. Or, qu'est-il advenu de l'énergie des gauches? tous ces projets: mise en accusation du ministère, invalidation en masse des candidats officiels, se soumettre ou se démettre, . . . etc. . . . autant le vent en a emporté! Il a suffi d'entendre parler conciliation à quelques feuilles réactionnaires, pour que, „l'amour du pays“ mise en avant comme prétexte, le centre gauche se sente disposé à un rapprochement, et pour que la gauche le suive.

On a fait des perquisitions chez un rédacteur de feuille radicale. On espérait trouver des billets de loterie de la tombola de Londres. Fiasco complet, pour dame Police: on a saisi trois prospectus insignifiants.

Notre manifeste a été publié par beaucoup de journaux. Les feuilles de gauche font semblant de croire à une manœuvre policière. Toute affirmation socialiste les gêne, ces messieurs! s'agit-il d'un imprimé? c'est la police! d'une manifestation? ce sont les blouses blanches! d'une insurrection, journées de Juin ou Commune? ce sont les bonapartistes qui l'ont faite quand ce ne sont pas les prussiens. Ils n'ont rien appris, décidément! Voilà bien d'ailleurs, Messieurs les républicains bourgeois! tout ce qui sort de leur cercle et tend à faire entrevoir au peuple des horizons nouveaux, ils voudraient le voir à cent pieds sous terre: assez de libertés pour qu'ils puissent agir! plus de libertés dont puissent profiter plus avancés qu'eux pour éclairer le peuple! Tout ce qui est énergique, tout ce qui veut profiter des leçons du passé, tout ce qui condamne les faiblesses de l'opportunisme soit socialiste soit républicain, est pour eux une manœuvre de police. Ils ne discutent pas notre manifeste; ils le nient. Cela

ne l'a pas empêché d'être fort lu et complètement approuvé, même par des personnes qui ne partagent pas absolument notre manière de voir.

Lyon. — Nous vous expédions quelques extraits des journaux de notre localité, vous y verrez de quelle façon a été accueilli par eux notre manifeste, tout anodin qu'il était.

Les journaux clérico-monarchistes y ont vu une demi-vérité, tandis que les républicains de toutes nuances cherchent à tromper leurs lecteurs, et eux-mêmes, en disant que c'est une manœuvre bonapartiste. — Certes, l'épouvante des uns et la tactique des autres ne peuvent rien changer dans nos idées, aussi bien que dans nos principes, et nous ne prendrions pas la peine d'y répondre, si derrière eux il n'y avait des millions de lecteurs qui appartiennent comme nous à la classe des parias, des exploités, en un mot, à cette classe qui grouille dans la misère, tandis que les gros bonnets se repaissent aux dépens de ses sueurs.

Qu'on nous traite de communards, de pétroleurs, d'anarchistes, et de je ne sais quoi encore; très bien! nous le sommes. Et, non seulement nous avons le courage de le dire, mais quand on nous en accuse, on nous flatte. Mais, quand des journaux comme le *Progrès*, le *Peuple Lyonnais*, entre autres, qui jusqu'ici ont passé pour soutenir la cause du travail, nous accusent d'être des bonapartistes, nous protestons avec indignation, et nous pouvons leur dire qu'ils sont de mauvaise foi, car s'ils avaient bien lu ils auraient vu que notre manifeste ne ménageait pas plus les bonapartistes que les autres; que tous les partis politiques sans exception, y sont également attaqués et que nous n'avons aucune attache avec tous ces charlatans travestis qui font de la politique, les uns pour leur propre gloire, les autres pour le triomphe non pas de telle ou telle cause, mais pour le triomphe de telle ou telle personnalité, et enfin le plus grand nombre pour 25 francs par jour.

Nous comprenons que depuis cinq ans et demi que nous sommes disparus de l'arène, ils aient perdu l'habitude de nous entendre, et que notre première manifestation les étonne, et les étonne d'autant plus, qu'ils ne nous connaissent peut-être pas ce langage; mais, s'ils veulent bien se pénétrer de l'idée que pendant ces cinq années, si nous n'avons rien dit c'est que nous ne voulions pas parler, mais que nous ne sommes pas restés inactifs; que pendant ces cinq années nous avons travaillé, étudié, et qu'aujourd'hui il nous plaît d'entrer en lice; et si nous y entrons avec des armes nouvelles, ils ne s'étonneront plus.

C'est drôle, n'est-ce pas, vous qui nous croyiez morts?

Nous n'avons pas la prétention de vous prendre pour des imbéciles, mais, si vous y réfléchissiez bien, vous qui vivez de l'idée du siècle passé, vous vous convaincriez que le socialisme ne peut-être tué par des lois; au contraire. Né des besoins du peuple, il sera debout aussi longtemps que le peuple aura des besoins; si la loi l'empêche de se montrer, elle lui rend en retour un immense service; car en ne s'occupant que peu de luttes intestines, son moral ne s'en porte que mieux. Allez! législateurs, faites des lois, faites en toujours! il en est une que vous ne ferez jamais: une loi qui empêche de penser!!!

Enfin, avec ce manifeste, nous n'avons pas fait rire la presse, et nous avons la satisfaction d'avoir mis toute la police et la gendarmerie sur pied.

(Autre correspondance.) — On nous a accusé d'avoir choisi les affiches des candidats Bonnet-Duverdier et Durand pour y placer notre manifeste. C'est faux. Notre intention était naturellement de le mettre en évidence, et, pour cela faire, nous sommes servis des affiches rouges que nous trouvions sans nous préoccuper du nom du candidat qu'elles portaient. Notre papier était blanc afin de montrer le peu de cas que nous faisons de la légalité. Les affiches D'Ordinaire n'ont pas été plus épargnées que les autres et à Vaise, les affiches du théâtre nous ont servi.

P. S. Je vous signale en finissant, notre ami X . . . qui a bien mérité de la cause en se distinguant d'une façon tout à son avantage dans les événements qui viennent de se produire ici.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la publication des résolutions soumises au vote au Congrès de Gand.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale , par J. Guillaume . . .	fr. —. 50
La dictature , par Lefrançais . . .	” —. 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France par Jules Montels . . .	” —. 15
Radicalisme et socialisme , par A. Schwitzguebel . . .	” —. 30
Lettres sans adresses (Tchernychewsky), traduit du russe . . .	” —. 30

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . .	2 francs,
Six mois . . .	4 „
Un an . . .	8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Il y a des gens qui, en l'année 1877, croient encore à la sincérité du régime parlementaire. On n'est pas plus naïf.

Aussi, le 14 octobre était pour eux une belle et décisive journée. Le soir du 15, ils se sont endormis sur leur victoire électorale comme sur un oreiller moelleux, et le lendemain, ils sont allés, radieux, pour y trouver la démission du ministère, fouiller tous les recoins du *Journal officiel*. Cette démission n'y était pas. C'est un scandale! disaient les uns. C'est la violation de toutes les règles parlementaires! disaient les autres. Nous le reconnaissons volontiers; mais, le cabinet n'en reste pas moins debout. Le ministère du 18 mai a ses raisons pour présider aux élections départementales du 4 novembre. Le ministère du 18 mai dit comme son maître: J'y suis, j'y reste! — C'est un ministère crampon.

Cependant, ne pouvant faire mieux, ces bonnes gens se résignent. Et, après le 24 mai, après le 16 mai, après le 15 octobre, ils espèrent encore! Ils attendent le lendemain du 4 novembre, pour goûter enfin les douceurs de la réalisation de leurs espérances. C'est ce qu'on peut appeler: avoir une confiance corsée.

Le régime constitutionnel repose sur une fiction et sur une convention. On suppose qu'un peuple peut déléguer sa souveraineté. Cette souveraineté en tant que puissance législative s'incarne dans une chambre, ou dans deux; en tant que puissance exécutive, elle s'incarne dans un monarque ou dans un président élu. On convient ensuite que le chef du pouvoir exécutif choisit les ministres, mais que ceux-ci, responsables devant les chambres, doivent se retirer dès qu'ils sont mis en minorité. De là, ces deux maximes parlementaires: «Le roi règne et ne gouverne pas». — «Tout ministère est responsable.»

Or, nous vivons dans une république parlementaire et constitutionnelle? Donc, le président doit *présider* et ne pas *régner* et les ministres doivent être *responsables*. Il était alors tout naturel, que les croyants du régime attendissent, au lendemain du 15 octobre, la démission du cabinet de Broglie-Fourtou.

On comprend, en effet, que pour que le régime parlementaire fonctionne sans trop de craquements, il est indispensable que tous ceux qui sont choisis pour en constituer les rouages, admettent la fiction sur laquelle il repose, et se soumettent absolument à cette convention: responsabilité ministérielle.

Eh bien! aujourd'hui, pour beaucoup de gens, cette fiction devient ridicule et cette responsabilité une plaisanterie.

Le soldat que nous avons mis à notre tête alors qu'il fallait le mettre autre part, comprend tout naturellement le parlementarisme en habitué de caserne. Pour lui, la Constitution est une place fortifiée qu'il a reçu la mission de défendre, contre le flot toujours montant de la démagogie. Cette place possède deux lignes de défense: la Chambre des députés et le sénat; une citadelle: le pouvoir exécutif. Le 20 février, la première enceinte a été prise. Le 16 mai, les canons du Sénat ont tonné et la Chambre a été évacuée. Mais voilà que le 14 octobre, malgré les efforts des bachibouzouks du pouvoir exécutif, les républicains ont reconquis l'assemblée législative. Le 4 novembre, par les élections départementales, ils vont se préparer à l'attaque de la seconde enceinte, du Sénat. Si le pouvoir exécutif reste maître du Sénat, on signera un court armistice, et dès 1879 le canon du Sénat fera de nouveau évacuer la Chambre. Le pouvoir exécutif donnera ensuite; l'état de siège sera proclamé, des députés seront arrêtés, des journaux suspendus, des conseils municipaux dissous, des procès commencés, et il faut espérer que toutes les positions perdues seront réoccupées par les troupes de l'ordre. Mais, si les élections du 4 novembre sont *mauvaises*? si après les portes de la Chambre, celles du Sénat sont forcées par les républicains? il restera encore une ressource: on s'enfermera dans cette citadelle, le pouvoir exécutif, avec 400,000 soldats, 200,000 mouchards et autant de fonctionnaires, et là, morbleu! plutôt que de se rendre, on fera tout sauter en véritable maréchal de France!

Dans le langage des gens qui ont le sens commun, cela s'appelle faire un coup d'Etat.

Qu'essayer devant cette façon toute soldatesque de comprendre et d'appliquer le parlementarisme?

Compter sur la responsabilité ministérielle? ce serait dérisoire. Sur l'insurrection? ce serait plus pratique; mais quand on y songe, que de sang versé! et peut-être inutilement.

Il y aurait un autre moyen de sauver la république conservatrice, pour ceux qui l'aiment: Ajouter un terme au dilemme de Gambetta:

« Se soumettre, se démettre . . . ou être descendu. »

A Sedan, les prussiens ont descendu le maréchal de son grand cheval de bataille. Maintenant son second cheval de bataille est le Septennat; pourquoi n'essayerait-on pas à Paris une nouvelle édition mieux réussie?

Comment, nous dira-t-on, vous nous préchez l'assassinat politique? — Certainement, quand l'assassinat d'un homme prévient celui d'un millier d'autres; résolument, quand on peut en frappant un soldat stupide, faire triompher une cause en évitant de sanglantes hecatombes prévues.

En principe, nous sommes contre l'assassinat politique. Mais si, dans un cas spécial, il peut-être utile nous savons regarder en face, et froidement, cette éventualité.

Nous blâmons Fieschi, nous blâmons Orsini. Nous les trouvons inutiles, et nous les croyons nuisibles. Quand une monarchie est dans la nature des choses, quand un empire repose sur des millions de suffrage, tuer le Roi, assassiner l'Empereur, ne sert à rien. Le Monarque à terre, l'Empereur mort, l'Empire et la Monarchie sont debout. Les manquer, c'est consolider leur puissance. Oui, l'assassinat politique est impuissant à changer un régime; mais il peut aboutir à une substitution d'individus.

Aujourd'hui, la monarchie est ensevelie dans le passé; l'empire enfoui dans l'égout; la république vit dans la nature des choses. Frapper le président de la république, ne saurait tuer la république, mais cet acte changeait le président. Mac-Mahon mort, l'art. 8 de la loi du 25-28 février relative à l'organisation des pouvoirs publics trouve son application:

« Art. 8. En cas de vacance par décès ou par toute autre cause les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau président. »

Le maréchal descendu, les deux Chambres réunies en Assemblée nationale nomment avec 100 voix de majorité un républicain, président de la république. N'est-ce pas justement là ce que vous demandez, o partisans de la république conservatrice et parlementaire?

Pourquoi alors ne l'avez-vous pas? N'y aurait-il pas parmi les millions du dernier vote, un seul républicain de taille à jouer sérieusement le Brutus?

Ah! si la réalisation de la révolution sociale tenait seulement ainsi au fil d'une existence tyrannique, nous ne serions pas un, mais cent dans l'Internationale, à aiguiser dans l'ombre la lance des poignards et à glisser des balles dans la culasse des revolvers!

Mais Mac-Mahon ou Grévy? que nous importe à nous les vaincus de la Commune?

De la Fédération.

L'homme a des besoins. Pour satisfaire ces besoins, il sent bien vite l'insuffisance de ses efforts isolés et il s'aperçoit de l'avantage qu'il y a pour lui de les combiner avec ceux de ses semblables. Voilà certainement une vérité que personne ne conteste; mais l'accord cesse d'exister, quand il s'agit de régler la mise en œuvre de cette activité collective. Les uns croient qu'il faut confier ce soin à un prétendu organisme social qu'ils appellent l'Etat; d'autres pensent, que les intéressés peuvent eux-mêmes directement, sans intermédiaires, produire, mettre en action, diriger cette puissance commune. De là, deux théories, celle des étatistes et celle des fédéralistes.

Examinons séparément ces deux théories, nous les comparerons ensuite.

Dans la société, l'homme est d'abord producteur et consommateur. Il éprouve ensuite des besoins intel-

lectuels, artistiques, de sentiment, de plaisir. Il veut aussi agir et propager ses idées. Tous ces intérêts, son bonheur l'exige, doivent recevoir satisfaction. Eh bien! sans qu'il soit porté la moindre atteinte à sa liberté, par la force même des choses, il est déterminé à s'unir à ceux de ses semblables qui éprouvent les mêmes besoins que lui. Du contrat qui se forme ainsi résulte une infinité de groupes divers.

Un menuisier par exemple, comprend l'utilité qu'il peut retirer, pour la défense de son salaire aujourd'hui, pour produire lui-même quand il aura à sa disposition certains moyens matériels, de l'union avec les autres travailleurs de son état. De là le corps de métier. Tous les habitants d'une rue, quelle que soit d'ailleurs la profession qu'ils exercent, ont certains intérêts communs. Tous désirent que le pavé de leur rue soit bien entretenu, les égouts hygiéniquement aménagés, la fontaine commodément placée, l'éclairage bon, la sécurité assurée? Rien, ne serait donc plus naturel que de les voir former entre eux un groupe local ayant assez de puissance pour assurer à tous la jouissance de ces avantages. — On comprend que la même remarque peut s'appliquer successivement à tous les intérêts de l'individu que nous avons énumérés plus haut.

Comparons maintenant ces différents groupes entre eux. Il nous sera facile de nous apercevoir que quelques-uns ne sont pas complètement étrangers l'un à l'autre; qu'ils s'attirent mutuellement; qu'il y a entre eux une sorte d'affinité qui tend à les rapprocher, à les unir; qu'en un mot, ce qui s'est passé d'abord entre les individus, se passe maintenant entre les groupes. Il se forme ainsi des groupes de groupes, c'est-à-dire des **Fédérations**. D'autres au contraire n'ont absolument rien de commun; ils sont en quelque sorte indifférents les uns aux autres. Les rapprocher serait commettre une faute analogue à celle de cet apprenti mathématicien qui prétendait additionner ensemble des quantités de natures différentes et qui n'aboutissait ainsi qu'à produire le chaos comme résultat de son addition.

Que tous les groupes de menuisiers d'une même ville s'unissent; que cette fédération locale forme ensuite en contractant avec celles des autres villes une fédération de l'ensemble du corps de métiers; rien de plus logique et de plus nécessaire! Les membres de ces groupes ou les délégués qu'ils enverront, sauront que faire une fois réunis. Ils auront à causer de la défense de leur salaire; ils pourront chercher les meilleurs moyens de devenir un jour maîtres de leurs instruments de travail; ils devront étudier, quand ce résultat sera obtenu, de la meilleure organisation qu'il faudra se donner pour produire. — Que dans une même ville, une région, les groupes de métiers similaires, comme la menuiserie, la charpente, la serrurerie, la plâtre, etc., s'entendent pour constituer entre eux la fédération de l'industrie du bâtiment, nous le comprenons. Qu'on fasse de même pour toutes les branches industrielles, pour la manufacture, les produits chimiques, les professions scolaires, etc., rien de plus naturel. — Qu'enfin toutes les branches industrielles s'unissent pour établir une fédération plus générale que les précédentes, les comprenant toutes dans son sein, cela serait utile. Ce serait une organisation véritable de toute la production humaine.

Si dans un autre ordre d'idées, les groupes formés par les habitants de différentes rues forment le groupe supérieur du quartier; si les groupes des quartiers forment celui de la commune; si les fédérations communales forment la fédération générale de la consommation, tout cela sera encore logique. N'y a-t'il pas à s'occuper des grandes voies entre les quartiers? des routes, des moyens de communication entre les villes?

Mais, que des groupes incompatibles comme un groupe de métier et un groupe de rue, la fédération d'une branche industrielle et une fédération communale, cherchent intimement à s'unir, nous chercherions sans la trouver la base de ce contrat. Que feraient, face à face, des groupements comme ceux-là? De quoi traiteraient-ils? l'un parlerait, rues, l'autre répondrait: allumettes chimiques? ils n'ont pas la même langue, ils ne se comprendraient pas; ce serait une véritable tour de Babel.

D'après la théorie fédéraliste, on le voit, l'organisation se poursuit autour d'un centre, l'individu. De ce centre rayonnent dans la direction de chaque intérêt un groupe spécial. Ensuite ces groupes s'unissent aux groupes et les fédérations aux fédérations. C'est l'organisation même de la masse sociale.

Les théoriciens de l'Etat, connaissent certainement l'existence de quelques-uns de ces groupes. Aveugle qui ne les verrait pas! mais de vieux préjugés politiques leur masquent toute l'importance que peut avoir comme organisation sociale la formation libre et toute spontanée de ces groupes et de ces fédérations.

Des économistes de la valeur de Marx ne pouvaient certainement pas laisser pousser sans les apercevoir ces corps de métiers qui couvrent le monde. Mais on a moins bien observé les collectivités qui se forment aussi autour des autres intérêts humains. Et cependant! que l'on fasse disparaître les restrictions législatives et matérielles apportées à la possibilité de l'association dans nos sociétés modernes et l'on verra quelle végétation puissante sera celle de ces groupes. Les étatistes ont surtout été frappés du côté économique de la question; ils ont moins bien vu le côté politique.

Certes, ils ne méconnaissent pas tous ces intérêts qu'il faut satisfaire! mais de même qu'autrefois, on levait la main, dans l'embarras, vers la Providence, ils tendent aujourd'hui les bras vers l'Etat, leur Dieu moderne! qui s'occupera de la gérance de tous ces intérêts? l'Etat! Qui fera cela? Dieu!

Or l'Etat se réalise dans la pratique par la délégation de toute souveraineté à des élus qui forment une espèce de classe dirigeante. De sorte que l'idéal de cette organisation serait la formation d'une véritable pyramide hiérarchiquement construite, dont la base serait la masse écrasée au-dessus de laquelle se superposeraient, en différentes couches, les fonctionnaires, les députés, le pouvoir exécutif!

Les deux systèmes en présence peuvent être comparés en deux mots: le système fédéraliste est l'organisation de la masse sociale; c'est l'organisme, c'est la vie, — le système étatiste, c'est le remplacement de la masse sociale par quelques-uns; c'est l'abdication, c'est l'esclavage, c'est la mort!

Bulletin international.

Au moment même où les Internationaux de la Suisse expient sous les verrous, en compagnie de voleurs et de souteneurs de filles publiques, le crime d'avoir maintenu par la force un droit constitutionnel, la liberté de manifestation, les ouvriers du parti politique connu sous le nom d'*Arbeiterbund* se réjouissent de ce qu'ils regardent comme une conquête légale nouvelle, du vote d'une loi sur les fabriques. Ils devraient prévoir, en voyant le cas que la bourgeoisie de leur pays a fait le 18 mars d'une liberté acquise, le compte qu'elle tiendra de leur droit nouveau. Les ouvriers suisses constitués en parti politique avaient demandé aux chambres une loi sur les fabriques. Leur projet convenablement châtré par la législation fédérale vient d'être soumis au *référendum* (vote populaire, espèce de plébiscite par *oui* et par *non*) et il a été accepté à 11,000 voix de majorité. Nous ne les chicanerons pas sur

les lacunes que contient la loi nouvelle, nous leurs ferons remarquer seulement que prônée et votée par les fabricants libéraux, cette loi doit être très anodine. La supposerait-on d'ailleurs irréprochable *théoriquement*, il est clair que *comme application* elle restera lettre morte. Qui doit en effet en surveiller l'exercice? des inspecteurs nommés par l'Etat. N'est-il pas évident que les ouvriers seront protégés par ces fonctionnaires nouveaux comme ils le sont par les anciens, agents de police, juges, gendarmes et soldats! N'est-ce pas tout dire? Les inspecteurs voudraient-ils d'ailleurs faire sérieusement leur devoir qu'ils ne le pourraient pas.

Il paraît que les ouvriers de Gand avaient pris au sérieux la promenade qu'on leur a fait faire, drapeau rouge en tête, à l'époque du Congrès. Sa Majesté le Roi a été accueilli dans cette ville par une bordée de coups de sifflets. La police a voulu faire un prisonnier qui lui a été arraché par la foule. Si les ouvriers de Gand commencent à faire des émeutes (des *Putsch*!) que diront les théoriciens qu'ils avaient délégués au Congrès universel? ces théoriciens qui ne voulaient pas se déclarer solidaires des actes de Berne et de Bénévent? Décidément les ouvriers de Gand ne sont pas convenables! On ne nomme pas des délégués pour leur donner ensuite, et *par la fait*, de semblables démentis!

Le *Mirabeau*, organe des sections de la Fédération de la vallée de la Vesdre (Belgique), cherche justement dans un article à justifier l'emploi de la grève, en démontrant l'inutilité pour les ouvriers des règlements de l'Etat.

« L'ingénieur — dit ce journal — ne peut voir les travaux, parce que: 1° c'est le directeur de l'exploitation qui le conduit dans les travaux et il ne le conduit que dans les tailles où tout est en ordre; 2° la visite des ingénieurs ne se faisant jamais à l'improviste, les intéressés et leurs ayant-cause ont le temps de boucher les avenues qui conduisent aux travaux qui ne sont pas en ordre; 3° les porions prévenus et dispersés dans toute l'étendue des travaux, et sachant sur quel point l'ingénieur se trouve, empêchent le passage de l'air dans les galeries où il n'est pas, pour envoyer un plus fort courant dans celles qu'il visite. » — « Aucun ouvrier n'oserait signaler le danger à l'ingénieur parce que: 1° les ouvriers se disent, avec beaucoup de raison, qu'ingénieur et directeur s'entendent ensemble; 2° parce que si un ouvrier exigeait la visite des lieux et allait dans ce but parler à l'ingénieur, il a tout à craindre que le directeur ne sache que c'est lui qui a exigé l'enquête et ne le renvoie; si l'on ne dit pas que c'est pour ce motif, on en trouvera bien d'autres!

On annonce pour le mois de novembre, le début du procès des insurgés de Bénévent. Les prisonniers sont en bonne santé et sept, dit-on, ont déjà été mis en liberté à la suite d'une ordonnance de non lieu. Ceux qui comparaitront devant les tribunaux bourgeois donneront certainement une preuve de plus du courage et de la dignité des révolutionnaires socialistes. Pendant qu'en Italie le peuple véritable souffre et ne voit pas sans angoisses approcher un hiver qui lui promet plus de faim et de froid, les sociétés libérales s'amuse! un soir du mois passé, diverses associations démocratiques et de secours mutuels de Pise, accompagnaient à la gare la Société des volontaires de la liberté de Gènes. Musique, toast, vivats, rien ne manquait à la cérémonie. Toute cette joie bruyante ne fut pas du goût de la foule. « Du pain et du travail! Plus de fêtes! Vive le socialisme! » tels furent les cris poussés par quelques spectateurs et répétés par l'écho formidable du peuple tout entier. L'autorité devait naturellement intervenir; sinon immédiatement, du moins plus tard. C'est en effet ce qui eut lieu. On a intenté un procès à deux socialistes O. Falleri et A. Martini, qui devront par conséquent comparaître devant le tribunal sous la prévention de manifestation accompagnée de cris séditieux. Immédiatement 86 autres socialistes ont hautement revendiqué leur part de responsabilité dans cette affaire, mais le gouvernement voulant éviter la propagande que ferait un semblable procès, a refusé de prendre en considération la déclaration faite et ne veut voir que deux coupables.

En Angleterre le Congrès des Trades-unions est terminé.

C'était pitié que de voir s'agiter encore ce cadavre d'une association puissante, inutile aujourd'hui, mais qui à une époque a rendu de si grands services. Produit d'une période historique terminée, contemporaines du parlementarisme, les Trades-unions ont été une organisation révolutionnaire devant laquelle les patrons tremblaient! aujourd'hui on y discute parlementairement l'idée coopérative; on y prépare la fortune politique et peut-être civile de quelques chefs, parasites du grand cadavre. Un fait suffira pour éclairer nos lecteurs sur l'esprit qui règne maintenant. Au congrès, une proposition fut faite d'augmenter les pouvoirs du comité parlementaire; cette proposition a été repoussée; mais ses adversaires n'ont pas mis en avant les principes de l'autonomie, mais cet argument curieux: « les patrons pourraient se plaindre, que les ouvriers dans leurs revendications, fussent commandés par un pouvoir dictatorial! ». Assez sur ce sujet, on doit le respect aux grandes tombes.

Pendant ce temps, plusieurs grèves ont eu lieu. Quelques-unes ont échoué, après d'énormes dépenses. Dans le village de Ryhope Sunderland 700 familles de houilleurs ont été chassées de leurs maisons. On a vu d'abord ce spectacle navrant: les meubles empilés dans les jardins des maisons vides et fermées; des gens vivant sous des tentes grossièrement construites; de là, une foule de maladies. Le temps ensuite est devenu humide; alors, les tentes se sont enfoncées dans un pied de boue, les meubles sont devenus des débris, les couches pourries; les gens dorment sur les boîtes à côté de leurs anciens logements inhabités!

Quand les Trades-unions avaient leur raison d'être, un pareil état de choses eut vite pris fin. La pointe d'une arme eut cherché la poitrine de l'un des heureux qui font tant de misérables! on n'eut jamais pu découvrir le justicier; mais, sur le mort, on eut trouvé cet écrit: « par ordre des Trades-unions ». Mais on craint aujourd'hui de faire de la peine aux patrons! O peuple! quand donc ouvriras-tu les yeux, pour châtier de ta large main, ces hommes qui ne voient dans ton émancipation que leur émancipation propre?

Le citoyen Liebknecht déjà député ouvrier au Reichstag (parlement de l'empire d'Allemagne), a été élu dernièrement député de la Chambre saxonne. Le gouvernement conteste cette élection sous le prétexte que l'élu, n'étant pas citoyen saxon depuis trois ans, n'était pas éligible. Liebknecht s'appuie sur l'art. 3 de la constitution de l'Empire, constitution supérieure aux lois des petits états allemands, pour maintenir son éligibilité. Nous ne savons pas qui aura le dernier mot dans cette affaire, mais le gouvernement donna-t-il raison au député ouvrier, le seul fait de voir un socialiste en appeler aux lois impériales, lui fait perdre son procès devant l'opinion des travailleurs. Quoi qu'il en soit, le parti légal est triomphant de cette élection; pour nous, elle nous confirme dans l'appréciation que nous avons souvent portée sur le mouvement démocrate allemand. Il est de mode aujourd'hui de s'extasier devant le succès des frères d'Allemagne, et partout on cherche à les plagier. En faisant cela, on montre tout simplement des connaissances historiques imparfaites. L'Allemagne n'a pas eu encore sa période de centralisation jacobine. Son parti républicain radical n'est pas formé. Elle entre dans cette période et ce parti se forme. Ce qu'on appelle le parti démocrate-socialiste allemand n'est pas autre chose qu'une masse hétérogène contenant dans ses flancs le parti républicain mêlé au parti socialiste. Une scission certaine se produira entre ces deux groupes incompatibles. Le parti républicain se développera avec son chef Liebknecht et sa petite bourgeoisie, et le parti socialiste se concentrera de son côté. Liebknecht vient d'être élu en Saxe? Comment? En Saxe le cens électoral existe; c'est donc au vote, non des ouvriers, mais des petits bourgeois, qu'est dû le succès remporté. Que les lecteurs de l'*Avant-garde* soient attentifs à ce que nous venons de leur dire et ils verront notre opinion être de plus en plus corroborée par les faits.

Nous ne nous trompons pas. La Commission fédérale de la Fédération française de l'Association inter-

nationale des Travailliers s'est émue des hypocrisies et des mensonges de la presse libérale. Dans les journaux suisses rien n'a été publié qui puisse avoir causé l'**Erreur du Progrès de Lyon**. Seul, le **National suisse**, après les **feuilles françaises** s'est fait l'écho du prétendu démenti du citoyen Pindy. Une rectification très ferme a été envoyée par celui-ci et ce journal a eu la loyauté de l'insérer. Un second manifeste va être lancé et un exemplaire accompagné d'une lettre sera envoyé au **Progrès** et au **Petit lyonnais**. Nous sommes certains qu'ils ne reproduiront pas le manifeste; mais peut-être auront-ils la pudeur d'insérer la rectification. Nous verrons.

Nouvelle Calédonie. — *Ile des Pins.* — Nous extrayons d'une lettre de l'un de nos amis les passages suivants:

„Quant à la vie que je mène dans la déportation elle est fort pénible, ainsi que tu peux le penser. Nous avons compris, quelques camarades et moi, que l'instruction était le plus sûr moyen de tuer l'ennui et la mélancolie qui nous dévorent. C'est ainsi que nous sommes parvenus à supporter les longs jours de la captivité. Voilà, comment, pour ma part, j'ai pu conserver un moral excellent. Car, crois-le bien, je ne suis pas changé; au contraire, j'ai pour nos ennemis plus de haine que je n'en eus jamais. Je me souviens de l'assassinat de notre pauvre Théophile (Ferré) et je ne désespère pas de pouvoir un jour le venger!... Mais malheureusement ce moment n'est pas encore venu.

Je crois la république perdue, si toutefois on peut donner le nom de république au gouvernement septennal et Mac-Mahonien qui régit la France. Car, pour nous n'est-ce pas, nous ne reconnaissons à la vraie république qu'un drapeau: le drapeau rouge!... Et ces gens-là, sont loin, je crois, de l'arborer à l'hôtel-de-ville!

Nous marchons pieds nus, presque sans vêtements, sous un soleil tropical. On nous abreuve d'outrages de toutes sortes. Pour un rien, nous passons devant un conseil de guerre; et quel conseil!... Quant aux punitions disciplinaires, elles pleuvent comme grêle. Non seulement on nous met en prison, mais on nous attache par les pieds à un instrument de supplice qu'on nomme la barre. Oh! la barre! mon ami, quelle invention moderne!... comme le Progrès marche!

Je ne te parlerai pas des coups de feu tirés sur les déportés, car cela est arrivé plusieurs fois, et les surveillants n'ont pas été punis. Te dirai-je aussi qu'on a supprimé les vivres de quelques-uns d'entre-nous, et qu'on nous a menacés de nous rationner tous? Vois-tu d'ici la perspective! Trois mille hommes mourant de faim!... Mais cette menace n'a pas été mise à exécution. Pourtant, juge ce que nous devons penser!

En somme nous souffrons toutes les tortures physiques et morales que des bourreaux puissent imaginer. Voilà, mon ami, cet *Eldorado Calédonien*, cet *Eden* si vanté! Voilà les moyens qu'emploient, vis-à-vis de détenus politiques, ce gouvernement de l'*Ordre moral*... L'empire est surpassé“.

Pas de commentaires n'est-ce pas? on enfonce la colère dans son cœur, jusqu'au jour si désiré où on pourra l'en faire sortir!

France. — *Lyon.* — „Le Congrès ouvrier de Lyon doit s'ouvrir le 9 décembre, clôturer ses séances le 29 du même mois. Nous n'avons pas encore reçu le texte officiel du manifeste-programme, mais nous pouvons vous donner l'ordre du jour définitif, il comprend neuf questions: 1° Le travail des femmes. — 2° Les chambres syndicales et les associations. — 3° Les crises industrielles et le chômage. — 4° L'instruction, l'enseignement professionnel et l'apprentissage. — 5° La représentation directe du prolétariat au parlement. — 6° Caisses de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail. — 7° Travail agricole et rapport entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes. — 8° Vagabondage et mœurs dans les centres industriels. — 9° Conseils de prudhommes.

La tenue du Congrès ne sera-t-elle pas interdite par la police? on comprend que cela dépend des événements qui vont s'accomplir. Le *Journal du Loiret*, organe conservateur, donne cette interdiction comme un fait accompli.“

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la publication des résolutions soumises au vote au Congrès de Gand.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française
de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,
Six mois 4 „
Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

AVIS. — Chaque abonné est prié de se souvenir du chiffre écrit à la main sur le numéro qu'il reçoit. Ce chiffre ne paraîtra plus et s'il a à écrire à l'Administration il doit se contenter d'écrire ce chiffre au bas de sa lettre en guise de signature. Cette mesure, on le comprendra, peut avoir en France son utilité.

ADMINISTRATION.

Dans certains théâtres de province, pour préparer les spectateurs aux émotions du drame, on donne un vaudeville ou une comédie. Cela s'appelle, un lever de rideau. Nos cabotins de Versailles n'ont pas manqué de sacrifier à cette coutume, et avant de laisser entrer sur la scène politique les acteurs encore inconnus du drame révolutionnaire qui se prépare, ils ont teau à donner à l'Europe la comédie. L'Europe, curieuse, a regardé sauter sur nos planches les farceurs de la comédie-vaudeville, les ministères de la Mac-Mahonnade; elle s'est même tordu les côtes derrière le Jura, les Vosges, les Alpes et les Pyrénées; mais maintenant la comédie l'embête, et elle demande le drame à grands cris.

Elle était pourtant bien drôle, cette comédie des ministères! la gauche réclamait énergiquement son ministère „ventre-gauche“; la droite ne voulait pas lâcher son ministère „ventre-droit“; quelques conservateurs de l'espèce conciliatrice rabachaient encore la „conjonction des ventres“; ici les bonapartistes offraient au crampon de l'Elysée un ministère de „capitulation“, Ducrot, Vinoy et Comp.; là, on réclamait un ministère d'affaires, et pour rassurer les intérêts, à la veille du jour de l'an, aux approches de l'Exposition, on son-

geait au ministère des „mandats fictifs“ et des „virements de fonds“. Enfin il n'est pas jusqu'au *Moniteur universel* qui n'ait offert sa petite combinaison: le ministère Gambetta. Délicieux horizon, n'est il pas vrai? Après la république „aimable“, la république „louche“; après la république „louche“, la république „borgne“. A quand la république „aveugle“ et le ministère des Quinze-Vingt.

Heureusement la comédie touche à sa fin. On frappe les trois coups, la toile se lève, et le drame va commencer.

Résolue, la gauche commence. Par la proposition Grévy, elle passe par dessus les têtes insignifiantes des candidats officiels, et vise droit aux fonctionnaires, droit aux ministres, presque au maréchal. Aussi la réponse ne s'est-elle pas longtemps fait attendre! Non moins résolu, le maréchal a déclaré, qu'en présence des violences de la majorité il refusait la démission de ses ministres. La gauche pourra-t-elle les atteindre? elle a comme armes parlementaires, le vote de blâme, la mise en accusation, et comme ressource suprême, le refus du budget. Mais ces armes émoussées, elle se trouve sans force. Il reste au maréchal une deuxième dissolution. Nous sommes certains que le sénat ne la lui refusera pas; les velléités des sénateurs constitutionnels ne résisteront certainement pas aux influences de salons, et aux volontés expresses du glorieux soldat.

Or, nul ne le conteste, la gauche le déclare et la droite le reconnaît, une seconde dissolution est tout simplement un coup d'état. Il n'est pas absolument nécessaire, en effet, pour que la chose existe, que des régiments de ligne occupent brusquement l'enceinte législative et que, bayonnette ou canon, ils en chassent l'assemblée. Il suffit qu'on dissolve la chambre, pourvu que le lendemain, à défaut d'une ratification populaire de 7 000 000 de voix qu'il ne faut pas espérer, on parvienne, grâce à l'état de siège, par la suppression des feuilles républicaines, la prison préventive de quelques députés, à faire sortir des urnes à double fond une majorité factice. Tel est le plan de campagne. On ne compte pas, comme en Brumaire réaliser un coup d'état dans l'éblouissement d'une grande gloire militaire; on n'espère même pas comme en décembre réussir un coup d'état par la brutale franchise du sabre; on est prêt à se contenter d'un coup d'état sans grandeur, hypocrite, de quelque chose de louche, de légalement illégal, d'un escamotage de scrutin, d'un vol. Après Napoléon Bonaparte, Napoléon-le-petit; après Napoléon-le-petit (qui jamais eut cru qu'on put encore descendre?) une espèce de Robert-Houdin empanaché, président de la république!

Or en présence d'un coup d'état, la chambre n'a plus qu'une ressource, comme elle n'a plus qu'un devoir, faire appel aux forces vives du pays.

Dans ce cas, elle peut se souvenir de la loi Té-

veneue et faire des conseils généraux le centre de la résistance. Mais qu'elle choisisse cette tactique ou qu'elle compte sur l'insurrection des grands centres, elle va droit à la constitution de la Commune dans les grandes villes.

D'une part, en effet, le gouvernement ne siège plus dans la capitale; de l'autre, on a reconnu que la meilleure tactique dans la guerre des rues était d'arracher le soldat à l'action des grands courants de l'opinion publique, au premier symptôme donc d'insurrection, les troupes seront concentrées en dehors des villes, autour du gouvernement. Les grandes cités livrées à elles-mêmes, séparées les unes des autres par des corps d'armée, seront naturellement obligées de ne compter que sur elles, et de s'organiser en véritables communes, en collectivités séparées.

C'est ici que se place un grand enseignement.

Rapprochez ces deux dates, 1871 et 1877.

En 1871, des républicains étaient convaincus de la vanité des luttes parlementaires. Ils avaient des canons, des fusils; ils étaient nombreux et pleins de courage; ils résolurent de défendre la république par la force des armes. A Mac-Mahon, ils opposèrent les communes des grandes villes de France. Ils furent vaincus.

En 1877, — six ans plus tard seulement, — d'autres républicains, après avoir épuisé naïvement toutes les roueries du parlementarisme; se voient obligés de sortir de leurs théories impuissantes; et de défendre aussi la république par la force. Et de plus, ils vont être amenés, par la loi Tévèneue ou autrement, à opposer au même Mac-Mahon les communes des mêmes grandes villes.

Les républicains de 1871 s'appellent dans l'histoire des « Communards »; ceux de 1877, des « Versaillais ». Ceux-ci ont désarmé, jugé, fusillé, torturé, déporté, exilé ceux-là; que dis-je? ils les jugent, les fusillent, les déportent, les torturent encore! Et pourquoi? Pour avoir essayé en 1871, bien armés et dans d'excellentes conditions, de faire ce qu'eux les assassins vont tenter maintenant dans de mauvaises!

Oui, ce qui se passe est la réhabilitation de la Commune:

Que disions nous en 1871? Vous n'établirez pas la république par la légalité; il faut employer la force? — Est-ce vrai aujourd'hui?

Qu'ajoutions-nous à la même époque? Nous disions, cette force il faut l'organiser par la Commune?

Eh bien! demain on y sera forcé, qu'on le veuille ou non.

La Commission fédérale nous communique le texte de la lettre qui a été adressée par elle, avec un exemplaire du second manifeste que nous publions dans ce numéro, aux journaux, le *Petit lyonnais* et le *Progrès de Lyon*. On se souvient que ces deux prétendus organes populaires avaient annoncé, avec une impudence toute radicale, que le citoyen Pindy démentait l'authenticité du premier manifeste de l'Internationale? Voici cette lettre:

Monsieur le rédacteur,

Le *Progrès de Lyon* a affirmé que dans les feuilles suisses, j'avais désavoué le manifeste de la Fédération française de l'Association internationale des travailleurs, qui a paru signé de mon nom. C'est un mensonge que le *Petit lyonnais* a reproduit.

La Commission fédérale saisie par moi de ce double incident a décidé de vous envoyer le deuxième manifeste destiné à répondre à vos calomnieuses insinuations, et de l'accompagner d'une lettre signée de tous ses membres, pour que l'envie ne vous prenne pas de nouveau d'en nier l'authenticité.

Nous n'avons pas la naïveté de croire, Monsieur le rédacteur, que votre impartialité vous fera un devoir de publier ce manifeste, mais nous pensons qu'il vous en restera assez pour déclarer à vos lecteurs que le premier manifeste était bien authentique et que nulle part Pindy ne l'a désavoué.

Dans cette espérance, nous avons, Monsieur, l'honneur de vous saluer.

Les membres de la Commission de la Fédération française de l'Association internationale des travailleurs:

P. Jeallot, *ex-officier de la commune de Paris*; H. Ferré, *tapissier*; Dumartheray; Ch. Alerini, *ex-membre de la commune de Marseille*; Pindy, *secrétaire-correspondant, ex-membre de la commune de Paris*.

P. S. Si nous étalons ainsi nos anciens titres, ce n'est pas, croyez le bien, par vaine gloire, mais pour fermer la bouche à ceux qui seraient capables de nous faire passer pour des bonapartistes.

Au moment où nous publions ces lignes, nos amis de Lyon n'ont encore vu paraître aucune satisfaction, et la Commission fédérale n'a rien reçu; nous sommes donc autorisés à conclure que décidément l'*erreur* du *Progrès de Lyon* était un mensonge, et que ce mensonge on le perpétue aujourd'hui volontairement. Les ouvriers lyonnais jugeron la moralité d'une tactique, qui consiste à profiter de la situation politique qui nous met un baillon sur la bouche, pour augmenter encore, quand nous parvenons à nous faire entendre, par des mensonges publiés à plusieurs mille, l'épaisseur de ce baillon. Quant aux politiciens « de la politique des résultats » qui suivent une semblable ligne de conduite, qui mentent aujourd'hui en attendant qu'ils nous fassent fusiller demain, nous les avertissons que si le chemin qu'ils prennent conduit souvent à la chambre, il conduit quelquefois aussi à la muraille de Chaudey.

Si les journaux radicaux de Lyon sont muets, les feuilles réactionnaires ne le sont pas. Il semble que c'est une joie pour elles d'insérer les documents de l'Internationale qui tombent dans leurs mains. Quelques ouvriers lyonnais ont adressé par la poste des exemplaires du second manifeste au *Salut public* et à la *Décentralisation* et ces feuilles soumises ont publié ce document avec des appréciations assez raides, ma foi, pour les pontifes de la radicalité lyonnaise. Elle se plaignent cependant de quelques apostilles aussi énergiques que méritées, inscrites par les expéditeurs au verso de la feuille. Dame! vous savez dans notre parti on a son parler franc! on appelle un chat, un chat; le *Salut public* un « cochon » et le journal la *Décentralisation* un « jésuite ».

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

2^{me} Manifeste de la Fédération Française.

Les mensonges, les attaques, les calomnies, qui dans la presse bourgeoise ont accueilli le premier Manifeste de la Fédération Française, l'obligent à vous en adresser un second; car, certaines manœuvres plus habiles que loyales doivent être dévoilées.

Pendant la période que nous traversons, et dont les élections du 14 octobre ne sont qu'un épisode d'une importance toute relative, il y a en jeu de graves intérêts, ces intérêts étant ceux de la république. De là, un droit et un devoir: le devoir et le droit pour tout parti constitué, pour tout groupe de citoyens, pour tout homme, ayant une idée, un principe, une attitude, d'émettre cette idée, de proclamer ce principe, de conseiller cette attitude. A la date du 14 octobre, à la veille des élections, ce droit appartenait, ce devoir s'imposait à tous: à ceux qui ont couru au vote, à ceux qui par principes, se sont abstenus, à ceux que l'exil a empêché d'approcher des urnes; entre autres donc, aux radicaux-socialistes, aux pros crits de la Commune, aux sections de l'Internationale. Toutes les idées agitées, tous les principes proclamés, toutes les tactiques débattues, chacun restait libre de choisir sa ligne de conduite en toute connaissance de cause.

On a usé de ce droit, et, malgré ses dangers, on a rempli ce devoir. Des documents socialistes ont paru; ils ont été publiés, distribués, affichés, répandus. D'abord, un groupe radical-socialiste a donné son programme; „quelques absents“ ont ensuite envoyé „leur opinion sur les élections du 14 octobre“; enfin, la Fédération Française de l'Association Internationale des Travailleurs a lancé son manifeste. Le socialisme, — „qui n'existe plus en France,“ — prenait la parole à son tour.

membres de la Montagne pour soulever le peuple? Qu'on lise ceci, page 217 : « A la barricade Saint-Antoine, il y avait parmi eux (les représentants) des ouvriers, mais pas de blouses. Afin de ne point effaroucher la bourgeoisie, on avait recommandé aux ouvriers, notamment chez Derosne et Cail, DE VENIR EN HABIT. » — Les ouvriers EN HABIT, vous avez bien lu! En vérité, cette révélation nous abasourdit et nous enlève toute illusion. Comment, vous ne savez donc pas que le prolétariat a une rivale qui lui dispute l'existence : la bourgeoisie, une ennemie qui profite de toutes les occasions pour le décimer : la bourgeoisie; et vous lui proposez naïvement d'aller se faire tuer pour sa rivale irréconciliable, son ennemie implacable, — en prenant bien garde de l'effaroucher! Est-ce naïveté ou insanité?

Ailleurs l'auteur nous apprend que le peuple ne se soulevant décidément pas, quelques représentants songèrent à rendre un décret abolissant les octrois, et que cette proposition rencontra de nombreuses objections parmi les députés *républicains*. Mais, comme c'était le moment où jamais de flatter le peuple le décret fut rendu, mais non affiché — toujours de crainte d'effaroucher la bourgeoisie! Est-ce insanité ou lacheté? Drôles de révolutionnaires, tout de même.

La vérité est, on ne saurait trop la montrer, qu'en laissant écraser les ouvriers en 1848, on permettait au premier général venu de disperser les députés bourgeois en 1851, comme en laissant écraser la commune en 1871 on s'est mis à la merci du premier soudard, qui aujourd'hui n'a même pas besoin de recourir à la force pour chasser les députés.

Voilà ce que M. Victor Hugo aurait dit s'il avait eu assez d'esprit politique. Mais tous nos hommes d'Etat républicains sont les mêmes : quelques uns ont du cœur, mais d'intelligence point; la plupart n'ont rien du tout. Je me trompe ils ont du ventre. Quand à nous personnellement nous comprenons la politique de dévouement mise en pratique par quelques hommes sincères. Au deux décembre nous aurions pris les armes comme nous les prendrions aujourd'hui en cas de Coup d'Etat. Mais nous n'agirions que comme individus, sachant bien que nous ne serions pas suivis par les masses décimées et découragées; nous ne songerions pas à reprocher leur inaction à celles-ci, parce que nous saurions que si elles *doivent* se battre, elles ne le *peuvent* pas. Nous comprendrions les révolutionnaires qui s'abstiendraient. Prendre les armes dans un mouvement provoqué par la bourgeoisie c'est un dévouement facultatif, prendre part à une insurrection tentée par le peuple c'est un devoir.

C'est pour avoir méconnu ce devoir en juin 1848 que les représentants n'ont pu faire respecter le droit en 1851.

France — Paris. — La situation actuelle de la France est sans exemple dans l'histoire. Jamais un gouvernement monarchique, voir même l'empire, ne s'est affirmé d'une façon aussi cynique que le gouvernement de cet inepte capitulaire qui a nom Mac-Mahon. Les élections du 14 octobre ont signifié un premier congé, les élections des conseils généraux lui en ont signifié un second et, cependant, il reste. Que va-t-il sortir de cette crise? Que vont faire les représentants? A vous parler franchement, ici, on n'ose guère y penser de crainte d'éprouver de désillusions par trop grandes.

Si nos parlementaires à outrance étaient susceptibles de s'amender, s'ils n'étaient pas bourgeois, c'est-à-dire intéressés à rester *dirigeants*, il est probable que la leçon qu'ils reçoivent les corrigerait. Mais, il ne faut guère compter là-dessus, car *républicains* (?) et *réactionnaires*, s'ils sont divisés sur des questions de gouvernement, sont unis sur un terrain commun : la peur et la haine des réformes sociales, la peur de la Révolution.

Il est fort difficile de saisir une idée nette et un plan de campagne déterminé dans l'*imbroglio* qui règne depuis la réunion des Chambres. Il ne se passe pas de moments sans que les combinaisons les plus étranges ne naissent et ne meurent aussitôt. — Tantôt c'est l'idée de résistance qui domine dans les journaux officieux, tantôt c'est l'idée de conciliation. Pour nous révolutionnaires socialistes nous ne nous émouvons guère de cette petite guerre parlementaire, de toutes ces intrigues plus misérables et plus mesquines les unes que les autres.

Nous avons vu tous les parties à l'œuvre, tous sans exception, sont nos ennemis, tous se coaliseraient contre nous le jour où nous voudrions réclamer des réformes, le jour où nous voudrions propager nos idées, le jour où nous voudrions dire qu'il

faut que le vieux monde d'injustices, d'inégalités, d'infâmies, de misères disparaisse pour faire place à un monde où par la Révolution la justice deviendrait, la sanction du droit. Aussi assistons-nous, spectateurs froids, à la campagne parlementaire qui vient de commencer et que Gambetta plus bourgeois que jamais commande en chef avec Grévy pour aide de camp.

Au moment où je vous écris, la situation se tend, un nouveau ministère doit paraître à l'officiel : „ Pouyer-Quertier, Daru, Delsol, on parle même de Buffet. “ Des bruits étranges circulent, les entrevues du Maréchal avec Canrobert, Ducrot et autres culottes de peau deviennent de plus en plus fréquentes. Le vent est au coup d'Etat.

Pour notre compte nous souhaitons presque que telle soit la solution de la crise, un mouvement de résistance triomphant pourrait tomber entre les mains des révolutionnaires et alors la face des choses pourrait changer beaucoup. C'est la seule raison qui nous fait nous intéresser à la lutte actuelle, quoiqu'il soit assez difficile de concevoir une résistance armée à Paris, Lyon, Marseille. Dans une prochaine lettre je vous tiendrai au courant des événements en vous donnant à ce sujet la note de l'opinion publique à Paris qu'en Province.

En attendant travaillons avec courage et persévérance à propager nos idées, à faire des prosélytes convaincus et énergiques, car c'est la seule façon de préparer et de conduire à bonne fin la Révolution sociale.

Marseille. — „ Nous approuvons votre manifeste sur tous les points. Il faut réellement être un imbécile pour rejeter et dénigrer l'Internationale ouvrière. Je comprend qu'un millionnaire nous combatte : cela va de soi ; il défend son privilège. Mais, un misérable meurt-de-faim ! je ne puis l'admettre ! Mais, que voulez-vous ? il y a d'un côté des hommes que l'ambition aveugle, de l'autre, la grande masse des ignorants. Les premiers croient s'élever en se mettant à la remorque de nos bourgeois, pourris et gangrenés en politique comme en morale ; ils ne comprennent pas qu'en faisant ainsi la suite de ces caméléons, ils deviennent les soutiens des monopoles et des privilèges qui les grugent. Quant à la masse ignorante, la bourgeoisie l'endort par de belles paroles, comme elle fait du reste depuis fort longtemps. Nous ne la démolirons, cette race maudite, que par la révolution à main armée. Tout victorieux que nous pourrions être, si nous n'abattions pas toutes les forteresses que la pièce de cent sous a créée, le chancere rongeur nous envahirait de nouveau, et l'indépendance du peuple serait de nouveau retardée pour un grand nombre d'années.

Celui qui croit à l'efficacité du principe des associations, soit en commandite, soit d'après les idées phalanstériennes, se berce d'illusions, car jamais ces sociétés ne pourront lutter contre les commandites bourgeoises. Cela pour deux raisons : la première c'est qu'on n'aura pas les capitaux suffisants, la seconde c'est que les hautes banques n'accorderont jamais leur confiance. . . Les associations ne pourront s'établir et prospérer que le jour où nous aurons aboli tous les privilèges et monopoles soutenus par les gouvernements présents et passés.

Béziers. — „ Où veulent nous conduire ces politiques de toutes nuances, tous nos ennemis, car ils combattent et combattent toujours les revendications du prolétaire ? Ce que nous croyons, entrevoir, c'est que la coupe ne tardera pas à déborder ; les points noirs percent à l'horizon déjà assez sombre. Si la foudre gronde, notre groupe est restreint, mais il fera quand même son devoir, suivi, il l'espère ! par les socialistes d'instinct qui abondent ici, furieux déjà de la crise qui — disent-ils — vient du capital qui toujours cherche à nous écraser et essaye de nous dompter en nous faisant crever de faim. Nous ferons nos efforts pour empêcher la bourgeoisie de s'installer à la place d'un pouvoir abattu par le dévouement des prolétaires, et au prix de leur sang répandu. Au lieu de dire : „ Vive tel ou tel ! “ nous crierons : „ Vive la Commune ! “ et „ vive la république fédérale ! “

Lyon. — „ Les craintes de coup d'Etat s'accroissent et paraissent fondées. En tous cas, il convient aux socialistes de se tenir prêt à profiter des circonstances. Quand à la chambre nouvelle, elle s'aplatira ou sera chassée, comme le dit si justement notre manifeste. Qu'avons-nous d'ailleurs à attendre de tous ces républicains bourgeois ? Vous connaissez leur lacheté ; ils ne retrouvent leur énergie que le jour où il s'agit de mitrailler le peuple. Si la classe ouvrière ne les avait pas élevé aux honneurs nous n'en serions pas où nous en sommes. Ce qu'il y a de plus déplorable c'est qu'il existe encore beaucoup d'ouvriers qui sont entichés de ces sauteurs et qui croient à leur amour du peuple ! C'est à ramener ces derniers, à leur ouvrir les yeux, que doivent être consacrés tous nos efforts. Nous nous y employons de notre mieux. Nous croyons d'ailleurs que ce qui se prépare à Versailles contribuera à détacher des républicains bourgeois la majorité de leurs électeurs des villes. “

(Autre corresp.) — „ La commission d'organisation du Congrès ouvrier de Lyon s'agit pour remplir son mandat. Afin de faire face aux frais prévus et communiquer au peuple ses décisions, elle voulait convoquer une réunion publique. L'autorisation nécessaire lui a été refusée par l'administration. Elle prie les journaux démocratiques d'ouvrir une souscription.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . .	2 francs,
Six mois . . .	4 „
Un an . . .	8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Il est naturellement impossible que le Maréchal et l'Assemblée restent ainsi en présence : qu'ils continuent à se regarder, — non pas comme deux chiens de faience, — mais comme deux chiens qui brûlent d'en venir aux dents. Depuis assez longtemps déjà des crocs peu rassurants dépassent la moustache présidentielle et il nous semble que la chambre a suffisamment aboyé, quoique elle eut pu cependant aboyer davantage. D'une part, l'on ne s'est pas „soumis“ et l'on ne paraît pas disposé à se „démettre“ ; de l'autre on ne s'est pas „aplatie“ d'une manière absolue et l'on sera probablement „chassée“. Soit ! mais qu'on en finisse !

Peut-être au moment où on lira ces lignes, la Chambre sera dissoute, la France en état de siège, les journaux supprimés, les principaux républicains arrêtés ? Nous vivons dans un temps où quand un article sort de la rédaction, tout frais pondu, il court le risque lorsqu'il arrive à l'imprimerie de paraître vieux de plusieurs semaines. Mais que la dissolution soit votée de nouveau ou sur le point de l'être, que nous parlions pour aujourd'hui ou pour demain, envisageons la situation que nous, créerait ce coup d'Etat à peine déguisé.

Si, comme elles l'ont annoncé, les Gauches regardent cette seconde dissolution comme illégale ; si elles ne veulent pas qu'on leur vole 50 sièges de plus ; si elles tiennent à rester majorité ; il faut qu'elles se préparent résolument à opposer la force à la force. Le feront-elles ? Nous le croyons, rien n'étant dangereux comme des poltrons poussés dans leurs derniers retranchements. Elles le peuvent d'ailleurs, sans trop courir risque de barricade ; sans sortir même de cette ornière légale qui leur sied à ravir. Qu'elles tirent seulement de leur poudreux arsenal, une loi présentée et votée en vue des insurrections populaires, cette loi

Tréveneuc qui date du 23 février 1872, et dont voici les principaux dispositifs :

I. Si l'assemblée nationale ou celles qui lui succéderont, viennent à être *illégalement dissoutes* ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef de lieu de chaque département

III. Une assemblée composée de deux délégués élus par chaque conseil général *en comité secret*, se réunit dans le lieu où se sont rendus les membres du gouvernement légal et les députés qui auront pu se soustraire à la violence.

VI. Les décisions de l'assemblée des délégués doivent être exécutées, à peine de *forfaiture*, par tous les fonctionnaires, agents de l'autorité et commandants de la force publique. . .

Nous admirons sans réserves ces conspirateurs en Chambre qui font élire les membres d'un pouvoir révolutionnaire dans un *Comité secret* où siègent des collègues réactionnaires et conservateurs ! — Il nous semble d'ailleurs inutile de faire observer que des mesures toute simples seront prises pour empêcher de s'envoler le plus grand nombre possible de ces délégués, de députés et sénateurs de gauche ? — Mais enfin il est incontestable qu'il peut s'échapper assez de membres de ces trois catégories d'assemblées délibérantes pour que les trois tronçons qui en résulteront puissent se souder à Paris, ou plus probablement à Lyon, en Assemblée nationale unique. Et si le plus grand nombre d'officiers et de généraux qui se moquent de la *forfaiture* comme du dernier bouton de la dernière guêtre de leur ordonnance, vont entourer le crampon à Versailles, il est probable que quelques sabres du temps de la „Défense“ alléchés par Gambetta, iront mettre à Lyon au service de la loi outragée . . le courage de leurs soldats. Nous aurons ainsi deux Etats face à face ; un à Lyon, un à Versailles ; et la France des révolutions populaires et du droit entrera dans sa phase bourgeoise espagnole, des *Pronunciamentos*.

Socialistes-révolutionnaires, quelle doit être notre attitude entre ces deux Etats, dans ce gachis ? — Rester anarchistes.

Dans des proclamations pompeuses nous serons invités par l'Etat républicain à entrer individuellement, à nous engager dans les régiments de la République. — Dans des proclamations non moins pompeuses de l'Etat militaire, nous serons invités . . à rester tranquilles.

Si nous allons à gauche, le lendemain de la victoire, — si victoire il y a, — nous serons renvoyés dans nos foyers avec de magnifiques états de service, remerciés, caressés, flattés, prônés, écloppés, *surtout désarmés*, avec quelque „médaille de Juillet“ dans la poche. Le surlendemain nous aurons le plaisir de voir grimper Mr. Dufaure sur le fauteuil d'où nous aurons fait dégringoler M. de Mac-Mahon, et si nous parlons d'avoir conquis une liberté quelconque, on nous mettra sur la bouche cette muselière que le peuple a toujours portée, Dufaure étant ministre. Après avoir été indignés de voir un Maréchal frotter ses bottes avec

notre „souveraineté nationale“ nous serons révoltés en apercevant nos députés en essuyer leurs pupitres. En un mot, nous n'aurons fait que changer de tyran. Que faire alors ?

Aller à droite ? s'abstenir ?

Certes, non. Combattre. Mais profiter des circonstances pour ressaisir en bloc, tous nos droits et toutes nos libertés : nos libertés individuelles et nos libertés communales. Laisser un Etat à droite, l'autre à gauche. Nous soulever dans nos villes ; nous organiser dans les grandes et les petites communes ; réclamer des armes, nous faire donner des canons, choisir notre drapeau, et ensuite, au lieu d'être entrés individuellement dans les régiments Gambettistes, aller, armée de Paris, armée de Marseille, armée de Lyon, etc., au secours de la République.

Si nous faisons cela, le lendemain de la victoire, nous ne serons pas désarmés, mais debout encore et en armes. Si quelqu'un ose toucher à notre souveraineté, Président, Assemblée, ou Sénat, notre souveraineté saura se faire obéir, parce qu'elle ne se pliera plus en quatre pour passer au trou des urnes, et qu'elle pourra se rouler en cartouche pour ressortir par le canon de nos fusils.

Une fois en „Communes“ nous nous organiserons comme nous l'entendrons.

Ainsi donc l'attitude des socialistes révolutionnaires est logique ! *Insurrection ?* Oui. Mais, sous cette forme :

La Commune.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

FÉDÉRATION FRANÇAISE.

Rapport adressé par la commission fédérale au Congrès ouvrier de Lyon (1878)

Citoyens,

La Commission organisatrice du Congrès de Lyon a fait appel dans l'une de ses circulaires à tous les groupes ouvriers constitués en France. De plus, reprenant pour son usage, une phrase contenue dans le manifeste de la commission d'initiative pour le congrès de Paris (1876), elle a engagé toutes les solutions à se produire. Elle semble donc désirer que le plus grand nombre possible de travailleurs soient représentés, et que ceux qui pour une raison ou pour une autre ne pourront pas l'être fassent parvenir au Congrès leur façon d'envisager et de résoudre les différentes questions portées à l'ordre du jour.

Mise hors le droit commun, par la loi Dufaure, la branche française de l'Association Internationale des Travailleurs ne peut envoyer aucun délégué siéger au milieu de vous. Elle se contente donc de vous adresser dans un rapport succinct son opinion motivée. A vous le soin de le porter à la connaissance des délégués de la façon la plus compatible avec le soin de votre sécurité.

Les questions, citoyens, que vous allez discuter sont pour nous fort anciennes, et, depuis 1864 nous pouvons dire qu'elles ont été non seulement étudiées plusieurs fois dans nos sections, mais aussi qu'elles ont été agitées dans les Congrès généraux de l'Association.

Nous n'avons pas pour cela la prétention de vous donner nos solutions comme infaillibles. Loin de là ! Mais nous estimons que les arguments qui nous ont été fournis par de longues années d'étude, qui proviennent un peu du prolétariat de tous les pays méritent d'être pris par vous en sérieuse considération.

Nous regrettons seulement l'obligation dans laquelle nous sommes de les résumer trop brièvement.

Première question. — Le travail des femmes. — Lorsque cette question parut à l'ordre du jour du Congrès de Lausanne en 1867, nous nous souvenons que les internationaux se divisèrent en deux groupes nettement séparés. Les uns voulaient arracher la femme au travail de l'atelier, de la fabrique, pour la placer au foyer, dans les occupations du ménage, où — prétendaient-ils — se trouve sa place naturelle. D'autres,

convaincus que le travail seul est la condition de l'indépendance de l'être humain, reconnaissaient à la femme comme à l'homme le droit au travail, et cherchaient seulement les moyens de faire disparaître l'exploitation dont elle est la victime dans le monde économique à un degré encore plus élevé que le travailleur.

La même divergence de vues existe encore actuellement.

Les adversaires du travail de la femme mettent en avant sa faiblesse physique, le chômage qui résulte pour elle des nécessités de la maternité, la dégradation physique et morale de l'ouvrière des fabriques. Ils montrent de plus l'abandon dans lequel reste le ménage de l'ouvrier par suite du travail industriel de la femme et font enfin ressortir l'avilissement du salaire qui résulte de la concurrence que fait au travail de l'homme celui de la femme.

Les partisans du travail des femmes tiennent haut et ferme le drapeau de la liberté. A ces raisons qu'on vient de lire, ils répondent : qu'il est une foule de professions qui réclament encore plus de dextérité que de force physique, et que l'emploi toujours plus fréquent des grandes machines rend moins indispensable de jour en jour un grand effort musculaire ; qu'en ce qui concerne la concurrence, le cas de la femme est le même que celui de l'enfant, de tout travailleur moins adroit, moins ouvrier ou plus faible, et qu'il faut s'en prendre non pas au travail de la femme qui est l'effet, mais à la cause même du mal, c'est-à-dire à la concurrence, à l'anarchie économique. Les inconvénients qui résultent de la nature anatomique, physiologique, et pathologique de la femme ne les arrêtent pas longtemps. Le chômage qui résulte des fonctions maternelles de la femme, est à leurs yeux un chômage subi dans l'intérêt public. De même qu'ils reconnaissent le droit à la vie pour l'homme qui fabrique un produit utile, ils déclarent que celle qui fait plus que le produit, puisqu'elle fait le producteur, doit être pendant sa grossesse et la durée de ses couches à la charge de la collectivité.

Attaquant à leur tour les arguments de ceux qui veulent confiner la femme dans les occupations du ménage, ils les accusent d'attentat contre la liberté.

La femme enchaînée aux travaux du ménage est — disent-ils — l'esclave de l'homme. Le foyer devient alors un atelier véritable, dont la spécialité de production est la couture, le repassage, la préparation des aliments, . . etc. La femme y travaille au prix de son seul entretien, et le mari sous le prétexte que c'est lui qui apporte tout l'argent qui y rentre, se croise les bras et n'y fait rien. La femme est en quelque sorte le prolétaire de ce petit monde économique ; l'homme en est le patron, le capitaliste. A l'homme de commander, à la femme la nécessité d'obéir. Si au contraire l'avoir du foyer se compose du salaire du mari et de celui de la femme, il y a égalité de moyens, partant égalité d'indépendance, association là où il y avait hiérarchie.

Ils accusent ensuite les adversaires du travail des femmes, de ne point apercevoir l'évolution économique qui transforme, à travers l'histoire, ce qui sous le nom de ménage est la production du foyer.

Jadis — rappellent-ils — tous les travaux se faisaient à la maison, par des esclaves ou autrement. C'était le cas dans la famille romaine. Mais peu à peu, les différentes occupations dont l'ensemble formait le ménage sont sorties et sortent du foyer pour se constituer à l'extérieur, d'abord comme simple métier, ensuite comme grande industrie. Il y a déjà longtemps qu'on ne tisse plus, qu'on ne fabrique plus les habits au foyer ! Les ménages où l'on pétrit et où l'on cuit le pain sont devenus assez rares et chaque jour nous voyons le blanchissage, le repassage, la couture, même l'éducation, échapper au cercle de la famille. La vérité économique est donc que de jour en jour le ménage s'évanouit dans l'industrie. Que fera la femme au foyer, quand il n'y restera plus rien de ses travaux actuels ? Sera-t-elle condamnée, esclave ou déesse paresseuse, à s'y croiser les bras devant une besogne absente ?

Reste pour les partisans du travail de la femme, la question d'améliorer sa situation à l'atelier et dans la fabrique. Mais pour eux, cette question rentre dans celle-ci plus générale, dont elle est un corollaire, l'émancipation du travailleur, de l'être humain.

Deuxième question. — Les chambres syndicales et les associations. — Toutes les personnes qui s'intéressent aux questions ouvrières sont généralement d'accord sur l'utilité de l'organisation, sous forme de chambres syndicales ou d'associations ouvrières. On peut discuter les détails d'organisation et leur application aux différentes professions, comme aussi au mode d'activité qu'on veut employer. Il reste en délibération un point d'une grande importance, c'est la délimitation du champ d'action qu'on se propose d'assigner aux associations et chambres syndicales.

Les organisations ouvrières doivent-elles se proposer simplement comme but une action de résistance au patronat, ou doivent-elles étendre leur action à l'amélioration du sort des ouvriers, ou encore se placeront-elles sur le terrain d'une transformation complète des conditions sociales existantes ?

Sur ces différentes questions, les opinions des ouvriers sont

considérablement partagées et il nous paraît pas inutile d'affirmer notre opinion à cet égard.

Nous ne voulons en aucune façon méconnaître l'importance d'une action de résistance ayant pour but de maintenir les conquêtes obtenues en faveur des ouvriers; nous nous réjouissons d'une action d'amélioration donnant aux ouvriers une augmentation de salaires, une réduction d'heures de travail, des garanties hygiéniques... etc., etc., [mais là ne se bornent pas nos aspirations et notre action.

Nous constatons que tous les anneaux de la chaîne de cette forme d'esclavage qui, sous le nom de salariat, étreint les classes ouvrières, sont étroitement unis et qu'une fois une amélioration de détail obtenue, les conséquences en sont bientôt annulées par les effets de l'ensemble de l'exploitation bourgeoise. Beaucoup d'ouvriers se flattent d'être très-pratiques en se refusant à examiner le problème social sous cette face, parce que — disent-ils — pour gagner les masses, il ne faut effrayer personne. Et pendant des années, on tourne dans le même cercle vicieux, perdant le lendemain le fruit des conquêtes de la veille, tandis que si l'ensemble des organisations ouvrières prenait le mal par la racine, elles pourraient en provoquant par leur initiative une transformation complète, préparer l'émancipation des masses populaires de toute exploitation.

Cette solution du problème, par la révolution sociale, s'imposera de plus en plus, non seulement par sentiment aux cœurs chauds, par raisonnement judicieux aux intelligences droites, mais par les faits eux-mêmes, et il ne nous reste qu'à convier les associations ouvrières de notre pays, à ne pas s'attarder dans des tentatives de réformes n'ayant d'une réforme que l'apparence, mais à marcher résolument, secrètement s'il le faut, dans les voies fécondes indiquées par le socialisme révolutionnaire international.

Troisième question. — *Les crises industrielles et le chômage.* — Allons droit au fond des choses. Les crises industrielles, les chômages ont leur cause dans l'organisation économique et politique actuelle.

Le système de production capitaliste inauguré et développé par la bourgeoisie a eu pour conséquence de concentrer entre les mains d'une minorité qui se réduit toujours, l'appropriation exclusive du capital social. C'est par suite d'une lutte implacable entre tous les intérêts, où les plus puissants dévorent les petits, que s'opère ce travail de concentration. Cette *libre concurrence* produit chez les hommes un tel déchaînement de passions égoïstes et ambitieuses, qu'il n'existe plus aujourd'hui aucune règle morale dans l'appropriation des richesses. „Enrichis-toi par n'importe quels moyens“, telle est la morale bourgeoise.

La bourgeoisie créa des valeurs fictives, inventa les jeux de bourse, se lança éperdument dans les spéculations de toutes sortes; elle fonda ces immenses compagnies financières qui accaparent non seulement le capital industriel, mais aussi les voies de circulation, et qui commencent à envahir l'agriculture; qui dominent la banque, le commerce, et même les gouvernements; qui produisent à volonté la hausse ou la baisse pour assurer la réussite de leurs spéculations; qui, par la dépréciation inattendue du papier-monnaie et la retraite du capital-argent, sont causes de ces crises financières qui entraînent d'immenses faillites, arrêtent le commerce et l'industrie, augmentent la misère du grand nombre et la richesse de quelques habiles spéculateurs.

Cette domination absorbante du capital sur la production a eu pour conséquence inévitable un manque absolu d'équilibre entre la production et la consommation. Les entrepreneurs d'industrie n'ont pas pour but de satisfaire les besoins de consommation, mais de produire des articles de commerce qu'ils lancent sur le marché général et qu'ils cherchent à vendre le plus avantageusement possible. Ce mode de production et d'échange des produits aboutit à surmener la production, à déprécier les produits, à surcharger le marché général de produits non utilisables ou non consommables, et, après des époques de surcroît de travail dans certaines industries, à créer des arrêts subits qui n'ont pas d'autres causes que la surabondance des produits qui ont inondé le marché.

Le système de concentration des capitaux a eu pour corollaire politique la constitution des Etats centralisés. Cette centralisation politique se manifeste (les noms n'y font plus rien, peu importe que ce soit la monarchie impériale ou royale, la république radicale ou conservatrice) par le développement des grands empires militaires. L'organisation militaire qui résulte de cette situation absorbe une partie considérable des fruits de la production et est ainsi une cause d'appauvrissement; elle est ensuite une menace permanente, entre les mains des chefs d'Etat et de leurs complices, de répression sanglante des aspirations populaires. Chaque Etat étant menacé par la puissance de l'Etat voisin, tous se considèrent comme des ennemis; de là, un antagonisme politique général. Les conséquences économiques de cet antagonisme se manifestent lorsqu'un Etat, rompant la paix convenue avec ses voisins, entreprend une guerre quelconque. Le monde de la finance, les entrepreneurs d'industrie, le commerce se sentent frappés dans leurs intérêts; la crainte

de perdre arrête les affaires; le travail chôme; la misère pénètre dans le foyer des ouvriers et des paysans; ces conséquences sont plus ou moins accentuées selon les chances de victoire ou de défaite.

Est-ce l'ouvrier qui est responsable de cette situation? qui donc inspire les actes de la diplomatie? qui dirige les gouvernements? qui remplit les fonctions publiques? qui occupe les grades dans l'armée? C'est le monde capitaliste, le monde des aventuriers économiques, politiques et militaires, c'est la bourgeoisie. C'est elle qui a poussé à la formation des grands Etats, c'est elle qui développe la dictature militaire, et pourquoi? Pour créer une puissance qui sauvegarde ses intérêts de classe contre le développement du socialisme. C'est là le fond de toute la politique actuelle.

Alors que nous connaissons les causes fondamentales des crises, des chômages, quel doit être notre but? — La suppression de ces causes fondamentales par la transformation radicale des rapports sociaux. Ne nous arrêtons pas à des considérations secondaires, sous le prétexte d'être *pratiques*. Le monde bourgeois sait où tend le mouvement ouvrier, et c'est pourquoi il se montre impitoyable dans sa réaction. Elevons-nous à la hauteur de la situation et affirmons nettement la nécessité de l'appropriation collective des instruments de travail et d'une action révolutionnaire-socialiste.

Quatrième question. — *L'instruction, l'enseignement professionnel et l'apprentissage.* — Il y a longtemps qu'on se plaint que l'apprentissage n'est plus ce qu'il était autrefois: l'ouvrier, au lieu de pouvoir apprendre à fond un métier, est de plus en plus transformé en une simple machine, n'accomplissant qu'une fraction minime du travail nécessaire à la confection du produit collectif. C'est là une conséquence naturelle de la division du travail sans laquelle l'industrie moderne ne saurait vivre; les sociétés ouvrières chercheraient en vain à opposer une barrière à ce courant, et à restaurer l'ancien état de choses. Un seul remède peut être et sera un jour apporté aux inconvénients qu'amène la division du travail: dans une société égalitaire et libre, le travailleur aura des loisirs; il pourra, après avoir donné à la fonction sociale du travail productif le temps que la collectivité a le droit d'exiger de lui, cultiver son esprit, s'instruire, et redevenir un homme au lieu de n'être qu'un rouage inconscient.

Les efforts tentés aujourd'hui en faveur de l'enseignement professionnel sont certainement dignes d'éloges; mais malgré tout le dévouement qu'on pourra y mettre, il ne sera pas possible de généraliser cet enseignement, aussi longtemps que le salariat subsistera. Que les sociétés ouvrières ne se fassent pas d'illusions; qu'elles ne s'attardent pas à essayer de l'application de palliatifs impuissants; et qu'elles se rendent bien compte de cette vérité, qu'aucune amélioration sérieuse ne peut être apportée à la condition sociale de la classe ouvrière, même dans le domaine de l'instruction, sans une transformation préalable de la société, qui fasse passer les instruments de travail aux mains des travailleurs.

Mais, disent certains républicains, il existe un moyen d'instruire le peuple sans bouleverser l'ordre social actuel: il faut établir l'instruction gratuite et obligatoire donnée par l'Etat. — Nous nous bornerons à trois remarques pour faire sentir toute l'inanité de ce prétendu remède à l'ignorance, prôné par les radicaux bourgeois. D'abord, l'éducation que l'Etat fait donner à la jeunesse n'est pas celle que nous socialistes devons souhaiter; on aura beau décréter que cette instruction sera laïque, elle n'en restera pas moins, en fait, soumise à l'influence du clergé et pénétrée des idées religieuses (voyez la Suisse!); en outre, elle se borne à exercer la mémoire des enfants, qu'elle remplit de mots appris par cœur; elle fausse leur jugement en leur inculquant des notions erronées sur la vie humaine, sur les lois naturelles, sur les faits politiques et sociaux de l'histoire; elle donne, en dehors de la lecture et de l'écriture, presque aucune connaissance qu'ils puissent utiliser dans la vie pratique. Cet enseignement-là est funeste et loin de vouloir le généraliser, il faut le combattre. — Seconde remarque. On propose de rendre obligatoire la fréquentation de l'école. Nous venons de dire les griefs que nous avons contre l'école publique actuelle; mais, en supposant celle-ci aussi bonne qu'elle est mauvaise, nous affirmons qu'il serait pratiquement impossible de forcer tous les enfants à s'asseoir

sur ses bancs. L'industrie capitaliste a besoin du travail des enfants; elle ne pourrait y renoncer sans transformer tout son système de production; aussi, malgré toutes les lois, l'enfance continuera à être exploitée par la grande industrie, et un nombre considérable d'enfants de prolétaires seront toujours dans l'impossibilité de fréquenter l'école publique. L'obligation ne peut donc atteindre le but qu'elle se propose, celui d'universaliser l'instruction primaire, parce que les faits économiques travaillent à l'encontre, et que, loin d'élever progressivement le niveau intellectuel de la classe ouvrière, ils tendent à l'abaisser toujours davantage; un nombre toujours plus considérable d'enfants sera nécessaire pour le service des machines; et aux illusions de la démocratie bourgeoise, qui voit dans un prochain avenir tous les enfants pauvres de la France transformés en écoliers, la réalité oppose cette lugubre perspective, de millions de jeunes créatures des deux sexes, asservies prématurément au travail de la fabrique, étioilées et abruties par leur esclavage, et accomplissant la plus grande partie du labeur nécessaire à la production nationale, tandis que leurs pères, auxquels ces enfants font une concurrence involontaire, mais homicide, n'auront plus qu'à se croiser les bras et à mourir de faim. — Troisième et dernière remarque: L'instruction dite *gratuite* n'est pas gratuite; les frais en sont couverts par l'impôt; et qui paie l'impôt? exclusivement le travailleur. Ainsi, ce serait aux frais des travailleurs que l'Etat établirait un système d'écoles, qui, vu les nécessités de l'industrie, ne seraient pas accessibles aux enfants mêmes de la plupart de ceux-là qui paient, et qui en outre donneraient une instruction mauvaise, incomplète, à tendances anti-scientifiques et anti-humaines.

Puisque nous rejetons le remède vanté par la démocratie bourgeoise, nous devons avoir quelque chose à proposer en échange. Nous avons, en effet, des idées que nous croyons justes; il y a longtemps que le socialisme s'est occupé de cette importante question de l'instruction, et l'Internationale l'a discutée dans plusieurs de ses Congrès. En 1870, le cercle d'études sociales de Paris, section de l'Internationale, a publié un rapport sur *l'enseignement intégral*; nous en détacherons quelques passages, qui nous serviront à résumer notre propre pensée sur ce sujet:

« Demander aux gouvernements actuels de nouveaux services, c'est vouloir les payer deux fois dans l'impôt.

« Dans la société future il n'en saurait être ainsi. La réorganisation sociale doit, avant tout, assurer au travailleur les conditions normales de la vie, sans qu'il ait besoin d'exploiter le travail de l'enfance.

Alors, comme il n'est pas juste que pour un service d'utilité publique, tel que l'instruction de la jeunesse, le père qui a plus d'enfants paie davantage que celui qui en a moins ou que le célibataire qui n'en a pas, la collectivité fait *aux enfants* l'avance des frais de leur éducation matérielle et morale; cette avance lui sera remboursée par leur travail ultérieur.

« Ceci posé, et pour la société future seulement, nous réclamons *l'instruction aux frais de la collectivité*.

« La société présente aujourd'hui deux classes d'hommes: les uns dont on n'a exercé plus ou moins habilement que le cerveau, les autres dont le corps seul travaille outre mesure, pendant que leur cerveau reste complètement inactif.

« Cette diversité de culture doit-elle être éternelle, ou bien y a-t-il lieu de considérer les hommes de ces deux castes comme des êtres incomplets, et de chercher un nouveau système d'éducation qui cultive à la fois, dans le même individu, l'esprit qui conçoit, la main qui exécute?

« Pour les socialistes, poser cette question, c'est la résoudre.

« L'homme est à la fois un être isolé et un organe de la collectivité. Considéré au premier point de vue, il est consommateur, il a des droits; au second, il est producteur, il a des devoirs.

« Au début, il est incapable de produire, il consomme uniquement; il n'a encore que des droits, droits au dévelop-

pement physique et intellectuel. La bonne éducation, l'hygiène de l'esprit, exige que l'on satisfasse l'appétit moral, la curiosité, qu'on la pique, qu'on l'excite au besoin, et non qu'on bourre à tout hasard l'enfant de nourritures indigestes. Il y a donc une science de l'éducation individuelle, dont le but est d'arriver à faire acquérir les connaissances utiles, le plus vite et le mieux possible.

« Mais un peu plus tard, l'homme commence à avoir des devoirs à remplir; la possibilité de production apparaît et va sans cesse en augmentant. A ce moment, l'organe de la collectivité doit être exercé de manière à être, le plus tôt possible, capable de remplir dans le monde une fonction déterminée, ou mieux, un certain nombre de fonctions.

« L'instruction intégrale a pour but de rapprocher le plus possible l'homme de la perfection à ces deux points de vue.

« Connaissance des grandes lois scientifiques, des modes d'investigation qui ont amené leur découverte, idée générale de l'industrie et de ses procédés modernes, étude théorique et pratique des principaux outils, développement du sentiment de l'art, étude pratique de la justice par les relations journalières, tel est, en peu de mots, le plan d'enseignement individuel.

« Habituer de bonne heure l'homme à acquérir une grande supériorité dans une ou plusieurs spécialités restreintes, telle est la deuxième partie du but à atteindre. »

On le voit, l'Internationale veut plus et mieux que l'enseignement dit professionnel. Mais cette grande réforme de l'éducation, cette institution de *l'enseignement intégral* qui doit faire de tout homme un producteur et de tout producteur un homme instruit, ne sera possible que dans une société basée sur la propriété collective; et la condition préalable pour l'organisation d'une société pareille, c'est la destruction de l'Etat bourgeois, politique, juridique, militaire et religieux.

5^{me} question. De la représentation directe du prolétariat au parlement.

Cette importante question de la représentation des ouvriers dans les assemblées politiques a déjà son histoire. C'est elle qui, dès l'année 1870, a apporté la division dans le sein de l'Internationale: les uns désirant poursuivre l'abolition complète de tous les pouvoirs politiques, les autres voulant faire accepter comme dogme cette maxime, que la conquête du pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat. Les ouvriers de langue allemande plus particulièrement, ont participé depuis à la politique légale de leurs pays, et comptent aujourd'hui plusieurs députés au sein des chambres bourgeoises. Les Internationaux Espagnols, Français, Italiens, Belges, au moins jusqu'à ces derniers temps, et les ouvriers Russes, se sont rangés presque exclusivement sous le drapeau du socialisme révolutionnaire. C'est donc éclairés par l'étude pendant plusieurs années, et avec l'expérience même comme guide, que nous allons pouvoir aborder le sujet.

Tous les partisans de la représentation directe du prolétariat au parlement, pensent que même une minorité de députés ouvriers pourrait influer sur la confection des lois, et réaliser, par quelques réformes législatives, une amélioration sensible dans la situation des classes laborieuses. Les plus convaincus espèrent de plus obtenir un jour la majorité dans les assemblées politiques et atteindre pacifiquement le but définitif que la classe ouvrière poursuit, son émancipation complète. Enfin, les désillusionnés de la tactique, comptent encore cependant sur elle, comme sur un puissant moyen d'instruction et de propagande, *d'agitation*, si nous voulons employer leur langage. Nous croyons, nous, que la représentation directe des ouvriers au parlement ne saurait faire faire un seul pas à la question sociale; nous estimons de plus, que la tactique qui a pour but d'en poursuivre la réalisation n'est pas sans entraîner avec elle quelques dangers.

Ceux qui comptent sur des réformes obtenues par voie législative qui soient capables d'améliorer la situation de l'ouvrier, mettent cet argument en avant: Les députés bourgeois, même les mieux intentionnés, ignorent les besoins d'une classe dont ils ne font pas partie. Et, quand ils connaissent ces besoins, et qu'ils prennent en main la défense de ceux qui les éprouvent, ils sont accusés par leurs collègues de viser à la popularité, de caresser leurs électeurs. Des députés ouvriers d'une part seraient plus compétents, et de l'autre ils jouiraient d'une autorité plus grande et seraient plus écoutés. — Nous ne le pensons pas. Nous sommes même assurés du contraire. Que l'on se souvienne des efforts faits à Bordeaux (25 Mars 1877) pour faire réussir une candidature ouvrière, et toutes les intrigues, tous les mensonges,

résultat du travail, sans quoi nous continuerions de patauger dans l'hyppocrisie philanthropique bourgeoise.

7^{me} question. — *Travail agricole et rapports entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes.* — Il y aurait un volume à écrire sur cette question, la plus importante peut-être dont puisse s'occuper un Congrès ouvrier, puisque de l'union des ouvriers et des paysans dépend le succès de la future révolution sociale. Nous nous bornerons à quelques courtes remarques.

Le paysan hait les beaux Messieurs, ceux qui jouissent des fruits de la terre sans les produire par le travail de leurs bras ; mais il ne hait pas moins, malheureusement, les ouvriers des villes. Voilà le grand malheur, voilà le grand obstacle à la révolution. L'ouvrier méprise le paysan, le paysan lui rend son mépris en haine. Et cependant entre ces deux grandes moitiés du peuple, il n'y a en réalité aucun intérêt contraire, il n'y a qu'un immense et funeste malentendu.

Les ouvriers reprochent aux paysans d'être ignorants et bigots, et de tenir avec acharnement à la propriété, — le plus souvent nominale à cause des hypothèques qui la grèvent, — du lopin de terre qu'ils cultivent.

Il est vrai que les paysans sont ignorants ; mais est-ce leur faute ? Est-ce qu'on a jamais songé à les instruire ? Est-ce une raison de les mépriser ? mais à ce compte, les bourgeois, qui sont incontestablement plus savants que les ouvriers, auraient le droit de mépriser ces derniers ; et nous connaissons bien des bourgeois qui le disent, qui fondent sur cette supériorité d'instruction le droit à la domination, et qui en déduisent pour les ouvriers le devoir de la subordination. Ce qui fait la grandeur des ouvriers vis-à-vis des bourgeois, ce n'est pas leur instruction, qui est petite, c'est leur instinct de la justice, qui est incontestablement grand. Mais cet instinct de la justice manque-t-il aux paysans ? Regardez bien : sous des formes sans doute différentes, vous l'y retrouverez tout entier. Vous trouverez en eux à côté de leur ignorance, un profond bon sens, une admirable finesse, et cette énergie de travail qui constitue l'honneur et le salut du prolétariat.

Les paysans, dit-on, sont superstitieux et bigots, et se laissent diriger par les prêtres. Leur superstition est le produit de leur ignorance, artificieusement et systématiquement entretenue par tous les gouvernements. Et d'ailleurs, ils ne sont pas aussi superstitieux et bigots qu'on veut bien le dire ; ce sont leurs femmes qui le sont. Mais toutes les femmes des ouvriers sont-elles bien affranchies elles-mêmes des superstitions religieuses ? Quant à l'influence et à la direction des prêtres, les paysans ne les subissent qu'en apparence seulement, autant que le réclame la paix du ménage et autant qu'elles ne contredisent point leurs intérêts. Leur superstition ne les a point empêchés, après 1789, d'acheter les terres de l'Eglise, malgré les malédictions que celle-ci avait lancées tant contre les acheteurs que contre les vendeurs. D'où il résulte que pour tuer définitivement l'influence des prêtres dans les campagnes, il suffira de faire une seule chose, c'est de mettre en contradiction les intérêts des paysans avec ceux de l'Eglise. Et ce ne serait pas bien difficile.

Un autre argument des ouvriers contre les paysans, c'est la cupidité de ces derniers, leur grossier égoïsme, et leur attachement passionné à la propriété individuelle de la terre.

Ceux qui leur reprochent cela devraient se demander d'abord : Et qui n'est point égoïste ? Qui, dans la société actuelle, n'est point cupide, dans ce sens qu'il tient avec fureur au peu de bien qu'il a pu amasser et qui lui garantit, dans cette société qui est sans pitié pour ceux qui meurent de faim, son existence et l'existence des siens ? Les paysans ne sont pas communistes ; ils haïssent les partageux ; et comme on leur a fait croire que les socialistes voulaient leur enlever leur propriété, ils regardent les ouvriers socialistes comme des ennemis. Il faut dissiper cette erreur ; il faut faire comprendre au paysan que, bien loin de lui enlever la terre qui lui appartient déjà, la révolution veut lui donner, comme au siècle passé, toute la terre qu'il n'a pas encore, la terre de l'Eglise, du noble et du bourgeois ; et alors le paysan deviendra, comme il l'a été en 1793, le soldat enthousiaste et dévoué de la Révolution.

L'outil à l'ouvrier, la terre au paysan ; plus d'usuriers, plus d'hypothèques, plus de conscription, plus de fisc avide, plus d'Etat centralisé despotisant la province ; liberté d'association pour tous, autonomie du groupe et de la commune. Sur la base de ce programme, la réconciliation du paysan et de l'ouvrier peut et doit s'opérer, et les deux moitiés du peuple marcheront ensemble à l'assaut de l'Etat bourgeois pour émanciper le travailleur des villes et celui des campagnes.

8^{me} question. — *Vagabondage et mœurs dans les centres industriels.* — Nous n'avons que peu de choses à dire sur ce sujet. Le vagabondage et la prostitution sont les fruits de nos institutions sociales, qui condamnent à la misère et au vice des malheureux dont l'existence, dans une société meilleure, aurait été celle de travailleurs honnêtes. Depuis quelque temps, on a fait beaucoup de bruits à propos de la prostitution tolérée ; le conseil municipal de Paris a entrepris une campagne contre ce qu'on appelle le *bureau des mœurs*, et un Congrès s'est tenu il

y a trois mois à Genève pour protester contre la législation... fait de la prostitution une institution officielle. Ces efforts contre le vice patenté témoignent de bons sentiments de la part de ceux qui les font, mais ils resteront nécessairement impuissants ; car, c'est à la cause du mal qu'il faudrait s'attaquer, et la cause du mal c'est l'organisation économique actuelle, qui divise la société en capitalistes tout-puissants et en esclaves salariés. Les statuts généraux de l'Internationale le disent dans un de leurs considérants : „La subordination économique du travailleur au détenteur des instruments de travail est la source de la servitude sous toutes ses formes, de toute misère sociale, de toute dégradation intellectuelle, de tout asservissement politique.“ Que ceux donc qui veulent sincèrement la disparition du vagabondage et de la prostitution, travaillent avec nous à faire du capital, non plus le monopole d'une classe privilégiée, mais la propriété collective de tous ; dans une société fondée sur cette base, seule juste, seule conforme aux véritables lois économiques, il n'y aura plus ni vagabonds ni prostituées.

9^{me} question. — *Conseil des Prud'hommes.* — Nous avouons nous desintéresser presque complètement de cette question. Il nous semble d'abord qu'aucune réforme ne pourra changer les conseils de Prud'hommes en un corps de quelque utilité pour la classe ouvrière ; et, le seul fait d'en admettre en principe la juridiction préjuge l'acceptation par le prolétariat de l'existence d'une société divisée en salariés et en capitalistes. Nous classons donc les conseils de Prud'hommes, institution impériale, parmi les autres trucs inutiles du socialisme césarien.

Quel que soit en effet le libéralisme que l'on apporte au système électoral employé pour la formation des conseils de Prud'hommes, que l'on maintienne l'électorat aux ouvriers âgés de 25 ans ou qu'on établisse à 21 ans l'âge des électeurs ; quel que soit le mode employé pour la nomination des présidents et secrétaires, que le pouvoir les nomme ou que les prud'hommes eux-mêmes les élisent ; peu nous importe ! Deux causes que nous allons faire connaître maintiendront toujours à ce palliatif une valeur absolument nulle. Les ouvriers qui siègent à côté des Prud'hommes patrons ne sauraient conserver leur indépendance : s'ils ne jugent pas d'une façon assez conforme au verdict de leurs collègues patrons, leur situation comme ouvriers est plus que compromise. Bientôt le travail leur sera partout refusé ; ils devront quitter la ville, et se démettre par conséquent de leurs fonctions. S'ils votent lâchement avec leurs maîtres, ils donnent une apparence de légalité à un verdict qui n'est après tout qu'un travestissement judiciaire de la volonté des patrons.

Les Prud'hommes, d'ailleurs, patrons ou ouvriers, voudraient-ils juger d'une façon équitable, que dans la plupart des cas ils ne le pourraient même pas. A Paris, par exemple, on a classé les industries en quatre branches principales qui sont la base de constitution des quatre conseils de Prud'hommes. Chacun peut se figurer combien il a fallu forcer les choses pour faire rentrer toutes les industries dans ce cadre étroit. Aussi la plupart du temps les Prud'hommes se prononcent dans des contestations qui portent sur les ouvrages provenant d'une industrie dont ils ignorent le premier mot.

Cependant, de ce que la dépendance économique des ouvriers et la multitude des industries rendent illusoire à nos yeux, et quelquefois injustes, les jugements rendus par les conseils de Prud'hommes, il ne faut pas croire que nous penchions pour la juridiction des autres tribunaux bourgeois. Dans la société future, nous pensons que des conseils d'arbitres, librement choisis par les parties intéressées, pourront dénouer à l'amiable la plupart des litiges, et quant à la société actuelle, nous estimons qu'il ne peut s'établir dans son sein aucune juridiction équitable pour les classes laborieuses. Il n'y a qu'une seule chose à faire, c'est d'unir tous les efforts pour la renverser.

Voilà, citoyens, en quelques mots, l'opinion de la branche française de l'Association Internationale des Travailleurs sur les questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès.

Veillez accepter l'assurance de notre dévouement absolu à notre cause commune, l'émancipation complète, définitive, absolue du prolétariat.

Pour la Commission fédérale française et par son ordre,

Le Secrétaire correspondant :

L. PINDY,

ex-membre de la Commune de Paris.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale, par J. Guillaume	fr. — 50
La dictature, par Lefrançais	„ — 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France par Jules Montels	„ — 15

manœuvres, dont la bourgeoisie s'est servie pour faire mouvoir le citoyen Castaing, reviendront en même temps à la mémoire. Et quelle était donc la nuance bourgeoise qui ne craignait pas de tenir une telle ligne de conduite? Justement une fraction républicaine qui allait voter pour un républicain très convaincu et très radical, le citoyen Louis Mie*) Nous nous faisons difficilement à l'idée que ceux qui ont ainsi combattu par tous les moyens une candidature ouvrière, fussent disposés à écouter avec déférence, si elle avait réussi, les doléances de l'élu. L'histoire des assemblées où les Proudhon ont essayé de se faire entendre nous démontre au contraire que devant la parole d'un ouvrier, les députés des classes dirigeantes se livrent avec acharnement aux „conversations particulières“ et à cette escrime peu dangereuse du couteau à papier dans laquelle ils sont passés maîtres.

Mais ne nous attardons pas dans ces détails d'une importance toute secondaire et admettons que des députés ouvriers puissent non seulement se faire élire, mais de plus se faire écouter dans une assemblée bourgeoise.

Supposons d'abord, car c'est le cas le plus probable, que les représentants du prolétariat soient une infime minorité. On reconnaîtra avec nous qu'il n'y a pas à espérer des députés des classes privilégiées, qu'ils laissent passer une loi favorable à la classe ouvrière, si cette loi blesse d'une façon tant soit peu sérieuse les intérêts bourgeois, qu'eux députés des bourgeois, bourgeois eux-mêmes, ont mission de sauvegarder? tout ce qu'il est possible d'espérer, c'est qu'une mesure purement philanthropique, comme une législation de fabrique allouant quelque indemnité aux blessés de l'industrie, soit acceptée et votée avec le concours des membres les plus sympathiques de la députation radicale. Nous ne voulons pas discuter ici la valeur de palliatifs semblables; nous nous bornerons à faire observer que ces petites réformes sont aussi obtenues en l'absence de députés ouvriers. Plus facilement encore qu'en leur présence! car les députés d'extrême gauche ayant alors ce moyen de s'assurer les votes ouvriers, réclament ces réformes avec plus d'énergie et les votent avec plus de courage, que lorsqu'ils n'ont en les demandant et en les votant qu'un seul mobile, l'humanité.

Quant à l'espoir d'obtenir une majorité ouvrière dans les chambres et d'arriver ainsi pacifiquement à l'émancipation du prolétariat, il faut y renoncer. C'est une chimère. Pour croire la chose possible, on doit supposer dans l'esprit des classes bourgeoises un respect stoïque de la légalité qui n'y est certainement pas, comme l'histoire le démontre. La bourgeoisie réclame de tous l'obéissance aux lois quand elle est au pouvoir, mais elle soufflète elle-même cette légalité quand, pour la respecter, il faudrait en descendre. Il n'y a pas alors de coups d'Etat auxquels elle ne se prête. Que l'on regarde seulement aujourd'hui la conduite de cette fraction bourgeoise qui craint par l'établissement de la république de voir son influence décroître, et l'on prévoira ce dont la bourgeoisie entière serait capable, si une majorité ouvrière, ou seulement une minorité puissante, menaçait tous ses privilèges ensemble, non seulement ses privilèges politiques, mais avec eux ses privilèges économiques, sa propriété. Ce jour là, il n'y aura pas de lois qu'elle ne viole, de liberté sacrée qu'elle n'étrangle, de poitrine qu'elle ne trône, de sang qu'elle ne verse!

Comme nous l'avons dit, parmi les partisans de la représentation directe du prolétariat au parlement, il en est qui ont déjà mis en pratique la chose, qui ont des députés ouvriers dans les assemblées politiques de leurs pays. Ceux-là, en Allemagne et en Suisse, nous traitaient de calomniateurs, si nous leur prêtions une croyance réelle dans l'émancipation pacifique et légale des classes ouvrières. Ils déclarent à qui veut l'entendre, qu'ils ne comptent pas que la bourgeoisie les laissera réaliser une majorité au parlement. Ils savent, que le jour où ils seront devenus vraiment dangereux, la bourgeoisie violera tout simplement le droit commun, et que s'ils ne veulent pas voir toute leur œuvre anéantie ils devront prendre les armes. Seulement ils se figurent par l'agitation électorale parvenir à instruire et à grouper assez d'ouvriers pour pouvoir opposer alors victorieusement la force à la force.

Nous leur donnons acte de leurs espérances ainsi diminuées, et nous pensons, que même dans ces limites, ils seront un jour désillusionnés. Et voici nos raisons:

Tandis que dans les assemblées de nos sections, nous pouvons tous les jours, sans dangers et avec fruit, discuter et approfondir les questions les plus brûlantes, comme celles qui touchent à l'abolition de l'Etat et à la nécessité de la propriété collective, eux, parti électoral, doivent laisser dans l'ombre ces sujets qui ont pourtant l'importance la plus grande, et ne toucher, de peur d'affrayer et de perdre quelques électeurs, qu'aux plus anodins *desiderata* des classes souffrantes. Les ouvriers qui les lisent et les écoutent pendant les périodes électorales n'apprennent absolument rien des grandes données du socialisme moderne et

deviennent pour la plupart tout simplement des politiciens. Grâce à sa prudence, le parti allemand est maintenant une armée nombreuse, mais nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que cette armée est une armée pacifique, dans laquelle la *quantité* est tout. Que cette armée excellente pour le combat des urnes, c'est-à-dire pour atteindre le but particulier en vue duquel elle se forme, pourrait fort bien, malgré le courage individuel de quelques-uns de ses membres, n'être plus qu'une armée débandée en face des barricades, ce jour où comme il est dit plus haut il faudra la transformer en armée militante où la *qualité* est tout et la *quantité* sans la *qualité* presque un embarras.

Nous avons dit en commençant, que dans la participation à la politique légale nous voyons un danger. Le voici. La corruption parlementaire est un fait de notoriété publique, presque un proverbe français! Eh bien! nous craignons que l'entrée de nos camarades au parlement, en plein milieu corrompue, ne triomphe de l'existence si pure de l'atelier, qu'entraînés à voir une profession dans la politique, ils ne songent plus qu'à conserver leurs sièges et que pour notre cause, ils ne soient désormais perdus. Allez au sénat; vous trouverez dans un fauteuil, un ouvrier ciseleur devenu opportuniste. Cet homme prônait en 1863 les candidatures ouvrières; il a signé le manifeste dit „des soixante“; il voulait qu'un ouvrier fût élu, non pas *quoique* ouvrier, mais justement *parce* qu'ouvrier; jadis député, il n'a pas bougé de son siège pendant qu'on fusillait dans Paris ses camarades et ses électeurs; ensuite, en montant sur ces tombes, appuyé sur Gambetta, il s'est assis au sénat où il préfère ses émoluments de sénateur à son ancien salaire de fr. 3. 50. Cet homme s'appelle M. Tolain, et a été jadis membre de l'Internationale. Est-ce que cet exemple suffit?

Pour nous, citoyens, nous partons de ce principe: nous connaissons la bourgeoisie, son égoïsme et son peu de scrupules; nous sommes certains qu'on ne lui arrachera une réforme sérieuse que par la force. Nous voulons organiser la force. Au lieu de former un parti ouvrier légal qui se briserait à la première bataille, nous constituons un parti ouvrier révolutionnaire pour le combat, que malheureusement nous savons inévitable. Tantôt nous exerçons nos membres par la propagande *par le fait*; tantôt, afin de savoir profiter de la victoire, le jour où avec vous nous l'aurons remportée, nous abordons dans les longues séances de nos sections, dans nos discussions fréquentes, l'étude de tous les éléments qui devront servir de base à la société future, à cette société, que nous entrevoyons dans l'avenir avec son auréole de liberté, d'égalité, de fraternité, de travail et de justice.

6^{me} question. — *Des caisses de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail.* — Quel est le but poursuivi? celui d'assurer l'existence aux ouvriers trop âgés pour pouvoir continuer de travailler, ainsi que celle de ceux qui pourraient être tombés dans la même incapacité par suite d'une infirmité occasionnée par un accident survenu dans l'exercice de leurs métiers.

Quel est le moyen proposé? La formation d'un capital constitué par un prélèvement fait sur les cotisations régulières que les ouvriers s'engagent à verser lorsqu'ils adhèrent à une association ouvrière quelconque se proposant le secours mutuel. Cette partie de la cotisation reçoit ainsi une destination spéciale, de laquelle elle ne peut être détournée et l'on pense qu'à la longue le capital deviendra assez fort pour entretenir les vieillards et les invalides de l'association.

Nous avons vu des essais de ce genre. Or que nous ont-ils appris? Que le capital que les associations ouvrières réussissent à former au bout même d'un grand nombre d'années est insuffisant pour satisfaire les besoins. Et comme les règlements stipulent certaines obligations pour avoir droit aux secours, il arrive très souvent, presque toujours, que ce sont précisément ceux que la caisse de retraite se propose d'assister qui y perdent leurs droits parce que l'augmentation de l'âge, entraînant avec elle une diminution dans la capacité de production, les ressources de l'ouvrier diminuent et l'empêchent de continuer de verser sa cotisation; il en est de même pour le cas d'un accident qui n'entraîne pas une infirmité immédiate; l'incapacité de travailler arrive peu à peu et pendant ce temps l'ouvrier perd les moyens de continuer le paiement régulier de sa cotisation et, par le fait, il déchoit de ses droits. Nous avons constaté ces exemples, et ils nous ont montré qu'au bout d'un certain nombre d'années, le capital qu'ont contribué à former les cotisations d'un grand nombre de sociétaires, reste aux mains d'un petit nombre, qui, pour une cause ou par une autre, a réussi à remplir ses obligations réglementaires. Cette minorité forme alors, en face de l'avoir commun, une corporation fermée, exactement semblable à celles du moyen-âge, en face du droit au travail.

Après avoir vu la chose s'expérimenter, nous affirmons que la caisse de retraite est impuissante à résoudre le problème de l'assistance et qu'il faut à la solution de celui-ci comme à la solution des autres problèmes sociaux le moyen radical de la prise de possession, par les producteurs, de toute la richesse qui

*) Qu'on lise une brochure publiée sur la candidature ouvrière de Bordeaux par A. Germond, typographe: Imprimerie générale de Grugy, rue et hôtel St-Siméon, 16, Bordeaux.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Bulletin international.

La nécessité de nous occuper de la crise politique française et celle d'étudier, quoique fort brièvement, les questions de principe portées à l'ordre du jour du Congrès de Lyon, nous ont mis dans l'obligation de suspendre, pendant quelques numéros, la publication de notre *bulletin international*. Nous disposons aujourd'hui de notre place ordinaire, mais les faits, qu'il est indispensable de porter à la connaissance de nos lecteurs, se sont accumulés, ils abondent, et par leur importance ils mériteraient de longs développements. Nous devons malheureusement nous borner à en résumer les traits principaux.

Le procès dit: *des 193* se déroule devant les tribunaux russes, et, comme tous les procès socialistes, il fait éclater aux yeux de tous le courage et l'intelligence des aspirants à une société nouvelle, et la cruauté mêlée de bêtise des hommes de la société qui s'en va.

Dès la première séance, on s'est aperçu que toutes les mesures étaient prises pour éviter la publicité des débats, cette garantie de toute justice. Point de public, les rapporteurs des journaux étrangers écartés, et, afin de greffer sur le silence le mensonge, les représentants des feuilles officieuses à leur poste de calomniateurs. Au nom de tous les accusés Tchernawsky se lève et déclare que lui et ses compagnons, en présence du huis-clos effectif de l'audience refusent d'assister aux débats. Le président ordonne que l'on saisisse Tchernawsky, et qu'on l'emmène. Tous les accusés se dressent en criant: «Tous! Tous!» On les emmène à leur tour.

Lecture de l'acte d'accusation a été donnée dans les séances suivantes. Les accusés sont prévenus du crime de propagande socialiste dans 37 provinces de la Russie. Cette propagande se faisait toujours par les livres, les brochures, les journaux; et souvent ces accusés, que l'on voit sur leurs bancs pâlis comme des cadavres par 5 ans de torture, allaient travailler manuellement dans les ateliers et les fabriques pour y répandre leurs idées. L'acte d'accusation n'est d'un bout à l'autre qu'une longue ânerie bourgeoise. Je ferai grâce à nos lecteurs de l'occident des confusions qu'il fait à propos des questions d'organisation des groupes russes; je me bornerai à soulever les impossibilités théoriques qu'il contient: tantôt il confond dans le même programme les idées jacobines de Tkatchoff et les vues anarchistes de Krapotkine; tantôt il fait professer aux accusés les principes du «mutuellisme» que renferme, paraît-il, le programme «anarchiste révolutionnaire de l'Internationale»! Voilà de par les ânes bâtés du gouvernement russe, Proudhon devenu *communiste*! Tout le reste est à l'avenant.

Dans la séance du 6 novembre, émotion profonde. Sur l'ordre du sénat, le président décide que les accusés seront classés en dix-sept groupes au jugement desquels il sera procédé séparément. Les accusés protestent, les avocats protestent; la salle est envahie par les cosaques qui chassent les avocats, emmènent les accusés et font trembler les témoins devant le tranchant de leurs sabres.

Tous les groupes appelés jusqu'à ce moment ont protesté contre l'insigne comédie judiciaire qui se joue. Ils déclarent ne vouloir y jouer aucun rôle, ne pas reconnaître le tribunal, et n'avoir été amenés devant lui que par la force. Des traces de coups visibles sur le visage de quelques accusés en sont un témoignage suffisant.

Ceux de nos amis de la fédération italienne qui ont été arrêtés après l'affaire de Bénévent, viennent de lire enfin leur acte d'accusation. Cette pièce monumentale, trop longue pour paraître dans *l'Avant-Garde*, classe les accusés en deux catégories: les acteurs principaux au nombre de 26, parmi lesquels se trouvent Cafiero, Malatesta, Ceccarelli, et les complices au nombre de 11.

A la charge des 26 sont les crimes de *conspiration*, d'*attentat en bande armée* ayant pour but de «changer la forme du gouvernement»*), d'*incendie* des registres, minutes et actes originaux de l'autorité publique, de *provocation à la guerre civile*, de *pillage*, de *violences*, de *port d'armes à feu*, de *rebellion* contre la force armée dont un agent est mort des suites de sa blessure . . . etc.

Nous ne savons à quelle date ce procès commencera, ni quelle en sera l'issue, mais en attendant nos lecteurs apprendront avec plaisir que les membres du cercle de Pavie, arrêtés à la suite de la publication d'un manifeste révolutionnaire, viennent d'être acquittés au milieu des applaudissements du public qui assistait à l'audience. En tout cas, les rigueurs déployées contre les socialistes ne semblent pas calmer le tempérament révolutionnaire des Italiens: à Torechiara Cilento, le public révolté contre les autorités municipales s'est emparé de l'Hôtel-de-Ville et l'a incendié.

Les poursuites gouvernementales contre la presse socialiste italienne n'obtiennent pas plus de succès. La plupart des numéros de *l'Anarchia* ont été séquestrés, et le rédacteur-gérant de ce journal condamné à 1500 fr. d'amende et 14 mois de prison, mais une nouvelle feuille, le *Nettuno*, se publie depuis quelque temps en Italie, et à Monselice va paraître le journal *Le Diritto*.

Dans le dernier Congrès tenu à Neuchâtel, les ouvriers de *l'Arbeiterbund* et ceux du *Grütli* ont résolu de former pour la Suisse un parti démocrate socialiste (social-demokratische Partei in der Schweiz). Le programme de ce parti vient de paraître. Au point de vue économique il réclame le *remplacement du système actuel de production par le travail coopératif*. Ne disions-nous pas la vérité quand nous affirmions que la nécessité de la propagande électorale fait disparaître des programmes ouvriers le principe de la propriété collective! au moins l'affirmation claire de ce principe, sinon encore la chose? Au point de vue politique, le parti nouveau réclame l'abolition du Conseil des Etats et par conséquent le maintien en Suisse d'une assemblée unique. On voit que les anciens révolutionnaires de *l'Arbeiterbund* vont droit

*) On voit que les ânes des tribunaux italiens ne le cèdent pas aux ânes des tribunaux russes; on ne sait à qui décerner le *prix d'encouragement*. Voilà des anarchistes accusés de vouloir *changer la forme* d'un gouvernement!

la centralisation et tournent le dos au communisme. Ils vont certainement de l'avant! mais à la façon des écrivains.

En face d'une bourgeoisie égoïste, sans scrupules, ne connaissant d'autre droit que la force, les internationaux espagnols ont dû de leur côté, pour la défense du prolétariat, se résoudre à l'emploi permanent de la force. Ils ont fait appel aux moyens héroïques. Sur tous les points du territoire de la péninsule des groupes vengeurs (*núcleos vengadores*) se sont formés et déjà dans plusieurs lieux leur action se fait sentir.

A Madrid, dans la nuit du 11 novembre une tentative d'incendie a été faite contre l'habitation de Garcia Ruiz, l'auteur des déportations en masse de 1874. Cette tentative ayant échoué, on ne sait comment, les voisins ont été avertis que l'essai serait renouvelé. A Santander, la boulangerie de Bolado a été broyée dans une explosion produite par la dynamite; c'est le quatrième acte de ce genre dont cette localité a été le théâtre. Aujourd'hui, le télégraphe nous annonce qu'une partie importante de cette ville a été la proie de l'incendie, et que les pertes sont immenses. Nous ne savons, au moment où nous écrivons ces lignes s'il est dû à un accident ou à un acte de vengeance mûri et raisonné.

Le gouvernement absolument incapable de saisir la main vengeresse qui frappe la bourgeoisie qu'il a mission de défendre, a voulu jouer, il y a quelque temps, le rôle de « sauveur social ». L'empire avait inventé les moyens de vélocipèdes lors du procès de Blois, le gouvernement espagnol a inventé les bouteilles explosibles. Mais il s'y est pris avec une telle maladresse que la plupart éclataient en pleine rue et que l'une d'entre elles ayant été donnée en garde à un malheureux qui ne sachant pas ce qu'il y avait dedans a eu la curiosité d'y regarder; la bouteille a fait explosion et le pauvre homme horriblement blessé vient de mourir à l'hôpital de Madrid des suites de ses blessures. Mais comme il faut des coupables aux autorités, une poignée d'innocents va comparaître devant les tribunaux et le gouvernement de répéter la phrase sacramentelle: « Le gouvernement veille sans relâche au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique! »

Nous lisons dans le *Mirabeau*:

Dans la séance du 14 novembre dernier, à la Chambre des députés de Versailles, en France, les socialistes français ont été indignement et lâchement calomniés par les scélérats opportunistes, par les bourgeois repus qui répondent aux noms de Léon Gambetta et Jules Ferry. Ces misérables ont bavé l'imposture sur les signataires du *Manifeste-programme socialiste de la Seine*. Un certain nombre de travailleurs ont prié le citoyen Hippolyte Buffenoir, un des rédacteurs de ce *Manifeste-Programme*, de venger la démocratie socialiste des basses injures des charlatans opportunistes.

Le citoyen Hippolyte Buffenoir a adressé à ces généreux citoyens la lettre suivante.

Paris, le 17 novembre 1877.

Citoyens,

Vous me demandez de relever les paroles infâmes qui sont tombées de la bouche de MM. L. Gambetta et J. Ferry, dans la séance du 14 novembre à la Chambre des députés, relativement au *Programme socialiste de la Seine*.

Je vous remercie d'avoir pensé à moi pour remplir ce devoir. Mais laissez-moi vous dire qu'il serait indigne de nous, démocrates républicains révolutionnaires, de chercher à argumenter avec ces bourgeois imbéciles, avec ces rhéteurs de mauvaise foi, avec ces gens qui distillent le mensonge comme le serpent distille le venin.

Le seul argument que nous ayons à employer contre cette tourbe infime, c'est celui que l'admirable St-Just, en 93, conseillait à l'égard du tyran.

Ce qui convient à ces valets de l'imposture, ce ne sont ni les explications, ni les raisonnements, ce sont les coups de cravache.

Recevez, citoyens, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Hippolyte Buffenoir.

Il existe à Lons-le-Saunoy une commission qui depuis un certain temps a ouvert une souscription permanente en faveur des déportés à la Nouvelle-Calédonie. Nos lecteurs savent déjà qu'une tombola dont le résultat est destiné au soulagement des mêmes douleurs a été organisé dans la même ville.

Cette commission donne aux souscripteurs des renseignements sur les résultats obtenus dans une circulaire malheureusement trop longue pour être produite dans l'*Avant-Garde*. Voici les détails les plus intéressants:

Les recettes se sont élevées à fr. 10,766.15 dont 4000 fr. ont été reçus par les commissions précédentes.

En juin 1876, la première commission chargée M. Edmond Adam (senateur de l'extrême gauche) de faire parvenir un envoi de fonds. M. Edmond Adam a envoyé le secours sous forme de 4 caisses de vêtements et une pièce officielle, que donne la commission, démontre aux plus incrédules que ces vêtements sont arrivés à destination.

Nous engageons donc vivement nos amis, même en pleine crise, de s'imposer de nouvelles privations et de songer aux martyrs de notre grande cause.

L'*Avant-Garde* se chargera de recevoir et de faire parvenir les fonds qui lui seront remis.

Quelques mots sur la propriété. *)

1. Définitions.

Les partisans de la propriété individuelle, se font un véritable plaisir d'employer ce mot de Propriété dans mille sens différents. Le but qu'ils poursuivent par cette confusion est aisé à concevoir: il faut, devant le peuple, souvent brouiller les cartes, si l'on veut continuer à faire sauter la coupe impunément. Dans le parti socialiste, au contraire, le principe et l'intérêt sont d'accord pour qu'une vive lumière soit apportée dans la question, et, pour que cette vive lumière puisse la pénétrer, il est utile d'écarter tout d'abord par des définitions précises les obstacles qui tiennent à la confusion des mots.

C'est ce que nous allons essayer.

Il est clair, en premier lieu, lorsqu'il s'agit de l'appropriation d'une chose, qu'il y a deux faces au problème: le *degré* et le *mode* de cette appropriation; aura-t-on sur la chose un droit limité ou un droit absolu? cette chose, sera-t-elle au pouvoir d'une seule personne, ou de plusieurs prises collectivement? Voilà les deux côtés de la question.

En ce qui concerne le *degré* de l'appropriation, nos adversaires confondent volontairement, dans leurs rares publications populaires, la *Propriété* et la *Possession*.

Le Code civil est cependant explicite. « La propriété — dit ce code, à l'article 544, — la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

Le propriétaire a donc le droit d'*abuser* de la chose, de la détruire même, et, c'est à propos de ce droit absolu du propriétaire sur sa chose, que Proudhon écrivait excellemment: Un propriétaire peut semer du sel dans son champ, et — s'il lui plaît — traire ses vaches sur le sable!

Parmi les choses susceptibles d'appropriation, il en est certainement qui ne peuvent être utiles qu'à la condition que l'on reconnaisse ce droit absolu. Telles sont les objets dont la forme utile se détruit rapidement par l'usage, les aliments, les boissons, les costumes, tout ce qui en un mot est matière à *assimilation*. Mais qui donc a jamais contesté la propriété individuelle d'une certaine quantité de ces choses? Quand je prête

*) Nous publierons sous ce titre une série de très courts articles sur cette importante question de la propriété.

mon chapeau ou que j'offre mon mouchoir à quelqu'un, je fais un acte de bonne camaraderie, tout amical, mais qui n'a rien affaire à l'économie politique ou au droit ! Mais il est d'autres richesses qui comme une machine, une maison, ne perdent leur utilité que très lentement par l'usage ; il en est même comme le sol qui peuvent en être améliorées : témoin, la plus-value ? Le propriétaire peut les louer, les affermer, à plusieurs possesseurs successifs et vivre en se croisant les bras du produit de leur revenu. C'est la propriété absolue, domaniale de ces choses que l'on conteste.

Le code civil règle les droits de ces possesseurs, de ces locataires, fermiers usagers, d'une façon précise :

« Art. 1730. — S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur (propriétaire) et le preneur (locataire), celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. — Art. 1731. — S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et les doit rendre tels, sauf la preuve contraire.

Ainsi donc le droit du *propriétaire*, tel que le définit l'article 544 du code civil, est le droit d'*abuser*, de détruire même, tandis que le droit du *possesseur* est limité par les articles 1730—31 au droit d'*user*. Il nous semble que la différence est nettement tranchée maintenant entre la *Possession* et la *Propriété*, et si l'on veut une démarcation humoristique nous dirons encore avec Proudhon : Un mari est propriétaire ; il a droit d'*abuser* ; un amant est possesseur ; il peut *user*.

Passons maintenant au *mode* d'appropriation de la chose.

Que la chose soit appropriée en *Possession* ou en absolue *Propriété*, elle peut l'être au profit d'un seul, de plusieurs, ou de tous.

Quand un logement est loué à une seule personne, cette personne, ce locataire, est *possesseur individuel* de ce logement ; si des fermiers formant une compagnie agricole, afferment un champ, ce champ est la *possession collective* de ces fermiers, mais en même temps, la compagnie le *possède individuellement* vis-à-vis d'individus ou de compagnies étrangères. Une maison appartient-elle à un homme ? Cet homme en est le *propriétaire individuel* ; les biens communaux sont-ils comme en France au pouvoir de la commune ? ils sont la *propriété collective* de tous les habitants de la commune, mais la commune en est la *propriétaire individuelle* en face des communes voisines. Enfin, si notre programme se réalise, le sol sera un jour la *propriété collective* de l'ensemble de l'humanité, la *possession collective* de l'ensemble des hommes vivants, et il n'y aura de *propriété individuelle* que pour une quantité raisonnable d'objets propres à l'*assimilation*.

France. — Paris. — „Il y a des chances pour que le Congrès de Lyon, — s'il a lieu, — contienne quelques éléments plus révolutionnaires et plus socialistes que celui de Paris. Ici du moins, dans les réunions préparatoires où l'on discute délégations et mandats, des orateurs collectivistes, anarchistes, révolutionnaires ont parlé.

Une question est maintenant débattue au sein du prolétariat parisien. Y aura-t-il au Congrès de Lyon des délégations seulement corporatives, ou aussi des délégations collectives ? Nous soutenons, nous, que les ouvriers syndiqués ont le *droit* et le *devoir* d'envoyer à Lyon leurs délégués corporatifs, mais nous soutenons aussi que la délégation parisienne ne serait pas complète, s'il ne sortait pas des assemblées publiques des délégués qui aillent représenter collectivement les ouvriers qui ne sont pas syndiqués. Le Congrès de Lyon, en effet, par sa convocation et son ordre du jour, n'est pas un Congrès des Chambres syndicales, mais un Congrès ouvrier.

Dans la première réunion générale où cette question a été débattue, le président au moment du vote posa la question d'une façon si insidieuse, qu'en se prononçant pour le principe de la délégation corporative, on écartait toute délégation collective.

Ainsi posée, la question fut résolue par la majorité dans le sens le plus exclusif.

La commission nommée fit son rapport dans la séance suivante, et tint loyalement compte de la proposition d'une délégation collective. Mais les adversaires de cette proposition étaient en nombre, et l'emportèrent de nouveau.

Tous les ouvriers présents qui voulaient adjoindre aux délégations corporatives, une délégation collective avec un mandat impératif déterminé par l'assemblée, se sont constitués à part, et ont plusieurs réunions au sein desquelles les orateurs se prononcent carrément pour l'expropriation bourgeoise et la propriété collective.

Si donc le Congrès ouvrier de Lyon a lieu, il est probable que Paris enverra des délégués corporatifs issus des syndicats, et des délégués élus dans des réunions publiques, porteurs de mandats impératifs.

Lyon. — „J'ouvre le *Peuple lyonnais* du 29 novembre 1877 et j'y vois : **Les Provocations.** — Je ne relèverai pas la première partie de la note qui m'a tout l'air de s'adresser spécialement aux monarchistes. Mais, où le *Peuple lyonnais* s'oublie, et généralise sa critique, c'est lorsqu'il dit : „Il y a des gens aujourd'hui qui veulent du bruit. C'est incontestable.

Cette phrase s'adresse assurément aussi bien à ceux qui, lors de la période électorale ont publié, affiché, distribué à Lyon des écrits révolutionnaires, qu'à ceux qu'on appelle Cléricaux ; aussi bien à ceux qui ont lancé le 2^{me} Manifeste de l'Internationale (manifeste qu'on a eu le soin de taire) qu'à la réaction tout entière.

Avant d'aller plus loin, nous devons récuser toute espèce de solidarité tant avec les cléricaux, monarchistes, impérialistes, qu'avec les républicains de la nuance de *Monsieur P. Leconte*, rédacteur du *Peuple lyonnais*. — Ceci dit, nous répondrons : Oui, nous voulons du bruit ; oui, nous voulons la révolution, et nous atteindrons le but que nous nous acharnons à poursuivre, malgré vous, malgré tous, parce que la révolution est une vérité, que le peuple a besoin de vérité, et que, lorsque nous aurons réussi à nous faire entendre, — malgré le concours contraire que vous nous accordez avec tant de bienveillance — vos paroles doucereuses de calme et de modération ne suffiront plus à tromper le peuple et que vous serez impuissants à arrêter le flot populaire. Oh ! alors, paisibles bourgeois, modérantistes quand même, vous, prêcheurs de conciliation, qui nous dit que vous ne serez pas les premiers à prendre les armes pour arrêter ce flot qui malgré tous vos efforts vous engloutira ? Qui vous le dit ? L'histoire ! l'histoire de nos jours : 1871. La Conciliation ! la Modération ! Est-ce grâce à ces deux vertus (que vous n'avez pas quand il s'agit de votre intérêt personnel) que vous, *manants* du siècle dernier, êtes devenus *bourgeois* de celui-ci ? dites, répondez ?

„Le parti républicain doit au calme et à la sagesse dont il a toujours fait preuve, ses immenses progrès dans le pays.

Ah ! vraiment ! faut-il répondre ? non, il vaut mieux rire. Car, la situation économique qui nous est faite, répond d'une façon plus éloquente que nous.

Quant au dernier paragraphe de *Monsieur Leconte*, dans lequel il promet des récompenses, ni plus ni moins qu'un jésuite quelconque distribuant des billets de Paradis aux petits enfants que des parents imbéciles confient à sa garde, nous savons à quoi nous en tenir. Nous savons très-bien que la seule récompense promise aux révolutionnaires par le parti bourgeois, c'est... le *plateau de Satory*. Mais, ce que nous savons très bien encore c'est que nous sommes disposés à le vendre cher, notre sang ; et que partout où le sang d'un des nôtres est répandu, il en ressuscite vingt !

Angoulême. — „La société est pourrie, gangrenée jusqu'à la moelle. Le vieil édifice s'écroule. Il n'y a pas de réformes à faire, pas de replâtrages, il n'y a plus à songer à le réparer, il tombe ! il faut le raser net. De là naît la nécessité absolue, inévitable de la révolution : en tout, partout, et pour tout. Alors, ceux qui verront ces grandes choses, car il en coûtera encore bien des déchirements, ceux-là, dis-je, auront pour mission de recommencer un monde nouveau, et repartant des grands principes de la nature, ils poseront les bases d'une société nouvelle, qui n'ayant rien à craindre pour la liberté, n'aura qu'à travailler à la conquête des moyens qui lui donneront le plus de bien-être possible. En présence de ces événements, peut-être plus près de nous qu'on ne le croit, il est de notre devoir de nous y préparer, d'y préparer les autres, de l'annoncer, d'en propager l'idée, par nos actions, par la parole, par la plume, et par toutes les ressources dont chacun de nous dispose.

Nous avons cette double tâche, nous républicains, d'être en action constamment en rapport avec les idées que nous proclamons, d'être toujours à l'abri de toute attaque, de parler sans crainte, sans ménagements ; de combattre l'erreur partout, et de pouvoir toujours marcher la tête haute, quoique entourés d'ennemis, de contradicteurs, et leur imposer silence, parce qu'on peut être la plus franche canaille et être bonapartiste, mais il est impossible d'être vraiment le serviteur de la grande cause, si l'on n'est d'abord, et avant tout, un honnête homme.

Savoie. — „Le journal fait beaucoup de bien dans les campagnes. Les paysans se font un devoir de se le passer les uns aux autres. A C. . . le curé refuse l'absolution à toute une famille depuis près d'un mois, parce que le père lit le journal et est en rapport avec le diable, qui, sous le nom d'Internationale, menace de prendre place dans les foyers les plus humbles et les plus reculés de nos montagnes qui en avaient été épargnées jusqu'à aujourd'hui; à R. . . où il y a une capucinière, il paraît qu'elle ne suffit plus! l'Internationale que l'on n'aurait jamais soupçonnée d'avoir autant d'audace, y fait des adeptes. Aussi, on a fait venir des missionnaires pour combattre le fléau qui menace la société. Les plus éloquentes tonnent tous les soirs du haut de la chaire contre les hommes qui sont assez pervers pour penser qu'ils doivent faire leur bonheur eux-mêmes, sans compter sur ceux que Dieu a envoyés pour cela!

Enfin, ça va doucement, mais sûrement. On discute aux champs, à l'écurie; on parle, de propriété collective, d'abolition de l'héritage. Il n'y a qu'à ne pas perdre courage, et nous arriverons à avoir des amis dans peu de temps, là où il y avait des ennemis: car, si le travailleur des champs est hostile à la ville, c'est que dans son pays ce qu'on appelle la ville, c'est là où il y a le tribunal, le percepteur, et toute la clique qui dépouille le travailleur. Ne connaissant que cela de la ville, il a bien raison de la détester; il faut lui faire connaître la ville qui travaille et qui comme lui meurt de faim.“

Résolutions soumises au vote au Congrès socialiste universel de Gand.

(Suite.)

b. „Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle de tous les partis politiques et que ce pouvoir ne saurait avoir d'autres conséquences que de créer des situations privilégiées;

Considérant d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée, non pas en partis politiques, mais bien en situations économiques, exploités et exploités, ouvriers et patrons, salariés et capitalistes;

Considérant en outre, que l'antagonisme qui existe entre ces deux classes ne peut cesser par la volonté d'aucun pouvoir politique, mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploités;

Nous croyons de notre devoir de combattre tous les partis politiques, qu'ils s'appellent ou non socialistes, en espérant que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, éclairés par l'expérience, ouvriront les yeux et abandonneront la voie politique pour adopter celle du socialisme anti-gouvernemental.“ (Déposée par Werner, Chalain, Gérombou.)

Ont voté *pour*: tous les anarchistes, c'est-à-dire les délégués des fédérations et groupes représentés au Congrès de Verviers. (9 voix.)

Ont voté *contre*: tous les autres. (18 voix.)

Les 2 délégués de la Fédération française ont voté *pour*. Des délégués de groupes français isolés, deux ont voté *contre* Bert et Robin; un s'est abstenu, Paulin.

c. „Considérant que la situation économique actuelle est la cause de toutes les injustices sociales,

Considérant que tous les partis politiques bourgeois, ont pour objet de soutenir cet ordre social,

Considérant d'autre part que nous avons reconnu que l'ordre social actuel est soutenu par la force et ne peut être renversé que par la force,

Considérant que les moyens que l'on emploie doivent être en concordance avec le but que l'on veut atteindre,

Le Congrès déclare que les travailleurs doivent se constituer à part et contre tous les partis bourgeois, et que pour aboutir à la révolution sociale, il faut faire l'agitation insurrectionnelle *de fait* et de propagande.“ (Déposée par Rodriguez.)

Ont voté *pour*: Rodriguez, Chalain, Paulin (délégué français), de Paepe.

Ont voté *contre*: Barie, Greulich.

Se sont abstenus tous les autres délégués présents.

Etaient absents: Levaschoff, Mendoza, Liebknecht, Brismée.

d. „Considérant que le socialisme est une aspiration établie par le besoin, énoncée par la science, s'appuyant sur les lois naturelles et humaines, pour cela, il n'est pas besoin de la protection et de l'amitié d'aucun gouvernement ou de quelque parti de gouvernement;

Que le parti socialiste, d'accord plus ou moins sur le but, est nécessairement divisé sur la question du moyen, parce que la puissance bourgeoise est aussi divisée dans les moyens de résistance,

Le Congrès universel socialiste réuni à Gand affirme sa résistance comme force indépendante de tout gouvernement de parti, et prend la résolution suivante:

De ne négliger aucun moyen, depuis la propagande devant les tribunaux et dans les parlements jusqu'à la barricade, d'user avec circonspection et même défiance de la conspiration, de tolérer la lutte électorale au point de vue du prosélytisme, de l'agitation et de la diffusion à donner aux idées socialistes, de préférer l'insurrection à l'état mûr comme moyen plus prompt, efficace et résolutif.“ (Présentée par Zanardelli et Paulin.)

Ont voté *pour*: Zanardelli, Paulin (délégué d'un groupe français), de Paepe.

Ont voté *contre*: Chalain, Guillaume, Costa, Barie, Werner, Rinke, Brousse, Montels (délégués de la Fédération française), Gérombou.

Se sont abstenus tous les autres délégués présents.

Troisième question. — De l'organisation des corps de métier.

a. „Considérant que les corps de métier dans la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme sont un des plus puissants leviers pour l'émancipation des travailleurs,

Le Congrès engage toutes les catégories d'ouvriers qui ne sont pas encore organisées de se constituer en association de résistance, en reconnaissant que le but de toutes les organisations ouvrières doit être l'abolition complète du salariat.“

Adoptée par 23 voix (unanimité des délégués présents moins une abstention).

Le Drapeau rouge!

(Chant ouvrier)

Air: „Les bords de la libre Sarine.“

REFRAIN.

Le voilà! le voilà regardez!

Il flotte, et fier, il bouge

Ses longs plis au combat préparés.

Osez le défier,

Notre superbe drapeau rouge,

Rouge du sang de l'ouvrier! (*bis*)

COUPLETS.

I.

Dans la fumée et le désordre,

Parmi les cadavres épars,

Il était du «parti de l'ordre»

Au massacre du Champ-de-Mars! (*bis*).

II.

Mais planté sur les barricades

Par le Peuple de février,

Lui! le signal des fusillades

Devient drapeau de l'ouvrier. (*bis*)

III.

Plus tard, l'ingrate république

Laissant ses fils mourir de faim,

Il rentre dans la lutte épique

Le drapeau rouge de Juin! (*bis*)

IV.

Sous la Commune il flotte encore

A la tête des bataillons,

Et, chaque barricade arbore

Ses longs plis taillés en haillons. (*bis*)

*) Cette chanson que nous publions sur la demande des délégués français au dernier Congrès, fut composée à l'occasion de la fête du 18 mars 1877 qui eût lieu à Berne; elle est devenue aujourd'hui populaire. Nous donnons aussi deux nouveaux couplets composés par M. Tout-le monde après l'attaque de la police à Berne et la revanche prise par l'Internationale à St-Imier:

„On crut qu'à Berne, en république,

Il devait passer fièrement!

Mais, par le sabre despotique,

Il fut attaqué lâchement. (*bis*.)

Quel est ce drapeau qui balance

Ses plis sur un cortège ouvrier?

C'est lui! glorieux, il s'avance

En triomphe dans St-Imier! (*bis*).“

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française
de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Lorsque nous appelions « Crampon de l'Elysée » le Maréchal-président de la république, nous ne pensions pas si bien dire.

On voulait au centre-gauche qu'il se *soumit*. A l'extrême-gauche qu'il se *démit*. Nous réclamions, nous, qu'on le *descendit*. Hé bien! il ne se soumet pas sérieusement, il ne se démet nullement; il s'*aplatit* et il se *cramponne*.

Nous nous sommes toujours figuré le maréchal, comme un énorme crampon de fer, à figure humaine, accroché par la réaction au sommet de l'édifice de notre constitution républicaine. Comme tout crampon, ce crampon avait une corde, et à cette corde se suspendaient et tiraient en tous sens les démolisseurs de la gent cléricale.

De plus en plus, l'édifice ainsi sécoué, et d'ailleurs mal bâti, menaçait ruine. Et, ce qui nous étonne, c'est qu'il ait résisté à tous ces tiraillements. Enfin, il a tenu bon. C'est la corde qui a cassé, et le bout de corde à la main, la réaction blanche est allée mesurer le pavé.

Aussitôt l'édifice a retenti de cris de joie et de chants d'allégresse. Habitants, mes chers frères, c'est trop tôt chanter. Le crampon s'est aplati au sommet de la maison, mais il y reste. Or, tant qu'il y aura un crampon, à ce crampon on pourra attacher une corde; et, tant qu'il y aura une corde, la réaction, remise sur pieds, pourra tirer dessus. Au lendemain du 24 mai, la maison a résisté; au lendemain du 16 mai, elle a tenu encore, mais, la troisième tentative amènera l'écroulement sur nos têtes.

Ce crampon, il faut qu'on le descende. Plus de crampon, plus de corde; plus de corde, plus de gens pour tirer dessus. C'est une vérité de M. de la Palisse.

Ce que nous en disons, n'est pas que nous désirions le moins du monde le salut de l'édifice. Dans cette maison constitutionnelle, il y pleut, il y vente, il y neige et on n'y jouit d'aucune liberté de mouvement: à chaque mouvement qu'on fait, un moellon judiciaire ou policier vous tombe sur la tête. Comme tout édifice lézardé, il faut qu'il tombe, et le plus tôt, sera le mieux.

Mais, le droit de le rebâtir échéant à ceux qui l'auront démolì, nous voudrions que ce fut nous qui puissions l'abattre. Nous en construirions un à la place qui serait autrement solide, parce qu'au faite il n'y aurait de place pour un crampon d'aucune sorte, ni blanc, ni rouge, ni bleu.

Cet édifice s'appellerait: La République des Communes sociales. Or, la République des Communes sociales ne saurait avoir de président.

Bulletin international.

Après une période de centralisation et d'orthodoxie, à outrance, il semble se produire dans le parti ouvrier allemand des symptômes de retour à une période plus conforme à l'esprit du socialisme, à une période de discussion et d'autonomie. A Leipzig, à Munich, un peu partout, des jeunes gens anarchistes discutent et convoquent réunions sur réunions. Leur activité ne doit pas être sans influence, puisque les journaux bourgeois les attaquent, les universités les punissent s'ils sont étudiants, et les tribunaux les condamnent. Dernièrement encore un compagnon nommé Schuster a dû quitter l'université de Munich et a été condamné à la prison. Ce qui arrive ne nous étonne pas; nous l'avions prévu. Si nos amis s'attachent surtout aux questions de principes, peu à celles de personnes, nous leur prédisons un succès véritable. Ils s'apercevront vite que, de même que l'Allemagne historique, l'Allemagne ouvrière est plus autonome qu'on ne le croit généralement.

Le Conseil général belge a informé toutes les fédérations internationales de Belgique que le Congrès régional se tiendrait à Bruxelles les 25 et 26 décembre 1877. A l'heure où paraîtront ces lignes ce Congrès aura donc eu lieu, mais nous ne pourrions encore avoir reçu aucune nouvelle précise. L'ordre du jour est ainsi établi: — 1° Rapports et vérifications des comptes; — 2° Transfert du Conseil général belge; — 3° Mesures à prendre concernant la résolution du transfert du bureau fédéral international à Verviers; — 4° Revue du mouvement ouvrier en Belgique; — 5° Mesures à prendre en cas d'événements (*proposition de la fédération de la vallée de la Vesdre*); — 6° Des moyens pratiques pour faire triompher la grève générale.

Parmi ces questions deux principalement intéressent l'administration intérieure de l'Internationale; ce sont les questions 2° et 3°. A propos de la question 2° nous désirons seulement que le nouveau Conseil général remplisse ses fonctions plus ponctuellement que l'ancien. On se rappelle que lors de la convocation du IX^e Congrès général (Verviers), le secrétaire-correspondant, Cænen, avait négligé de faire connaître la convocation aux fédérations belges. Nous espérons que cette incroyable négligence (si toutefois cela en est une!) ne se reproduira plus. A propos de la question 3° nous mettrons tout simplement sous les yeux de nos lecteurs la résolution votée dans le dernier Congrès général: «Le Congrès choisit la fédération belge comme fédération chargée de nommer pour l'année 1877-78 le *Bureau fédéral international*, et il décide que jusqu'à ce que le Congrès régional Belge se réunisse, ce bureau, siégera à Verviers.» Dès que des nouvelles du Congrès nous seront parvenues nous les communiquerons à nos lecteurs.

Des différentes choses appropriées.

Après avoir défini le *degré* et le *mode* d'appropriation des choses, il sera utile de faire, pour nos lecteurs, une énumération rapide des objets principaux, parmi ceux susceptibles d'être appropriés.

Notre énumération, — nous le savons, — ne sera pas sans lacunes. Nous en prenons notre parti. Cet inconvénient résulte de la brièveté de nos résumés qui voudraient être populaires. Mais afin de rendre ces lacunes le plus rares possible, il nous semble utile de prendre comme guide quelque classification. La plus commode, — quoique peu scientifique, — nous paraît être la répartition de tous les objets appropriables, sous ces trois chefs principaux; — Production, — Circulation, — Consommation.

On pourrait dire sans commettre une erreur trop grossière, que la PRODUCTION exige le concours de deux catégories de richesses, les richesses naturelles et les richesses créées.

Le sol, qui sous le nom de *terre arable* est cultivé et donne naissance à une propriété, la *propriété foncière*, et à une possession, le *fermage*; le sous-sol qui contient les *mines*, les *houillères*, les *carrières*, dont le mode et le degré d'appropriation sont si variés dans les divers pays; enfin, l'homme lui-même, *force intellectuelle et musculaire*, dont la propriété aux mains d'un maître constituait jadis l'esclavage; tels sont les objets qui rentrent à nos yeux dans la section des richesses dites naturelles.

Sous cette rubrique, richesses créées, nous comprendrons, l'*outil*, la *machine* et d'une façon plus générale, tout instrument de travail.

Quand par la production, un objet a revêtu la forme qui le rend utile, il rentre dans la CIRCULATION, généralement pour être transporté dans le lieu où il sera procédé à son emploi. Ce transport se fait habituellement jusqu'ici par *terre* ou par *eau*; par terre, au moyen de routes, de chemins, de rues, de voies ferrées; par eau, par l'entremise de fleuves, de mers, de rivières canalisées, de canaux. Il y aura donc à s'occuper de la propriété ou de la possession des *mers*, des *routes*, des *canaux*, des *voies ferrées*. Notre énumération cependant serait trop incomplète, si nous ne tenions pas compte du fait que la valeur des objets à forme utile est fréquemment lancée dans la circulation commerciale sous forme de signes. Ces signes sont tantôt des gages métalliques, comme les monnaies d'or, d'argent, ou de métaux moins précieux, tantôt seulement des signes représentatifs, des gages fiduciaires, comme les billets de banque, les effets de commerce, etc. Nous aurons garde donc, de ne pas oublier l'étude de l'appropriation de ces signes.

Arrivé à destination, l'objet utile peut être employé comme matière première, ou comme instrument de travail, pour la reproduction. Mais, souvent aussi, il est affecté à la CONSOMMATION. Il peut arriver alors, qu'il ne puisse être consommé qu'à la condition d'être rapidement détruit dans sa forme utile; c'est le cas, pour les aliments, les boissons, les costumes. D'autres fois, son utilité s'use moins rapidement par l'usage: cela arrive lorsqu'il s'agit des *maisons* qu'on habite, du *meuble* qu'elles contiennent, des *musées*, des *bibliothèques*, des *promenades publiques*. Cette différence dans les résultats de l'emploi de ces objets entraîne aujourd'hui pour eux de nombreuses différences dans le mode et le degré de leur appropriation. Les habitations, les mobiliers, ont des propriétaires et des locataires individuels; les lieux publics des propriétaires

collectifs; les aliments, les costumes, choses qui s'assimilent ne sauraient logiquement avoir que des propriétaires individuels. Voilà certes, des distinctions qu'il nous faudra faire aussi dans une certaine mesure, quelles que soient d'ailleurs les idées auxquelles nous nous arrêterons par la suite. Mais n'anticipons pas.

Résumons plutôt tout ce que nous venons de dire, et pour que notre résumé soit plus clair, donnons-le sous forme de tableau:

Dans notre étude sur l'appropriation des choses, nous aurons à parler,

Dans le domaine de la PRODUCTION:

1. De la *propriété foncière*;
2. Des *mines*, des *houillères*, des *carrières*;
3. De la *force intellectuelle et musculaire*;
4. De la *machine* et de l'*outil*.

Dans le domaine de la CIRCULATION:

5. Des *routes*, des *chemins*;
6. Des *canaux* et des *rivières*;
7. Des *mers*;
8. Des *voies ferrées*;
9. Des *monnaies* et des *signes représentatifs*.

Dans le domaine de la CONSOMMATION:

10. Des *produits assimilables*;
11. Des *maisons* et de leurs *mobiliers*;
12. Des *musées*, des *bibliothèques* et des *promenades publiques*.

Nos lecteurs se souviennent qu'à Paris, dans les réunions publiques, la question de savoir s'il n'y aurait au Congrès de Lyon que des délégués corporatifs, autrement dit des délégués syndicaux, ou si tout groupe ouvrier formé pour la satisfaction d'un intérêt ouvrier quelconque, aurait droit de représentation, a été vivement agitée. Nous nous sommes complètement ralliés à l'idée d'une *représentation corporative* et d'une *représentation collective*, parce que par ce moyen seul les aspirations du prolétariat peuvent être produites d'une façon complète: les intérêts de métier seront de cette manière représentés ainsi que les intérêts de principe. La commission organisatrice du Congrès de Lyon est absolument de notre avis, ainsi que le démontre le document suivant;

„D'après la sanction donnée par la réunion du 2 décembre dernier, à la date du 28 janvier 1878, pour l'ouverture définitive du Congrès de Lyon, la commission organisatrice croit utile de rappeler aux travailleurs de France que le moment est venu, pour les *chambres syndicales* et les *divers groupes ouvriers* qui désirent y être représentés, de procéder au plutôt à la nomination de leurs délégués et à l'envoi de leurs adhésions, qui seront reçues aux adresses ci-dessous, jusqu'au 21 janvier 1878, dernier délai.

Elle invite aussi les travailleurs à souscrire, soit dans les bureaux de journaux, soit aux sièges de leurs groupes ou sociétés, afin de subvenir aux frais nécessités par cette œuvre sociale.

Enfin, elle renouvelle son appel à la presse républicaine pour ouvrir dans les colonnes des divers journaux, des souscriptions en faveur du Congrès, et pour lui prêter son appui dans la tâche qu'elle a à remplir.

Les adhésions et procès-verbaux de nomination des délégués doivent être adressés à la citoyenne Finet, 151, rue Duguesclin, et au citoyen Deschamps, 18, rue Madame, à Lyon.

Les fonds souscrits sont reçus chez le citoyen Merle, 91, rue Montesquieu, à Lyon.

Pour la Commission:
Labouret, Deschamps, Bonjour.

Cette question de la liberté de formation et de représentation des groupes ouvriers est pour nous plus qu'une affaire d'actualité; elle touche à cette importante question de principe: autonomie du groupe.

*) Voir le n° 15 de l'Avant-Garde.

Des délégations ouvrières françaises ont visité, en 1873, en 1876, les expositions universelles de Vienne, de Philadelphie. Et, — ce ne sont pas les membres de l'Internationale qui peuvent l'oublier — cette association prit naissance lors de l'exposition de Londres de 1864, qui mit en présence les aspirations socialistes des ouvriers de tous les pays. En 1878, Paris aura son exposition universelle. Nous engageons donc nos amis des fédérations Suisse, Belge, Espagnole, Italienne, . . . etc. . . de se donner rendez-vous dans la capitale de la France révolutionnaire. A côté des délégations ouvrières officielles traînant au pied le boulet gouvernemental, il peut être utile de voir aussi les délégations ouvrières indépendantes de toute attache.

C'est surtout aux ouvriers des pays libres, qui ont pu développer complètement chez eux l'étude des questions sociales, qu'incombe le devoir d'aller communiquer ce qu'ils ont appris, aux ouvriers des pays où la propagande socialiste est (comme c'est le cas en France) si difficile.

Espagne.

(Correspondance spéciale de „l'Avant-garde“.)

Les événements politiques dont en ce moment la France est le théâtre, préoccupent de ce côté des Pyrénées l'opinion publique plus que toute autre question, plus même que les affaires intérieures de ce pays-ci. Les yeux étaient fixés ces jours passés sur Paris, d'où l'on attendait le signal de la Révolution, qui n'eût pas été sans écho en Espagne, si elle eût éclaté, car ici aussi les esprits sont depuis longtemps dans l'attente d'une étincelle qui mette le feu aux poudres. Les travailleurs espéraient, la bourgeoisie tremblait. . . Les dépêches étaient lues avec impatience, avec anxiété. On sentait que si le drapeau rouge eût été de nouveau arboré à l'Hôtel-de-Ville de Paris, un immense et irrésistible courant d'émancipation eût traversé les frontières, comme déjà les avaient franchies la crainte et l'espoir qui faisaient palpiter tous les cœurs.

Mais les travailleurs français ne paraissent pas avoir su soutenir leur traditionnelle renommée révolutionnaire. Leur abdication entre les mains du parlementarisme bourgeois a été une déception pour les socialistes espagnols, qui cependant espèrent encore que leurs frères peuvent avoir encore l'occasion de réparer leur faute. Le manifeste de la Fédération française traduit et publié par „El Orden“ a été très-bien accueilli, et réparé un peu la mauvaise impression de l'attitude générale du prolétariat français.

Au contraire, les républicains bourgeois de la péninsule Ibérique applaudissent des deux mains „la sagesse, le bon sens, la discipline du peuple français.“ Ils chantent sur tous les tons, dans les colonnes de leurs journaux des hymnes d'admiration pour ce bon peuple, hier encore si intraitable, aujourd'hui si docile et de si bonne composition, et même chose singulière, des journaux monarchistes comme *El Imparcial* et autres ne lui ménagent pas leurs éloges. Castelar a adressé une dépêche de félicitations à M. de Marcère, ministre de l'Intérieur de la République Française, et si quelqu'un des travailleurs français qui ont voté aux dernières élections croit qu'elle s'adresse à lui aussi et y avoir quelque part, qu'il sache pour être édifié sur sa portée, que presque en même temps ce jongleur de tribune écrivait à ses amis, au sujet d'une entente avec les différentes nuances du parti républicain, et exigeait comme condition *sine qua non* de son concours qu'on repoussât tout ce qui était affecté de fédéralisme ou de socialisme: „*ni federalismo, ni socialismo*“ telles sont ses expressions.

Le socialisme préoccupe quand même plus qu'on ne croit les bourgeois de toutes couleurs politiques. L'Académie des sciences morales et politiques, a fondé un prix en Espagne, pour le meilleur mémoire qui sera présenté en 1878 sur ce thème: „*De l'Egalité des conditions*“, et l'Athénée scientifique de Madrid vient de mettre à l'ordre du jour de ses discussions: „*La question sociale*.“

Informés de ce dernier fait treize ouvriers de la capitale ont adressé une lettre au Président de l'Athénée, le priant de les admettre à prendre part à la discussion d'un sujet si intéressant pour eux „*pour entendre, pour apprendre et peut-être aussi pour démontrer quelque chose quand ce ne serait que leurs erreurs*“ disent-ils.

On ne pouvait présenter une demande dans des termes plus modestes. Mais nos savants bourgeois, qui se repentent déjà d'avoir abordé, on ne sait pas trop pourquoi, une matière aussi épineuse pour eux, et qui ne sentent pas sur ce point le terrain bien solide sous leurs pieds, redoutant la dialectique d'obscur

travailleurs, n'ont eu garde d'obtempérer à leur désir. Malheureusement pour ces messieurs, le levain socialiste s'était glissé jusque dans leur sein. Un jeune ouvrier, tailleur, Henri Borel, qui faisait partie de l'Athénée prit à la troisième session la parole, battit avec verve et ironie ses „savants“ contradicteurs, et après les avoir confondus fit un brillant exposé et une chaleureuse défense du collectivisme. Ce fut un événement, ça a été un scandale. Toute la presse de Madrid s'en est occupée, rendant du reste hommage au talent de notre corrégionnaire, mais sans cacher sa perplexité parce que ce fait dévoile un symptôme. C'est que le socialisme est plus vivant que jamais, et qu'il se trouve partout, et prêt à chaque occasion de quelque nature qu'elle soit, à s'affirmer.

Au reste pendant que les uns le défendent par la parole au milieu même des sociétés bourgeoises qui ont monopolisé pour elles les libertés d'association et de discussion, d'autres s'occupent de travaux plus sérieux, dont à cause de leur caractère je ne puis vous rendre compte. Je vous raconterai cependant un fait tout récent qui a semé aussi l'alarme parmi les conservateurs et dont Madrid a encore été le théâtre.

M. Garcia Ruiz, le député républicain complice du coup d'Etat du général Pavia, dont le prix fut le ministère de l'Intérieur au 3 janvier de 1874, et le premier acte le décret de dissolution de l'Internationale a été l'objet d'un acte de représailles. Une boîte remplie de matières explosives et incendiaires a été déposée chez lui avec sa mèche allumée, qui, on ne sait par quelle casualité, s'est éteinte sans avoir communiqué le feu au contenu de la boîte. M. Garcia Ruiz qui a des raisons pour savoir d'où peuvent lui venir ces agréables surprises, s'est empressé de changer de domicile. Mais une communication du *Noyau vengeur exécutif* a averti aussitôt le portier de sa nouvelle demeure que le cruel auteur de déportations de 1874 n'en serait pas quitte à si bon marché, et poursuivi par la mèche vengeresse dans quelque refuge qu'il s'abritât. Les locataires de la maison informés, se hâtèrent immédiatement de jeter leurs meubles sur le pallier et se préparèrent à déménager jusqu'à ce que le propriétaire ému à son tour signifiait son congé à M. Garcia Ruiz, qui errant maintenant de garni en garni, et fuyant devant ce terrible point d'interrogation adressé par des voix plus positives que celle du mystérieux Dieu de Caïn: Qu'as-tu fais de tes frères? vient d'apprendre par expérience que la médaille de conservateur a aussi son revers.

VARIÉTÉS.

(Extrait de la brochure: „Les ours de Berne et l'ours de St-Petersbourg“ de Michel Bakounine.)

La société moderne est tellement convaincue de cette vérité: *que tout pouvoir politique, quelle que soit son origine et sa forme, tend nécessairement au despotisme* — que dans tous les pays où elle a pu s'émanciper quelque peu, elle s'est empressée de soumettre les gouvernements, lors même qu'ils sont issus de la révolution populaire, à un contrôle aussi sévère que possible. Elle a mis tout le salut de la liberté dans l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, et la Suisse en est un, la liberté ne peut donc être réelle, que lorsque ce contrôle est réel. Par contre si le contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.

Il serait facile de démontrer que nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel. Nous nous bornerons pour cette fois à en examiner l'application dans la Suisse. D'abord parce qu'elle nous tient de plus près, et ensuite, parce qu'étant aujourd'hui seule en Europe une république démocratique, elle a réalisé en quelque sorte l'idéal de la souveraineté populaire, de sorte que ce qui est vrai pour elle, doit l'être, à bien plus forte raison, pour tous les autres pays.

Les cantons les plus avancés de la Suisse ont cherché, vers l'époque de 1830, la garantie de la liberté dans le suffrage universel. C'était un mouvement tout-à-fait légitime. Tant que nos Conseils législatifs n'étaient nommés que par une classe de citoyens privilégiés, tant qu'il existait des différences, sous le rapport du droit électoral, entre les villes et les campa-

peuples, entre les patriciens et le peuple, le pouvoir exécutif choisi par ces Conseils, aussi bien que les lois élaborées dans leur sein, ne pouvaient avoir d'autre objet que d'assurer et de réglementer la domination d'une aristocratie sur la nation. Il fallait donc, dans l'intérêt de la liberté populaire, renverser ce régime, et le remplacer par celui de la souveraineté du peuple.

Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion, et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et dans tous, la démolition aujourd'hui si flagrante du parti radical. Les radicaux n'ont pas voulu tromper le peuple, comme l'assure notre presse soi-disant libérale, mais ils se sont trompés eux-mêmes. Ils étaient réellement convaincus lorsqu'ils promirent au peuple, par le moyen du suffrage universel, la liberté, et pleins de cette conviction, ils eurent la puissance de soulever les masses et de renverser les gouvernements aristocratiques établis. Aujourd'hui, instruits par l'expérience et par la pratique du pouvoir, ils ont perdu cette foi en eux-mêmes et dans leur propre principe, et c'est pour cela qu'ils sont abattus et si profondément corrompus.

Et en effet, la chose paraissait si naturelle et si simple: une fois que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émaneraient directement de l'élection populaire, ne devraient-ils pas devenir l'expression pure de la volonté du peuple, et cette volonté pourrait-elle produire autre chose, que la liberté et la prospérité populaire?

Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortie de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. Le peuple, en Suisse comme partout, veut instinctivement, veut nécessairement deux choses: la plus grande prospérité matérielle possible avec la plus grande liberté d'existence, de mouvement et d'action pour lui-même: c'est-à-dire la meilleure organisation de ses intérêts économiques et l'absence complète de tout pouvoir, de toute organisation politique; — puis-que toute organisation politique aboutit fatalement à la négation de sa liberté. Tel est le fond de tous les instincts populaires.

Les instincts de ceux qui gouvernent, aussi bien de ceux qui font les lois que de ceux qui exercent le pouvoir exécutif, sont, à cause même de leur position exceptionnelle, diamétralement opposés. Quels que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés, ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son pupille. Mais entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister. D'un côté il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur exerçant soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif. Qui dit pouvoir politique, dit domination; mais là où la domination existe, il doit y avoir nécessairement des hommes, une partie plus ou moins grande de la société qui est dominée, et ceux qui sont dominés détestent naturellement ceux qui les dominent; tandis que ceux qui dominent doivent nécessairement réprimer, et par conséquent opprimer ceux qui sont soumis à leur domination.

Telle est l'éternelle histoire du pouvoir politique, depuis que ce pouvoir a été établi dans le monde. C'est ce qui explique aussi pourquoi et comment des hommes qui ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés les plus furibonds, lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, deviennent des con-

servateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir. On attribue ordinairement ces palinodies à la trahison. C'est une erreur; elles ont pour cause principale, le changement de perspective et de position, et n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus.

Pénétré de cette vérité, je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composés d'ouvriers, ces ouvriers qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploiters. Ma conclusion est celle-ci: *il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploiters et des exploités. Le pouvoir politique une fois aboli, il faut le remplacer par l'organisation des forces productives et des services économiques.*

Résolutions soumises au vote au Congrès socialiste universel de Gand.

(Suite.)

b. „En conséquence du vote par lequel il a déclaré la nécessité d'établir une solidarité internationale entre les corps de métiers, le Congrès émet le vœu de voir ces associations se réunir le plus tôt possible en Congrès international et engage ceux de ses membres qui sont délégués de groupes de métiers à s'entendre pour la convocation de ce Congrès.“

Adoptée sans opposition.

Quatrième question. — De la valeur pratique des colonies communistes, ... etc.

Sur cette question nous n'avons pas le texte officiel de la résolution votée.

Cinquième question. — Du pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations socialistes.

a. „Un pacte de solidarité complet est-il possible entre les différentes organisations socialistes?“

Ont voté oui: Cardon, Bertrand, Anseele, Van Beveren, Paterson, de Witte, Cœnen, Verbawen, de Paepe (9 oui).

Ont voté non: Rodriguez, Chalain, Guillaume, Costa, Martini, Fraenkel, Werner, Rinke, Brousse, Montels, Gérombou, Greulich (12 non).

Abstention: Barie, Bert (délégué français), Bazin, Steens, Paulin (délégué français), Zanardelli, Robin (délégué français), Liebknecht (8).

Absents: Hales, Brismée, Mendoza.

b. „Le Congrès reconnaît qu'un pacte de solidarité qui implique nécessairement identité dans les principes généraux et dans le choix des moyens, ne peut être conclu entre des tendances qui ont des principes et des moyens différents;

Il émet le vœu que dans le sein du parti socialiste de toutes nuances, on évite de retomber dans les attaques et les insinuations calomnieuses qui ont malheureusement été faites de part et d'autre, et, tout en reconnaissant à chaque fraction le droit de critique raisonnée sur les autres fractions, recommande aux socialistes le respect mutuel que se doivent des hommes ayant le sentiment de leur dignité et la conviction de leur sincérité réciproque.“ (Déposée par Guillaume, Brousse, Costa, Rodriguez, Werner, Gérombou.)

Adoptée à l'unanimité y compris par conséquent le citoyen Greulich.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idee sur l'organisation sociale , par J. Guillaume	fr. —. 50
La dictature , par Lefrançais	” —. 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France , par Jules Montels	” —. 15
Radicalisme et socialisme , par A. Schwitzguebel	” —. 30
Lettres sans adresses (Tchernychewsky), traduit du russe	” —. 30

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française, l'Avant-garde " servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,

Six mois 4 „

Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Quelques mots sur la propriété. *)

De la propriété foncière.

Nous n'apprenons certainement rien à personne, si nous disons que le sol arable (c'est-à-dire celui que l'on consacre à la production agricole) est actuellement l'objet de deux modes d'appropriation : la propriété foncière et le fermage. Toujours une partie quelconque de ce sol appartient *en toute propriété* à un homme appelé propriétaire ; mais, le plus souvent, ce propriétaire ne cultive pas ce sol lui-même : tantôt il le fait travailler sous ses yeux par des salariés des champs, tantôt il le donne en *possession*, — en fermage, comme on dit, — à des hommes appelés fermiers. Ces fermiers jouissent des fruits que leur travail fait produire à ce sol, mais à la condition de payer, eux travailleurs, aux propriétaires paresseux, une *rente* annuelle qui nourrit et engraisse ceux-ci dans l'oisiveté.

De nos jours donc les deux modes principaux de l'appropriation du sol arable sont la PROPRIÉTÉ FONCIÈRE et le FERMAGE.

Nous nous occuperons d'abord de la propriété foncière.

Les défenseurs de la propriété individuelle du sol, — c'est-à-dire, tous les bourgeois, — appuient leur opinion très-intéressée, sur des arguments qu'ils tirent pour la plupart d'une histoire fantaisiste de cette propriété. Nous dirons d'abord loyalement les principaux de ces arguments, et, nous les réfuterons ensuite. La chose sera facile, car il nous suffira, la science à la main, de rétablir dans sa vérité l'histoire de la propriété foncière.

„La propriété, — disent nos adversaires, — est, comme la liberté un droit naturel, un droit inhérent à la qualité d'homme. Le droit à la liberté suppose en effet la propriété, puisqu'un homme dépourvu de

tout, dont l'existence est à la merci de ses semblables, ne saurait s'appeler un être libre. Cette vérité, l'homme l'a sentie de tous temps, et trouvant jadis des terrains inoccupés, il s'y est établi pour avoir une propriété. De crainte ensuite, que l'on ne vienne lui contester son droit de premier occupant, il se mit bravement à la besogne ; ce sol qui n'avait presque aucune valeur, il l'a défriché, fertilisé, cultivé ; il ne vaut aujourd'hui que par son travail. Toutes ces considérations ont rendu son droit de propriétaire si clair, si net, si évident aux yeux de tous, que le consentement universel le lui reconnaît ; que la société elle-même non-seulement l'a inscrit dans la loi, mais lui permet de disposer de son bien absolument et de le donner à sa mort à ceux qu'il choisit pour ses héritiers.“

Nos adversaires, on le voit, font reposer le droit de propriété, sur le *droit naturel*, le *droit de la liberté*, le *droit de prime-occupation* ; sur le *travail*, le *consentement universel*, la *reconnaissance légale*.

Nous allons faire voir, comment on pourrait en quelques mois renverser tout ce pénible échafaudage. Mais comme chacun peut lire dans Proudhon une argumentation sans réplique dans ce sens, nous serons très brefs ; nous avons hâte d'aborder l'histoire scientifique de la propriété foncière qui réduira à néant toute cette phraséologie d'avocat.

Nous pourrions dire à nos adversaires :

Si la propriété est un droit naturel, un droit inhérent à la qualité d'homme, tout être qui est un homme ne saurait être dépourvu de toute propriété. Or, le caractère même de la propriété individuelle étant de dépouiller la masse humaine au profit de quelques privilégiés, il faut se prononcer contre la propriété individuelle ;

Si le sol, qui touche au monde civilisé, était tel que tout nouvel arrivant trouvât une partie vacante à occuper, nous admettrions peut-être le droit de premier occupant. D'ailleurs, l'histoire nous le démontrera, jamais une partie du sol inoccupée n'a été saisie par un homme isolé ;

S'il était vrai, — ce qui est faux, — qu'un homme eut défriché isolément le sol, qu'il l'eut travaillé et fertilisé ensuite, nous reconnaitrions peut-être qu'il a droit au produit de ce sol pendant un certain temps, mais nous ne lui donnerions aucun droit sur la matière même, sur le fonds de ce sol que certainement il n'a pas créé ;

Si le consentement universel pouvait établir une vérité nous arriverions à des conséquences absurdes. Il faudrait admettre, par exemple, que les contemporains de Gallilée avaient raison contre lui, et qu'à son époque, le soleil tournait autour de la terre immobile ;

Enfin, si à un moment donné, des hommes croyant à la justice de la propriété individuelle se sont

*) Voir les n° 15 et 16 de l'Avant-Garde.

du droit de la légaliser dans des conventions tout humaines appelées lois, dès que la masse frustrée s'aperçoit de cette injustice, cette masse frustrée a le droit de briser ces lois. Or ceux qui les défendent, — juges, gendarmes, soldats, — vaineux et abattus, le détenteur d'un titre de propriété n'a plus dans les mains qu'un papier noirci, parfaitement inutile.

Nous pourrions dire cela, mais, nous le répétons, nous allons emprunter à l'histoire scientifique de la propriété foncière des arguments d'une bien autre puissance !

(A suivre.)

Allemagne.

(Correspondance spéciale de „l'Avant-garde“.)

Si nous étions de ces hommes qui s'échauffent en présence de succès apparents, nous vous écririons que le socialisme en Allemagne remporte victoires sur victoires. Mais, comme nous savons qu'au jour de l'intervention sérieuse du gouvernement et de l'armée, — échéance fatale, assurément, — notre organisation démocrate-socialiste si vantée, si pronée, si copiée, fera comme le colosse aux pieds d'argile et s'effondrera doucement sur le sol, nous attachons surtout nos regards sur les premiers symptômes d'une organisation vraiment révolutionnaire, et à ce point de vue nous avons le regret de vous dire que cette organisation commencée depuis peu — un an tout au plus — est à peine sortie du germe.

Notre socialisme officiel, que nous nous permettrons d'appeler *légal* jusqu'au jour où il fera un acte quelconque de révolutionnarisme, marche de succès en succès sur le terrain électoral. Non seulement nous sommes parvenus à envoyer au „Reichstag“ une douzaine de députés ouvriers, mais maintenant on commence à combattre la bourgeoisie même dans les élections pour les assemblées qui comme le „Landtag“ saxon sont des assemblées d'Etats particuliers.

Dans ces élections pour les Etats, le vote est soumis à des conditions de „Cens“ qui excluent la plus grande partie de la masse des ouvriers. Le député ouvrier n'est plus qu'un député de la petite boutique, de ce que vous appelez en France, je crois, le parti intransigeant? qu'importe! on peut voter? il faut voter. Au Reichstag on proposera des lois qui seront tout simplement rejetées à l'unanimité par toutes les nuances bourgeoises unies pour cela dans un touchant accord? N'importe! il faut voter.

Nous sommes atteints de la monomanie du vote. Une seule voie semble ouverte au peuple pour son émancipation, et cette voie consiste en ceci: qu'il faut voter pour les démocrates-socialistes. Oui, partout et toujours nous en sommes au vote infaillible; on nous prêche le vote comme les curés vous prêchent la messe et la communion! On fait participer les ouvriers non seulement aux élections pour les tribunaux de prud'hommes, mais même aux conseils d'Eglise!! (Kirchenrath.)

Quels grands avantages nous donnent donc tous ces votes, qui en compensent les inconvénients?

C'est un excellent moyen de propagande — nous dit-on. Ne voyez-vous pas que dans ces assemblées on peut parler librement, qu'on peut développer — sans être traduit immédiatement devant les tribunaux — le programme socialiste jusque dans ses dernières conséquences? C'est une erreur. La bourgeoisie ne vous permet pas d'attaquer aussi brutalement qu'on le dit les „institutions consacrées par la tradition et par l'histoire“ et partout il y a des Valentins pour proposer la clôture des débats les jours où les députés socialistes doivent parler. Et d'ailleurs, de tous les discours qu'ont faits Messieurs nos députés depuis dix ans dans les assemblées législatives allemandes il n'en est pas un seul qu'on ne put faire sans plus de danger dans la première réunion populaire venue. Si quelquefois on les laisse parler et qu'ils osent faire imprimer leur discours pour le répandre, la police survient, les tribunaux aussi et on les condamne; M. Bebel a dû s'en convaincre lui-même dernièrement. Admettons que quelquefois les journaux socialistes puissent reproduire ces discours; ces discours seront lus absolument comme le serait un article par les ouvriers plus ou moins socialistes. Les autres ouvriers lisent les journaux bourgeois qui se gardent bien de raconter loyalement ce que disent à la tribune nos socialistes législateurs. Où donc est la propagande promise?

Or, toute cette fantasmagorie coûte à l'ouvrier énormément cher. Les élections ne nous coûtent guère moins de fr. 200,000! que de sueurs les ouvriers ne doivent-ils pas répandre, que de sacrifices les pauvres diables du peuple ne doivent-ils pas s'imposer, pour payer aussi cher un succès qui conduit en réalité à un si mince résultat!

Ensuite que d'hommes que ce mode d'action amène chez nous par l'espoir d'obtenir une position brillante dans ce métier

politique! que d'hommes révolutionnaires qui deviennent modérés au sein de l'existence bourgeoise qu'une place de député leur procure! étonnez-vous maintenant, quand je vous dirai qu'un des chefs principaux du parti, un rédacteur du „Vorwärts“ M. Hasenclever a dit dans une assemblée populaire que si aujourd'hui, il avait même la force de décréter le changement des choses actuelles, *il se laisserait couper la main plutôt que de signer un décret semblable*. Sans doute, nous le savons, ce n'est pas à coups de décret que l'on change une situation; mais si on a la force il faut être bien peu révolutionnaire pour ne pas essayer d'arracher l'ouvrier au patron et au gouvernement le gouverné!

Il n'y a pas jusqu'à ce succès même qui ne soit en partie un danger. Nos bons hommes finissent par se croire infaillibles à tous les points de vue. Le même M. Hasenclever disait dernièrement dans une assemblée socialiste: „Le socialisme scientifique tombe et reste debout avec la théorie Marxiste que signifient tous ces mots: „Droits de l'homme, fraternité, ... etc...“ En dehors de l'orthodoxie Marxiste point de socialisme scientifique. Heureuse humanité! Le vrai Messie est enfin descendu sur la terre! en dehors de lui impossible de se sauver de la misère éternelle: sans lui pas de Paradis terrestre, comme sans Jésus point de Ciel! Une nouvelle religion est constituée avec son Dieu l'„Etat populaire“ (Volksstaat); son dogme: Werththeorie... etc...; son prophète: Marx; ses grands prêtres: Liebknecht, Hasenclever. Rien ne manque à cette nouvelle religion, pas même les hérétiques qui viennent de surgir aussi en Allemagne sous le nom d'„Anarchistes“ et pour lesquels il est des peines spéciales dont nous parlerons.

Certes, nous ne méconnaissons pas les grands services que Marx a rendu à la science économico-sociale et parmi nous son livre „Das Kapital“ est un livre classique. Mais quand nous songeons à l'entêtement que lui et ses amis ont mis à appliquer, jadis dans l'Internationale, et aujourd'hui en Allemagne, la vieille forme politique du gouvernement des majorités, il nous est impossible de consentir à ce qu'on enferme toute la science sociale dans le cerveau d'un seul penseur, dans un cerveau qui a des coins aussi obscurs que les coins politiques du cerveau de Marx.

A côté, — presque en face, — de ce parti socialiste officiel, il en surgit un autre, ou plutôt l'embryon d'un autre, qui commence à troubler la quiétude de Messieurs nos députés sur leurs fauteuils. Je veux parler des groupes anarchistes. Les chefs du parti régnant disent bien que les ouvriers allemands ne sont pas révolutionnaires, que jamais ils ne comprendront rien à une société sans législation directe, sans gouvernement des majorités... etc., mais eux-mêmes ne croient pas un mot de ce qu'ils disent. Et la preuve c'est que, comme le disait à Gand Monsieur Liebknecht et comme le répètent plus ou moins ouvertement ici nos „hommes officiels“, on est prêt à tout pour anéantir dans l'œuf un parti qui menace et attaque „nos institutions.“

Et, le plus fort, c'est qu'ils essayent de tenir parole. Pour M. Liebknecht, les anarchistes sont des „phraseurs“, des „petits enfants“, des „ignorants“ voire même des „spirites“ ce qui devient si spirituel que l'on n'y comprend plus rien. A Munich on excite les ouvriers dans les assemblées pour faire jeter les anarchistes à la porte; ici on trouve étrange qu'un anarchiste allemand condamné à un an de prison ose revenir parler en Allemagne et on en conclut qu'il pourrait bien être de la police. A Leipzig, dans une réunion démocrate-socialiste, on discute sérieusement sur la question de savoir si on laissera parler ces anarchistes qui viennent détruire l'organisation du „grand parti socialiste“ qui importent de l'étranger des idées fausses ou qui, comme le disait M. Nauert, commettent cette impardonnable provocation de parler révolutionnairement, de tourmenter les paisibles travailleurs de Leipzig, au lieu d'aller lentement, sagement et piano.“ A Leipzig on a vu même refuser aux anarchistes absolument la parole. Vous pouvez juger devant ce respect pour la liberté, et les efforts que l'on ose faire pour l'étouffer, de ce qu'on serait capable de tenter contre les libertés populaires le jour que l'on serait au pouvoir. Ce jour-là — jour de carnaval s'il en fut — la calomnie endosserait l'uniforme de quelque gendarme nouveau-modèle.

Mais que sont donc ces anarchistes que l'on combat aussi furieusement?

Ces anarchistes allemands sont comme vous des économistes en économie politique, des marxistes même si vous voulez. Mais de même qu'au point de vue économique ils veulent une société nouvelle, de même ils veulent une société nouvelle au point de vue politique. L'association humaine à forme gouvernementale leur semble résulter de la production capitaliste bourgeoise et à la société de l'avenir ils veulent donner une forme politique de l'avenir. Cette forme est la libre organisation des groupes dont l'existence suppose la disparition de toute société centrale et de tout gouvernement humain.

Le succès du parti anarchiste sera lent, mais certain, d'abord une section anarchiste existait seulement en Alsace-Lor-

raîne. A cause peut-être des stupidités patriotiques, fruit de l'annexion, ce groupe fut sans action sur le mouvement allemand et pour ne pas rester isolé, il envoya son adhésion à la fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs. Mais un petit journal bi-mensuel, qui paraissait en Suisse, l'Arbeiterzeitung, et qui était anarchiste, pénétra en Allemagne. Les insultes qui l'accueillirent rendirent quelques socialistes curieux de connaître plus exactement ces galeux d'anarchistes qui causaient tout le mal. Bientôt des groupes se fondèrent à Berlin, à Magdebourg, à Leipzig, à Munich... etc. Aujourd'hui les anarchistes parlent dans toutes les réunions où l'on veut bien leur accorder la parole, ils vont publier des brochures et l'un d'eux le com. Schuster à Munich a mérité déjà les foudres de l'Université et la colère des tribunaux. Si la majorité excitée contre nous, trompée sur notre compte, nous est encore hostile, un bon nombre d'ouvriers applaudissent nos discours, approuvent nos idées, et entrent dans nos rangs. Presque tous les éléments jeunes viennent à nous, ce qui n'est pas étonnant puisque le socialisme gouvernemental est le passé et que le socialisme anti-gouvernemental est l'avenir.

VARIÉTÉS.

La crise politique en France. son caractère véritable et ses conséquences.

Beaucoup de républicains, — la plupart peut-être, estiment que la crise qu'ils appellent : la crise du 16 mai, est heureusement terminée par la capitulation politique du Maréchal et l'installation du ministère du 14 décembre. A leurs yeux, la forme républicaine peut être considérée comme définitivement établie en France, et Mac-Mahon ne serait plus sur son siège qu'un débris de partis pour toujours vaincus et que le vent de 1880 emportera sans retour. Pour d'autres, — moins nombreux, mais, à notre avis, plus clairvoyants, la soumission du président semble trop complète, trop inattendue, sa persistance à détenir la première magistrature dans des conditions si honteuses pour lui, trop étrange, pour que tout cela ne donne pas à réfléchir. Ils ne considèrent pas la crise comme terminée; ces dates 16 mai, 14 octobre, 14 décembre, sont pour eux avec le 24 mai, de simples épisodes d'une crise plus générale, plus complexe. Le Maréchal leur paraît être une sentinelle laissée à la garde d'un poste important par un parti momentanément battu peut-être, mais résolu à venir de nouveau à la charge après quelques temps de répit, et ils redoutent que bientôt, — demain peut-être, — le mot même de *république* ne soit remis en question.

Ces deux façons d'envisager notre situation politique nous préoccupent, on ne saurait plus. La forme républicaine va-t-elle désormais en France comme en Amérique et en Suisse rester en dehors de toutes contestations, et, dans ce cas, tous les efforts ouvriers vont-ils tendre — par la légalité ou par la force — à dégager de ce mot *république* toutes les conséquences politiques et sociales qu'il contient? Ou verrons-nous tout-à-coup la lutte entre la monarchie et la république nominale reprendre à tort ou à raison le premier plan dans les préoccupations des masses ouvrières?

On comprend s'il est utile pour nous, organisation ouvrière, de bien fixer le caractère de la crise actuelle afin d'en prévoir les conséquences.

Evidemment le caractère de la crise est religieux ou politique. Il est possible que la lutte soit circonscrite; enfermée dans notre territoire; spéciale à la France. Mais, il se peut aussi qu'elle s'étende au-delà de nos frontières; que notre pays ne soit qu'un coin ardent du champ de bataille. Dans le premier cas, le combat est engagé, depuis le 24 mai contre les partisans de la république par les amis coalisés d'Henri V, des princes d'Orléans, de Napoléon IV; dans le second, il se déroule entre tous les libéraux d'Europe et les jésuites du monde, soldats de Pie IX pape et roi. Il s'agit d'une ancienne querelle de famille entre

la république et la monarchie, ou il est question d'une édition moderne du Démêlé historique entre l'Empire et le St. Siège. C'est en France un combat entre deux formes de notre *Etat national*, ou c'est en Europe une lutte entre les différents *Etats nationaux* et l'*Etat clérical universel*. Dans cette dernière hypothèse, on se dispute en France sur la question de savoir quel rôle jouera dans ce duel notre *Etat national français*.

La situation tient tout entière entre ces deux hypothèses. Nous défions qui que ce soit de l'en faire sortir.

Le 24 mai, on pouvait soupçonner que la main cléricale n'était pas étrangère à l'événement qui venait de s'accomplir. Mais cette main restait si habilement cachée dans les coulisses, que chacun ne voyait en scène qu'une querelle entre deux formes de notre Etat national: entre la république et la monarchie. Pourquoi en effet venait-on de renverser M. Thiers? parce qu'il travaillait à l'établissement définitif de la forme républicaine. Où tendaient toutes les tentatives de fusion entre les deux branches dynastiques qui suivirent? naturellement à l'instauration de la monarchie traditionnelle.

A partir de cet instant, si quelques hommes soupçonnèrent que l'intronisation d'un roi n'était que le but apparent et le triomphe du cléricalisme le but réel, le plus grand nombre s'appêta à suivre les péripéties d'une lutte considérée comme purement politique.

Le vote de la constitution républicaine à une voix de majorité, qui survint ensuite; le triomphe de l'idée républicaine dans les élections générales qui suivirent; la chute du ministère Buffet, l'avènement successif de ministères de plus en plus accentués, parut à tous un progrès pour la république. On s'attendait, il est vrai, à voir le sénat par le renouvellement de ses membres inamovibles devenir de plus en plus monarchique, et quand ce résultat fut obtenu on prévint de jour en jour la chute du ministère Jules Simon. Chaque parti s'appropriait naturellement à obtenir la majorité dans le Congrès révisionniste de 1880.

L'action cléricale eut ainsi continué à se tenir cachée dans les pans du manteau monarchique, si les complications européennes qu'amena la guerre d'Orient n'eussent, en apportant aux ultramontains une espérance subite, entraîné ceux-ci à démasquer leurs batteries, et à se placer résolument sur le devant de la scène.

La Russie était aux prises avec la Porte. L'Allemagne disposée à rendre au Tsar les bons services qu'elle en avait reçus pendant la guerre Franco-Allemande, était contenue par la crainte d'une alliance Austro-Anglaise. Le moment semblait bien choisi pour que la France cléricale se jetât sur l'Italie libérale, la saisit à la gorge, et sauvât ainsi „Rome et la France“ par la restauration du pouvoir temporel.

Que fallait-il pour saisir cette occasion aux cheveux. La monarchie? l'empire? Cela n'était pas nécessaire. Il suffisait d'avoir un ministère clérical, une chambre cléricale. Mais le ministère et la chambre, d'accord avec le pays, voulaient résolument la paix. Il devenait donc nécessaire de renverser les ministres, de dissoudre l'Assemblée, de museler le pays et de lui arracher des élections ultramontaines. Tout cela était faisable peut-être; mais, il fallait se hâter! car, en Orient les événements pouvaient se précipiter.

Attendre la chute de Jules Simon de la marche boiteuse des conflits parlementaires était dans ce cas une chose impossible. Un chemin qui parut plus court fut préféré. L'agitation cléricale des évêques commença; l'ordre du jour anti-ultramontain que l'on désirait fut voté par la chambre; et, comme le sénat hésitait à

noter un ordre du jour contre le ministère, la lettre belliqueuse, que chacun sait, fut envoyée par le président de la république à M. Jules Simon. La chambre proteste. Elle est dissoute. Le ministère de Broglie est installé et l'on se prépare à arracher à la France par la candidature officielle une chambre qui veuille voter la guerre.

Mais on n'avait pas compté sur autant de fermeté de la part du pays. Le coup fait, on s'aperçoit que la France a compris où on la voulait mener, et qu'elle résiste. On pensait en finir en deux mois, et pour ne pas être outrageusement battu on est obligé de retarder jusqu'au 14 octobre la date des élections. Rien n'y fait. Le pays d'une part renvoie presque en totalité la chambre dissoute; d'autre part, le moment psychologique est passé. L'Angleterre isolée a dû rester neutre; l'Autriche de gré ou de force obéit à l'alliance des trois empires; la France trouverait l'Allemagne sur son chemin, si elle s'avisait de chercher querelle à l'Italie libérale.

(A suivre.)

Courbet.

Courbet est mort.

Laissons circuler des louanges dithyrambiques dans les colonnes des journaux de la bourgeoisie radicale, et levons les épaules devant ces injures, cachées hypocritement sous un semblant de pitié, qui s'étalent dans les feuilles de la bourgeoisie conservatrice. Dire en deux mots ce qu'a fait Courbet, raconter en deux lignes les résultats déjà visibles de ses actes, cela suffit pour établir solidement sur le piédestal qu'elle mérite la gloire du peintre d'Ornans.

On sait généralement que Courbet a été un grand peintre et les noms de ses toiles principales sont maintenant dans tous les journaux en attendant que, — comme dit le poète, — « son nom ailé » voltige sur toutes les bouches,

Mais ce qu'il faut que l'on sache surtout, c'est que Courbet a été un révolutionnaire: un révolutionnaire dans la république bourgeoise puisqu'il fut membre de la Commune, mais un révolutionnaire, principalement et surtout, dans la république des arts.

C'est lui, Courbet, qui a continué le long combat contre le *légitimisme* de l'Ecole et de l'Institut, c'est lui Courbet, qui a commencé la terrible lutte contre le *romantisme* bourgeois; c'est lui, Courbet, qui a été le révolté contre la tradition, l'officiel, la bureaucratie, le gouvernement de la peinture. C'est avec le couteau dont il se servait que furent portés les plus terribles coups à ce que nous appelons le *vieux jeu*.

Courbet tient de Proudhon.

Et le plus grand mérite de Courbet, — qui fut aussi en politique celui de Proudhon, — est à nos yeux de n'avoir pas créé à son tour, sous le nom de *réalisme*, une école fermée.

Les élèves de Courbet ne le copient pas servilement, ne le postichent pas, ils le développent.

L'école réaliste jette déjà en effet de puissants rameaux. Qu'est-ce donc ces « impressionnistes », ces *fous furieux*, ces *enragés*, comme on les appelle, ces anarchistes de la peinture? ces peintres dont déjà Duranty parle en ces termes :

„Dans la coloration, ils ont fait une grande découverte. ... Cette découverte consiste proprement à avoir reconnu que la grande lumière *décolore* les tons, que le soleil réfléti par les objets tend, à force de clarté, à les ramener à cette unité lumineuse qui fond ses sept rayons prismatiques en un seul éclat incolore, qui est la lumière.

D'intuition en intuition, ils en sont arrivés peu à peu à décomposer la lueur soiaire en ses rayons, en ses éléments, et à recomposer son unité par l'harmonie générale des irisations qu'ils répandent sur leurs toiles. Au point de vue de la délicatesse de l'œil, de la subtile pénétration du coloris, c'est un ré-

sultat tout-à-fait extraordinaire. Le plus savant physicien ne pourrait rien reprocher à leurs analyses de la lumière.“

Qu'est-ce donc? sinon une branche vigoureuse de l'école réaliste, vigoureusement poussée par la brèche que Courbet a ouverte?

Une chose seulement manque aux impressionnistes, une chose que les jeunes n'auront garde d'oublier. C'est de repousser cette maxime que l'on prête au plus connu d'entre eux (E. Manet) : « Le sujet n'est qu'un prétexte à peindre » et de le remplacer par celle-ci : « A une forme nouvelle, une idée nouvelle! »

Les jeunes le savent et devant leur pinceau s'ouvre l'inépuisable mine des misères sociales contemporaines.

K.

France. — *Paris.* „Nous ne pouvons pas vous donner des renseignements très précis sur l'agitation qui se produit dans toutes les villes de France à propos des délégations au Congrès de Lyon, mais à Paris l'idée révolutionnaire et collectiviste, — nous pouvons vous l'affirmer — fait de sensibles progrès. Il est même probable que la délégation collective parisienne aura un mandat impératif pour défendre énergiquement ce programme. Vous voyez que depuis le dernier Congrès ouvrier, le prolétariat de Paris a fait du chemin.

Ici les réunions publiques se succèdent. Dans l'une on vote à l'unanimité le principe de la propriété collective. Dans l'autre on décide, à une forte majorité, que l'organisation sociale actuelle ne nous donnant aucun moyen de réaliser notre programme, nous devons combattre cette société dans toutes ses manifestations. Enfin, sur la question même de la participation aux luttes électorales, le programme anarchique a eu gain de cause et la majorité s'est prononcée pour l'abstention.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que l'idée opposée n'a pas eu de partisans. Tandis que les uns comme par exemple le directeur de la *Philosophie de l'avenir* parlaient à peu près comme nous à propos de la question politique, d'autres comme les citoyens Buffenoir et Zanardelli se prononçaient pour l'envoi de députés au parlement. Comme je vous le disais plus haut, la majorité ouvrière nous a donné raison.

Résolutions soumises au vote au Congrès socialiste universel de Gand.

(Fin.)

e. Solidarité sur le terrain économique. — „Le Congrès déclare que dans la lutte économique contre les classes possédantes il est nécessaire que l'on fédère internationalement les corps de métiers, et engage ses membres à faire tous leurs efforts dans ce but.“ (Signée: Rodriguez, de Paepe.)

Votée à l'unanimité.

Sixième question. — Création d'un bureau central de correspondances et de statistique ouvrières.

Après avoir décidé la création d'un bureau*), après avoir décidé que ce bureau serait établi par l'entente de toutes les organisations ouvrières qui voudraient prendre part à cette création, après avoir voté que cette *Office* siégerait à Verviers, le Congrès a pris la résolution suivante :

„Chaque fois qu'une des associations qui ont créé l'*Office de statistique et de correspondance* entre les ouvriers socialistes, aura à faire par l'entremise de cette office, une communication entraînant des dépenses, cette organisation devra pourvoir aux frais relatifs à cet objet spécial.“ (Signée: Guillaume, Rodriguez.)

Votée à l'unanimité moins 3 abstentions.

Résolution administrative.

„Le Congrès décide qu'il ne sera pas publié de compte-rendu officiel de ses séances, mais il charge ses secrétaires de communiquer à toutes les associations qui se sont fait représenter, le texte authentique de toutes les résolutions qui ont été mises aux voix et du nombre de voix qu'elles ont obtenues.“

Votée à l'unanimité.

*) Ont voté contre la création de ce bureau les délégués de la Fédération française et ceux de la Fédération italienne.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1873 fr. —. 60

Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale, tenu à Berne en 1876 „ —. 60

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,
Six mois 4 „
Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

La joie est partout, à propos des dernières élections municipales. Les plus ardents éclatent au soleil en chants de triomphe et les plus modérés prétendent que c'est une grande victoire que le peuple vient de remporter. Pour nous — nous l'avouerons en toute franchise, — nous promenons notre tristesse au milieu de l'ivresse générale, et il nous semble que nos populations ouvrières n'obtiendront jamais une amélioration quelconque à leur sort en se mettant ainsi à la remorque des membres plus ou moins peinturlurés de la bourgeoisie dite républicaine.

Ce peuple, ces paysans, ces ouvriers, qui donnent ainsi le concours de leur vote à leurs ennemis de classe, ont-ils au moins pour le faire de bons motifs, de sérieuses et décisives raisons? Ils disent que oui. En ce qui nous concerne, nous n'en voyons pas de plausibles. Mais écoutons leur argumentation d'abord, nous répondrons ensuite.

« Quoique nous votions pour des bourgeois, nous ne sommes pas, — disent-ils, — des bourgeois nous-mêmes. Nous sommes de purs républicains socialistes. Seulement l'expérience nous a rendus sages; elle nous a appris à ne plus nous payer de mots plus ou moins sonores, et à nous choisir une politique qui donne quelques résultats. Quand nous votons pour des conservateurs républicains, pour des modérés, des centre-gauche, nous écoutons non pas notre goût mais notre raison. En leur donnant nos voix, nous voulons sauver le mot de République. Quand nous envoyons des bourgeois républicains siéger dans les conseils municipaux et les conseils généraux, nous le faisons afin que bientôt le Sénat — puisqu'enfin il y a un sénat — soit aussi en majorité républicaine. En faisant cela nous voulons assurer à la France la forme de la République. La république, une fois en dehors de toutes contestations, nous chercherons à l'organiser. Nous voterons pour les bourgeois radicaux, qui inscriront dans leur programme: suppression du Sénat et suppression de la présidence. La république monarchique

ainsi transformée en république républicaine, nous voterons pour les radicaux qui demanderont que toute loi confectionnée par l'assemblée unique soit, par le referendum, soumise à la ratification populaire; nous voterons pour ceux qui réclameront pour le peuple l'initiative même des lois, la législation directe. Alors notre volonté, la volonté populaire, ayant un organisme politique très perfectionné pour se faire entendre et obéir nous aborderons la question économique, nous mettrons la main sur l'arche sacro-sainte de la propriété. »

Cette marche de tortue consiste en agriculture à mettre la charrue avant les bœufs. Nous allons le démontrer en peu de mots: Nous avons aujourd'hui en France le suffrage universel? Nous sommes aujourd'hui en France, les prolétaires de la ville et du champ, en immense majorité? Pourquoi donc dans un seul vote ne faisons-nous pas toutes ces belles réformes politiques que l'on veut arracher une à une aux classes bourgeoises, et toutes les réformes économiques nécessaires au triomphe de l'égalité et par conséquent aussi au triomphe de la liberté? il semble cependant qu'étant la majorité et ayant droit de suffrage, nous ayons la force et le moyen de le faire?

Pourquoi ne le fait-on pas?

Parce que, quoique nous soyons en majorité dans le pays, nous sommes, en face de l'urne, en infime minorité. Parce que, nos camarades qui pensent comme nous ne sont pas indépendants à cause de leur situation économique. Parce que beaucoup de nos camarades — le plus grand nombre — ont trop à faire pour gagner le pain quotidien et ne se préoccupent pas de politique. Parce que quand depuis l'âge de 12 ans on travaille manuellement sur le sol, dans le sol, sur les toits, dans l'usine, on n'a pas eu les loisirs de s'instruire et de comprendre son intérêt. Ainsi, l'infériorité économique du travailleur rend pour lui le suffrage universel, ce premier rouage de l'organisme politique, presque inutile.

Que nous importe alors tout le perfectionnement, tout le *fini*, qu'avec l'aide des bourgeois nous pourrions apporter à la machine politique, puisque grâce à notre écrasement économique, cette machine n'est pas dans nos mains? elle ne fonctionne pas pour nous, elle fonctionne seulement pour nos adversaires et souvent contre nous? Nous devons bien plutôt reconnaître que la question économique prime la question politique, et que seulement alors quand nous aurons, par la révolution, transformé la propriété individuelle en propriété collective, un organisme politique quelconque pourra être une vérité.

Finissons par une comparaison.

Nous ressemblons à ces ouvriers horlogers qui s'ingénient avec leurs patrons à perfectionner le mécanisme de la montre, à en lécher les détails, à l'orner de rubis et de pierres précieuses.

Quant la montre est finie elle n'est pas pour eux ; elle est pour leur patron à qui elle servira souvent pour leur rappeler qu'il est l'heure de reprendre la besogne.

Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu de songer à finir aussi bien une seule montre, se préoccuper un peu plus des moyens à mettre en œuvre pour qu'il y ait des montres pour tous pour si grossières qu'elles soient ?

Quelques mots sur la propriété.*)

De la propriété foncière.

(Suite.)

Il n'existe pas d'histoire scientifique de la propriété foncière. Est-ce à dire que nous ayons l'intention d'aborder dans l'*Avant-Garde* une tâche aussi lourde ? Assurément non. Nous indiquerons seulement les grandes lignes, laissant à de plus autorisés que nous en matières d'économie politique et d'histoire, le soin de combler cette lacune. Qu'on n'attende donc pas un tableau, car l'on n'aura devant les yeux qu'une esquisse.

Comment serait-il possible d'établir une histoire semblable de la propriété foncière ?

La question veut être abordée par la méthode rigoureuse en usage dans les recherches scientifiques. Et, quels sont les moyens dont l'ensemble constitue cette méthode ? D'abord et avant tout, l'*observation* exacte des faits, — ensuite, quand la chose est possible l'*expérience* qui reproduit sous nos yeux des phénomènes que sans elle nous ne connaîtrions que par ouï-dire, — enfin, la *déduction* qui découvre la loi et qui semble régir ces faits et ces phénomènes, loi au moyen de laquelle on peut prévoir l'avenir d'une manière un peu sûre.

Pour bien éclairer ce qui précède empruntons à la physique le plus simple des exemples qu'elle peut nous fournir : la chute des corps. Quand on a eu observé que tous les corps abandonnés à eux-mêmes tombent sur le sol, on a reproduit ce phénomène par l'*expérience* dans les laboratoires et dans différentes conditions de poids, de distances et de milieux. On a pu ensuite s'élever par une *déduction* rigoureuse à la loi générale de la chute des corps. Maintenant que cette loi est connue elle fournit les moyens de prévoir comment tombera un corps donné dans des circonstances déterminées.

Ce système est celui qu'il nous faut appliquer à l'étude de la question qui nous occupe.

Nous ne pouvons pas et pour cause, user de l'*expérience* : à qui ne possède rien il serait assez difficile de faire des expériences sur la propriété ; mais il nous reste l'*observation* des faits dans le présent et dans le passé, et le raisonnement déductif qui nous conduira à l'établissement d'une loi naturelle du développement de la propriété foncière.

L'*observation* du passé, c'est l'histoire. Nous aurons donc garde de ne point négliger les témoignages historiques qui ont été conservés jusqu'à nous ; pourvu toutefois que ces témoignages aient un caractère parfait de certitude.

L'*observation* dans le présent nous sera aussi très utile. A une condition cependant moins commune qu'on ne croit : c'est que nous sachions regarder. Il ne suffirait pas en effet de fixer notre attention exclusivement sur les formes de la propriété dans les sociétés qui vivent actuellement dans l'Europe occidentale et dans une partie de l'Amérique, il faudra de plus, si nous voulons jouir du tableau dans toute

*) Voir les n° 15, 16, 17 de l'*Avant-Garde*.

la lumière, porter aussi nos regards sur les formes de la propriété foncière en usage chez les peuples jeunes nos contemporains, en Russie, en Afrique, même en Océanie, chez les sauvages.

Avant d'aller plus loin ce dernier point veut être éclairci :

Il est démontré aujourd'hui, contrairement à ce que l'on croyait autrefois, qu'une institution, une forme de la propriété, un système d'organisation politique, ne sont pas particuliers, spéciaux à tel peuple à l'exclusion de tel autre, mais que tous les peuples passent à peu près par toutes les phases d'un même développement. Ainsi la propriété communale n'est pas une forme de l'appropriation que l'on ne rencontre que chez la race slave ; le parlementarisme n'est pas une fiction politique purement anglaise ; la propriété communale, nous l'avons eue en France au moyen-âge, et dans l'Inde elle a existé ; le parlementarisme a corrompu l'Angleterre, il pourrait la France et il menace de répandre son poison un peu partout. De même donc que l'enfant qui vient au monde passera, s'il vit, par tous les degrés de développement qu'a franchi l'homme fait, de même le peuple jeune se développe et développera les mêmes institutions d'une façon à peu près semblable qu'un peuple contemporain plus âgé. La différence se montre seulement dans la rapidité de la progression. On comprend maintenant que pour nous rendre compte des formes de la propriété qui ont existé dans notre société, on a la faculté de les saisir sur le fait chez les peuples qui, quoique plus jeunes que nous, sont nos contemporains.

Résumons-nous :

Grâce aux faits historiques que nous possédons, et au moyen de l'*observation* de toutes les formes de propriété existantes aujourd'hui encore chez les différents peuples, nous ressusciterons une à une toutes les périodes du développement de la propriété foncière. Ces faits réunis, nous en déduirons la *loi naturelle* de ce développement. Cette loi établie, nous n'aurons qu'à la consulter pour qu'elle nous indique, du moins dans les grandes lignes, la forme qu'aura la propriété foncière de demain.

(A suivre.)

Russie.

(Corresp. spéciale de l'*Avant-Garde*.)

Les autres séances du procès russe dont j'ai commencé à vous rendre compte n'ont eu aucune importance, les accusés refusant de se présenter devant le tribunal. Dans l'une d'elles cependant Myschkine a été amené et il en a profité pour prononcer le discours suivant que vos lecteurs liront probablement avec plaisir :

Le Président. Prévenu Myschkine, on vous accuse d'avoir appartenu à une société secrète illégale, qui avait pour but la destruction, dans un avenir plus ou moins prochain, de l'ordre actuel. Est-ce que vous avouez votre crime ?

Myschkine. Je déclare que je n'ai pas été membre d'une société secrète, mais du parti socialiste révolutionnaire, et je demande la permission d'expliquer en quoi consiste le crime que j'ai commis, d'après mon propre aveu, contre les lois de l'Etat russe.

Le Président. Vous avez la parole.

Myschkine. Je ne puis pas me laisser traiter comme membre d'une société secrète. Moi et mes compagnons, — non seulement mes compagnons de prison, mais mes coreligionnaires, — nous ne représentons pas quelque chose d'isolé ou d'exclusif, lié par une organisation commune et uniforme. Nous ne sommes qu'une parcelle du parti socialiste révolutionnaire, actuellement nombreux en Russie, et qui embrasse toute la masse des personnes qui partagent nos opinions en général — je ne tiens pas compte des différences sur les ques-

secondaires — toute la masse des personnes qui sont liées bien réellement par l'identité du but et par les moyens plus ou moins uniformes de leur activité pratique. — Le but essentiel du parti socialiste révolutionnaire est de fonder, sur les ruines de l'Etat bourgeois, un ordre social qui représenterait la forme la plus juste de l'organisation sociale, en satisfaisant les besoins du peuple, qui se sont manifestés dans des mouvements plus ou moins importants et dont le peuple se rend compte partout. Ce nouvel ordre est la fédération des Communes productives autonomes; il ne peut être réalisé que par la révolution sociale. parce que le pouvoir de l'Etat rend impossible toutes les voies pacifiques pour atteindre ce but et ne cédera jamais volontairement ses droits, qu'il a conquis par la force. L'histoire nous prouve cela à chaque instant. Est-il possible de penser à la voie pacifique vis-à-vis de ce pouvoir, qui non seulement ne cède pas aux demandes du peuple, mais qui ne veut pas même les entendre et n'a pas d'autre réponse, envers toute tendance qui n'est pas la sienne, que la prison et les travaux forcés? Est-il possible de penser à une solution pacifique des questions sociales conformément aux besoins du peuple, lorsque celui-ci n'a pas d'autre moyen pour réaliser ses vœux, et même pour les exprimer seulement, que la révolte, cet unique organe de publicité pour le peuple? Il me semble que cette idée ne demande pas de commentaires.

Le Président. Vous vous êtes déclaré membre d'un certain parti. Vous avez expliqué en quoi consistaient vos tendances; quant aux obstacles dont vous parlez, ils n'entrent pas dans le cercle des questions à traiter par le tribunal; je trouve qu'il n'est ni possible, ni nécessaire pour le tribunal d'écouter ce que vous dites.

Myschkine. Il est très important d'expliquer pourquoi la révolution est, selon nous, l'unique moyen pour sortir de la situation actuelle.

Le Président. Vous avez suffisamment expliqué tout ce qui concerne la question de votre culpabilité; de tout le reste vous pourrez parler plus tard.

Myschkine. Je pense qu'il est d'une grande importance pour le tribunal de connaître notre opinion, c'est-à-dire de savoir, si l'intention de notre parti est de provoquer, de créer la révolution immédiatement, ou bien si nous voulons seulement garantir son succès; si nous nous proposons la réalisation immédiate de la révolution, ou bien si nous l'attendons seulement dans un avenir plus ou moins éloigné. De la résolution de cette question dépendra le degré de ma culpabilité au point de vue de l'Etat.

Le Président. Vous pouvez parler sur ce sujet.

Myschkine. Je pense que le premier problème que nous avons à résoudre n'est pas de provoquer ou de créer la révolution, mais bien de garantir son succès, car il ne faut pas être prophète pour prévoir, en face de la misère horrible, et notamment comme conséquence de cette situation misérable, un soulèvement général du peuple. En vue de l'imminence de ce soulèvement, il faut seulement tâcher qu'il soit aussi productif que possible pour le peuple; il faut — c'est le plus important, — le mettre en garde contre les mensonges au moyen desquels la bourgeoisie de l'Occident de l'Europe a trompé les masses populaires en confisquant pour elle seule les bénéfices conquis par le sang du peuple versé sur les barricades. Ayant ce but en vue, le premier problème de notre activité pratique est de consolider et d'unir les forces et les tendances révolutionnaires, d'unir les deux grands courants révolutionnaires: le premier n'a paru que depuis peu de temps, mais a montré néanmoins déjà une assez grande force, c'est celui de la jeunesse instruite; le second plus large et plus profond, ne tarissant jamais, est le courant révolutionnaire du peuple. Cette réunion des éléments révolutionnaires par la constitution définitive du parti socialiste révolutionnaire, représentait tout le problème du mouvement propagandiste de 1874-75. Ce problème est presque résolu, et le drapeau de la révolution sociale est arboré sur tous les points de la Russie.

Il faut ajouter que tout ce que j'ai dit ne concerne que le centre de notre activité, tandis que la masse des individus qui ont participé à l'agitation socialiste présentaient des degrés très-différents de développement, en commençant par ceux qui tâchaient seulement de se rendre compte des causes des souffrances du peuple, et en finissant par ceux qui faisaient des tentatives pour organiser les forces révolutionnaires de notre parti. Malgré toutes les différences de leur opinion sur d'autres questions, les partisans de la révolution sociale sont tout-à-fait d'accord sur une chose — que la révolution ne peut être accomplie que par le peuple lui-même, qui doit bien se rendre compte du but de la révolution; cela veut dire que l'Etat actuel ne peut être aboli que lorsque le peuple le voudra lui-même; par conséquent, si le gouvernement se croit solidaire avec le peuple, il n'a pas le droit de nous traiter de malintentionnés. Est-il possible d'appeler conspirateurs et émeutiers ceux qui disent: « Nous voulons solliciter le peuple de pourvoir à la satisfaction des besoins essentiels du pays très-bien connus du peuple; nous y apporterons notre concours selon nos forces; et ensuite — que tout se fasse selon la volonté du peuple. » Nous n'avons à notre disposition ni prisons, ni forces militaires, ni grandes entreprises industrielles tenant en servitude des milliers d'ouvriers; par conséquent nous n'avons aucuns moyens pour faire violence à la volonté du peuple au profit des idées que nous poursuivons. Nous ne pouvons donc agir que par la conviction. Tous les moyens de violence sont entre les mains de nos adversaires, qui en font réellement usage. Donc si, malgré toutes les conditions défavorables pour nous, le gouvernement a néanmoins des motifs sérieux pour craindre que notre activité puisse être couronnée de succès, c'est que nous ne nous trompons pas en comptant sur la sympathie du peuple pour nos idées; mais, dans ce cas nous ne sommes ni criminels, ni malintentionnés, nous ne sommes que les interprètes des besoins ressentis par le peuple.

Après avoir expliqué en quelques mots le but et les moyens du parti socialiste révolutionnaire, je passe à la question suivante, non moins importante, — à la question des causes de la naissance et du développement de ce parti en général, et du mouvement propagandiste de 1874 en particulier. Dans l'acte d'accusation on a tâché de faire croire que la chose est arrivée ainsi: qu'il y avait en Russie des débris d'anciennes sociétés politiques, qu'il y avait en outre les éléments émigrés en Suisse, et qu'au cri poussé par quelques personnes énergiques: « Que le mouvement révolutionnaire se fasse en Russie! » ce mouvement a éclaté sur tous les points de la Russie. Mais comme on sait que les débris d'anciennes sociétés politiques, aussi bien que l'émigration, ont existé, et existeront toujours, il s'en suivrait qu'un mouvement comme celui dont il est question peut être provoqué à chaque instant par 3 ou 4 personnes. Il est évident qu'aucun homme comprenant un peu les causes des phénomènes sociaux ne se contentera pas d'une pareille explication, tout-à-fait digne d'un procureur. Un phénomène social important ne se produit qu'à la suite de causes également importantes. Il faut donc être très borné ou de très mauvaise foi pour traiter d'artificiels les mouvements révolutionnaires qui se sont produits au milieu de la jeunesse russe. (A suivre.)

VARIÉTÉS.

La crise politique en France, son caractère véritable et ses conséquences.

(Suite.)

Le coup manqué, va-t-on « se soumettre ou se démettre » ?

Oui, à ce moment, — soumission — démission — dissolution et au besoin coup d'Etat clérical — telles étaient les trois issues possibles, les trois formes du lendemain.

A laquelle avons-nous cru? nous l'avons dit et répété sans cesse: à la dissolution et au coup d'Etat.

Voici quelles étaient nos raisons :

Si la crise actuelle était française, s'il s'était agi d'une simple lutte entre telle ou telle forme de l'Etat national, on n'eut consenti à aucun moment, comme on l'a fait, à céder aux républicains cette forteresse de l'Etat national, le ministère de l'intérieur. Le facile abandon de ce ministère, la ténacité qu'on mettait à se réserver le portefeuille des affaires étrangères, cette forteresse extérieure de l'Etat national nous avertissait assez que la crise avait un caractère international, — partant cléricale.

Si la crise était circonscrite à la France, s'il n'y avait en question que la forme de l'Etat français, nous eussions assisté à une simple querelle de la famille bourgeoise, et on n'eut pas poussé les choses à toute extrémité. Ni la Gauche, ni la Droite, n'eussent voulu de la dissolution : Si la dissolution, en effet, pouvait mener à la dictature, elle pouvait aussi conduire à la révolution ; à une révolution politique d'abord, sociale ensuite ; car tout 4 septembre aura un lendemain, 31 octobre, et un surlendemain, la Commune de Paris. On comprend que la gauche avant de se voir ainsi dépassée, eut préféré devenir minorité dans un Etat monarchique qui lui eut conservé au moins tous ses privilèges économiques et quelques-uns de ses privilèges politiques. On comprend que la droite au point de se voir si loin entraînée, se fut facilement résolue à accepter l'Etat républicain qui lui garantit certainement et ses propriétés et son influence. Des deux côtés on eut également redouté l'intervention populaire, et au moment de voir sombrer l'Etat lui-même, on eut accepté de l'Etat la première forme venue. Dans ce cas tout eut été possible, démission, soumission, du président — aplatissement de la chambre — conciliation — tout, hormis la dissolution et ses dangers.

Ainsi donc dans l'hypothèse d'une crise purement nationale l'attitude de la droite, celle de la gauche, restent inexplicables. Il n'en est pas de même dans l'hypothèse d'une crise surtout religieuse.

Devant le danger que court l'Etat cléricale, la sécurité de l'Etat national devient peu de chose aux yeux de nos ultramontains de la droite. Celui-ci doit au besoin se jeter dans le gouffre, à travers la guerre civile et la guerre étrangère. Ce n'est donc pas au moment où peuvent surgir en Orient des complications nouvelles et où avec le conclave va s'ouvrir dans toute son intensité la question religieuse, qu'en face des nations libérales, les jésuites allaient se dessaisir volontairement du gouvernement de la France. Il ne fallait donc espérer ni démission, ni soumission sérieuse, ni conciliation loyale. On allait aller jusqu'au bout légal, la dissolution, jusqu'au bout illégal, le coup d'Etat.

Les gauches étaient de ce fait dans une situation fâcheuse. Elles se trouvaient entre deux dangers, la guerre civile et la guerre étrangère ; la guerre civile si elles résistaient ; la guerre étrangère si elles se soumettaient. En cette occurrence, il ne leur restait qu'une seule faculté : des deux dangers choisir le moindre. La dissolution pouvait être la révolution politique demain et la révolution sociale à l'horizon. Oui, mais sur le chemin qui conduit du 4 septembre au 18 mars, le peuple eut rencontré quelque chose debout, l'armée républicaine, la popularité d'une chambre rajeunie, en un mot le jeune état bourgeois républicain. L'aplatissement menait à la guerre étrangère. Or, cette guerre eut conduit à Sedan, et aussi au 31 octobre, au 18 mars ! mais sur cette route, la chambre étant avilie, le gouvernement vaincu, l'armée démoralisée ou détruite, le peuple ne rencontrait rien, aucun Etat debout pour lui barrer le passage. Entre la Commune possible et la Commune certaine la chambre n'a pas

hésité. Elle n'a pas voulu s'applatisser, elle s'est résolument exposée à la dissolution.

Tels sont les motifs qui nous faisaient dire : ni démission, ni soumission, ni conciliation, ni aplatissement — mais dissolution et coup d'Etat.

Le 14 décembre arrive. Le maréchal semble se «soumettre» entièrement. Il cède sur tous les points. La crise paraît finie. Nous sommes-nous trompés ? Et faut-il en faire l'aveu ? Avons-nous eu de la situation une perception nette ? Alors comment expliquer une soumission qui jette un démenti aussi catégorique à nos prophéties de dissolution nouvelle et de coup d'Etat ?

Si la crise s'était réellement dénouée au profit de la République, si en voyant la révolution aux portes, le Sénat (le groupe constitutionnel principalement) s'était effrayé et avait refusé au Maréchal de le suivre plus loin, le Maréchal ne se serait pas «soumis», il se serait «démis». Il répugne d'attribuer à la soif de l'or ou à l'ambition de garder un pouvoir déshonoré, la ténacité du Maréchal. Nous croyons plutôt qu'il est encore, qu'il est toujours, la sentinelle laissée par le parti cléricale autour de l'Etat Français, et nous voyons à l'horizon un nouveau 16 mai possible.

Tout, au contraire, semble démontrer à nos yeux le caractère cléricale de la crise. Oui, nous avions vu juste ; oui, la dissolution allait être votée ; oui, le coup d'Etat allait avoir lieu. Non seulement le ministère du coup d'Etat était trouvé dans le ministère Rochebouet, l'ami de Ducrot ; non seulement les commissaires de police de la capitale avaient reçu l'ordre d'arrêter les républicains influents, non seulement les colonnes mobiles étaient prêtes comme le prouve l'incident de Limoges, mais même le gouvernement en achetant à la Suède l'île St-Barthélemy avait préparé le lieu de la déportation.

Si la crise avait été politique, nationale, française, c'était une affaire faite ; nos républicains seraient en train de réfléchir au milieu des gardes-chiourmes sur l'efficacité des moyens légaux pour la défense des républiques. Mais la crise était cléricale, internationale, et par conséquent intéressait l'étranger, et si les colonnes mobiles de Mac-Mahon se sont arrêtées dans leur marche sur Paris, c'est que de l'Elysée on commençait à voir nettement les colonnes mobiles prussiennes en marche sur la Champagne.

Le coup d'Etat devenu impossible, que faire en présence du refus du budget ? lutter ? comment ? il ne restait qu'un parti ; celui qu'on a pris : se «soumettre» — momentanément et laisser Mac-Mahon en sentinelle dans la place.

Cependant l'intervention résolue de l'étranger dans nos affaires intérieures, modifie sensiblement la situation. Si jusqu'en 1880, l'Allemagne n'est pas engagée dans quelque complication étrangère, le coup d'Etat ne sera plus essayé et la république formaliste et bourgeoise s'établira grâce à l'appui de l'étranger ; mais si demain les forces de l'Allemagne sont aux prises avec celles de l'Angleterre ou d'une autre nation, le ministère Dufaure sera renvoyé comme le ministère Simon ; la chambre de nouveau dissoute, le coup d'Etat réalisé, et la guerre à l'Italie déclarée.

Telle est la situation nouvelle.

Il nous reste à examiner l'attitude qu'elle impose au prolétariat français. (Fin au prochain numéro.)

Erratum. Une faute de typographie s'est glissée dans la correspondance d'Allemagne que contient notre dernier numéro. On fait dire à notre correspondant au début du 14^e alinéa : „Ces anarchistes allemands sont comme vous des économistes en économie politique...” ce qui est une vérité de M. de la Palisse ; notre correspondant avait écrit : „Ces anarchistes allemands sont comme vous des communistes...”

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. Louis Pindy, fondeur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Compte-rendu du Congrès de Lyon. *)

PREMIÈRE SÉANCE. -- La première séance du Congrès ouvrier qui vient de se réunir à Lyon au théâtre des Variétés, a été consacrée toute entière au règlement de questions d'organisation, d'administration, et à la lecture de rapports.

L'ornementation de la salle est absolument analogue à celle du Congrès de Paris : drapeaux tricolores, buste de la république, écussons portant le nom des principales villes représentées. La salle est comble et plus de cent délégués sont déjà présents.

A 8 heures précises (28 février) le citoyen Voisin délégué des ouvriers teinturiers de Lyon ouvre la séance et l'assemblée constitue par acclamation le bureau suivant : *Président* : le citoyen Chepié, délégué des tisseurs de Lyon; *Secrétaires* : la citoyenne Finet, déléguée de la chambre syndicale des dames de Lyon; le citoyen Dupire, délégué collectif de Paris; le citoyen Salomon Balthazar, délégué des garçons limonadiers de Lyon. *Assesseurs* : les citoyens Michaloud, délégué des tisseurs de Lyon; Bourdieu, délégué des charpentiers de Paris; Gennetier, délégué des tonneliers de Lyon; la citoyenne Laurent, déléguée des dames de Lyon.

Le citoyen Chepié, en sa qualité de président, prend ensuite la parole et prononce son discours d'ouverture. Il souhaite la bienvenue aux délégués, les remercie de l'honneur qu'ils lui ont fait en le nommant président, et tout naturellement, affirme que le Congrès usera de la liberté avec sagesse comme le Congrès de Paris son devancier et que les ouvriers ne sont pas de ces utopistes insensés qui professent de la haine pour tout ce qui existe. Il veut d'ailleurs l'avènement de la justice sociale.

Le citoyen Louis Bosson lui succède à la tribune pour lire le rapport de la commission d'organisation. Le citoyen Bosson -- ou plutôt le rédacteur du rapport dont il donne lecture -- est un patriote, fier de son titre de citoyen français, et qui en 1878 rêve encore l'émancipation du prolétariat par la voie pacifique. Il fait l'histoire des obstacles que la commission a rencontrés dans son œuvre d'organisation : d'abord le coup d'Etat du 16 mai, ensuite la suppression des syndicats lyonnais et le refus d'autorisation de tenir une réunion publique. Enfin, tous ces obstacles ont été surmontés et le Congrès s'est réuni, et quoique il se tienne en 1878 il doit être considéré comme une session de l'année 1877. Enfin après une exhortation faite aux délégués d'être bien sages il termine par le cri de « Vive la République. »

*) Pour répondre à l'impatience toute naturelle de nos lecteurs, nous commençons dès aujourd'hui la publication d'un compte-rendu du Congrès ouvrier de Lyon. Nous réservons pour notre prochain numéro l'appréciation du caractère véritable de ce Congrès.

Le rapport de la commission des résolutions du Congrès ouvrier de Paris (1876) est présenté au Congrès par le citoyen Dupire. La première partie de ce rapport est surtout intéressante. Elle touche en effet à l'histoire des démarches faites auprès des députés de l'extrême gauche afin d'obtenir d'eux la présentation de projets de lois ayant pour but la réalisation des résolutions prises au dernier Congrès ouvrier de Paris. Parfaitement reçus par les citoyens Crémieux et Victor Hugo, les délégués ouvriers ont eu le bonheur d'être trouvés modérés par un personnage influent (Louis Blanc, croyons-nous?) qui leur a déclaré que le Congrès ouvrier avait été correct, parfait, et que, pour lui, il irait plus loin qu'eux dans la voie des revendications. D'autre part, le rapport avoue que quelques-uns des collaborateurs de l'homme influent se sont montrés, par leur accueil, dans de mauvaises dispositions. Le 16 mai, la république étant elle-même mise en danger, tous les beaux projets de lois sont, paraît-il, tombés dans l'eau. Mais, nous avons de nouveau un ministère de gauche et la reprise de ces projets serait donc chose facile? les députés de l'extrême gauche trouveront-ils opportun de s'en occuper? le rapport est absolument muet sur cette question. Enfin le rapport se termine par une communication qui concerne l'impression et la distribution du compte-rendu officiel du dernier Congrès de Paris.

Le président donne ensuite communication d'adhésions reçues par le Congrès.

Le programme du Congrès est ensuite arrêté comme suit : 1° Travail des femmes; -- 2° Chambres syndicales et associations; -- 3° Crises industrielles et chômage; -- 4° Instruction, enseignement professionnel et apprentissage; -- 5° Représentation directe du prolétariat au parlement; -- 6° Caisses de retraite à la vieillesse et aux invalides du travail; -- 7° Du travail agricole et des rapports entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes; -- 8° Du vagabondage et des mœurs dans les centres industriels; -- 9° Des conseils de Prud'hommes.

Pour étudier chacune de ces questions une commission sera nommée. Cette commission pourra se former en sous-commissions et devra nommer un rapporteur. Après la clôture de la discussion sur une question des conclusions seront rédigées et mises aux voix.

DEUXIÈME SÉANCE. -- Après la formation d'un nouveau bureau, -- disons une fois pour toutes que le Congrès a pris l'excellente décision de renouveler son bureau, -- la question du travail des femmes a été abordée.

Sur le premier point qui devait tout naturellement arrêter l'esprit des délégués, celui de savoir si la femme devait travailler ou non, tous les délégués hormis le citoyen Souchet (délégué des maçons de Lyon) se sont prononcés pour le travail de la femme.

ce travail étant le gage de la liberté. Tous ont fait ressortir tour à tour le déplorable abaissement du salaire des femmes, les dangers physiques et moraux auxquels leur travail les expose et chacun a indiqué ensuite le remède qui d'après lui pourrait guérir ou atténuer le mal. La citoyenne Finet voudrait voir s'effacer les hommes devant les femmes lorsque le travail poursuivi est un de ces travaux en rapport avec la faiblesse physique de la femme; elle compte beaucoup pour atteindre ce but sur des établissements de solidarité entre les prolétaires des deux sexes. Tous les délégués aussi se sont prononcés pour que le même salaire soit donné à l'homme et à la femme pour le même travail contrairement à ce qui existe aujourd'hui. La plupart des délégués trouvent de plus la cause de l'abaissement des salaires de la femme dans la concurrence qui leur est faite par les couvents, les ouvriers et les prisons. Enfin quelques-uns, pour atténuer les inconvénients du travail dans les fabriques voudraient voir diminuer la durée de la journée et augmenter le taux du salaire.

Pour réaliser tous ces palliatifs, les délégués lèvent les yeux vers l'Etat. Le citoyen Lavergne demande qu'un tarif soit établi par le gouvernement pour chaque corporation de femmes; la citoyenne Finet voudrait qu'un vaste pétitionnement s'organisât, parmi toutes les ouvrières de France, pour obtenir la suppression du travail dans les prisons; le cit. Genet réclame la refonte de nos lois sur les fabriques et les manufactures.

Le cit. Frilley qui est revenu sur cette question dans la quatrième séance du Congrès traite tous ces *désiderata* de simples palliatifs, et il a raison, mais de son côté il propose, pour résoudre ce difficile problème du travail des femmes, la coopération qu'il donne comme une panacée universelle. Nous dirons plus loin ce qu'il faut en penser. Mais déjà faisons ressortir combien il est peu probable que les gouvernements étant établis pour la défense des privilèges bourgeois veuillent donner des lois ou des tarifs qui puissent porter atteinte à ces privilèges. Pour nous, comme pour tous ceux que la question préoccupe non pas depuis deux ans, mais depuis 1867, nous pensons qu'elle ne peut avoir aucune solution pacifique. Pour la résoudre, il faut qu'une révolution violente abatte l'Etat et mette dans les mains des masses ouvrières la propriété collective de l'ensemble de la richesse sociale.

TROISIÈME SÉANCE. — Au début de la séance, le citoyen Amat, délégué de Lyon, demande et obtient que la question d'association et de coopération soit distraite de celle des syndicats et discutée dans une séance particulière. La 3^{me} séance est alors presque exclusivement consacrée à l'étude du « syndicat. » Cependant, cette séance est interrompue par un incident soulevé par le cit. Amat qui accuse la commission de Paris d'avoir manqué à son devoir. Cette accusation amène à la tribune le cit. Chabert de la bouche duquel tombe un aveu que nous reproduisons textuellement :

„La Commission des résolutions du Congrès de Paris a fait son devoir. Aussitôt nommée, elle s'est rendue chez tous les députés radicaux, mais elle n'a obtenu presque partout qu'une fin de non recevoir. Que pouvait alors faire la commission? il y a eu une réunion dans un des bureaux de la chambre, elle n'a pas abouti, car les députés seuls ont pu parler, refusant de laisser les délégués s'expliquer.“

L'incident s'est terminé par la nomination d'une commission d'enquête chargée de rechercher la conduite de la commission parisienne.

Quant à la question des syndicats, tous les délégués sont d'accord pour proclamer la nécessité de leur existence. Quelques-uns même avec le cit. Lombard veulent leur fédération, mais, les uns et les autres

sentant que l'existence des chambres syndicales est aujourd'hui à la merci des préfets, puisqu'elles ne sont que tolérées, réclament l'abrogation de la loi du 17 juin 1791. Certains délégués, le cit. Gennetier par exemple, voudraient même que leur existence fût reconnue par une loi.

Quel but faut-il poursuivre par les chambres syndicales? est-ce une transformation complète de l'état social, ou bien seulement un palliatif? telle est la question que se posent les délégués. Quelques-uns voient dans les syndicats un principe; le cit. Lombard, par exemple, croit que formés actuellement pour la coalition des ouvriers contre les patrons ils se développeront et deviendront les associations dites de production dans l'avenir. D'autres délégués comme les citoyens Amat et Marchandon se refusent à voir dans les chambres syndicales une panacée universelle. Le cit. Garrigue les croit appelées à réaliser le crédit gratuit de Proudhon.

On connaît notre opinion à ce sujet. Nous sommes aussi pour la formation et la fédération des chambres syndicales, car nous les regardons, dans le présent, comme des institutions plus fortes qu'une loi pour la défense des intérêts ouvriers, et parce que nous les considérons comme des embryons des organes sociaux futurs de la production collective. Nous comprenons fort bien que la liberté de réunion et d'association leur soit nécessaire, mais nous sommes convaincus que cette chambre ne la donnera pas et que même les députés radicaux de l'extrême gauche n'en feront pas la proposition. Comme d'autre part, une crise politique révolutionnaire avant 1880 nous semble éminente, nous engageons les membres des syndicats à seconder dans la lutte armée les ouvriers révolutionnaires de nos sections, pour réaliser la conquête de cette liberté qu'ils proclament indispensable.

Dans cette discussion sur les syndicats deux délégués se sont fait remarquer, l'un, le citoyen Boyet par son esprit réactionnaire, l'autre, le cit. Amat par un certain *brio* et quelques bonnes idées. Le citoyen Amat disait par exemple :

„En attendant, je demande, pour terminer la suppression de toutes les lois répressives, et je ne veux pas d'autres lois pour les remplacer; à quoi bon? chez nous, quand une chose, une faculté, un besoin, ne sont pas réglés par un code, on ne sait comment faire, comment marcher? Arrière les lois,.....“

Quant au citoyen Boyet, délégué des bijoutiers de Lyon, il regarde l'égalité des salaires comme une utopie communiste; il veut bien que le salariat disparaisse par la conquête du capital, mais cette conquête doit se faire *progressivement*, sans violence. Pour lui, le loyer de l'argent (intérêt) est une chose juste. Il repousse l'appui de l'Etat, mais réclame son intervention contre les sociétés secrètes qui prennent leur mot d'ordre à l'étranger et viennent souffler en France la révolution et l'émeute. Le citoyen Boyet est un radical bourgeois qui s'est fourvoyé parmi les ouvriers; rien de plus.

QUATRIÈME SÉANCE. — La question de l'Association et de la coopération arrive à l'ordre du jour. Presque tous les orateurs font ressortir cette vérité que la grève est un moyen presque toujours impuissant. Souvent — disent-ils — elle est vaincue et quand, victorieuse, elle fait hausser le salaire, l'équilibre est bientôt rétabli par le renchérissement des objets de consommation. L'association de production, la coopération, est un moyen de se passer du capital des patrons. Le cit. Frilley est celui des délégués qui a traité la question de la façon la plus complète. Pour que la coopération puisse vivre dans de bonnes conditions, il faut respecter dans chaque groupe coopératif l'autonomie de l'individu, et il est nécessaire, que dans la fédération

des coopérations chaque groupe coopératif soit aussi autonome. Il faut de plus que l'*excédant* ne soit pas sous le nom de *benefice* distribué aux actionnaires sous peine de retomber dans la vieille ornière de la production bourgeoise. Le citoyen Frilley engage ensuite les coopérations qui se forment de se faire reconnaître par la loi; l'existence précaire des coopérations non reconnues et la possibilité de fédération pour celles qui le sont, voilà les motifs qui le poussent à donner ce conseil. Il ressort cependant du discours du citoyen Frilley que ce citoyen est anti-autoritaire, autonomiste; il pense que le prolétariat parviendra à s'émanciper par la voie pacifique, mais il est prêt au besoin à accepter une autre voie.

Au Congrès général de l'Internationale qui s'est réuni à Lausanne dès 1867, cette question de la coopération fut élucidée. Tous les délégués furent d'accord pour reconnaître que, quand une coopération réussirait à vaincre la concurrence bourgeoise, elle ne pourrait rien pour l'émancipation de la masse, et aboutirait infailliblement, en émancipant seulement les plus intelligents des ouvriers, à créer un quatrième Etat plus misérable encore que celui qui existe.

C'est dans cette 4^{me} séance, qu'un délégué d'Algérie, le cit. Nicolas, ayant terminé son discours par le cri « Gloire à Jules Simon », toute la salle a été soulevée par un seul cri d'indignation. Les cit. Chabert et Calvinhac ont flétri, comme il mérite de l'être, le ministre du 2^e siège de Paris, et réclamé l'amnistie complète et entière. (A suivre.)

Russie.

(Corresp. spéciale de l'Avant-Garde.)

(Suite.)

Le Président. Je vous prie de ne pas employer de pareilles expressions.

Myschkine. Je dis seulement que ces mouvements n'ont pas été provoqués d'une manière artificielle. En étudiant les mouvements de la jeunesse instruite, nous observons avant tout ce fait significatif, qu'ils sont toujours accompagnés de mouvements analogues au milieu du peuple et ne représentent, pour ainsi dire, que l'écho de ces derniers: de manière que les mouvements du peuple et ceux de la jeunesse instruite forment deux courants parallèles, tendant à se réunir dans un lit commun, en détruisant la digue qui les a séparés pendant des siècles; cette digue, c'est la différence entre la jeunesse instruite et le peuple, différence produite par des siècles d'éloignement entre ces deux éléments. Le premier mouvement de la jeunesse instruite qui a commencé en 1861, n'a été que l'écho de ce puissant mouvement populaire qui avait éclaté à la suite de l'abolition du servage, parce que le peuple ne voulut pas de cet affranchissement fictif. Ce mouvement fut la base de la reformation du parti socialiste révolutionnaire. Plus tard, vers la fin du terme décennal après l'abolition du servage, des bruits constants circulaient dans le peuple que les paiements pour l'appropriation du sol seraient diminués et même abolis; quoique ces bruits n'aient pas provoqué cette fois, comme après 1861, des révoltes nombreuses, ils ont entretenu, néanmoins dans le peuple une certaine agitation, et comme écho de cette agitation nous avons vu paraître un mouvement de la jeunesse instruite qui eut pour issue le procès dit de Netchaïeff. Enfin à l'heure qu'il est, l'appauvrissement du peuple, épuisé par des impôts et des contributions énormes, est devenu tel, qu'il faut être complètement sourd pour ne pas entendre les murmures populaires. Ce sont ces murmures qui ont provoqué le mouvement de 1873-75, qui représente ainsi la dernière phase du développement du parti socialiste révolutionnaire. Ce lien que j'ai démontré tout à l'heure et qui existe incontestablement entre les mouvements révolutionnaires de la jeunesse instruite et ceux du peuple, a pu facilement échapper à l'attention du pu-

blic, mais c'est une simple raison que, grâce à cette fameuse publicité qui existe en Russie, on ne met sous les yeux de notre public, que des faits de peu d'importance; pour tout ce qui concerne les faits importants de la vie populaire, on garde un silence systématique, ou bien on les dénature non moins systématiquement; les révoltes des paysans, par exemple, qui ont eu lieu après 1861, ne sont connues de notre public que par ouï-dire....

A ces mots, Myschkine est interrompu par le président, qui sur ses protestations, lui accorde de nouveau la parole, à la condition expresse qu'il reviendra aux questions mêmes du procès.

Myschkine. Soit. Quoique, d'après l'article 229, j'aie le droit d'exiger que tout ce qui s'est passé dans les séances où ont comparu les onze groupes précédents, me soit communiqué, je crois inutile de le demander, persuadé que ma demande, malgré toute sa légalité, ne serait pas prise en considération. Mais ce que je demande au moins, c'est qu'on me communique les parties les plus essentielles de l'interrogatoire, celles qui me touchent directement comme accusé de faire partie d'une société secrète.

L'accusation dit que nous sommes « capables de tous les crimes pour avoir de l'argent. » L'accusation dit aussi que « quelques accusés ont proposé à Ida Polheim de devenir la maîtresse d'un vieillard, propriétaire dans le gouvernement de Koursk, pour ensuite le dépouiller, l'empoisonner et verser l'argent obtenu par ce crime dans la caisse du groupe dont elle faisait partie. » Quels sont les faits constatés par les interrogatoires sur lesquels le procureur a pu baser ces accusations? Quand on aura répondu à cette question, j'aurai encore à mentionner d'autres passages de l'acte d'accusation sur lesquels j'ai droit à des explications.

Le Président. Pendant l'interrogatoire des onze premiers groupes votre nom n'a pas été prononcé; cette partie de l'instruction ne vous concerne donc pas.

Myschkine. Tout ce qui a pu servir de base aux conclusions du Procureur me touche personnellement. J'ai indiqué la partie de l'acte d'accusation dans laquelle nous sommes présentés comme prêts à tous les crimes pour avoir de l'argent. Or, on ne dit pas que cela ne concerne que quelques individus, mais cette accusation s'étend au contraire à tous les accusés. Il est clair qu'on suppose qu'il existe entre nous une entière solidarité, chacun de nous a, par conséquent, le droit de connaître toutes les parties de l'instruction.

Le Président. Vous assisterez à l'interrogatoire des membres de votre groupe, et vous saurez tout ce qu'il est utile que vous sachiez.

Myschkine. Et je ne saurai rien sur les accusations dont je parle, et qui sont applicables à tous les accusés.

(A suivre.)

Bulletin international.

Dans la Suisse allemande, la fameuse loi sur les fabriques commence à produire ses fruits. Cette loi fixe à onze heures la durée de la journée de travail; or, les ferblantiers de Zurich travaillaient seulement dix heures. Les patrons se basant sur les stipulations de la loi ont voulu exiger de leurs ouvriers une onzième heure. Naturellement ceux-ci n'ont tenu aucun compte de la loi et se sont mis en grève. Nous engageons nos amis de France à repousser toute avance qui pourrait leur être faite et à ne venir travailler ni à Zurich, ni dans aucune autre ville de la Suisse.

Ce n'est pas tout. Quelques *sarrasins* (ouvriers qui violent les principes de la solidarité ouvrière) travaillent selon le désir des patrons; et le gouvernement si radical de Zurich pour lequel ont si souvent voté les ouvriers de l'Arbeiterbund fournit pour accompagner ces *sarrasins* au travail toute une escorte de gendarmes.

Les ouvriers de Zurich se consolent peut-être en apprenant que le rédacteur en chef de la *Tagwacht* récemment naturalisé Suisse, et pour cause, va poser sa candidature ouvrière aux prochaines élections au grand conseil, en compagnie du citoyen Moham.

En Belgique, le Congrès de la fédération belge a eu lieu

Comme nous y nous, les groupes socialistes-socialistes qui sont restés, on comprend pourquoi, dans les rangs de l'Internationale, se sont arrangés pour avoir la majorité et ont transféré dans les mains du Conseil général belge (le même qui garde dans sa poche les circulaires qu'on lui adresse) le *bureau fédéral International* que le dernier Congrès général avait placé à Verviers. Tous les groupes anarchistes verront maintenant qu'au Congrès de Genève (1873) les délégués Italiens, Espagnols et Français, ont parfaitement fait d'obtenir par leur opposition que l'article concernant ce *Bureau* contienne cette phrase: „Les fédérations *pourront* (non pas: *devront*) correspondre avec le *Bureau*.“

D'Italie et de Russie, les nouvelles qui nous parviennent sont relativement bonnes. En Russie sur les 193 socialistes poursuivis, près de 133 sont rendus à la liberté avec une ordonnance de non-lieu. En Italie, à l'occasion de son avènement, le roi Humbert a donné une amnistie politique. Ceux de nos amis de Bénévent qui n'avaient pas eu le temps de joindre la bande et qui avaient été arrêtés en route, nous ont déjà été rendus. Quant aux autres, le procureur voudrait qu'ils fussent poursuivis pour crimes de droit commun (pillage, incendie, vol, ... etc.), mais la chambre d'accusation hésite à s'engager dans cette voie; elle sait qu'on trouvera difficilement un jury italien pour sanctionner, par une condamnation, cette jurisprudence. Donc, par l'amnistie ou un acquittement prononcé à la suite d'un brillant procès nos amis seront bientôt libres et mis dans la possibilité d'appliquer de nouveau — quoique dans des conditions meilleures, — leur tactique de propagande par le fait insurrectionnel.

En Allemagne, à Munich surtout, nos amis anarchistes continuent avec succès leur campagne d'agitation anti-autoritaire.

VARIÉTÉS.

La crise politique en France, son caractère véritable et ses conséquences.

(Fin.)

De l'étude même de la tactique de ses adversaires le parti ouvrier socialiste peut déduire le but momentanément qu'il doit poursuivre et l'attitude qu'il doit prendre pour l'atteindre. D'abord la conception du but, ensuite le choix des moyens.

Les tactiques diverses suivies par les fractions différentes de la bourgeoisie étaient toutes et sont encore commandées, — cela ressort de ce que nous avons dit plus haut — par cet unique mobile, le salut de l'Etat. Cet attachement sans bornes de nos adversaires de toutes couleurs pour cette institution politique de l'Etat est pour nous plus qu'un avertissement; elle est une indication. Nous pourrions dire déjà sans courir le risque de nous tromper: les ouvriers doivent être ennemis de l'Etat.

Examinons cependant le problème de plus près. Notre conviction n'en sera que plus profonde.

Que désire surtout la bourgeoisie? la conservation de ses privilèges. Comme tous ses privilèges ont même source, l'institution de la propriété individuelle, elle veut le maintien de cette institution. Or est-ce le titre même qui fait la propriété? non évidemment. Ce qui assure la jouissance de sa propriété au propriétaire, ce sont les institutions politiques: une chambre ou deux chambres de législateurs qui maintiennent le principe dans les lois, une religion ou une éducation pour obtenir si possible des déshérités le respect volontaire de ces lois et, s'ils ne le veulent pas, des juges qui les condamnent, des gendarmes et des soldats qui les arrêtent, et au besoin des bourreaux qui les tuent. Eh bien! c'est cet ensemble aimable de députés, de juges, de soldats, de policiers, de bourreaux, cette collection d'institutions, pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire, qui constituent l'Etat, cet objet des amours de la bourgeoisie.

Maintenant ce qui préoccupe la bourgeoisie cléricale, la bourgeoisie monarchique, la bourgeoisie républicaine, la bourgeoisie en un mot; ce qui la divise, ce qui la fractionne, c'est la question de savoir quelle est la meilleure forme, la plus solide, pour la donner

à l'Etat. Nos ultramontains prétendent que c'est l'Etat cléricale; nos libéraux sont d'avis que le seul Etat puissant est l'Etat moderne, l'Etat laïque, l'Etat républicain en particulier.

Qui donc a raison? les ultramontains en apparence; les libéraux en réalité.

Comparons les rouages des deux Etats. — L'Etat cléricale comme l'Etat laïque a ses organes de répression: la magistrature, la police, l'armée; son organe de conviction: l'éducation. Elle a de plus un organe de consolation: la religion! «Patience — dit-elle — au déshérité de ce monde. Comme le doux Jésus l'a dit les premiers seront les derniers.» Que l'ouvrier étale sa misère, qu'il déplore l'infériorité de sa situation dans ce monde, on lui montre du doigt le ciel. — Mais, ça ne prend plus. L'ouvrier devient incrédule. Il se fatigue d'attraper des torticolis en regardant le ciel d'où il ne voit venir que la pluie qui le mouille et la neige qui le gèle. Il devient Voltairien. La bourgeoisie libérale s'est parfaitement rendu compte de cet état d'esprit et c'est dans une autre direction qu'elle cherche à augmenter la force de son Etat. En France, elle tente et elle réussit peu à peu, à grouper toutes les fractions bourgeoises en une masse puissante sous le drapeau de l'Etat qui les divise le moins, de l'Etat républicain.

Les ouvriers socialistes, s'ils veulent mettre un terme à l'accumulation de toute la richesse sociale aux mains de quelques-uns, accumulation dont ils meurent, doivent donc abattre cette institution politique de l'Etat qui est le gendarme de l'ordre de choses actuel. Et non seulement il faut qu'ils détruisent telle ou telle forme de l'Etat, l'Etat cléricale comme l'Etat libéral, mais l'Etat lui-même dans son principe, dans toutes ses manifestations.

Le but est trouvé: Destruction de l'Etat.

Cherchons le moyen.

Il est d'abord évident *à priori* que ce n'est pas en nommant des législateurs, qui feront des lois, qui organiseront les pouvoirs exécutif et judiciaire, que l'on détruira l'Etat qui n'est autre chose que l'ensemble même de tout cela. Une seule voie reste ouverte, la voie révolutionnaire. Si on l'accepte il ne s'agit plus que de saisir l'occasion.

Plus haut, nous avons indiqué deux issues à la crise actuelle. Ou, disions-nous, l'Allemagne et l'Italie, libres de leurs mouvements, contiendront jusqu'en 1880 le parti cléricale français et Mac Mahon sa sentinelle et alors nous aurons une chambre républicaine, un sénat républicain, un président de la république républicain, en d'autres termes l'installation définitive d'un Etat puissant, laïque, national, — ou bien, l'Italie et l'Allemagne, engagées dans des complications européennes devront négliger nos affaires intérieures, et alors c'est le coup d'état essayé de nouveau à droite, la résistance organisée à gauche, et pour nous, une porte heureusement ouverte à la révolution.

Nous n'envisagerons pas l'éventualité de l'instauration définitive de la république. Le prolétariat serait en face d'un Etat si puissant qu'il devrait en commencer le siège en règle. Nous aurons donc le temps d'y revenir. Plaçons-nous seulement dans l'hypothèse d'une lutte armée, avant 1880 entre la droite et la gauche, et alors nous ne pouvons que donner aux ouvriers les mêmes conseils qu'ils ont reçus de l'*Avant-Garde*: «Prendre part à la lutte. Ne s'enrégimenter sous le drapeau d'aucun Etat en présence. Etre soi. Abattre l'Etat cléricale, mais empêcher l'installation d'un Etat bourgeois républicain en proclamant l'autonomie des communes de France.

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux. Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Il serait injuste d'apprécier le caractère du dernier Congrès de Lyon avec la rigueur qui est de mise quand on juge les Congrès ouvriers qui se réunissent dans les pays libres.

Tenu dans un pays libre, par des délégués d'ouvriers ayant pu suivre librement le développement de l'idée socialiste, ce Congrès serait désespérant. Mais on se console quand on songe qu'il a eu lieu en France où depuis près de huit ans règne un silence de mort; lorsqu'on réfléchit à ce fait que les groupes secrets de l'Internationale qui sont nettement communistes, anarchistes, révolutionnaires, n'ont pu s'y faire représenter; quand on pense enfin que les socialistes français de la génération de ceux qui parlent et qui agissent en Suisse, en Belgique, en Allemagne, ont été décimés par la mort, la proscription, la déportation et l'exile.

Nous le reconnaissons volontiers, le Congrès de Lyon pris en lui-même, considéré isolément, passé au critère des résolutions qu'il a prises, est carrément réactionnaire. Mais étudié à la place qu'il occupe, comme second pas dans le réveil qui se produit au sein du prolétariat français, il mérite quelque indulgence. On peut espérer qu'il contient en germe, virtuellement, un parti véritablement socialiste que l'avenir verra se développer.

Son présent nous attriste; mais son horizon nous console.

Quel a donc été en lui-même le caractère de ce Congrès ouvrier?

Les socialistes modernes, qu'ils soient membres de l'Internationale ou démocrates-socialistes, sont absolument d'accord sur deux points à nos yeux d'une importance immédiate: la question de la propriété et l'action révolutionnaire. — Tous comprennent aujourd'hui que l'appropriation collective de la richesse sociale est à la fois une nécessité scientifique inéluctable, et la condition *sine qua non* de l'établissement de la liberté véritable. — Tous savent ce qu'il faut attendre de l'esprit de justice qui anime la bourgeoisie. Ils sont convaincus que jamais les classes dirigeantes ne céderont un pouce de leurs privilèges (qu'on nous passe cette expression) devant le jeu des majorités et suivant les principes parlementaires, et ils se sont rendu compte de tout ce qu'il y a de décevant dans les essais toujours infructueux de la production coopérative dans la société actuelle. Ils s'attendent donc à voir la bourgeoisie employer contre eux la violence et ils s'apprentent à lui opposer la force.

Que pense sur ces deux points le Congrès de Lyon?

En ce qui concerne la propriété, il se déclare fermement décidé à ne dépouiller personne (pas même les voleurs, paraît-il?) et il rejette à l'unanimité de ses 150 délégués moins 15, la proposition signée Ballivet (un communiste-anarchiste) et conçue en ces termes :

„Le Congrès invite toutes les associations ouvrières, en général, à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail.“

Au point de vue de l'action révolutionnaire, nous entendons encore les paroles des orateurs du Congrès de Lyon, et leurs déclarations, et leurs promesses. Ils répudient toute violence, jurent de se tenir en équilibre sur la corde raide du chemin légal, ils renient presque les utopistes (morts cependant pour eux), et promettent aux Dieux politiques et aux hommes bourgeois d'être toujours bien gentils et bien sages. C'est parfait! Eh bien! nous étonnerons probablement ces délégués naïfs qui ont acclamé l'amnistie, mais nous leur dirons qu'en parlant ainsi ils ont tout simplement châtré le prolétariat français de sa magnifique tradition, craché sur les barricades de juin, et foulé aux pieds les drapeaux glorieux de la Commune de Paris.

En repoussant le principe de la propriété collective, en reléguant aux accessoires les pavés si héroïquement entassés par leurs pères, les délégués au Congrès de Lyon — je parle bien entendu de la majorité — se sont placés complètement en dehors du socialisme contemporain.

Qu'on ne nous dise pas qu'en se prononçant à l'unanimité moins deux voix, pour la représentation directe du prolétariat au parlement, ils ont adopté le programme social-démocratique, s'ils se sont écartés du programme anarchiste qui est le nôtre! car, nous leur répondrons qu'ils se trompent du tout au tout. Tandis que par le vote ils espèrent, en véritables héros de la naïveté, réaliser dans les parlements une minorité puissante, voire même une majorité, les démocrates-socialistes-collectivistes ne voient dans la participation au vote qu'un moyen de propagande qu'ils jugent efficace pour constituer un parti puissant au point de vue numérique.

Qu'est-ce donc ce Congrès, s'il n'est pas communiste? s'il n'est pas révolutionnaire? s'il n'est pas anarchiste? s'il n'est pas démocrate-socialiste dans le vrai sens du mot?

Il est coopérateur.

La coopération de production, celle de consommation, voilà le grand cheval de bataille qui doit conduire à la conquête de l'émancipation du prolétariat!

Nous prendrons la liberté de dire aux délégués du Congrès de Lyon qu'ils se sont trompés de date et qu'ils sont des revenants. Leur montre retarde de onze ans; elle marque 1867.

En 1867 en effet un Congrès de l'Internationale se tenait à Lausanne. Dans ce Congrès où le principe collectiviste commençait à poindre comme dans le Congrès de Lyon de 1878, la question de la coopération fut magnifiquement traitée et approfondie. La résolution suivante fut prise :

10 Le Congrès (de Lausanne) pense que les efforts tentés aujourd'hui par les associations ouvrières (coopératives) — si celles-ci se généralisent en conservant leur forme actuelle — tendent à constituer un quatrième état ayant au-dessous de lui un cinquième état plus considérable encore.

20 Pour obvier à ce danger, le Congrès pense qu'il est nécessaire que le prolétariat se convainque bien de cette idée : *que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société et conformes à la réciprocité et à la justice.*"

Si donc la fédération française de l'Internationale est parvenue grâce à ses relations extérieures à être de son époque, le parti ouvrier qui agit en France publiquement en est encore en 1867.

Que ce parti ouvrier se hâte, et nous pourrons probablement applaudir bientôt aux Congrès ouvriers qu'il tiendra, car dans l'histoire du socialisme le Congrès à moitié encore coopérateur de Lausanne a pour lendemain le Congrès communiste de Bale (1869), et pour surlendemain, ce fameux Congrès de Genève de 1873, où triompha le principe d'autonomie.

Compte-rendu du Congrès de Lyon.

(Suite et fin.)

CINQUIÈME SÉANCE. — La plupart des délégués qui ont pris la parole sur la question « du chômage et des crises industrielles » nous semblent avoir attaqué la question par les plus petits côtés ; cependant le cit. Calvinhac, délégué de Paris, a traité la question d'une façon un peu plus scientifique que ses collègues.

Le cit. Pointard, délégué des boutonniers en corne de Paris, attribue au travail des prisons le chômage qui règne souvent dans sa partie, et naturellement il demande la suppression du travail dans les prisons. Mortier (plâtriers-peintres de Lyon) regarde le travail aux pièces comme amenant avec la surproduction momentanée un chômage certain. Finance trouve les causes du chômage dans le remplacement des travailleurs par la machine (il réclame une indemnité pour les travailleurs ainsi dépouillés, pour cause d'utilité publique de leur seule propriété, le travail), dans les caprices de la mode qui tout-à-coup, à Lyon par exemple, met la soie de côté pour la laine, enfin dans les incendies, les inondations et les guerres. Le cit. Calvinhac regarde la parcellarisation du travail comme une cause de chômage : l'ouvrier, devenu simple manœuvre, ne peut rien faire parce qu'il ne sait rien faire si son travail habituel vient à lui faire défaut. Le remède serait à ses yeux dans une bonne éducation professionnelle qui donnerait à l'ouvrier la possibilité d'effectuer différents travaux. Il voit d'autres causes de chômage dans l'émigration qui suit les mouvements populaires, émigration que l'on doit combattre aujourd'hui par l'amnistie. Enfin, il trouve une dernière cause de chômage dans le monopole. A la fin de son discours, le cit. Calvinhac se prononce pour la propriété collective et comme il a entendu beaucoup de ses collègues compter sur l'Etat, il se déclare anarchiste et montre combien l'appui de cette institution créée pour la défense des privilèges bourgeois est illusoire.

Nous voyons, nous, une plus grande cause encore de crises dans la concentration des capitaux dans quelques mains. Cette concentration amène des spéculations et des jeux de bourse ; ces jeux en tuant le petit commerce et la petite industrie jettent des ouvriers sur le pavé. De plus, quand un marché est bon momentanément tous les grands fabricants cherchent à le fournir les premiers ; de cette façon, on produit bien plus que la consommation n'exige et il en résulte une grande surproduction qui amène de longs chômages. — Il arrive aussi parfois que les fabricants maîtres

d'un marché le fournissent mal et que les gens du pays où se trouve ce marché sont conduits ainsi à fabriquer eux-mêmes. Alors il arrive bientôt que le débouché se ferme, non pas passagèrement mais pour toujours. Le chômage qui en résulte devient éternel et après d'énormes souffrances les ouvriers doivent — ce qui n'est pas facile — changer de métier ou mourir de faim.

A ces causes de chômage, le seul remède est celui prôné par le citoyen Calvinhac, la propriété collective.

SIXIÈME SÉANCE. — L'Instruction laïque, gratuite, obligatoire, l'enseignement professionnel, telles sont les réformes que presque tous les délégués viennent de réclamer successivement. Pour réaliser ce programme, les uns, comme la cit. Hardouin, comptent sur les conseils municipaux, sur l'établissement d'une société d'instruction professionnelle fondée au moyen de l'obole du prolétaire. D'autres, comme Deschamps, comptent résolument sur l'Etat. Le cit. Ballivet, un anarchiste pur sang, qui dans ce Congrès a du faire dresser bien des cheveux sur des têtes, leur répond avec juste raison que l'instruction dite gratuite est un trompe l'œil, puisque les frais qu'elle nécessitera seront couverts par l'impôt et qu'en dernière analyse c'est le prolétaire qui paye l'impôt ; qu'il est impossible qu'on oblige le père, que la machine chasse de la fabrique, à se priver du labeur de ses enfants que l'industrie réclame. Le cit. Ballivet ne voit de réforme possible dans cette question qu'au lendemain d'une révolution abattant l'Etat et établissant la propriété collective. Nous ajouterons nous que dans les pays bourgeois où l'instruction laïque, gratuite, obligatoire existe, le travailleur n'est pas plus avancé que l'ouvrier français : l'enfant sait lire et écrire, mais à cause de l'immense propagande des partis religieux et politiques, il lit surtout la bible ou des livres lui enseignant le respect de la propriété individuelle.

SEPTIÈME SÉANCE. — C'est dans cette septième séance, qu'est venue en discussion la question si importante de la représentation directe du prolétariat au parlement. Presque tous les délégués se sont prononcés pour l'adoption de cette tactique. Ils ont montré que contrairement à toutes les affirmations bourgeoises il y a bien dans la société actuelle deux classes en présence ayant des intérêts divers, *la bourgeoisie et le prolétariat*. Il serait long, fastidieux et inutile, de résumer tous les discours qui ont été prononcés : nous nous bornerons à en analyser deux qui sont comme les pôles de toute la discussion ; l'un favorable à l'idée de la représentation directe, prononcé par le cit. Chabert, et l'autre opposé à ce système de lutte et lu par le cit. Ballivet, délégué des mécaniciens de Lyon.

Le cit. Chabert est un orateur dans tout le sens artistique du mot. Mais si c'est avec talent qu'il a développé d'abord le projet de publication d'un journal ouvrier, *le Prolétaire*, et qu'il s'est prononcé ensuite pour l'envoi de députés ouvriers au parlement, il n'a réfuté aucun des arguments que les adversaires de la tactique qu'on propose à l'adoption du prolétariat français mettent en avant depuis déjà plusieurs années.

Le cit. Ballivet a opposé à l'improvisation brillante du cit. Chabert un discours plein d'arguments ; discours irrefutable et qui, tout naturellement, est resté sans réponse. Comme ses collègues, le cit. Ballivet admet le droit du prolétariat à être représenté dans les assemblées parlementaires, mais ce qu'il conteste ce sont les avantages que l'on prétend être le résultat de cette représentation. Il montre d'abord quelle illusion il faut se faire pour admettre un seul instant que la bourgeoisie permettra aux ouvriers de réaliser

au parlement une majorité ou seulement une minorité assez forte pour arracher quelques réformes anodines. Il répond à ceux qui considèrent la participation des ouvriers à la vie politique comme un moyen de propagande, que la nécessité de réunir un grand nombre de voix fait laisser dans l'ombre la moitié du programme socialiste et que le parti qui résulte de l'emploi de cette tactique, peut être excellent pour atteindre ce but : un succès électoral, mais n'a rien de cette organisation qui sera nécessaire quand, la bourgeoisie employant la force contre nous, nous serons dans l'obligation d'employer aussi la force contre elle. Il craint ensuite que l'envoi de députés ouvriers dans les assemblées bourgeoises, ne donne une nouvelle virginité aux yeux du peuple à cet organisme corrompu, qui en France s'affaisse un peu tous les jours sous le mépris public. Enfin il conseille aux ouvriers de se grouper en dehors de la société bourgeoise actuelle et de former ainsi, à côté d'elle, une société future prête à la remplacer quand l'heure de sa disparition sera sonnée dans l'histoire.

Dans cette discussion, ce qui nous a plu, c'est de voir le caractère anti-Etatiste de ceux-là même qui se sont prononcés pour la représentation des ouvriers au parlement. Le cit. Chabert lui-même a prononcé les paroles suivantes :

« Ne demandant et n'admettant rien de l'Etat, le « Prolétaire » poussera les travailleurs à s'instruire par toutes les voies possibles, afin que, plus éclairés sur leurs intérêts véritables, ils cessent d'être les instruments aveugles et dociles des bourgeois politiques. »

HUITIÈME SÉANCE. — Deux solutions à la question agitée dans cette séance, les *caisses de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail*, se présentaient naturellement à l'esprit. L'une était l'intervention de l'Etat; l'autre la création de caisses par la libre initiative ouvrière. De plus cette question devait être étudiée à deux points de vue, dans la société actuelle et dans celle de l'avenir.

Tous les orateurs ont déclaré repousser l'intervention de l'Etat *actuel* pour parer à ce besoin du prolétariat; car tous ont déclaré qu'ils n'avaient pas assez de confiance dans l'Etat actuel pour lui confier la gérance de leurs intérêts. Cette solution repoussée, il ne restait plus de possible que cette autre : création par les syndicats et gérance par des délégués de ces syndicats d'une caisse destinée à soutenir les invalides du travail et les vieillards. Quoique nous préférions de beaucoup ce dernier système que le Congrès a adopté à celui de l'ingérence de l'Etat politique, nous ne dissimulerons pas que nous ne croyons pas qu'il puisse aboutir. Nous pensons que le prolétariat ne pourra jamais alimenter avec les pauvres économies faites sur son piètre salaire toutes les caisses dont il aurait besoin : caisse de résistance, caisse pour l'enseignement, caisse d'assurance, ... etc. — Le seul remède nous semble être dans la prise de possession au nom de toute la société de l'ensemble de la richesse sociale.

Quant à l'avenir, quelques délégués, et le citoyen Chabert entre autres, ont pensé que l'on pourrait admettre la gérance de l'Etat quand l'Etat sera dans les mains de la classe ouvrière. Pour nous, dans une société basée sur la propriété collective, une caisse d'assurance pour la vieillesse et les invalides du travail, nous semble parfaitement inutile. Tout bonnement et simplement, les communes fourniront, en prenant sur le stock commun des produits, tout ce qui est nécessaire à l'entretien et au nécessaire des vieux travailleurs et des victimes de l'Industrie.

NEUVIÈME SÉANCE. — *Du travail agricole et des rapports entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes.* —

Le remède que le Congrès a trouvé à l'éloignement constaté malheureusement des travailleurs des champs pour ceux des villes est au moins un remède acceptable, s'il n'est pas d'une grande puissance. L'établissement de chambres syndicales agricoles et la fédération de celles-ci avec les chambres syndicales urbaines; la création de conseils de prud'hommes; telles ont été les solutions acceptées. La difficulté ne nous paraît que reculée. En effet pour faire accepter ce projet aux paysans, il faudrait que déjà le malentendu qui leur fait regarder les ouvriers comme leurs ennemis se dissipât. Ce malentendu le dissipera-t-il? Le paysan croit que l'ouvrier veut lui prendre sa propriété, cette propriété, hélas! plus nominale qu'effective! Que donc un mouvement révolutionnaire prouve aux paysans que telle n'est pas l'intention de l'ouvrier, en laissant ce paysan maître de la terre de sa commune, et le malentendu cessera. Cette preuve par le fait nous paraît devoir être plus forte aux yeux des travailleurs des champs que toutes les déclarations de tous les Congrès possibles.

DIXIÈME SÉANCE. — La question du *vagabondage et des mœurs dans les centres industriels* nous semble être une de celles que le Congrès a le mieux comprises. Oui pour nous comme pour le Congrès, la cause du vagabondage et de la prostitution se trouve dans la mauvaise organisation de la production dans la société actuelle. Le salaire trop bas, amène chez l'homme la nécessité d'être vagabond et chez la femme la perte de l'honneur; la parcellarisation du travail en rendant l'être humain incapable de faire autre chose que de présenter à la machine un fil d'archal, par exemple, le livre sans ressources au hasard si ce travail de manœuvre vient à lui manquer. Le remède est donc une instruction intégrale donnée à tous, mais pour que cette instruction s'établisse dans de bonnes conditions, il faut un renouvellement social complet. Quant au vœu émis pour la suppression de la police de mœurs, il ne sera pas écouté. Le meilleur moyen de détruire la réglementation de la prostitution est de supprimer la prostitution elle-même; mais, tant que ce mal existera, avec lui existeront toutes les ignominies qu'il entraîne après lui.

ONZIÈME SÉANCE. — Sur la question des conseils de prud'hommes, nous n'avons entendu aucun discours qui mérite d'être rapporté. Tous les orateurs qui ont traité la question se sont prononcés pour le maintien de ces conseils et pour le remaniement de la législation qui s'y rapporte. Ils voudraient voir abaisser à 21 ans l'âge de l'électorat, à 25 ans celui de l'éligibilité; voir supprimer les mois de domicile que la loi exige; ils demandent ensuite l'augmentation de compétence de ces conseils, l'augmentation des catégories et l'extension aux campagnes de cette sorte de juridiction.

Nous nous bornerons à faire observer que le vice de l'institution ne gît pas dans tous ces détails. Il résulte de ce fait que les ouvriers-prud'hommes qui siègent à côté des patrons-prud'hommes ne peuvent pas sans danger être indépendants : ou leur jugement sera impartial et bientôt ils seront sans ouvrage, ou ils obéiront aux patrons et on aura un semblant de justice pire que l'injustice ouverte.

Nous sommes donc contre la juridiction des prud'hommes. Nous ne demandons pas des tribunaux ordinaires. La vérité nous semble être dans l'arbitrage quand la société sera réorganisée, et dans la puissance des chambres syndicales, actuellement.

DOUZIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE. — Dans cette séance les résolutions que l'*Avant-Garde* publiera ont été votées. Le compte-rendu financier présenté et accepté. Enfin

Bulletin international.

Nous recevons d'Espagne une triste nouvelle. Albarracin est mort. Albarracin était ce dévoué révolutionnaire qui joua le rôle principal dans l'insurrection d'Alcoy, en 1873. Traqué par la bourgeoisie espagnole comme une bête fauve il dut se réfugier en Suisse où il travailla comme graveur d'abord, et quand la crise survint comme peintre en bâtiment. Le dur climat du Locle a porté probablement le coup mortel à notre ami; retourné en Espagne il a été emporté par une maladie qui ne pardonne pas, la phthisie galopante. Voilà un des « bakounistes au travail » de M. Engels qui précède dans la tombe que son dévouement a ouverte son calomniateur plus heureux.

A Munich, les jeunes anarchistes font, paraît-il, de rapides progrès. Battus dans une première réunion par un coup de majorité socio-démocratique, ils viennent dans une seconde réunion de rallier la majorité à leur tour. On annonce le voyage du cit. Liebknecht à Munich. Coupera-t-il la tête à l'hydre? elle repoussera.

Nos lecteurs doivent se souvenir d'un certain Trépoff, grand-maitre de la police de St.-Petersbourg; qui avait fait dans la cour d'une prison fouetter jusqu'au sang un socialiste russe, Bogoliouboff, qui refusait de poser sa casquette devant ce nouveau Gessler. Ce passe-temps sanglant vient de lui coûter cher! Une jeune fille russe s'est présentée chez lui, et tandis que d'une main elle lui remettait une pétition, de l'autre elle tirait un revolver et abattait de deux balles ce général des mouchards.

La grève des ferblantiers de Zurich continue. Dernièrement, des bourgeois se sont permis de rouer de coups le président de leur société et dans une assemblée de 700 ouvriers une protestation a été rédigée. Nous regardons cette paperasserie comme inutile. Aux gifflés on répond par des gifflés; et les ouvriers seraient plus respectés, si de leur côté ils s'organisaient pour jeter dans la Limat (rivière qui passe à Zurich) leurs riches agresseurs.

France. Savoie. — „La haine des bourgeois grandit de plus en plus ici. Jusques à présent, il n'y avait que les soi-disant républicains qui parlaient, et, quand le travailleur se plaignait de la situation qui lui était faite, la réponse était toujours la même: Oh! si nous avions la République! comme tout cela changerait! — Mais voilà près de huit ans qu'elle existe (surtout pour nous; car la Savoie a toujours nommé des soi-disant républicains et elle a des conseillers municipaux qui se disent intransigeants) et comme chez Nicolet cela va de mal en pis. Les „chers frères“ fessent, fessent toujours les petits garçons; le curé engraisse toujours, ce qui fait dire à nos bons paysans: *Si neutron prouère ingraïssive comme cint, la femme, cint fare on beau lord!* (Si notre porc engraisserait comme cela, la femme, cela ferait un beau lard!); la bande qui gouverne, jnge et exploite, dévore toujours la même chose. La corde: Patience! on ne peut pas tout faire à la fois! devient bien vieille, aussi le socialisme gagne de plus en plus nos frères les paysans. Ils ne se gênent plus pour dire: Ils nous faut une bonne République rouge avec l'Internationale pour nous débarrasser des sangsues, et faire un bon feu de joie avec tous les papiers timbrés et les livres des hypothèques.

Les grands dévorants n'ayant plus le courage d'attaquer les hommes, se vengent sur les enfants. A R..., un petit orphelin a été chassé du couvent parce que des membres de sa famille faisaient — dit-on — partie de l'Internationale. En faisant cela, m'est avis qu'on a rendu à cet enfant un fier service: au lieu d'être un calotin, il sera un producteur, ce qui vaudra mieux pour tout le monde.

Le 18 mars sera fêté dans plusieurs villages. Nos bourgeois en sont atterrés.

Le Président. Vous ne pouvez savoir d'avance ce qui pourra être démontré au cours du procès.

Myschkine. Soit, passons. Mais alors je veux tout au moins répondre à quelques-unes des accusations du procureur. L'acte d'accusation prétend que, considérant la science comme un instrument d'exploitation du peuple, nous invitons la jeunesse studieuse à abandonner les écoles. Je déclare franchement que j'appartiens au nombre de ceux qui ne croient pas nécessaire, pour les révolutionnaires, d'achever leurs études dans les écoles de l'Etat. Et comme cette opinion a été l'objet de critiques nombreuses de la part d'une certaine portion du public, je tiens à expliquer par quelles considérations je suis arrivé à cette opinion.

Supposons que la Russie soit actuellement sous le joug des Tartares, et qu'avec l'argent prélevé sur le peuple on établisse dans toutes les grandes villes des écoles dirigées par des *Baskaks* tartares.

Supposons encore que dans ces écoles on fasse des cours nombreux sur les vertus des Khans tartares, sur les brillantes qualités militaires des Khans tartaras, sur le droit historique des Tartares de dominer le peuple russe et de lui réclamer le tribut....

Le Président. Cette hypothèse est en dehors de la question.

Myschkine. M. le Président, j'ai cette particularité intellectuelle que je ne peux prouver certaines choses qu'en procédant par voie d'analogies et de comparaisons, veuillez donc me laisser achever; eh bien! si, dans ces écoles supposées, l'histoire était enseignée de manière à prouver l'incapacité du peuple russe à posséder une vie indépendante, et que tout l'enseignement n'eût d'autre but que de faire des jeunes gens russes des serviteurs dociles des Khans tartares, je vous demande si, dans ce cas, il serait bon de faire ses études dans ces écoles pour cette partie de la jeunesse russe qui voudrait conserver toutes ses forces à pousser le peuple à une lutte générale contre ses ennemis déclarés. Evidemment non, n'est-ce pas?

C'est pourquoi je pense que dans les conditions actuelles, il n'y a aucune nécessité pour un révolutionnaire d'achever ses études dans les écoles de l'Etat parce que.... mais je ne finis pas ma phrase, craignant d'être de nouveau arrêté par M. le Président.

Revenons donc à l'acte d'accusation. On y prétend que la quintessence de la doctrine révolutionnaire «c'est de prendre le bien du voisin, de détruire le pouvoir qui le défend, et que tout en parlant de réaliser le bonheur général, les révolutionnaires abandonneraient vite cette formule pour se contenter de la réalisation de leur bonheur particulier.»

Je dois avouer que je ne connais pas de pareille doctrine révolutionnaire. La doctrine dont je suis partisan déclare au contraire que pour la réalisation du bonheur de la classe travailleuse, il est nécessaire de garantir aux travailleurs le droit à la jouissance entière du produit de leur travail et de détruire le pouvoir qui s'y oppose.

Mais peut-on appeler protecteur de la propriété l'Etat qui s'est approprié par force le droit d'imposer au peuple des contributions dont il fixe lui-même la quotité, et qui exige ces impôts au moyen de forces militaires, en privant le paysan de son dernier morceau de pain?

Le Président. Ne continuez pas sur ce sujet.

Myschkine. Il paraît donc que le procureur peut dire et écrire ce qu'il veut, et que nous accusés, attaqués par lui, nous devons nous taire. Soit je passe. Il est une autre question que je ne veux point laisser de côté. Je veux parler des mesures non moins illégales que brutales qui ont été employées contre moi durant ma détention.

Après mon premier interrogatoire, sur mon refus de répondre à certaines questions, on m'a mis les fers aux pieds

aux mains, on m'a privé non-seulement de thé, mais même d'eau chaude.

Le Président. Votre déclaration n'est pas prouvée.

Myschkine. Il existe un procès-verbal joint au dossier qui constate le fait; mais ce n'est pas tout, et ce que j'ai à ajouter prouve jusqu'à quel point peut aller l'acharnement vindicatif du pouvoir en tout ce qui concerne les accusés politiques qui sont regardés par lui comme des ennemis personnels.

Lorsqu'après avoir porté les fers pendant quelque temps, mes jambes ne formant plus qu'une plaie, je me suis abaissé à demander la permission de porter de bas sous mes fers, on répondit par un refus brutal à une demande si naturelle.

Dirai-je que pendant tout le temps de ma détention on ne permit pas une seule fois à ma mère de me voir?

Le Président. Le tribunal ne peut contrôler la véracité de vos affirmations qui ne reposent que sur vos propres paroles.

Myschkine. Qu'a cela ne tienne. Je me suis adressé à l'*Osoboyé-Prisoutsuyé* (Comité politique permanent du Sénat), lui demandant d'examiner ces faits, et on m'a répondu que ma demande n'était pas assez grave pour qu'on eût à s'en occuper. Vous n'avez qu'à demander à M. le procureur *Jéléchowsky* la réponse qu'il fit lorsque je le priai de permettre à ma mère de me venir voir.

Le Président. Le tribunal n'est pas compétent pour examiner les actes de la procurature, et n'a pas à s'occuper de pareilles questions.

Myschkine. Mais les mesures brutales que je dénonce ne peuvent être sans influence sur le résultat des dépositions d'un accusé, et par conséquent sur l'impression qu'elles doivent produire aux juges; voilà pourquoi...

Le Président. Vous ne pouvez savoir d'avance quelle opinion nous avons sur vous.

Myschkine. Mais je crois que cette impression est produite principalement par les documents de l'instruction préventive, aussi ne me semble-t-il pas inutile pour les juges de savoir quelles tortures sont employées pour obtenir des accusés les réponses voulues par le gouvernement, — quoique ce procédé reste souvent sans résultat.

(A suivre.)

Résolutions votées au Congrès ouvrier de Lyon (1878).

Travail des femmes.

- 1° Formation de chambres syndicales de femmes ouvrières dans les villes et les campagnes;
- 2° Application du tarif de chaque corporation des deux sexes au travail dans les prisons et pour l'équipement militaire;
- 3° Suppression des veillées; limitation de la journée à 8 heures de travail sans réduction de salaire, la loi sanctionnant cette disposition pour les fabriques de toutes sortes;
- 4° Suppression des bureaux de placement laïques ou religieux;
- 5° Remaniement de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures; son application dans les ouvroirs et couvents; fixation par cette loi d'une limite d'âge, à 13 ans, pour l'entrée en apprentissage, tout travail d'enfant ne devant avoir que ce but; que les chambres syndicales ouvrières soient appelées à nommer dans leur sein la moitié des membres de la commission devant appliquer cette loi et en surveiller l'application;
- 6° Formation dans toutes les villes d'une commission d'initiative des deux sexes;
- 7° Abolition de toutes les lois restrictives du droit d'association et de réunion;
- 8° Suppression de tous les couvents et ouvroirs demandée par un pétitionnement général des femmes.

Chambres syndicales, associations et coopérations.

- 1° Les délégués au Congrès et tous ceux qui sont convaincus de l'efficacité du groupement corporatif, sont invités à faire tous leurs efforts à prendre, au besoin, l'initiative pour l'organisation de chambres syndicales agricoles ou industrielles;

unprofessionnelles dans les grands centres, communes à plusieurs ou à toutes les professions dans les localités où ce sera jugé utile.

2° Le Congrès est d'avis que les syndicats ne rendront tous les services qui en découlent, que le jour où toutes les chambres syndicales seront unies solidairement par la fédération dans chaque centre et entre les différentes localités;

3° Les chambres syndicales doivent avoir pour objet:

- a) La régularisation de la production;
- b) Le maintien des salaires et la défense des intérêts généraux. Par la résistance juridique et la mise à l'interdit des établissements reconnus comme rompant l'équilibre entre les nécessités des travailleurs et les exigences du capital;
- c) Le placement des ouvriers et apprentis;
- d) L'enseignement professionnel;
- e) La surveillance des apprentis;
- f) La mise à l'étude continue des moyens pratiques pour la création de caisses de chômage, d'assurances mutuelles contre les risques à la vie industrielle et agricole, les maladies et la vieillesse;

4° Les syndicats ne devront pas oublier que le salariat n'étant que l'état transitoire entre le servage et un état inconnu, ils devront mettre tout en œuvre pour l'établissement de sociétés générales de consommation, de crédit et de production, appuyées sur un contrôle sérieux, dont l'absence est la cause des insuccès passés;

5° Le Congrès conclut à l'abrogation des toutes les lois restrictives du droit de réunion et d'association.

Sur cette question deux amendements ont été repoussés:

Amendement Beretta. — „Au nom de la minorité de la commission des résolutions sur la question, et après avis favorable des corporations suivantes: Employés de commerce; Garçons limonadiers; Tonneliers; Appréteurs de Lyon; Ebénistes de Paris, je dépose l'amendement suivant:

En attendant l'abrogation des lois restrictives sur l'association, les chambres syndicales par dérogation à l'art. 291 du code pénal, sont reconnues légalement et jouiront de tous les droits et prérogatives attachées à la personnalité civile.“

Amendement Dupire et Ballivet (collectivistes) —

„Considérant:

Que l'émancipation économique des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail;

Que pour atteindre ce but il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production: „matière première et instruments de travail“;

Conséquemment,

Le Congrès invite toutes les associations ouvrières, en général, à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail.“

Crises industrielles et chômage.

La commission demande:

- 1° La rétribution, par voie de jetons de présence, de toutes les fonctions électives;
- 2° La liberté pour les chambres syndicales de se fédérer comme elles l'entendent;
- 3° Que la loi établisse qu'un patron n'a pas le droit d'exiger plus de dix heures par jour d'un ouvrier;
- 4° Encore une fois, la liberté pour les chambres syndicales de se fédérer à leur gré, afin de pouvoir suivre les fluctuations du travail, et renseigner chacun au mieux de tous les intérêts;
- 5° Que la fédération une fois obtenue, les chambres syndicales imposent à leurs membres, en vue de leur sauvegarde et pour le salut de la communauté, l'obligation morale de refuser le travail supplémentaire, en tant que travail régulier, périodique et pouvant être prévu;
- 6° Elle pose en principe que la journée de l'homme doit être ainsi remplie: huit heures consacrées au travail de sa profession; huit heures dites de loisir, destinées aux recherches scientifiques, littéraires, aux exercices gymnastiques, à la culture intellectuelle, ... etc.; enfin huit heures de sommeil.

Une proposition d'émettre un vœu pour l'amnistie a été repoussée. Les délégués se sont déclarés sympathiques à l'idée de l'amnistie, mais ils ont considéré cette question comme une question n'entrant pas dans l'ordre du jour du Congrès.

Instruction, Enseignement professionnel et Apprentissage.

Le Congrès se rallie aux propositions suivantes votées l'an dernier au Congrès de Paris:

„Les deux questions proposées par le Congrès à l'égard de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel rentrent, aux yeux de la commission, dans un système d'éducation nationale, laïque, obligatoire, professionnelle, et gratuite à tous les degrés.

Pour cette éducation puisse s'établir, nous pensons qu'il est indispensable que toutes les lois restrictives de la liberté d'esprit soient abrogées. Nous demandons l'abrogation de ces lois et en particulier de la loi Falloux (du 15 mars 1860).

Nous demandons en outre une loi nouvelle qui rende l'éducation obligatoire...

Nous croyons nécessaire d'insister pour que l'éducation soit professionnelle, c'est-à-dire qu'au sein de l'école se trouve un atelier, dans lequel les élèves des deux sexes recevraient un enseignement professionnel primaire, encyclopédique.

Nous demandons la suppression de la lettre d'obédience, afin d'établir l'égalité de toutes les institutions devant la loi.

Il sera accordé, dans toutes les écoles, une plus large place à l'enseignement du dessin, de la musique, des langues vivantes et des sciences naturelles.

Quant à l'apprentissage, le présent Congrès déclare qu'il est urgent qu'une loi nouvelle règle les contrats d'apprentissage; il pense d'ailleurs qu'il appartiendra aux associations coopératives de réaliser un véritable enseignement professionnel intégral.

Rétribution des instituteurs, des professeurs et des institutrices."

Représentation directe du prolétariat au parlement.

"Considérant que la représentation directe du prolétariat au parlement est presque unanimement considérée comme l'un des agents les plus actifs de nos légitimes revendications;

Que son efficacité est maintenant hors de doute (?) et qu'elle fera nécessairement porter au Congrès tous ses fruits, en nous permettant de présenter les *cahiers du prolétariat*;

Considérant que les travailleurs doivent prendre toutes les mesures pour assurer l'application légale et la mise en pratique des diverses résolutions prises par le Congrès;

Considérant, en outre, que des résultats une fois acquis, si minimes soient-ils, seront un exemple et un grand pas fait dans la voie émancipatrice, que nous devons parcourir,

Par ces motifs,

1° Le Congrès affirme le principe de la représentation directe du prolétariat au parlement;

2° Le mandat de député ouvrier comprendra, dans tous les cas, ces points essentiels:

A. Les candidats devront accepter formellement le programme socialiste imposé par leurs comités;

B. Le candidat s'engagera, par écrit, à remplir toutes les conditions du programme, faute de quoi il sera déclaré déchu et impropre à remplir désormais aucune fonction électorale au nom du prolétariat;

C. Dans le cas où il y aurait divergence d'opinions parmi les électeurs, des délégations des divers groupes ouvriers seraient appelées à se prononcer en dernier ressort.

3° Pendant la période électorale, il sera constitué des groupes formant des comités d'élection, dont le fonctionnement sera organisé de la même façon que les comités électoraux lyonnais;

4° Il sera créé des journaux socialistes lesquels ne devront préconiser exclusivement que les candidatures ouvrières. Ces journaux seront subventionnés par souscriptions de travailleurs recueillies soit dans les chambres syndicales, soit aux caisses de sociétés en commandite fondées à cet effet (loi du 24 juillet 1867).

Les groupes ou comités devront s'adresser, pour la partie matérielle de confection des journaux, aux associations ou sociétés ouvrières typographiques existantes dans la plupart des centres industriels de France;

5° Dans les circonscriptions où se présenteront trois candidats, socialiste, républicain et réactionnaire, le devoir du parti socialiste ouvrier est de s'affirmer au premier tour sur le nom du candidat ouvrier, sauf à se rallier, au deuxième tour, au candidat républicain, s'il y avait péril pour la République.

Dans les circonscriptions ouvrières où il n'y aura pas de candidature ouvrière, le devoir du parti socialiste sera de s'affirmer et de se compter au premier tour, en votant par bulletin blanc, quitte à se rallier, au deuxième tour, à la candidature républicaine la plus accentuée."

L'amendement suivant a été repoussé: Amendement Ballivet (collectiviste-anarchiste) —

"Considérant:

Que la représentation directe du prolétariat au parlement, nous obligeant à prendre une part plus active aux luttes politiques, il en résulte pour nous une dépense de force et d'argent qui pourrait être employée d'une façon plus utile;

Que lors même que les travailleurs réussissent, — ce qui est douteux, — à obtenir une imposante minorité au parlement, ils ne pourraient obtenir les quelques réformes qui leur sont le plus nécessaires qu'en contractant une alliance avec quelques bourgeois de ce parlement;

Que cette alliance ne peut se faire sans compromission pour les intérêts de ceux qui nous représenteraient en particulier, et du prolétariat en général:

Par ces raisons, et pour d'autres énoncées dans le rapport présenté au Congrès par le citoyen Ballivet;

Le Congrès:

Repousse le principe de la représentation directe du prolétariat au parlement, comme étant inefficace pour arriver à la solution du problème social."

Caisses de retraite à la vieillesse et aux invalides du travail.

1° En principe, nous repoussons toute intervention de l'Etat;

2° Nous engageons très vivement toutes les chambres syndicales à constituer des caisses de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail;

3° Nous invitons les sociétés de production et de consommation à prendre sur les bénéfices réalisés, une part pour organiser des caisses de retraite;

4° Etant donné que les sociétés de secours mutuels, ont une organisation défectueuse, nous demandons leur transformation en assurances générales contre les maladies, le chômage, et qu'elles créent des caisses de retraites pour la vieillesse;

5° Déclarons, qu'en attendant la transformation économique, toutes les sociétés organisées doivent par une cotisation mensuelle, si minime qu'elle soit, constituer l'épargne, en vue de créer des assurances appelées à garantir les prolétaires, contre les risques et accidents multiples, que l'organisation vicieuse de la société actuelle rend si fréquents."

Travail agricole et rapports entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes.

1° Organisation d'associations agricoles à l'instar des chambres syndicales des villes;

2° Fédération des chambres syndicales des villes et des campagnes, en vue d'établir des rapports constants au point de vue intellectuel, et au point de vue économique, pour équilibrer le plus possible les salaires des deux parts;

3° Installation dans chaque canton d'un conseil de prud'hommes agricoles;

4° Dans chaque commune, fondation d'une bibliothèque populaire où naturellement une large part serait faite aux ouvrages d'histoire, de droit, d'hygiène, d'agriculture et de sciences appliquées.

Vagabondage et mœurs dans les centres industriels.

Le Congrès émet les vœux:

1° Qu'au régime actuel de répression du vagabondage on substitue un régime tendant à relever et à instruire les jeunes vagabonds; — 2° Que le régime de la surveillance de la haute police, cause si directe du vagabondage, soit aboli; — 3° Qu'il n'y ait plus de prostitution légale; — Que le service immoral, dit police des mœurs, soit aboli.

Conseils de Prud'hommes.

Sur cette question, les vœux émis par le Congrès constituent un véritable projet de loi. L'espace nous faisant défaut pour l'insérer dans son entier, nous nous contenterons d'en donner l'esprit.

Maintien de la juridiction des prud'hommes; — Augmentation de leur compétence: visites dans les chantiers, usines, ... etc.; — Augmentation du nombre de juges; — Gratuité des frais judiciaires; — Droits des femmes aux conseils de prud'hommes à titre de juge supplémentaire.

Congrès prochain.

Le Congrès décide:

1° **Qu'à l'occasion de l'exposition universelle, un Congrès ouvrier extraordinaire (international) se réunira à Paris, en septembre prochain;**

2° Que le 3^{me} Congrès ouvrier national aura lieu à Marseille, en septembre 1879.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde »:

Suffrage universel, par P. Brousse " — 60

Mémoire de la Fédération jurassienne (histoire de l'Internationale en Suisse) " 1. —

Almanach du peuple, 1874, 1875, l'exemplaire " — 10

La théologie politique, par M. Bakounine " — 50

L'Empire knouto-germanique, par M. Bakounine " — 50

L'économie politique, jugée par la science (première partie), par Tchernychevsky " 3. 50

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse) ^{tant} ^{ne p}
que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Dans la quinzaine qui sépare le jour où paraîtra ce numéro de *l'Avant-garde* du jour où se publiera le numéro prochain, on rencontre un grand anniversaire: celui du 18 mars 1871; l'anniversaire de la commune de Paris.

Un reproche que souvent nous avons entendu adresser aux hommes du mouvement parisien, celui qui, en même temps, a le plus contribué à rendre ce mouvement incompréhensible — surtout en province — pour beaucoup de gens, était formulé par les doctrinaires de la république centraliste. « Que nous voulez-vous, — disaient-ils — avec votre Commune? Ne voyez-vous pas que, si vous réussissiez, vous nous ramèneriez au moyen-âge? »

Il peut donc être intéressant de comparer nos communes de 1871, Paris, Marseille, Lyon, Narbonne, etc., aux anciennes communes historiques de France, à Laon, à Amiens, à Cambrai, au Paris de 89 et de 92. C'est d'ailleurs le seul moyen d'apporter dans notre examen la rigueur scientifique qu'exige toute étude moderne.

A travers l'histoire, la Commune a toujours été d'abord le moyen de réaliser dans la cité, ce foyer intellectuel si favorable à l'éclosion de l'idée, la forme matérielle de l'idée nouvelle; elle a été ensuite l'insurgé qui a lutté pour généraliser cette idée, pour la faire sortir des murs qui entourèrent son berceau, et pour la généraliser dans toute l'étendue du territoire. Cela a la force d'une définition.

Du onzième siècle au dix-huitième, deux classes se sont trouvées en présence, la Noblesse et le Tiers-Etat; d'une part, les « nobles chevaliers » et les « belles dames » de l'autre, les « petites vilaines » et les « roturiers ». La forme sociale qui assurait à la classe régnante la jouissance de ses privilèges pivotait autour de deux principes: un principe économique, la propriété féodale; un principe politique, le gouvernement de la monarchie féodale basé sur le droit de naissance. Cette partie du Tiers-Etat (qui a formé depuis la classe dominante) marchait bravement dans la voie de son émancipation. Elle portait dans son sein ce qu'elle appelait « la forme sociale de l'avenir » et la réalisait quelquefois par fragments autour d'elle. Cette forme sociale de l'avenir d'alors « pivotait aussi autour de deux principes: un, économique, la propriété individuelle; un, politique, le gouvernement des majorités, qui devait fatalement amener son dernier terme à la place de la monarchie: la république élective, parlementaire et bourgeoise.

Deux formes sociales étaient donc en présence: la forme du passé et celle de l'avenir. Suivant l'expression du poète: « Ceci devait tuer cela. »

Cette substitution d'un gouvernement électif au gouvernement de naissance fut réalisée dès le XI^e siècle par les « bonnes gens des communes ». Non à Paris qui n'avait par pris encore son importance historique,

mais dans les grandes villes industrielles, à Laon, à Amiens, à Cambrai, qui devinrent momentanément des républiques en petit.

Posée au grand soleil, sur la place publique, par ce que nous appellerions aujourd'hui, la *proposition* par le fait, l'idée devait se généraliser; sauter par-dessus les vieilles murailles, se transporter des assemblées communales en pleine réunion des Etats-généraux. Paris, le Paris d'Etienne Marcel, des Cabochiens, de la ligue, de la fronde, le Paris communal de 89, de 90, et de 93, voilà l'insurgé qui jusqu'au triomphe de la bourgeoisie républicaine promènera dans la capitale sa cuirasse, sa hache, son mousquet, sa pique ou son fusil.

Quel rapport tout cela a-t-il avec les communes de 1871?

Les communes de 1871 viennent-elles réaliser une idée nouvelle, ou font-elles partie de la série des communes insurrectionnelles destinées à généraliser l'idée de la république élective, parlementaire et bourgeoise? Telle est la question qui nous reste à examiner.

Depuis le 18^e siècle jusqu'à nos jours deux classes de nouveau se trouvent face à face: la bourgeoisie et le prolétariat. D'un côté les « honnêtes gens »; de l'autre la « canaille ». La forme sociale qui assure la domination à la classe dirigeante pivote autour de deux principes: un, économique, la propriété individuelle; un politique, le gouvernement de la majorité. Le prolétariat lui aussi, les pieds dans le sang de ses amis, marche résolument dans la voie de son émancipation. Lui, aussi à son tour porte dans son sein une forme sociale nouvelle, la « forme sociale de l'avenir ». Cette forme sociale pivote autour de deux principes: un principe économique, la propriété collective; un principe politique, la libre fédération des groupes, des communes, des corps de métiers.

La Commune de Paris de 1871 a conservé le principe de la propriété individuelle. La Commune de Paris a conservé le vieux principe gouvernemental.

Serait-elle donc, tout bonnement et simplement, une insurrection républicaine?

Elle est mieux que cela. Elle a proclamé un principe, le principe de son autonomie; c'est-à-dire le droit de s'organiser à sa volonté. Or, pourquoi réclamer un droit si on a l'intention de ne s'en point servir? Pourquoi lutter pour la liberté de s'organiser, si quand cette liberté est conquise, on s'organise à la vieille mode. En demandant son autonomie, la commune de 1871 prenait l'engagement d'entrer dans les voies de l'avenir. Peut-être pour le faire n'est-ce que le temps qui lui a manqué.

Nous sommes cependant de ceux qui pensent qu'en ne proclamant pas immédiatement la propriété collective, qu'en ne donnant pas aux groupes une vie puissante, les parisiens du 18 mars 1871 ont commis une lourde faute.

Beaucoup d'ouvriers, dans la capitale et dans la province, n'ont vu dans la commune qu'un *nouveau gouvernement*. Au lieu de donner quelques sous aux fédérés, il fallait les mettre en possession de la matière première, des machines, des vastes logements, et au lieu d'avoir 30,000 défenseurs, la commune en aurait eu 200,000, toute la France peut-être ! Comme le paysan de 92 l'ouvrier eût compris la révolution, si au lieu d'un mot, on lui eût donné *une chose*. Que cela soit une leçon pour l'avenir.

Chacun connaît le résultat des élections du 3 mars : 10 républicains, 4 monarchistes, 3 ballottages. C'est donc une fois de plus le triomphe de la république. Mais, c'est toujours le triomphe de la république bourgeoise, de la république sage, de la république modérée, de cette république qui suce son pouce.

Ce résultat, — nous l'avouerons volontiers — ne nous touche que médiocrement, et, nous n'en parlerions même pas, si l'élection encore en suspens de Marseille n'empruntait à la candidature de Blanqui un caractère spécial sur lequel nous tenons à nous expliquer.

Les verrous de la république sur la gorge, étouffe, agonise en ce moment un vieillard, l'homme de notre temps qui a le plus lutté, qui a le plus souffert pour la république. Pour l'arracher à la prison et à la mort, un seul moyen était *actuellement* possible : son élection à la chambre des députés. On avait donc songé à poser sa candidature dans la 2^e circonscription des Bouches-du-Rhône.

La démocratie marseillaise n'a donné que 600 voix à Blanqui contre 8500 qu'elle a accordées aux partisans diversement colorés de notre république multicolore. Nous n'en faisons pas nos compliments à la démocratie marseillaise.

Nos amis, quoique abstentionnistes, sont allés voter pour Blanqui. Nous les en félicitons sincèrement.

Il ne s'agissait pas, en effet, dans ce cas particulier, de nommer un député faisant partie intégrante d'un personnel gouvernemental.

Il ne s'agissait pas non plus, sous prétexte de propagande, de « livrer Blanqui aux bêtes » de la chambre.

Il s'agissait tout bonnement et simplement, au moyen d'un petit carré de papier, de rappeler à la liberté et à la vie, de rendre à un parti d'action, un vétéran de nos luttes révolutionnaires.

Nos amis n'ont pas hésité. Ils ont bien fait.

Bulletin international.

La patience avec laquelle les ouvriers ferblantiers de Zurich ont supporté la première agression bourgeoise (on se souvient que le président de leur société a été frappé) en se bornant à publier dans la *Tagwacht* une protestation impuissante, commence à porter ses fruits. La bourgeoisie, habituellement si peureuse, mais enhardie comme le lièvre de la fable, en a encore fait des siennes ces jours-ci. A Altstetten, après une réunion ouvrière assez nombreuse, quelques membres étaient restés à causer et à chanter. Tout-à-coup une poignée de forcenés se précipite dans la salle, renverse les verres et frappe ceux qui avaient pris la parole dans l'après-midi. Plusieurs sont blessés, le typographe Franz a des coups de stylet à la tête et garde le lit. Ceci se passe dans le canton de Zurich le plus radical des cantons de la république modèle ! Que feront les autorités ? rien. Et les ouvriers ? une protestation dans les colonnes de la *Tagwacht* ! Parions qu'avant peu ils reçoivent des coups de fusil ?

Ceci nous prouve que le parti révolutionnaire est certainement — en fait — moins sanguinaire que le parti ouvrier modéré. La première fois il eut fait un exemple, on eut un peu crié au « Putsch », mais il n'y aurait plus eu de sang répandu.

Le *Golos* (journal russe) raconte que des gendarmes ayant essayé de faire une perquisition dans la maison Pétroff, rue Sadovaïa, à Odessa, deux femmes et cinq hommes qui y étaient enfermés ont résisté les armes à la main. Un officier de gendarmerie, quatre gendarmes, deux officiers de police sont blessés ; du côté des socialistes dix ont été arrêtés et on dit que, sur deux blessés qu'ils ont eu, un serait mort des suites de ses blessures. — La jeune fille qui a tiré sur Trépoff s'appelle Véra Zassoulitch et a déjà figuré comme accusée lors du procès des complices de Netchaïeff, en 1871.

En Italie des émeutes de paysans et d'ouvriers se succèdent : par exemple, à la Mirandola, à Viadonna et dans d'autres endroits. A Livourne, découverte d'un manifeste socialiste, d'un dépôt de bombes Orsini et de matières incendiaires, découverte qui a entraîné l'arrestation de quelques socialistes.

Espagne.

(Corresp. spéc. de „L'Avant-Garde“.)

Compagnons,

Le petit bonhomme qui occupe le trône et tient dans ses mains le sceptre de ce pays vient de contracter mariage avec sa cousine, la fille du Duc de Montpensier. C'est là un fait vulgaire indigne sans doute d'arrêter un moment notre attention, et je laisse aux journaux bourgeois le soin de vous entretenir longuement de cet événement, des fêtes à enthousiasme de commande auxquelles il a donné lieu et des sommes folles jetées au feu, c'est le cas de le dire, en fusées, illuminations, salves d'artillerie, et autres royaux amusements, que non seulement le prolétariat, mais même la classe moyenne semble commencer à trouver un peu chers. Je ne vous parlerai pas non plus des querelles de ménage qui ont empêché la mère de l'imberbe chef de l'Etat, protecteur né de l'institution sociale de la famille, d'assister à la noce. Je ne dois cependant pas laisser passer entièrement sous silence cette union, parce que bon gré mal gré, nous ne pouvons faire complète abstraction du milieu qui nous entoure, quelque répugnance que nous éprouvions pour lui, car il influe souvent sur nos propres affaires. Ainsi je vous dirai que l'accouplement officiel de ces deux amoureux s'est effectué contre la volonté des ministres, qui connaissant l'ambition de l'intrigant Duc de Montpensier et présumant qu'il ne s'accommodera pas de jouer un rôle secondaire dorénavant dans les choses de la péninsule pressentaient qu'il leur en coûterait leurs portefeuilles. N'ayant pu cependant vaincre l'inclination d'Alphonse XII, et faisant de nécessité vertu, ils ont en habiles politiques donné leur approbation à cet acte lorsqu'ils ont vu qu'il allait se réaliser malgré eux. Mais cette tardive adhésion ne les sauvera pas d'une chute, et déjà l'on prévoit que le fameux et cynique Sagasta et les siens ne tarderont pas à être appelés au pouvoir.

Ce parti, désespérant un instant d'être chargé de former un cabinet sous cette monarchie, avait déjà depuis quelque temps pris une attitude hostile, adopté l'abstention parlementaire et fait des avances aux républicains „*benévols*“, c'est-à-dire aux opportunistes d'Espagne afin d'établir de nouveau la république en deçà des Pyrénées. C'était chose convenue. Mais comme les Sagastins ou progressistes en hommes pratiques ne se laissent pas gêner par des considérations de délicatesse et font constituer sans doute le progrès dans la souplesse de leurs évolutions sur laquelle tout le monde est édifié, ils ont tout simplement violé leurs engagements et renoncé à leurs compromis avec leurs alliés. La révolution politique et républicaine que préparaient ensemble ces messieurs, paraît donc de nouveau reculée. C'est vous dire que c'est pour nous aussi l'ajournement d'une échéance que nous attendions, car le parti socialiste espagnol n'est pas en ce moment en mesure de faire par lui seul une levée sérieuse de boucliers, et qu'il attend un mouvement révolutionnaire quelconque, quelle que soit sa couleur, afin de profiter de la secousse politique pour produire un ébranlement social.

Le temps du reste se charge d'augmenter chaque jour nos chances. La misère est grande et va en croissant. L'industrie dans les centres manufacturiers et surtout en Catalogne traverse une crise prolongée et un grand nombre d'ouvriers sont sans travail. La petite propriété foncière et le commerce écrasés d'impôts plient devant la concurrence de la grande propriété et les exigences de l'Etat lequel leur fait sentir et payer d'une façon terrible son action tutélaire. Les rangs du prolétariat grossissent, en conséquence, et ses souffrances aussi. Les regards sont tournés vers la révolution que depuis des années déjà on attend et qui espère-t-on, mettra fin au malaise, et le peuple en général est disposé à l'appuyer. Mais, pour rester dans la vérité, je dois ajouter que tous ceux qui la désirent et qui à un moment donné sont prêts à lui donner leur concours ne semblent pas comprendre que la première condition du succès consiste dans une robuste organisation préalable.

Quelques faits sur lesquels le peu d'espace dont je dispose

ne me permet pas de m'étendre, et que je me limiterai à citer nous prouveront que je n'exagère rien en vous présentant la situation sous des couleurs tristes et douloureuses d'un côté, mais propres à accélérer le dénouement que nous attendons de l'autre. L'émigration continue sur une grande échelle. Dans les grandes villes les petits magasins se ferment l'un après l'autre. Grâce à une récente loi sur les loyers, on jette à la rue les meubles de tout locataire qui se trouve en retard d'un mois, et il n'est pas rare d'assister au navrant spectacle de trouver au milieu de la voie publique un démenagement forcé de quelque pauvre diable abandonné des Dieux lares, qui au milieu d'une population civilisée ne peut trouver un abri. Les saisies de linge et de mobilier pour les personnes qui ne peuvent payer les lourdes contributions directes qui pèsent sur toutes les classes, mais surtout sur les pauvres, car les journaliers même n'en sont pas épargnés, se répètent avec fréquence, et quelquefois présentent un singulier contraste comme cela a eu lieu à Ulcedona les 22 et 23 du mois passé, puisqu'elles s'effectuaient en grand nombre au moment même où on célébrait à grand bruit les réjouissances officielles à l'occasion du mariage du roi. Au milieu de cette désolation générale quelques populations pressées par le besoin donnent parfois des preuves d'énergie. A Ardales, province de Malaga, les travailleurs se sont présentés à l'hôtel-de-ville et ont exigé pour leur consommation, la répartition du blé du dépôt municipal, institué dans le but de fournir des graines pour les semailles en cas de disette. Ces symptômes, ces manifestations, ces sourds grondements qui sortent de la masse du peuple, ne laissent pas de maintenir l'inquiétude au sein de la bourgeoisie qui toujours hypocrite feint de s'intéresser à la question sociale, en la traitant dans des discours et des conférences; cependant elle laisse percer le bout de l'oreille, car après l'échec qu'elle souffrit à l'Athénée de Madrid*) elle craint plus que jamais la controverse, et n'admet dans ces réunions les ouvriers que comme on les reçoit à l'église, pour voir entendre et applaudir, s'ils veulent, mais non pour répondre et contredire. Le gouvernement de son côté fort préoccupé ne trouve d'autre remède que celui d'une barbare oppression, qui ne laisserait rien à envier à un pacha turc ou à un Mouravief ou à un Trépoff russe.

Dans les provinces méridionales, principalement en Andalousie, et surtout dans les petites villes, c'est par la terreur qu'inspire la bastonnade que l'on gouverne. Pour le moindre soupçon et sans aucune forme de procès ni de constatation légale, les agents de police et la gendarmerie fouettent sans pitié quiconque paraît nourrir quelque sentiment d'indépendance. J'ai les mains pleines d'exemples de ce genre parfaitement authentiques et récents, qui soulèvent l'indignation. Je me limiterai à vous en citer un par lequel vous pourriez juger des autres.

Le 31 janvier, à 11 heures du soir, le commandant de la police municipale de Sanlucar de Barrameda se présente au domicile d'un honnête travailleur, Théodore Chia, le fait lever et l'emmène. A la porte l'attendaient neuf sergents de ville et trois gardes de nuit. Sans lui dire mot on le garrotte, on le conduit hors de la ville au milieu d'un petit bois isolé, appelé El Palmar, et là à un signal donné tous à la fois assomment notre malheureux corréligionnaire à coups de bâton, et lui administrent une terrible volée. Il tombe baigné dans son sang. Alors le commandant se jette sur lui, le saisit à la gorge, et comme un chien enragé lui mord la joue en lui disant: „Attrape pour être international; je ne serai content que quand j'en aurai fini avec vous tous.“ Et laissant là notre pauvre ami évanoui et en mauvais état, ils s'en allèrent. Quand celui-ci reprit l'usage de ses sens, il gagna comme il put et tout meurtri son domicile. La famille et ses amis après lui avoir donné les premiers soins, firent constater par le médecin du parquet les lésions qu'il avait reçues et le mauvais traitement qu'il avait subi, et en firent part à la Justice. Naïveté sans doute, car les complices ou inspireurs de cet acte de sauvagerie ne sévirent pas contre les exécuteurs! Mais enfin le fait n'en reste pas moins publiquement constaté, et si quelque jour le peuple à son tour se livre à des actes de violence, qu'on sache qu'il ne fait qu'acquitter d'anciennes dettes.

Ainsi les actes de représailles continuent à l'ordre du jour. Vos lecteurs connaissent, ou ont entendu parler de ceux qui ont eu lieu à Santander. Un fait analogue vient de produire quelque sensation à Madrid. Le 10 février, à 3 heures du matin, une terrible détonation réveillait tout le voisinage de la rue de las Huertas. Une cartouche de dynamite chargée de mitraille éclatait à la porte du Duc de Santoria, et causait de graves dommages dans tout le rez-de-chaussée. Les vitrages de près de cent balcons ont été brisés dans la rue et les lanternes aussi. Cependant il n'y a pas eu de victimes. Le Duc a offert une récompense de cinquante mille francs à qui pourrait découvrir

*) Notre correspondant fait allusion à la joute oratoire qui eut lieu entre ouvriers et bourgeois au sujet des questions sociales. Dans cette joute les avocats furent outrageusement battus.

l'auteur de cet acte. A la nouvelle de cette explosion, M. Garcia Ruiz s'est empressé de quitter Madrid, et est allé se cacher à Palmeia. A bon entendeur salut.

En attribuant ce fait à un acte de représailles du parti révolutionnaire, je dois cependant vous dire que ce n'est là qu'une hypothèse de ma part, car c'est matière trop délicate pour que je puisse avoir et vous donner là-dessus des renseignements précis.

Je terminerai, en vous annonçant une douloureuse nouvelle. Séverin Albaracin, un des membres les plus actifs et les plus énergiques de notre association en Espagne, vient de nous être enlevé par la mort à l'âge de vingt-sept ans. La bourgeoisie le considérait comme le principal auteur des événements d'Alcoy en 1873 et le recherchait activement. Quant à nous nous pouvons assurer qu'il fit dans ces circonstances là son devoir avec abnégation, intelligence et virilité et qu'il continuait à servir notre cause dans ce pays, malgré les périls auxquels l'exposait sa présence au milieu de nous. Aussi sa mort est-elle douloureusement sentie par tous les nôtres. Son souvenir ne périra pas parmi nous.

Russie.

(Corresp. spéciale de l'Avant-Garde.)

(Fin.)

Le Président. Ces mesures ont été employées contre vous pendant l'enquête préventive, le tribunal ne doit pas, ne peut pas s'occuper des actes de ceux qui ont pu prescrire ces mesures.

Myschkine. Cela veut dire que nous pouvons être tourmentés, torturés, et que nous ne pouvons pas demander justice.... Naturellement je ne suis pas assez naïf pour attendre une justice quelconque du tribunal ou de quelque pouvoir gouvernemental que ce soit, mais je constate qu'il nous est impossible de faire connaître au public que les accusés politiques sont traités en Russie comme les Turcs ne traitent pas les chrétiens.

Le Président. De quelles tortures parlez-vous?

Myschkine. Oui je puis dire que nous avons été mis à la torture, j'ai déjà parlé des fers mais ce ne sont là que des bagatelles en comparaison des mesures qui ont été prises pour obtenir nos déclarations. J'ai été par exemple entièrement privé de livres pendant plusieurs mois, même les livres religieux m'étaient refusés, et l'officier de gendarmerie me dit franchement qu'aussitôt que j'aurais fait la déclaration qu'on me demandait concernant mes co-accusés, j'aurais immédiatement livres et journaux.

Le Président. Votre observation est sans bases sérieuses.

Myschkine. J'ai protesté plusieurs fois contre cette mesure illégale, mais je ne sais pourquoi mes protestations n'ont pas été jointes aux pièces du procès Rester emprisonné de longs mois, dans une cellule, seul, toujours seul, sans livres, sans rien, c'est une torture épouvantable!

Est-il étonnant après cela qu'il se soit trouvé parmi les accusés autant de cas de mortalité et de folie?

Oui beaucoup, beaucoup de nos compagnons, sont descendus dans la tombe avant de subir votre jugement

Le Président. Ce n'est pas le moment de s'occuper de cela.

Myschkine. Est-il possible qu'au prix des longues années de travaux forcés qui nous attendent, nous n'ayons même pas acheté le droit de dénoncer devant le tribunal les brutalités, les tortures dont nous avons été les victimes? A chaque mot que nous disons on nous ferme la bouche....

Le Président. Vous avez dit néanmoins ce que vous vouliez.

Myschkine. Non, ce n'est pas encore tout, mais si vous le permettez j'achèverai.

Le Président. Je ne puis vous le permettre maintenant.

Myschkine. Dans ce cas après les interruptions nombreuses dont m'a honoré M. le président, il ne me reste à faire qu'une seule et probablement dernière déclaration. Maintenant je comprends combien avaient raison ceux de mes compagnons qui ont refusé dès le début de prendre part au procès par des réponses quelconques. Je suis convaincu que, même, malgré l'absence du public, on ne nous donnera pas la possibilité d'exposer le véritable caractère des poursuites.

Maintenant il est évident pour tout le monde qu'ici, ne peut retentir la voix de la vérité, qu'ici à chaque parole franche et sincère on ferme la bouche à l'accusé. Maintenant j'ai le plein droit de dire que ce n'est pas un jugement qui se déroule, mais une comédie qui se joue, et que ce qui se passe ici est quelque chose de pire, de plus honteux et de plus dégoûtant...

A ces paroles, le Président s'écrie : Emmenez-le ! L'officier de gendarmerie se précipite sur *Myssckine*, mais l'accusé *Rabinowitch* lui barre le chemin et tenant la porte qui conduit au golgotha*), il empêche l'officier de passer. Ce dernier réussit après quelques efforts à renverser *Rabinowitch* et un autre accusé *Stopané* qui cherchait également à le retenir, et prenant *Myssckine* d'une main par le corps pour l'emmenner, il essaie de lui fermer la bouche avec l'autre main, mais n'y réussissant pas, *Myssckine* continue pendant ce temps d'une voix de plus en plus forte...

« Plus honteux que ce qui se passe dans une maison publique, car là nous voyons de malheureuses femmes se prostituer pour échapper à la faim, par misère, et ici ce sont des sénateurs qui vendent la vie des hommes, la vérité et la justice, enfin tout ce qu'il y a de plus cher à l'humanité, par simple lâcheté, par servilité, pour des grades et de gros appointements ! »

Pendant que *Myssckine* prononce ces derniers mots quelques gendarmes se précipitent pour aider l'officier, et une lutte s'engage, ils renversent de nouveau *Rabinowitch* qui tente de leur barrer le chemin, et parviennent enfin à se saisir de *Myssckine* qu'ils entraînent hors de la salle.

L'accusé *Stopané* s'approche alors de la grille qui le sépare des juges et leur crie :

« Ce n'est pas ici un tribunal, vous êtes des lâches, je vous méprise, misérables laquais ! »

Un gendarme le saisit par la poitrine et lui assène un horrible coup sur la tête, d'autres arrivent et l'emmenent. Peu après *Rabinowitch* est également emmené.

Cette scène de brutalité est suivie des cris d'indignation des autres accusés et du public.

Du reste pendant toute cette scène de sauvagerie, la salle présentait une grande agitation. Quelques femmes parmi les accusés et le public s'évanouissent. Une entr'acte, prise de crises nerveuses, poussait des cris entrecoupés mêlés de larmes et de rires disant :

« Que fait-on ? Barbares, ils frappent, ils menacent les accusés ! Vous êtes des bourreaux ! »

Au milieu du tumulte le Président sans prononcer la clôture de la séance s'éloigne et disparaît dans une salle voisine.

Après son départ un membre du tribunal déclare au nom du président la séance terminée. Les avocats protestent et déclarent que la séance ne peut être légalement close que par le président, et ils se dirigent vers lui. Après en avoir obtenu la clôture légale de la séance, ils demandent qu'il soit dressé un procès-verbal des incidents. Le président repousse cette requête, et le procureur *Jéléchowsky* termine en disant que « c'est une véritable révolution. »

France. Paris. — Le socialisme en général, et le collectivisme en particulier font de sensibles progrès à Paris. Nous ne disons pas en France, car dans les provinces le gambettisme a magnétisé les uns et acheté les autres. Cela se rencontre aussi dans la capitale, mais là les choses vont aussi bien qu'on peut le désirer et l'espérer si l'on considère que 50.000 hommes énergiques ont été assassinés en 1871, que un grand nombre de ceux qui leur ont survécu sont obligés de se tenir cachés, et que, pour comble d'ignominie, ceux que l'on n'a pas égorgés ou proscrits sont atteints par la calomnie ou rendus inactifs par des tracasseries policières de toutes sortes.

Le grand Escobar de l'opportunisme, sentant que le principal levier pour soulever une société pourrie est l'argent, a conçu le dessein de se faire de petits bénéfices sous le manteau de son acolyte Freycinet. Ces deux copins se sont dit : Nous allons racheter toutes les petites lignes de chemin de fer en

*) Les accusés ont surnommé ainsi une tribune grillée affectée à ceux d'entre eux qui sont considérés par l'accusation comme particulièrement dangereux.

faisant voter par nos eunuques de la chambre un emprunt de 5 milliards : Menier aura quelques millions, Girardin en palpera quelques autres, et de cette façon le *Bien public*, les *Droits de l'Homme* (qui vont reparaître), le *Petit Journal* et la *France* seront achetés et feront mousser l'affaire. Si quelque journaliste ose dire un mot, nous le ferons mettre au clou ou bien nous inventerons contre lui mille petites canailleries...

Malgré cela, des citoyens de plus en plus nombreux se lèvent, qui ne reculent ni devant les menaces policières, ni devant les calomnies radicales ou opportunistes. Ils ne craignent pas de lever droit et de tenir ferme le drapeau de la révolution que l'on croyait couché dans la tombe des défenseurs de la Commune. Des conférences sur le « Collectivisme » vont se succéder et de plus ici on organise un Congrès socialiste international qui aura lieu pendant l'exposition. Les réunions où l'on discute la question sociale sont de plus en plus suivies par les ouvriers qui commencent à s'apercevoir qu'en votant pour des républicains bourgeois ils n'ont fait que changer de maîtres, et que tant que l'Etat ne sera pas détruit, le parlementarisme aboli, et la propriété individuelle remplacée par la propriété collective, la situation ouvrière ne sera pas modifiée.

VARIÉTÉS.

Le Gouvernementalisme et l'Anarchie.

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine.)

Toute exploitation du travail du peuple, pour tant qu'elle soit dorée par n'importe quelles formes politiques de la prétendue souveraineté populaire et de la soi-disant liberté populaire est amère pour le peuple. Par conséquent, aucun peuple, pour si docile qu'il soit de sa nature, et pour tant que la soumission aux autorités soit entrée dans ses mœurs, ne se soumettra volontairement à cette exploitation ; pour l'y forcer une contrainte perpétuelle sera nécessaire ainsi que l'emploi continu de la violence. De là, la nécessité d'une surveillance de la police et de l'organisation d'une force militaire.

Le gouvernement moderne, par son essence et par son but, est nécessairement un gouvernement militaire et un gouvernement militaire devient fatalement un gouvernement conquérant ; s'il ne fait pas de conquêtes, il sera lui-même conquis, par cette simple raison que où se trouve la force se trouve aussi de toute nécessité le déploiement et l'usage de cette force. Le gouvernement moderne doit donc par la force des choses être un gouvernement énorme et puissant ; c'est l'indispensable condition de sa conservation.

De même que la production capitaliste et les hautes spéculations de la banque engloutissent enfin peu à peu cette même production, (car par crainte de la banqueroute elles élargissent toujours le cercle de leur action au détriment des petites spéculations et des petites productions qu'elles absorbent,) et tendent à devenir l'unique production universelle, de même le gouvernement moderne — nécessairement moderne — porte dans son sein la tendance inévitable à devenir un gouvernement universel. Et, il est évident, que cet irréalisable gouvernement universel devrait en tous cas être unique, car deux pareils gouvernements ne sauraient exister côte à côte.

La prépondérance est seulement le dévoilement discret et possible de cette tendance irréalisable inhérente à tout gouvernement ; et la première condition de cette prépondérance est, tout au moins, la faiblesse et la soumission de tous les gouvernements environnants. Ainsi tant que la France a eu la prépondérance, celle-ci a eu pour condition l'infériorité gouvernementale de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, et jusqu'à ce jour les hommes d'Etat français — sans doute Thiers le premier de tous — ne peuvent pardonner à Napoléon III d'avoir permis à l'Italie et à l'Allemagne de resserrer leurs membres épars et de s'unifier.

(A suivre.)

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux. Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „L'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,
Six mois 4 „
Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

(5^{me} Circulaire aux sections.)

Compagnons,

Nous avons reçu pour le porter à votre connaissance le Manifeste suivant. Il émane du „Centre fédéral des sociétés ouvrières de Cadix“.

MANIFESTE

AUX

TRAVAILLEURS DE LA RÉGION FRANÇAISE.

Compagnons,

Sept ans déjà se sont écoulés depuis le jour où, pour la première fois, le drapeau rouge du prolétariat, arboré par vous dans la capitale du monde révolutionnaire, flottait victorieux sur l'Hôtel de Ville de Paris.

Avec vous, nous venons nous souvenir de cet heureux événement, avec vous, nous venons célébrer ces jours mémorables, où posant les bases d'une société nouvelle, vous faisiez tréssaillir de joie tous les opprimés, et frémir de peur la tourbe vile des exploités, qui, consciente de ses crimes, voyait approcher avec épouvante l'heure de la justice et de l'expiation.

Au-delà des Pyrénées, comme au-delà des Alpes, au-delà du Rhin, comme au-delà de la Manche, résonnait l'écho des principes rénovateurs que vous proclamiez, et le bruit de votre lutte de Titans contre la coalition infame des partis de toutes couleurs dont se compose la bourgeoisie réveillait au loin les masses des travailleurs encore plongés dans une léthargie profonde.

Votre projet grandiose, votre tentative généreuse,

vos héroïques efforts, vous ont coûté malheureusement d'immenses sacrifices : le sang précieux de nos compagnons a été versé par torrents, et une réaction inhumaine et barbare, devenue furieuse par la peur et le danger, croyant pouvoir déraciner nos idées régénératrices par l'extermination de ceux qui les professaient parvint à faire régner un instant parmi vous le silence des tombeaux, en semant dans vos rangs la ruine, la désolation, la mort et le deuil....

Mais les grandes causes sont comme ces arbres puissants dont les rejetons poussent avec vigueur et croissent avec de nouvelles forces sur le tronc principal même quand on l'a coupé. Le socialisme vaincu à Paris, prit aussitôt dans les autres pays un essor inconnu jusques-là, et, plein de vie aujourd'hui, il nous fait prévoir, à courte échéance, de nouveaux et sérieux triomphes.

Malgré les noires ombres qui viennent obscurcir le soleil levant de l'Egalité, malgré vos pertes cruelles et douloureuses, malgré les désastres qui ont suivi vos premiers combats, le souvenir de la Commune de Paris nous est cher cependant ! C'est que les progrès qui ont suivi pour notre cause, nous les devons en grande partie à cette secousse violente, c'est qu'à la défaite derrière les barricades a succédé la victoire dans le domaine des consciences, c'est enfin que nos espérances nées d'alors, et plus ardentes aujourd'hui que jamais, portent la marque de cette date gravée dans nos cœurs : **LE 18 MARS !**

C'est à vous, Compagnons, qu'appartient la gloire d'avoir commencé ce grand et puissant mouvement ; de l'avoir fait rayonner à travers vos frontières. En prenant de vos mains épuisées par le sang qui coulait de vos blessures le drapeau de la révolution sociale, nous avons fait nos efforts pour le tenir haut et ferme, et aujourd'hui que vos blessures commencent à se cicatiser et que de nouveaux nuages d'émancipation s'amoncellent dans l'atmosphère politique, nous venons vous dire :

Frères ! L'incertitude, l'hésitation, la confusion, qui dans tous les pays d'Europe règnent dans les rangs de nos ennemis, et les passions mesquines, égoïstes et étroites, qui les agitent et les divisent, font présager entre eux de graves conflits, et peuvent nous fournir l'occasion de faire une fois encore prévaloir, au milieu de leurs conflits, nos droits sacrés et de réaliser nos aspirations sublimes. En présence de semblables éventualités, le devoir nous commande de redoubler d'activité, de nous tenir sur nos gardes et de fourbir nos armes. Et si, éclairés par l'expérience, nous devons éviter de retomber dans les erreurs passées, nous devons avoir aussi cette vérité présente à l'esprit, que la prudence quand elle dégénère en pusillanimité n'est pas une condition de succès, que la sagesse n'exclut pas l'énergie et que, plus souvent qu'on ne pense, la sagesse c'est l'audace !

C'est dans cet esprit que nous venons nous associer à la joie qui vous anime et persuadés que vous ne tarderez pas à continuer l'œuvre, à peine interrompue en France, du 18 Mars, nous unissons nos voix aux vôtres pour crier : Vive la Commune ! Vive l'émancipation des travailleurs !

Salut, Anarchie et Collectivisme !

(Suit la signature du secrétaire-correspondant.)

Votre commission fédérale, Compagnons, s'est empressée d'envoyer à nos frères d'Espagne de vifs remerciements pour ce bon souvenir et de les assurer, que le prolétariat français, demain comme aujourd'hui, comme toujours, sera à la hauteur de sa tâche.

Salut et solidarité !

Pour la commission administrative de la fédération française,

Le secrétaire-correspondant :

L. Pindy, fondateur.

LA GRÈVE.

A propos des grèves qui ont éclaté ces derniers temps en France, il serait peut-être utile d'étudier cette question de la grève par ses différents côtés. Mais, l'espace dont nous disposons, ne nous permettant pas d'entreprendre un travail d'aussi longue haleine, nous nous contenterons d'agiter aujourd'hui les deux points les plus importants qui touchent à ce sujet :

1^o Quand les ouvriers parviennent à gagner une grève, leur situation économique peut-elle en être améliorée ?

2^o Les ouvriers peuvent-ils gagner une grève ?

Théoriquement, économiquement parlant, les ouvriers peuvent triompher dans cette lutte quotidienne entre le travail et le capital. Théoriquement, économiquement parlant, la victoire du gréviste peut améliorer sa situation matérielle. Pratiquement, politiquement parlant, il est très rare que dans les grandes grèves l'ouvrier batte ses employeurs et par conséquent qu'il puisse par ce moyen améliorer sérieusement son sort.

Parmi les économistes et même parmi les socialistes, beaucoup prétendent que l'ouvrier ne saurait obtenir par la grève une réelle augmentation de salaire.

Les uns affirment que le taux du salaire étant invariablement fixé par le prix des objets de première nécessité, il ne saurait ni augmenter, ni diminuer, par la volonté d'un patron ou le caprice d'un ouvrier. Les autres font observer que le salaire étant l'un des éléments du prix du produit, si cet élément grandit, le prix total du produit se hausse ; qu'il résulte de là une augmentation successive dans les prix de tous les objets de consommation, et que par suite ce que le gréviste a obtenu d'une main il le restitue de l'autre.

« Aujourd'hui — dit Vidal — le minimum des subsistances est le taux normal des salaires. Les salaires gravitent vers ce minimum fatalement, comme le liquide vers son niveau. C'est la loi. »

On comprend que si c'était une loi que le taux du salaire fut aussi mathématiquement fixé, la prétention de faire varier ce taux par la grève serait une naïveté comparable à celle qui consisterait dans le monde physique à vouloir attraper la lune avec les dents. Mais cette loi comme d'ailleurs la plupart des lois économiques est *tendancielle* et non pas *absolue*, c'est ce que fit très bien ressortir dans un Congrès de l'Internationale, le rapporteur de la section bruxelloise. Laissons lui la parole :

« Lorsque le prix des subsistances augmente il y a ordinairement ralentissement dans l'activité d'une foule d'industries, parce que l'argent des consommateurs se porte alors avant tout sur les objets de première

nécessité, et s'il se peut on se peut alors l'ouvrier, en demandant une augmentation de salaire, parce que ce salaire n'est plus en rapport avec le prix des subsistances, obtienne l'augmentation demandée, il se peut aussi que le ralentissement de l'industrie, le manque de commandes fasse précisément que les patrons puissent se passer d'une bonne partie de leurs ouvriers. Au contraire, lorsque le prix des subsistances diminue, l'industrie reprend, et alors certainement le désir de diminuer le salaire peut exister chez les patrons mais la demande de bras se faisant, l'ouvrier est plus à même que jamais de faire augmenter son salaire. »

Donc il est des cas dans lesquels l'intervention de l'ouvrier peut faire varier le salaire. Il nous faut maintenant montrer que l'élévation du taux du salaire n'entraîne pas toujours, et dans tous les cas, une augmentation correspondante dans les objets de consommation.

Même quand une industrie est monopolisée, comme la manufacture du tabac en France, et que par conséquent elle n'a aucune rivalité à redouter, il n'est pas vrai de dire que l'on peut hausser indéfiniment le prix du produit. Il faut se rappeler de cette loi économique formulée par Molinari : « Quand le prix d'un produit s'élève en progression arithmétique, la consommation de ce produit tend à diminuer dans une progression géométrique. » Parvenu donc au moment où le prix ne peut plus être élevé, si les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire, cette augmentation devra être défalquée des revenus des capitaux.

A plus forte raison, si l'industrie dont il s'agit n'est pas monopolisée, mais se trouve au contraire muselée par une concurrence sérieuse, les prix, sous peine de perdre toute clientèle, ne pourront pas être élevés par le fabricant, et ce sera sur ses profits particuliers qu'il devra prélever l'augmentation de salaire arrachée par ses ouvriers.

Ainsi, économiquement et théoriquement, la situation matérielle du travailleur peut être améliorée par une grève.

Abordons maintenant la seconde question, la grève peut-elle être victorieuse ?

Ceux qui prétendent que sur le terrain de la grève, tout triomphe des ouvriers est impossible, se réclament de l'opinion d'Adam Smith :

« Dans ces sortes de disputes, — dit Adam Smith, — les maîtres peuvent tenir bien plus longtemps que les ouvriers. Un propriétaire, un fermier, un maître manufacturier, un commerçant, peuvent généralement vivre une année ou deux des fonds qu'ils ont par devers eux, sans employer un seul ouvrier. La plupart des ouvriers ne pourraient pas subsister une semaine, fort peu l'espace d'un mois, sans travailler. A la longue, le maître ne peut pas plus se passer de l'ouvrier, mais le besoin qu'il en a n'est pas si urgent. »

Mais depuis l'époque à laquelle Adam Smith écrivait ces lignes, les conditions économiques se sont énormément modifiées.

Au combat individuel que menait l'ouvrier contre son patron, s'est substituée la lutte entre les associations ouvrières et les compagnies industrielles anonymes. Il en résulte que d'une part, l'ouvrier peut attendre plus longtemps parce que les ressources qu'il retire de l'association sont bien plus considérables que ses anciennes économies personnelles, et que la compagnie ne peut pas se passer de son travail comme l'ancien patron isolé, parce que pour peu que les dividendes des capitaux qu'on lui prête diminuent par le chômage, ces capitaux qui ne connaissent personne se retireront pour se porter vers d'autres entreprises.

Ainsi, il est vrai de dire, que si le jeu des lois économiques fonctionnait librement, il y aurait une foule de cas où les ouvriers pourraient avec un peu d'habileté gagner une grève et améliorer leur situation.

Mais ceux qui parlent ainsi oublient de faire entrer en ligne de compte un des éléments du problème, le côté politique de la question. C'est ce côté politique qui, on va le voir, modifie en grande partie le résultat.

Les ouvriers et les grandes compagnies qui les emploient ne sont pas directement en présence. Entre les deux parties intéressées, il y a l'Etat. Et l'Etat, le gouvernement, met dans le plateau bourgeois de la balance tout le poids de son épée.

Dès qu'une grève éclate dans une grande entreprise, sur les chemins de fer ou dans les mines, à Gœschenen, à Aubin, à la Ricamarie, vite! les grandes compagnies demandent des troupes sous le prétexte de protéger la liberté du travail. La véritable raison de ces demandes de bayonnettes, c'est que les compagnies perdraient trop si la grève pouvait se soutenir. Or, une fois troupiers et grévistes en présence, la fatigue de ceux-là, la misère de ceux-ci, et quelquefois un agent provocateur aidant, une lutte s'engage fatalement entre la pioche et le fusil, la pierre et le plomb. Il y a du sang répandu, des morts, des orphelins et des veuves; sous l'empire on fait mine de blâmer l'officier qui a fait tirer sur le peuple, on le décore sous la république de M. Thiers; et le lendemain le travail reprend. L'ordre et... la fortune de la compagnie sont sauvés!

Il ne faut pas oublier quand on étudie un sujet au point de vue des données économiques modernes, de tenir compte de la production économique qui emploie ces machines: le canon, les mitrailleuses, et les fusils, c'est-à-dire l'Etat actuel.

Suisse.

(Corresp. spéciale de l'*Avant-Garde*.)

La plupart de vos lecteurs connaissent au moins *grosso-modo* l'histoire des événements qui se sont déroulés à Berne, l'année dernière, à propos du 18 Mars?

Les sections de la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des travailleurs, avaient décidé d'envoyer leurs délégués se réunir dans une ville de la Suisse pour y fêter en commun l'anniversaire du mouvement parisien; Berne, la ville fédérale avait été choisie. De plus, comme l'année précédente (1876) un drapeau rouge porté par les socialistes de l'*Arbeiterbund* avait été déchiré dans cette ville par des mouchards en costume bourgeois, appuyés par quelques réactionnaires furibonds, les internationaux résolurent de se rendre au local où devait se tenir le meeting qu'ils avaient convoqué, en se formant en cortège, musique et drapeau rouge en tête.

Ils n'avaient certainement pas le projet, ces quelques hommes armés seulement de casse-têtes et de cannes plombées, de faire une révolution? mais, ils voulaient montrer par un acte accompli au grand soleil, sur la place publique, *par un fait* comme ils disent, que les libertés constitutionnelles sont pour le peuple ouvrier des lettres mortes et noires sur du papier, qu'elles sont le cas échéant violées par ces mêmes gouvernements qui ont la mission de les défendre, et qu'enfin, l'organisation et la tactique choisies par les internationaux sont bien l'organisation et la tactique les plus propres pour développer une force révolutionnaire puissante.

Cette poignée d'hommes se mit en marche, et malgré l'art. 76 de la constitution bernoise, leur drapeau fut attaqué comme ils s'y attendaient et justement par la force publique. Le combat s'engagea, mais quoique les gendarmes eussent mis le sabre au poing, cette poignée d'hommes suffit pour sauver un drapeau, disputer les débris d'un autre, et mettre la police en déroute.

Les internationaux avaient atteint leur double but: démonstration *par le fait* de l'absence pour la classe ouvrière de libertés sérieuses même dans une république et preuve de la force, sinon encore numérique, du moins très réelle de leur organisation.

A la veille du procès que l'on intenta à trente d'entre eux, ensuite de ces faits, ils ne craignirent pas de promener encore leur drapeau rouge dans le même canton, à St-Imier, et cette fois, nul n'osa l'attaquer.

Les choses en étaient là lorsque le 18 Mars 1878 a ramené de nouveau l'anniversaire du mouvement communaliste de Paris.

Cette année les internationaux ont jugé à Berne, semblable promenade inutile. Peu partisans d'une part des processions et des images quand ces manifestations publiques de l'idée ne contiennent pas quelque chose d'utile, ils savaient d'autre part que le gouvernement bernois (républicain-radical, s'il vous plaît!) mettait des troupes sur pied. Ils se sont fait alors ce raisonnement bien simple: « Ou bien nous sommes assez nombreux pour battre les forces que le gouvernement mettra en ligne. Si nous ne le sommes pas, il serait tout simplement stupide de provoquer un combat inutile même comme propagande et qui pour de longues années détruirait nos forces lentement organisées; si nous sommes assez forts, ce n'est pas seulement le drapeau rouge que nous devons apporter à Berne, c'est la « Commune » et toutes ses conséquences que nous devons y installer, et dans ce dernier cas, nous serions des idiots d'indiquer au gouvernement, ainsi à l'avance, notre lieu, notre jour, et notre heure. »

En conséquence de ce raisonnement, les internationaux jurassiens ont décidé cette année de fêter le 18 Mars dans le sein de leurs sections respectives, et ils l'ont nettement annoncé dans le *Bulletin*, organe officiel de leur Fédération.

Cependant l'esprit ne perd jamais ses droits. Quelques-uns trouvèrent drôle de faire courir le bruit que les anarchistes arriveraient avec 2000 hommes armés et un drapeau rouge! Aussitôt le gouvernement prend peur et réunit des forces dont le déploiement a été du plus haut comique. Il paraît qu'à cette nouvelle, quelque mauvais plaisant, craignant que le gouvernement bernois ne manquât d'artillerie, a adressé au Préfet de Police, M. de Wattenwyl, un canon en bois de quarante centimes, servi par un petit ours en carton, et chargé d'une chanson, composée contre lui, sur l'air du Sire de Fichetton-camp!

„On en rira sous le chaume,
Sous le chaume, bien longtemps!“

Voilà donc, en vertu de l'art. 40 de la constitution, la paisible ville des Ours, en Etat de siège comme un simple Paris. Deux bataillons, les bataillons 28 et 30, manœuvrent sur les places; la batterie N° 12 se tient prête à se perdre, et le commandant Von Werdt est élevé à la haute dignité de capitaine de place.

Depuis le matin une foule énorme encombre la gare par où naturellement les 2000 Communards doivent arriver. Les portes sont bouclées et de pâles policiers circulent en se disant comme dans « Barbe-bleue »: « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? »

Enfin, un train du Jura arrive, on se précipite vers les voyageurs effrayés des regards féroces qui les dévisagent. L'un d'eux, hélas! porte un paquet! il se sauve! le bruit court qu'il porte plié le drapeau rouge. Ou le poursuit, on l'atteint, on l'arrête, et la police ouvre le paquet; il contient quelques échantillons de soie rose et... une vieille culotte!

Cependant la journée s'est passée sans encombres. Le gouvernement y est pour les milliers de francs que la mise sur pied des troupes nous coûtera, les pauvres soldats pour leur peine, les canons pour leur rouille, les bourgeois pour leur peur, et les socialistes pour leurs rates que de trop longs éclats de rire ont décidément endommagées.

Ce n'est pas tout!

Zurich, Zurich aussi, a eu sa campagne anti-communarde. Le 17 Mars on lisait sur la feuille d'avis de cette ville: « Conférence sur l'évangélisation des Communards, par M. le pasteur Rey » (Rey de quoi? ma foi, je ne me souviens plus? Enfin, peu importe! ré de tout ce qu'on voudra!) Quelques communards, s'attendant à avoir des injures allèrent pour se faire évangéliser, avec la ferme intention de demander la parole pour répondre, et, s'ils ne pouvaient l'obtenir, d'inviter

M. Ré (Diable de ré, va!) à venir discuter avec eux le 18 Mars au soir. Mais ils se trouvèrent en face d'un vieil homme qui leur raconte ses émotions de voyage et de famille, et, dans un langage où on trouve par exemple « sa conscience labourée par la charrue du remords!!! » Deux seules déclarations sont à retenir de sa conférence (le bonhomme semblant avoir encore d'assez bons yeux et d'assez grandes oreilles), c'est que la torture existe parfaitement en Nouvelle-Calédonie et que les communards ont bien voulu voir en lui un commissionnaire pour porter leurs lettres, mais jamais un pasteur.

Puisque nous sommes à Zurich par la pensée, je termine cette trop longue correspondance en vous annonçant que dans cette ville le « Cercle d'Études » qui existait prend de l'extension et qu'un « Club » de langue allemande qui contient surtout des anarchistes vient de se constituer.

France. Paris. — Les réunions organisatrices pour le Congrès internationale se poursuivent et l'esprit qui y règne est toujours meilleur; dans l'une de ces réunions par exemple, le principe de la propriété collective a été voté d'enthousiasme, sans discussion; dans la même réunion l'assemblée s'est prononcée pour donner au Congrès projeté, le nom de Congrès socialiste-révolutionnaire.

L'assemblée convoquée pour la question de l'amnistie a été aussi très-intéressante. Nous y avons entendu de bons et énergiques discours. Le citoyen Gauthier, par exemple, y a déclaré nettement que c'était au peuple de Paris à amnistier les Versaillais; un membre d'un syndicat a affirmé que le mouvement du 18 Mars était un mouvement socialiste et qu'il en avait fait partie. Sur la question de savoir quel serait le meilleur moyen de faire de la propagande en faveur de l'amnistie, le citoyen Calvinhac a proposé de faire dans les rues de Paris une manifestation et d'aller porter une couronne, le 18 Mars, sur la tombe de Raspail, le défenseur de l'amnistie. Quelques orateurs ont parié cependant contre la manifestation en proposant d'attendre que la République française jouisse d'un sénat plus libéral; on a même lu une lettre de Rochefort se prononçant, pour raison d'*opportunité*, contre tout meeting et toute manifestation cette année-ci, à cette date. Malgré cette opposition, la manifestation a été votée à la presque unanimité des 2000 personnes présentes. Ajoutons que les députés de la gauche invités à cette réunion ont évité de s'y rendre; les attaques ne leur ont pas manqué et ils ont emporté une belle veste de ridicule. (La manifestation dont il s'agit dans cette lettre a eu lieu le 18 Mars. Une colonne d'ouvriers et d'étudiants s'est rendue de la place de la Bastille sur le tombeau de Raspail, et là, à deux pas des tombes désertes de Clément Thomas et du général Leconte, quelques mots révolutionnaires ont été prononcés. — *Note de la rédaction.*)

Comme vous devez le savoir le nouveau journal de Pyat «la Commune affranchie» a été saisie deux fois. La rédaction, ou du moins la partie de cette rédaction, qui se trouve en France, est traduite en cour d'assises.

Savoie. — L'anniversaire du 18 Mars, ainsi que je vous l'avais annoncé, a été fêté en Savoie. Des paysans sont venus à la fête de plus de cinquante. Ils portaient deux drapeaux rouges dont un a été planté par eux sur un vieux château afin qu'on puisse — disaient-ils — le voir de loin, et dont l'autre a été promené dans un village suisse de la frontière. A St-Julien tout le monde bourgeois parle avec terreur de deux drapeaux rouges qui ont été plantés par des mains inconnues que nous connaissons très bien, car nous les avons souvent pressées dans les nôtres.

VARIÉTÉS.

Le Gouvernementalisme et l'Anarchie.

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine.)

(Suite.)

Maintenant la France a cédé la place, et cette place est prise par le gouvernement Allemand qui est à nos yeux actuellement l'unique et véritable gouvernement dans toute l'Europe.

Sans conteste, le peuple français jouera encore un rôle sublime dans l'histoire, mais son rôle gouvernemental est fini. Qui connaît un peu la France dira comme nous que s'il était possible qu'elle restât longtemps une puissance de premier ordre elle ne consen-

trait jamais à rester un gouvernement secondaire ou même égal en forces aux autres gouvernements. En tant que gouvernement, et tant qu'elle sera conduite par les hommes d'Etat — serait-ce par Thiers, Gambetta, ou même les princes d'Orléans — la France ne prendra jamais son parti de son abaissement; elle se préparera pour une nouvelle guerre et cherchera à se venger et à rétablir sa prépondérance perdue.

Peut-elle l'atteindre! absolument non. Et pour bien des raisons! citons les deux principales. Les derniers événements ont démontré, que le patriotisme, cette vertu *gouvernementale* suprême, cette âme de la force gouvernementale, n'existe plus en France. Dans les classes supérieures elle se manifeste encore sous la forme de la vanité nationale; mais cette vanité est déjà si faible, si rongée dans sa racine, par cette nécessité et cette coutume bourgeoises de sacrifier aux *intérêts réels* tous les *intérêts idéaux* que même dans la dernière guerre cette vanité n'a pu comme autrefois transformer les boutiquiers, les hommes de loi, les spéculateurs de la bourse, les officiers, les généraux, les bureaucrates, les capitalistes, les propriétaires, les gentilshommes élevés par les Jésuites, — ne fut-ce que quelque temps, — en patriotes et en héros d'abnégation. Tous ont manqué de cœur, tous ont trahi, tous se sont rués au salut de leur richesse, tous ont profité du malheur de la France pour intriguer contre cette même France. Ils se sont tous efforcés, avec une remarquable effronterie, de se devancer l'un l'autre dans la grâce du vainqueur arrogant et implacable devenu l'arbitre du destin de la France. Unaniment ils ont prêché la soumission et l'humilité, et ils ont imploré la paix. . . . Maintenant! tous ces blagueurs dépravés sont redevenus patriotes et ils s'en flattent! mais les cris aussi révoltants que ridicules de ces héros à bon marché ne sauraient effacer les témoignages trop évidents des bassesses commises hier.

Mais ce qui est plus important, c'est que les habitants des campagnes de la France n'ont témoigné non plus d'aucun grain de patriotisme. Oui, contrairement à toute attente, le paysan français depuis qu'il est devenu propriétaire a cessé d'être patriote. Aux temps de Jeanne d'Arc, lui seul a soutenu la France sur ses épaules. En 1792, et plus tard, il l'a protégée contre la coalition Européenne. Mais alors c'était bien autre chose: grâce à la vente à prix bas des terres de la Noblesse et de celles de l'Eglise, il *devenait* propriétaire de ce sol qu'il cultivait autrefois comme serf, et il avait tous les motifs de craindre qu'en cas de défaite, la noblesse émigrée qui venait derrière l'armée allemande ne lui enlevât la propriété qu'il venait d'acquérir. Tout récemment il n'avait pas cette crainte et il a assisté tout indifférent à la défaite de sa chère patrie. Excepté dans l'Alsace et la Lorraine où (chose étrange et qui est presque une dérision contre les Allemands qui s'obstinent à voir dans ces provinces des provinces allemandes) on manifesta un incontestable sentiment de patriotisme, dans toute la France du Centre, les paysans chassaient les volontaires français et étrangers qui s'armaient pour la défense de la France, en leur refusant tout, en les livrant souvent aux Prussiens, et en accueillant les Allemands d'une manière tout hospitalière.

On peut dire en toute justice que seul le prolétariat des villes avait conservé quelque patriotisme.

A Paris ainsi que dans les autres villes de France, le prolétariat seul voulait et exigeait l'armement général et la guerre à outrance. Et chose étrange! par cela, il déchaina contre lui toute la haine des classes possédantes; comme si ces classes se sentaient blessées de voir que les *frères cadets* (expression de M. Gambetta) montraient plus de valeur et de patriotique dévouement que les *frères aînés*. (A suivre.)

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE :

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Le présent numéro contient un supplément.

Association Internationale des Travailleurs

FÉDÉRATION FRANÇAISE

(6^{me} Circulaire aux Sections.)

COMPAGNONS,

Le *Bulletin*, cet excellent organe de la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs, vient de disparaître. Il succombe par l'impossibilité où sont ses abonnés ouvriers de faire face aux engagements qu'ils ont pris. Prolétaire comme ses lecteurs, c'est la crise industrielle qui le tue.

En tombant, il recommande tout spécialement l'*Avant-Garde* à ses lecteurs. Cette situation nouvelle nous apporte des devoirs nouveaux : aggrandir le format de notre journal, augmenter sa rédaction, élargir un peu le cercle de son programme. Comme le dernier Congrès de la Fédération Française nous a donné le droit et laissé la charge de régler toutes les questions se rapportant à la publication de l'*Avant-Garde*, nous n'avons pas hésité à accepter ces devoirs en votre nom et à nous mettre en mesure de les remplir.

A partir donc du présent numéro le format de l'*Avant-Garde* restera aggrandi, et nous ferons dans nos colonnes une large place aux communications envoyées par les sections de la Fédération Jurassienne.

De plus, la rédaction s'est augmentée de la presque unanimité des rédacteurs, collaborateurs, et correspondants du *Bulletin*.

Enfin, nous invitons tous les socialistes *anarchistes et collectivistes* de quelque pays qu'ils soient et à quelque nuance qu'ils appartiennent à nous apporter le concours de leur collaboration.

Que chacun fasse son devoir comme nous ferons le nôtre, que chacun montre la même tolérance théorique que nous, et l'*Avant-Garde* pourra devenir dans la main de tous une espèce d'organe central du parti anarchiste, collec-

tiviste, révolutionnaire de langue française.

Salut et solidarité.

Pour la Commission administrative de la Fédération française :

Le Secrétaire-correspondant,
L. PINDY, fondeur.

La solution de la question sociale et la bourgeoisie.

En nous figurant que les bourgeois étaient nos ennemis, nous ne pouvions commettre de plus déplorable erreur ; « il n'y a pas de plus sympathiques et sincères amis des ouvriers et du socialisme que les bourgeois eux-mêmes ; les véritables ennemis du peuple sont les socialistes révolutionnaires qui ne tendent qu'à replonger la Société humaine dans l'état de barbarie ».

Nous n'exagérons pas ; écoutez les bourgeois et au fond de leur raisonnement sur la question sociale, vous trouverez l'affirmation ou les prétentions que nous exprimons ci-dessus. C'est du reste un signe assez caractéristique de la période contemporaine, que toute personne qui, à l'un ou l'autre point de vue, s'occupe des intérêts publics, prétend être socialiste. Il y a donc socialisme et socialisme et nous pensons qu'il n'est pas inutile que nous nous rendions bien compte de la valeur du socialisme bourgeois.

Un parti doit se connaître lui-même, mais il doit aussi connaître l'ennemi.

On peut classer les questions qu'embrasse le socialisme en deux grandes catégories : les questions de principe, les questions de tactique. Nous examinerons ce que pense la bourgeoisie de toutes ces questions.

Abordons les questions de principes et voyons comment la bourgeoisie entend émanciper le peuple au point de vue religieux, politique et économique.

Nous devons faire remarquer que notre démonstration n'a pas la prétention d'être absolue, dans ce sens que nous n'admettions aucune exception. Nous devons nous en tenir aux manifestations générales des conceptions ou de l'action bourgeoises, tout en reconnaissant qu'il

existe, sur chaque question, des exceptions à la règle générale.

Au point de vue des conceptions religieuses, la bourgeoisie se trouve actuellement dans un état de démoralisation absolue. La vieille foi religieuse a disparu et a fait place à un scepticisme qui ne s'arrête qu'au sac d'écus. Si, pour elle-même, la bourgeoisie ne croit plus et se paie la liberté d'être voltairienne ou même matérialiste, elle n'admet pas que le peuple n'ait plus de religion. Si le peuple n'avait plus de foi religieuse, il serait capable des plus grands excès, et il lui faut la religion pour le museler. C'est ainsi que, dans son cabinet ou son salon, monsieur le bourgeois se permettra devant un groupe d'amis intimes toutes les affirmations possibles sur l'absurdité de la religion, tandis que devant sa femme, ses enfants et le grand public, il apparaîtra plein de respect pour cette même religion qu'il ridiculise dans d'autres circonstances. Il est vrai qu'il est de mode d'être réformiste en religion comme en toutes choses, et le bourgeois n'en apparaît que plus comme un esprit intelligent, qui tient compte de son temps, sans cependant abandonner la réelle foi de nos pères. Nous n'exagérons donc pas, en disant que la bourgeoisie, sous ce rapport est démoralisée : la science, la vérité pour elle ; le mensonge, l'absurde pour le peuple. Une classe qui pratique une pareille morale ne peut être que funeste à l'émancipation du peuple.

Au point de vue politique la bourgeoisie nous apparaît pleine de respect pour l'ordre public, l'Etat et ses institutions, et les naïfs peuvent admirer l'éloquence avec laquelle elle tonne contre les anarchistes qui osent mettre en doute la haute-valeur du rôle de l'Etat. N'y aurait-il pas au fond de cette passion profonde pour l'Etat un autre mobile que celui de l'intérêt public ? —

En étudiant l'Etat et ses institutions, nous voyons qu'il remplit deux rôles bien distincts — celui d'organisateur et d'administrateur de certains services généraux, et celui de garant et de défenseur des intérêts de classe de la bourgeoisie. Le premier rôle sert à expliquer le second, et la passion profonde de la bourgeoisie pour l'Etat s'explique préci-

sément parce que celui-ci est avant tout une compagnie d'assurance des intérêts bourgeois. Toute l'organisation de l'Etat, toute son action, même poussées aux dernières conséquences démocratiques, n'aboutissent qu'à la sauvegarde, à la consécration des intérêts de la bourgeoisie et à la répression des revendications populaires. L'effroi que professe la bourgeoisie pour l'anarchie n'est pas dicté par la crainte du désordre, mais par la crainte de ne plus avoir entre elle et le peuple, ce puissant auxiliaire, armé jusqu'aux dents, l'Etat, pour toujours faire pencher la balance de son côté. Car, qui croit sérieusement qu'avec une organisation libre de la société humaine, les services généraux ne seraient pas mieux organisés, dans l'intérêt de tous, qu'avec l'organisation autoritaire actuelle, faite au seul profit de quelques-uns? — La conception politique de la bourgeoisie est une conception d'intérêt de classe et n'embrasse pas les intérêts généraux de l'humanité. Les sentiments démocratiques qu'elle affecte sont un masque sous lequel elle cache sa soif d'exploitation et de domination des masses. Seul le triomphe de la liberté pleine et entière donnera aux peuples l'émancipation qu'ils ont jusqu'à ce jour demandée à l'autorité de l'Etat.

Etudiée au point de vue des questions économiques, la bourgeoisie apparaît absolument comme une classe vile. Questions de propriété, de production, de circulation, de consommation des richesses, la bourgeoisie les tranche avec le plus cynique égoïsme. Pour elle il ne s'agit ni de la science, ni de la vérité, ni de la justice; par tous les moyens elle justifie les conditions économiques dans lesquelles nous vivons, parce qu'elles sont toutes à son avantage. Le plus grand crime qui puisse être commis, c'est de mettre en doute la légitimité de la propriété individuelle. Et cependant le sentiment le plus élémentaire de justice nous dit que les richesses naturelles ne sont le produit de l'activité de personne, mais appartiennent de fait à l'humanité entière; l'observation des faits nous démontre qu'un seul homme est incapable de produire un capital, si minime soit-il, capable d'être utilisé dans la production, mais que tout capital est le produit du travail collectif des masses. Les vérités essentielles prouvées scientifiquement n'en sont pas moins foulées aux pieds et chaque bourgeois affirme avec orgueil que c'est grâce à son activité, à ses talents, à son intelligence, à son savoir faire, à ses économies personnelles qu'il occupe la position dont il jouit. La propriété collective, l'organisation collective au profit de tous, de la production, de la circulation et de la consommation des richesses, le fonctionnement, dans l'intérêt commun, des agents de civilisation, ne sont, aux yeux de la bourgeoisie, que de criminelles tendances, ou de folles utopies. La disparition graduelle de la classe moyenne, la transformation des

petites entreprises agricoles, industrielles et commerciales par l'action des grands capitaux agglomérés, l'introduction générale et le perfectionnement des machines, la division extrême du travail, tous ces faits paraissent ignorés et le chant de gloire de la bourgeoisie continue à couvrir la voix des innombrables victimes sacrifiées sur le vaste champ de la production capitaliste.

Qu'attendre pour l'émancipation économique des masses populaires, d'une classe, ou assez imbécile pour ne pas se rendre compte des faits, ou assez immorale pour étouffer le cri de justice?

Au point de vue des principes la bourgeoisie se révèle, sous tous les rapports, comme une nouvelle aristocratie de laquelle le peuple n'a rien à attendre. Puissent les masses s'en rendre compte, et mettre fin à la domination de cette classe en introduisant dans les faits sociaux, ces principes nouveaux : la morale basée sur la seule vérité scientifique, l'anarchie ou la libre organisation de la société humaine, la propriété collective des instruments de travail,

Dans un prochain article nous examinerons comment la bourgeoisie juge les questions de tactique,

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

On nous écrit de Paris :

« Il y a quelques jours la *Gazette des Tribunaux* contenait les renseignements suivants : La presse parisienne s'entretient en ce moment de l'arrestation de quelques étrangers poursuivis pour affiliation à l'Association Internationale des travailleurs. Cette affaire que plusieurs journaux ont représentée comme devant être considérable paraît se réduire à des proportions très-limitées.

« ... il y a cinq jours, le préfet de police, après s'être concerté avec l'autorité judiciaire, décerna des mandats d'amener et de perquisitions contre trois des meneurs les plus ardents, Tito Zanardelli, Andrea Costa, Ludovico Nabruzzi, tous trois d'origine italienne.

« Au cours des perquisitions on dut se transporter chez une dame Anna K. sujette russe, chez laquelle comme chez les précédents, on saisit une grande quantité de correspondances, circulaires, documents, etc., ayant trait à l'Internationale, et aux ramifications de cette association en France.

« Ces quatre étrangers ont été mis à la disposition de M. le procureur de la république, et M. le juge d'instruction chargé de cette affaire fit, dès le lendemain, procéder à l'arrestation du sieur Pédousseaux, signalé, dans les papiers saisis, comme étant en relations suivies avec les premiers inculpés. »

Le même jour le journal *La Commune* donnait les renseignements que voici :

« Hier matin à la pointe du jour, des commissaires de police variés se sont présentés chez les citoyens Puget, Philippe, Buffenoir, Billiet, Grégoire, Grossetête et Emile Gautier. Tous les papiers appartenant à ces citoyens, même les correspondances intimes les plus étrangères à la politique,

jusqu'aux comptes de blanchissage de la femme de notre collaborateur, ont été bouleversés, saisis, mis sous scellés.

« Chez les citoyens Puget, Philippe, Buffenoir, la police s'est bornée à la visite domiciliaire, à la perquisition et à la saisie. Mais les citoyens Grégoire, Grosse tête et Emile Gautier ont été mis en état d'arrestation, sous l'inculpation d'affiliation à l'Internationale. »

La *Lanterne* annonçait de son côté à la date du 29 Mars :

« Dans la soirée de nouvelles arrestations ont été faites, entre autre celle de M. Jules Guesde, rédacteur en chef de l'*Egalité*. »

Comme on le voit par les extraits des journaux qui précèdent, la police parisienne a fait une véritable razzia. Tout ce bruit a été fait pour bien peu de chose, car au moment où je vous écris les citoyens Guesde, rédacteur de l'*Egalité*, Puget, Philippe, Buffenoir, Billiet, Grégoire, Grosse tête, Gautier, rédacteur de la *Commune*, sont en pleine liberté. Les citoyens Zanardelli, Nabruzzi, Costa, Pédousseaux, sont, il est vrai à Mazas et la citoyenne K... est incarcérée à St-Lazare, mais nous devons dire que les perquisitions opérées n'ont amené la saisie d'aucun document important et le bruit court au palais que toute cette affaire se terminera par l'expulsion des étrangers qui seront reconduits à la frontière.

En attendant les « bonnes sœurs » n'ont pas laissé échapper l'occasion de tyranniser un peu une femme qui ne pense pas comme elles. Sous le prétexte que la fille K., comme ils disent — le nom de Mademoiselle étant trop mal porté depuis que la bourgeoisie s'en est servie devant le nom de ses enfants, — ne paraît pas décidée à se laisser asseoir sur les poêles rouges ou à accepter des tête-à-têtes avec des Messieurs de noir tout habillés, il lui est impossible d'avoir même les livres qui se trouvent dans la bibliothèque de la maison. Les « bonnes sœurs » prétendent que leur prisonnière les dispute. Je vous demande s'il est possible de disputer ainsi les « bonnes sœurs » de la république ! des sœurs si bonnes, si bonnes, que bientôt elles ne seront plus bonnes qu'à pendre ?

Et ce gouvernement ? est-il assez gaucher ?

Certainement M. Dufaure, le papa de la fameuse loi contre l'Internationale, sait qu'il existe une branche française de l'Association. Il n'ignore pas que le 14 Octobre des manifestes ne sont pas sortis de terre pour aller se coller tout seuls sur les murs de Paris, de Lyon, de Marseille, et sur les croix des chemins de la Savoie. Il sait que certains discours sont bien conformes aux idées de l'Internationale. Il est convaincu qu'il y a anguille sous roche. Mais il est plus facile de soupçonner tout cela que de mettre la main sur l'anguille. Monsieur Dufaure vous connaissez comme nous ce jeu de l'anguille cher à l'enfance ? On cache un mouchoir noué, et d'autres le cherchent. Quand ils en approchent, on dit qu'ils se brûlent quand ils s'en éloignent, on dit qu'ils se gèlent ? Eh bien ! Monsieur Dufaure vous vous gelez simplement. Les citoyens Zanardelli, Nabruzzi, Costa, ne sont pas membres de la branche française de l'Internationale, et s'ils ont cru que sous la république en France, comme en Italie dans une monarchie, on pouvait conserver chez soi des documents historiques, il ne s'en suit pas que vous puissiez les enrégis-

trer dans la branche de l'Internationale qui vous plaira.

On se demande cependant avec une certaine dose d'étonnement ce qui a pu engager notre ministre *Marfaure-Ducère* à organiser un four de cette force. Nous savons parfaitement que le gouvernement dont nous jouissons n'a pas inventé le fil à couper le beurre, mais il a pu se rendre compte assez rapidement de l'insuccès de ses recherches et s'il les a continuées il a certainement quelques motifs.

Ces poursuites nous paraissent être tout simplement un moyen de gouvernement. On se souvient que les hommes du 16 Mai faisaient reproduire par leurs journaux les manifestes de l'Internationale française et répandre par milliers dans les campagnes dans le but d'effrayer les paysans et de leur arracher un vote réactionnaire. Aujourd'hui comme l'ouvrier crève aussi bien de faim sous le régime de la république bourgeoise que sous les autres régimes bourgeois, des grèves éclatent partout. Peut-on laisser croire que sous la république, le travail soit écrasé? jamais! il faut donc démontrer que ces grèves n'ont pas une cause économique mais qu'elles sont artificiellement produites par les agents de l'étranger. De plus, la république tient à montrer qu'elle est de force à réprimer le socialisme mieux encore que les gouvernements qu'il ont précédée, et si l'Internationale n'existait pas la république bourgeoise s'empresserait de l'inventer. Il est seulement malheureux pour nos gouvernants qu'insultés par les procès de 1872 et 1874, la branche française de l'Internationale soit devenue aussi insaisissable qu'elle l'est.

La campagne que le gouvernement vient de faire peut aussi avoir un autre but: écarter les ouvriers étrangers de l'exposition. Les ouvriers étrangers en effet sont membres de l'Internationale, ou au moins de quelque société ouvrière qui s'en rapproche. Or, comme ils n'ont pas des machines à aller exposer à Paris, et qu'ils seront réduits à aller exposer leur idées au Congrès international projeté, le gouvernement ne serait pas fâché de les éloigner. On comprend que les agissements de notre police, qui se montre disposée à les exposer dans les cellules de la république, sont bien ce qu'il faut pour que les ouvriers socialistes étrangers réfléchissent deux fois vingt-quatre heures avant de prendre le train pour Mazas.

Allemagne.

On nous écrit de Leipzig:

« Vous savez déjà par les journaux que le parti démocrate-socialiste a organisé, d'après les conseils de Liebknecht, une certaine agitation autour de la question d'Orient. Comme les anarchistes fréquentent les assemblées ouvrières, ils ont été obligés de donner aussi leur avis sur le sujet en discussion. Ils l'ont fait avec leur franchise ordinaire: pour eux la solution du problème oriental se trouvait tout naturellement dans l'autonomie complète des provinces opprimées. Les démocrates socialistes se tenaient toujours dans les plus vagues généralités: à la chambre, pluie de résolutions portant toutes la marque de fabrique, c'est-à-dire réclamant une solution qui contentât toutes les nations; d'autrefois on entendait des orateurs socialistes dire qu'on aimerait bien d'agrandir notre patrie, par exemple jusqu'aux bouches du Danube; que ce serait là une politique vraiment nationale; le

plus curieux argument a été cependant celui de M. Seiffert, gérant responsable du « Vorwärts »: « Quand on lira l'histoire après des siècles, on ne pourra pas dire que le parti démocrate-socialiste n'a pas fait entendre sa voix dans une question aussi grave que cette guerre ». En un mot, nous jouons ici aux hommes d'Etat, nous singeons les Gladstone et les Bismark; et la « Torche » (Fackel) a pu écrire sans rire que dans d'autres pays, un parti qui contient les 36 % des électeurs, comme en Saxe, serait déjà appelé au ministère!

Cependant M. de Bismark se sert de nos paisibles socialistes pour effrayer la bourgeoisie. Il l'effraye du spectre rouge et lui fait ainsi accepter toutes les gifles qu'elle mérite et les ministères les plus réactionnaires. Aussi cette bourgeoisie prêche-t-elle de toutes ses forces la guerre avec tous les moyens contre ce socialisme « scientifique » et légal. La dernière et magnifique manifestation des ouvriers de Berlin à propos de l'enterrement du citoyen Heinsch, un des agitateurs les plus infatigable du parti, a poussé la terreur bourgeoise à son maximum. Dans des feuilles, même libérales on réclamait que l'Etat prussien, ce soutien de la morale, de l'ordre, et de l'honneur, commençât à combattre le socialisme par la force brutale; la dernière raison devant naturellement être les canons. Elles ajoutaient qu'il valait beaucoup mieux commencer de suite qu'attendre, le massacre devant avoir lieu avant que le poison ait pu atteindre tous les ouvriers.

Ainsi la bourgeoisie ne cache pas ses sinistres projets et il est clair pour tout homme qui réfléchit que Bismark ne demande pas mieux que de jouer au sauveur comme Napoléon III.

Que font en face de ces aveux touchants nos socialistes « scientifiques »? Hélas! ils se plaisent dans les discours, les motions législatives, et les projets de loi mort-nés. A chaque occasion ils prêchent le calme. Les ouvriers tisserands crèvent de faim dans le Voigtland (Saxe) on leur dit: Voilà le résultat de l'organisation sociale actuelle, attendez, dans le Volksstaat (Etat du peuple) cela ne sera plus, et nous arriverons au Volksstaat peu à peu. [Patience!]

Ma foi nous ne voyons pas trop, pourquoi nos démocrates montrent une haine aussi forte pour le socialisme religieux.

Que l'on attende un paradis ou un autre, la chose importe peu. « Jehovah » ou « Volksstaat », Léon XIII ou Marx, religion pour religion, on s'en fiche après tout!

Pour moi je ne vois qu'une bonne chose dans notre socialisme. C'est que le mot entre dans les masses, et qu'à la première expérience qu'ils feront, dégoûtés de leurs chefs, de leurs meneurs, de leurs demi-dieux, ils sauteront d'un bond du socialisme pacifique, religieux, prétendu scientifique au socialisme réellement scientifique, révolutionnaire, matérialiste et vivant.

Belgique.

Nous recevons de notre correspondant belge les lignes suivantes:

« Le 18 Mars a été bien célébré à Verviers. Le 17 un grand banquet réunissait tous les partisans de la Commune dans la grande salle de l'Internationale. Plusieurs discours ont été prononcés par les citoyens Fluse, Warnotte, par la citoyenne Pirotton, et Louis Meunier qui présidait le banquet. Le lundi 18, le comp. Fluse a fait une confé-

rence sur la commune en se plaçant au point de vue anarchiste, et le public nombreux qui y assistait a ratifié par ses applaudissements les arguments de l'orateur. On s'est séparé aux cris de « Vive la Commune! »

Lundi dernier a eu lieu le procès que le parquet de Liège a intenté aux comp. Meunier et Bastin coupables d'avoir empêché les ouvriers de tomber dans le piège qui leur était tendu par les autorités. On avait besoin d'un petit massacre pour consolider les dividendes menacés lors de la grève de Seraing. Meunier est resté trente jours en prison, et après une longue enquête la magistrature de Liège a fait un four complet, puisque les deux coupables ont été acquittés. Paul Janson a prêté son concours gratuit à la défense des accusés. Toute l'accusation portait sur l'atteinte portée à la liberté du travail.

J'oubliais de vous dire que la société de chant, les « socialistes réunis » a aussi fêté l'anniversaire de la Commune. Le citoyen Etienne Constant, dans un discours splendide, flétri la malheureuse tendance qu'ont quelques socialistes de s'égarer dans le parlementarisme.

NÉCROLOGIE

Le citoyen Charles Beslay, ex-membre et doyen de la Commune de Paris, est mort à Neuchâtel, le 30 mars dernier, dans sa 83^{me} année. Défense de parler sur sa tombe, ayant été faite aux amis politiques qui étaient venus pour assister à ses obsèques, le citoyen A. Clémence nous a communiqué le discours qu'il avait préparé et que nous reproduisons ci-dessous:

Il est dur de manger le pain de l'étranger et de monter par l'escalier des autres.
CHARLES BESLAY, (*Mon Exil.*)

Charles Beslay!

Ce nom est pour moi celui d'un ami et d'un grand caractère.

Je crois pouvoir ajouter sans froisser aucune conviction que sa mémoire n'a besoin d'aucun panégyrique pour avoir droit à nos respects et à nos sympathies.

Sa vie, ses actes sont connus. Nous n'ignorons pas comment l'ancien député de la monarchie bourgeoise de 1830 se sépara de ce régime, pour se rallier sans réserve à l'idée républicaine. Un esprit droit, un cœur honnête et croyant au progrès, ne pouvait hésiter entre les vieilles ornières gouvernementales et administratives, et les espérances au monde nouveau qui se levait alors.

A l'Assemblée Constituante de 1848, il essaya de se faire le conciliateur entre les républicains bourgeois et les républicains socialistes; — s'il échoua dans cette tâche, et si juin 1848 le trouva du côté des vainqueurs du travail, il ne participa pas du moins à la répression implacable de ces temps précurseurs de ceux d'aujourd'hui. Il se montra sympathique aux vaincus dans les rangs desquels il ne devait pas du reste tarder à se trouver.

Décembre 1851 le trouva au premier rang, pour combattre le Président parjure qui allait devenir Napoléon III, qu'il ne cessa jamais de combattre de tout son pouvoir; et quand il vit la bourgeoisie se rallier à l'empire ou ne lui faire qu'une de ces oppositions dont la lâcheté se décore du nom de constitutionnelle, Charles Beslay qui n'é-

tait encore que républicain, alla se mêler aux socialistes dont il appuya les revendications.

En 1863, il était du petit nombre de ceux, qui les premiers, déclarèrent publiquement la guerre à l'empire.

Il se trouva en 1864 parmi les fondateurs de l'Association Internationale dont il n'abandonna jamais la cause, qu'il aida de ses conseils et de sa bourse, tout en refusant constamment d'y exercer aucune fonction, à cause de son origine bourgeoise. — Il voulait que les travailleurs fussent les seuls maîtres chez eux.

En 1870, dès que le territoire de son pays fut envahi, il s'engagea comme volontaire dans le 26^{me} régiment de ligne; mais ses 75 ans trahirent sa volonté, et il dut revenir à Paris, où il employa toute son influence et tout son dévouement à la cause de la Révolution, qui seule pouvait délivrer la France de l'étranger.

Aux élections de février 1871, il refusa la candidature qui lui était offerte, et dans une touchante et énergique *Adresse* qu'il dédia « **aux Travailleurs** », il supplia les fils du Travail d'être fidèles à eux-mêmes, et de ne voter que pour des *Socialistes Révolutionnaires*.

Le VI^e arrondissement de Paris l'envoya siéger à la Commune, dont comme doyen, il inaugura les séances par un remarquable discours qui était tout un programme. Il y resta jusqu'à la fin, et y fit son devoir ainsi que le lui traçait ses convictions. Loin d'imiter ceux de ses membres, qui pusillanimes et lâches abandonnèrent le poste de combat et d'honneur qu'ils avaient accepté, il refusa de les suivre dans leur honteuse retraite, et répondit à l'un d'eux — que sa *prudence* n'a pourtant pas préservé de l'exil — lequel lui témoignait son étonnement de cette détermination : « *N'entendez-vous pas le canon ? ce n'est pas le moment de nous retirer.* »

C'est ainsi qu'il demeura et subit sa part de la défaite.

L'exemple que Charles Beslay a donné à ses contemporains est de ceux que l'on doit avoir constamment présent à la mémoire. Il est malheureusement trop facile de compter ceux qui, nés parmi les heureux et les privilégiés, sont allés tendre la main aux déshérités, non pour y déposer une humiliante aumône ou leur faire entendre de trompeuses promesses, mais pour les aider à accomplir leur œuvre d'affranchissement social.

Au lieu de fuir ce problème qui s'impose, ou de le nier comme certains, il voulut aller au devant de lui.

Ses études l'avaient convaincu, — et il ne craignait pas de le déclarer, — que la Société bourgeoise devra à un moment donné, plier sous la pression du prolétariat prenant la parole au nom de ses revendications légitimes.

Le monde, dit-il dans le livre de ses *Souvenirs*, ne goûtera entièrement le repos que le jour où tous les membres de toute Société auront également place au banquet social.

Il vint à la Commune animé des plus généreuses résolutions, sachant ce qu'il venait y faire, et espérant y voir triompher sa politique qu'il résumait en ces mots : « **Paix et Travail** ».

Pour lui la Commune était un acte de revendication ; — sa cause, la plus éclatante manifestation de la politique du Travail.

Aussi lui est-il resté fidèle jusqu'à son dernier soupir, et a-t-il justifié ces paroles du livre de ses « *Souvenirs* » : « *Je suis et je mourrai socialiste* » ; de même qu'il a pu écrire en toute vérité, la veille de sa mort : « *J'étais de l'Internationale et en reste encore membre* ».

Charles Beslay a amplement mérité de

ses contemporains, — et pourtant il est mort en exil !

Lui qui recherchait la Vérité et voulait la Justice, il meurt aux portes de la France, que ses concitoyens lui ont impitoyablement fermées.

Terre de France ! en quelles mains es-tu tombée, et à quelle race appartiennent donc ceux auxquels tu as confié tes destinées ! Tu n'as de complaisances et de faveurs que pour ceux qui t'ont trahie et deshonorée. — Aux renégats et à tes pires ennemis, tes largesses et tes caresses, et à tes fils les plus dévoués et les plus méritants, tes châtiments les plus injustes et les plus implacables.

Tu fais de magnifiques funérailles à celui qui a livré ta capitale à toutes les horreurs, à tous les massacres, et tu repousses violemment celui qui demanda l'apaisement et voulut la réconciliation !

Tu t'es comportée en cruelle marâtre, et tu nous as donné le droit de te maudire !

Puisse la mémoire de Charles Beslay, ô France, ne pas t'être trop lourde à porter !

Puisse sa mort réaliser ce qu'il désira jusqu'à son dernier soupir !

Et nous, ses amis, — nous qui l'avons connu, puisse l'exemple qu'il nous laisse nous être utile et profitable. — Soyons entre nous aussi indulgent, qu'il savait l'être avec nous. — Sachons ne jamais transiger avec notre devoir et, comme lui, mourir fidèles à nos convictions philosophiques et sociales. — Sachons allier la modération avec l'énergie, et puisse la mémoire vénérée de Charles Beslay porter bonheur à la cause qu'il a aimée et servie !

L'enterrement de notre vieil ami Ch. Beslay a donné lieu à un incident qui donne, une fois de plus, la mesure dans laquelle les magistrats de la république helvétique entendent la pratique de la liberté. Désormais le canton, ou du moins la ville de Neuchâtel, n'a plus rien à envier sous ce rapport à la ville fédérale.

Les lauriers conquis si brillamment l'année dernière par M. de Wattenwyl, empêchaient sans doute M. Gerster de dormir, et il s'est empressé de saisir la première occasion pour prouver à tous, et à chacun, que le préfet de Neuchâtel avait autant de *poigne*, et peut-être autant de frayeur des communards que son collègue de Berne.

Donc, lundi 1^{er} avril, malgré le silence gardé par M. Beslay fils au sujet de la mort de son père, qui avait eu lieu samedi 30 mars, à 4 heures du soir, quelques amis du défunt, venus notamment de Genève, Lausanne, Berne, La Chaux-de-Fonds, et se trouvaient réunis pour accompagner à sa dernière demeure celui qu'ils avaient connu et estimé depuis de longues années. En fait de *communards* il y avait en tout une douzaine de proscrits, dont cinq anciens collègues de Ch. Beslay à la Commune de Paris.

Certes, si une pensée était loin de leur esprit, c'était celle qu'une manifestation bruyante quelconque viendrait troubler le recueillement que leur inspirait l'accomplissement du dernier devoir qu'ils venaient rendre à leur ami. Mais ils avaient compté sans l'autorité.

Conformément à la volonté exprimée par le citoyen Ch. Beslay, le dimanche avant sa mort, et confirmée par une lettre écrite par lui, le 27 mars, deux de ses anciens collègues à la Commune s'étaient chargés de prononcer quelques paroles d'adieu sur sa tombe; son fils en décida autrement, et déclara à M. le Préfet que si les amis politiques de son père ne renonçaient pas à l'idée de parler sur sa tombe, il ne sortirait pas de chez lui, et empêcherait le convoi.

C'est ici que commence le rôle, pour le moins burlesque, joué par M. le Préfet : sur un ton qui ne dissimulait nullement le dédain qu'il éprouvait pour ceux qui furent les amis

personnels en même temps que politiques du défunt, il leur intima la défense formelle de prononcer aucun discours d'adieu à leur compagnon d'exil; sur l'observation qu'on lui fit (et que, par parenthèse on lui fit poliment, ce qui contrastait singulièrement avec ses manières à lui) que le citoyen Beslay père avait exprimé un désir avant sa mort, et que ce désir devait être respecté, il répondit « que cela ne le regardait pas, qu'il avait les ordres du fils et qu'il les ferait exécuter » ; comme un de nos compagnons insistait pour lui faire comprendre qu'il outrepassait son droit en lançant une telle interdiction, il déclara « qu'il en avait assez de discuter; qu'il nous défendait de prendre part au cortège et d'entrer au cimetière; que si on le poussait à bout, il emploierait d'autres moyens; qu'il avait la force à sa disposition; etc. Il serait beaucoup trop long de relever toutes les aménités si éloquentement débitées par ce magistrat républicain, volontairement engagé au service du papisme; il avait toute la fougue d'un apôtre nouvellement converti. Ajoutons qu'il y avait près de lui un tout petit homme à figure hargneuse, à l'air « moitié renard, moitié loup », comme disait Béranger, et qui ne contribuait pas peu, par ses excitations, à faire sortir M. le Préfet de la réserve et du calme que doit commander, nous semble-t-il, la fonction qu'il occupe.

La menace d'employer « la force » leur ayant été lancée, les proscrits ne voulant pas provoquer un scandale plus grand que celui qui venait d'avoir lieu, autour du cercueil de leur ami, se retirèrent; plusieurs français et quelques citoyens suisses se joignirent à eux, et ils allèrent ensemble rédiger la protestation que nous reproduisons ci-dessous.

Ceux qui ont suivi le convoi jusqu'au lieu où repose notre vieux compagnon, ont pu voir son fils sur le bord du trou où l'on descendait son père, impassible, le lorgnon à l'œil, une main derrière le dos, dans l'attitude de quelqu'un qui regarde si c'est bien tôt prêt; quand le cercueil fût au fond, il porta son mouchoir à ses yeux pour essuyer... la neige qui obscurcissait le verre de son binocle !...

Pas un mot ne fût prononcé : c'était véritablement un **enfouissement**.

Voici la protestation dont nous parlons plus haut :

Neuchâtel, 1^{er} avril 1878.

A tous les journaux suisses et étrangers qui voudront reproduire la présente.

Les soussignés, proscrits français et citoyens suisses, constatent qu'aujourd'hui, venus pour accompagner à sa dernière demeure le citoyen Charles Beslay, ex-membre de la Commune de Paris, qui sur sa demande formelle devait être enterré civilement, se sont vu interdire par le préfet de Neuchâtel, M. Gerster, et cela de la façon la plus brutale, d'abord de prononcer aucun discours sur sa tombe, et ensuite, sous menace d'arrestation, même de suivre le convoi.

Devant une mesure que leur qualité d'étrangers interdit aux proscrits français de qualifier comme elle le mérite, les soussignés, indignés de procédés leur rappelant les plus honteux souvenirs de l'empire, se sont alors simplement retirés, se réservant de porter le fait devant la conscience publique qu'ils en laissent juge.

G. Lefrançais. — Arthur Arnould. — Avrial. — A. Clémence. — L. Pindy. — P. Jeallot. — E. Razoua. — J.-B. Baudrand. — Gauterie. — L. Gaffiot. — T.-A. Faivret. — F. Blanc. — A. Dargère. — G. Jeanneret. — Fritz Wenker. — L. Sottaz (les trois derniers, citoyens suisses).

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Nous prévenons toutes les personnes auxquelles nous adressons l'Avant-Garde qu'avec le prochain numéro nous prendrons sur elles un remboursement de 2 fr., soit l'équivalent d'un abonnement de 6 mois.

Nous prions celles qui n'auraient pas l'intention de s'abonner de nous retourner le présent numéro.

L'actualité aujourd'hui, c'est la guerre. L'Angleterre et la Russie sont face à face, droites sur le cadavre turc, et peut-être au moment où paraîtront ces lignes, les rives du Bosphore seront en feu, et aux flots bleus de la mer de Marmara se mêleront des flots rouges de sang humain. Heureuse encore sera la vieille Europe, si la lutte est limitée au combat de « l'Eléphant » russe contre la « Baleine » Albion.

Nul ne serait étonné, en effet, d'entendre tout à coup retentir sur quelque frontière germanique les lourdes bottes de Prusse, ou résonner sur le territoire bulgare les fanfares éclatantes des troupes de l'Autriche-Hongrie.

La guerre est donc l'actualité. Nous empruntons au journal l'Arbeiter-Zeitung un article intéressant sur ce sujet:

La Guerre.

Il est dans la production humaine un métier spécial. Ce métier est mieux organisé que tous les autres, parce que dans tous les pays la bourgeoisie l'entoure de soins jaloux. Ouvrier, ouvrier, division du travail, force collective, machines, tout cela ce métier le possède, et cependant ce métier ne fait pas vivre, il tue!

Dans ce métier l'ouvrier est le soldat; dans ce métier l'outil est le fusil ou le sabre; dans ce métier la division du travail engendre le régiment, et les machines qu'on y trouve sont ces objets terribles: la mitrailleuse et le canon. Il produit, ce métier, la dévastation de tout ce qui existe, la destruction des hommes et des choses, c'est-à-dire la mort.

Ce métier s'appelle la guerre.

De tous temps comme aujourd'hui, les ouvriers qui en font les frais ont protesté contre la guerre, et par-dessus les frontières ont échangé des poignées de mains. Cependant les guerres succèdent aux guerres, elles sont aussi fréquentes que par le passé et elles deviennent plus atroces. Après la guerre austro-prussienne de 1866, on proteste: vient celle plus sanglante de 1870.

Aujourd'hui nous protestons encore: demain peut-être la vieille Europe verra une tuerie dépassant en horreurs commises ce que l'imagination la plus triste peut rêver.

Ah! c'est qu'il ne suffit pas, pour qu'une chose disparaisse, qu'on lui donne son congé. Aux paroles, aux sentiments, on doit joindre les actes. Il ne suffit pas de se réunir pour protester contre la guerre; il faut de plus s'assembler pour en découvrir les causes. Il ne suffit pas de se tendre les bras dans un accès d'enthousiasme amical; il faut de plus se tenir les mains serrées pour marcher ensemble et côte-à-côte. Des réunions (beaucoup, s'il le faut!) pour rechercher les profondes racines sociales de la guerre; une cohésion intime quand elles seront découvertes pour les extirper.

Quelles sont donc les causes de la guerre?

La bourgeoisie philanthrope que tout le monde connaît met toutes les guerres sur le compte des rois, des empereurs et des princes. Chassez, dit-elle, les princes, les empereurs, les rois, et vous n'aurez plus de guerres. C'est une erreur ou un mensonge. Oui, certainement nous savons que pour devenir empereur d'Allemagne le roi de Prusse a vu qu'il fallait mettre le pied dans le sang et qu'il n'a pas hésité; nous nous souvenons que pour garder son pouvoir qui chancelait, Bonaparte a déclaré la guerre. Obtenir, sauver une couronne, sont pour l'égoïsme des peuples des motifs suffisants. Mais le mal a des racines plus profondes. Tenez, écoutez-les. Chassez les rois, remplacez partout les empires par des républiques, faites disparaître les armées permanentes, mettez à leur place des milices, et cet acte de propreté accompli, si vous n'avez pas touché à l'organisation économique actuelle, vous aurez la guerre, sous la république comme en Amérique, autant et aussi souvent que sous la royauté ou l'empire. Pourquoi? parce que la guerre dérive bien plus de l'organisation économique que de l'organisation politique des sociétés.

Au commencement de certaines sociétés la guerre est une branche de la chasse: c'est la chasse à l'homme. On fait des prisonniers, on ramasse les blessés et les morts. Les blessés et les morts on les mange; les prisonniers sont mis en réserve avec les autres troupeaux pour servir au même usage. Quelques peuplades sauvages en sont là. Mais bientôt il y a progrès. On laisse travailler un peuple et les produits s'accumuler; ensuite on l'assaille, on le bat, on occupe son territoire, on dépense ses économies, on le réduit en esclavage, et suivant que l'on trouve la chose profitable ou non, on le fait travailler ou on lui impose

un tribut. C'est la guerre d'invasion; c'est l'ancienne république romaine dans toute sa beauté. Aujourd'hui les choses se compliquent. La guerre est devenue un corollaire de la concurrence en général, et plus spécialement de la concurrence internationale. Les bourgeoisies de deux peuples font égorger ces peuples pour la conquête d'un « débouché. » Aujourd'hui deux nations, l'Angleterre et la Russie, ont intérêt à s'emparer de la route des Indes. La Russie ne peut y aller facilement par le chemin de l'Asie; il faut combattre et vaincre les petits peuples intermédiaires; l'Angleterre s'y rend par l'Océan en contournant l'Afrique. Mais il y a une route plus simple. Pour l'Angleterre: la Méditerranée, l'Isthme de Suez, la mer Rouge; pour la Russie: la mer Noire, le Bosphore, la Méditerranée, l'Isthme de Suez, la mer Rouge. L'Angleterre tient Gibraltar et Malte, clefs d'une des deux portes de la Méditerranée; le Czar veut le Bosphore, clef de l'autre porte. Alors le Czar pousse les Serbes, et l'Anglais pousse le Turc. Demain une guerre européenne, générale peut s'en suivre. Cette guerre sera une guerre économique, une question de « débouché. »

Mais quels motifs emploie-t-on dans tous ces cas de guerre pour pousser l'ouvrier contre l'ouvrier, puisqu'il n'y peut rien gagner, et qu'il a au contraire tout à y perdre? On excite son patriotisme. Le patriotisme, parbleu! le patriotisme, cette passion idiote qui consiste à voir un ennemi dans un homme parce qu'il porte un pantalon d'une couleur qui n'est pas celle du vôtre, un rouge au lieu d'un bleu. Mais la patrie, dirait-on (en musique même, s'il le faut), c'est le sol des ancêtres, c'est la maison, le foyer, la famille! Oui, et puisque la patrie est cela, il n'y a pas de patrie pour l'ouvrier. L'ouvrier n'a ni maisons, ni terres, pas même l'atelier où il s'éreinte au profit des autres! La famille? n'en parlez pas, bourgeois. Ce n'est pas contre des ouvriers comme nous que nous avons à défendre nos sœurs et nos filles; c'est contre vous, contre vos fils dorés, contre votre argent, votre oisiveté et votre corruption! Ainsi, silence!

Pour éviter la guerre, que faut-il donc? ne plus parler, agir. Transformer l'organisation économique actuelle. Il faut partout que les rois et les empereurs fassent place à la république, oui, mais il faut de plus que la concurrence disparaisse entre les nations et entre les individus, car la concurrence affame l'ouvrier et égorge les peuples. Et pour cela faire, comme nous n'avons de la bourgeoisie aucune concession

à attendre, il n'y a qu'un remède à la guerre, c'est la guerre. A la guerre nationale il faut opposer la guerre sociale.

Préparons-nous donc à cette éventualité, car déjà en regardant fixement l'horizon, on voit sur les places publiques les pavés s'amonceler en barricades, et les drapeaux à plusieurs couleurs comme le costume d'arlequin, ce saltimbanque historique, faire place au drapeau à la couleur unique, au rouge drapeau de l'humanité.

Nous avons aussi notre drapeau et avec notre drapeau, notre patriotisme. Seulement vous avez le patriotisme national et nous, nous avons le patriotisme humain. Votre patrie est étroite, elle s'arrête, comme dit le poète, à ces raies bleues et rouges que l'on voit sur les cartes, la nôtre est aussi grande que le monde. Elle s'appelle : **L'Association Internationale des travailleurs.**

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Toutes nos élections sont républicaines, et la république s'installe plus réactionnaire que jamais.

Le plupart des conseillers nommés se réclament de la république, et vous savez déjà que sur 15 élections à la Chambre des députés, 15 candidats républicains ont été élus. Veuillot ne peut plus contenir sa joie ! il lui est permis de circuler maintenant au milieu de ses confrères de la presse monarchique sans que ce que son nez a de monumental soit trop remarqué. Dans le pays des aveugles les borgnes sont des rois.

Cependant, la cit. Koulichoff continue à *disputer* les « bonnes sœurs » de la république ; Costa, Nabruzzi, Zanardelli, persistent à apprendre en France, pour le redire en Italie, quelles sont les douceurs d'une république bourgeoise, et on nous affirme que Jules Guesde (rédacteur de l'Egalité), que l'on veut à tout prix bombarder membre de l'Internationale quoique il n'en soit pas, a été arrêté de nouveau. De plus le journal *La Commune affranchie* disparaît sous les amendes, et on annonce de toutes parts que le Congrès ouvrier international ne sera pas toléré.

Cette curieuse coïncidence entre l'instauration de la forme républicaine et un redoublement d'énergie contre les journaux et les hommes qui veulent la république, est expliquée différemment par les partis.

Les « centre-gauche » se réjouissent en songeant que sous la république, le socialisme connaît de plus mauvais jours encore que sous les dernières années de l'empire. Les « radicaux » font remonter à l'esprit réactionnaire des ministres la responsabilité de cet état de choses. Pour nous, nous voyons la question de plus loin et de plus haut.

Ce qui arrive — et cela ne fait d'ailleurs que commencer ! nous en verrons bien d'autres — était prévu depuis longtemps. Dans une France monarchique ou badingueuse, le socialisme républicain, révolutionnaire, cosmopolite et même international avait à ses côtés les ennemis du régime établi, et parmi eux, ces républicains d'eau douce, perchés aujourd'hui comme des perroquets sur leurs sièges. Y avait-il une fusillade de grévistes ? vite, pour un motif ou pour un autre, nos républicains bourgeois protes-

taient ; arrêtaient-on des citoyens comme membres de l'Internationale ? vite, nos républicains bourgeois criaient « au complot policier »... etc... Pourquoi ? parce qu'alors ils ne craignaient pas immédiatement le triomphe du socialisme et que tout leur était bon, même le socialisme, pour donner un coup à la tête de l'empereur ou du roi.

Mais les temps sont bien changés !

Aujourd'hui il s'établit en France sous le nom de république, un gouvernement, un Etat, essentiellement bourgeois qui comprendra tous les éléments bourgeois, depuis ce bloc enfariné qui s'appelle Dugué de la Fauconnerie jusqu'à ce bossu peinturluré en rouge qui se nomme Alfred Naquet. La droite cèdera sur la *forme* et se ralliera à la république ; la gauche mettra le pouce sur le *fonds* et acceptera que sa république soit monarchique. Ce gouvernement, cet Etat réactionnaire qui unit ainsi contre le peuple toutes les forces bourgeoises de la propriété individuelle, est déjà réalisé.

Oui, théoriquement, il est vrai de dire que la république parlementaire et bourgeoise est un progrès de l'Etat ; que l'Etat étant le véritable adversaire de l'émancipation populaire tout progrès de l'Etat est un progrès dans le danger ; et que par conséquent l'instauration de la république opportuniste augmente les obstacles sous les pas de la révolution.

Beaucoup de bons esprits qui ne répondent pas à cet argument, d'ailleurs irréfutable, disent que le peuple ne s'instruit que peu à peu, qu'il faut qu'il essaye de la république bourgeoise pour s'en dégoûter, qu'il est impossible de sauter à pieds-joints par dessus toute une période historique ; s'ils ont raison, s'il est vrai que l'expérience d'un peuple, comme celle d'un homme, est comme un habit et doit être prise sur mesure, nous allons essayer de la république bourgeoise. Mais qu'on ne se le dissimule pas, ils seront durs, les temps que le socialisme va avoir à traverser !

Italie.

On nous écrit :

« Je viens vous donner, un peu tardivement il est vrai, des détails sur le Congrès de la Fédération Romagnole de l'Association Internationale des Travailleurs. Ce Congrès a eu lieu à Forlì, le 6 Janvier. Trente-quatre sections y étaient représentées. Cete fois encore, traqués par la police, les délégués ont dû se réunir dans une salle particulière qu'un ami avait mise à leur disposition. Il a été décidé qu'une commission chargée de préparer un Congrès ouvrier national serait élue et qu'à l'occasion de ce Congrès les sections formuleraient un projet de statuts, en prenant pour bases ceux qui ont été approuvés en 1876 à Bologne. Une commission centrale de correspondance, de propagande et de statistique a été établie. Il a été question ensuite de la fondation d'un journal anarchiste et révolutionnaire qui serait l'organe de la fédération. Pour la défense des membres appartenant à l'organisation, il a été décidé qu'un pacte de solidarité serait conclu entre les sections, et pour aider les amis malheureux et les voyageurs pouvant établir leur qualité de membre de l'Internationale, qu'un comité serait établi dans le sein de chaque section. Le Congrès s'est occupé ensuite de questions d'organisation afin d'assurer la régularité dans le fonctionnement de la fédéra-

tion ; ainsi dans chaque ville, une fédération locale sera formée pour établir une correspondance suivie avec les sections, les noyaux et les groupes. Enfin, les délégués avant de se séparer ont voté un salut fraternel pour les déportés de la Nouvelle Calédonie et pour ceux de nos amis qui sont encore détenus à Sainte Marie de Capoue.

Plusieurs sections nouvelles se sont constituées et ont adhéré à la fédération régionale italienne. Mais le fait le plus réjouissant est de voir les progrès que nos idées font, même en Calabre. Ainsi à Cosenza un nouveau journal « *Il Socialista* » vient de paraître. Le premier numéro de ce journal, honoré déjà des rigueurs policières contient un article intitulé « Aux amis ! » et dans lequel on déclare que « *Le socialiste* » se dévouera à la propagande du socialisme anarchiste et révolutionnaire.

Angleterre.

On nous écrit :

« Le meurtre du comte de Leitrim, assassiné il y a quelques jours par l'un de ses fermiers-paysans, a causé en Irlande une joie profonde. A tel point, qu'à Dublin même, lors de l'enterrement du « méchant comte » (comme on l'appelait sur ses terres), une foule compacte a fait une suite d'attaques contre le corbillard, dans le dessein d'enlever le cadavre et de le mettre en pièces. Quatre attaques successives ont eu lieu, et elles n'ont été repoussées que par des charges d'escouades de policiers accourus en hâte de tous côtés. Cependant les parents du « méchant comte » et son chargé d'affaires surtout, ont été grièvement atteints. Tous les journaux irlandais parlent de cette affaire, et, la question des meurtres agraires ayant été soulevée dans le parlement, les orateurs ont avoué des faits très intéressants en ce sens qu'ils sont le témoignage de l'extension prise ces derniers temps en Irlande par les vengeances populaires. Il a été question, en effet, de serments que les populations de tout un comté prêtent en plein jour de ne jamais plus rien payer à leur seigneur ; de la réapparition de la puissante organisation des *ribbon-men*. Ces révélations et l'apologie du meurtre, faite par des membres irlandais, ont tellement effrayé la chambre que cette illustre assemblée a eu l'audace, le 12 avril, de déterrer une vieille loi datant de plusieurs siècles, a fait évacuer au public les tribunes, et chassé les sténographes, dans le but d'éviter la propagation de ces discours séditieux. A la bonne heure ! voilà toujours un coin du masque soulevé ;

Maintenant les parents du comte tué, aidés de la magistrature et du gouvernement, sont à la recherche de l'auteur du meurtre ; ils offrent même à celui qui le dénoncera une récompense de 300,000 francs.

Le meurtre dont je viens de vous parler n'étant pas un acte de vengeance isolé, permettez moi de vous dire quelques mots des causes de ces exécutions. En Irlande, la question de la propriété foncière reparait sous ses formes aiguës. Elle est d'ailleurs bien simple, cette question ! Le pays est éminemment agricole : sur cinq millions et demi d'habitants, 65,000 seulement sont occupés aux manufactures ; tout le reste demande sa nourriture aux produits du sol. Or cette terre nécessaire à son existence, le peuple d'Irlande ne l'a pas ; pas plus que l'ouvrier des villes n'a la fabrique. Cette terre, appartient à une vingtaine de chena-

disent ces farceurs d'économistes! elle est, dit l'histoire, la récompense de *certain* services rendus aux porte-couronnes!). Ces chenapans, en gardent d'abord la moitié pour des pâturages, (le pâturage rapporte beaucoup, puisqu'il se réalise en beaux « beefsteack » et en gigots succulents); puis pour des parcs, (le parc est utile pour la chasse dont l'exercice est favorable à la digestion), et enfin ils louent le reste aux paysans par petits lopins. Ces lopins sont si risiblement petits, la terre si peu productive, le prix de la location si élevé, les taxes de l'Etat si lourdes, que le paysan après s'être exténué à piocher toute sa vie, parvient à peine à se nourrir de pommes de terre et de lait aigre. Qu'il survienne une fatalité quelconque, par exemple une maladie des pommes de terre comme en 1846-48, et le tiers de la population, ouï le tiers, vous avez bien lu, c'est-à-dire un million et demi d'hommes, de femmes, d'enfants, meurt littéralement de faim.

Ainsi la question du travail et du capital est posée en Irlande dans ses termes les plus simples, dépouillée de tous autres détails qui peuvent la masquer aux yeux peu clairvoyants. Elle ne se complique que d'une question de clocher: la terre appartient à des Anglais, et les grands messieurs du nationalisme irlandais désirant en devenir les propriétaires, exploitent le mécontentement du peuple.

Le paysan veut avoir cette terre qu'il a défrichée, qu'il a fait valoir et dont il a été spolié! Comme à ses revendications on répond toujours par la force, il attend lui aussi le moment de se soulever et d'exproprier ses spoliateurs. Les paysans s'organisent, et leur organisation populaire des *ribbon-men* se propage, s'élargit et poursuit son œuvre sans relâche. Certes, cette organisation est traquée, mais les *ribbon-men* savent se dérober à toutes les poursuites. La nuit ils se cachent dans les granges, dans les forêts, dans les plaines marécageuses. On voit ces hommes mâles, jamais lassés, jamais découragés, poursuivre énergiquement leur œuvre. Certes, ils ne se bornent pas ceux-là, à unir entre eux les hommes de caractère pour causer au coin du feu d'un avenir meilleur; pour eux, organisation veut dire action, agitation, et ils soutiennent cette agitation tantôt en envoyant une balle bien dirigée dans la cervelle de tel ou tel propriétaire trop rapace ou de tel ou tel employé trop énergique, tantôt en faisant sauter comme un bouchon de bouteille de champagne, la maison de tel ou tel policier trop empressé pour découvrir les exécuteurs de cette justice du peuple. *)

La sentence populaire une fois exécutée par les mains désignées, tous les efforts de la police et les centaines de mille francs dépensés pour découvrir le coupable sont déployés et dépensés en vain. Les *ribbon-men* se chargent de veiller à la sécurité de leur délégué.

Le meurtre du comte de Leitrim a été un de ces actes de vengeance populaire. On a choisi comme victime l'homme le plus rapace du pays et le plus dégoûtant par ses vices. La réussite a fait battre d'espoir tous les cœurs irlandais: on se dit partout dans les villages: les temps des *ribbon-men* reviennent! Ces temps reviennent en effet.

* Nos lecteurs feront comme nous un curieux rapprochement entre les *ribbon-men* anglais, les *nucleos vengadores* espagnols, et les comités d'action russes. (Note de la Rédaction.)

Depuis deux ans, grâce probablement au retour d'un bon nombre d'hommes énergiques qui avaient émigré dans le nouveau monde, on constate un accroissement subit dans le nombre des vengeances populaires: accroissement de 20 cas en 1876 et de 75 cas en 1877. Et jamais les auteurs ne sont découverts! tous les efforts faits dernièrement pour retrouver les meurtriers de Youmg (agent de police trop zélé) sont restés absolument infructueux. Il en sera de même pour ceux du « méchant comte » Leitrim. »

Allemagne.

On nous écrit de Stuttgart:

« J'accepte avec plaisir la tâche de vous envoyer de temps en temps une correspondance d'Allemagne qui vous renseignera sur le mouvement socialiste de notre pays. Aujourd'hui je crois devoir attirer votre attention sur une querelle qui s'est soulevée, il y a quelques semaines, dans le camp politique socialiste, et qui, selon toute apparence laissera des traces, tôt ou tard, dans la propagande pratique des socialistes allemands.

Vous savez que les orateurs et les représentants officiels du socialisme allemand sont, en majorité, des adorateurs et des glorificateurs passionnés de la doctrine Marxiste-Engelienne, doctrine qui enrichit la société d'une nouvelle bureaucratie? Aussi il était fatal qu'il s'élèverait contre de pareilles tendances une opposition résolue. Cette opposition existe et dans les assemblées, dans la presse, elle montre les dangers du socialisme bureaucratique, et conseille l'adoption de l'idée fédéraliste, comme plus en harmonie avec la manière d'être du caractère allemand. Le représentant le plus connu de cette opinion, c'est-à-dire du socialisme fédéraliste ou anarchiste, au moins comme écrivain, est un jeune médecin intelligent et résolu, le Dr Arthur Mülberger. Il a écrit dans des journaux périodiques, « *die Zukunft* » (l'Avenir) et « *die Neue Gesellschaft* » (la Nouvelle société) plusieurs longs articles, dans lesquels il indiquait la nécessité d'un changement à apporter dans la tactique des socialistes allemands. Parmi ces écrits, l'un surtout est remarquable; il est intitulé: « *Das Landvolk und der Socialismus* » (Le peuple des campagnes et le socialisme). Dans cet article il a fait ressortir d'une plume incisive la fausseté de la tactique des socialistes autoritaires; il a montré avec quel manque d'intelligence ces socialistes comprennent les besoins de réforme économique des paysans, qui haïssent profondément toute contrainte étatiste ou social-démocratique; il a fait voir combien pour ces paysans les postulats de la social-démocratie seraient incompréhensibles. Une pareille esquisse de la situation réciproque du socialisme autoritaire et du peuple des campagnes devait sauter aux yeux dans les « cercles directeurs » et y provoquer de l'irritation. Qui voudrait en effet redevenir simple mortel quand pendant des années on a été entouré de tous les hommages qui se rendent habituellement à la divinité? Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que une personne qui signe A. B. (et qu'on dit être M. Auguste Bebel, un des chefs les plus connus de la démocratie sociale allemande) ait cherché par des détours et des finesses avocassières, à anéantir les arguments de M. Mülberger, au lieu de le combattre par des principes.

Monsieur A. B. a écrit sa réfutation de l'article de Mülberger d'une façon qui sent les bancs de l'école, et il résulte très clairement de son travail que Monsieur A. B. quoique plein de sagesse, n'en possède cependant pas encore suffisamment puisqu'il ne prend pas la peine de s'instruire dans différentes directions, et qu'il la fait anéantir par la critique des adversaires qu'il se crée. Je pourrai revenir peut-être, dans ma prochaine correspondance sur cette polémique, de façon à pouvoir vous communiquer les passages principaux de l'article de Mülberger et ceux de la réponse de A. B. Cette querelle, quelque répugnance qu'elle nous inspire, est instructive, car elle nous montre la solidité qu'a déjà en Allemagne la théorie anarchiste. Il faut supposer qu'au moment où je vous écris ces lignes la réplique de Mülberger a paru dans la « *Zukunft* » à moins que la rédaction de ce journal n'en refuse l'insertion sous un prétexte quelconque, ou nettement par un acte d'autoritarisme déloyal. »

Nous avons reçu depuis quelque temps déjà cette correspondance, et c'est faute de place qu'elle n'a pu paraître que dans le présent numéro.

La revue *Die Zukunft* n'a pas inséré la réponse du Dr Mülberger, et en a appelé au comité central. On voit que si le *Volkstaat* se réalise, il y a lieu de compter sur la liberté de la presse.

(Note de la Rédaction.)

Russie.

Nous empruntons au « Travailleur » de Genève, l'intéressant passage qu'on va lire:

« L'action du parti socialiste en Russie entre dans une phase nouvelle. C'est l'agitation *par le fait* qui accompagne désormais la propagande orale ou imprimée. Avec la propagande orale et imprimée ont pénétré en Russie les idées de la Révolution occidentale et les théories des socialistes européens sur la propriété collective. Les tendances des révolutionnaires russes se sont fait jour, et bientôt toutes leurs idées se sont logiquement coordonnées. Mais le développement intellectuel, qui constitue aujourd'hui un fait acquis pour le parti socialiste, ne suffit plus à son activité. Pour arriver à l'extension nécessaire du parti révolutionnaire, un autre champ de bataille lui est maintenant indispensable.

Son organisation définitive nécessite, dans le mouvement propagandiste dont il a eu jusqu'ici l'initiative, la mise à exécution d'actes qui remuent profondément, jusque dans ses fibres les plus secrètes, la masse même du peuple.

Aujourd'hui, grâce à l'organisation du parti socialiste-révolutionnaire, le gouvernement est impuissant à empêcher le peuple russe de savoir enfin ce qui se passe. C'est ainsi que par un acte justicier d'une jeune fille contre le chef de la police impériale; c'est ainsi que, commençant par une simple résistance d'un groupe intime en nombre contre toute une soldatesque armée; c'est ainsi que, par une exécution solennelle d'un espion et d'un traître dans une ville quelconque de la Russie, le parti socialiste russe affirme — en attendant mieux — dans son programme, et par ses actes, l'article des « Droits de l'Homme » qui déclare « le droit à l'insurrection le plus saint et le plus sacré des devoirs ».

Le tribunal devant lequel a comparu la citoyenne Vara Sassulitch, cette jeune russe qui a tiré, on s'en souvient, sur Trépoff, le chef de police, l'a acquittée. Une manifestation s'en est suivie, dans laquelle un étudiant a été tué et Vara Sassulitch blessée au bras.

Cet acquittement auquel nul ne s'attendait, inspire au *Journal de Genève* une remarque digne des intelligences momières ! « la population est effrayée — dit-il — de cet acquittement, parce qu'il prouve que les juges eux-mêmes étaient des nihilistes ! »

Il faut avoir les sutures du crâne depuis longtemps ossifiées pour cracher à ses abonnés de semblables bêtises ! — Cet acquittement tient tout simplement à ceci que Trépoff était détesté de tout le monde et que ses confrères en tyrannie ont voulu lui jouer un vilain tour.

Suisse.

Nos patrons suisses viennent l'un après l'autre démontrer aux ouvriers d'une façon absolument pratique combien le vote de la fameuse loi sur les fabriques est une cruelle mystification. S'il est en effet des articles de cette loi qui puissent théoriquement être acceptés de tous les socialistes, ce sont ceux qui établissent des indemnités pour les ouvriers mutilés, ou des dommages-intérêts pour les familles de ceux qui meurent à la tâche. Eh bien ! ce sont précisément ces articles qu'un patron de Genève vient d'éluder habilement.

Il a établi dans sa fabrique, entre ses ouvriers, une société de secours mutuels dont la caisse est alimentée par des cotisations ouvrières. Chaque ouvrier qui travaille chez lui doit entrer dans cette société et en accepter le règlement. Or, ce règlement contient un article par lequel les membres déclarent : qu'ils renoncent aux indemnités stipulées dans la loi sur les fabriques, parce qu'ils considèrent comme parfaitement suffisants les secours qui leur viendront de leur société de secours mutuels.

Par le temps qui court, on pense bien que les ouvriers sans travail accepteraient tous les articles possibles et impossibles de tous les règlements imaginables pour avoir une croûte de pain à mettre sous la dent. Et le tour est joué.

Il serait d'ailleurs assez curieux qu'une loi sur les fabriques protégeât le travailleur d'une façon efficace, quand les lois ordinaires ne garantissent pas à l'ouvrier suisse même le bénéfice du droit commun.

Je vous ai parlé de coups donnés par la sequelle bourgeoise, au président des ferblantiers une première fois, aux orateurs de la réunion d'Alstetten une seconde fois ? On me raconte aujourd'hui que le citoyen Greulich aurait été assailli et battu par deux bandits de la bourgeoisie Zurichoise. Tant que les ouvriers de l'*Arbeiterbund* n'organiseront pas leur justice eux-mêmes, ils peuvent compter qu'ils seront comme le bourgeois de Molière, battus... et contents.

Il y a dans notre république une société composée de quelques ouvriers, d'un grand nombre de petits bourgeois, et qui a pour chefs toute une phalange d'avocats politiques. Cette société s'appelle le « Volksverein » (*Association populaire*). Elle vient de prendre une décision dont l'importance n'échappera à personne. Elle a décidé qu'elle devait enfin étudier la question des réformes sociales, sous peine de perdre la confiance des classes ouvrières et de voir

les ouvriers se séparer de la bourgeoisie pour former un parti distinct. Elle a porté ensuite sur le programme de ses études toute la vieille série des palliatifs : impôt sur le revenu, séparation de l'Eglise et de l'Etat... etc....

Ceci nous inspire les réflexions suivantes : ou c'est franchement que le « Volksverein » veut entreprendre l'étude des questions sociales, ou c'est tout simplement un piège qu'il tend à la naïveté de la majorité de la classe ouvrière. Dans le premier cas le « Volksverein » doit convoquer les assemblées populaires et provoquer à la discussion les orateurs des différentes écoles socialistes ; dans le second il est du devoir de ces derniers de chercher à pénétrer dans les réunions du « Volksverein » et d'arracher le masque du pseudo-socialisme, sous lequel il prétend cacher une face réactionnaire.

VARIÉTÉS

Le Gouvernementalisme et l'Anarchie.

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine.)

La guerre commença juste six ans après la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs, et à peine quatre ans après son premier congrès de Genève. Dans ce court laps de temps, la propagande internationale éveilla, non seulement dans le prolétariat français, mais aussi au sein du prolétariat des autres contrées, (surtout chez celui de race latine) tout un monde nouveau d'idées, de manières de voir, de sentiments, extrêmement larges, et excita une passion internationale générale qui engloutit presque tous les préjugés et toutes les étroitesse des passions patriotiques et de clocher.

Cette idée nouvelle se manifesta déjà solennellement en 1868 dans un meeting populaire. Et pourriez-vous dire dans quel pays ? en Autriche, à Vienne ! C'était une réponse faite à la masse de propositions patriotiques et politiques faites aux ouvriers Viennois par l'assemblée de MM. les bourgeois-démocrates du midi de l'Allemagne et de l'Autriche : ces MM. demandaient l'acceptation et la solennelle proclamation de cette idée : l'unité et l'indivisibilité de la patrie germanique. A leur grande terreur, ils reçurent cette réponse : « Que nous parlez-vous de la patrie allemande ? Nous sommes des ouvriers exploités, toujours trahis et opprimés par vous ; tous les ouvriers à n'importe quel pays qu'ils appartiennent, prolétaires exploités et opprimés du monde entier, sont nos frères ; tous les bourgeois, oppresseurs, gouverneurs, exploiters et tuteurs, sont nos ennemis. Le camp ouvrier international, voilà notre patrie, le monde international des exploités, voilà pour nous le pays étranger et l'ennemi. »

Comme preuve de la sincérité de leurs paroles, les ouvriers autrichiens envoyèrent immédiatement un télégramme de félicitations « aux frères parisiens, ces pionniers de l'émancipation du prolétariat du monde entier. »

Une semblable réponse qui, passant par dessus toutes les discussions politiques, surgit des profondeurs de l'instinct populaire, fit grand bruit en Allemagne. Elle effraya tous les bourgeois-démocrates sans en excepter même le vétéran et le meneur de ce parti, le vieux docteur Joh. Jacobi ; et non seulement elle blessa leurs sentiments patriotiques, mais elle blessa aussi la foi gouvernementale de l'école de Lassalle et de celle de Marx. C'est sans doute sur le conseil de ce dernier que Liebknecht, considéré aujourd'hui comme un des chefs du parti « démocrate-socialiste d'Allemagne,

mais qui alors était membre du parti bourgeois-démocrate (feu parti populaire), — se rendit de Leipzig à Vienne pour entamer des pourparlers avec les ouvriers Viennois dont le « manque de tactique politique » avait donné lieu à un scandale semblable. Et il faut rendre cette justice à Liebknecht qu'il le fit avec tant de succès que quelques mois après — justement en Août 1868 — au Congrès des ouvriers allemands tenu à Nuremberg, tous les représentants du prolétariat autrichien signèrent sans aucune protestation un programme étroitement patriotique pour le parti démocrate-socialiste.

Mais ceci n'aboutit qu'à faire ressortir la divergence profonde qui existe entre la tendance politique des chefs, plus ou moins instruits et bourgeois, de ce parti et l'instinct révolutionnaire et propre du prolétariat allemand ou du moins autrichien. Il est vrai qu'en Allemagne et en Autriche, cet instinct populaire, constamment étouffé et détourné de sa voie par la propagande d'un parti plutôt politique que socialiste-révolutionnaire, a fait très-peu de progrès depuis 1868 et n'a pu bien pénétrer dans la conscience populaire ; mais, par contre, dans les pays de race latine, Belgique, Espagne, Italie, et surtout en France, cet instinct dégagé de cette corruption systématique s'est développé largement, en pleine liberté, et s'est transformé en conscience révolutionnaire du prolétariat des villes et des fabriques.)

Comme nous l'avons déjà fait observer plus haut, cette conscience du caractère universel de la révolution sociale, et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, qui existe si peu chez les ouvriers anglais avait pénétré depuis longtemps au sein du prolétariat français.

Déjà en 1790, il savait qu'en luttant pour la liberté et l'égalité il délivrait l'humanité toute entière.

Ces paroles sublimes : « liberté, égalité, fraternité, pour l'humanité toute entière, » employées aujourd'hui comme de simples phrases, étaient alors profondément ressenties, et on les trouve dans toutes les chansons révolutionnaires du temps. Elles ont constitué la base de la nouvelle foi socialiste, et de la passion socialiste-révolutionnaire des ouvriers français, elles sont devenues pour ainsi dire partie intégrante de leur nature, et elles ont fixé, sans qu'ils en aient conscience et volonté, la direction de leurs idées, de leurs tendances et de leurs entreprises. Chaque ouvrier français, quand il fait la révolution est convaincu qu'il ne la fait pas seulement pour soi, mais pour le monde entier, et plus peut-être encore pour le monde entier que pour soi. En vain, les positivistes politiques et les républicains radicaux nuance Gambetta ont cherché et cherchent à arracher le prolétariat français à cette tendance cosmopolite ; en vain ils veulent le convaincre qu'il doit penser à régler ses propres affaires nationales qui sont liées à l'idée patriotique de la puissance, de la gloire et de la prépondérance politique du gouvernement français, à assurer dans ce gouvernement sa propre liberté et son propre bien-être avant de rêver l'émancipation de toute l'humanité ; leurs efforts — en apparence très-sages — ont été inutiles, car on ne peut changer sa nature, et ce rêve est devenu la nature du prolétariat français, nature qui a chassé de son imagination et de son cœur les derniers vestiges du patriotisme gouvernemental.

(à suivre.)

* Sans doute les efforts des travailleurs anglais, efforts dirigés vers leur émancipation ou l'amélioration de leur propre sort, tourneront au profit de toute l'humanité, mais les ouvriers anglais ne le savent pas et ne le cherchent pas. Les ouvriers français au contraire le savent et le cherchent. Cela fait, d'après nous, une grande différence en faveur des ouvriers français, et c'est là ce qui donne à tous les mouvements révolutionnaires qu'ils font un caractère et une portée absolument universels.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Notre Supplément.

Nos abonnés de France pourront recevoir les suppléments de « l'Avant-Garde » aux conditions suivantes: un exemplaire 25 ct.; deux exemplaires 30 ct. Ils comprendront quels sont les motifs qui nous obligent à tenir pour eux, les prix à un taux aussi élevé.

Notre gravure.

Tout lecteur, qui n'est ni employé ni membre d'un gouvernement quelconque, sera assez intelligent pour saisir le sens de notre gravure. Disons pour les autres, qu'elle représente le cas d'un homme (futur président de la république française) qui s'étant crevé un œil quand il était jeune trouve opportun, parvenu à l'âge mûr, de ne pas se fourrer le doigt dans l'autre.

Nous croyons, en effet, avec lui qu'il grimpera au fauteuil capitonné, pendant et parce que, d'autres, qui valaient mieux que lui, « ont été assez bêtes » pour descendre dans la tombe. Mais il devrait se rappeler avec nous que le capitole est à deux pas de la roche tarpéienne.

Il nous semble oublier ce petit rapprochement. Serait-il, comme l'a dit certaine feuille, « Grand-bêta » sans en avoir l'r?

La solution de la question sociale et la bourgeoisie.

II

Nous avons pu voir, dans notre précédent article, que la bourgeoisie, loin d'apporter des principes nouveaux dans le grand débat socialiste, s'acharne d'une façon absolument réactionnaire aux principes religieux, autoritaires et économiques qui sont la base de l'état social actuel. C'est avec un souverain mépris qu'elle envisage ce débat de principes et, pour elle, tous ceux qui cherchent à y apporter quelque lumière, ne sont que d'impuissants utopistes. De la pratique! de la pratique! tel est le cri de la bourgeoisie, et la passion qu'elle affecte en poussant ce cri, laisserait supposer qu'elle veut sérieusement le bien du peuple.

Examinons quelle est la valeur réelle de la tactique de la bourgeoisie en vue de l'amélioration du sort du peuple.

Philanthropie, tel est le mode d'action le plus en vogue dans la bourgeoisie. Grâce au travail des masses, un monsieur est devenu riche ou fait sa fortune; autour de lui

existe une foule de malheureux; le prêtre de la localité, qu'il soit protestant ou catholique, les autorités ont organisé un comité de bienfaisance, dans lequel figure en tête monsieur le bourgeois, ou tout au moins son épouse. La largeur qu'on étale dans la distribution des aumônes inspire la reconnaissance chez le peuple, et les uns, gonflés d'orgueil, croient sérieusement être des hommes bienfaisants, tandis que les autres, humbles et soumis, rampent toujours plus bas pour conserver la grâce d'une aumône d'en haut. Quels sont les résultats de la politique de la philanthropie? La riche bourgeoisie croit sérieusement faire une bonne action et mériter la reconnaissance du peuple; son orgueil de classe ne fait que s'accroître et son système d'exploitation, au lieu d'être cynique et franc, est hypocritement couvert sous des dehors de bienveillante charité. Pour les peuples ils voient dans leurs maîtres, non pas des ennemis, mais des êtres privilégiés désignés par Dieu pour soulager les misères de ce monde. Aussi la démoralisation va son chemin, les situations s'embrouillent, les caractères s'affaiblissent, la mendicité, comme la pratique de la charité sont des métiers; c'est une position qu'on laisse aux enfants et qui se perpétue dans les familles. Malgré les rapports brillants sur la générosité des riches, l'activité des sociétés de bienfaisance, des autorités, le paupérisme se développe, se généralise, prend partout des proportions effrayantes — et la bourgeoisie ne voit pas quel abîme elle se prépare.

Depuis que les ouvriers, prenant en mains leurs propres affaires, ont commencé à organiser des associations ouvrières et les font fonctionner, le monde bourgeois, voyant dans ce mouvement une puissance naissante, cherche à la détourner de son but. Sociétés de secours mutuel pour cas de maladie, sociétés coopératives, merveilles que tout cela — pourvu que la peste du socialisme ni pénètre pas. Oui, la bourgeoisie, après avoir craché sur les associations ouvrières, après avoir ridiculisé les sociétés coopératives s'est ralliée au mouvement; elle le prône, elle le choie, elle le crédite même et vraiment, les ouvriers n'ont plus qu'à faire des économies et à organiser ensuite des coopérations; la solution pratique de la question sociale est toute trouvée. Nous ferons modestement remarquer que les sociétés de secours mutuel peuvent être un excellent moyen d'organiser et de pratiquer la solidarité entre ouvriers, mais qu'elles ne résolvent en rien la question sociale; que les sociétés coopératives peuvent émanciper quelques ou-

vriers dans les petites industries où elles sont possibles, mais qu'elles sont inapplicables à la grande masse des prolétaires, assujettis à la grande industrie, aux grandes entreprises. Nous travaillons activement à l'organisation des associations ouvrières, mais contrairement à la bourgeoisie, nous savons qu'elles ne deviendront réellement puissantes que le jour où le souffle du socialisme les animera.

Une partie de la bourgeoisie ne voit pas de mauvais œil les tentatives que font certains groupes ouvriers pour la conquête légale du pouvoir politique. Candidatures ouvrières, réformes législatives dans l'intérêt des ouvriers, transformation graduelle de l'Etat, ce sont des choses auxquelles maints bourgeois se rallient. Les succès tant prônés de la démocratie socialiste allemande ne nous ont pas encore convaincus que par une action légale le prolétariat arriverait à s'émanciper. Nous persistons à croire que, assujetti économiquement à la bourgeoisie, politiquement à l'Etat bourgeois moderne, le prolétariat n'arrivera pas pacifiquement à obtenir une majorité dans les assemblées législatives et exécutives des Etats; nous continuons à croire que, dans ces luttes parlementaires, bien des démoralisations se produiront, démoralisations qui arrêteront toujours la constitution d'une majorité ouvrière et socialiste sérieuse; nous ne voyons pas que les réformes législatives puissent être autre chose que des réformes de détails sans portée pratique sur la situation générale du peuple et, qu'en définitive, elles ne sont propres qu'à éterniser l'illusion qu'il est possible d'améliorer le sort de la masse du peuple par l'intervention de l'Etat. Enfin, étudiée comme moyen d'agitation et de propagande, l'action légale, portée sur des circonstances passagères et toutes locales se rattachant à une élection ou à une votation populaire sur une loi quelconque, ne nous paraît pas offrir les avantages d'une agitation vivante au sein du peuple, portant sur les questions fondamentales qui intéressent ce peuple; et remarquons que ces deux systèmes ne peuvent pas être appliqués les deux à la fois, puisque logiquement ils s'excluent mutuellement — l'action légale étant l'affirmation de la possibilité d'une transformation graduelle, tandis que l'agitation révolutionnaire est la condamnation de cette possibilité.

Où la bourgeoisie devient furieuse, c'est lorsqu'on lui parle de révolution sociale. Ses colères ne connaissent plus de borne, et on se demande si le révolutionnaire est un honnête homme, ou s'il n'est pas le plus en-

ragé de tous les bandits. Pour les bons bourgeois la révolution est synonyme de massacre, carnage, pillage, partage, incendie, etc. Le terreur de 93, la fusillade des généraux Thomas et Lecomte, le 18 Mars 1871, des otages à la chute de la Commune, les incendies qui ont marqué cette chute sont autant de sujets d'horreur qui irritent les nerfs délicats de messieurs les bourgeois. Nous avouons bien sincèrement que toutes ces sensibleries hypocrites ne font naître chez nous qu'un sourire de mépris. La révolution peut être marquée par des épisodes sanglants, mais c'est sur la réaction elle-même que retombe la responsabilité du sang versé. Lorsque le peuple se lève pour changer un état de choses qui ne lui convient plus, au nom de quel droit un gouvernement quelconque s'oppose-t-il par la force à l'action populaire? La révolution populaire doit balayer les obstacles ou elle sera bientôt vaincue par la réaction; il faut choisir: où le triomphe en rendant impossible toute réaction, ou la défaite par l'action triomphante de la réaction; le triomphe de la révolution eût peut-être coûté la vie à quelques bandits de haut étage, le triomphe de la réaction coûte des dizaines de mille vies d'enfants du peuple. Telle est la réalité de l'histoire.

Mais, nous dit-on, il n'y a plus nécessité de révolution — les principes sur lesquels reposent les Etats modernes, sont inviolables; il n'y a plus qu'à réformer les détails d'application de ces principes en favorisant le plus possible les intérêts populaires. Les Etats modernes, en dehors des conceptions religieuses, reposent sur deux principes fondamentaux: la propriété individuelle et l'autorité. Réformez tant qu'il vous plaira, dans tous leurs détails d'application, ces deux principes en les conservant, vous aurez toujours la propriété individuelle et l'autorité, c'est-à-dire l'exploitation de la masse par une minorité, et la conservation de cette exploitation par un pouvoir.

La propriété individuelle doit être remplacée par la propriété collective et l'autorité par la liberté: telle est la nécessité de la révolution. Une fois ces deux principes triomphants, il y aura lieu d'en réformer l'application suivant les expériences.

Nous pouvons conclure: la bourgeoisie, si prétentieuse lorsqu'elle parle de pratique, manque absolument de sens pratique lorsqu'elle juge la solution de la question sociale. Dans un dernier article nous examinerons comment il se fait que la bourgeoisie se montre si incapable en présence de la question sociale.

Correspondances.

France.

J'ai peu de choses à vous communiquer cette quinzaine.

Depuis l'arrestation des prétendus *meneurs* de nos grèves et leur enfouissement à Mazas, le nombre des grèves augmente de jour en jour: A Chatellerault, grève des charpentiers; à Moutières (Somme) grève des briquetiers; à Ferrière-Larçon (Indre et Loire) grève des tisserands et tant d'autres grèves qui auront éclaté quand vous recevrez cette lettre! Si cela ne vous démontre pas par a + b que toutes ces grèves étaient fomentées par des étrangers odieux, c'est que la nature vous a doué d'un cerveau microcéphale.

Vous comprenez d'ailleurs que dans les

grèves *fomentées* il ne peut être question pour l'Etat de respecter la « liberté du travail »? Aussi quatre grévistes (chauffeurs et soutiers de Marseille) ont-ils été incarcérés sous le prétexte qu'avant de débarquer ils n'avaient pas obéi aux formalités exigées par les règlements maritimes. A Bousquet d'Orb (Hérault) les choses se passent mieux encore. Là nos opportunistes écrasent les grèves dans l'œuf: les premiers mineurs qui ont voulu quitter le travail, ont été tout simplement empoignés par les gendarmes.

On commence en France par ne plus rire des arrestations faites à Paris. L'instruction est terminée, et on se raconte tous bas une foule de saletés et une certaine collection d'infamies qui honorent le gouvernement de la république. Zanardelli et Nabruzzi sont relâchés, et libres d'aller parler aux républicains nuance Cairoli des aménités des républicains nuance Gambetta; Costa et Pédousseau que l'on veut bombarder membres de la branche française de l'Internationale passeront en police correctionnelle; mais le cas le plus fort est celui de M^{lle} Koulichoff. Les papiers politiques russes saisis chez elle ont été portés à l'ambassade russe **pour qu'on les traduise!** et nous avons vu le moment, où cette jeune fille allait être, sur *la demande de cette ambassade*, livrée à la Russie. Seul le bruit de l'affaire Zassoulitch a arrêté sur cette pente les deux gouvernements.

Nous avons ri du ridicule dont se couvrirait le gouvernement quand, sous prétexte d'internationalisme, il faisait *Marcér* pendant quelques jours des républicains dans les prisons de la république; nous nous sommes indignés quand nous nous sommes aperçus que cette détention se prolongeait et dépassait les limites d'une bonne farce; mais que dire, maintenant d'un gouvernement républicain qui s'est fait le mouchard, et qui a été sur le point de se faire le gendarme d'un gouvernement monarchique comme le gouvernement russe? ainsi, un gouvernement au XIX^e siècle plantera dans l'Orient des croix pour l'émancipation des peuples, allongera un des bras de ces croix de manière à les changer en bonnes potences à l'usage du peuple émancipé, fouettera des socialistes qui ne penseront pas à ôter leur chapeau, et notre gouvernement républicain trouvera « opportun » d'aller lui lécher les bottes! Nous fouillerions en vain les dictionnaires de l'Académie et le repertoire de l'argot parisien, pour trouver une épithète qui puisse qualifier dignement ceux que nous devons supporter à notre tête faute de pouvoir les placer autre part.

Au dernier moment nous apprenons que les citoyens Costa et Pédousseau ont comparu, vendredi 3 mai, devant le tribunal de police correctionnelle. Dans notre prochain numéro nous donnerons à nos lecteurs les détails du jugement rendu par les valets de Dufaure contre nos amis.

Suisse.

Les sections de la Fédération Jurassienne viennent de recevoir du nouveau comité fédéral une circulaire dont nous extrayons la partie officielle:

I^{re} Circulaire aux sections.

COMPAGNONS,

La fédération du district de Courtelary appelée à constituer dans son sein le comité fédéral jurassien, a pris les résolutions suivantes: a) Le siège du nouveau comité

fédéral sera à Sonviller; b) Les compagnons de Sonviller choisiront parmi eux trois membres pour composer le bureau fédéral; c) L'assemblée générale de la fédération désignera parmi les compagnons habitant St-Imier deux membres qui seront adjoints aux trois résidant à Sonviller.

En application de ces résolutions, le nouveau comité fédéral a été composé comme suit: Arnold Christen, cordonnier, à St-Imier; Henri Breuschy, monteur de boîtes, à St-Imier; Jules Lœtscher, Joseph Lampert, Fritz Huguenin, tous trois graveurs à Sonviller.

Les fonctions du bureau ont été réparties comme suit: Jules Lœtscher, secrétaire correspondant, Joseph Lampert, secrétaire des séances, Arnold Christen, caissier.

Salut et solidarité.

Au nom du comité fédéral jurassien:

Le secrétaire-correspondant

signé: J. LÆTSCHER.

Graveur, Sonviller. (Jura Bernois).

A propos de l'affaire Zassoulitch et de l'acte barbare qui a motivé et entraîné l'action de cette courageuse jeune fille, le *Journal de Genève* laisse encore une fois passer le bout de l'oreille. Tandis que presque tous les journaux se récrient contre le traitement infligé à Bogoliouboff, le « Journal » en prend facilement son parti.

Nous n'en sommes point étonnés. Il n'y a au fond pas plus de différence entre un mômier et un ultramontain, qu'entre un bourgeois du goupillon et un bourgeois de la république. Les ultramontains trouvent délicieux que les bons frères fessent les petits garçons? les mômiers qui sont hommes de progrès les blâment, mais ils s'accommoderaient assez que, comme en Russie, on fessât les grandes personnes. C'est à la fois plus progressiste et plus... corsé.

Italie.

A l'occasion de la date anniversaire du mouvement communaliste parisien, la branche italienne de l'Association internationale des travailleurs a adressé aux ouvriers du monde entier un manifeste dont nous transcrivons les passages les plus saillants:

« Nous, — prolétaires, militant sous le drapeau du socialisme moderne, anarchiste et révolutionnaire, — pénétrés de la grandeur de la mission que nous a laissés en héritage la glorieuse Commune de Paris, nous tous, à propos du 7^{me} anniversaire de cette victoire, nous venons affirmer une fois de plus, la solidarité qui doit unir les ouvriers du monde entier, et assurer une revanche du travail, revanche inexorable et terrible.

« Oui, chaque fois que par le souvenir, nous nous reportons vers ces jours sublimes et tristes, pendant lesquels des milliers et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, ont été égorgés, tués, fusillés, horriblement martyrisés, pour le seul crime d'avoir voulu la liberté et l'égalité pour tous les hommes sans distinction de couleur, de croyance, et de nationalité, nous nous sentons monter au front la rougeur de la honte pour ne pas avoir été dans le cas de jeter à la bourgeoisie de tous les pays — puisque toute la bourgeoisie rouge, noire et tricolore, a applaudi à la façon dont Thiers de sinistre mémoire a rétabli l'ordre — de jeter le gant à cette bourgeoisie cynique qui se vautre devant les pieds

les plus sanglants dont il soit question dans l'histoire des peuples. »

« Vous vous abusez, ô bourgeois républicains démocrates, si vous espérez faire oublier au travailleur, le but suprême qu'il poursuit. Vous avez beau chercher, par vos artifices habituels et vos promesses mensongères, à réveiller l'enthousiasme patriotique pour la réunion à l'Italie des provinces de Trente et de Trieste encore soumises à la domination de l'Autriche. Non, ces peuples, ces frères de notre malheur, ne vous croiront pas, parce que nous leur dirons que notre sang et le leur doit être versé pour nous-mêmes, à notre unique profit, au profit des droits, de la liberté, de l'égalité de tous les hommes — **pour le triomphe de la révolution sociale !** »

« Frères de Trente, de Trieste, d'Istrie, de Dalmatie, de Nice, de Savoie et de Malte ! — Si le tableau de notre malheur vous plait, alors allez mourir pour le plaisir de vos futurs maîtres !

« Mais cela ne peut-être, cela ne sera pas ; frères, vous avez trop souffert, et, comme nous, vous souffrez toujours ; comme nous vous êtes esclaves d'un gouvernement qui change seulement de nom et de forme, mais dont le fond reste inévitablement le même ; vous avez les mêmes droits que nous à revendiquer : comme nous, vous voulez être véritablement indépendants, égaux et libres ? Eh bien ! pour atteindre ce but plus rapidement, unissez-vous à nous, entrez dans l'Association internationale des Travailleurs, joignez-vous aux socialistes anarchistes révolutionnaires du monde entier et **révoltons-nous !** Nous reprendrons nos mers, nous reprendrons nos fleuves, nos foyers, nos mines, nos machines, nos meubles et tout le fruit de notre travail sera *notre*. Alors, sur les ruines de cette société bourgeoise spoliatrice et voleuse, nous élèverons la nouvelle société des travailleurs, la véritable société humaine, la fédération des sociétés ouvrières, industrielles, agricoles, société basée sur les principes éternels de liberté, de morale, de justice : *Il n'y a pas de devoirs sans droits. il n'y a pas de droits sans devoirs*. »

Le quatrième Congrès de la fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs a eu lieu le 11 avril à Pise, et cela comme toujours, en dépit des tracasseries et de la surveillance policières.

Les sections d'un très grand nombre de localités de Toscane, des Romagnes, de l'Ombrie et de la Ligurie, étaient représentées : Florence, Pontassiena, S. Giovanni, Pise, Livourne, Pistoia, Pescia, Montescudais, Cecina, Campiglia, Forlì, Faenza, Forlìmpopoli, Cesena, Rimini, Lugo, Imola, S. Arcangelo, Perugia, Città di Castello, Carrara, Gènes et autres sections de Toscane et des campagnes Romagnoles.

Beaucoup de questions de la plus grande importance pour l'émancipation du prolétariat universel ont été soulevées. De plus, il a été constaté que l'Internationale en Italie augmente tous les jours ses forces et gagne les sympathies des masses ouvrières. Dans ce Congrès il a été convenu à l'unanimité de poursuivre avec l'activité la plus grande la propagande révolutionnaire.

Le siège de la commission de correspondance de la fédération n'est plus à Florence, mais à Gènes.

La chambre du conseil du tribunal de

Livourne vient d'acquitter cent de nos amis qui — on s'en souvient — avaient été arrêtés et emprisonnés sous prétexte de complot, après la découverte de bombes et autres engins incendiaires.

Russie.

L'affaire de M^{lle} Vera Zassoulitch, accusée d'avoir fait le 5 février une tentative de meurtre contre le chef de la police de Pétersbourg, et général aide-de-camp du tsar, Trépoff, a passé le 12 avril devant le tribunal. Il s'agissait cette fois d'un jury ; le jury a prononcé l'acquiescement de l'inculpée aux applaudissements et bravos frénétiques de la salle.

La salle, qui peut contenir à peine 200 personnes, était comble, et la foule se pressait aux portes du tribunal. Ces 200 personnes n'étaient certes pas des nihilistes, mais les élus qui ont pu se procurer des cartes d'entrée : par exemple, le diplomate Gortchakoff, toutes les sommités du monde judiciaire, — en un mot, des aristocrates. Le jury tiré au sort se composait d'employés, de fonctionnaires, de marchands, et cependant il n'a pas osé condamner M^{lle} Zassoulitch, si révoltante était l'affaire qui l'avait poussée à perpétrer cet acte de vengeance.

L'affaire est simple, et quoique vous en ayez parlé en son temps, permettez moi d'en rappeler à vos lecteurs les détails principaux. Le 25 juillet, Trépoff, — l'idole des libéraux de toutes nuances de Pétersbourg — arriva à la prison-modèle ou 250 socialistes, hommes et femmes, faisaient leur troisième, quatrième année d'emprisonnement cellulaire. Après de longs efforts, les détenus étaient parvenus à obtenir quelques libertés ; on leur permettait, par exemple, de se promener dans le préau à deux ou à trois. Donc, Bogoliouboff, un des détenus, déjà condamné aux travaux forcés en Sibérie pour la manifestation de Notre-Dame de Kazan, se promenait avec deux autres détenus. Trépoff, furieux, s'avance vers le chef de la prison et lui fait une verte réprimande ; silence du chef devant son général. Bogoliouboff prend la parole et lui dit très-tranquillement : « mais, moi et les deux autres qui sont avec moi, nous sommes détenus pour des affaires tout à fait différentes. » Là-dessus, invectives de Trépoff, et ordre de mettre Bogoliouboff au cachot. Les détenus rassemblés aux croisées des cellules — le préau étant dans une cour intérieure, les cris de Trépoff sont entendus facilement — commencent à traiter Trépoff comme il le mérite. Celui-ci furieux, remonte deux minutes après Bogoliouboff, se lance sur lui, lui arrache le chapeau, le jette par terre et donne ordre qu'on le fouette ; 50 coups de verge ; ni plus, ni moins. Cela, parce que, comme Trépoff le répète trois fois, les autres détenus faisaient du tapage ! Les détenus, témoins de ce spectacle, ne connaissent plus de bornes à leur colère ; furieux ils se débattent dans leurs cages-cellules et quelques-uns parviennent même à briser leurs fenêtres. Mais Trépoff envoie des escouades de policiers les assommer dans leurs prisons et les fait jeter ensuite au cachot. Bogoliouboff est fouetté dans le corridor même de la prison de façon à ce que tous puissent entendre le sifflement des verges et ses cris.

Là-dessus le rideau tombe, mystérieux. Deux, trois journaux osent à peine prononcer en tremblant quelques mots sur les

« désordres » dans la prison — et c'est tout ! Au procès des 193, le président ne permet même pas d'en parler. Une brochure publiée en Suisse, envoyée à tous les journaux et qui contenait la vérité sur toute cette affaire, ne produit aucun effet ; nul n'ose en souffler mot.

Six mois se passent, l'outrage n'est pas vengé ; l'arbitraire règne comme auparavant ; Trépoff reste toujours l'idole des libéraux (ces libéraux sont les opportunistes russes). Alors Zassoulitch qui n'a jamais connu, ni vu, Bogoliouboff et Trépoff, apprend ces nouvelles en province, elle vient à Pétersbourg, cherche à rencontrer Trépoff et veut faire à ce lâche la justice qui lui est due.

L'histoire de Zassoulitch, que son avocat raconte devant le tribunal, est celle de chaque socialiste russe. A 18 ans, elle connaît quelques-uns de ceux qui ont pris part au mouvement socialiste de 1869 ; sa sœur est mariée à un des membres du cercle Netchaïeff ; c'est assez pour qu'on la mette en prison ; elle y reste 2 ans. Elle est remise en liberté, si on appelle la liberté l'interne dans une série de bourgades de province où elle est traînée par ordre et sous la surveillance de la police. De 18 ans à 28 ans, la vie qui s'appelle pour les jeunes filles de cet âge, amour et joie, est pour Zassoulitch torture, prison et dévouement !

Interrogée sur les mobiles qui l'ont poussée à commettre ce qu'ils appellent « un crime » elle répond : Je n'ai jamais vu ni Trépoff, ni Bogoliouboff. J'ai appris l'outrage fait à un de ceux que j'aime parce que je connais leurs idées et leur vie. Je connais aussi la vie d'un détenu, ses maux et ses souffrances ! quand j'ai vu que six mois s'écoulaient, que l'outrage n'était pas vengé, que toute cette affaire allait être ensevelie pour toujours dans le silence, j'ai jugé qu'il fallait tout replacer au grand jour devant l'indignation de l'opinion publique. »

Le récit de l'accusée et de son avocat produisent une émotion profonde. Les dépositions de deux ou trois socialistes qui se trouvaient détenus dans la prison le 25 juillet, font tressaillir le public : Goloucheff ne peut contenir son émotion l'orsqu'il en parle ; Kuvchinskaya, frémissant, pleurant, dit ce qu'elle et ses compagnes sentaient lorsque sous leurs fenêtres elles ont vu préparer les verges.

La plaidoirie de l'avocat a été courte : le meilleur plaidoyer se trouvait dans les dépositions. Un passage du discours de l'avocat contre l'arbitraire policier a été couvert d'applaudissements. Après une courte délibération, le jury apporte le verdict libérateur ; la salle retentit d'applaudissements et de bravos qui se répercutent à travers la foule jusque dans la rue.

Mille hommes environ attendent l'apparition de Zassoulitch. Ils savent que si le jury l'acquitte, elle ne sera pas libre pour cela. On se répète dans la foule, comment en 1870, Borousoff, un paysan qui a poussé plusieurs villages à refuser l'impôt, jugé et acquitté, a été saisi par les gendarmes en descendant l'escalier du tribunal et transporté à Kem, en Laponie, où il est encore maintenant ; comment le même fait s'est produit pour un employé nommé Protopopoff qui avait souffleté son supérieur. La foule veut voir Zassoulitch, la prendre sous sa protection. C'est dans ce but qu'un millier d'hommes attendent à la porte du tribunal. Elle paraît, la foule applaudit, l'enlève sur ses bras, la porte en triomphe : mais

la rue est bouchée par une forte escouade de policiers et de gendarmes. On rebrousse chemin. Des gendarmes arrivent et veulent la mettre en voiture. La foule mugit, la défend, la porte dans une autre voiture et la conduit en convoi à rangs serrés. On suit une longue et large rue encore bouchée par les gendarmes. De plus, un détachement de gendarmes fond par derrière sur la foule à bride abattue; les policiers accourent, assomment femmes et enfants et procèdent à des arrestations. Trois coups de pistolet retentissent; un étudiant Sidoratsky tombe mort, une étudiante en médecine Rafailoff et un portier tombent blessés. D'où partent ces coups, on ne le sait; la police veut faire croire à un suicide. Enfin Zassoulitch parvient saine et sauve dans une maison.

Où est à présent cette héroïque jeune fille? Est-elle reprise par la fameuse « mesure administrative »?

Il paraît cependant que la libérée d'hier est parvenue à se cacher et à se dérober aux poursuites de la police **qui voulait la reconduire chez sa mère!**

L'impression que cette affaire a produite à Pétersbourg est immense; les journaux, y compris même le *Golos*, publient des articles furieux contre l'arbitraire qui règne en Russie, contre les agissements secrets de la police et la brutale sauvagerie des gendarmes. Nous mêmes sommes ébahis de voir ces lâches cœurs trouver encore des paroles viriles. Sera-ce pour longtemps? Ces messieurs sentant la puissance d'un certain mouvement d'opinion se préparent-ils à le faire leur? Nous saurons leur rappeler que depuis 1861, 1864 et depuis 1870 sans interruption, on maltraite nos frères de la même manière et qu'aucun de ces couards n'a osé prendre leur défense, même ne fut-ce qu'au risque d'un avertissement; que depuis 17 ans, eux, crieurs aujourd'hui, ont été les premiers à dire « sus » et qu'ils seront de nouveau les premiers à répéter à la première occasion la parole des Versaillais: « Exterminez les loups, les louves et les louveteaux! »

On nous écrit:

L'agitation créée en Russie par l'acte héroïque de M^{lle} Zassoulitch, — (agitation qui se produit toujours quand un parti passe des paroles aux actes) — ne s'est pas encore calmée. On parle toujours de l'affaire, et on s'intéresse surtout au sort de la libérée qui pour ne pas être arrêtée de nouveau et transportée en Sibérie par ordre de la gendarmerie, a dû se dérober aux recherches de la police. Les révélations du procès sont encore le thème des conversations; ce qu'on lisait en souriant, il y a trois mois, dans une brochure publiée par des socialistes sur les iniquités de la police, on le répète maintenant dans la presse, et chacun y ajoute foi. Les avocats libéraux sont furieux contre le gouvernement . . . surtout, croyons-nous, parce que l'arbitraire de la police et de la gendarmerie en produisant une opinion publique sympathique aux socialistes empêche ces Messieurs de les faire transporter en Sibérie *légalement*.

En réponse aux manifestations de Pétersbourg, la vieille Moscou, elle aussi, a eu sa manifestation au dénouement aussi inattendu qu'éminemment original.

Quinze étudiants de Kieff arrêtés pour une protestation dont je vous ai parlé arrivaient à Moscou pour y être incarcérés.

On savait à l'avance le jour de leur arrivée, et l'on parlait en ville d'une manifestation projetée par les étudiants. En réalité, un groupe assez nombreux de jeunes gens attendaient à la gare la venue des prisonniers, et quand, mis dans des voitures, ils cheminaient sous l'escorte des gendarmes, les étudiants les ont réclamés et accompagnés.

Une foule compacte de curieux, attirée par la curiosité, entoure peu à peu les voitures. Mais, à l'entrée de la ville, les *hourras* se changèrent petit à petit en huées. On nous affirme, et nous avons toutes sortes de raisons pour croire exact le renseignement, qu'un groupe de bourgeois ultra-conservateurs avaient payé à l'avance une bande destinée à assaillir les voitures et à donner la réplique aux événements de Pétersbourg. Ces gens-là — pour la plupart boutiquiers — tombent donc sur les étudiants. Une rixe s'engage, et une foule de peuple excité entoure l'université. Mais, — chose étrange, à laquelle ces « Messieurs » ne s'attendaient guère — la bagarre prend sur le coup un caractère nouveau: le peuple tombe sans distinction et à bras raccourcis, sur tous ceux qui ne portent pas le costume de la sainte canaille. Passe dans une calèche une dame et son mari: vite, on la fait descendre et on assomme son mari. Un autre Monsieur bien vêtu se cache dans une boutique; la foule tombe dessus, et démolit tout, jusqu'à la marchandise du boutiquier. Un vieux militaire passe en voiture, fait arrêter, et se met à haranguer la foule; la foule le fait descendre et l'assomme. Bref, *pendant trois heures* la foule tombait sur ce qui n'était pas peuple. Le chef de place, les autorités militaires accourent, et, comme toujours, perdent la tête. La troupe est mandée, elle arrive, mais c'est pour se tenir cachée pendant trois heures dans un manège voisin dont elle ne sort que lorsque la foule est dispersée. Les journaux réactionnaires parlent d'une leçon donnée aux socialistes. Leçon de quoi, s'il vous plaît? Serait-ce par hasard en faveur des socialistes que parlaient les « beaux messieurs et les vieux militaires en calèche? » Nous ne le pensons pas. Ils parlaient d'obéissance aux autorités, de respect à la propriété — et pour toute réponse le peuple les assommait. Le dessous de toute cette affaire est bien simple. Il existe dans le peuple de Moscou, une haine pour tout ce qui sent le « Monsieur » et cette haine peut aisément se transformer en actes, dès que les passions sont déchainées, quels que soient d'ailleurs les premiers motifs qui ont déchainé ces passions. Pour nous, et pour les socialistes, cette haine pour les classes privilégiées, dans quelque circonstance qu'elle se dévoile, est un fait très réjouissant.

Angleterre.

L'Angleterre nous donne de nouveau le spectacle de ces immenses grèves que le peuple anglais sait si bien organiser. Grèves immenses dans les houillères, grèves énormes dans les mines de fer, grèves formidables dans l'industrie du coton, grèves sanglantes en Ecosse.

Quelques mots sur les grèves de l'industrie du coton. C'est l'Amérique, dit-on, qui fait concurrence à l'Angleterre, en vendant ses tissus à des prix beaucoup au dessous des frais de production, dans le but de ruiner l'industrie du coton en Angleterre et de s'emparer à elle seule des marchés. Et certes, ceux qui le disent ont raison. Est-ce

que le capitaliste américain a besoin de penser au sort de l'ouvrier anglais? Il pense même à l'ouvrier de son pays bien moins qu'à la neige fondue il y a dix ans! Pour s'enrichir tous les moyens sont bons. Qu'il crève donc de faim le tisserand anglais! on fera ensuite crever à son tour le tisserand américain.

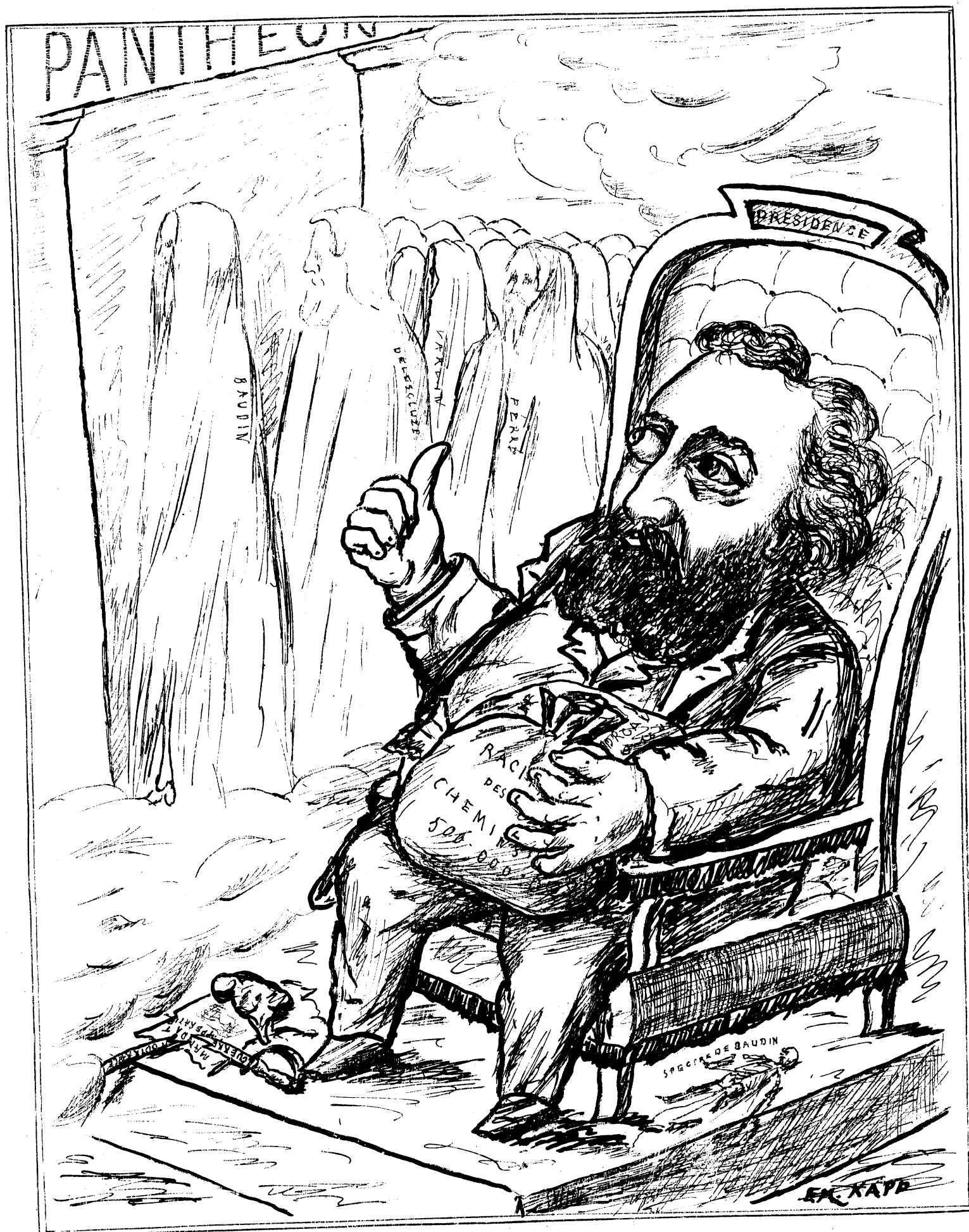
Mais, si l'Amérique a sa part, la surproduction a la sienne. L'ouvrier anglais porte des guenilles; il serait heureux de les échanger contre une bonne chemise, — mais il n'en a pas les moyens. Qui donc achètera les cotons anglais? — On disait autrefois: « l'Inde, la Chine » Mais, ils ne savent donc pas ces tas de nigauds que le régime anglais a ruiné l'Indoustan d'une manière complète? que toute l'Inde crève de faim à la première sécheresse, car le paysan indien n'a même plus de quoi avoir au grenier quelques kilos de riz pour se nourrir quand la récolte est mauvaise! Ignore-t-on que le chinois est dans une situation semblable? Ne rien savoir de tout cela est ce qui se nomme en langage d'économiste — savoir diriger l'industrie. C'est au nom de ce savoir, tisserand misérable, que tu dois céder « la part du lion » de ton travail au propriétaire de la fabrique. . . . jusqu'au jour où tu sauras l'emparer de tous les instruments du travail social.

Les produits fabriqués ne s'écoulent donc pas. Que faire en ces circonstances? — Autrefois, on disait: « réduire les frais de production! » Très bien, mais pour le faire, il faut quelque nouvelle invention. Or, qui donc a inventé les machines de l'industrie moderne? — le savant? non. — Le fabricant? non. — L'ingénieur? pas davantage. — Qui donc? l'ouvrier. Or, aujourd'hui que l'ouvrier tisserand est devenu machine lui-même qu'est-ce qu'il peut inventer? Et s'il inventait, ça lui profiterait-il? à lui ou à ses frères? non. Donc, il n'invente rien; l'industrie n'avance pas ou avance très lentement. Réduire les frais de production est une impossibilité.

Que fait le fabricant? il réduit les salaires. Gagne-t-il beaucoup à cela? — Très peu. Les ouvriers anglais nous le prouvent par des chiffres irrécusables. Ils disent: « Les prix des étoffes de coton sont si bas que le patron en vendant à ces prix, perd tant et tant. En réduisant nos salaires de 10 pour cent, il ne se remboursera que le *huitième* de ce qu'il perd. Il doit toujours produire en pure perte; donc l'état des choses ne s'améliore pas du tout. C'est nous qui perdons. » — A quoi, les fabricants répondent: « Ne fut-ce qu'un bout de laine de chien galeux, c'est toujours ça! »

Les choses peuvent-elles encore durer longtemps, comme cela? il ne faut pas être grand prophète pour répondre: non. Les grèves gagnent tous les pays, et deviennent chaque jour plus conséquentes; elles se terminent trop souvent par le sang répandu grâce à l'intervention de la force, pour que ce sang ne soit pas vengé et que cette force ne suscite pas une autre force. Elle est bien malade, l'Europe capitaliste, et certes ce ne sont pas MM. les bourgeois doublés de leur ignorance qui la sauveront!

UN HOMME PRATIQUE



— Ont ils été assez bêtes !

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4—
Six mois » 2—
Trois mois » 1—
Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8—
Six mois » 4—
Trois mois » 2—
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Procès fait à l'INTERNATIONALE en France.

Il y a un mois environ, nous avons annoncé l'arrestation de plusieurs socialistes soupçonnés de propager les doctrines, les prospectus, les manifestes et les programmes de l'Internationale. Une instruction commencée à ce sujet, s'est terminée par une ordonnance de non lieu pour la plupart des personnes arrêtées. Les uns ont été simplement relâchés; deux, Nabruzzi et Zanardelli ont été reconduits à la frontière; une dame, M^{me} Koulichoff a été expatriée; deux enfin, Costa et Pédoussaut sont renvoyés sur les bancs de la police correctionnelle.

Costa (Andréa), né à Imola en 1852, est un membre très connu de la branche italienne de l'Association Internationale des Travailleurs. Pédoussaut, né à Toulouse en 1853.

Ils sont prévenus « de s'être affiliés ou d'avoir fait acte d'affiliés en France, en 1877 et 1878, à l'Association Internationale des Travailleurs ou à une association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, et d'avoir concouru sciemment au développement de la même association, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit en propageant ses doctrines, ses statuts et ses circulaires » délit prévu et puni par la fameuse loi Dufaure édictée en 1872.

L'accusation se base sur quelques lettres personnelles et sur quelques documents trouvés au domicile des personnes inculpées. En particulier sur une pièce intitulée: *Rapport sur l'état du journalisme en Europe*, sur quelques exemplaires d'un *Manifeste de la Fédération française*, et sur une somme de 2 fr. qu'une personne avait remise à Costa pour un abonnement au journal *L'Avant-Garde*.

Au cours de son interrogatoire, Costa a parfaitement démontré que jamais il n'a été affilié à la branche française de l'Internationale. « J'avais cessé — dit-il — d'être affilié à l'Internationale par ce seul fait que j'avais quitté l'Italie et étais venu en France. » Accusé plus loin d'être venu en France pour y propager les idées de l'Internationale, Costa répond que naturellement il a fait tous ses efforts pour répandre ses idées personnelles, mais que « l'Internationale n'ayant plus de doctrine officielle » il lui aurait été assez difficile d'en propager une.

Pédoussaut nie aussi d'avoir fait partie de la branche française de l'Internationale.

le. » J'avais l'intention — dit-il — de former un groupe, mais j'ai renoncé à ce projet. »

Il résulte de tout l'interrogatoire que les deux prévenus ne sont nullement membres de l'Internationale française, mais que ce sont des socialistes collectivistes, anarchistes et révolutionnaires. D'ailleurs le discours de Costa que nous donnons *in extenso* édifiera nos lecteurs à cet égard d'une façon complète.

Après le réquisitoire ennuyeux du ministère public et les plaidoeries insignifiantes des avocats, Costa se lève et prend la parole en ces termes:

Messieurs, tout ce que je vous dirai est vrai. Je me suis toujours distingué par ma franchise et j'ajoute même quelquefois par mon audace. Ainsi, le procureur du roi, en Italie, le déclarait lui-même. Je dirai donc la vérité et c'est par cette raison même que je doute que vous me croyiez. car j'ai remarqué bien souvent qu'on est toujours disposé à ne pas croire les gens qui disent vrai. D'abord, je ne suis pas venu à Paris comme émissaire de l'Internationale et je n'ai essayé en France aucune tentative pour constituer un groupe. Mais, me dit-on, pourquoi venir à Paris? Vous savez que depuis notre enfance, dans les pays étrangers, nous entendons parler de Paris comme de la cité du soleil, et alors, quand certains soupçons de police nous chassent tout à coup du sol natal, quoi de plus naturel que d'être attiré vers lui pour voir resplendir ce soleil au-dessus de nos têtes?

Il y a d'ailleurs une autre raison; j'étais en Belgique. Il me fallait 150 francs pour retourner en Italie et je ne les avais pas. Avec 30 francs je pouvais venir en France.

L'Internationale n'est pas assez riche pour se payer le luxe d'agents voyageant à l'étranger. Et puis, si elle avait jugé utile d'envoyer des émissaires ici, ce n'est certainement pas moi qu'on aurait choisi, moi qui ne connaissais personne, pas même Pédoussaut, quand je suis arrivé à Paris.

Ma préoccupation a été de trouver du travail et la première place qui s'est offerte je l'ai prise. Je dis cela pour répondre à M. le président qui, hier, semblait croire que je n'étais qu'un employé amateur. Mon travail était très-pénible, d'autant plus pénible, qu'en Italie je n'avais jamais eu d'autre fatigue que l'étude et d'autre profession que celle d'étudiant en médecine.

Etant à Paris, j'ai conservé mes opinions — c'était mon droit. Je recevais quelques journaux et j'expédiais quelques lettres dans lesquelles je rendais compte du mouvement politique de la France. Toutes ces lettres étaient purement personnelles, elles n'avaient aucun caractère officiel, ni aucun but de propagande ainsi qu'on peut s'en convaincre en les lisant. Ce qui le prouve — et ici j'insiste. — c'est que presque toutes les pièces saisies me concernant sont en italien: elles n'étaient donc pas destinées à des Français. Quant à la correspondance, elle n'était pas adressée du représentant d'un groupe au représentant d'un autre groupe, mais d'un ami à un ami, qui échangeaient tous deux leurs impressions sur les choses du jour.

Je n'ai pas à parler des documents que Pédoussaut a laissé saisir chez lui. C'est une affaire qui ne me regarde pas et je n'ai pas à prendre sa défense. — On a pu voir d'ailleurs que j'étais loin d'être en communauté parfaite d'idées avec tous les membres de la fédération jurassienne: cela ressort des lettres adressées de Suisse à Pédoussaut et dont je n'ai eu

connaissance que par la lecture qui en a été faite à l'audience d'hier.

J'ai du reste une nature trop indisciplinable pour me soumettre à une organisation quelconque, pour accepter un mot d'ordre et faire exécuter une consigne. — Aussi, quand je suis parti pour Lyon, n'ai-je obéi qu'à mon inspiration. J'ai pris l'initiative de ce voyage sans prévenir personne. et je l'ai fait parce que je pensais être utile à mes idées. Personne ne m'avait conseillé et mes amis étaient plutôt disposés à me blâmer qu'à me louer. — Vous voyez donc bien que je n'agissais pas pour le compte de l'Internationale.

M. le substitut disait hier qu'il ne fallait pas donner trop d'importance à ces poursuites. Mais de deux choses, l'une: ou ce que nous avons fait a mis la société en péril et lui a fait courir un grand danger — et alors, vous devez nous condamner sévèrement; ou bien, comme le dit l'accusation, il n'y a rien de sérieux dans cette affaire et alors je ne comprends pas la prévention. On voudrait nous condamner tout en rassurant la bourgeoisie à laquelle on déclare qu'il n'y a rien!

Comme j'ai affirmé que l'Internationale n'a pas d'idées officielles, le ministère public a conclu que je n'avais pas, que nous n'avions pas de principes. Ces principes sont pourtant bien simples.

Nous sommes collectivistes, et nous voulons la suppression de la propriété individuelle, parce que nous pensons que cette forme de la propriété est injuste et est la base de l'inégalité qui règne partout aujourd'hui. Nous voulons la remplacer par une forme nouvelle qui, en remettant à la collectivité ou au groupe tous les capitaux, matières premières et instruments de travail, permettra à chacun de produire selon ses moyens.

Nous sommes anarchistes, parce que avec l'organisation nouvelle de la propriété, il faut une organisation nouvelle de la société.

Le temps me manque pour développer ces principes et je ne veux pas fatiguer le tribunal: je m'en rapporte à sa bonne foi pour décider si réellement nous avons contrevenu à la loi.

Le tribunal rend ensuite le jugement qui conclut aux condamnations suivantes:

« Condamne Costa en deux ans d'emprisonnement et 500 francs d'amende;

« Condamne Pédoussaut à treize mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende;

« Ordonne que Costa et Pédoussaut demeureront placés, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant cinq années;

« Dit que Pédoussaut sera, en outre, interdit pendant cinq années de tous ses droits civiques, civils et de famille, énoncés en l'article 42 du Code pénal;

« Condamne Costa et Pédoussaut solidairement aux dites amendes et dépens;

« Fixe la durée de la contrainte par corps au minimum de la loi. »

La justice française a donc une infamie de plus à inscrire à son dossier. Quant à la branche française de l'Association Internationale des Travailleurs elle continuera à vivre en défiant M. Dufaure, ses juges, ses policiers et ses prisons.

Correspondances.

Allemagne.

(Allemagne du Sud). Comme désormais j'aurai l'occasion de vous parler, dans des correspondances régulières, de la condition politique et sociale de mon pays, vous me permettrez sans aucun doute, de présenter quelques courtes observations sur la façon de comprendre ma tâche. Mon regard s'attachera plus spécialement sur le *mouvement social* et je ne m'occuperai des événements politiques qu'autant qu'ils influenceront directement sur ce mouvement social ou seront influencés par lui. Malgré ce cadre, ou plutôt à cause de lui, j'espère arriver à ce but, que les socialistes allemands et latins parviennent à se mieux comprendre. Ma tâche sans doute n'est pas petite, car nos frères français et suisses savent aussi bien que moi, que l'idée anarchiste n'a trouvé jusqu'à aujourd'hui que peu de terrain en Allemagne, que même, en Allemagne, nous voguons à pleine voile dans les eaux de l'Autorité. Mais, au cours de mes correspondances j'espère démontrer que cette grande erreur du socialisme allemand dépend, et cela plus qu'il n'est croyable, de causes extérieures et secondaires; que la situation véritable, dans ce qu'elle a d'essentiel, nous parlera tout autrement, pourvu qu'on la laisse parler.

La crise économique a déjà atteint en Allemagne un tel degré de généralité que les autres pays ne peuvent s'en faire une idée. Dans de semblables conditions, le manque de perspicacité et la tendance autoritaire du socialisme allemand sont encore plus préjudiciables, car avec un peu de perspicacité et quelque énergie révolutionnaire, la majorité de nos populations se serait jetée en peu de temps du côté d'une politique franchement fédéraliste. La tunique de Nessus que sous le nom pompeux d'« Empire allemand » on a jeté sur le corps de notre pauvre peuple, brûle avec une intensité de plus en plus vive, et des millions de mains sont prêtes à la seconder pour peu qu'elles aperçussent la forme du nouveau costume.

Il est intéressant de se rendre compte comme le gouvernement allemand est poussé en avant, sur sa route fatale, par la crise économique. Plus notre situation économique empire, plus il faut tendre fortement les brides de la centralisation. Le prince de Bismarck, auquel on ne peut cependant refuser un instinct très délicat pour découvrir le côté faible de son système, saisit profondément aujourd'hui ce défaut : — la dépendance financière de l'empire, des Etats particuliers politiques. De là cette parole récente : l'Empire « au point de vue économique doit être mis sur ses propres bases ». Quant à la nécessité de ce fait tous les partis gouvernementaux sont d'accord; la question est seulement de savoir qui payera les dépenses. Ce qui a transpiré dans le public à propos du monopole sur le tabac, ainsi que sur les autres projets de réformes faits par M. de Bismarck donnent parfaitement à comprendre que le but visé par Notre seigneur et Maître est une sorte de communisme autoritaire réalisé sur une grande échelle. Il s'agit de lier maintenant au gouvernement assez d'intérêts économiques, et de les subjuguier à tel point que ce gouvernement devienne aussi indépendant économiquement qu'il l'est aujourd'hui politique-

ment. Quelle est la raison cachée de ce fait étonnant? Nous pensons que la voici : le gouvernement impérial n'ose plus visible-ment avancer vers la centralisation politique, car déjà la tyrannie de cette centralisation se fait sentir partout, et surtout au sud et au centre de l'Allemagne. Encore moins ose-t-on être « révolutionnaire » comme on l'a été dans le nord à l'égard du Hanovre et des autres Etats. On entame donc l'affaire par son côté économique et quand l'établissement économique de l'Empire sera un fait, il sera aisé d'en développer toutes les conséquences politiques. Le temps alors sera proche où, sinon Bismarck, du moins ses héritiers pourront dire : « Je le veux ! »

La rentrée du Reichstag a eu lieu au commencement de Mai, après les fêtes de Pâques. Le 4 Mai, il y eut une séance très intéressante, à propos de la révision de la loi sur l'organisation des corps de métiers, — intéressante surtout au point de vue de la naïveté montrée au cours des débats par les députés socialistes. Le projet de loi élaboré par le gouvernement contient cette clause que les patrons n'ont pas le droit de forcer les ouvriers de travailler les Dimanches et les jours de fête. Ce n'est certainement pas assez étatiste pour « Nos messieurs socialistes » ; ils ont donc présenté l'amendement suivant : « les ouvriers de métier ne doivent travailler que 10 heures par jour, et 9 heures, les jours qui précèdent les fêtes. Des journées plus courtes peuvent être convenues librement entre les ouvriers et les patrons. La journée doit contenir trois repas qui doivent ensemble durer au moins 2 heures : le repas principal doit avoir lieu au milieu de la journée et durer une heure. Les heures de travail doivent être comptées d'après les horloges publiques et soumises au contrôle d'un tribunal du métier. La journée ne doit pas commencer avant 6 heures du matin, ni continuer après 8 heures du soir. » Il était aisé de prévoir que Messieurs nos meneurs ne laisseraient pas échapper cette occasion de chercher à établir la journée normale de travail tant désirée par eux. Le discours prononcé par Most pour défendre l'amendement est au dessous de toute médiocrité. Il commença (s'il faut en croire la Gazette de Francfort.) par les paroles suivantes : « tout ce qui a été dit contre le travail du Dimanche me démontre la nécessité de limiter raisonnablement le travail de la semaine. Ce n'est qu'une question de temps, pour arriver à ce que l'Etat réglemente le travail dans l'intérêt du bien-être, de l'éducation et de l'hygiène du peuple. » Bref, ces Messieurs sont plus réglementalistes que tous les partis du Reichstag pris ensemble. « Tous les ouvriers d'Allemagne suivent aujourd'hui les débats du Reichstag ! » a dit Most dans son discours ? Heureusement cette affirmation est fausse, et notre peuple ouvrier n'est point encore aussi corrompu. Il est vrai que les ouvriers ne savent pas encore où tourner leurs regards, mais dire qu'ils les tournent vers Berlin et sur le Reichstag, c'est à dire vers le gouvernement, c'est absolument faux. Pire encore fut le discours du socialiste Kuzell. « Les ouvriers, — s'écrie-t-il entre autre chose, — qui travaillent le Dimanche ne peuvent nous servir à rien, c'est le *Lumpen-prolétariat* (la canaille !) » Quand le gouvernement aura le droit de réglementer la durée de la journée de travail, il au-

ra infailliblement tôt ou tard le droit de régler les salaires de chaque ouvrier ; et bientôt, il nous indiquera ce que nous devons manger et boire, et dans quelle proportion. Et tout cela, au nom de la liberté ! Espérons du moins que des débats semblables auront ceci de bon qu'ils ouvriront les yeux au peuple à l'égard de ses modernes sauveurs.

Le 11 mai, comme l'empereur d'Allemagne faisait sa promenade quotidienne en voiture, un ouvrier Hödel, surnommé Lehmann, a tiré sur lui un coup de revolver. La balle est allée se loger dans le mur opposé. Poursuivi, Hödel a fait feu deux fois pour se défendre ; il n'a atteint personne et a été arrêté.

Hödel a 19 ans. Il est né à Leipzig. Autrefois ouvrier ferblantier il a abandonné son métier et s'est fait colporteur de journaux, vendant le *Vorwärts* et aussi le journal de Bismarck *Staatssocialist*. Hödel a été récemment exclu du parti démocrate-socialiste. Certains journaux affirment qu'il est socialiste-catholique ; d'autres qu'il est anarchiste de cœur ; quelques-uns comme le *Times* et la *Berliner Freie Presse* prétendent qu'il est fou.

Hödel affirme qu'il n'a pas voulu tuer l'empereur, mais se suicider sous ses yeux pour découvrir aux yeux de tous à quel degré d'intensité est arrivée la misère des ouvriers allemands.

Hödel est maintenant en prison, les pieds attachés à un barreau, les mains liées et le corps enchaîné aux murs de sa prison.

Russie.

L'agitation continue. Les journaux parlent de proclamations révolutionnaires qui ont été semées dans la cathédrale de St-Petersbourg, pendant le service de Pâques, époque où les foules compactes remplissent les églises russes.

On parle dans ces proclamations de l'affaire Zassoulitch et on annonce la formation d'un comité de salut public.

Mais comme nous manquons encore de renseignements précis sur cette affaire, nous la donnons sous des réserves toutes naturelles.

Nous lisons dans le « Travailleur » les lignes suivantes que nous nous empressons de reproduire :

Odessa, 20 mars 1878.

Le 18 mars, au soir, a eu lieu à Odessa une réunion pour célébrer ce jour mémorable pour les socialistes du monde entier. L'assemblée était nombreuse et animée, plus de la moitié des assistants appartenait à la classe ouvrière. Plusieurs discours ont été prononcés.

Le premier orateur — un ouvrier — a exprimé en termes émus le bonheur, qu'il éprouvait à la vue d'une réunion aussi nombreuse.

L'orateur qui vient après lui, prononce le discours suivant : « Quand le gouvernement français a eu écrasé la Commune de Paris, il a répandu contre les défenseurs de la Révolution ses calomnies les plus infâmes. Il a essayé de les flétrir en les traitant de voleurs, de brigands, d'incendiaires ; les femmes qui avaient participé au mouvement ont été déshonorées sans exception du nom de prostituées. Le gouvernement français osa même adresser une note circulaire aux gouvernements étrangers pour obtenir l'extradition des fédérés qui avaient échappé à

la fusillade et aux massacres, prétendant que les gens dont il s'agissait n'étaient point passibles de poursuites politiques, mais que ce n'étaient que de simples criminels, — des voleurs des brigands, des assassins, etc.

» Après cette odieuse démarche retentir dans tous les pays des cris d'indignation et des protestations contre le cynisme du gouvernement français.

» Les ouvriers du monde entier envoyèrent des adresses sympathiques aux ouvriers français qui avaient combattu pour l'humanité. Et depuis, chaque année ces adresses se renouvellent. Seuls, les ouvriers russes n'ont pas encore ouvertement affirmé leurs sympathies. En nous réunissant ici pour célébrer l'anniversaire de la Révolution du 18 mars, nous montrons par ce fait notre sympathie pour l'œuvre à laquelle ont pris part nos frères français, et nous manifestons en même temps notre indignation contre les calomnies ignobles répandues contre les défenseurs de la Commune de Paris par la bourgeoisie européenne tout entière. C'est pourquoi, compagnons, je vous propose d'envoyer aux ouvriers français l'adresse suivante dont je vais vous donner lecture :

« Les travailleurs russes aux travailleurs français.

« Les ouvriers d'Odessa réunis le jour mémorable de la proclamation de la Commune de Paris vous envoient leur chaleureux et fraternel salut.

« Nous travaillons dans notre pays pour le même grand but pour lequel périrent en 1871 sur les barricades de Paris tant de vos frères, sœurs, pères, fils, filles et amis. C'est avec impatience que nous attendons l'approche de ce moment décisif où nous pourrions nous jeter dans la lutte pour les droits des travailleurs contre les exploiters, pour le triomphe de la Révolution sociale. En attendant, continue chez nous cette lutte sombre et inégale, où périssent d'une mort lente et douloureuse dans les prisons et dans les bagnes nos compagnons les meilleurs, ces vaillants enfants perdus de la sainte cause de l'affranchissement du peuple.

« Vous aviez raison, quand en 1871 vous avez dit que vous combattiez pour toute l'humanité: oui, les intérêts de tous les peuples sont liés si étroitement que la victoire du peuple dans un pays aura immédiatement pour contre-coup la victoire du peuple dans le monde entier...

« Ouvriers français, quand le temps viendra où vous lèverez de nouveau le drapeau rouge, le drapeau de la Révolution Sociale, soyez animés du même courage héroïque, du même amour chaleureux, qui animèrent les combattants de 1871, mais que cette fois, pour le bonheur de l'humanité entière, la victoire couronne vos longs efforts.

« Odessa, 18 mars 1878. »

Cette adresse est votée à l'unanimité.

Quelques discours sont encore prononcés, quelques toasts succèdent aux discours entre autres à *Véra Zassoulitch*, enfin à minuit passé les assistants se sont séparés emportant de cette réunion une excellente impression

France.

Le projet de budget pour l'exercice de 1879 a été déposé il y a quelque temps sur le bureau de la Chambre. Nous engageons le peuple travailleur à le bien méditer.

Les dépenses prévues (nous ne ferons pas entrer en ligne de compte des dépenses qui se font toujours sur ressources extraordinaires) s'élèvent à la somme de **2 milliards 713 millions.**

Sur cette somme, 1 milliard 209 millions sont absorbés par les dotations et la dette publique; 269 millions pour les frais de régie, de perception, et d'exploitation des impôts. Il reste donc seulement **1 milliard 235 millions** pour la dotation des différents services ministériels, finances, justice, instruction, guerre, marine, affaires étrangères, beaux-arts, agriculture et commerce, travaux publics.

Sur ces 1 milliard 235 millions la guerre et la marine absorbent 749 millions.

Donc, sur **2 milliards 713 millions** que payent *exclusivement* les ouvriers de France **486 millions** seulement sont employés pour couvrir les frais de services publics dont quelques-uns, comme par exemple la justice, sont d'une utilité plus que contestable.

Ainsi en France il y a en moyenne 2 milliards 227 millions qui représentent plus de 637 millions de journées de travail qui sont gaspillées chaque année, et seulement 486 millions employés pour des dépenses d'une utilité discutable.

PARIS. — Le Congrès international. Une sous-commission, chargée de rédiger le programme du congrès ouvrier international, soumet aux membres de la commission qui s'occupe d'organiser ledit congrès le projet d'ordre du jour qui suit :

1° De la nécessité des groupements ouvriers et de leur fédération ;

2° De la situation du travailleur agricole et des moyens d'y remédier ;

3° De l'impôt et des modifications qu'il doit subir ;

4° De l'éducation intégrale ;

5° De la paix et de l'arbitrage international.

La discussion de ce projet de programme doit avoir lieu le 15 courant.

Espagne.

Compagnons.

Nous sommes économiquement parlant, dans le marasme. La crise industrielle qui pèse sur toute l'Europe se fait sentir durement en Espagne aussi. Mais indépendamment des causes générales qui la produisent ailleurs, elle s'aggrave ici par des causes particulières et locales, telle qu'une instabilité chronique de la situation depuis trois ans à l'agonie, l'incertitude de l'avenir qui en résulte, des impôts excessivement lourds qui n'empêchent cependant pas le budget de se solder tous les ans en déficit, malgré le secours d'emprunts onéreux, enfin un trésor si obéré par le poids d'une énorme dette publique, et si épuisé, qu'il ne peut y avoir pour cet état de choses d'autre dénouement possible que la banqueroute ou la liquidation sociale.

Le mal est si évident, si tangible, qu'il n'est plus possible de le nier. Aussi le gouvernement actuel accuse-t-il ceux qui l'ont précédé de lui avoir laissé ce triste héritage; l'opposition reproche au pouvoir d'avoir empiré les choses au lieu d'y porter remède; les bourgeois de toute nuance, en un mot, se jettent les uns aux autres la responsabilité du désordre économique qui règne, et en attendant, ses conséquences se touchent chaque jour davantage.

Depuis le commencement de l'année deux cents magasins se sont fermés dans la province de Cadix. A Madrid sept cent cinquante trois établissements commerciaux ont subi un pareil sort. En Catalogne depuis deux mois on compte cent quatorze fabriques arrêtées. La petite bourgeoisie, plie et n'en peut mais, et les travailleurs à leur tour se voient aux prises avec une misère chaque jour plus effroyable.

A Barcelone on compte près de dix mille artisans sans travail; à Tarrasa le nombre de ceux qui ne trouvent où louer leurs bras est de deux mille cinq cents. A Tarragone huit cents tonneliers sont sans occupation. A Manresa huit fabriques ont congédié leurs ouvriers. Ceux de la province de Lerida abandonnent leurs foyers et se répandent dans les autres provinces à la recherche de travail. A Malaga un grand nombre de prolétaires sur le pavé émigrent à Alger et à Orem. Dans la seule corporation des cordonniers il s'en trouve deux cent trente trois qui, les bras croisés attendent de l'ouvrage. A Jerez on évalue à près de huit mille le nombre des travailleurs des champs qui ne savent où donner un coup de pioche. A Bajadoz un grand nombre de paysans pressés par le besoin ont offert aux propriétaires de les occuper sans autre rétribution que leur nourriture. A Torregrosa la population pauvre en est réduite à s'alimenter depuis quelque temps de caroubes et de son, etc. — D'un bout à l'autre de la péninsule, c'est la même chose: paralysation du commerce et de l'industrie, manque de travail, misère et presque famine. — Et pourtant le sol de l'Espagne est un des plus riches en produits naturels, et en matières premières, et un des plus fertiles et des plus féconds de toute l'Europe. Il est donc bien clair que tant de gêne et de souffrances sont dues au vice et à l'impuissance des institutions sociales actuelles. A côté de ces douleurs physiques s'étalent les plaies morales qui leur font ordinairement cortège: Les crimes se multiplient, le brigandage éprouve une recrudescence, la sécurité individuelle n'a jamais été moins assurée, et la bourgeoisie, pensant comme Vespasien que l'argent ne sent jamais mauvais de quelque source immonde qu'il vienne, fait commerce de tout, protège les criminels et vend la justice, de telle façon que l'immortalité est arrivée à son comble, et que le tableau de la corruption de la société espagnole est certainement plus sombre que Salluste dans Jugurtha, fait avec des couleurs, si tristes et si noires pourtant, de la Rome des Césars.

Vous vous étonnerez peut-être de la patience et de la longanimité de ce peuple, qui tolère tranquillement d'aussi dures et injustes privations, qui souffre la faim et la misère sans sourciller, et qui s'humilie ou émigre plutôt que de s'armer pour la revendication de ses droits. Hélas, il est incontestable que l'oppression démoralise et que si la souffrance excite quelquefois l'énergie souvent aussi elle énerve et abat. Sous un prétexte quelconque, le moindre représentant ou agent du pouvoir rosse à coups de bâton toute personne qui lui paraît suspecte ou hostile, ou bien lui cherche une querelle d'allemand, que se résout par un interminable procès, ou par une arrestation de laquelle il résulte que le prisonnier ayant tenté de s'évader durant sa translation la gendarmerie s'est vue dans la nécessité de faire feu sur lui. Un maire de village

est en Espagne, aujourd'hui, un vrai seigneur féodal, qui a tacitement droit de vie et de mort sur ses administrés, et il règne une certaine terreur dans tout le midi surtout où le « caeiquisme », c'est le nom qu'on lui donne, mène les populations à la baguette. Cela a développé certainement une grande soif de vengeance, et le jour de la révolution, le sang coulera à flots. Mais en attendant l'organisation est difficile, bien que partout il y ait des hommes de cœur qui bravent tous les dangers.

Malgré tout, les conseils d'une excessive prudence, et d'une crainte exagérée, sont peu écoutés quand le besoin est urgent, et il est vrai de dire que *ventre affamé n'a point d'oreilles*. Les grandes révolutions ont souvent été précédées d'une horrible famine; c'est quand les douleurs produites par les privations atteignent une période aiguë qu'elles réveillent et qu'elles secouent. Le 8 de ce mois les travailleurs des champs de Jerez, qui se trouvaient sans travail, se divisant par groupes de douze à quinze, sont partis de la place de l'Arenol où ils étaient réunis, et envahissant les boulangeries et les boucheries s'en sont répartis le pain et la viande. D'autres se sont répandus dans les champs des environs, et exigeant de chaque berger qu'ils rencontraient quelques brebis de son troupeau ils les ont dépiécées et distribuées à leurs compagnons qui se trouvaient dans le même cas qu'eux. L'autorité effrayée et impuissante au premier moment, a dû fermer les yeux. Elle s'est bornée à placer dans chaque boulangerie et dans chaque boucherie deux agents de police, qui n'ont pu rien empêcher, débordés qu'ils étaient par les masses ouvrières qui les envahissaient. En même temps elle envoya chercher des forces de l'armée des villes environnantes. Le lendemain on a fait quelques arrestations; les travailleurs cependant, qui se sont bornés à prendre du pain ont été relâchés; quant à ceux dont il est prouvé qu'ils ont pris aussi de la viande, on les a mis également en liberté sous caution, mais on leur a formé un procès. L'ordre matériel a donc été rétabli, mais les cris des enfants qui ont faim et qui crient à leurs parents : du pain ! du pain ! résonnent encore à leurs oreilles comme l'appel du tocsin.

Nos feuilles clandestines, *El Orden* et la *Revolucion popular* cessent de paraître régulièrement. Nos amis savent déjà ce qu'ils veulent et par quels moyens. Ces organes occultes de publicité peuvent dans certaines circonstances mettre nos ennemis sur la piste et gêner notre action. Ils ne paraîtront donc plus à intervalles fixes, et on fera seulement un tirage de temps en temps lorsqu'il y aura opportunité. Nous espérons entrer dans une nouvelle phase qui démontrera mieux que par la parole et la plume que le socialisme n'est pas mort.

Autriche.

Une insurrection vient d'éclater dans la partie polonaise de la Gallicie.

Des gentilhommes-propriétaires disputaient aux paysans la possession de terres appelées *pâtis*; ces pâtis sont des landes où l'on mène paître les bestiaux. Mais tandis que le procès était pendant, le gouvernement envoie des gendarmes pour occuper le sol; les paysans ne voulant pas s'en dessaisir un conflit a éclaté.

Les gendarmes font usage de leurs armes et des blessés restent sur place. Les paysans les entourent et l'autorité mande de nouvelles troupes. Mais, tandis que plu-

sieurs soldats manifestent l'intention de ne point faire usage de leurs armes, les paysans des villages voisins viennent se joindre aux groupes insurgés.

Nous saluons avec plaisir l'apparition à Loeff d'un journal socialiste *Gromadski Drug* publié en petit russe. Le premier numéro a été comme de raison saisi par la police autrichienne.

Roumanie.

On peut dire que le socialisme n'existe pas chez nous: la propagande théorique y est presque nulle, les émeutes de classes absolument inconnues; c'est à peine si les plus vifs assaillent quelques membres de nos couches dirigeantes et leur font payer de la vie la situation qu'ils ont créée. Nous en sommes donc aux vengeances individuelles, mais pas encore aux protestations conscientes, théoriques et pratiques.

C'est sur les « nationaux-libéraux » que le peuple compte pour assurer le « bonheur du peuple » au lieu de mettre en lui-même, en lui tout seul, toute sa confiance.

Cependant la situation faite au travailleur roumain est atroce.

Lorsque la Roumanie a déclaré la guerre, son crédit était nul, sa dette payée en papier-monnaie avec cours forcé, ses impôts poussés au maximum, son budget équilibré par des mensonges. Voilà dans quelles conditions notre gouvernement a mis 60,000 hommes sur pied, et en a envoyé 40,000 devant Plewna. Et pour obtenir quoi ?

Comme la guerre exige de l'argent, dévore beaucoup d'argent, le gouvernement qui n'en avait pas, fit voter par la chambre une loi, dite « des réquisitions ». En vertu de cette loi, « tous les citoyens sans distinction doivent payer la taxe en nature » ce qui se traduit dans la vie pratique par ceci : « le gouvernement prendra tout ce dont il aura besoin pour l'entretien de son armée et pour le transport de son matériel de guerre ». Or comme on ne réquisitionne pas la terre, comme on n'emporte pas les maisons, c'est le petit paysan qui a du fournir ses bestiaux et ses produits, et c'est le capitaliste dont le coffre-fort est resté hermétiquement fermé. Il y a bien une promesse d'indemnité, mais on sait qu'elle est la valeur vraie de cette promesse.

La ruine, la misère est maintenant partout en Roumanie. Les petits propriétaires qui jouissaient d'une certaine aisance, ont été violemment rejetés dans la mendicité et le travailleur meurt littéralement de faim.

S'il est vrai qu'avant d'aborder la lutte de classes un peuple doit traverser la lutte nationale, j'ose espérer que notre pays vient de payer sa dette, et que le socialisme, le socialisme révolutionnaire va sortir de la situation.

VARIÉTÉS

Les divisions en Icarie.

Il résulte de lettres échangées dernièrement dans le *Mirabeau* que des divisions profondes et regrettables ont éclaté au sein de la petite communauté Icarienne. Quoique la minorité séparatiste, par ce fait seul qu'elle a eu recours à l'intervention d'un gouvernement bourgeois, nous soit complètement antipathique nous ne prendrons pas place dans le débat. Notre intention est seulement de rechercher quelle peut-être la cause des divisions qui se sont produites et si cette nouvelle et pénible expérience ne contient pas des enseignements qui puissent être utiles au parti socialiste tout entier.

Si l'on écoute les journaux bourgeois qui ont souligné dans leurs faits divers une nouvelle aussi agréable pour eux, ces germes de dissolution se produisant 30 ans seulement après la fondation de la colonie, établiraient irréfutablement l'impraticabilité des doctrines sociales. Les intéressés

font de leur côté remonter toute la responsabilité de la scission aux sentiments réactionnaires et égoïstes des icariens séparatistes. Pour nous, nous voyons la chose autrement.

Nous dirons aux journaux bourgeois qu'ils se hâtent trop de se réjouir, et que si même la communauté icarienne leur fait le plaisir de succomber, ce résultat prouvera tout au plus que les idées d'une seule école socialiste n'ont pu se réaliser dans les conditions actuelles. Nous avouerons aux intéressés que nous reconnaissons avec eux tous les torts des membres séparatistes qu'ils combattent, mais nous leur ferons observer que le jour où la doctrine icarienne devrait embrasser l'ensemble d'une société, nous trouverions en face un certain nombre d'hommes au moins aussi égoïstes et aussi peu fraternels que ceux dont ils ont à se plaindre. La cause des divisions qui existent n'est donc pas dans le socialisme en général, ni dans l'immoralité de nos contemporains. Elle est ailleurs. Cherchons-la.

La communauté Icarienne (qui occupe dans l'état d'Iova un territoire de 6 kilomètres carrés environ) se compose de 83 personnes occupées à différents métiers. Les biens matériels y sont en commun et les affaires courantes s'y décident — dans l'indivision — à la pluralité des voix.

La Communauté Icarienne est donc en petit, un essai de réalisation du programme communiste autoritaire. Les Icariens sont en économie politique non seulement pour la collectivité du sol et des instruments de travail, mais aussi pour la communauté des produits; en politique, ils sont étatistes et partisans de la législation directe.

Ce qui se passe en Icarie doit nous montrer ce qui se passerait dans la société le jour de la réalisation du fameux programme démocrate-socialiste. Les hommes (non encore transformés par une éducation différente) ne pourraient supporter pour la plupart le communisme absolu. Des divisions se réaliseraient en minorité et majorité et celle-ci pour réprimer les révoltes de celle-là devrait rétablir tous les ustensiles de l'Etat bourgeois, les gendarmes, les juges, les policiers, les soldats et l'état de classe rétabli, la formation de classes antagonistes ne serait plus qu'une affaire de temps.

Combien se révèle ici la supériorité du socialisme scientifique, fédéraliste, anti-autoritaire !

Entrons pour un instant dans cette hypothèse, les anarchistes croyant devoir comme les Icariens faire en petit, et dans de mauvaises conditions l'essai de leur programme ?

D'abord ils ne prendraient pas les hommes tels qu'ils devraient être; ils regarderaient comment ils sont. Et, en faisant cela, ils s'apercevraient bien vite que si quelques-uns sont susceptibles non pas d'accepter théoriquement le communisme complet mais de le supporter en pratique, le plus grand nombre à tort ou à raison ne saurait s'en accommoder. Alors en hommes pratiques, ils imposeraient comme une nécessité sociale la propriété collective de la matière première et de l'instrument de travail, et ils laisseraient réaliser la communauté des produits par ceux-là seuls qui voudraient se grouper dans ce but.

Une fois l'usufruit temporaire du capital social donné aux groupes producteurs formés spontanément, ces groupes se grouperaient entre eux en obéissant aux lois de la gravitation sociale et on aurait la fédération là où les icariens ont trouvé la division.

C'est surtout au point de vue pratique que ceux qu'on appelle utopistes peuvent démontrer l'excellence de leur programme et que les démocrates socialistes qui se croient gens pratiques deviennent des utopistes dans le véritable sens du mot.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

**Ce numéro est accompagné
d'un supplément.**

La solution de la question sociale et la bourgeoisie.

III

Quelle est la cause de l'incapacité de la bourgeoisie en ce qui concerne la solution de la question sociale? — Cette incapacité est d'autant plus surprenante que dans toute son activité pour la sauvegarde de ses intérêts et le développement de sa puissance, la bourgeoisie dénote une intelligence des choses et un savoir-faire vraiment remarquables.

L'égoïsme de classe, l'esprit de conservation d'une position acquise contribuent certainement, pour une large part, à obscurcir l'intelligence bourgeoise dans son appréciation du mouvement socialiste. Il existe cependant un ordre d'idées et de faits qui, croyons-nous, a une importance considérable dans ce débat et sur lequel le parti socialiste ne nous paraît pas s'être arrêté suffisamment.

La bourgeoisie qui discute, qui donne son appréciation sur les choses, qui affirme, ne croit pas à une solution générale de la question sociale.

Cette conception restreinte, en dehors des appétits matériels et de domination de classe, est, pensons-nous, la cause de l'incapacité que nous avons constatée dans nos précédents articles.

De même que le monde religieux partage les humains en élus et en réprouvés dans la répartition des jouissances célestes, la bourgeoisie condamne une grande partie de l'espèce humaine aux misères morales et matérielles sur cette terre, et accorde seulement à une minorité de privilégiés le droit aux jouissances de la civilisation.

C'est que la bourgeoisie, contrairement à une appréciation scientifique des choses, envisage la situation faite aux êtres humains, non pas comme le résultat du milieu social dans lequel ils vivent, mais comme la conséquence de leurs propres efforts individuels.

C'est ainsi qu'elle divise la société humaine en deux grandes catégories — les élus et les condamnés — les premiers n'étant redevables de la position avantageuse qu'ils occupent qu'à leur intelligence, leur caractère, leur bonne conduite, leur activité, leur esprit d'ordre et d'économie, les autres, condamnés à croupir dans le marais social, dans lequel végète misérablement le prolétariat, ne doivent qu'à la démoralisation cette situation.

Nous savons que si la bourgeoisie contient de prodigieux dissipateurs et tout un monde de petits crevés qui ne méritent que la corde, elle contient aussi des éléments sérieux, quant aux diverses qualités que nous venons d'énumérer ci-dessus. Supposons l'homme le plus accompli sous ce rapport et figurons-nous le vivant seul dans une contrée quelconque. Que serait cette intelligence, si elle n'avait à son service l'ensemble des connaissances que nous ont léguées l'activité des milliers de générations qui nous ont précédés? — Que serait ce caractère luttant seul contre les éléments de la nature? Que signifie la bonne conduite là où l'homme est seul? Quels sont les résultats de l'activité d'un homme au milieu du désert ou d'un sol vierge? Que pourra accumuler l'esprit d'ordre et d'économie, dans l'hypothèse ci-dessus? — Cette hypothèse c'est la réalité de l'histoire du développement de l'espèce humaine, c'est le commencement de l'existence, c'est cette lutte gigantesque de l'animalité pour l'humanisation de l'espèce, ce sont les temps primitifs, l'état sauvage, la barbarie, la civilisation. Dans ce formidable travail de développement, quelle place occupe l'individu, quel mérite a le génie, quelle est la valeur des qualités humaines tant vantées par la bourgeoisie? — Un peu de travail et d'activité, une pensée, une découverte, une notion scientifique, un atome dans l'immense richesse, voilà tout ce que l'individu apporte au travail de civilisation; le tout, c'est à la nature, c'est au génie, au travail collectif de l'humanité que nous le devons.

Nous pouvons regarder avec pitié, avec dédain les prétentions bourgeoises en ce qui concerne le rôle que s'attribuent les privilégiés. Ils veulent être tout par eux-mêmes et ils ne sont, en réalité, que les usurpateurs de tous les avantages dûs aux efforts collectifs de toutes les générations. Puissants du jour, sachez-le: vous manquez de sens moral, puisque vous méconnaissiez cette terrible vérité, que les peuples inscristent bientôt en lettres de votre sang — vous êtes non pas le droit et la justice, mais l'iniquité voilée sous vos prétentions vertueuses.

La bourgeoisie se montre absolument bête lorsqu'elle attribue à la démoralisation la situation faite au prolétariat. Sans doute, il y a au sein des masses populaires des ivrognes, des paresseux, des gens stupides, des vauriens, des voleurs et même pire, tout comme il y a dans le monde comme il faut de parfaits crétins, de fins chevaliers d'industrie, de consommés bandits de haut étage. Avec un esprit généralisateur digne

d'une meilleure cause, la bourgeoisie lance avec mépris au monde des déshérités cette épithète devenue fameuse — « canaille populaire », épithète par laquelle elle cherche à couvrir d'infamie tous ceux qui restent en bas, tous ceux qui travaillent sans relâche, sans autre profit qu'un maigre salaire, en les confondant avec les misérables qui vivent d'expédients malhonnêtes.

Et cependant combien la réalité donne un démenti formel à cette conception bourgeoise de l'existence populaire. Quel terrible leçon ne nous donne pas cette réalité, lorsque nous l'envisageons dans toute sa brutalité? C'est le riche manufacturier qui accapare à lui seul le résultat d'une entreprise dans laquelle fonctionnent de grands capitaux de puissantes machines et une armée d'ouvriers; quelle est la part légitime de chacun? — Le manufacturier apporte personnellement une intelligence plus ou moins vaste de la partie commerciale, une capacité de direction plus ou moins complète, une instruction scientifique plus ou moins considérable, une connaissance matérielle de l'entreprise satisfaisante, de l'activité, de l'initiative, de l'ordre dans les affaires; toutes ces qualités personnelles, c'est grâce à la collectivité qu'il les a acquises et qu'il peut les exercer. Tous les autres éléments de l'entreprise, sans lesquels toute la perfection du chef de l'entreprise est annulée pratiquement, appartiennent aux forces naturelles et collectives qui se dégagent de l'activité générale de la société humaine. Le manufacturier seul devient riche et puissant, les ouvriers qui font fonctionner l'entreprise, en y apportant leur travail collectif, restent pauvres et impuissants. Et c'est en présence de cette situation que la bourgeoisie ose dire aux ouvriers: « faites des économies, devenez patrons et vous serez bourgeois à votre tour; c'est la seule solution pratique de la question sociale; aux hommes laborieux, aux économes, aux ouvriers d'ordre la possession des richesses; seuls les ouvriers débauchés sont exclus des hautes jouissances de la civilisation. »

Comment se fait-il que, parmi les triomphateurs, il y a tant de coquins reconnus et que, au sein des masses populaires, il y a tant d'intelligences d'élite, tant d'honnêtetés, tant de tempéraments puissants annulés?

C'est que les places sont prises; le grand capital accapare toutes les entreprises et dans cette vaste bataille économique, il faut être, ou puissamment armé ou un habile coquin, pour parvenir.

L'exemple de la classe moyenne qui nous offre tant d'opiniâtreté à maintenir une po-

sition intermédiaire ne peut plus être concluant. La classe moyenne agonise et l'histoire de cette agonie serait bien intéressante à écrire. Et encore, l'histoire des petits bourgeois, malgré toutes les qualités qu'on leur prête, présente le caractère dominant des temps modernes : dans toute entreprise de la classe moyenne, celle-ci a un nombre plus ou moins restreint d'auxiliaires salariés. La période brillante des petites entreprises est finie ou proche de finir ; la classe moyenne disparaît ; seule la haute bourgeoisie reste en face du prolétariat.

N'avons-nous pas le droit de sourire de pitié, lorsque nous voyons la bourgeoisie donner, à la question sociale, une solution aussi mesquine que celle qu'elle présente ? Les qualités personnelles seraient le seul élément de solution ?

La vérité est ailleurs et, pour l'établir, nous nous basons sur les faits : La bourgeoisie, comme nous le disions dans notre premier article, est devenue une aristocratie ; elle a perdu le sens des besoins et des aspirations populaires ; ses préoccupations d'intérêts de classe lui font exploiter, asservir la science, tandis que celle-ci devrait être le flambeau de l'émancipation des masses ; c'est pourquoi elle ne conçoit pas une émancipation complète, générale. Seule cette large conception d'émancipation des masses populaires de toute religion, de toute autorité, de toute exploitation économique, permet d'entrevoir un horizon nouveau à la civilisation. Les incertitudes de l'avenir, le lendemain de la révolution ne nous arrêtent pas. L'état social actuel n'a-t-il pas ses terribles incertitudes, son effrayant lendemain pour les peuples ? Parcourez vos bagnes du travail, allez dans les mansardes et les chaumières, franchissez même le seuil plus heureux de la maisonnette d'un petit bourgeois, consultez les casernes, les hopitaux et maisons des pauvres, passez une nuit sur les champs de bataille, courez au palais de justice noter les misères du peuple qui s'y enrégimentent, suivez un instant les intrigues politiques, voyez la banqueroute publique qui se prépare, calculez les ruines dans les finances, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les entreprises publiques et demandez partout au peuple s'il est heureux.

Peuple, c'est le précipice d'une terrible décadence sous toutes ses faces qui se présente devant toi ; fais un suprême effort, rassemble toutes tes forces et apprends à triompher sur le vaste champ de bataille de la révolution populaire.

C'est la seule solution pratique à la question sociale.

Correspondances.

Allemagne.

On nous écrit de Berlin :

« Vous attendez probablement de moi des détails sur la tentative de Hœdel.

Vous saurez donc que le 11 mai, vers 3 heures et demie, notre céleste empereur faisait sa promenade quotidienne. Sa voiture allait vers le palais, en suivant l'avenue des Tilleuls. Tout-à-coup, un jeune homme de 19 ans, de taille moyenne, maigre, imberbe, à la figure longue et blême, aux yeux gris-pâle, aux cheveux noirs, s'avance du trottoir sur la chaussée et tire plusieurs coups de revolver.

Les balles n'ont atteint personne ni dans

la voiture de l'empereur, ni dans la foule, et elles n'ont pas été retrouvées ; hormis une cependant qui a pénétré dans la muraille du bâtiment opposé, bâtiment occupé par l'ambassade de Russie.

Arrêté par le public aidé de la police, ce jeune homme a déclaré se nommer Hœdel. C'est un ancien ouvrier ferblantier, né à Leipzig.

L'accusation prétend, sur le témoignage de la duchesse de Bade, qui dit l'avoir vu ajuster et tirer, que Hœdel a voulu tuer l'empereur. Hœdel affirme qu'il a voulu se suicider, en présence de l'empereur pour que partout l'on sache à quel degré d'intensité s'est haussée la misère en Allemagne. « Je n'ai pas besoin — a-t-il dit — de vous apprendre à quel parti j'appartiens : la misère presse les pauvres gens de telle sorte, qu'il ne leur reste plus d'autre ressource que de se tuer. »

A quel parti appartient Hœdel ? Les démocrates-socialistes prétendent qu'il est catholique-socialiste ; le parti du gouvernement avance qu'il est démocrate-socialiste. Lui, affirme qu'il n'appartient à aucun parti et qu'il serait anarchiste de cœur.

Il est au moins certain qu'il a fait partie des groupes démocrates-socialistes. Il a même été collaborateur d'une petite feuille de cette nuance, et a été poursuivi par le tribunal du district de Naumbourg. Il a enfin colporté les brochures et les feuilles du parti.

Il a été expulsé du parti par une résolution du « Comité électoral central socialiste » que voici :

« Un monsieur Hœdel, qui se nomme à Leipzig tantôt Trabert, tantôt Lehmann, à tellement nui au parti et surtout à son organe *La Torche*, qui paraît à Leipzig, que nous nous voyons forcés sur la proposition des socialistes de Leipzig et des environs de chasser M. Hœdel du parti.

Hambourg, le 16 mai.

Signé : Geib. — Hartmann. — Derossi. Brasch. »

A ce décret Hœdel a répondu par la lettre suivante :

« Partisan depuis deux ans du socialisme et mis, par mes affaires, en contact avec les principaux chefs et les autres autorités, la mesure que les autorités m'ont infligée dans la réunion démocrate-socialiste d'hier, sans que je me sois rendu coupable de la plus petite infraction au programme du parti, et sur de simples suppositions nées dans l'imagination des fonctionnaires du parti, je me vois forcé de prévenir les directeurs du parti à Hambourg et de faire la déclaration suivante :

« Le soussigné, étant un socialiste sincère, croit qu'il est au-dessous de sa dignité de coqueter avec un parti qui profite de la situation sociale actuelle pour procurer des revenus et des rentes à ses coryphées et autres « fonctionnaires », de vivre d'une si agréable façon que, par exemple, un de ces « messieurs » a pu dépenser au congrès cinquante marcs en trois jours.

Il se forme en outre dans le parti une aristocratie qui imite celle de la bourgeoisie et ne permet jamais au peuple déshérité d'arriver à une vie tranquille.

Un socialiste véritable ne saurait tolérer cela, et si on répond à son opposition en le frappant de mesures de rigueur, il est réduit à faire connaître son opinion par l'organe de feuilles hostiles, ainsi que je le fais moi-même, pour montrer au public

combien grande est la corruption dans notre parti et empêcher que, en entretenant cette corruption par la presse et de belles phrases, l'on n'enlève pas aux ouvriers qui n'ont reçu qu'une demi-éducation, l'envie de travailler, et qu'on n'en fasse pas des prolétaires couverts de haillons.

Un tel parti ne vaut pas plus qu'un parti réactionnaire hypocrite en permanence.

Signé : Maximilien Lehmann, colporteur. »

Nous reproduisons cette lettre sans y changer un iota.

Après sa sortie, ou son expulsion du parti démocrate-socialiste, Hœdel paraît s'être fait inscrire dans le petit groupe des ouvriers chrétiens-socialistes, groupe fondé par M. le prédicateur de la cour impériale.

Dans une réunion du parti chrétien-socialiste, qui a eu lieu, le 14 à Berlin, le président a exprimé le regret qu'un membre de ce parti se soit rendu coupable d'une tentative qu'il a qualifiée de si criminelle. Il a annoncé à l'assemblée qu'il avait adressé à l'empereur une lettre le félicitant d'avoir eu la vie sauve, et il a invité les chrétiens-socialistes présents, à se lever de leurs sièges en signe d'approbation de l'envoi de la lettre. Toute l'assemblée s'est levée.

Le 3, au sortir d'une séance, un membre du parti des chrétiens-socialistes a eu une longue discussion avec Hœdel. Dans cette discussion, Hœdel a prononcé les paroles suivantes :

« Je suis, il est vrai, membre du parti des ouvriers chrétiens-socialistes et les unions démocratiques-socialistes les plus diverses, mais je n'appartiens à vrai dire à aucun parti. J'ai pour principe de me faire inscrire dans tous les partis dont la tendance est libérale. Je ne comprends pas qu'un homme raisonnable se laisse accaparer par un parti déterminé ; c'est là le contraire de la vérité. Pour être franc et sincère, je dois dire que je suis anarchiste. »

Hœdel n'a pourtant été inscrit dans aucun de nos cercles anarchistes ; ni à Berlin, ni à Leipzig, ni dans l'Allemagne du sud.

Qu'est-ce donc que Hœdel ?

Est-ce un agent provocateur ? A-t-il été chargé par la police de fournir le prétexte à la présentation de lois dictatoriales ? nous ne le pensons pas. D'abord aucune feuille socialiste sérieuse n'a osé formuler cette accusation ; ensuite une balle ayant bien réellement frappé la muraille de l'ambassade de Russie, dans la direction même où se trouvait l'empereur, nous croirions difficilement que sa Majesté sacrée se soit prêtée à une comédie qui pouvait lui coûter la peau, grâce à la maladresse d'un homme qui n'a jamais tenu un revolver.

Hœdel, a-t-il été armé par un parti ? Nous ne le pensons pas davantage. Un parti français eut frappé de Molke ou Bismark. Un parti ultramontain, polonais, eut fait de même. Le parti démocrate-socialiste n'a jamais armé et n'armera jamais personne. Et quant au parti anarchiste, la mort de l'empereur ne lui fournissait aucun avantage, elle ne lui apportait pas même un de ces actes de propagande *par le fait* qui, compris du peuple, entrent dans ses moyens d'action.

La vérité nous paraît être ceci :

Hœdel — comme la plupart des ouvriers allemands — se trouvait dans la plus extrême misère. La veille de l'attentat, assistant à une réunion, il n'avait pas eu même assez d'argent pour payer sa choppe ; de

plus, c'est en mettant ses habits de fête au Mont-de-piété qu'il s'est procuré l'argent nécessaire à l'achat du revolver dont il s'est servi. Il a donc compris qu'il fallait sortir de la situation intolérable dans laquelle le prolétariat est plongé, et fatigué de l'inanité de la tactique de tous les partis légaux, il a voulu faire quelque chose. N'étant pas membre de ce parti anarchique qui organise l'action, il n'a écouté que ses inspirations personnelles et il a tiré sur l'empereur.

Quoique on ait arrêté plusieurs personnes, il semble démontré que Hœdel n'a point eu de complices.

—

On nous écrit encore de Berlin :

« La tentative de l'avenue des Tilleuls a servi de prétexte au gouvernement pour demander à la chambre des armes légales pour combattre le socialisme.

Sur un mot de l'empereur, le chancelier de l'empire a envoyé une communication au conseil des ministres. Le conseil des ministres s'est chargé de présenter un « Projet de loi pour réprimer les excès provenant des tendances socialistes ». Accepté à la presque unanimité du Conseil fédéral » ce « Projet » vient d'être rejeté par le « Reichstag » à la majorité de 251 voix contre 57.

Le projet était court, mais il ne tendait à rien moins qu'à installer en Allemagne un état de siège véritable. En vertu du premier article, le conseil fédéral pouvait interdire tout imprimé, toute réunion à tendance socialiste. En vertu de l'article 2 la police locale pouvait provisoirement défendre la vente sur la voie publique de tout imprimé de ce genre, et elle pouvait aussi de par de l'art. 3 supprimer toutes réunions. Les autres articles établissaient comme sanction une peine de trois mois de prison au minimum.

Nous ne pouvons penser que le gouvernement ait réellement caressé l'espoir de faire voter par le parlement un projet de loi à double tranchant, capable de couper les socialistes, mais suffisant aussi pour terrasser le libéralisme. Rien de plus vague en effet qu'une *tendance démocrate-socialiste*. Nous pensons qu'il a demandé plus, pour avoir moins. Si telle a été son intention, il a parfaitement réussi.

M. Hoffmann, président de l'office de chancellerie, a ouvert la discussion dans le Reichstag en soutenant le projet. Immédiatement après au nom de ses collègues, M. Liebknecht député démocrate-socialiste, a porté à la tribune la déclaration suivante :

« La tentative de profiter de l'acte d'un *insensé*, avant même que l'instruction soit terminée, pour faire un coup de réaction préparé de longue main, et de faire porter la responsabilité morale d'une tentative d'assassinat sur la personne de l'Empereur d'Allemagne, tentative non encore prouvée, à un parti qui condamne l'homicide sous toutes ses formes, et qui croit que le développement politique et économique est tout-à-fait indépendant de la volonté d'un individu isolé, cette tentative se condamne si complètement elle-même que nous, les représentants des électeurs socialistes de l'Allemagne, nous nous sentons obligés de faire la déclaration suivante :

Nous croyons qu'il est contraire à notre dignité de prendre part à la discussion de la loi soumise au Reichstag, et nous ne nous laisserons ébranler dans notre résolution par aucune provocation d'où qu'elle

viennne. Mais nous prendrons part au vote, parce que nous croyons qu'il est de notre devoir de contribuer, en jetant nos votes dans la balance, à empêcher qu'un attentat sans exemple soit commis, sur la liberté du peuple. Quelle que soit la décision du Reichstag, la démocratie socialiste voit venir les luttes et les persécutions avec ce calme et cette confiance que donne la conscience de défendre une cause juste et invincible. »

M. Joerg, représentant du centre (ultramontain) repousse la loi au nom de son parti. La loi exceptionnelle ne peut rien ; le matérialisme est la base du socialisme ; il faut seconder les efforts de la religion et rendre à celle-ci l'éducation du peuple.

Au nom du parti conservateur M. Bethusy défend le projet.

M. de Bennigsen, combat le projet au nom du parti national-libéral. Ce parti est naturellement d'accord avec le gouvernement sur la nécessité de combattre les socialistes ; il repousse une loi d'exception comme inutile et dangereuse, mais promet au gouvernement l'appui de son parti dans la répression au moyen des lois existantes et pour le perfectionnement de la législation. (Cette promesse est on le voit grosse de réaction).

Le ministre Eulenburg soutient le projet. Il déclare dans son discours que si le projet est rejeté par le Reichstag, le gouvernement devra, sans qu'on se plaigne, *serrer le frein beaucoup plus rigoureusement que par le passé, et employer les moyens existants jusqu'aux dernières limites du possible*.

Gneist, libéral-national, et Windthorst du centre combattent le projet.

Le maréchal de Moltke prend la parole. Naturellement, en culotte de peau qu'il est, de Moltke votera pour la loi. Les chefs du socialisme — dit-il — sont arrivés au point où leurs partisans vont leur demander des actes. « On pourra par la force réprimer le socialisme, comme, si l'on avait eu des ordres, on l'eut fait en un clien d'œil pour la Commune de Paris, mais si on le peut par une loi c'est plus commode.

Enfin comme nous l'avons dit, le projet de loi est repoussé,

On croyait que le gouvernement prononcerait la dissolution du Reichstag. On se trompait. Le gouvernement a seulement voulu s'assurer de l'appui du parti national-libéral dans la voie de répression féroce dans laquelle il veut s'engager, et arracher des promesses à ce parti ; son but semble atteint.

La période dont nous avons souvent parlé va donc probablement s'ouvrir en Allemagne. Le socialisme légal devenu menaçant va se trouver aux prises avec l'Etat ; s'il faiblit, sa mort est une affaire de temps ; s'il lutte, s'il emploie la violence, s'il oppose la force à la force, nous ne pensons pas que sa puissante organisation électorale lui serve à grand-chose sur le terrain de l'action, et il est probable qu'en Allemagne, comme en France, comme en Italie, comme partout, le socialisme devra changer de forme et s'engager dans la voie des conspirations et des luttes révolutionnaires.

Le parti démocrate-socialiste montre une grande irritation contre Hœdel. Il semble à l'entendre que Hœdel est la cause de la réaction qui se produit. C'est là un enfantillage. Comme l'aveu en est échappé à M. Liebknecht à la tribune la réaction est

préparée de longue main, depuis que le socialisme légal menace par ses projets l'organisation bourgeoise. L'affaire de Hœdel est une cause *occasionnelle* que le gouvernement pouvait toujours faire surgir si elle ne s'était pas spontanément produite ; mais la *cause réelle* de la réaction est dans le désir de la bourgeoisie de mettre fin à une propagande qui l'inquiète.

Nous ne pouvons pas non plus approuver l'appréciation que fait de la tentative de Hœdel la démocratie socialiste. Il est possible que l'acte de Hœdel soit inutile dans ses résultats alors même qu'il aurait abouti, inutile aussi comme fait de propagande. Mais nous ne saurions appeler *insensé* l'homme qui veut « déboulonner » un empereur, fut-ce celui d'Allemagne, pas plus qu'en France nous n'avons traité de fous, Orsini et Fieschi ; il y a ensuite *des formes d'homicide* que nous ne blâmons pas, que nous approuvons même : le régicide, la vengeance de l'ouvrier contre son patron, sont pour nous dans ce cas.

Angleterre.

Grève en Lancashire. — Environ 80.000 ouvriers cotonniers sont en grève. Voici de quoi il s'agit. Dans ces dernières années, grâce à l'empirisme qui règne dans la production, l'Angleterre a encombré de ses cotonnades tous les marchés du monde et aucune demande ne se produit. De plus la vente est restreinte par une autre cause intérieure, l'extrême misère qui règne dans l'Inde et dans la Chine.

Or quels remèdes propose-t-on à cet état de choses ? comment espère-t-on obvier à ce défaut d'équilibre entre la production et la consommation ? comment dégorgier les débouchés ?

Les producteurs-fabricants avec l'intelligence qui les caractérise n'ont trouvé que ce moyen : fabriquer encore ! avec ce correctif : diminuer le salaire des ouvriers ! Et ils se sont mis à réduire les salaires. Comme toutes les intelligences économiques s'y attendaient, au lieu de se restreindre, le mal a empiré.

Les ouvriers ont dû songer alors à faire entendre leur voix. Ils ont proposé la seule mesure possible, étant donné l'organisation sociale actuelle, mesure qui cependant devait imposer aux ouvriers de fort dures privations : cette mesure consistait dans un travail de 4 jours par semaine jusqu'au moment où les débouchés seraient de nouveau ouverts ; à ces conditions ils auraient même supporté une petite réduction. Était-il franchement possible d'aller plus loin dans la voie des concessions ? certes, nous ne le pensons pas. Eh bien, les patrons ont refusé. Ils ne veulent pas d'un demi-chômage, parce que le capital que leur outillage représente ne rapporterait plus assez. Ils préfèrent le travail normal avec une réduction de plus en plus grande des salaires, ou de fermer boutique d'une façon absolue.

La question se présente donc comme insoluble dans l'Etat social actuel. Quelle que soit la détermination des patrons, les ouvriers seront toujours ruinés ; dans un cas, aussi bien que dans l'autre.

Grâce au bavardage des *leaders* officiels des ouvriers, la question ne se pose pas sur son vrai terrain : la prise de possession par les ouvriers des instruments de travail. Ces *Messieurs*, à peine moins conservateurs que les patrons, font écraser et étouffer sous les hurlements de leurs aboyeurs toute parole

mal sonnante qui sent la révolution. Quand une de ces paroles est prononcée, ils la suppriment dans leurs comptes-rendus. Cette compression excessive par la violence, par la ruse, par la routine, prépare une explosion qui sera terrible.

On nous écrit encore :

« Les conflits prévus ont éclaté. A Blackburn, le 14 mai, les grévistes ont en grand nombre parcouru les rues. Ils se sont rendus d'abord aux fabriques dont ils ont brisé les fenêtres. A la résidence de M. Hornby, patron principalement détesté, ils ont démolé la façade de la maison, et M. Hornby lui-même a été blessé à coups de pierres. De là ils sont allés mettre le feu à la maison d'un certain colonel Jakson qui est président de la société des patrons; la demeure de ce Monsieur a été complètement détruite.

Bien entendu que l'on s'est hâté de faire arriver de Preston de grandes forces d'infanterie et de cavalerie.

Mais, pendant ce temps les troubles ont gagné d'autres localités.

A Oswaldwistle (près d'Arrington) des bandes d'émeutiers se sont organisées, et dans une fabrique on a tiré sur les ouvriers. Plusieurs ont été blessés. A Harlingen, une fabrique employant 20,000 broches et 120 métiers, a été entièrement détruite par le feu. A Burnley les troubles sont sérieux; une maison de fabricant a été envahie et tout ce qu'elle contenait mis en pièces; une lutte s'est engagée entre la police et les ouvriers.

La grève s'étend même en Ecosse. A Glasgow, mille ouvriers ont cessé le travail dans la fabrique de M. Robertson.

On m'apprend au moment où je clos cette lettre que les patrons proposent une réduction de 10% sur les salaires, le travail tous les jours et une augmentation dans 3 mois si les débouchés sont ouverts. Il est probable que les ouvriers refuseront de semblables conditions.

Belgique.

On nous écrit de Verviers :

« Le fameux conseil régional belge qui, siégeant à Anvers, faisait si bien circuler — mais seulement dans les poches de ses membres — les circulaires du Bureau fédéral, sans que les sections à qui ces circulaires étaient adressées pussent en prendre connaissance, a tenu une réunion pendant toute sa gestion administrative. De plus on commence à voir clair dans de sourdes menées tendant à tuer l'Internationale au profit d'une nouvelle organisation de politiciens. Le prochain congrès va nous en apprendre de belles !

Une section franchement révolutionnaire s'est formée à Anvers. A Bruxelles le même mouvement de réprobation contre certaines intrigues rappelant feu le Conseil général de Londres, se produit et s'accroît.

Les élections législatives ont lieu le mois prochain. L'avocat Eugène Robert, qui a fait sa réputation en même temps que Paul Janson dans le procès de Buck, procès gagné, haut la main sur les jésuites qui prétendaient capter une fortune colossale, se porte candidat. S'il est élu, nous aurons deux socialistes aux chambres. Nous verrons si cela fera baisser le prix du pain. »

Nous recevons en outre de Verviers l'annonce de l'apparition d'un nouveau journal et le programme qu'il aura pour mission de défendre et de propager. Ce journal qui

sera franchement anarchiste-révolutionnaire sera publié sous le nom de « Cri du Peuple » par les membres du cercle « l'Étincelle. » Nous souhaitons la bienvenue à notre nouveau confrère.

La cour d'assises de la Flandre orientale vient de condamner par contumace Van Thierren à 2 ans de prison et 500 francs d'amende pour outrages envers le roi, et à un an de prison et 200 francs d'amende envers la reine, et enfin à un mois pour rébellion. Le peuple Belge saura maintenant que si son roi ne vaut pas grand-chose, sa reine vaut encore moins; les²/₃, environ, ce n'est pas lourd !

Citons une pétition faite par la *chambre du travail* et adressée à « Messieurs les présidents et membres de la chambre des représentants » pour obtenir le vote d'un crédit destiné à l'envoi de délégués ouvriers à l'exposition universelle. Nous ne félicitons pas « Messieurs » les représentants des travailleurs belges — ou se disant tels — de tirer le chapeau aussi bas devant « Messieurs » les représentants de la bourgeoisie belge.

Norwège.

Plusieurs manufacturiers de Christiania ayant eu l'intention de réduire les salaires, des émeutes ont éclaté. La police a été insuffisante et on a mandé des dragons et des chasseurs de montagne. Une lutte armée s'est engagée dans les rues et un grand nombre de personnes ont été blessées. Nous ne croyons pas qu'il y ait des morts.

Espagne.

On nous écrit de Barcelone :

« Une tentative d'insurrection a éclaté en Catalogne, au cri de : « Vive la République fédérale ! » une soixantaine d'hommes armés parcoururent des villages frontalières dans la province de Gérone. Ils ont désarmé les douaniers; mais ils sont poursuivis par une compagnie d'infanterie et un certain nombre de gardes-civils (gendarmes).

Une certaine agitation règne à Barcelone.

Au moment de vous envoyer cette lettre, on m'affirme que neuf hommes parmi les insurgés ont été obligés de passer la frontière française, qu'ils ont dû déposer les armes et qu'ils sont détenus à Prats. »

Quand on est républicain, on est *détenu* à Prats; quand on est carliste, on est *interné en France* et accueilli dans les salons de Céret, et à la préfecture de Perpignan.

Amérique.

On écrit au *Times* que le mouvement communiste prend, en ce moment, une grande extension aux Etats-Unis, et il semble que c'est sous la forme communaliste qu'il se produit. Partout se tiennent des meetings où les motions les plus incendiaires sont les plus applaudies, et dans la convention réunie à Philadelphie les communistes ont failli avoir la majorité.

Des meetings de bourgeois et de patrons se réunissent dans le but de demander au gouvernement l'emploi de mesures énergiques destinées à entraver ces progrès. Le prétexte qu'ils donnent est que toutes ces manifestations arrêtent le mouvement des affaires; le motif véritable est qu'ils ont peur. Ils espèrent au moins, disent-ils, qu'à la première tentative des communistes le gouvernement agira avec une énergie sans limites, et leur espoir ne sera pas trompé. Que les travailleurs prennent leurs mesures en conséquence, car ce n'est ni plus ni moins

qu'un massacre en grand que prépare actuellement la bourgeoisie américaine. Le nombre des ouvriers est plus grand qu'il n'est nécessaire pour conduire les machines, le surplus peut donc sans inconvénients, et avec avantage être supprimé.

Mégy (ex-membre de la Commune de Paris), a été arrêté puis relâché sous forte caution. Le juge lui a assuré naïvement que la « Commune » ne réussirait pas aux Etats-Unis. Notre avis est qu'il faudrait essayer de l'y implanter... pour voir !

Qui vivra verra. En tous cas, c'est de ce côté que sont maintenant en Amérique toutes les préoccupations. Les travailleurs américains ont failli réussir en juillet passé, lors de l'affaire des chemins de fer; il ne leur a manqué qu'une chose, la perception nette du but. S'ils avaient eu l'idée de prendre immédiatement les mesures dont a parlé Elisée Reclus dans son admirable article publié par le *Travailleur*, ils auraient mis de leur côté, immédiatement, l'immense majorité du peuple et auraient eu facilement raison de la clique en qui se résument la Banque et l'Etat.

Nous n'avons pas encore de renseignements précis sur les déterminations prises dans les meetings communistes, mais la terreur des exploiters nous fait espérer qu'elles seront fort bonnes.

« **Die Neue Gesellschaft** », Monatsschrift für Socialwissenschaft. (Zürich, Verlag der « Neuen Gesellschaft ».)

Das vor uns liegende achte Heft enthält: Ueber die Arbeitsentschädigung im « Zukunftsstaate » von MAX NEISSER. I. Rechtsbegriff und Recht. — Zoll- und Steuercredite von R. — Vom kaufmännischen Gewinn von Dr. K. SCHALK. — Namenloses Russland. Eine literarische Studie auf social-politischem Hintergrund, von FRIEDR. AON BÄRENBAACH (Schluss). — Zur « Bühnenfrage » von EMIL BRUCK. — Friedrich II. und die Volkserziehung von C. LUBECK. — Babeuf und die Verschwörung der Gleichen von Prof. JAMES GUILLAUME. Aus dem Französischen übersetzt von Dr. A. MULBERGER. III. IV.

Die Zeitschrift ist durch alle Buchhandlungen quartaliter für Mk. 3 = Fr. 3.75, zu beziehen.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transféré de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante :

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1 — L'Empire knouto-germanique, par Bakounine » 0.50
La Théologie politique de Mazzini par Bakounine » 0.50
Les Esquisses Historiques, 1^{re} Série, par Guillaume » 1 —
Les Esquisses Historiques, 2^{me} série, par Guillaume » 1 —
Idées sur l'Organisation sociale, par Guillaume » 0.50
Radicalisme et Socialisme, par Schwitzguébel » 0.30
Comptes-rendu du Congrès de Genève 1872 » 0.25
Comptes-rendu du Congrès de Bruxelles 1874 » 0.80

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Hœdel, Nobiling, et la propagande par le fait.

L'Avant-Garde étant le seul journal au monde qui n'ait pas insulté Hœdel et Nobiling, le seul qui n'ait pas éprouvé le besoin de protester en principe contre le régicide, nous croyons utile de dire à nos lecteurs toute notre pensée sur les deux dernières tentatives de l'avenue des Tilleuls, et de les classer dans le mode de tactique auquel elles appartiennent.

Mais pour cela, il nous faut prendre les choses d'un peu haut. On nous le pardonnera.

Du onzième siècle au temps où nous sommes, la bourgeoisie libérale a lutté pour instaurer dans le monde un nouveau système politique et social. Le côté économique de son programme (remplacement de l'antique propriété fédérale par la propriété individuelle moderne) est un fait accompli; appuyée sur le peuple, elle lutte encore dans les trois-quarts de l'Europe pour en réaliser le côté politique, qui consiste dans la substitution complète du système électif au système du droit divin, ou s'il faut nous exprimer en langage plus simple, dans la destruction de la monarchie et dans l'établissement de la république.

Un homme qui a feuilleté quelque peu d'histoire, une histoire seulement, celle de France par exemple, ne soutiendra pas que la diffusion de l'idée républicaine ait été toute pacifique. Il saura qu'à côté des démonstrations théoriques ont surgi un bon nombre de démonstrations pratiques. Nier ce fait de pure observation, ce serait ignorer le caractère républicain de nos héroïques petites communes du moyen-âge, dénaturer la portée politique de cette série de mouvements insurrectionnels qui se sont développés dans la capitale depuis Etienne Marcel jusqu'à Hébert; ce serait nier l'héroïsme de Barbier, refuser du dévouement à Blanqui, et à Flourens du courage; ce serait enfin prétendre que jamais Fieschi n'a dirigé de machine infernale contre la poitrine de Louis-Philippe, et qu'Orsini n'a pas jeté de bombes fulminantes sous les pas du dernier des Napoléon.

Son tour venu, le prolétariat entre aussi dans la lice. Il apporte avec lui sa conception économique: la propriété collective, et le système politique qui découle tout naturellement de ce mode nouveau d'appropriation: la fédération libre des groupes et des individus. Maintenant il faut répandre ces principes. Nous ne nierons certainement pas la propagande faite par nos journaux, par nos brochures, par la parole ardente et

convaincue de nos orateurs, mais nous demandons qu'on tienne compte de l'immense retentissement qu'a produit dans le monde la dernière Commune de Paris.

Oui, nous surprenons dans l'histoire ce fait incontestable: l'idée marche en s'appuyant sur deux forces qui se complètent: le rayonnement de l'acte, la puissance de la théorie.

Et si l'une de ces forces fait plus que l'autre, c'est l'Acte et non pas la Théorie.

Il est d'ailleurs facile de le comprendre.

Que l'on réfléchisse aux obstacles que l'on rencontre pour pénétrer les masses d'une pensée nouvelle! même, si l'on a à sa disposition — ce qui n'est pas le cas pour l'ouvrier — des orateurs nombreux, des écrivains en assez grand nombre, des brochures fréquentes et des journaux quotidiens!

Voilà un homme qui pendant 12 heures a senti au niveau de son épaule la main de son contre-maître, voilà un homme qui pendant douze heures a risqué ses membres en les sentant frôler par les rouages de la machine, un homme dont l'attention a dû sans cesse être en éveil, et les muscles sans cesse en mouvement; il rentre chez lui, que pensez-vous qu'il désire? des brochures, des journaux, de gros livres? Oh, que non pas! ce qu'il veut, ce sont quelques instants de joie en famille, quelques heures de repos au foyer. Beaucoup même n'aspirent qu'à deux choses, la soupe et le lit, nourriture et sommeil.

Et qu'on ne dise pas que pour avoir raison, nous broyons à dessein, du noir sur le tableau. Les résultats de cet état de choses sont là palpables; ouvrez les yeux et regardez:

Comptez les abonnés ouvriers de toutes les feuilles, comptez les ouvriers acheteurs de brochures, comptez les ouvriers qui fréquentent les assemblées, et faites le total. Comptez maintenant la foule des travailleurs et comparez. Vous ne trouverez pas un ouvrier sur mille qui puisse se développer sérieusement, et s'instruire théoriquement.

Eh bien! Fieschi tire sur un roi sa machine infernale; Orsini sème de bombes la route d'un empereur; Hœdel tire et manque, Nobiling tire et blesse. Un point d'interrogation se dresse immédiatement partout, sur la place publique, dans la rue, au foyer, sous le chaume et dans la mansarde. Nul ne peut rester froid, demeurer indifférent. Pour ou contre, tout le monde s'agite. Que veulent donc ces assassins dit l'ouvrier qui va à la fabrique comme le paysan qui va à sa charrue? ils ne veulent plus de rois, plus

d'empereurs? que mettront-ils donc à la place? La république, parbleu! dit un passant.

On arrête le passant, mais le coup est donné, l'ébranlement est produit.

Que maintenant Orsini meure sur l'échafaud; que Fieschi, comme une bête blessée, soit retrouvé aux traces que laisse son sang qui coule; que Nobiling mourant gémissant sous le sabre d'un lâche, et sous la main d'un juge à la Torquemada tripotant ses linges ensanglantés, qu'importe! partout on discute la république, et quand on discute la république, la république s'établit.

Mais voici un fait plus puissant encore parce qu'il est plus compréhensible. Une commune proclame son indépendance en face du pouvoir central, et des hommes républicains comme en 1792, socialistes déjà comme en 1871, installent, organisent, font fonctionner le système social et politique de leur choix. Là aussi un ébranlement puissant sera produit. Mais tout à l'heure on pouvait prétendre que les « assassins » étaient payés par le prêtre, par la police ou l'étranger; qu'ils étaient des ambitieux ou des fous; on pouvait dénaturer leurs actes? Que répondre maintenant au fonctionnement devant tous d'un système politique social nouveau? Le juger, oui, le combattre, aussi, mais le calomnier avec succès, cela devient presque impossible. Les noms d'Orsini, de Fieschi, de Nobiling, resteront toujours un peu obscurcis dans l'histoire; on peut trop aisément les confondre avec les Jacques Clément et les Ravallac, tandis que dans les reflets sanglants de ces mots « Commune de Paris » tout enfant qui sait lire, lira son avenir.

Tels sont les faits que l'histoire enseigne. Voyons maintenant de leur appliquer la méthode que doivent employer les socialistes de l'école scientifique. Cette méthode consiste à observer scrupuleusement les phénomènes sociaux, à entraver la marche de ceux qui nuisent à la propagande socialiste, à aider la production de ceux qui favorisent cette propagande, et, si possible — à reproduire ces derniers.

Nous voyons la propagande théorique insuffisante, nous voyons la propagande pratique, puissante même quand elle n'est pas voulue, nous cherchons à inaugurer une propagande par le fait non plus inconsciente, mais voulue.

C'est tout simple, seulement nous choisissons.

Nous choisissons les meilleurs parmi les moyens de propagande théorique? il est évident que nous montrons la même circonspection, et beaucoup plus de prudence,

dans le choix de l'acte à accomplir pour faire de la propagande pratique. Nous n'avons pas armé le pistolet de Hœdel, ni glissé des chevrotines dans la carabine de Nobiling, parce que nous savions d'abord que le régicide est une propagande purement républicaine, ensuite qu'il est trop facile de dénaturer les intentions des exécuteurs. Si nous avions voulu faire une propagande purement républicaine, nous n'eussions pas tué un roi, nous eussions fait une commune républicaine. Anarchistes, nous avons fait un 18 Mars à Berne pour prouver aux ouvriers suisses qu'ils n'ont pas la liberté de manifestation; les ouvriers suisses ont compris. Anarchistes, nos amis italiens ont promené la destruction de l'Etat à Letino, à San Lupo, à Gallo; les paysans de ces contrées ont compris. Si Hœdel et Nobiling avaient été des anarchistes conscients, ils eussent attendu quelque temps encore et ils auraient fait plus et mieux.

On nous objectera que Hœdel, que Nobiling, sont non pas des républicains purs, mais des démocrates-socialistes. Malgré toutes les dénégations des officiels du parti, nous reconnaissons que telle est la vérité. Mais, nous ferons observer une fois encore qu'en Allemagne les deux partis: républicains-radicaux et socialistes sont confondus dans un seul et vaste ensemble. Ces deux partis ne se scinderont comme ils l'ont fait en Suisse, en France, et ailleurs que lorsque une République bourgeoise allemande aura des chances de s'établir. Voilà pourquoi le parti allemand s'appelle inconsciemment ou non: démocrate-socialiste, et non pas comme nous: socialiste tout court, socialisme supposant démocratie réalisée au moins dans les idées.

Nobiling donc est démocrate-socialiste. Mais au lieu d'être *démocrate-socialiste* il est *démocrate-socialiste*. Et, il n'est pas seul dans son parti qui soit dans ce cas. Ce qui est sorti de son fusil, c'est une *propagande républicaine*; toute *propagande purement socialiste* est resté au fond.

Correspondances.

France.

On nous écrit de Paris :

« J'aurai bientôt fait de vous communiquer tout ce qu'il y a eu d'intéressant, cette quinzaine, dans le mouvement socialiste français. Rien, où presque rien. La grève des typographes continue; un journal républicain-révolutionnaire « le Père Duchêne » a été lancé par Buffenoir et saisi aussitôt; enfin quelques démocrates socialistes parisiens ont songé à poser la candidature du vieux Blanqui dans l'arrondissement que la mort du colonel Denfert laisse sans député.

En revanche, le mouvement politique bourgeois a été fort bruyant. Centenaire de Voltaire, glorification de Jeanne d'Arc, processions supprimées, pétition Labordère, .. etc... etc... Tout ce bruit pour nous, tient en deux mots: certitude que de longtemps en France nous n'aurons aucune liberté; probabilité d'un *pronunciamiento* pour le lendemain de la clôture de l'Exposition, si même ce n'est pas avant qu'on l'essaye.

Ne vous figurez pas, en effet, que « le soleil de la liberté luit au plafond de la R. F. » comme l'appellent nos droitiers. Dans notre république, il n'y a même pas de li-

bertés pour les bourgeois. Jugez donc s'il en reste après pour les socialistes !

Vous vous plaignez, en Suisse, de ce que le 18 Mars on ne vous laisse pas promener votre drapeau rouge dans les rues de votre ville fédérale ? ici, on ne laisse même pas sortir le drapeau national. Nous vous considérons comme relativement très-heureux; d'abord, une première fois, vous vous êtes payé le plaisir de distribuer des taloches à la police; ensuite, une seconde fois, vous vous êtes tordu les côtes de rire en face d'une mise en état de siège digne de figurer dans une « grande duchesse de Gêrolstein. » Tous ces loisirs, hélas ! ne sont pas faits pour nous, et la privation de libertés publiques que nos bourgeois supportent assez patiemment, ne nous console pas de celles que nous subissons.

Ecoutez ceci. Messieurs les républicains bourgeois rassurés sur le sort de leur république du grand-monde veulent être un régime. Etre un vrai régime voilà leur idéal. Ils ont eu leur Exposition universelle ? il leur fallait leur fête nationale et ils ont choisi la célébration du centenaire de l'homme qui a le mieux personnifié leur esprit libertaire dans la *Pucelle* et dans *Candide*, leurs caprices frondeurs dans ses œuvres philosophiques, leur partialité historique dans le *siècle de Louis XIV*. Notre bourgeoisie est voltairienne et elle a voulu le faire voir. Mais le gouvernement est intervenu. Il a défendu toute inauguration de statue, toute promenade pacifique, et la fête a eu lieu claquemurée dans un théâtre et dans un cirque, lieux, soit dit en passant, assez bien choisis pour les comédiens et les bateleurs qui brillaient en nombre parmi les meneurs de tout ceci.

Madame la duchesse de Chevreuse, Madame la comtesse O. Q., Madame la baronne P. T., Madame la marchande V. C., boulotteuses de crevettes et videuses de poissons ont voulu protester contre l'insulte faite à la France catholique. Ces dames du grand-monde, du petit monde, du demi-monde, de tous les mondes réunis, ont annoncé l'intention de déposer des couronnes aux pieds de Jeanne d'Arc avant d'aller déposer à ceux des autels leurs larmes et leurs gémissements. Le gouvernement est intervenu et a interdit cette promenade. Et de deux !

Notre gouvernement est donc parfaitement impartial puisqu'il a assuré aux deux partis l'égalité dans l'absence de liberté. Egalité de taloches entre ceux qui avec Victor Hugo, voulaient « célébrer Voltaire qu'ils avaient jadis trainé aux gémonies » et ceux qui, descendants de Cauchon évêque de Beauvais voulaient « adorer Jeanne d'Arc qu'ils avaient brûlée. »

Madame la Duchesse de... je ne sais plus ton nom et n'ai pas le temps de le chercher, s'est consolée bien vite en faisant remarquer malignement qu'on ne jouit d'aucune liberté quand on est en république; et M. Spuller, ce phonographe de M. Gambetta, a fait remarquer à la tribune d'un air qui voulait être malin que les affaires de son parti avancement et il a ajouté : « Qui vivra, verra ! »

Verra quoi ? un coup d'Etat ? c'est possible.

La pétition Labordère a été discutée devant la chambre. Elle démontre aux yeux les moins clairvoyants que le 14 novembre 1877, quelque temps après la défaite électorale des hommes du 16 Mai et le triom-

phe de ceux de notre république, un coup d'état était parfaitement prêt. Les ordres arrivaient directement aux chefs de corps par des envoyés spéciaux du ministère, les colonels ne prenaient plus la peine de nier, et l'on sommait déjà les soldats de tirer sur les enfants et sur les femmes. Labordère a protesté et l'affaire a été éventée à Limoges. Eh bien ! les chefs militaires qui étaient en place, au ministère, dans les bureaux, à la tête des corps, y sont encore aujourd'hui; le chef d'état major Miribel qui a tout organisé est chef d'état major, et si Rochebouët n'est plus ministre, Borel qui le remplace vient d'envoyer balader toute la gauche, coupable d'attaquer un brigadier de gendarmerie fauteur d'arrestations illégales.

Ajoutez à cela l'agitation cléricale qui recommence, les évêques qui retonnent, les missives du St-Père qui repleuvent, le langage des journaux, la gaité des droitiers, et vous direz comme nous qu'avant la mise en accusation des ministres du 16 Mai et l'affermissement de la république par le renouvellement sénatorial du mois de Janvier 1879, un coup de chien est probable.

La probabilité d'un coup d'état repose d'ailleurs sur des motifs empruntés à la physiologie. On remarque qu'il y a pour les crimes, ces maladies sociales, des épidémies comme pour certaines maladies du corps humain. Quand une femme a été coupée en morceaux, toutes les femmes que l'on tue sont coupées en morceaux ! Eh bien ! depuis quelque temps nos calotins font ouvrir par le boucher du coin le ventre des femmes enceintes afin, disent-ils, de baptiser le petit ! nous craignons que des calotins de haut lignage ne fassent ouvrir par le boucher qui nous gouverne, le ventre de la République, histoire de voir ce qu'elle a dedans.

Mais que de nez à la Veillot il y aurait, s'il en sortait par bonheur la révolution sociale, de ce ventre !

FRANCE. — Une lettre que nous recevons au moment du tirage nous apprend que notre ami Costa est malade. Nous savions de plus que l'appel qu'il avait fait a été rejeté, et la première condamnation maintenue.

Allemagne.

On nous écrit de Berlin :

« Charles Nobiling est un homme de 30 ans environ, aux traits fins quoique énergiques, à la figure intelligente et ouverte. Né le 10 avril 1848 à Kolino (Province de Posen) il a reçu une éducation très soignée : élève distingué du gymnase de Züllichau, un des étudiants les plus instruits des universités de Halle et de Leipzig, il a été reçu docteur en philosophie en 1876.

Nobiling était socialiste et il l'était avec passion. Abonné à plusieurs journaux, fréquentant les réunions ouvrières, le gouvernement l'a rangé immédiatement dans les rangs du parti démocrate-socialiste. De son côté le journal *La Presse libre de Berlin* (organe du parti) répousse de toutes ses forces une solidarité dangereuse et a inséré la dépêche suivante :

« Nobiling est libéral-national et a collaboré à la correspondance sociale de Böhmert. Il nous a combattu dans les réunions ». Cette dépêche est tout simplement une petite infamie, et de ce que Nobiling n'était pas de « la Chapelle » il ne s'en suit pas qu'il fut libéral-national.

La tentative de Nobiling nous semble aussi inutile que celle de Hœdel, mais il ne faut pas insulter un socialiste par le seul motif qu'il ne pense pas comme nous et n'apprécie pas les choses de la même façon. A une personne qui lui jetait à la tête cet éternel argument des réactionnaires imbéciles : « pourquoi ne partagez vous pas votre argent entre vos corréligionnaires politiques ? » Nobiling répondit : « A quoi bon si je suis le seul à opérer ce partage ? Ah ! si jamais on se décide à réaliser une liquidation sociale, soyez sûr que ce n'est pas moi qui m'y refuserai. » N'est-ce pas là le langage d'un socialiste ?

Voici maintenant quelques détails sur la tentative elle-même. Ils pourront intéresser vos lecteurs.

Vers trois heures de l'après-midi, au moment où l'empereur passait en voiture découverte dans cette même allée des Tilleuls, où il fit dernièrement avec Hœdel une aussi dangereuse rencontre, Nobiling paraît à une des deux fenêtres de son appartement une carabine Dreyse en mains. En chasseur passionné, Nobiling a chargé son arme avec du plomb n° 4 et des chevrotines, comme on procède habituellement lorsqu'on va « tirer la grosse bête » comme on dit en style de vénerie. Il vise l'empereur, il tire ; au premier coup il blesse Guillaume à la joue, au second il l'atteint au dos, au cou, aux membres.

Pendant qu'on ramène l'empereur dans son palais avec sept blessures au bras droit, vingt au bras gauche, six au dos, huit à la tête et au visage, on envahit l'appartement de Nobiling pour l'arrêter. Quand la porte de sa chambre a été ouverte, on a vu Nobiling appuyé à son poêle, le revolver à la main. Le maître de l'hôtel s'avance, il reçoit une balle au cou ; le second visiteur est tiré et manqué ; alors Nobiling se tire un troisième coup à la tempe droite, et enfin un quatrième. Alors un officier du 82^{me} régiment trouve utile et courageux d'asséner un coup de sabre sur la tête au malheureux mourant.

Comme bien vous pouvez le penser, le parti démocrate-socialiste a été injustement rendu responsable de cette nouvelle tentative. Des perquisitions ont été faites dans les bureaux de ses journaux et au domicile de plusieurs de ses membres ; en outre un certain nombre d'arrestations ont été opérées.

On nous écrit de Berlin :

« Comme je vous le faisais prévoir dans ma dernière lettre le gouvernement ne se fait pas faute d'abuser du blanc-seing qu'il s'est fait accorder par le parlement lors du rejet de son projet de loi. De tous côtés, il traque sans pudeur les socialistes.

A Munich, des ouvriers cordonniers étaient en réunion. Les gendarmes entrent en compagnie de mouchards et après avoir confisqué tous les livres, inscrit les noms des personnes présentes, ils dissolvent la réunion. On sort, et on s'aperçoit que la salle est entourée de gendarmes ayant bayonnette au fusil. A cet aspect un jeune homme s'étonne et demande si l'état de siège est proclamé à Munich ; il est saisi et emmené. A Wiesbade, l'association électorale est dissoute. A Magdebourg, une réunion est interdite. A Cologne, sous le prétexte qu'un apprenti de 16 ans est dans la salle, la police dissout une réunion dans laquelle le député Fritzsche devait parler. A

Chemnitz, on n'hésite pas à arrêter un député, M. Most. Most allait rendre compte de son mandat à ses électeurs, et comme on lui avait défendu de dire un mot du projet de loi rejeté par le parlement, il louvoyait assez habilement entre les écueils. A un mot, le commissaire de police déclare que l'orateur est sorti de l'ordre du jour et dissout la réunion. Most alors pousse le cri « Vive la démocratie-socialiste » et est arrêté.

Les patrons se mettent aussi de la partie, et profitant de la crise qui sévit en Allemagne, ils renvoient de leurs ateliers les ouvriers soupçonnés de socialisme. Un seul fabricant-cigariier du district de Minden, en a congédié 40.

On craint beaucoup que le congrès annuel du parti ne soit empêché de se réunir. Comme je vous l'ai écrit en son temps, ce Congrès devait se tenir à Gotha du 15 au 18 Juin. L'ordre du jour est ainsi conçu : 1° Rapport du Comité central électoral socialiste d'Allemagne sur la propagande faite par le parti dans les douze derniers mois. — 2° Rapport des députés socialistes au parlement sur le rôle rempli par eux dans cette assemblée. — 3° Discussion sur la situation du parti socialiste vis-à-vis de l'administration gouvernementale et communale. — 4° Situation de la démocratie socialiste vis-à-vis de la protection et du libre-échange. — 5° La propagande socialiste. — 6° La presse socialiste.

Si la tenue du Congrès était interdite à Gotha, le bruit court parmi les membres du parti qu'il se réunirait à Brême ou à Hambourg. Le *Tagblatt* de Berlin prétend même savoir, que s'il ne pouvait avoir lieu dans aucune de ces localités, les socialistes loueraient un bateau à vapeur et tiendraient leur réunion sur un point quelconque de la mer du nord.

— Le prince impérial d'Allemagne, *faisant fonction de roi*, non pas « Sous les tilleuls » mais dans le palais de son père, a proposé au Conseil fédéral de dissoudre le Reichstag qui n'offre pas assez de garanties à la réaction. Le Conseil fédéral a voté cette dissolution et déjà divers partis se sont mis en campagne pour les élections prochaines. — La municipalité de Gotha avait déclaré qu'aucune loi ne lui permettait d'interdire dans la ville la tenue du Congrès socialiste ; mais, un ordre est venu d'en haut et le Congrès a été interdit.

Italie.

On nous communique un Manifeste adressé à tous les internationaux et à tous les révolutionnaires par la *Regione Pugliese* de la fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs. L'étendue de ce document ne nous permet pas de le publier *in extenso* ; nous devons nous borner à le résumer brièvement.

Le manifeste fait d'abord ressortir l'impuissance des partis politiques pour l'émancipation des masses ; il montre la Suisse, la France, l'Amérique, rongées quoique en république par les mêmes maux économiques que les monarchies ; il conclut qu'il ne faut espérer l'émancipation des travailleurs que des travailleurs eux-mêmes.

Après avoir fait ressortir la puissance de l'Internationale qui a résisté à toutes les ironies, à toutes les attaques, à toutes les proscriptions, il dit que cette association n'a pas de dogme. Il parle des *desiderata*

des socialistes : solidarité, propriété collective, négation gouvernementale, émancipation du fils, émancipation de la femme, etc....

« L'humanité — écrit-il — a aboli et l'esclavage et le servage ; elle abolira aussi le salariat. A la propriété individuelle succèdera la propriété collective : au capitalisme actuel le socialisme.

L'humanité a combattu pour la liberté de la pensée, pour la liberté de conscience, pour la liberté du travail ; elle combattra aussi pour la liberté en tout et pour tout. Au gouvernement succèdera l'anarchie.

« L'humanité s'est toujours insurgée contre la justice légale, au nom de l'équité ; elle se révoltera contre l'autorité au nom des lois naturelles. A l'action légale de l'autorité succèdera la révolution. »

Le manifeste se termine enfin par un chaud appel à tous les ouvriers de la région.

— La cour de cassation de Naples a décidé, le 5 juin 1878, que les socialistes italiens qui ont fait partie de la bande dite du Matese, qui ont essayé à S. Lupo, à Lettino, à Gallo de faire comprendre aux paysans notre programme, ne sont pas coupables d'attentat contre l'Etat, mais qu'ils ont agi sous l'influence de mobiles personnels ; qu'ils ont obéi à leur passion de l'orgie, et à la soif du sang.

Les membres de la fédération napolitaine protestent contre ce verdict plus grotesque encore que révoltant, dans un manifeste qu'ils signent tous de leurs noms.

Espagne.

On nous écrit de Barcelone :

« Nous avons été à deux doigts d'une révolution politique, et il ne m'est pas prouvé qu'elle ne soit pas simplement ajournée. Que ce soit quelques jours plus tôt ou plus tard, on ne doute pas en tous cas que bientôt la monarchie ne s'écroule pour toujours.

Cette révolution ne sera que politique, au moins dans la pensée des initiateurs du mouvement. Dans la coalition entrent tous les républicains — à l'exception de Castelar et des « possibilistes » — Ruy Zorilla, et même Sagasta et le duc de la Torre, qui tenus éloignés du pouvoir par Canovas del Castillo, reviennent décidément à la République. Le mouvement se ferait par un *pronunciamiento* militaire. Beaucoup de généraux seraient de la conspiration et quelques-uns, à ce que l'on m'affirme, déjà à leur poste.

Pendant ces « Messieurs » se défient du peuple et là peut-être est la cause que leur projet n'a pas été mis ou ne sera pas mis à exécution. Dès le premier moment ils ont résolu de prendre d'énergiques mesures pour empêcher un débordement populaire, et éviter que le mouvement ne dépasse les limites dans lesquelles ils pensent l'enfermer et le contenir.

Les « intransigents » qui conspirent avec eux, veulent au contraire se venger tout d'abord des souffrances et de l'oppression que leur ont imposées les partis réactionnaires ; et pour cela ils veulent exercer des actes de représailles. Leur plan est le suivant : Laisser le peuple un jour ou deux libre d'abattre les têtes des réactionnaires les plus connus, et même l'exciter à cela ; et ensuite constituer une *Junta revolucionaria* qui désavouera hautement les excès qu'elle aura secrètement provoqués.

Quant à nous... vous trouverez bon que je ne communique pas encore nos intentions à vos lecteurs.

Voilà mon devoir de correspondant accompli. Que ces projets de républicains bourgeois se réalisent ou non, il faut qu'ils soient connus de nous tous. En tous cas soyez certains que la république se montre nettement pour tous à l'horizon de la politique espagnole.

VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(Suite)

Cependant les classes possédantes avaient un peu raison. Ce qui poussait les ouvriers des villes n'était pas le patriotisme pur, dans le sens ancien et intrinsèque du mot. Le patriotisme réel est un sentiment sans doute très-respectable, mais en même temps trop étroit, exclusif, anti-humain, parfois même brutal. Celui-là seul est un patriote logique, qui non seulement aime passionnément sa patrie et tout ce qui la touche, mais qui de plus hait aussi passionnément tout ce qui y est étranger comme font par exemple nos slavophiles.) Le prolétariat Français n'avait pas conservé même les traces de cette haine. Dans les dix dernières années au contraire, — on peut même dire depuis 1848 et même avant, — sous l'influence de la propagande socialiste, il s'était développé en lui un sentiment fraternel pour les prolétaires de tous les pays, en même temps qu'un sentiment égal d'indifférence vis-à-vis de la soi-disant grandeur et gloire de la France. Les ouvriers français étaient opposés à la guerre entreprise par le dernier Napoléon, et à la veille de cette guerre ils déclarèrent hautement, dans un manifeste signé par les membres de l'Internationale parisienne, leurs sentiments sincèrement fraternels pour les ouvriers d'Allemagne. Quand les armées allemandes entrèrent en France ils s'armèrent, non pas contre le peuple allemand, mais contre le despotisme militaire allemand.

Les événements de 1870-71 l'ont parfaitement démontré. Oui, dans toutes les villes de France, le prolétariat réclamait la levée en masse pour marcher contre les allemands et il n'est pas douteux qu'il aurait réussi à mettre ce projet à exécution s'il n'avait pas été paralysé, d'un côté par la peur lâche et la trahison générale d'une bourgeoisie qui préférerait mille fois se soumettre aux prussiens que de laisser des armes dans les mains des ouvriers, et d'un autre côté par la réaction systématique du « Gouvernement de la défense nationale » à Paris et en province, et par l'opposition anti-populaire du patriote dictateur, M. Gambetta.

Mais en s'armant, dans les limites possibles dans ces conditions, contre les conquérants allemands, les ouvriers français étaient parfaitement convaincus qu'ils allaient combattre autant pour la liberté et les droits allemands que pour leur liberté et leurs droits propres. Ils se souciaient fort peu de la grandeur et de l'honneur du gouvernement français, mais beaucoup de la victoire du prolétariat contre cette force militaire détestable qui, dans les mains de la bourgeoisie est une arme d'asservissement. Ils haïssaient les troupes allemandes, mais comme troupes et non pas parce que allemandes. Les armées dont M. Thiers s'est servi contre la Commune de Paris étaient des armées

françaises, et ces armées ont commis en quelques jours plus de crimes et de forfaits que les troupes allemandes pendant toute la durée de la guerre. Aujourd'hui toute armée qu'elle soit nationale ou étrangère est hostile au prolétariat, et les ouvriers français le savent; aussi leur prise d'armes n'était pas une prise d'armes patriotique.

Le soulèvement de la Commune de Paris fait par les ouvriers parisiens, en présence des armées allemandes, contre l'assemblée populaire de Versailles et le sauveur de la patrie, M. Thiers, démontre et explique cette unique passion qui met encore aujourd'hui en mouvement le prolétariat français qui n'a maintenant d'autre tâche, d'autre but, d'autre guerre, que la tâche, le but, et la guerre des révolutionnaires socialistes.

D'autre part, cela explique ce délire furibond qui s'empara du cœur des gouverneurs et des députés versaillais, ainsi que les crimes inouïs qui ont été commis sous leur direction et avec leur approbation sur les communards vaincus. En fait, au point de vue du patriotisme gouvernemental, les ouvriers parisiens ont commis un crime horrible: en présence des armées allemandes qui entouraient Paris, et qui venaient à peine de dévaster le sol de la patrie; qui avaient réduit en cendres la puissance et la grandeur nationale; qui avaient frappé droit au cœur l'honneur national; eux, ces ouvriers parisiens agités par cette passion étrange du cosmopolitisme socialiste révolutionnaire, proclamant la destruction définitive du gouvernement français, la dissolution de l'unité gouvernementale française, de cette France incompatible avec l'autonomie des communes des Francs. Les allemands avaient seulement diminué les frontières et la force de la patrie politique, eux, ils voulaient la tuer complètement, et comme s'ils voulaient dévoiler ce but perfide ils ont renversé la colonne Vendôme, ce témoin de la gloire française passée!

Au point de vue politico-patriotique, quel crime pouvait être comparé avec un pareil sacrilège? Et rappelez-vous que le prolétariat français commit ce sacrilège, non pas fortuitement, non pas sous l'influence de quelques démagogues, non dans un de ces moments d'entraînement insensé qu'on rencontre souvent dans l'histoire des peuples, et surtout du peuple français. Cette négation par le fait, du patriotisme gouvernemental, a été l'expression non pas d'une passion passagère, mais d'une passion populaire profonde, parfaitement méditée, transformée déjà en conscience populaire, qui ouvrit tout à coup aux yeux du monde effrayé, un abîme sans fond prêt à engloutir l'ordre social actuel tout entier, avec toutes ses institutions, son confort, ses privilèges et sa civilisation toute entière.

Ici ce fait se montre avec une clarté aussi effrayante qu'incontestable, que désormais entre le prolétariat sauvage et affamé, agité par la passion socialiste révolutionnaire, tendant sans cesse à la formation d'un monde nouveau ayant pour bases la vérité humaine, la justice, la liberté, l'égalité, la fraternité, (principes tolérés dans le monde convenable comme sujet inoffensif d'exercices rhétoriques) et le monde des classes rassasiées, civilisées, privilégiées, défendant avec l'énergie du désespoir l'ordre gouvernemental, juridique, métaphysique, théologique, militaire, policier, cette dernière forteresse qui protège le précieux privilège de l'exploitation économique, — qu'entre ces deux mondes, dis-je, entre le peuple travailleur et la société civilisée qui réunit en elle, comme chacun sait, toutes les qualités possibles, toutes les beautés, et toutes les vertus, qu'entre ces deux classes aucune conciliation n'est possible.

La guerre à mort! Et ce n'est pas en France seulement mais dans toute l'Europe

que cette guerre se terminera par la victoire définitive de l'une des parties et la défaite complète de l'autre.

Où ce sera le monde bourgeois civilisé qui domptera et asservira l'élément populaire révolté: alors, il forcera, avec l'aide des bayonnettes, du knout ou du bâton, bénis sans doute par un Dieu quelconque, expliqués raisonnablement par une science quelconque, les masses travailleuses à travailler comme auparavant et cela amènera le rétablissement complet du gouvernement dans sa forme la plus franche, la seule possible aujourd'hui, c'est-à-dire dans la forme militaire ou césarienne. Ou, les masses travailleuses se débarrasseront définitivement du joug insupportable qui pèsent sur elles depuis des siècles, et détruiront dans sa racine l'exploitation bourgeoise et la civilisation bourgeoise qui est fondée sur cette exploitation; alors ce sera le triomphe de la révolution sociale, la destruction de tout ce qui a nom gouvernementalisme.

Ainsi, le gouvernement d'un côté et la révolution sociale de l'autre — voici deux pôles dont l'antagonisme fait le point important de la véritable vie publique de l'Europe entière. En France, la chose est encore plus palpable que dans les autres pays.

Le monde gouvernemental, qui comprend toute la bourgeoisie, y compris nécessairement la noblesse qui est devenue bourgeoise, a trouvé son centre, sa dernière défense, et son dernier asile, à Versailles. La révolution sociale qui a essuyé une énorme défaite à Paris, mais qui n'est ni écrasée, ni définitivement vaincue, embrasse aujourd'hui comme avant, tout le prolétariat des fabriques et des villes, et commence déjà grâce à une propagande infatigable à pénétrer parmi les habitants des campagnes (c'est au moins le cas dans le midi de la France où cette propagande est menée sur une grande échelle). Tel est cet antagonisme de deux mondes désormais irréconciliables qui est la deuxième cause en raison de laquelle il est impossible à la France de redevenir un empire de premier rang et de rattraper sa prépondérance.

Toutes les couches privilégiées de la société française voudraient naturellement rendre à leur patrie une situation brillante et majestueuse. Mais, en même temps elles sont si profondément pénétrées de la passion de cupidité, du désir de s'enrichir coûte que coûte, et d'un égoïsme anti-patriotique, que pour dire vrai, elles sont prêtes pour la réalisation de leur but patriotique à faire le sacrifice... du bien être, de la vie et de la liberté du prolétariat! Quant à leurs avantages, à leurs privilèges, elles ne renonceront à aucun, et se soumettraient plutôt à porter le joug de l'étranger que de céder leurs propriétés ou de consentir à l'égalisation des biens et des droits.

Tout ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux nous le confirme complètement. Lorsque le gouvernement de M. Thiers annonça officiellement à l'assemblée de Versailles la conclusion du traité définitif avec le cabinet de Berlin, traité d'après lequel les armées allemandes devaient évacuer au mois de septembre les provinces françaises qu'elles occupaient encore, les membres de la majorité versaillaise qui représentait la coalition des classes françaises privilégiées, baissèrent la tête avec tristesse. Les fonds français, ces représentants efficaces des intérêts bourgeois, tombèrent comme après une catastrophe gouvernementale... Il était donc évident que la présence exécrable, forcée, ignominieuse, de l'armée allemande triomphante était pour les patriotes privilégiés français, un représentant de la vaillance bourgeoise, de la civilisation bourgeoise, était une consolation, un appui, un salut, et que son éloignement prochain équivalait à une condamnation à mort.

(A suivre.)

* Ces slavophiles veulent proscrire de leur pays tout ce qu'il a emprunté à la civilisation occidentale et réintroduire les coutumes slaves.

Note du traducteur.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Nous prévenons tous ceux de nos abonnés sur lesquels nous ne pouvons prendre un remboursement, c'est-à-dire, ceux qui habitent en dehors de la Suisse, que nous cesserons l'envoi du journal, à partir du prochain numéro, à tous ceux qui ne seront pas en règle avec l'Administration.

De la propriété littéraire.

Un congrès international de littérateurs est réuni à Paris sous la présidence de Victor Hugo. Parmi les questions que ce congrès va débattre: droits d'édition, de traduction, de reproduction, conventions diplomatiques, associations et institutions servant à améliorer le sort des gens de lettres, une seule, la plus importante, puisque de sa solution dépend la solution de toutes les autres, nous intéresse, c'est celle de la propriété littéraire.

Nous allons l'examiner.

On sait l'état de la question.

Les littérateurs, les avocats, les jurisconsultes, les économistes sont partagés en deux camps nettement distincts: les *perpétuistes* et les *non-perpétuistes*. Ceux-ci se réclament du *statu quo* qui, après la mort de l'auteur, donne pendant 50 ans le monopole d'éditer les œuvres de celui-ci à sa femme, à ses enfants, à ses héritiers, à ses éditeurs; ceux-là demandent qu'un auteur soit propriétaire de son œuvre absolument comme un bourgeois est actuellement propriétaire d'une maison, d'une terre ou d'un capital. Ils voudraient qu'il pût en trafiquer à perpétuité comme il l'entend; la détruire s'il veut; la brûler dans un accès de folie ou de... sagesse; la laisser en mourant à qui lui plaît; la vendre avant sa mort à qui il l'entend et comme il l'entend; absolument comme peut faire de sa propriété un propriétaire foncier. Si cette question de la propriété littéraire venait en discussion dans un congrès de socialistes modernes, il est certain qu'elle serait réglée au point de vue communiste.

Admet-t-on les bases économiques sur lesquelles chancelle la société actuelle? Il est certain que les perpétuistes ont rai-

son. Mais si on se place au point de vue de l'intérêt général et de la justice, aucun de ces deux partis n'est dans le vrai. On frémit quand on songe à ce qu'il pourrait arriver si jamais le système de la perpétuité du monopole littéraire était admis dans la législation française. Qu'on imagine un capitaliste comme Rothschild devenu par l'effet du hasard ou de son caprice, le seul maître du livre de Karl Marx, *Das Kapital*, il est probable que cet ouvrage ne verrait plus le jour qu'à la lueur de la flamme du foyer. Qu'on se figure, sans rire, Dupanloup seul possesseur de l'œuvre de Voltaire! ou nous nous trompons fort, ou la *Pucelle* et *Candide* ne serviraient plus qu'à un usage tout personnel, dans le silence du cabinet. Qu'on songe à Molière dans les mains d'un Tartuffe! Il est probable que Tartuffe serait vengé.

Pour étayer leur système de la perpétuité du monopole littéraire, les *perpétuistes*, en fort mauvaise compagnie d'ailleurs, puisque dans ce camp Lamartine et Victor Hugo, coudoient M. Jules Simon et Louis-Napoléon Bonaparte, assimilent la production artistique et littéraire à la production industrielle et agricole. « L'œuvre intellectuelle — disent-ils — est une propriété comme une terre, comme une maison ».

Cette assimilation de la propriété d'un écrit à la propriété foncière repose sur une fausse analogie. Nous donnons la parole à Proudhon qui l'a excellemment démontré:

« L'œuvre de l'écrivain est, comme la récolte du paysan, un produit. Remontant aux principes de cette production, nous arrivons à deux termes, de la combinaison desquels est résulté le produit; d'un côté, le travail; de l'autre, un fonds, qui, pour le cultivateur est le monde physique, la terre, pour l'homme de lettres, le monde intellectuel, l'esprit. Le monde terrestre ayant été partagé, chacune des parts sur lesquelles les cultivateurs font venir leurs récoltes a été dite *propriété foncière*, ou simplement *propriété*, chose très différente du produit, puisqu'elle lui préexiste. Je vois bien en ce qui concerne l'écrivain, le produit; mais où est la propriété? Où peut-elle être? sur quel fonds allons-nous l'éta-

blir? allons-nous partager le monde de l'esprit à l'instar du monde terrestre? »

Ainsi donc, c'est une chose bien entendue: pour le cultivateur, il y a un fonds, la terre; un produit, la récolte; pour l'écrivain, il y a un fonds, l'acquis intellectuel; un produit, le livre. Mais tandis que le fonds du cultivateur peut-être approprié, partagé, enclos de murs, et donner naissance à la *propriété foncière physique*, le fonds qui sert à l'écrivain ne peut être coupé en morceaux, il reste, par essence, bien collectif de l'humanité, et ne peut, par conséquent pas, constituer une *propriété foncière intellectuelle*.

Tournons-nous du côté du produit: du livre. Ici est la solution.

Et ici, pour éviter toute confusion, il nous faut préciser le caractère du produit de l'auteur. Une confusion serait possible, en effet, entre l'exemplaire et le livre: tandis que le *livre* est l'œuvre en elle-même, l'*exemplaire* n'est que le moyen employé par le public pour consommer ou plutôt pour user de cette œuvre. Le *livre* est le produit de l'écrivain; l'*exemplaire* est le travail de l'éditeur ou de l'imprimeur.

Cherchons une analogie dans la production matérielle, et voyons quels sont les produits qui peuvent amener la constitution d'une propriété. Parmi les produits, les uns sont rapidement détruits par l'usage, comme un fruit, un costume, un pain, et ce serait forcer le sens des mots, et dénaturer les choses, que d'appeler *propriétaire* celui qui en serait *possesseur*. Mais il est d'autres produits qui ne sont que fort lentement consommés. Tel est le cas, par exemple, pour une maison. Le possesseur perpétuel d'une maison, est un propriétaire, aussi bien que celui d'un champ.

Quoi qu'en dise Proudhon, le produit de l'écrivain est dans ce cas. On prête, on loue sa maison et on la conserve. On prête son livre, on permet à un éditeur d'en tirer, à prix d'argent, un certain nombre d'exemplaires, et on conserve l'original. Proudhon prétend que « la durée moyenne d'un livre n'est pas de trente ans: au delà de ce terme il ne répond plus à l'état des esprits, il est débordé, il a fait son temps, on cesse de le

lire. » Il suffit de répondre à Proudhon que voilà cent ans qu'on relit Molière, et qu'il y a des maisons qui n'ont pas un siècle de durée. La propriété littéraire est bien dans la réalité des choses ; la propriété littéraire est une propriété comme une maison.

Jusqu'au point où nous en sommes, nous avons raisonné dans l'hypothèse de la légitimité de la propriété matérielle, et, par analogie, nous avons été conduits à donner raison aux perpétuistes et à admettre avec eux la légitimité de la propriété littéraire. Nous allons maintenant nous placer à notre point de vue.

Nous avons établi, d'accord avec tout le monde, comme avec les faits, que le produit littéraire résulte d'un fonds intellectuel travaillé par l'écrivain. Or, qui donc a produit ce fonds intellectuel ? les générations, et des générations de travailleurs. Et cet écrivain qui donc lui a permis de se développer, de travailler, de vivre ? la société, c'est-à-dire encore une collectivité. Comment donc pourrait-il raisonnablement arriver qu'une œuvre, résultat de la communion pour ainsi dire, d'un fonds, *produit collectif*, et d'un homme, aussi *produit collectif*, naisse avec un caractère *individuel* ?

Si l'on veut se rendre compte du caractère vraiment collectif d'un ouvrage littéraire, il suffit d'enlever par la pensée à l'écrivain, le fonds commun et la société qui l'entoure.

Que l'on prenne Victor Hugo, un des premiers poètes de notre temps, sinon le premier ; qu'on l'isole dans une forêt ; et bientôt, comme l'abandonné de *l'Île mystérieuse* de Jules Verne, cet homme si éminemment civilisé retombera à l'état sauvage ; un degré au dessous du Peau-Rouge, un degré au dessus de l'Orang-Outang. Plus d'*Orientales*, plus de chefs-d'œuvre, à peine conservera-t-il l'usage du son articulé ! Qu'est devenu le produit littéraire, le produit « si complètement personnel » de l'écrivain ?

Correspondances.

France.

Les symptômes d'un nouveau coup d'Etat se succèdent et s'accumulent ; après les prédictions de la *Défense* viennent celles du *Journal du Loiret*. Mais il ne s'agira plus cette fois de s'accrocher à tous les tourments d'une légalité stupide. On a essayé une première fois en conservant au moins les apparences, et l'on n'a abouti qu'à une série d'invalidations et à des procès scandaleux devant les tribunaux. Avant que les élections sénatoriales viennent asseoir la République, avant que la mise en accusation des ministres du 16 Mai ne soit votée, on veut bien encore essayer d'un coup de chien, mais on se propose de l'exécuter brutalement, au soleil, sans phrases, comme l'a exécuté Pavia.

Que fait la chambre devant ces menaces de la réaction monarchique ? elle se borne à renvoyer le plus grand nombre possible de ses adversaires devant leurs électeurs

qui ne les nommeront plus, et à refuser de voter la *perception* des quatre contributions directes.

C'est le cas de dire que si nous allons définitivement à la République, poussés et portés par les flots de l'opinion publique, nous devons bien peu à l'intelligence et à l'énergie de nos pilotes.

On comprend naturellement combien le remplacement, qui se fera le 7 juillet, de 22 invalidés par 22 invalides de la République en faïence, nous importe peu. Toute notre attention se porte sur la lutte qui va s'engager dans le VI^e arrondissement de Paris : là, en effet, le combat se déroulera entre le vieux Blanqui et le démocrate assez réactionnaire pour oser fermer de sa candidature le verrou qui tient prisonnier ce vieillard qui se meurt pour avoir consacré sa santé et sa vie à la défense de la République.

Après le centenaire de Voltaire, le centenaire de Jean-Jacques. La sainte bourgeoisie tient à glorifier tous ses sauts. On sait que notre révolution tient toute entière, — pour nos écrivains patentés — entre ce *minima* Voltaire et ce *maxima* Rousseau. M. Henri Martin et ses amis ont eu le centenaire de Voltaire, M. Louis Blanc et les siens préparent, pour le 2 juillet, celui de Rousseau. Il faut bien que Jean-Jacques ait aussi ses députés et ses sénateurs, que diable !

Les séances du Congrès littéraire international se déroulent et on n'y parle de rien moins que de demander à l'Etat — que dis-je ? aux Etats, — la perpétuité du privilège littéraire. *L'Avant-Garde* devrait s'occuper, dans un article spécial, de cette intéressante question du moment : « La propriété intellectuelle ».

Pendant que nos parvenus républicains jouissent de leur république ; qu'ils étalent partout leur vanité et leur morgue, les ouvriers pour qui — paraît-il — on l'a faite, souffrent aux quatre coins de la France. Les uns, comme Audouynaud, ancien membre du Comité central, surnommé sous la Commune « le petit Robespierre » passent devant les conseils de guerre ; les autres meurent de faim dans la mine ou à l'atelier. Des grèves, en effet, se succèdent dans les départements du Nord, du Rhône, de l'Allier et de la Gironde. Les ouvriers des constructions maritimes se sont mis en grève à Bordeaux, et, à Lyon, les apprêteurs ont aussi cessé leur travail. Mais les deux grèves les plus intéressantes, l'une par son étendue et sa portée économique, l'autre par la singularité de ses causes, sont celles qui ont éclaté dans l'Allier et dans le département du Nord. A Masnières (Nord) les ouvriers filateurs ont quitté la fabrique parce que les patrons ont refusé de leur payer l'argent qui leur était dû, dont ils avaient besoin pour payer leur pension. Voilà maintenant que les patrons ne se contentent plus de se faire faire crédit par leurs pauvres ouvriers pendant toute une quinzaine, mais qu'ils voudraient leur imposer un crédit de plus longue durée encore. Le 12 Juin les mineurs de Doyet se mettaient en grève ; le 13, la grève s'étendait à Bénézet, aujourd'hui, elle comprend tout le bassin houiller de Commeny. On sait que ce bassin occupe en France le 4^{me} rang par la quantité de ses produits. Naturellement, de Moulins et de Clermont-ferrand des troupes sont parties pour Commeny ! il fallait bien apporter aux arguments de la Compagnie, le secours

des argumens des bayonnettes ? Peut-être même, que les chefs de notre belle armée ne laisseront pas échapper une occasion aussi belle, de montrer au monde combien le fusil Gras est supérieur au chassepot ? On frémit en pensant à ce que fera le fusil Gras, lorsqu'on songe que le chassepot faisait déjà merveille !

Allemagne.

Le journal républicain-socialiste de Paris, *l'Egalité*, indigné des ignobles persécutions qui ont lieu en Allemagne contre le parti démocrate-socialiste, publiait l'appel suivant :

« Frères d'Allemagne !

Les socialistes révolutionnaires français ne veulent pas laisser s'ouvrir votre huitième Congrès, sans vous assurer de leurs sympathies et de leur concours fraternel.

Après le pays de Babœuf, de Fourrier, de Delescluze et de Varlin, voici le pays de Karl Marx, de Lassalle et de Blum devenu à son tour le champ de bataille de la révolution sociale.

C'est vous qui avez aujourd'hui l'honneur de servir de cible aux violences et aux calomnies de toutes les réactions combinées, comme il y a huit ans c'était nous que les mêmes réactionnaires poursuivaient de leurs insultes et de leurs balles.

Et de même qu'en 1871, vous n'avez pas hésité, par la bouche de Liebknecht et de Bebel, à vous déclarer solidaires de la Commune vaincue, nous n'hésitons pas, nous non plus, à accepter et à réclamer la solidarité la plus complète avec votre démocratie-socialiste dont la victoire inévitable et prochaine sera la nôtre.

A propos d'un acte individuel, n'engageant que la responsabilité de son auteur qui n'est pas des vôtres, les gouvernements conservateurs de l'heure présente et leurs aboyeurs de la presse vendue, se sont avisés de s'en prendre non seulement à vous, socialistes allemands, mais aux socialistes de tous les pays, de ce qu'ils appellent un « attentat », supprimant ainsi eux-mêmes les frontières élevées par leurs législations entre les prolétariats engagés dans la même lutte pour l'égalité économique.

Tant pis pour eux — et tant mieux pour nous.

Cette responsabilité ainsi arbitrairement étendue, à l'aide de laquelle ils espèrent nous faire peur d'abord et nous écraser ensuite, loin de la décliner, nous la revendiquons hautement.

Et nous vous crions : Espoir et Courage !

Nous sommes avec vous d'esprit aujourd'hui, comme nous le serons demain de corps, lorsque vous jugerez l'heure venue de répondre à la force par la force.

Vive la démocratie-socialiste allemande !

Vive l'humanité émancipée !

Au nom des socialistes révolutionnaires français. »

Cet appel a été reproduit par les feuilles bourgeoises allemandes et les organes du parti démocrate-socialiste ont été mis dans l'obligation morale de se prononcer.

Voici de quelle façon ils l'ont fait.

Le *Vorwärts*, organe officiel du parti, publie dans son numéro du 19 Juin 1878 les lignes suivantes :

« Non, noble feuille dénonciatrice, (il s'adresse à une feuille bourgeoise, la *Post*), nous n'aurons pas le courage de repousser cet Appel, mais nous aurons au contraire

le courage de ne pas le repousser. Si nos frères français parlent une autre langue que nous, s'ils se meuvent dans un autre cercle d'idées que le nôtre, il n'y a pas là un motif de repousser toute solidarité avec eux. Que les socialistes français croient nécessaire une lutte violente, cela est tout naturel étant donné l'ensemble du développement de la France. Dans un état dont les gouvernements depuis une dizaine d'années, au moyen des machinations les plus redoutables, ont acharné une classe contre l'autre; qui, systématiquement, ont empêché l'organisation politique des opprimés; qui ont donné toute liberté à des partis entiers, l'idée de la force s'est artificiellement développée et la guerre civile, la guerre civile à main armée et sanglante a dû être considérée comme une institution politique. Contrairement à l'Angleterre, où le mouvement ouvrier, malgré sa grande étendue se développe sans entraves, et pour cela tout à fait pacifiquement, la France nous montre l'exemple décourageant d'un pays dans lequel au lieu de l'art politique, il y a des passions de parti. Au lieu de la considération du bien-être général, règne l'intérêt privé le plus bas, et au lieu du règne des lois libérales garantissant les droits de tout citoyen, règne la force brutale qui provoque la force brutale des opprimés; on a la politique des fusils et des sabres en haut, et comme réponse, de temps en temps: la politique des fusils et des sabres en bas.

Il y a en Allemagne des personnes et des partis qui voudraient introduire chez nous la situation française. Et si réellement la « Post » a en horreur ces conditions, elle n'a qu'à s'adresser à ces partis et à ces personnes dont elle ne doit pas être bien éloignée.

La démocratie-socialiste allemande veut un développement paisible, réformateur, et non seulement elle le veut, mais elle a avancé dans son désir avec beaucoup de succès, et au moyen de son organisation elle a produit la digue la plus réelle, oui, la seule digue réelle contre les essais d'émeutes et les faiseurs de révolutions. Si les ouvriers français en 1848, en 1871, avaient été organisés comme le sont aujourd'hui les allemands, alors le combat de Juin et les luttes de la Commune auraient été évités, des torrents de sang généreux épargnés, et les ouvriers français, la France et le monde seraient au point de vue politique économique, plus avancés qu'aujourd'hui: ils seraient plus riches, plus heureux, et plus développés.

Et maintenant, à notre tour, nous demandons à la feuille dénonciatrice de Berlin, si elle veut, si ses patrons veulent un combat de Juin allemand? une commune allemande? Oui ou non?

Voici maintenant, ce que la *Berliner freie Presse* (*Presse libre de Berlin*), autre organe du parti démocrate-socialiste publie, après avoir reproduit l'appel en question:

« Puisque les derniers numéros de l'*Egalité* ne nous sont pas parvenus, nous ne savons pas jusqu'à quel point cet appel est reproduit fidèlement. Mais si l'appel que nous venons de reproduire a paru dans l'*Egalité* (sollte aber obenstehender Aufruf in bester Form in der *Egalité* enthalten sein), nous devons supposer à notre regret que le thaler de la presse reptile (le thaler de la corruption gouvernementale) a déjà fait son entrée sonnante et brillante aussi dans la rédaction de l'*Egalité*. (So müssen wir zu

unserem Bedauern annehmen, dass der Reptilienthaler bereits auch in die Redaktion der *Egalité* seinen klingenden und glänzenden Einzug gehalten hat. So weit wir den Aufruf auch an uns gerichtet aufzufassen haben, müssen wir die Kundgebung der *Egalité* ganz energisch zurückweisen). Pour ce qui nous concerne, nous devons refuser cet appel avec toute notre énergie. »

Dans le numéro suivant (16 juin) de la *Berliner freie Presse*, un compagnon allemand envoie à la rédaction une lettre, dans laquelle il dit que le journal n'avait pas le droit de traiter ainsi l'*Egalité*. Que l'*Egalité* se plaçait certainement à un point de vue qui n'est pas le vrai: Nous, socialistes allemands, nous ne pensons pas opposer la force à la force, — dit l'auteur de la lettre. Nous voulons réaliser par la voie pacifique, pas sanguinaire, en restant sur le terrain légal, dans l'Etat et la société, les changements que nous croyons nécessaires et que nous avons ouvertement posés dans notre programme. Mais en tous cas, la *Berliner freie Presse* ne devait pas attaquer ainsi un journal qui propage en France les idées de Marx et de Lassalle, et qui a fait tant d'efforts pour familiariser les ouvriers français avec ce qui se passe en Allemagne. »

A cela, la *Berliner freie Presse* répond:

« Nous publions ce « communiqué » parce qu'il émane d'un compagnon que nous estimons de longue date. Cependant nous devons rester dans l'opinion que nous avons exprimée. Avec de semblables phrases et cesrodomotades inutiles (Bramarbasireien) on ne fait que travailler pour nos ennemis et nous nuire. Nous avons toujours hautement proclamé la solidarité avec les ouvriers de tous les pays; mais nous devons aussi désirer que cette solidarité ne ne s'exprime pas de façon à nous mettre des bâtons dans les roues comme le fait certainement l'article de l'*Egalité*. »

Nous retenons au bout de notre plume des appréciations qui cadreraient mal avec les persécutions qui sévissent en Allemagne. Mais, après les déclarations dont on nous a rompu les oreilles dans les congrès internationaux, nous regardons ce qui précède comme une page d'histoire, dont nous nous souviendrons en temps et lieu.

On nous écrit:

« Les deux attentats consécutifs contre l'empereur d'Allemagne ont produit une vive commotion dans le pays. Tout marchait si paisiblement! Les démocrates-socialistes se félicitaient de leurs succès et se préparaient à de nouvelles victoires parlementaires. Il est vrai, que l'énoncé des principes socialistes faisait de plus en plus place dans les journaux à des articles de politique courante ou revêtait la forme d'articles philosophiques incompréhensibles pour les masses; que la réalisation de ce que nous regardons comme la pierre fondamentale de la mise en pratique de notre programme: l'expropriation violente des instruments de travail au profit des travailleurs était reléguée dans un coin aussi éloigné que le pôle nord, tandis que l'on traitait à grand fracas, les questions de douanes et les questions relatives à la guerre d'Orient; que cet étrange accouplement de mots « révolution pacifique » qui résonne si baroquement à notre oreille continuait à être prêché dans les journaux démocrates-socialistes. Mais

enfin, tout était si calme, et promettait une si longue durée de phase paisible!

Et voilà que, comme toujours, survient l'imprévu des myopes! Cette fois, il paraît sous la forme de deux attentats! Mais qu'importe la forme? qu'importe la cause occasionnelle? que ce soit un attentat, une émeute quelconque de peuple affamé, une grève à l'américaine, ou un soulèvement de paysans comme en Gallicie, une de ces éventualités était à prévoir et quelque fut celle qui aurait surgi, les résultats auraient été toujours les mêmes: Guerre acharnée aux socialistes.

Aussi, la guerre paraît être déclarée à outrance cette fois-ci. Dans cette « libre Allemagne » où les journaux, même socialistes n'apercevaient plus le bout du kout qu'en Russie, nous voyons Hœdel garrotté avec des barres de fer et enchaîné aux murs de sa cellule, et personne n'ose protester contre cette barbarie, à laquelle Nobiling ne se voit soustrait que parce qu'il a le crâne fendu par des brutes qui envahissent sa chambre. Des perquisitions, des arrestations, des condamnations en masse, pour chaque parole de sympathie pour Hœdel ou pour Nobiling, et la « *Berliner freie Presse* » (*la Presse libre de Berlin*) ne trouvant d'autres explications de ces crimes de lèse-majesté devenus si nombreux, que la folie de ceux qui s'en rendent coupables; la manie des dénonciations atteignant des proportions inouïes; la masse ignorante du peuple partout ameutée contre les socialistes; des patrons chassant leurs ouvriers socialistes; et des communes entières prenant la résolution d'expulser les ouvriers socialistes, qui ne sont que des partageux visant à exterminer ceux qui s'opposeraient au partage; le congrès de Gotha défendu, ainsi que celui des corporations ouvrières à Hambourg; tous les partis faisant la guerre aux socialistes: le parti libéral-national jusqu'au point de lancer un manifeste où il exprime ses regrets d'avoir voté contre la loi proposée pour réprimer le socialisme, et promettant de voter au pouvoir tous les pouvoirs extraordinaires s'il les demande; enfin, le Reichstag dissous, dans l'espoir d'avoir, après les élections nouvelles, une assemblée plus réactionnaire encore que celle qui vient de disparaître.

Bref, tout le carnaval réactionnaire, en sorte que le journal du parti démocrate-socialiste de Berlin, la *Berliner freie Presse* fait même appel au gouvernement pour la défendre contre le peuple. Nous traduisons textuellement: « Ce serait cependant dans l'intérêt général, que le parquet (Staatsanwaltschaft) jetât un regard sur les organisateurs et les propagateurs des bruits qui nous rendent si suspects; en ce temps d'excitation de la populace fanatisée, de pareilles accusations pourraient nous conduire à des violences effroyables, et ces violences on ne doit pas les tolérer, fussent-elles même dirigées contre nous, socialistes. »

* Quand notre correspondant nous a envoyé cette lettre, il ignorait peut-être encore qu'il s'est trouvé en Allemagne un magistrat instructeur qui, pour que le moribond lui répondît, soulevait les bandages couvrant sa plaie! Il ignorait que, comme Nobiling faisait observer à ce sauvage qu'il le faisait souffrir, ce magistrat trouvait moyen de se désigner à la reconnaissance impériale en lui répondant: Et vous, avez-vous songé combien notre empereur souffrirait!

(Réd.)

** Etranges mœurs après tout que d'invoquer le secours de ces mêmes procureurs qui emprisonnent les socialistes!

Et cependant, qu'est-il arrivé d'imprévu ? Est-ce que par hasard on pouvait se faire des illusions sur l'esprit de liberté régnant dans les classes dirigeantes de l'Allemagne ? Est-ce qu'on ne devait pas s'attendre à l'avance à voir la réaction se déchaîner à toutes brides dès que l'occasion se présenterait ? Est-ce qu'on ne devait pas s'attendre à ce que, si l'occasion n'était pas fournie par les socialistes eux-mêmes, elle le serait par quelque parti politique, et cela d'autant plus que la politique courante était devenue en Allemagne l'objet principal des préoccupations, même pour les journaux socialistes ? Nous ne voyons donc dans la réaction d'aujourd'hui qu'un fait que nous prévoyions depuis longtemps ; *qu'un fait que nous avons prédit dans nos journaux, que nous avons répété dans les Congrès, à Gand tout récemment* ; que le parti socialiste d'Allemagne — nous l'espérons du moins — prévoyait comme nous. Nous pensons d'ailleurs que ces persécutions loin de nuire à ce parti lui feront du bien, surtout si elles font ressortir deux points essentiels sur lesquels nous allons nous arrêter.

D'abord, quoi que fasse un parti socialiste pour éviter la réaction, malgré toute sa prudence et toute sa modération, il n'y parviendra pas. Dès que la bourgeoisie s'apercevra de la force *révolutionnaire* du socialisme, — et bien avant que le socialisme ait la force nécessaire pour livrer à la Société actuelle une bataille victorieuse — la réaction viendra. Elle viendra sous un prétexte quelconque qui se présentera tous les jours, et si, par hasard il ne se présentait pas lui-même, elle l'inventerait. Donc, ce n'est pas à éviter la réaction qu'un parti doit s'acharner, mais à agir malgré la réaction, et à employer toutes ses forces à une large propagande de ses idées, par la parole et surtout par le fait, *chaque fois que l'occasion se présente de le faire avec profit pour le parti*. Renier l'action, qui est la propagande la plus large, pour éviter la réaction, est une idée suprêmement fausse : la réaction ne sera pas évitée, mais la propagande ne sera pas faite.

Ainsi, le *Vorwärts* nous dit : « Les idées du socialisme n'excitent pas, elles ne font pas appel à la force, mais elles tâchent de *lier les passions et de leur faire suivre le lit d'une action organisée, paisible, et d'après un plan arrêté*. En veut-on des preuves ? En Saxe, tout le peuple ouvrier est démocrate-socialiste — et malgré la misère inouïe, malgré les provocations les plus ignobles de la part de nos adversaires, — y a-t-il jamais eu la moindre émeute, ou le plus petit excès qui en mérite le nom ? — Non. — Mais, dans la Prusse orientale, à Königshütte, . . etc. . . , où la *démocratie-socialiste n'a pas encore pris racine*, il y a toujours eu des excès, des rixes sanglantes, et une fois même une petite guerre des paysans. » Très-bien ! Mais voilà que surgissent Hœdel et Nobiling, et « l'action paisible sur un plan arrêté » est mise en déroute. Peut-être éclatera-t-il quelque émeute du peuple qu'on tâchera d'amortir, au lieu de lui apporter le concours de toutes ses forces, — et néanmoins la réaction viendra de nouveau avec une rigueur redoublée. Et en attendant, le peuple de Saxe, quoique démocrate-socialiste, continue à se nourrir d'illusions sur son *Reichstag*, sans jamais se rendre compte de l'intensité de la lutte qu'il aura à soutenir, ni de la manière concrète

avec laquelle il réalisera ses aspirations — bref sans éducation révolutionnaire.

Les journaux démocrates-socialistes ont beau traiter Hœdel et Nobiling de fous, l'histoire en dira autre chose. Elle dira que c'étaient des hommes qui ont su sacrifier leur vie pour ce qu'ils considéraient utile à la cause du peuple. Tous deux étaient hommes d'action qui ne se laissaient pas bernier par « des paroles, et des paroles », ils voulaient des faits. Et sont-ils seuls en Allemagne qui veulent cela ? tous ceux qui approuvent ces attentats au risque de passer des années en prison — et il y en a beaucoup ces jours-ci — ne sont-ils pas de la même trempe ? Mais alors comment arrivera-t-il que ces hommes d'action après avoir fait connaissance avec le parti démocrate-socialiste allemand, n'y entrent pas comme membres ou n'y restent pas, et vont chercher dans leurs propres inspirations les moyens de sortir de cette bourbe, de ce marais, qu'on appelle la société actuelle ! Est-ce que le socialiste n'a vraiment rien à faire en Allemagne s'il veut l'action ? Si, mille fois oui, il a à faire ! L'Allemagne a encore à traverser toute la série des émeutes et insurrections qui ont précédé tous les grands mouvements populaires, qui leur ont débarrassé le terrain, qui ont préparé les esprits à accepter les idées au nom desquelles se sont faites les grandes révolutions. Cette phase, l'Allemagne ne l'évitera pas, car aucun peuple ne l'a évitée. Quelle que soit la discipline du parti, la révolution, — acte éminemment populaire — ne se fera pas d'après un plan arrêté par les penseurs de cabinet. Et puisque cette phase est à traverser, n'est-ce pas pitié de voir les hommes énergiques se sacrifier pour des actes, importants peut-être au point de vue politique, mais d'une très faible valeur pour la propagation de notre mot d'ordre *l'expropriation*, quand il y a tant à faire pour la propagande réelle, pratique, de cette base de la rénovation sociale !

Avis à nos frères d'Allemagne. Après les coups de fusils isolés, les coups de fusil collectifs, c'est-à-dire les émeutes ; la réaction elle-même va les activer. Et, si les démocrates-socialistes ne savent pas organiser les éléments révolutionnaires du peuple allemand et marcher avec eux, ils se verront bientôt dans la triste situation d'avoir à se poser en ennemis de ceux qui seront les meilleurs auxiliaires de la Révolution sociale.

L'instruction de l'affaire Hœdel est terminée. On affirme que le procès se déroulera à huis-clos. Naturellement !

On nous écrit de Cologne :

« Comme vous le savez déjà, les deux tentatives de Hœdel et de Nobiling, ont été le prétexte choisi par les autorités allemandes pour organiser une charge à fond contre le socialisme. Non seulement toutes les personnes qui ont manifesté publiquement leurs sympathies pour Hœdel ou Nobiling, ou leur regret que l'empereur n'ait pas été tué, ont été arrêtées, poursuivies, et sévèrement condamnées, mais encore les membres du parti socialiste-démocrate qui répudiaient toute solidarité avec les « assassins » se sont vus emprisonnés.

Entre autres agitateurs arrêtés, nous comptons Hasselmann à Barmen, Schopira à Berlin ; Lange à Ingelheim, en pleine réunion ; vous savez déjà que Most est sous

clef depuis quelque temps. En un mot, on a mis la main sur ceux que l'on considérait comme les plus énergiques.

Les patrons donnent au gouvernement l'appui de leur situation économique. Ainsi les principaux commerçants et industriels de Kaiserlautern, ont tenu une réunion où ils ont décidé à l'unanimité de congédier tous ceux de leurs ouvriers qu'ils soupçonneraient d'être socialistes.

Les nouvelles élections au *Reichstag* vont donc s'ouvrir dans des conditions très défavorables au parti démocrate-socialiste. Tandis que le pape, au lieu de mourir tranquillement dans la main des jésuites qui le soignent, promet et donne l'appui des catholiques à l'empereur moribond, une chasse ignoble est organisée contre les socialistes. Le gouvernement a renoncé provisoirement à l'état de siège, mais il paraît qu'il va développer une pression, disons-même, une fraude électorale pire que celle dont se sont servi en France les hommes du 16 Mai.

Quant au congrès de Gotha, les uns disent qu'il est renvoyé à l'automne, et qu'une note dans ce sens a été envoyée par le Comité central au journal *En avant* ; les autres annoncent que devant le refus de le laisser se réunir en Allemagne, le Congrès se réunira à Bruxelles ou à Londres.

Suisse.

On nous écrit de la Chaux-de-Fonds :

« Vous savez que depuis quelques années les délégations ouvrières aux expositions universelles sont à l'ordre du jour. Cette année-ci, à l'occasion de l'exposition de Paris, la Chaux-de-Fonds se paye le luxe d'une délégation ouvrière officielle.

Je n'entreprendrais pas les lecteurs de *l'Avant-Garde* de cette affaire, si elle n'avait donné lieu à un petit mouvement qui pour notre ville a son importance.

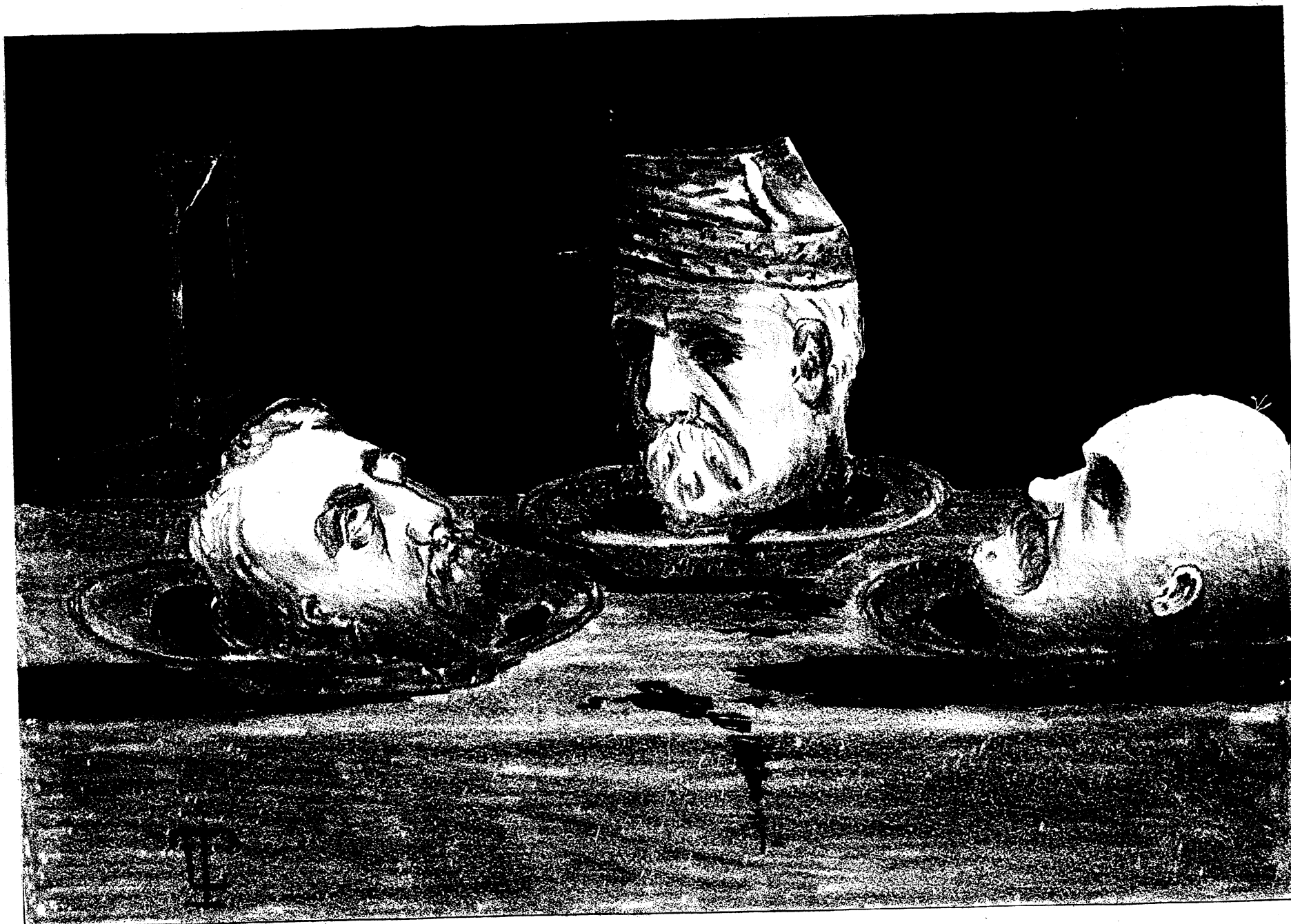
Le Conseil général de notre municipalité sur la proposition d'un mandataire ouvrier, candidat de la section du Grutli et des sections de l'Arbeiterbund, vota un crédit de fr. 2000 destiné à l'envoi de 10 ouvriers à Paris, choisis dans les différents métiers.

Aussitôt que cette décision fut connue du public, les présidents de 16 sociétés ouvrières se réunirent et décidèrent d'adresser une lettre au conseil municipal pour lui demander que la nomination de la délégation fut laissée à ces sociétés, attendu que celles-ci étaient mieux placées que le Conseil général pour choisir les ouvriers les plus capables de rapporter de l'exposition des renseignements utiles aux intérêts généraux de la classe ouvrière.

Le conseil municipal répondit qu'il ne pouvait accéder au désir des sociétés ; que le Conseil général s'était réservé le droit de faire les choix, et que si les sociétés désiraient voir figurer quelques uns de leurs membres dans la délégation, elles n'avaient qu'à se conformer à un avis inséré dans les journaux, avis dans lequel le conseil municipal conviait *les chefs d'ateliers, les visiteurs ou contre-maitres et enfin les ouvriers*, à se faire inscrire comme candidats.

Là dessus, nouvelle réunion de présidents, et nouvel envoi de lettre, mais cette fois-ci aux électeurs directement, c'est-à-dire au Conseil général. La majorité, au sein de ce dernier, sur la proposition d'un de ses *purs*, s'étonna fort des prétentions outrecuidantes des ouvriers, et vota l'ordre

EXPOSITION OUVRIÈRE FUTURE.



1878-1879

du jour sur la question. Fi donc ! ces sociétés ouvrières qui ne contiennent qu'une fraction des travailleurs de la Chaux-de-Fonds ! ces corporations capables de faire des grèves à l'occasion pour s'opposer à la liberté d'exploitation à outrance des patrons, même lorsqu'ils sont du Conseil général ! ces corps de métiers auraient la prétention d'être plus compétents, et de mieux représenter les intérêts des ouvriers que ce conseil, qui, lui, représente tous les ouvriers, même ceux qui sont hostiles aux sociétés de métiers.

Pour ce qui est de cette dernière phrase, je suis parfaitement de l'avis de Monsieur Neukomm, et je compléterai même son idée, en disant que je pense que le Conseil général représente plutôt ces ouvriers hostiles que les autres. Mais si M. Neukomm ne sait pas que ce sont les ouvriers organisés qui veillent aux intérêts généraux de leur classe, je vais le lui apprendre. Ici je dois ouvrir une parenthèse : je pense qu'en votant son crédit, le Conseil général avait en vue la satisfaction d'un besoin commun. Or, qui est-ce qui représente ceux qui ressentent ce besoin ? sont-ce ceux qui s'organisent pour lui donner satisfaction, ou ceux qui ne font rien, ou bien encore ceux qui travaillent avec ceux qui ont intérêt à ne pas lui donner satisfaction ? Les ouvriers qui se tiennent en dehors des sociétés, M. Neukomm, les ouvriers qui restent chez eux et qui ne font rien dans l'intérêt général, ne représentent qu'eux-mêmes, ne représentent que leur intérêt personnel.

Mais le Conseil général que représente-t-il ? le parti radical, ou la majorité politique, acquise, vous le savez mieux que moi, de quelle façon. Mais dans cette question spéciale ne pouvait-on admettre que la majorité consentit à oublier ses préoccupations de parti pour ne penser qu'à l'ensemble des ouvriers de toutes nuances et faire de cette façon des choix impartiaux ? je répond catégoriquement : non. Une assemblée composée comme l'est le Conseil général ne peut être impartiale ; en outre, si je m'en rapporte à quelques paroles échappées dans la conversation intime, je ne me risquerai pas en affirmant que la majorité s'est réservée le droit de choisir les délégués pour pouvoir accorder ses faveurs aux hommes connus pour appartenir à la phalange sacrée.

J'en conclus donc que ceux qui étaient compétents, et qui avaient le droit de choisir la délégation, c'étaient les ouvriers appartenant aux sociétés.

Je dois remarquer que le droit des ouvriers n'a pas manqué absolument de défenseurs au sein du Conseil de nos Ediles. Il a été affirmé hautement, au contraire, par l'un des membres. « Les sociétés ouvrières, — a dit celui-ci — ont droit à tout notre respect ; ce sont elles, et elles seules qui représentent les vrais intérêts des ouvriers et qui les aident à supporter la lutte ; ce sont elles qui ont eu peut-être les vues les plus exactes sur les causes de la terrible crise dont nous souffrons : elles se sont élevées contre l'abaissement des salaires et contre l'exagération de la production. »

Très bien parlé, c'est toujours un converti de plus, et une conversion que je suis heureux d'enregistrer.

Quant à cet autre membre qui a cru devoir l'appuyer, il l'a fait avec tant de réserve et de restrictions et surtout « si peu de chaleur » que nous ne pensons lui devoir aucun témoignage de reconnaissance. Il est

intéressant aussi de relever la manière dont l'auteur de la proposition de passer à l'ordre du jour a cru devoir en atténuer l'effet ; après avoir remarqué que tous ses collègues n'étaient pas de son avis, il a ajouté : « Je ne voudrais pas que l'on pût supposer que je professe des sentiments hostiles aux ouvriers. Ouvrier moi-même et occupant beaucoup d'ouvriers, je sais les apprécier. »

O sainte simplicité ! voilà bien de tes aveux !

De tout cela, il résulte, Messieurs les conseillers généraux, que vous vous êtes attribué la faculté de nommer cette délégation ouvrière. En tous cas, vous ne vous plaindrez pas que le choix vous a occasionné trop de perte de temps. Sur 27 inscriptions, — je dis 27 dans tout Chaux-de-Fonds, et pas une de plus — le travail du triage n'a pas dû être bien long. Quand on froisse le sentiment populaire on s'expose à l'isolement. C'est déjà un commencement de châtiment dont je n'ai pas la force de vous plaindre.

*Un ouvrier
membre d'une section de métier. »*

Nous ajouterons quelques réflexions à la curieuse lettre que l'ont vient de lire ;

Une assemblée est censée représenter — non pas les ouvriers — mais toute la population de la Chaux-de-Fonds. Elle n'a reçu de la classe ouvrière aucun mandat spécial pour représenter ses intérêts spéciaux. Elle a reçu un mandat général de la population prise en bloc, dans son ensemble, pêle-mêle, sans distinction de classes, de métiers, d'individus.

Une exposition universelle est ouverte. Cette assemblée pensée avec raison qu'il faut que les industries dont vit cette population profitent des innovations exposées. Cette assemblée ne juge pas nécessaire d'envoyer une *délégation de patrons* ; elle sait que les chefs d'atelier peuvent y aller et y vont à leurs frais ; mais, elle comprend qu'il est de l'intérêt de tous que les ouvriers soient tenus au courant des progrès de leurs parties, et elle vote un crédit pour l'envoi d'une *délégation ouvrière*.

Reste à savoir qui choisira, et comment on reconnaîtra les ouvriers les plus capables d'en faire partie. Ceux qui sont le mieux à même de rapporter et d'apprendre à leurs camarades ce qu'ils auront vu et appris.

La logique répond : Il faut faire élire ces ouvriers par les sociétés ouvrières. Les membres de ces sociétés connaissent en effet leurs métiers mieux que tous autres, et quant à l'appréciation des hommes, ils connaissent non seulement les ouvriers d'un seul atelier, mais tous les ouvriers de la Chaux-de-Fonds. Si on les laisse faire la délégation se composera de dix ouvriers, instruits, intelligents, et assez pénétrés du principe de la solidarité ouvrière pour ne pas exploiter à leur seul profit personnel, ce qu'ils auront été apprendre avec l'argent de tous.

Les bonzes du Conseil en ont décidé autrement. Eux, les infailibles, possesseurs de la science infuse, sont seuls capables de veiller à d'aussi graves intérêts. Eux, nommeront les délégués. Mais ils ne connaissent pas tous les ouvriers ? qu'importe ! on invitera ceux-ci à se porter eux-mêmes candidats. Mais les bons ouvriers qui sont toujours les plus modestes ne se mettront pas en avant ; seuls les vaniteux se proposeront ? Ne pourrait-on pas faire faire au

moins les présentations par les sociétés ouvrières ? on n'y songe seulement pas.

Aussi qu'arrivera-t-il ? on aura, non pas une *délégation ouvrière* mais une *délégation de patrons* ou un *délégation de vaniteux*, à moins qu'on n'ait une *collection de 10 voyageurs récompensés pour services politiques rendus*.

Dans un entrefilet, publié sous cette rubrique : **Très-fraternel**, et qui ne de manderait pas mieux que d'être très méchant, la *Tagwacht* nous prend à partie. Elle se fâche tout rouge ! Nous avons osé dire comme nous le pensions, que Nobiling et Hœdel sont démocrates-socialistes, alors que les chefs du « parti » prétendent avoir en main les preuves que les « deux assassins » comme les appelle la *Tagwacht*, ne le sont pas.

Pour nous donner une leçon de fraternité, ce journal s'empresse de déverser du ridicule sur les insurgés de Bénévent qui sont depuis 15 mois en prison.

Ainsi, dire que Nobiling et Hœdel sont démocrates-socialistes, c'est manquer de fraternité. Outrager des socialistes sur lesquels sont poussés depuis si longtemps les verrous d'une bourgeoisie sans scrupules ; qu'on excepte de toutes les amnisties ; qui vont être jugés et condamnés pour crime de droit commun, cela s'appelle avoir des sentiments **très-fraternels** ?

C'est tout simplement grotesque.

Un petit journal momier qui se publie à Fontaines (Val-de-Ruz), contient deux articles dont un ami nous envoie la copie.

Voici le premier :

« L'Avant-Garde, journal des socialistes, qui se publie à la Chaux-de-Fonds, vient de donner un démenti formel au *National Suisse*. — Ce dernier, dans deux articles s'est évertué à prouver que Hœdel et Nobiling, qui ont tiré sur l'empereur d'Allemagne, ne pouvaient être que des ultramontains déguisés.

L'Avant-Garde affirme que Nobiling est bien un socialiste, mais pas un socialiste pur sang ; c'est seulement un démocrate-socialiste, c'est-à-dire avant tout un démocrate et ensuite un socialiste ; tandis que les vrais socialistes sont démocrates-socialistes, c'est-à-dire socialistes avant tout puis démocrates ensuite.

L'Avant-Garde a pour elle la franchise, on ne peut pas le lui refuser, puisqu'elle admet que les tentatives d'assassinat sont les actes des socialistes.

Cependant pour ne pas induire ses lecteurs en erreur, ce journal ferait bien d'appeler les choses par leur nom, et cela en toutes circonstances.

Eh bien, s'il agissait ainsi, il cesserait d'appeler socialistes les hommes qui professent les idées qu'il propage.

Le parti que représente l'Avant-Garde n'est pas socialiste. C'est le parti du communisme-nihiliste. »

Voici maintenant le second article :

« Nos lecteurs se demandent peut-être encore ce qu'est l'Avant-Garde.

C'est un journal qui se publie à la Chaux-de-Fonds, à l'imprimerie Courvoisier, et ceux qui sont curieux de le connaître n'ont qu'à se le procurer (M. de la Palisse n'est pas mort !). Si notre format était aussi considérable (sic) que celui du *National*, nous publierions dans nos colonnes tous les articles de ce petit journal.

Il est bon que tout le monde sache ce qu'est le communisme nihiliste.

Nous ne comprenons pas pourquoi le *National* ne dit pas un traitre mot de ce journal, très bien fait, très bien écrit.

Est-ce qu'il le méprise ?

Ou bien sa rédaction a-t-elle en horreur ceux qui rédigent ce petit journal ?

Ce serait bien curieux à savoir ? »

Nous remercions le Val-de-Ruz de la petite réclame qu'il nous fait, et pour lui témoigner toute notre reconnaissance nous allons lui donner un bon conseil.

Qu'il achète le petit dictionnaire de Littré et le petit traité d'économie politique de

Garnier. Ces deux ouvrages sont à la portée de toutes les intelligences comme de toutes les bourses. Il y apprendra qu'on ne dit pas d'un journal qui paraît avec un grand format qu'il « a un format considérable » et que le communisme avec ou sans épithète est, contrairement à ce qu'il pense, une des écoles du socialisme.

S'il ne prend ces petites précautions, le *Val-de-Ruz* s'expose chaque fois qu'il commencera une polémique à commettre autant d'*âneries* qu'il vient d'en faire en quelques lignes.

Le *Val-de-Ruz* nous conseillera-t-il encore « d'appeler les choses par leur nom, et cela en toutes circonstances » ?

Italie.

On nous écrit de ce pays :

« L'excitation des esprits est arrivée en Italie au plus haut degré. De temps à autre, ou pour mieux dire, fréquemment, d'un bout à l'autre bout de notre presqu'île, éclatent des troubles qui sont causés par la cherté des vivres, et par le manque de travail. Ces émeutes donnent fort à penser à la bourgeoisie.

Le cri de « *pane e lavoro* » (du pain et du travail !) est souvent poussé par les ouvriers et même par les paysans. Et leurs actes démontrent clairement que s'ils n'appartiennent pas à l'Internationale, du moins ils n'ont aucune répugnance pour l'emploi de notre tactique et la mise à exécution de nos théories.

Toutefois, encore ils se contentent de l'aumône d'un peu de pain, de farine, d'argent, ou de promesses de travail, et vraiment c'est grand dommage.

C'est surtout dans les provinces de Mantoue et de Venise que ces troubles éclatent, et l'on ne peut pas dire que nous les ayons fomentés, puisque c'est précisément dans ces provinces que notre propagande d'action a été le moins répandue. Mais, il semble que ceux de nos compagnons qui se trouvent dans ces localités soient résolument décidés à profiter de cet état de choses pour propager désormais, activement et nettement nos principes. Déjà, ils préparent un *Congrès* des socialistes de ces provinces, et il n'y a aucun doute que leur œuvre donnera d'excellents résultats.

Il ne faut pas oublier qu'après le mouvement insurrectionnel de Bénévent de l'année passée, ce fut dans la province de Mantoue que le contre-coup le plus fort fut ressenti et, si ces ouvriers, ces paysans, ne s'étaient pas laissés entraîner aux paroles d'hommes qui faisaient du socialisme avec un programme plus conservateur, même plus réactionnaire, que celui des Sociétés de secours mutuels, la révolution y aurait pris pied.

Parmi les troubles qui ont éclaté pendant ces derniers jours, nous parlerons seulement de ceux de *Torre Annunziata* (Naples) quoique leur importance soit moins directe pour nous que ceux de Perugia dont nous ne pourrions dire que peu de chose.

Les *semolai* (marchands de son) de cet endroit, ayant employé pour passer leur son au crible, un système mécanique nouveau, un grand nombre d'ouvriers devenus inutiles furent mis sur le pavé. Si on ajoute à cela le manque de travail, il vous sera facile de comprendre ce qui advint le 29 du mois passé.

Ce jour-là, quelques centaines d'ouvriers se portèrent devant les magasins des *Semolai*, en forcèrent les portes, en cassèrent les

vitres; puis ils s'emparèrent des machines, les traînèrent dans les rues et là les mirent en pièces. Mais comme ils se portaient à l'établissement de M. *Podesta* (le plus riche de ces fabricants), la troupe intervint et chassa les ouvriers. Des arrestations furent faites, et il va sans dire que parmi les emprisonnés se trouvent des *facinorosi* (scélérats) et des *pregiudicati* (gens nuisibles). Le lendemain, les arrestations continuèrent, et des soldats, gendarmes, gardiens de la sûreté publique, arrivèrent en grand nombre de Castellamare et de Naples. Le préfet, le colonel des gendarmes et le questeur, se rendent aussi sur les lieux.

Ce sont autant de symptômes rejouissants qui devancent peut-être un grand orage populaire, et qui montrent ouvertement les moyens que le prolétariat italien veut employer pour trancher la question sociale. Il est certain qu'il ne manque que l'étincelle pour que l'incendie éclate.

Le ministère sorti de la *démocrazia pura* avec MM. Cairoli et Zanardelli, continue la lutte contre les socialistes-révolutionnaires. Le premier acte de ce ministère fut, vous le savez, d'emprisonner bien des socialistes dans les Romagnes. Depuis le 18 mars, ces socialistes attendent qu'on leur fasse leur procès. Le même ministère chassa de Perugia notre vaillant compagnon Grassi.

M. le ministre de l'intérieur-Zanardelli ressemble en cela à M. Nicotera; une seule différence existe entre ces deux hommes : M. Zanardelli est plus... prudent.

A. G. O.

Une souscription est ouverte par l'*Avenir* pour convrir l'amende de 500 francs à laquelle a été condamné en France notre ami Andréa Costa.

Espagne.

Notre compagnon Alerini, ex-membre de la commission municipale (Commune) de Marseille, vient d'être mis en liberté, sans jugement, après avoir été enfermé pendant 47 mois (quarante-sept mois !) dans les prisons de Cadix.

Amérique.

Nous recevons de Montevideo les deux premiers numéros d'un journal « *El Internacional* ». Nous souhaitons la bienvenue à notre nouveau confrère.

VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(Suite)

Ainsi le patriotisme étrange de la bourgeoisie française cherche son salut dans l'assujétissement honteux de la patrie ! A ceux qui auraient encore des doutes à ce sujet, je montrerai le premier journal conservateur qui nous tombera sous la main. On sait, jusqu'à quel point, toutes les nuances du parti réactionnaire, bonapartiste, légitimiste, orléaniste, sont effrayées et bouleversées par la nomination de M. Barodet comme député de Paris ? Quel est donc ce M. Barodet ? Un homme du grand nombre, un membre du parti Gambettiste, conservateur par position, par instinct, par ses tendances, un homme proférant des phrases démocratiques et républicaines qui aujourd'hui, non seulement n'empêchent pas, mais qui de plus aident à l'accomplissement des mesures réactionnaires; un homme, en un

mot, qui n'a rien de commun avec la révolution, et qui, à Lyon, en 1870-71 a été un des plus acharnés défenseurs de l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, Barodet comme bien d'autres patriotes français, trouve très avantageux de lutter sous le Drapeau de M. Gambetta, drapeau qui, on le sait, est loin d'être révolutionnaire. Il a été élu par Paris dans le but de contrarier le président de la république, M. Thiers, et l'assemblée pseudo-populaire et monarchique qui siège à Versailles. La nomination de ce personnage insignifiant a suffi cependant pour bouleverser tout le parti conservateur ! Et savez-vous quel est l'argument qu'ils mettent en avant ? *Les Allemands* !

Ouvrez le premier journal venu, et vous verrez comme ils menacent le prolétariat français du légitime courroux du prince de Bismark et de son empereur ! — Quel patriotisme ! Tout bonnement, ils appellent les Allemands à leur aide contre la révolution sociale française qui les menace. Dans leur stupide crainte ils ont pris l'innocent Barodet pour un socialiste révolutionnaire.

Cet état d'esprit de la bourgeoisie française donne peu d'espoir pour le rétablissement — par le patriotisme des classes privilégiées — de la puissance et de la prépondérance gouvernementales de la France.

Le patriotisme du prolétariat français donne lui aussi peu d'espoir. Les frontières de sa patrie se sont tellement élargies qu'elles embrassent aujourd'hui le prolétariat du monde entier; fait absolument contraire au sentiment de la bourgeoisie du monde, y compris par conséquent la française. Les déclarations de la Commune de Paris sont sur ce point décisives. Les sympathies que montrent les ouvriers français, surtout dans le midi de la France pour la révolution espagnole, cette tendance qu'ils ont nettement formulée de s'unir fraternellement au prolétariat espagnol, de former même avec lui — malgré toutes les différences gouvernementales et nationales et contre elles — une fédération populaire basée sur le travail émancipé et la propriété collective, toutes ces tendances et toutes ces sympathies montrent que, pour le prolétariat français proprement dit comme pour les classes privilégiées les temps du patriotisme gouvernemental sont passés.

(A suivre.)

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transféré de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante :

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1.— L'Empire knouto-germanique, par

Bakounine » 0.50

La Théologie politique de Mazzini par Bakounine » 0.50

Les Esquisses Historiques, 1^{re} Série, par Guillaume » 1.—

Les Esquisses Historiques, 2^{me} série, par Guillaume » 1.—

Idées sur l'Organisation sociale, par Guillaume » 0.50

Radicalisme et Socialisme, par Schwitzguébel » 0.30

Comptes-rendu du Congrès de Genève 1872 » 0.25

Comptes-rendu du Congrès de Bruxelles 1874 » 0.80

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—
Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Nous prévenons les anciens abonnés du « *Travailleur* » à qui nous avons envoyé « *l'Avant-Garde* » à titre d'essai, qu'avec le prochain numéro nous prendrons remboursement de 2 francs (pour six mois) sur ceux qui ne refuseront pas le présent numéro.

L'ADMINISTRATION.

Le *Patriote Suisse*, organe des démocrates libéraux du canton de Neuchâtel, nous a pris à partie dans un article intitulé : Affaires d'Allemagne, et il a eu l'imprudence de saisir cette occasion pour hasarder les quelques lignes suivantes :

« Il y a socialisme et socialisme. Il y a le socialisme légitime, intelligent, qui ne se berce pas d'utopies folles et dangereuses, et cherche l'amélioration du sort des classes laborieuses par des mesures pratiques, l'association, la coopération, etc... Celui-là, nous n'avons pas besoin de le dire, possède toutes les sympathies des hommes de cœur. Mais, il y a aussi un socialisme brutal, qui prêche la Révolution sociale pour remplacer l'ordre de choses actuel par... par quoi ? Il ne sait le dire, mais nous suppléons à son mutisme en disant que ce serait un cahos innarrable et la plus épouvantable anarchie. »

Avant de se hâter de suppléer à notre mutisme par des mots qui font plus de bruit qu'ils n'ont de signification, le *Patriote* aurait dû s'assurer, il nous semble, de l'incurabilité de notre mutisme. Le journal des « honnêtes bourgeois » chaux-de-fonniers a pris ses désirs pour des réalités, et au lieu de nous donner le temps de répondre nous-mêmes au point d'interrogation qu'il a si inconsidérément dressé, il s'est empressé de le fermer en se donnant la réplique à lui-même, en digne personnage de comédie. Nous allons montrer au *Patriote* qu'il se trompe. Si « sa plume a d'excellentes raisons pour se refuser à discuter nos atroces théories » la nôtre n'a pas les mêmes motifs pour ne pas essayer de faire pénétrer un peu de lumière dans la profondeur de la... naïveté des siennes.

Nous connaissons, ô *Patriote* ! un socialisme légitime, intelligent, ennemi des utopies dangereuses, partisan des mesures pratiques, aimé des hommes de cœur. Ce socialisme consiste dans l'appropriation collective de la matière première et des grands instruments de travail. *Ce socialisme est le nôtre.*

Et, *Patriote* ! nous connaissons aussi un socialisme réactionnaire, sympathique aux hommes de... bourse et d'église, qui berce les ouvriers de folles utopies pour les duper plus à son aise. Ce socialisme a tout dit quand il a écrit le mot : Coopération, et qu'il l'a fait suivre pour masquer son ignorance de quelques etc... etc... *Ce socialisme, ô Patriote ! c'est le vôtre.*

Nous savons parfaitement quel est le motif qui engage la bourgeoisie à recommander aux ouvriers le système coopératif, et le mobile qui la pousse à entourer les coopérateurs de ses m'amours les plus tendres. En cela, comme en toutes choses, elle s'inquiète seulement de ses intérêts. La coopération est impuissante pour émanciper l'ensemble des masses ouvrières, tous les ouvriers ; la classe égoïste sait cela. L'emploi du système coopératif a ensuite pour résultat constant de faire sortir des classes travailleuses quelques éléments intelligents, plus préoccupés de leurs intérêts personnels que de ceux de leur classe ; elle les arrache au milieu où ils sont nés et augmente d'autant les rangs de la classe moyenne ; la bourgeoisie n'ignore pas non plus cette vérité économique. On est pour la coopération parce que la coopération est une saignée pratiquée au sein du peuple, un retard apporté dans la marche du mouvement révolutionnaire qui amène au prolétariat son émancipation et à la bourgeoisie son quart d'heure de Rabelais. On n'est pas plus hypocrite.

Que l'emploi de l'association coopérative ne puisse être généralisé, dans la société actuelle, jusqu'à embrasser la totalité des ouvriers, voilà d'abord un fait certain.

Nous trouvons une première preuve de ce fait dans la déplorable situation économique des masses travailleuses. La condition *sine qua non*, en effet, à remplir par un ouvrier qui veut être coopérateur est certainement la possibilité d'apporter au fonds commun un capital ou un talent quelconques ? Or, nul n'ignore que les progrès de la grande industrie, et ceux plus lents mais tout aussi certains de la grande culture, réduisent tous les jours davantage le nombre des

travailleurs libres et habiles, et les remplacent par de simples manouvriers privés de toute spécialité professionnelle, et en conséquence, mal payés. L'accumulation de misères n'a jamais constitué un capital.

Voici une deuxième démonstration de la vérité du même fait. Jetons les yeux sur la nature de certaines industries modernes. Je suppose que par impossible l'application du système coopératif parvienne à être assez généralisée pour mettre dans les mains ouvrières de forts capitaux. Peut-être ces ouvriers pourront-ils acheter l'outillage d'une scierie mécanique ; mais qu'il leur prenne envie de conquérir à prix d'or des mines ou des chemins de fer, pense-t-on que les Etats ou les grandes compagnies seront disposés à les leur vendre ? Non n'est-ce pas ? Voilà donc toute une catégorie de travailleurs, précisément la plus éprouvée, et dans certains pays, la plus nombreuse, placée de par la force des choses en dehors du mouvement coopératif.

L'extension prise par certaines branches de la production d'une part, de l'autre, l'accroissement constant et fatal de la misère au sein des masses, ne laissent donc aucune espérance de pouvoir appliquer le système coopératif sur une grande échelle. Et, si l'emploi de ce système s'essaye comme aujourd'hui dans d'étroites limites, il ne saurait qu'amener une fâcheuse conséquence : la fabrication de quelques nouveaux petits bourgeois ; il nous est avis que nos épaules pour si robustes qu'elles soient en portent déjà assez.

Que peut-on attendre en effet de la mise en pratique d'une association coopérative, si celle-ci est restreinte à un petit nombre d'individus, si elle est resserrée dans une poignée d'hommes ?

Le rôle, que dans ce cas, elle joue au sein de la société est absolument le même que celui qui est dévolu au patron d'en face, au commerçant du coin. La coopération de production emploie presque toujours sous le nom d'*auxiliaires* de véritables ouvriers salariés, et les exploite ; celle de consommation se pose comme intermédiaire entre le gros commerçant et le public ; elle achète en gros, revend à bénéfice, et vole. Aux patrons, aux

commerçants, qui existaient déjà, on ajoute des patrons collectifs, des commerçants collectifs, des exploiters à plusieurs titres. On avait la sangsue, on a l'hydre par dessus le marché.

Il ne faudrait pas même se figurer que le système coopératif, administré ainsi à petite dose, soit du moins un palliatif et puisse après tout émanciper quelques hommes. Ce serait commettre une grande erreur. Ainsi appliqué le système coopératif augmente le nombre des petits bourgeois? nous l'avouons; c'est démontré. Mais, contradiction curieuse de l'économie politique, il existe un mouvement qui rejette encore plus vite dans le salariat toute la petite bourgeoisie, qu'elle se forme en suite des efforts individuels ou grâce aux efforts coopératifs. Ce mouvement n'est un secret pour personne. L'envahissement de la petite industrie par la grande, l'écrasement des petits capitaux par les gros, telles sont les deux forces qui nous poussent à la constitution d'une féodalité financière, industrielle, agricole. Nous allons à la formation de deux classes, l'une très pauvre, l'autre très riche; ces deux classes seront, sont déjà, séparées par un abîme que la révolution devra combler, — quoi que dise le *Patriote* de l'atrocité de nos théories, — en y jettant les cadavres de nos ennemis et malheureusement, hélas! de quelques-uns de nos proches!

Nous sommes, nous aussi, des coopérateurs. Mais des coopérateurs dans le vrai sens du mot; des coopérateurs dans la justice véritable de la chose. Le *Patriote* veut la coopération pour quelques uns; nous, nous la voulons pour tous. Pour atteindre ce but nous réclamons des moyens pratiques; nous ne sommes pas étonnés que le *Patriote* qui ne veut pas la fin ne veuille pas non plus les moyens.

Comment serait-il possible d'établir une large coopération embrassant la société toute entière? En groupant tous les hommes autour d'un capital commun. Quel peut être ce capital? Ce capital ne peut être, en toute justice, que celui qui appartient à l'ensemble de la société, c'est-à-dire toute la matière première, tous les grands instruments de travail.

Nous avançons que la propriété collective du sol, réceptacle de toute matière première, sol arable, houilles, pierres, métaux, est nécessaire pour rendre la coopération universelle. Que le *Patriote* nous prouve que nous nous trompons.

Nous prétendons que l'appropriation sociale, au moins de tous les instruments de travail, est nécessaire pour universaliser la coopération. Que le *Patriote* nous prouve que nous sommes dans l'erreur.

Nous avançons et nous prétendons que la restitution à la société de la matière première, des instruments de travail, par leurs détenteurs actuels, restitution faite de bon gré ou de force, est tout simplement un acte de justice. Que le *Patriote* démontre que nous mentons.

Le *Patriote* répondra-t-il à notre « mutisme » ou « sa plume se refusera-t-elle à discuter l'atrocité de nos théories? »

Nous nous croisons les bras et nous attendons la réponse.

Quand nous avons déclaré dans un article de fonds que l'*Avant-Garde* était le seul journal qui n'avait pas éprouvé le besoin de calomnier Nobiling, nous n'avions pas encore lu un article de *L'Avenir* de Modena qui reconnaissait tout ce que l'acte de Nobiling contient de dévouement. *L'Avenir* nous rappelle notre oubli; nous lui en donnons acte de grand cœur.

Nous devons dire du reste, qu'aujourd'hui, la presse internationale est presque unanime à apprécier, comme l'a fait *L'Avant-Garde*, les événements de l'Avenue des Tilleuls.

Nous trouvons dans les « bas-fonds » du *Vorwärts* une note qui certainement nous concerne, et dans laquelle le ridicule le dispute à l'odieuse.

On nous y engage à aller appliquer nous mêmes notre remède (l'émeute) en Allemagne. Il paraît que « certaines gens » nous y fourniraient les fusils nécessaires, — *et des fusils qui partent*, ajoute le *Vorwärts*. Il y aurait même à cette affaire quelques petits millions à gagner, dont, paraît-il, nous avons grand besoin pour remettre sur pied notre petite feuille qui est en train de faire banqueroute.

On n'est pas plus aimable!

Relevons d'abord un petit mensonge que le *Vorwärts* se permet de faire de peur d'en perdre l'habitude. Nous n'avons jamais conseillé d'organiser en ce moment des émeutes en Allemagne, et cela par une bonne raison, c'est que nous ne pouvions nous assurer à distance si l'instant est bien choisi ou s'il ne l'est pas, et, nous n'avons pas l'habitude comme le *Vorwärts* de parler de choses que nous ne savons pas. Nous nous sommes seulement permis de souligner certaines déclarations pacifiques qui jurent avec certaines déclarations révolutionnaires d'une autre époque.

En parlant de « fusils qui partent » le *Vorwärts* a, sans doute, voulu faire allusion à nos amis de Bénévent. Eh bien! que les gens du *Vorwärts* le sachent, si nos amis italiens au lieu d'être en prison se trouvaient à leur place en Allemagne, il est douteux que la police osât jouer avec l'émeute. Il est probable que si nos amis jugeaient le moment propice de tenter un soulèvement, en Allemagne comme en Italie, ils devraient avec le moins d'argent possible, acheter le plus grand nombre possible de fusils le moins mauvais possible. M. Stieber sait ce qu'il fait quand il laisse des fusils qui partent à des « chefs » qui ne partent pas, et empêchent les autres de partir.

Arrivons à la question de boutique.

Nous prions les gens dont l'esprit d'autoritarisme coupa jadis en deux l'Association Internationale des Travailleurs, et qui actuellement sont en train de faire faire banqueroute morale à tout un parti, de ne point se préoccuper de la prétendue banqueroute de l'*Avant-Garde*. *L'Avant-Garde* n'a pas il est vrai « das Kapital » dans son jeu, mais cette feuille est entourée d'amis dévoués qui loin de demander des situations

politiques et financières à leur parti, mettent à son service toutes leurs ressources. Est-ce compris?

Correspondances.

France.

Comme il était facile de le prévoir, les arguments militaires des patrons l'ont emporté dans le bassin de Commeny, et le fameux principe de la « liberté du travail » a reçu encore une égratignure. A force de provocations et de parades militaires, l'autorité est parvenue à faire prononcer quelques mots à un mineur. Il n'en a pas fallu davantage.

Un nommé Cluzet s'est permis de dire à un de ses camarades qui allait travailler: « Comment! tu vas travailler? tu n'as donc pas de pain à manger? si tu n'en as pas on te fera délivrer un bon; l'on ne travaille pas les uns sans les autres ». Aussitôt le parquet de Montluçon lance des mandats d'amener; les gendarmes se mettent à la poursuite de trois « mineurs » et deux étant parvenus à s'échapper, ils rentrent en triomphe avec un prisonnier.

Mais à cette nouvelle, la terreur se répand dans les mines. Quelques ouvriers rentrent au travail à Doyet; quelques autres à Bézenet les imitent; ceux de Ferrières résistent plus longtemps, mais à la fin succombent. Actuellement, tout est fini.

La compagnie a invité tous les ouvriers à faire régler leurs livrets, et n'a réembourché ensuite qu'une partie de ceux qu'elle occupait précédemment. Un grand nombre qui avaient repris le travail poussés aussi par la famine, restent toujours sans ressources; ils parcourent les campagnes pour chercher de l'ouvrage, mais ils n'en trouvent, ni aux champs, ni dans les villes, parce que ayant passé leur existence au fond des galeries, ils sont impropres à tous autres travaux.

Et ces choses-là se voient en plein 19^e siècle, dans une République!

Et dans la même République, on arrête, en pleine paix extérieure et intérieure, les Contumax d'une insurrection étouffée dans le sang, il y a sept années écoulées! Trois viennent de passer devant le 3^e conseil de guerre; deux ont été condamnés à des peines diverses, le troisième Verlière, à 20 ans de travaux forcés et dix ans de surveillance.

Et pendant que les travailleurs de Commeny souffrent la faim, que ceux de la Commune vont en prison, la République des « Rien Foutre » illumine ses initiales: **R. F.**, aux quatre coins de la capitale.

Marseillaise, drapeaux aux trois couleurs, inauguration de la statue de la république, feux d'artifice, pétarades, discours ministériels, rien n'a manqué à la fête, et, comme sous l'Empire, on amnistiait à l'occasion du 15 Août, on a un peu songé aux déportés de la Commune, et on a gracié 1269 condamnés... de droit commun; pas un seul condamné politique, pas un seul!

Le peuple, lui, a eu bonne mémoire. A Lyon, une foule de drapeaux portaient cette inscription: Amnistie. Il est vrai de dire qu'on les a fait enlever. A Saintes, quelques jours avant le 30 Juin, quelques jeunes gens ont chanté une chanson communaliste qui a été très applaudie. Elle contenait ce couplet:

Feu, partout feu ! le bruit des cannonades
Fait tressaillir la vaillante cité.
Peuple debout ! c'est dans les barricades
Que l'avenir cache l'égalité.
Si des bourgeois l'hypocrite parole,
Pour te parler, prend la voix du canon,
Sur leurs maisons fais jaillir le pétrole !
Contre un bourgeois, tous les moyens sont bons.

Les élections du 7 Juillet, ont été un nouveau triomphe pour la république conservatrice ; à peine un encouragement pour les socialistes.

Sur 22 députés à élire, 16 républicains ont été nommés et 4 monarchistes de diverses nuances : il y a deux ballotages favorables aux républicains.

Les socialistes-badingueusards sont demeurés sur le carreau avec Amigues ; les bonapartistes de salon sont battus avec le baron de St-Paul ; les légitimistes voleurs sont tombés avec Baragnon ; seuls ont réussi, avec Jérôme David, les Ratapoils de 1852.

La seule élection qui nous intéresse est celle du 6^e arrondissement de Paris dont voici le résultat :

Inscrits : 21,111 — Votants : 13,384.
Ch. Hérissou, républicain-bourgeois 8,931. élu.
Guérin, monarchiste 3,005.
De Jouvencel, orléaniste 978.
Blanqui, socialiste 618.
Nuls 50.

Après avoir eu le triste courage d'opposer sa candidature à celle d'un martyr, M. Hérissou emportera donc dans l'histoire, la honte d'avoir vaincu. M. Hérissou savait qu'une seule porte pouvait être ouverte au cachot-tombe de Blanqui et que cette porte donnait sur l'assemblée, et M. Hérissou a concouru à ce que cette porte ne soit pas ouverte. Il faut en conclure que M. Hérissou est partisan de la peine de mort en matière politique ; le peuple pourrait un jour l'en faire souvenir.

Nous avons reçu de Marseille, au sujet des manifestations *cléricocailhards* dont cette ville vient d'être le théâtre, une correspondance que l'abondance des matières nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro.

Allemagne.

La chasse contre les socialistes continue avec la même vigueur qu'auparavant ; le gouvernement et la société bourgeoise se tendent la main, et c'est à qui saura le mieux faire la guerre à tout ce qui représente en Allemagne des idées tant soit peu avancées. Les condamnations de gens sympathiques à Nobiling ou hostiles au « vieil » empereur augmentent de jour en jour ; on en compte plus de trois cents. Les condamnations pour quelques mots prononcés s'élèvent à deux, trois et même cinq ans de prison.

Il faut espérer après cela que les socialistes allemands comprendront enfin que ce n'est pas seulement aux juges russes qu'il faut appliquer la parole prononcée un jour par le *Vorwärts*. Ce journal disait que des juges qui condamnent à 4 ans de prison pour 2 ou 3 paroles ne méritent que la corde.

Cependant les témoignages de sympathie à l'égard de Nobiling ne diminuent pas, ils augmentent, et cela prouve jusqu'à quel point l'élément républicain et jacobin a déjà pénétré dans certaines parties de l'Allemagne.

Mais ce n'est pas seulement l'Etat, le gouvernement qui sévit contre tout ce qui professe des idées tant soit peu libérales.

Non, c'est aussi et surtout la société allemande, les hommes de la « haute culture germanique » qui excellent dans la lutte. La *dénonciation* prend d'effroyables proportions, des proportions gigantesques. Le mari dénonce sa femme, le voisin dénonce son voisin ; on n'ose pas proférer un mot dans un café sans courir le risque d'être dénoncé par le Monsieur qui, à côté, prend tranquillement sa chope. Toute la fine fleur de la haute culture allemande, que Bakounine nous faisait si bien pressentir dans son *Empire Knouto-germanique*, se révèle aujourd'hui dans toute sa nudité. Ce n'est plus une chasse au socialiste, c'est une chasse à l'ouvrier d'abord, au libéralisme ensuite, et même surtout au libéralisme. La société instruite, les savants professeurs, les bourgeois fiers de leur instruction, — tous, prêtent la main au gouvernement de Bismark.

Voici quelques exemples :

Le ministère de l'Industrie adresse une circulaire à tous les chefs d'établissements et les engage à surveiller strictement les ouvriers ; à leur défendre la lecture de brochures socialistes dans les ateliers, et à renvoyer impitoyablement tous ceux qui fréquenteraient les réunions socialistes, feraient des collectes pour le parti, ou en liraient les journaux. Et les patrons exécutent toutes ces mesures avec un zèle de laquais ; le soir, ils espionnent leurs ouvriers et le lendemain les renvoient. D'autres exigent que leurs ouvriers promettent par écrit de ne plus fréquenter les socialistes et de ne plus lire leurs journaux, — et les journaux socialistes recommandent aux ouvriers de signer ces engagements et de lire les journaux en cachette. Ailleurs, c'est toute une société de teinturiers, d'imprimeurs, une compagnie de chemin de fer, dont les membres s'engagent à renvoyer tout ouvrier socialiste, ou même tout ouvrier appartenant à certains corps de métiers organisés ; et, les ouvriers trop faibles pour résister comme le faisaient jadis les *Trades-Unions* en semblables circonstances, sont forcés d'abdiquer, de vendre leur liberté pour avoir, pour gagner du pain.

Mais, ce sont encore des patrons, des brutes, direz-vous ! Voici venir alors la haute société. Les étudiants s'engagent à ne pas entrer dans un local, dont le propriétaire serait abonné à un journal socialiste, ou seulement intransigeant. Ils n'appartiennent sûrement pas ceux-là à « la culture des pous » ni à « celle de l'eau de vie » comme ces étudiants russes, si haïs par le *Vorwärts*, qui meurent dans les prisons pour les porteurs de pous et les buveurs d'eau de vie ! Ceux-là, c'est la haute culture de la « libre Allemagne ». Ensuite, pour mener tout ce monde ameuté contre le libéralisme, viennent les docteurs, — non pas des docteurs-fous héréditaires comme le *Vorwärts* se plait à dépeindre Nobiling — mais les docteurs qui — sans accès de folie — au lieu d'abrutir un roi, abrutissent les jeunes gens par ce qu'ils ont l'audace d'appeler la science.

Viennent ensuite les officiers, aussi bien instruits, civilisés, qui ne boivent que du vin ou de la bière, et ceux-là haranguent leurs soldats, en leur disant que le jour approche où il faudra frapper, et que ce jour venu, le soldat devra taper dru sur tout ce libéralisme. Cela est encore peu. Il faut que le soldat devienne espion, et voilà que les chefs ordonnent aux soldats d'empoigner

en plein café les causeurs, soldats ou non, qui parleraient de socialisme et d'attentat, et de les conduire au poste.

Enfin, craignant que toutes ces armes ne fussent pas, les gouverneurs de province adressent des circulaires à toutes les autorités communales des campagnes (autorités qui sont électives) où on leur recommande de bien s'informer des conversations des campagnards, où on les exhorte à connaître à fond leurs opinions, et que dès que ces opinions ont une teinte socialiste, ou qu, dans le pays il vient un socialiste ils devront le faire savoir immédiatement aux autorités. Bref, tout un système d'espionnage. A quoi bon alors la police noire si chaque employé municipal peut-être chargé et se charge aussi volontiers de la besogne ?

Voilà quelques traits caractéristiques du temps où nous vivons. Je pourrais en citer bien d'autres, mais je pense que ceux-ci suffiront. Notons-le bien, ce n'est pas une chasse aux socialistes seulement que l'on organise ; non, fidèle à ses traditions, l'empire allemand entreprend une campagne contre tout ce qui a une teinte de libéralisme. Bismark veut avoir un parlement servile, une presse docile ; il veut gouverner *personnellement*. Pour atteindre ce but, il profite des circonstances, et nous ne serions pas étonnés qu'une nouvelle guerre ne se préparât derrière tout cela.

Bismark parviendra-t-il à réaliser son rêve de pouvoir personnel ? c'est plus que probable. Espérons seulement que cette chasse atroce ouvrira les yeux aux démocrates allemands ; qu'elle les désillusionnera de la haute idée qu'ils se faisaient du libéralisme allemand, et qu'elle leur prouvera qu'un coup de fusil a plus fait pour l'éclaircissement de leurs idées que des avalanches de volumes, de livres très-bons, mais — à la portée seulement d'un très petit nombre d'êtres humains.

— Après avoir établi la différence qui existe entre *Réforme* et *Révolution*, la *Berliner Freie Presse* organe démocrate socialiste qui paraît à Berlin publie les lignes suivantes :

« Si nos ennemis étaient doués de bon sens, ils se seraient, au contraire, appliqués eux-mêmes, à faire représenter la démocratie socialiste au *Reichstag*. Ils en auraient tiré un double avantage. D'abord, celui d'arriver à connaître la démocratie-socialiste, face à face ; et puis, celui, que la démocratie-socialiste, en prenant part aux élections et aux travaux législatifs, *co ipso* (par cela même) devient un parti de *réformes*. Si on exclut la démocratie socialiste de l'arène parlementaire, on ne l'affaiblit pas, — au contraire, elle y gagnera sans aucun doute en profondeur et en intensité — on empêche seulement son évolution normale réformatrice.

« Bref, avec leurs tendances hautaines, nos ennemis en cas de réussite, ne feront qu'empêcher ce qu'ils disent vouloir aider, c'est-à-dire la *réforme pacifique*. »

En d'autres termes, la *Berliner Freie Presse* avoue que la bourgeoisie allemande fera sortir le peuple allemand de la *réforme pacifique* pour le lancer dans la voie de la *révolution sociale*. Le *Berliner Freie Presse* s'en plaint ? nous, nous nous en réjouissons.

Impossible de tracer plus nettement la différence de programmes qui existe entre celui des démocrates-socialistes et le nôtre.

Une dépêche nous apprend que Hœdel vient d'être condamné à mort.

Il y a toujours des juges à Berlin !

Russie.

Le gouvernement russe est aux abois.

Déjà en 1876, épouvanté du nombre considérable de brochures socialistes et révolutionnaires qui circulaient dans tout l'étendue de l'Empire, le tzar, par un ukase, assimila les contrebandiers aux propagandistes eux-mêmes, et leur appliqua la peine des travaux forcés et l'exil en Sibérie.

Les brochures continuèrent néanmoins à affluer, et les groupes révolutionnaires stimulés par cette mesure coercitive, qui pouvait en effet à un moment donné, rendre trop difficile l'entrée en Russie des brochures imprimées à l'étranger, organisèrent et établirent à St-Petersbourg même, deux imprimeries clandestines qui ont jusqu'à présent échappé à toutes les investigations de la police.

Le gouvernement redouble d'arbitraire et de férocité.

Les 193, poursuivis et jugés par les valets du tzar, les sénateurs de l'empire, sont condamnés à des peines diverses; nombre d'entre eux acquittés, un seul — Mischkine — se voit appliquer la peine des travaux forcés. Le jugement contient pour motiver cette apparente modération les considérants, suivants :

« Considérant la longue détention des prévenus (4 ans)

« Considérant la mortalité qui a frappé un grand nombre d'entre eux.

« Le tribunal condamne, etc., etc. »

Le tzar qui d'habitude diminue toujours les peines que son sénat applique avec une générosité rare, refuse cette fois d'homologuer ce jugement, et lui substitue un arrêt par lequel 15 des condamnés à l'exil en Sibérie seront envoyés aux travaux forcés dans les mines; quant aux autres *prévenus*, ils devront rester deux ans durant à la discrétion de la police qui pourra, sous le moindre prétexte, leur appliquer la même peine.

Véra Zassoulitch est à peine acquittée par un jury composé presque uniquement de fonctionnaires, que son jugement est casé sur l'ordre du tzar.

Toute la police est sur les dents, les plus fins limiers sont harrassés de leurs recherches inutiles. Le tzar promet un récompense de 5000 roubles à qui lui livrera l'héroïque jeune fille.

Et malgré la barbarie des représailles, malgré la chasse féroce dont ils sont l'objet, les socialistes-révolutionnaires continuent leur propagande, manifestent de plus en plus leur activité.

Véra Zassoulitch, que toute la police poursuivait, est aujourd'hui à l'étranger assistant impassible à l'écroulement du « colosse aux pieds d'argile » et pleine de foi et d'espérance dans l'avenir de la Révolution.

Presnyakoff, cet ouvrier poursuivi pour propagande socialiste, s'évade, avec l'aide de ses amis, de la prison de St-Petersbourg.

Stéphanowitch, Deutch et le paysan Tichanow, les deux premiers arrêtés pour s'être mis à la tête d'un mouvement insurrectionnel agraire, membres d'une société révolutionnaire composée de plus de 600 paysans, et probablement destinés à être condamnés à mort et exécutés, s'évadent de la prison de Kiew.

Et, détail curieux, leur évasion est due au dévouement d'un propagandiste envoyé à Kiew par un groupe révolutionnaire, et

qui, réussissant à gagner la confiance de l'administration pénitentiaire, était parvenu à obtenir une place de gardien dans la prison même où ils se trouvaient.

Aujourd'hui Stéphanowitch, Deutch, Tichanow et le geolier de S. M. le tzar sont en sûreté; seule, la clef de la prison a été égarée en route.

Le 7 juin, le même jour, s'accomplissait également à Kiew un acte de justice révolutionnaire.

Le baron Heiking, colonel de gendarmerie et complice du procureur Kotlarewsky, a été frappé d'un coup de poignard, dans une des principales rues de la ville, en pleine après-midi.

Les lecteurs de l'*Avant-Garde* n'ont certainement pas oublié la tentative de justice révolutionnaire essayée sur le procureur Kotlarewsky.

A peine Kotlarewsky essayait-il deux coups de revolver qui ne l'atteignirent pas, qu'il reçut, au nom d'un groupe révolutionnaire, un avis que sa vie n'en était guère plus assurée pour cela; que sa conduite odieuse et vile recevrait son juste châtiment, et que non seulement lui, mais encore Heiking, avaient leurs jours comptés.

Aujourd'hui justice est faite pour l'un de ces misérables.

Voici dans quelles conditions s'est exécuté cet acte de haute moralité :

Heiking se promenait dans la rue, causant avec un de ses amis; tout à coup, il pâlit, chancelle, sa bouche se contracte et il s'écrie « je suis tué »; son ami le soutient et apercevant un homme qui s'enfuyait, crie « à l'assassin ». Un *gorodovoï* (agent de police) se met à la poursuite de l'individu signalé, réussit à l'atteindre et veut l'arrêter, mais aussitôt cet homme tire deux coups de revolver sur le policier, lui casse un bras et une jambe et continue tranquillement sa route.

Attirée par le bruit, la foule s'amasse; un jeune homme se précipite sur l'inconnu, mais il lui échappe laissant seulement entre ses mains un mouchoir de poche.

La foule devient de plus en plus nombreuse et l'entoure de tous côtés, il tire deux coups en l'air, la foule se disperse et le voilà de nouveau poursuivant son chemin.

Un homme d'une forte taille, plus malavisé que le restant du public, cherche à lui barrer le passage et l'empoigne au collet; notre inconnu tire alors un dernier coup en pleine poitrine à son agresseur, le tue raide et réussit à disparaître.

Le colonel de gendarmerie, baron Heiking, est mort deux jours après; le *gorodovoï* est bien malade — il n'arrêtera plus personne. Quant au justicier révolutionnaire toutes les recherches faites pour le découvrir ont été inutiles.

Timacheff, ministre de l'intérieur, pour arrêter le flot débordant des « passions subversives » vient d'adresser ses jours (mai), une circulaire à tous ses subordonnés pour leur enjoindre d'avoir à « empêcher toute nouveauté (innovation) qui n'aurait pas au préalable obtenu l'autorisation de la police, ou qui n'aurait pas été sanctionnée par une loi !!! »

Pendant ce temps les paysans réquisitionnés pour le service des transports pendant la guerre, reviennent — ceux qui reviennent — malades, épuisés, ruinés, se plaignant d'avoir été batonnés jusque sous les yeux du tzar, et maudissant leur « paterne » gouvernement.

Suisse.

GENÈVE. — Encore un proscrit, un homme de la Commune, un combattant de la Révolution sociale qui disparaît! Razoua vient de mourir subitement à Genève.

Il a été enterré au cimetière de Plainpalaïs, civilement, accompagné de plus de 700 personnes.

Un drapeau rouge a été déployé au cimetière; un drap rouge couvrait son cercueil.

Sur sa tombe plusieurs discours ont été prononcés par les citoyens Arnould, Cournet, Lefrançais et Joukowsky.

Nous reviendrons dans un article nécrologique sur la personnalité sympathique de Razoua.

Véra Zassoulitch est enfin hors de portée des griffes de la police russe. Un banquet lui a été offert à Genève.

Le dessin que nous avons donné en supplément, avec le dernier numéro de l'*Avant-Garde*, a fait dresser les cheveux sur la tête de ceux des rédacteurs du *Patriote Suisse*, à qui il en reste.

« Le journal l'*Avant-Garde* — dit cet honnête journal — dont nous avons entretenu nos lecteurs la semaine dernière, s'accorde parfois la fantaisie de donner, sous forme de supplément, des dessins lithographiés plus ou moins réussis. Son numéro du 1^{er} juillet est accompagné d'une planche allégorique dont voici la description : trois plats contiennent la tête de Gambetta, celle de Mac-Mahon et celle de Bismark. »

Avez-vous entendu sans frémir, quelle cruauté est la nôtre? demander, en allégorie, trois têtes en échange des 30,000 fusillés de Mai par ordre de M. de Mac-Mahon; des centaines de milliers de cadavres sur lesquels s'est assise la fortune politique de M. Gambetta, et rayonne la gloire de M. le comte de Bismark! Eh bien, réflexion faite, nous trouvons que ce n'est pas assez : qu'il faudrait qu'on y ajoutât les têtes de quelques-uns de ces exploiters du *Patriote* qui frémissent d'horreur devant la *guillotine populaire*, franche, dégoutant au grand jour ses gouttes de sang, mais qui dressent cette *guillotine sèche* de l'exploitation économique, dont les gouttes de misère tombent, brûlantes, une à une, dans le sein du prolétariat et le tuent, lentement, sûrement hypocritement, en vertu des lois Darviniennes.

Le *Patriote* continue :

« Sur un fond noir comme la nuit, se profile la lugubre silhouette d'un gibet auquel une longue corde est suspendue. »

Oh! ces critiques d'art! ils sont partout les mêmes! voilà maintenant qu'à Chaux-de-Fonds, ils prennent la guillotine pour une potence, et que, dignes émules du Sire de Framboisy, ils tranchent les têtes avec une corde!

Poursuivons :

« Ce charmant dessin a pour inscription : « Exposition ouvrière future ». C'est extrêmement alléchant. Rien qu'en voyant cette allégorie, on devient socialiste « anarchiste et collectiviste » enragé.

Eh! de votre part ce ne serait pas si bête! et si la révolution triomphe, nous savons bien que c'est là, en effet, le parti que prendra, par prudence, cette ancienne queue royaliste neuchâteloise devenue républicaine, par ambition. C'est prévu, d'ailleurs dans une chanson populaire charmante :

« Quand il voit un parti qui tombe,
Il se met du côté du plus fort. »

Voici la fin :

« On a un délicieux avant-goût des douceurs que nous promet la grande révolution sociale. Potence, guillotine, pétrole, fusillade, rien ne manquera à la fête. »

Pas même vos têtes, Messieurs!! *Horribile dictu!!*

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois. » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois. » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

La Curée.

« Car, il faut au chenil que chacun d'eux revienne
« Avec un os demi-rongé,
« Et que trouvant au seuil son orgueilleuse chienne,
« Jalouse et le poil allongé,
« Il lui montre sa gueule encor rouge, et qui grogne,
« Son os dans les dents arrêté,
« Et lui crie en jetant son quartier de charogne :
« Voici ma part de royauté ! »

(A. BARBIER.)

Les ambassadeurs qui viennent de se réunir à Berlin se croient de biens grands personnages, et s'imaginent avoir fait de bien grandes choses. Ils ne sont pour nous que de véritables partageux.

Ils sont grandis par toute la bêtise des novellistes qui sont allés écouter à leurs portes, qui ont regardé dans leurs chambres par le trou de la serrure, qui ont essayé de lire sur leurs fronts, de deviner dans leurs sourires ou dans leurs grimaces les destinées des nations. Journalistes et boursiers, gros personnages et grandes dames, les ont flattés, caressés, adulés, pour extraire d'eux un mot, un signe : — et tous ces grotesques — de Gortschakoff le gou-teux à Waddington le ventru, — ont pu croire que leur caboche renfermait tout un monde de pensées. C'est toujours le cas de répéter la vieille parole :

« Ces grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux.

Levons-nous ! »

... Mais les peuples ne se sont pas levés. Ils sont, non pas à genoux, mais à plat-ventre, se roulant dans la boue, s'offrant, comme dans les fêtes égyptiennes, à servir de pavé aux cavalcades de leurs maîtres. Au commencement de la guerre on nous parlait de Bulgares se levant en hommes libres, et luttant le bon combat contre les tyrans. Où sont-ils maintenant ces héros ? nous ne voyons que des esclaves ; ou, ce qui est plus triste encore, des valets gueuant une livrée !

Le congrès de Berlin est un bazar, un antre, un mauvais lieu, où on a commercé, vendu, partagé de la chair humaine. On y a vendu des esclaves, non pas au détail comme dans les bazars de Constantinople ; non, c'est en gros, par peuples entiers qu'on y a fait du commerce. Et les peuples ne se sont pas levés pour renverser les immondes tréteaux de ventes ! Non, ils ont applaudi, ils ont admiré, et quand Beaconsfield est rentré en Angleterre, il a fallu protéger la gare par une palissade et par la force publique, de peur que le grand homme d'état ne fut écrasé par la foule enthousiaste !

Dans cette grande foire au peuple, c'est naturellement le plus riche qui l'a emporté. L'Angleterre a le sac. Cela suffit. A pei-

ne, a-t-elle eu besoin d'en desserrer les cordons. Sans tirer un coup de canon, sans débarquer un soldat, elle a fait reculer les Russes jusqu'aux Balkans, elle leur a repris tout le versant méridional des montagnes, sinon pour y installer ses propres troupes, du moins pour y maintenir son vassal ; de cette manière elle garde les clefs du Bosphore. Jadis, c'était le Turc qui défendait aux vaisseaux russes d'entrer dans la Méditerranée ; maintenant, ce sera l'Anglais. Ce grand centre de l'équilibre de l'ancien monde appartiendra maintenant d'une manière presque officielle à l'Angleterre. N'est-elle pas chargée par le traité du 4 Juin d'aider le Sultan à bien gouverner ses peuples de l'Asie Mineure et n'est-elle pas tenue de le protéger contre tout danger ? Elle commencera par se protéger elle-même. Comme un gros ours qu'il est, le Russe est allé se buter contre l'obstacle ; le léopard britannique a fait le tour par le midi, il s'est emparé des portes de la Mer Noire, et ses canons couvrent Constantinople.

Ce n'est pas tout. Les Russes en s'emparant de la haute Arménie, pouvaient menacer la vallée de l'Euphrate, mettre en péril la sécurité du chemin que les Anglais n'ont pas encore construit de la Méditerranée au Golfe Persique, mais qu'ils construiront bientôt. Eh bien, si les Russes se sont embusqués là haut, du côté des montagnes de l'Ararat, dans quelque défilé bien choisi, les Anglais se campent dans l'île de Chypre. De là, ils surveillent toute la côte de l'Asie Mineure et de la Syrie, ils sont tout près de la vallée de l'Euphrate ; par leurs vaisseaux et leurs troupes de débarquement, ils sont d'un bon mois en avance sur les Russes, si jamais un conflit devait éclater. Et en attendant, ils vont faire de l'argent dans l'île : ils vont y planter de la vigne, y tailler du marbre, y exploiter des mines. Vive l'argent et *Rule Britannia* ! La foule des gens d'affaire s'abat déjà sur l'île comme une nuée de sauterelles. Gare au pauvre paysan qui paiera tous les nouveaux-venus !

Mais si l'Anglais a le sac, la Russe a la griffe. La Russie s'est payée de ses peines.

Alexandre a pu accomplir l'acte de piété filiale que lui imposait la mémoire de son excellent père. Il a pu voler la Bessarabie aux Roumains. Le pays dont il s'empare, et la Dobrouitcha qu'il gouvernera par l'entremise de la Roumanie, sont remplis d'exilés volontaires cosaques et autres, qui s'étaient enfuis de la sainte Russie pour vivre en paix. C'est bien ! La police aura encore de beaux jours : que de gens à traquer, à

emprisonner, à expédier en Sibérie ! L'ordre règnera dans ce beau pays et l'on bénira le saint nom du Tsar dans la sainte langue russe !

Et l'Autriche ?

Elle aussi a reçu son contingent de sujets. Combien ? un million quinze cent mille ? On ne sait pas encore ; mais, on les dénombrera ; les paperassiers vont venir. Dans chaque village, les Bosniaques verront arriver un conseiller réel, un percepteur royal impérial, un inspecteur effectif, dix gendarmes, quinze mouchards, que sais-je encore ? Ils jouiront de tous les bienfaits d'une administration paternelle. Et, dans l'armée autrichienne qui s'avance, voyez se glisser les prêtres. Ils arrivent en maîtres. La lutte séculaire de l'église romaine contre l'église grecque tourne à leur avantage. A eux les honneurs maintenant. A eux les profits. De sa « prison » du Vatican, le Saint-Père les encourage à la curée.

Il n'est pas jusqu'à la France qui n'ait aussi voulu sa petite part dans le butin. Mais, pour elle, les temps sont durs ! elle a dû se contenter de peu : le protectorat des lieux saints lui suffit. Faire plaisir aux jésuites satisfait l'ambition de M. Waddington. Donner à toute la moinerie catholique le plaisir de monter la garde autour d'un trône de Jérusalem, voilà qui doit combler les vœux de la nation française que certains gens prétendent en république. C'est à obtenir de pareils résultats que doivent servir les millions du budget, c'est pour assurer ce glorieux triomphe à leur patrie que les ouvriers d'Anzin doivent aller travailler pendant quatorze heures par jour à mille pieds sous terre !

Telle est l'œuvre de nos diplomates.

Aucun souci des volontés des peuples ; nul respect de leur autonomie ; pas même ces semblants de plébiscites dont s'entourait la pudeur impériale. Ils ont jeté les peuples sur la table de marbre, et ils les ont dépecés tout simplement, ouvertement, à la face du monde. Ils sont ce que les a appelé l'Egalité, les *Billoirs* de la politique.

Chacun emporte son lambeau de peuple, sans prendre garde à sa race, ses mœurs, ses idées. Au Monténégro un port ; au Serbe, au Grec, un peu de terre. La Russie, l'Angleterre, l'Autriche prennent de grosses parts, des quartiers entiers ; on jette à la France un peu de pourriture ; on rit en voyant l'Italie s'en revenir fâchée, les mains vides, sans Trente, sans Trieste, sans Tunis, sans l'Albanie ; on tremble en voyant Bismark qui n'a rien pris ; on s'indigne à propos de cette pauvre et courageu-

se Roumanie, décousue, remaniée, recousue, grâce à la lacheté de son Charles, si accoutumé aux affronts, pour conserver son titre, qu'il mourra un jour comme Jean de Paris... d'un coup de pied au cul.

Un seul mot caractérise le Congrès de Berlin :

« **La Curée !** »

La jeune Icarie nous reproche d'avoir prêté à ses amis des sentiments égoïstes et réactionnaires qu'ils n'ont pas, et elle espère que, comme tant d'autres, nous reconnaitrons que notre bonne foi a été surprise par leurs détracteurs.

Tout en maintenant notre blâme pour ceux qui en appelleraient aux tribunaux bourgeois, comme pour ceux dont la conduite expliquerait cette solution, tout en conseillant amicalement aux uns et aux autres de s'en remettre à un arbitrage de socialistes pour régler leurs affaires de famille, nous ne ferons aucune difficulté de reconnaître que nous nous sommes un peu trop hâtés peut-être de donner notre sentiment.

Désireux de ne pas retomber dans la même faute au détriment cette fois de la majorité, nous attendrons que l'on nous donne sur les causes elles-mêmes de la scission des renseignements précis, et que des faits accomplis viennent éclairer de leur lumière les programmes et les déclarations.

Nous sommes tout disposés à porter le débat plus haut comme nos amis de *la Jeune Icarie* le désirent, mais nous leur demandons crédit de quelques semaines. En ce moment, notre format trop exigu suffit à peine aux besoins de notre polémique avec les feuilles bourgeoises, et aux devoirs que va nous imposer la tenue du Congrès Jura-sien.

Correspondances.

France.

Nous recevons la communication suivante :

« Le Comité créé en vue de la réception des délégués ouvriers français et étrangers à l'Exposition universelle et de l'organisation du Congrès international ouvrier socialiste, porte à la connaissance des groupes ouvriers constitués tant en province qu'à l'étranger, la résolution suivante qu'il a prise dans sa dernière séance :

« Conformément à la décision du congrès ouvrier de Lyon, le congrès international socialiste s'ouvrira à Paris le 2 septembre, pour se terminer le 12 du même mois, »

Il croit devoir inviter ces divers groupes à retarder l'envoi de leurs délégués à l'Exposition de façon à faire coïncider leur arrivée à Paris avec la tenue du Congrès.

La liste des questions à traiter au dit congrès leur sera ultérieurement adressée.

Le comité rappelle qu'il est composé d'un délégué et de deux sub-délégués nommés par les chambres syndicales et autres groupes parisiens ouvriers et qu'il n'a abandonné à aucune individualité le droit de remplir le double but qu'il se propose. Il invite les groupes constitués à se mettre en garde contre toute substitution de ce genre.

Pour le Comité,

Le secrétaire de la Commission de propagande,

BALAT, 13, rue de Picardie.

Nous recevons, trop tard par l'insérer, l'ordre du jour du Congrès; nous le publions dans notre prochain numéro.

L'Egalité, journal républicain socialiste, qui paraissait à Lagny près Paris, a été sous le coup d'une double poursuite : elle était traduite devant la Police correctionnelle et en Cour d'assises.

Cinq délits étaient relevés contre elle, et pouvaient l'exposer à un maximum de 9 ans de prison et de 1800 francs d'amende.

Vendredi elle passait devant le tribunal correctionnel de Meaux pour apologie de faits qualifiés crimes. Elle a été jugée et condamnée par défaut, les socialistes de *L'Egalité* ne voulant pas, comme ils le disent eux-mêmes « donner par leur présence un faux air de justice à ce qui pour la classe dirigeante et possédante, n'est, comme l'armée, comme la police, comme le clergé, comme l'administration qu'un moyen de défendre ses privilèges économiques et politiques contre les revendications égalitaires du nombre. »

Le tribunal de Meaux où siégeaient M. Louche et C^{ie}, a condamné *L'Egalité* à 1000 francs d'amende et un an de prison. *L'Egalité* annonce que n'étant soutenue par aucun bailleur de fond, elle doit suspendre momentanément sa publication, mais qu'elle reparaitra avant peu.

La **R. F.** de MM. Dufaure, Marcère et consorts, aimable et naïve pour les ennemis de la république, salope et trompeuse quand il s'agit de républicains, a donc voulu en finir avec le seul organe du socialisme-révolutionnaire qui paraisse *publiquement* en France, comme elle en a fini une fois avec le *Père Duchêne* et la *Commune affranchie*.

Cette rage de poursuites et cette privation du droit commun montrent aux ouvriers ce qu'ils doivent attendre de la voie légale pour réaliser leur émancipation.

On nous écrit de France :

« Nous avons en France de nouvelles grèves un peu partout : grève des charpentiers au Havre, de 450 ouvriers boulangers à Bordeaux, de 1300 teinturiers en soie à Saint-Chamond. Mais toutes ces grèves ne sont rien en comparaison de celle qui vient d'éclater dans les charbonnages de la compagnie d'Anzin, grève qui comprend plus de 5000 ouvriers. Celle-ci eût certainement égalé en importance la dernière grève insurrectionnelle de l'Etat d'Ohio, si le gouvernement, sous prétexte de protéger la liberté du travail, et aidé du candidat républicain et de ses amis, n'était parvenu à la circonscrire.

Imaginez par la pensée une tache noire, s'étalant en une longue bande, mince et renflée par endroits comme la voie lactée, dans le sous-sol des deux départements du Pas-de-Calais et du Nord. Supposez que cette bande parte en pointe des petites hauteurs qui séparent Houdain de Lillers, qu'elle s'élargisse un peu et devienne très mince au moment où, au niveau de Douai, elle sort du Pas-de-Calais pour entrer dans le département du Nord; qu'elle se renfle enfin en cercle entre Condé et Valenciennes, et passe la frontière franco-belge. Vous aurez une idée à peu près exacte de la forme, de la position et de l'étendue de notre bassin houiller du Nord.

Les charbonnages du Pas-de-Calais n'ont pas l'importance de ceux du département

du Nord. Ceux-ci comprennent un très grand nombre de fosses groupées autour de plusieurs centres. Parmi ces centres, les uns sont des concessions appartenant à de petites compagnies : tels sont ceux d'Aniche, de Fresne-Midi, de Douchy, et de Vicoigne. Mais, le plus grand nombre, celui du village d'Anzin, celui de Fresnes où en 1717 a été découverte par hasard la première veine de combustible, alors que depuis plusieurs années les charbonnages belges de Mons et de Namur étaient en pleine exploitation, ceux de Raismes, de Vieux-Condé au nord de Valenciennes, celui de Somain, à l'est de cette ville, ceux de Denain, de Louches au sud, font partie de la célèbre compagnie d'Anzin.

« C'est aux portes même de Valenciennes, au bourg d'Anzin, — écrit Elisée Reclus, dans sa *Géographie Universelle*, — que se trouve le siège de la principale compagnie houillère de France, dont chaque « sou » ou part de propriété vaut de 2 à 3 millions de francs et qui possède un domaine souterrain comprenant une étendue de 281 kilomètres carrés, entre la Scarpe et l'Escaut et sur la rive droite de ce fleuve. Autour de ses puits de mines se sont formées de grandes cités ouvrières, Anzin lui-même, Raismes, Somain, Bruay, Fresne, et Vieux-Condé, non loin de la place forte de Condé-sur-Escaut; des bassins ont été creusés à Denain, à Condé et dans les autres villes riveraines du fleuve; canaux et chemins de fer sillonnent la contrée dans tous les sens, et même sous terre des voies ferrées à traction de vapeur réunissent les galeries les unes aux autres. »

Ajoutons que la production houillère, non pas du bassin houiller du Nord, mais de la partie seulement qui gît dans le sol du département de ce nom, dépasse 3 millions de tonnes, ce qui fait une valeur de 40 millions de francs et que cette production ne suffit pas à la consommation des usines du pays. On comprendra que la contrée contienne plus de 16000 ouvriers parmi lesquels on compte 9000 mineurs.

Pendant la période favorable que toute industrie traversait il y a quelques années, les charbonnages vomissaient de la houille à bouche pleine de leur fosses, et tout cela s'écoulait, et tout cela se consommait par les usines du département. Mais les mauvais temps sont venus et au lieu de prévoir la crise qu'ils traversent les administrateurs des charbonnages se sont bien gardés d'en modérer la production; ils continuaient même à embaucher des mineurs étrangers. Qu'est-il advenu? c'est que, en ce moment la compagnie d'Anzin a un stock si considérable de produits qu'elle ne sait plus, ni où, ni comment écouler. Alors viennent les mesures égoïstes et bêtes. On introduit le chômage le lundi de chaque semaine, on ferme les fabriques d'agglomérés, ce qui met 2000 ouvriers sur le pavé, et bientôt dans certaines fosses, à Thiers, par exemple, un bon ouvrier mineur gagne 25 à 30 francs par quinzaine, soit 2 ou 2 fr. 33 par jour.

Cette situation ne pouvait pas durer. Dès samedi, 13 juillet, une certaine agitation se faisait sentir autour des fosses, et mardi 16, aux fosses de la Réussite et de Thiers, les mineurs coupaient les cordes des cages. La grève commençait.

Quelle puissance, si cette grève après avoir allumé tous les centres de la compagnie d'Anzin, se repandait à Aniche, dans les concessions voisines, et enjambant la

frontière se promenait dans le Pas-de-Calais ! plus de 12000 mineurs dans la rue, appuyés de leurs 20000 camarades des fabriques. Tout le bassin houiller du Nord n'eut été bientôt qu'une langue de feu !

Instinctivement les mineurs le comprenaient. Mais, avant même que la grève n'éclatât, le gouvernement averti par les agents des grandes compagnies l'avait prévue et dans un clin d'œil toutes les précautions furent prises :

1° pour interdire toute communication entre le Pas-de-Calais et le Nord, un régiment de ligne tout entier a été placé à Douai, sac au dos, cartouches dans la giberne ; 2° pour garantir les petites compagnies comme celle d'Aniche, de la cavalerie est masquée entre leurs fosses et celles d'Anzin ; 3° pour en finir même avec les mineurs d'Anzin, Denain est occupé par 3 bataillons d'infanterie, et 2 escadrons de cavalerie, Sommain par un bataillon d'infanterie, Anzin, point stratégique, est bourré de troupes ; enfin, toute fosse a sa compagnie, toute route son peloton de dragons qui disperse au galop du cheval les bandes de grévistes. La république fait bien des choses ! n'est-ce pas Messieurs du capital ? refuserez-vous encore de coucher avec elle ?

Par les moyens parfaitement illégaux, qui voilent la loi des coalitions, la grève n'a pas atteint le Pas-de-Calais, elle n'a pas atteint les autres compagnies ; Denain, Sommain, ont été préservés ; maintenant elle étouffe au fond des fosses du centre d'Anzin couronnées de gendarmes. Sa mort est une question de temps.

Racontons maintenant les luttes qui ont eu lieu et les hypocrisies des comités républicains et bonapartistes.

Dès le mercredi, 17 juillet, 200 ouvriers se rendent de Bruay à Anzin, par la route qui va de Condé à Valenciennes. Le poste qui veille à la fosse Borne-Bleuze, se met en travers sur la route et l'officier donne ordre aux grévistes de rétrograder. Les ouvriers insistent pour avoir routelibre. Alors les arrestations commencent. Les femmes furieuses poussent leurs maris à délivrer leurs camarades. Sommations légales, et sur l'ordre de l'officier les fusils s'abattent pour faire feu. On entend au loin un galop de dragons. Alors commence un spectacle sublime. Les ouvriers, poitrine nue, crient aux soldats : « Tirez, si vous voulez ! la mort ou du pain ! » Les femmes, échevelées, courent aux soldats, ayant aux poings leurs petits enfants aux yeux étonnés et peureux. Les soldats hésitent ; mais le galop des dragons passe. La route est nettoyée de ces dignes fils des canuts et des barricadiers de Juin, de ces filles des héroïques gauloises.

Des grévistes, bâtons à la main, vont vers Aniche — dispersés ; vers Denain — dispersés ; ils marchent au château de Marsilly qui appartient au directeur de la compagnie, ils sont dispersés.

A Haveluy, la gendarmerie voyant approcher les grévistes de la fosse, fait des sommations et tire « en l'air », disent les feuilles bourgeoises. Une balle rencontre un nuage, un rocher des montagnes de la lune, ou le tibia de Jupiter, on ne sait pas bien, ricoche et vient s'enfoncer dans la poitrine d'un mineur qui demandait du pain : du pain ou du plomb !

Au cours de ces petites émeutes, 200 ouvriers sont arrêtés, et « expédiés » au tribunal de Douai. Le tribunal les condamne à la prison à la queue-leu-leu, parce qu'ils

ont porté atteinte à la liberté du travail... probablement de MM. les gendarmes.

Afin d'écarter la grève de Denain, le Comité électoral de cette ville a donné son concours aux autorités. Les ouvriers de Denain sont profondément attachés à leurs camarades et aux idées républicaines. Or, il y a un scrutin de ballottage à Denain entre un bonapartiste, M. Renard, et un républicain-bourgeois, M. Girard ; quelques agents de Ratapoil voulant profiter de la grève pour avoir une 10^{me} de voix qui manquent à leur homme sont allés à quelques fosses crier : Vive Napoléon IV ! on les en a chassés au chant de la Marseillaise. Mais les Messieurs du comité Girard ont dit à Denain que les grévistes criaient : Vive Napoléon ! et les ouvriers de Denain ont dit : s'ils font la grève pour Napoléon qu'ils la fassent tout seuls ! Comme les troupes sont en travers du chemin, il n'y a pas eu moyen de dissiper cette calomnie. Preuve de plus de l'excellence de l'action politique pour les classes ouvrières !

On nous écrit de Marseille :

« Nous avons été mêlés, presque sans le vouloir, aux luttes qui viennent d'avoir notre ville pour théâtre. Toute l'affaire peut se résumer en deux mots : elle a été engagée, d'une part, par les cléricaux aidés par la police, la gendarmerie, la force armée, avec la complicité tacite des généraux commandant le corps d'armée, du commissaire de la marine, et de ces Messieurs du Parquet ; elle a été soutenue, d'autre part, par le peuple, en majorité libre-penseur et républicain, appuyé par les socialistes peu nombreux, hélas ! et abandonné presque complètement par le conseil municipal qu'il a élu.

Conformément à la loi, le maire de Marseille, avait interdit toutes les processions, y compris celle dite « du vœu des échevins » et qui date d'une épidémie qui ravagea la ville de Marseille.

Mais nos cléricaux n'ont pas entendu de cette oreille, et ils ont remplacé la procession annuelle par une série de manifestations absolument politiques : Messe dite en présence des généraux, promenades significatives par groupes, dépôt de couronnes et de fleurs à la statue de Monseigneur Belzunce, ancien évêque de Marseille ; cris de « vive Henri IV ! vive la religion ! »

Le décret rendu par le maire de Marseille restait donc lettre morte. Tandis que les généraux soutenaient de leur présence les débuts de la manifestation, les républicains officiels goûtaient les douceurs de cet aimable *far niente* qu'ils aiment tant.

Mais, quand le peuple a vu que l'autorité républicaine ne savait pas, ne pouvait pas, ou n'osait pas mettre un terme aux provocations politico-religieuses des manifestants, il est devenu anarchiste comme dans les grands jours, et il s'est mis à faire ses affaires lui-même, les manches de chemises retroussées, la figure au vent, le cœur à l'ouvrage. Cela a été vite fini. Les fleurs se sont changées en bottes de paille dans les bras de bronze de Monseigneur, les chapeaux gibbus en soufflets, les jolies cannes en baguettes de tambour battant la marche sur la peau des manifestants, et la manifestation en déroute.

Les gendarmes apparaissent alors et, obéissant à leur affinité naturelle, les chapeaux à claques se mettent du côté des chapeaux claqués. Un gendarme est bientôt

désarmé, un autre assommé, tous pris de force, reconduits, et enfermés dans leur caserne.

Pendant ce temps que faisait le conseil municipal ? il lançait des décrets, et il faisait des vœux ! Celui, par exemple, de l'enlèvement de la statue de Belzunce.

Mais si nos cléricaux de Marseille ne votent pas, ils ne s'abstiennent pas davantage. Ils vont le lundi à la bourse, œillet blanc à la boutonnière, afin de rosser M. Peyral qui a proposé l'enlèvement de la statue. Au tour de ce conseiller municipal le combat recommence.

Bientôt la foule encombre les rues et chacun donne à son voisin le mot : il faut « déboulonner » Belzunce. Un petit drapeau rouge est arboré et l'on court sus au mouvement.

Alors, comme il s'agissait de combattre des républicains, l'intervention des troupes ne s'est pas fait attendre. La cavalerie charge sur les trottoirs comme sur la chaussée ; l'infanterie, sac au dos, occupe les places publiques.

Partout l'« Ordre » est rétabli et les arrestations en masse commencent.

Les républicains seront sûrement les plus condamnés et le seront en plus grand nombre. Mais, de longtemps il n'est pas probable que les cléricaux recommencent.

Allemagne.

Procès Hoedel. — La chambre où siège la haute cour de Justice est étroite. C'est à peine si on a réservé une quarantaine de places pour le public et pour les journalistes.

Hoedel, introduit, va prendre place entre deux gardes de police. Sa figure est calme, et il promène un regard assuré sur le public et sur ses juges qu'il fixe résolument.

Le procureur général de l'Etat à la cour royale de justice lit un long réquisitoire. Nous allons en résumer les passages les plus importants.

Des témoins affirment qu'ils ont vu Hoedel tirer trois coups de revolver sur l'empereur d'Allemagne et deux sur la foule qui le poursuivait. Mais, qu'aucun de ces coups n'a porté. Avant la scène de l'avenue des Tilleuls, Hoedel aurait dit à plusieurs personnes qu'il fallait qu'une « grosse tête » tombât. L'accusation donne aussi lecture d'une lettre très curieuse qu'Hoedel a écrite à ses parents ; il y est dit entre autres choses « qu'il implore leur pardon pour le sombre nuage qu'il a amoncelé sur eux ; que sa vie est sacrifiée à une cause pour laquelle il leur a déjà donné pas mal de désagréments : sa vie est sacrifiée pour le bien de l'humanité », il ajoute en postscriptum : « je regrette de n'avoir pas tiré juste. »

Max-Heinrich Hoedel est fils naturel de Emilie Hoedel, mariée à Trabert, cordonnier à Leipzig. Il est né le 27 mai 1857. A l'âge de douze ans il fut mis dans une maison de correction, et depuis, son existence n'a été qu'une lutte continuelle contre la misère.

Membre du parti démocrate-socialiste, il fit connaissance pendant l'année 1876 avec les anarchistes, et il entra particulièrement en relations avec Emile Werner, délégué des allemands anarchistes au Congrès de Gand. Il se déclara bientôt de leur opinion. Il disait à qui voulait l'entendre, qu'il était partisan de la « propagande par l'action », mais sa pensée se tournait surtout du côté de l'abolition du gouvernement qui prenait

à ses yeux la forme de la suppression des gouvernants. Il faut, disait-il souvent, un Tell à l'Allemagne. Il organisa plusieurs réunions, et y parla au point de vue anarchiste. Cependant il ne se fit inscrire dans aucun cercle de ce parti.

Il a été expulsé du parti démocrate-socialiste.

Nous laissons maintenant la parole au président de la cour et à l'accusé dont l'assurance ne s'est pas démentie un seul instant:

Le Président: Accusé, il est dressé acte d'accusation contre vous pour avoir tenté d'assassiner S. M. l'empereur. Vous avouez-vous coupable du crime de haute-trahison?

L'Accusé: Non.

Le Président: A quelle intention avez-vous acheté un revolver?

L'Accusé: Je voulais me brûler la cervelle, avec.

Le Président: Vous pouviez accomplir votre suicide dans votre logement. Pourquoi avez-vous choisi justement l'avenue des Tilleuls?

L'Accusé: Chacun son goût: celui-là se précipite du haut de la tour de l'Hôtel-de-Ville, celui-ci se brûle la cervelle sous les Tilleuls. Je voulais me tuer sous les yeux de la haute société, pour lui faire honte de notre misère.

Le Président: Plusieurs témoins vous ont vu diriger votre revolver sur l'empereur?

L'Accusé: Que voulez-vous? contre les faux témoins, il n'y a point d'onguents.

Le Président: A quelles réunions démocrates-socialistes apparteniez-vous?

L'Accusé: A aucune, excepté à la « réunion pour la sauvegarde des intérêts du peuple travailleur ».

Le Président: Aviez-vous réellement l'intention de rester membre du parti démocrate-socialiste? A Leipzig, vous sembliez vous ranger avec d'autres partis?

L'Accusé: Ceci est mon affaire.

Le Président: Vous aimiez à vous dire anarchiste; savez-vous ce que c'est qu'un anarchiste?

L'Accusé: Je n'ai pas besoin de vous expliquer cela ici. Je ne vous convertirais pas à mes opinions, pas plus que vous ne me convertirez aux vôtres (*mouvement dans la salle*).

Le Président: Quelles sont vos opinions?

L'Accusé: J'ai déjà dit que j'étais anarchiste.

Le Procureur: Mais vous avez aussi colporté les écrits des socialistes-chrétiens?

L'Accusé (avec un rire moqueur): Ça c'était de la blague christo-sociale. Mais il fallait gagner sa vie.

Le Président: Reconnaissez-vous avoir dit dans une réunion: Nous n'avons pas besoin d'empereurs, ni de rois; ils dépouillent le peuple?

L'Accusé: C'est parfaitement exact.

Plus tard, le président revient sur cette question des opinions de Hœdel:

Le Président: Qu'entendez-vous par anarchiste?

L'Accusé (réfléchissant s'il doit répondre ou non): Je ne sais pas.

Le Président: Eh bien! moi je vais vous le dire: les anarchistes sont des gens qui veulent atteindre par la violence ce que les démocrates-socialistes veulent réaliser par la voie légale. On ne peut pas se fier à vos réponses.

* M. le président de la haute cour a laissé échapper là une bonne occasion de se taire. Il valait mieux, comme Hœdel, ne rien dire, que de dire des bêtises.

L'Accusé: Vous pouvez vous y fier ou non, peu m'importe! je ne parle pas pour vous plaire.

Après le réquisitoire du procureur, et la défense stupide et lâche de l'avocat d'office, la cour se retire pour délibérer, et un quart d'heure après, elle rentre et rend un jugement par lequel Hœdel, coupable de haute trahison est condamné à la peine de mort.

Hœdel a écouté sa sentence la tête haute, avec le sourire sur les lèvres comme s'il s'agissait de quelque autre. Comme on lui ordonne de quitter la salle, il campe fièrement son chapeau sur l'oreille, pousse le cri de « Vive la Commune! » et présente ses mains aux poucettes des mouchards.

Espagne.

Nous continuons toujours à nous sentir à la veille d'un changement de gouvernement. Le gouvernement d'Alphonse, ou du moins le gouvernement personnel de Canovas, est bien malade, et le parti des constitutionnels qui espère le remplacer dans une république bourgeoise, commence à perdre patience. Ne voyant pas l'espoir de saisir le gouvernement par voie parlementaire, il commence à faire ouvertement la menace de se jeter dans la voie de la force. Il ne craint plus de déclarer, que si les élections qui vont avoir lieu en septembre, sont préparées de manière à être faites sous la même pression gouvernementale qu'auparavant, que si tout espoir de parvenir au pouvoir par la voie légale s'évanouit de cette manière, le parti sera dans l'obligation de suivre une autre voie.

Mais Canovas se croit assez fort pour pouvoir faire la sourde oreille, et il continue à gouverner de la même façon. Les séances des chambres se déroulent devant des bancs et des tribunes vides. Quand on discute des questions sérieuses, comme le budget par exemple, c'est à peine si douze députés sont présents. Le peuple ne gagne, ni ne perd rien à la fréquentation ou à l'abandon des assemblées, mais le prestige manque! Or, un gouvernement sans prestige est un gouvernement sans force!

Le mécontentement général va en croissant et perce même dans la presse asservie. De temps en temps paraissent des proclamations clandestines, lancées par les constitutionnels, où on attaque ouvertement les Bourbons, le roi, sa vie privée, et ses conseillers. Un moment, à propos de la maladie de la reine, on aurait pu croire cependant, que le servilisme monarchien allait être réchauffé: des foules (petits employés et oisifs) stationnaient à Madrid sur la place du palais, pour avoir des nouvelles de la reine; les journaux de toutes nuances chantaient des louanges à « la jeune, belle et vertueuse Mercédès » (il paraît que chez une reine la vertu est rare déjà à 18 ans!). Mais la reine morte, cette mort est devenue une arme nouvelle, dirigée contre Alphonse et Canovas son ministre. Il circule en ce moment des bruits d'empoisonnement, que confirme jusqu'à un certain point le caractère étrange de la maladie; d'autres disent qu'Alphonse a causé la mort de sa femme par l'inconstance de ses amours; tous ces bruits se sont déjà traduits dans des proclamations parues à Madrid. Somme toute, la royauté est bien malade en Espagne, et tous les partis politiques conspirent et préparent sa chute.

En attendant, la misère sévit avec une force extraordinaire; il y a des localités entières qui sont forcées de mendier, et des

armées de mendiants parcourent les routes et les villes, pendant que la crise, adroitement exploitée par les fabricants, le gaspillage des fonds publics et les impôts exhorbitants achèvent d'aggraver le malaise général. Les impôts, — ça croît comme des champignons! Depuis 1868 le budget a grossi de 456 millions de francs; on peut s'imaginer combien la lourdeur de ce budget écrase un peuple réduit à la misère. Bref, misère, malaise, mécontentement général dans toutes les classes, gouvernement franchement réactionnaire, méprisé et pas assez adroit pour avoir recouru aux trucs du libéralisme, — telle est en deux mots la situation. Vous le voyez, il ne faut pas être grand prophète pour dire que l'Espagne marche décidément aujourd'hui vers son 1789.

Comme toujours, et ici comme partout, les petites émeutes précèdent et préparent la révolution prochaine; et, comme ordinairement, ces petites émeutes se font, non pas au nom de quelque principe général peu connu des masses, mais au nom des faits et des besoins proches, palpables, immédiats.

Ainsi par exemple, avec les impôts exhorbitants d'aujourd'hui, nous voyons que dans une seule province (celle de Huesca) il y a eu 4,877 petites propriétés de paysans confisquées dans le cours d'une seule année, pour dettes en contributions foncières; 42 — pour dettes en contributions industrielles; et 1717 — pour dette à l'impôt appelé « emprunt forcé de Castellar. » Dans une autre province, ce sont 1882 propriétés confisquées, et ainsi de suite. De temps en temps ces propriétés sont vendues aux enchères, et le paysan ne se soumet pas toujours, sans mot dire, aux ventes faites par les expropriateurs, par Messieurs les « partageux » en uniforme.

Ainsi la semaine passée à Tortosa, la vente a donné lieu à une petite insurrection. L'agitation étant déjà assez forte dans les villages suburbains, les autorités donnèrent l'ordre de fermer les portes de la ville, le jour de la vente des propriétés confisquées pour dettes à l'octroi*. Mais les habitants des villages vinrent à la ville en masse, forcèrent la consigne, obligèrent les troupes à reculer, et parcoururent la ville en bandes, en criant: *A bas les impôts!* Ce ne fut qu'à grand-peine que la municipalité parvint à défendre l'Hôtel de Ville par des troupes, et à occuper les principaux points stratégiques en faisant venir des troupes de Tarragone, à la hâte. Il y a eu quelques blessés, et l'agitation continue.

Les affaires se passèrent plus paisiblement à Valence. Mais des proclamations furent lancées dans la ville et dans les environs pour conseiller aux paysans de refuser de payer la rente aux propriétaires des terres qu'ils cultivent, et si les propriétaires expulsent les paysans — d'empêcher de toutes façons, au besoin par le feu, la culture des champs. Ces proclamations furent fort goûtées des paysans, et il règne dans les villages une grande agitation.

Enfin, une troisième émeute a eu lieu, pendant cette même semaine à Alora (province de Malaga) aussi pour la question des impôts. Il y a eu quelques blessés.

Ces trois cas cependant ne sont pas isolés; je ne cite que les plus importants, car la

* L'impôt de l'octroi, au lieu d'être perçu aux portes des villes, se prélève par tête sur les habitants des villages voisins.

même fermentation règne dans beaucoup d'autres endroits, et il faut s'attendre à d'autres émeutes du même genre, jusqu'à ce que la révolution éclate. Nous croyons qu'elle ne se fera pas longtemps attendre.

PS. — Les grèves contre les impôts continuent. Celle de Barcelone, où tous les bourgeois de la ville ont refusé d'employer le gaz que le gouvernement venait d'imposer, dure depuis 90 jours, sans que les consommateurs aient la moindre envie de céder. — A Tortosa, les marchands de poissons viennent de refuser l'impôt de 0,04 par kilog. qu'ils payaient jusqu'ici, et les marchands de viande manifestent l'intention de les imiter. — Presque tous les permis de séjour qui servent à lever l'impôt sur le revenu, et qu'on distribue en ce moment, sont déchirés au nez des alguazils, et les autorités municipales, pour éviter insultes et menaces, ont dû refuser de continuer la distribution.

(Barcelone, 11 juillet) — Les émeutes dont je vous parlais dans ma dernière correspondance, se multiplient et prennent des proportions toujours plus grandes.

Le 1^{er} et le 2 juillet, la ville de Manresa, citée manufacturière de 14000 habitants, située à 75 kilomètres de Barcelone, a été le théâtre d'une insurrection, dont les octrois sont encore la cause. La municipalité venait d'établir un nouveau droit d'octroi, et, pour le percevoir plus commodément, elle avait fait élever des barraques aux différentes entrées de la ville.

Le Dimanche — pendant les apprêts d'une procession — il se forme sur la place publique de grands attroupements de femmes. Très surexcitées, ces ménagères, poussaient des cris de « A bas, les impôts ! » Plusieurs avaient leurs enfants au bras ; d'autres portaient des paniers de pierres. Quelques hommes se joignirent à l'attroupement qui ne tarda pas à prendre une tournure menaçante.

Sur ce, le brigadier Mola vint haranguer la foule et l'engagea à se disperser. Il fut accueilli par une nuée de pierres, dont une, qu'une femme lança d'une main sûre, l'abattit. On l'emporta gravement blessé.

Alors, arriva la troupe. Les femmes couraient au devant des soldats, leur parlaient, leur présentaient leurs enfants, pensant qu'à cette vue ils ne feraient pas feu. Vaines illusions, hélas ! les armes se baissèrent, le feu de peloton partit à bout portant, et la foule se dispersa en emportant des blessés, et en laissant sur la place des femmes grièvement atteintes et un enfant de 4 ans tué net.

M. de Mac-Mahon fait école en Espagne.

L'Etat de siège fut proclamé. Mais le peuple ne se tint pas pour battu. Il se dispersa dans les faubourgs, incendia les barraques des octrois, et essaya de soulever aussi les ouvrières des fabriques. Une bande, malheureusement trop peu nombreuse, marcha sur la station du chemin de fer, pour s'en emparer, mais elle fut repoussée par la garde municipale. Les conséquences de cet échec ne se firent pas longtemps attendre. La gare restant aux mains des fusilliers, il en débarqua le lendemain, à midi, deux compagnies de soldats commandés par le gouverneur de Barcelone.

A ce moment, la ville était presque tranquille. Seuls, quelques insurgés tenaient encore dans le faubourg de San Domingo, où ils mettaient le feu à la maison du fermier des impôts. Les deux compagnies les

attaquent et parviennent à les disperser après avoir essuyé la fusillade des fenêtres.

Soixante et dix personnes, hommes, femmes, gamins ont été transportées à Barcelone et écrouées dans le fort. Le peuple a cinq morts et une dizaine de blessés, mais « l'ordre — dit le *Bulletin officiel* — règne à Manresa ».

Mais si l'ordre règne à Manresa, il ne règne pas heureusement dans toute la Catalogne, ni dans la province de Valence.

Le contre-coup de l'émeute de Manresa s'est fait ressentir à Berga, à Reus, à Gironelle, et dans certaines localités de la province de Valence. Dans les environs de Manresa, on brûle et on ravage les champs et les vignes des grands propriétaires et des alcades. Une sourde agitation s'est aussi produite à Barcelone, le jour de l'arrivée des prisonniers, et les arrestations que l'on vient de faire, au lieu de la calmer, l'ont augmentée encore.

Effrayé par cette agitation, par le pillage d'un second train venant de Valence à Barcelone, par divers symptômes menaçants que l'on sent plutôt qu'ils ne se décrivent, le gouverneur de Barcelone, M. Aldecoa, déclare dans un ordre du jour, qui est presque une déclaration d'Etat de siège, que toute bande composée de plus de cinq voleurs, ainsi que quiconque attentera à l'ordre public, sera justiciable des conseils de guerre.

Cette proclamation a mis le comble au dégoût que toute la bourgeoisie d'ici professe pour ce Monsieur Aldecoa, et cela, à tel point, que notre roi, sinon de nom du moins de fait, M. Canovas, s'est enfin décidé à désapprouver la conduite de son ami ; il l'a sacrifié, et lui a donné sa démission. Mais, cet acte, que l'on attendait avec impatience, depuis longtemps, n'a calmé personne parce que, comme toujours, il est venu « trop tard ». Le mécontentement règne partout, la bourgeoisie ne fait qu'activer l'irritation populaire, et la destitution d'Aldecoa réchauffe partout les espérances que l'on nourrit de se débarrasser enfin, de ce gouvernement d'Alphonse, à la chute duquel tous les partis travaillent activement.

Comme vous le voyez, la petite émeute de Manresa donne déjà des fruits, et il y a lieu d'espérer que d'autres résultats, sur lesquels vous me permettrez de ne pas m'expliquer cette fois, ne se feront pas longtemps attendre.

Quant aux choses d'Andalousie, je ne puis vous donner que de courts renseignements. Là aussi cependant règne la même agitation. A Marchena (Séville), à Cheste, et dans d'autres localités d'importantes émeutes ont eu lieu.

Italie.

On nous envoie avec prière de l'insérer le document suivant :

Association Internationale des Travailleurs

FÉDÉRATION NAPOLITAINE

Compagnons !

La Délivrance du sol à délivrer (La Redenzione delle Terre Irredente) est le thème de l'agitation actuelle des bourgeois d'Italie, qui dans de solennels comices cherchent à entraîner le peuple au profit de leurs menées. Nous, nous laissons tout cela en paix. Nous leur montrons ainsi, qu'instruits à la fin par tant de désillusions, nous compre-

nons la valeur de mystifications semblables.

Compagnons !

Que les travailleurs de Trente et de Trieste soient esclaves des capitalistes et des sbires allemands ou des capitalistes et des sbires italiens, la chose est, pour eux et pour nous, tout-à-fait indifférente. Les seuls qui peuvent tirer quelque profit en nous plaçant sous le canon autrichien, ce sont nos bourgeois qui verront peut-être, grâce à notre sang répandu, s'élargir de quelques milles le champ de leur domination. Nous, avant de nous faire les instruments de leur ambition, au lieu de gaspiller nos forces, nous les consacrons à la délivrance de toute la terre — *de la terre délivrée* (redente) et *de celle à délivrer* (irredente) —, nous les consacrons à la destruction de l'édifice qui nous opprime — *des Etats* — et à une organisation libre conforme aux principes du socialisme-anarchiste.

Compagnons,

Voilà la révolution qui intéresse les travailleurs de tous les pays. Toute agitation d'un autre caractère ne tend qu'à river les chaînes, avec lesquelles les bourgeois nous tiennent enchaînés, et à nous plonger de plus en plus dans la misère et dans l'ignorance : qu'elle ait donc l'accueil qu'elle mérite.

Naples, Juillet 1878.

Pour la Fédération :

Giuseppe Merlino, Giovanni Buofantini, Nicolò Converti, Giovanni Domanico, Francesco Siciliani, Tommaso Schettino.

Le gouvernement démocratique de M. Cairoli se rend toujours plus digne de son origine bourgeoise.

Vous savez que la Cour de cassation de Naples, — refusant le recours du Procureur du Roi — avait écarté toutes les accusations pour crimes de droit commun qui pesaient sur nos amis insurgés de Bénévent, excepté pourtant celui d'avoir blessé des gendarmes. Mais, ce que vous ignorez peut-être, c'est que M. Conforti (ministre, aujourd'hui, de Justice et des Grâces) était en ce temps président de la dite Cour, et avait fait comprendre que si nos amis recourent, il se prononcerait en leur faveur.

Aujourd'hui, MM. Conforti, Cairoli, et *tutti quanti*, encore tout émus des exécrables attentats perpétrés contre S. M. Guillaume 1^{er}, font déclarer par des bonzes qui se prennent pour des Juges, que l'escarmouche du 5 avril 1877 est un crime de droit commun.

Est-ce que MM. nos ex-révolutionnaires devenus Ministres se figurent que l'on peut faire une révolution à coups de plume ou de balai ?

Pendant que pour condamner nos amis on cherche des juges, la Fédération Napolitaine, dans une circulaire signée de 150 membres saisit cette occasion pour affirmer de nouveau ses sentiments de sympathie et de complète solidarité avec nos compagnons prisonniers.

La situation, dont je vous parlais, dans ma dernière correspondance est bien loin de changer. J'emprunte aux journaux bourgeois quelques nouvelles qui s'y rapportent :

« A Molinella (Bologne) 500 ouvriers se sont rendus, le 11 juin passé, à la mairie en demandant « *paine e lavoro* » (pain et travail). Vis-à-vis d'une agitation qui pouvait

devenir dangereuse pour l'ordre public, les autorités du chef-lieu de la province envoyèrent à Molinella de la troupe avec un commissaire de police et un capitaine de gendarmes. Le 12 on y envoya un escadron de cavalerie. — « Dans les environs de Budrio (Bologne) ont eu lieu des réunions d'ouvriers sans travail. Là, même agitation et même cri: *pane e lavoro!* Le *Sindaco* (maire) de Budrio a reçu ainsi plusieurs visites, et dans l'une d'elle, les ouvriers prenant leur bien où il était, mangèrent tout le pain qui sortait alors du four. Dans une autre de ces visites, le maire fut conduit à la mairie entouré de menaces. »

Une réunion aura lieu bientôt à Monselica. Cette réunion a pour but de préparer le Congrès régional vénitien.

La faveur qui a accueilli notre organe *L'Avant-Garde* croît de plus en plus. L'aider de toutes façons, moralement et matériellement, est le devoir de tous les socialistes-révolutionnaires d'Italie. Nous le recommandons aussi à ceux des lecteurs de *L'Avant-Garde* qui comprennent l'Italien.

A Gènes, on a emprisonné trois de nos compagnons qui tenaient une conférence au théâtre Apollo. De mieux en mieux, M. Cairoli! continuez à défendre toute agitation théorique et tout le monde sera d'accord avec nous pour recommencer un autre genre de propagande. A. G. O.

Un journal, *Il Popolano*, devait paraître le 20. Il a été séquestré préventivement par le questeur. — A Bologne, où l'on croyait avoir fait table rase de tous les socialistes, une section vient de se former. Une autre section s'est aussi constituée à Beggio d'Emilia.

Sur le désir exprimé par notre compagnon Andréa Costa, la souscription dont nous avions annoncé l'ouverture, ne sera pas continuée. J.

Canada.

Au Canada comme aux Etats-Unis, le socialisme est organisé. Québec a été le théâtre de luttes qui ont produit dans les couches bourgeoises une émotion qui est loin d'être calmée.

Le 11 juin, 700 ouvriers minotiers ont envahi le moulin principal de la localité et l'ont saccagé. Cinq *policemen* envoyés pour rétablir l'ordre ont été accomodés de la belle façon. Le 12 — et cette fois au nombre de plusieurs milliers, — les ouvriers ont parcouru la ville et envahi plusieurs établissements industriels. Des cavaliers que l'on destinait à leur barrer le passage, ont du battre précipitamment en retraite. Des magasins de farine ont été mis au pillage, et des voitures réquisitionnées pour transporter les sacs qu'ils contenaient.

Le maire a alors donné lecture du *Riot-act*. Le *Riot-act* correspond à ce que les français nomment: les sommations légales. Le peuple a répondu par des huées. Les troupes ont fait feu. Conséquences: trois morts et beaucoup de blessés.

La foule dispersée par cet assassinat légal s'est reformée plus loin, et a vengé immédiatement les victimes en pillant la maison du maire et en attaquant la prison. Le maire lui-même a failli être pris par la foule exaspérée; il a dû son salut à la fuite.

Enfin, le 13, il a fallu céder devant les renforts de troupes qui arrivaient de tous côtés. Mais l'émeute ne nous semble pas terminée; elle mine comme le feu qui couve sous la cendre.

Suisse.

CONGRÈS ANNUEL DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE *de l'Association Internationale des Travailleurs.*

Ensuite du vote de la majorité des sections, le Congrès jurassien aura lieu cette année à Fribourg, le premier Dimanche du mois d'août (4 août 1878).

Voici les questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès:

I. Rapport du Comité fédéral jurassien; II. Rapports des Sections; III. Rapport de l'administration du *Bulletin*; IV. Rapport de l'administration des brochures; V. En présence de la crise actuelle y a-t-il lieu de travailler à une réorganisation des forces ouvrières ayant pour but la sauvegarde immédiate des intérêts du peuple (question discutée à la réunion anarchiste de Neuchâtel); VI. La revendication de l'autonomie communale considérée au point de vue théorique et pratique anarchiste (proposition de la fédération du district de Courtelary); VII. Attitude des anarchistes en présence des socialistes-étatistes (discutée par la réunion anarchiste de Neuchâtel); VIII. Exposé des idées anarchistes; IX. Question des publications populaires; X. Question de l'assurance mutuelle; XI. Désignation de la ville où siègera le Comité fédéral pour l'année 1878-79; XII. Siège de l'administration des brochures.

NB. — Dans la circulaire du Comité fédéral d'où nous extrayons ces lignes, celui-ci exhorte vivement les sections à se faire représenter. Nous croyons que c'est là un devoir pour l'accomplissement duquel nos compagnons ne regretteront aucun sacrifice.

Pour tous les détails de l'organisation du Congrès, s'adresser soit à la section de Fribourg (Alexandre Boiteux, au Varis, Fribourg), soit par l'intermédiaire du Comité Fédéral.

Dans un entrefilet écrit en réponse au nôtre, *Le Patriote* feint de croire que, si un jour, on en vient à lui couper la tête, — ce qui, dit-il, ne sera pas commode, — on aura l'intention de lui fermer la bouche, et de le forcer au silence.

Le Patriote se trompe.

Il exagère d'abord les difficultés que l'on rencontrerait pour faire entrer dans les faits la nouvelle allégorie qui le fâche: qu'il songe seulement aux têtes autrement puissantes que la sienne que la Révolution a mises saignantes dans son panier, et il le reconnaîtra comme nous. Trop préoccupé ensuite, de nous convaincre de la solidité de sa tête sur ses épaules, il a oublié de nous montrer cette solidité dans la discussion, et, il l'avouera, il est assez inutile d'employer des moyens violents pour clore la bouche à des gens qui la ferment si facilement eux-mêmes, et qui ont cette hâte d'annoncer qu'ils rentrent dans le prudent « mutisme » dont on sent qu'ils ont le regret d'être sortis.

Notre confrère en socialisme, (il y a de quoi pouffer à rire!) nous reprochait de vouloir détruire l'ordre de choses actuel, et de ne pas savoir *par quoi* nous le remplacerions; puis, faisant risette aux ouvriers rares mais naïfs qui le gobent, il opposait à notre « socialisme brutal » son « socialisme bourgeois » que nous nous sommes permis de qualifier de « socialisme de trompeurs et de

dupes ». Il prônait la coopération et nous mettait au défi de produire un programme.

Nous avons cherché à mettre en relief l'inefficacité du système coopératif quant à son application dans le monde ouvrier, et nous nous sommes ensuite prononcés pour cette mesure acceptée, au moins pour le sol, par beaucoup d'économistes modernes (comme John Stuart Mill et M. de Laveleye), la propriété collective.

Dans son application limitée à quelques individus, avons-nous dit, la coopération est incapable d'améliorer la situation des travailleurs pris en masse, et en émancipant individuellement quelques individus, en les faisant petits bourgeois, elle augmente le nombre des exploités, et d'autant l'écrasement de ceux qui restent dans les rangs du prolétariat. « *Le Patriote* » semble affirmer, mais ne démontre pas le contraire.

Nous avons fait observer au *Patriote* que la coopération ne pouvait pas, dans les iniques conditions sociales actuelles, être généralisée au point d'embrasser l'ensemble des citoyens et de mettre à leur disposition un capital commun suffisant. Qu'en conséquence elle ne saurait être une voie sur laquelle les classes laborieuses doivent s'engager si elles veulent atteindre leur complète émancipation. *Le « Patriote » regrette cette vérité, qu'il semble reconnaître.*

Battu sur son terrain, nous attendions que *Le Patriote* vienne se placer sur le nôtre.

Nous lui disions: il y a un moyen de réaliser cette coopération que vous voyez dans vos rêves; de la rendre universelle en y faisant entrer l'ensemble de l'humanité; de constituer un capital commun qui soit immense, en faisant rentrer à la collectivité la matière première et les instruments de travail indûment détenus dans les mains de quelques-uns. Nous attendions que le *Patriote* contestât la légitimité ou l'efficacité de cette mesure? Sur ce point, le « *Patriote* » se dérobe.

Il sort de la question. Il cherche à démontrer que « cette formule magique » la propriété collective, ne donnera pas le bonheur universel, la félicité complète et sans mélange, l'égalité parfaite entre tous les humains; qu'il « ne croit pas à la possibilité de transformer la terre en un Paradis, en un *Eden*, ainsi que prétendent naïvement le faire les collectivistes »; mais, qui donc lui parle de tout cela? quel est celui d'entre nous qui songe à un *Eden* aussi impossible, que le *Paradis perdu* auquel croit le *Patriote*, ou le *Paradis céleste* auquel certainement il aspire.

Devant ces faux-fuyants, nous allions tout simplement dénoncer le *Patriote*, comme lachant pied dès le début de la discussion de notre programme, quand il s'agissait encore du côté purement économique, et l'opinion publique allait dire que pour s'enfuir ainsi d'une polémique en jetant ses armes, il valait mieux ne pas la commencer, et imiter le silence prudent des confrères de la presse bourgeoise puisque on partageait leur incapacité.

Mais le Dieu du *Patriote* n'abandonne jamais les siens, — chacun sait ça. — Un ange de Jacob, sous la forme d'un « correspondant » est descendu du ciel, dans les colonnes du journal, et à la première page, dont on lui a naturellement fait les honneurs, il est venu promettre de suppléer au mutisme du *Patriote*. Nous serons heureux de discuter avec un correspondant assez intelligent pour comprendre la faiblesse des arguments de ses amis, et assez courtois pour causer avec des socialistes-anarchistes sans les insulter.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

CONGRÈS ANNUEL

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

tenu à Fribourg, les 3, 4 et 5 août 1878.

Les sections représentées sont celles de Fribourg, Chaux-de-Fonds, Berne, Zurich, Boncourt, Vevey et la fédération du district de Courtelary. Les autres sections de la Fédération n'ont pu envoyer de délégués à cause de la crise qui, en ce moment, pèse d'une façon si lourde sur les classes ouvrières; quelques-unes ont envoyé des lettres, celle de Genève, un rapport.

Le Congrès est composé comme il suit :
Fédération du district de Courtelary, — Adh. Schwitzguébel.

Boncourt, — André.

Berne, — Arnold, Plessis.

Fribourg, — Clerc, Jean Pittet.

Vevey, — Bongard.

Chaux-de-Fonds, — A. Spichiger, Levaschoff.

Zurich, — Brousse.

Lœtscher représente le Comité fédéral.

Le bureau du Congrès est constitué de la manière suivante :

Auguste Spichiger, *président*; Lœtscher et Clerc, *secrétaires*.

La commission des mandats (Pittet, Lœtscher), après avoir déclaré que tous les mandats qui lui ont été remis, sont en règle, donne lecture d'une demande d'admission adressée au Congrès par une nouvelle section qui vient d'être créée à Bulle. On décide que cette section sera invitée à adresser sa demande d'une manière conforme à l'art. 6 des règlements fédéraux.

Lecture est donnée du rapport du Comité fédéral, des rapports des sections, parmi lesquels celui de la section de la Chaux-de-Fonds est particulièrement remarqué. Il est aussi donné lecture du rapport de l'administration du *Bulletin*, de celui de l'administration des brochures, d'un rapport de la section de propagande de Genève, et d'une lettre émanant d'un membre du *Bureau fédéral international* et adressée au comp. L. Pindy.

Avant d'entrer dans la discussion des questions portées à l'ordre du jour, le Congrès décide la formation d'une commission chargée de rédiger les résolutions conformément aux décisions que prendra le Congrès et de les lui soumettre. Cette commission est composée des compagnons Schwitzguébel, Levaschoff, Brousse.

Première question: Exposé des idées anarchistes.

Le compagnon Brousse dépose sur le bu-

reau une lettre du compagnon Reclus qui s'excuse de ne pouvoir assister aux séances du Congrès, et un travail du même compagnon, dont le compagnon Kahn donne lecture. Nous publions *in extenso* ce document :

Proposition.

Le compagnon Reclus propose aux compagnons réunis en Congrès à Fribourg, de nommer une commission chargée de préparer un projet de réponse aux trois questions suivantes :

« Pourquoi sommes-nous révolutionnaires ? »

« Pourquoi sommes-nous anarchistes ? »

« Pourquoi sommes-nous collectivistes ? »

Ce projet de réponse sera soumis à la discussion dans le prochain Congrès.

Les quelques pages qui suivent ne sont point un projet de programme : elles n'ont d'autre but que de justifier ma proposition, et peut-être renferment-elles une ou deux considérations qui pourraient trouver leur place dans le projet que je demande.

Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice et que partout nous voyons l'injustice régner autour de nous. C'est en sens inverse du travail que sont distribués les produits du travail. L'oisif a tous les droits, même celui d'affamer son semblable, tandis que le travailleur n'a pas toujours le droit de mourir de faim en silence : on l'emprisonne quand il est coupable de grève. Des gens qui s'appellent prêtres, essaient de faire croire au miracle pour que les intelligences leur soient asservies; des gens appelés rois, se disent issus d'un maître universel pour être maîtres à leur tour; des gens armés par eux taillent, sabrent et fusillent à leur aise; des personnages en robe noire, qui se disent la justice par excellence, condamnent le pauvre, absolvent le riche, vendent les condamnations et les acquittements; des marchands distribuent du poison au lieu de nourriture; ils tuent en détail au lieu de tuer en gros, et deviennent ainsi des capitalistes honorés. Le sac d'écus, voilà le maître, et celui qui le possède tient en son pouvoir la destinée des autres hommes. Tout cela nous paraît infâme et nous voulons le changer. Contre l'injustice, nous faisons appel à la révolution.

Mais « la justice n'est qu'un mot, une convention pure, » nous dit-on. « Ce qui existe, c'est le droit de la force ! » Eh bien ! s'il en est ainsi, nous n'en sommes pas moins révolutionnaires. De deux choses l'une : ou bien la justice est l'idéal humain et, dans ce cas, nous la revendiquons pour tous; ou bien la force seule gouverne les

sociétés, et dans ce cas, nous userons de la force contre nos ennemis. Ou la liberté des égaux, ou la loi du talion.

« Mais pourquoi se presser ? » nous disent tous ceux qui, pour se dispenser d'agir eux-mêmes, attendent tout du temps. La lente évolution des choses leur suffit; la révolution leur fait peur. Entre eux et nous l'histoire a prononcé. Jamais aucun progrès, soit partiel, soit général, ne s'est accompli par simple évolution pacifique : il s'est toujours fait par révolution soudaine. Si le travail de préparation s'opère avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a lieu brusquement : l'évolution se fait dans le cerveau, et ce sont les bras qui font la révolution.

Et comment procéder à cette révolution que nous voyons se préparer lentement dans la société et dont nous aidons l'avènement par tous nos efforts ? Est-ce en nous groupant par corps subordonnés les uns aux autres ? Est-ce en nous constituant, comme le monde bourgeois que nous combattons, en un ensemble hiérarchique, ayant ses maîtres responsables et ses inférieurs irresponsables, tenus comme des instruments dans la main d'un chef ? Commençons-nous par abdiquer pour devenir libres ? Non, car nous sommes des anarchistes, c'est-à-dire des hommes qui veulent garder la pleine responsabilité de leurs actes, qui agissent en vertu de leurs droits et de leurs devoirs personnels, qui donnent à leur être tout son développement naturel, qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne.

Nous voulons nous dégager de l'étreinte de l'Etat, n'avoir plus au-dessus de nous des supérieurs qui puissent nous commander, mettre leur volonté à la place de la nôtre. Nous voulons déchirer toute loi extérieure, en nous tenant au développement conscient des lois intérieures qui sont notre nature. En supprimant l'Etat, nous supprimons aussi toute morale officielle, sachant d'avance qu'il ne peut y avoir de moralité dans l'obéissance à des lois incomprises, dans l'observance de pratiques dont on ne cherche pas même à se rendre compte. Il n'y a de morale que dans la liberté. C'est aussi par la liberté seule que le renouvellement reste possible. Nous voulons garder notre esprit ouvert, se prêtant d'avance à tout progrès, à toute idée nouvelle, à toute généreuse initiative.

Mais si nous sommes anarchistes, les ennemis de tout maître, nous sommes aussi collectivistes internationaux, car nous comprenons que la vie est impossible sans

groupement social. Isolés, nous ne pouvons rien, tandis que par l'union intime nous pouvons transformer le monde. Nous nous associons les uns aux autres, en hommes libres et égaux, travaillant à une œuvre commune et réglant nos rapports mutuels par la justice et la bienveillance réciproque. Les haines religieuses et nationales ne peuvent nous séparer, puisque l'étude de la nature est notre seule religion et que nous avons le monde pour patrie. Quant à la grande cause des férociétés et des bassesses, elle cessera d'exister entre nous. La terre deviendra propriété collective, les barrières seront enlevées et désormais le sol, appartenant à tous pourra être aménagé pour l'agrément et le bien-être de tous. Les produits demandés seront précisément ceux que la terre peut le mieux fournir, et la production répondra exactement aux besoins, sans que jamais rien ne se perde comme dans le travail désordonné qui se fait aujourd'hui. De même la distribution de toutes ces richesses entre les hommes sera enlevée à l'exploiteur privé et se fera par le fonctionnement normal de la société tout entière.

Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la société future: c'est à l'action spontanée de tous les hommes libres qu'il appartient de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de vie. Mais ce que nous savons, c'est que toute injustice, tout crime de lèse-majesté humaine nous trouveront toujours debout pour les combattre. Tant que l'iniquité durera, nous anarchistes-collectivistes internationaux, nous resterons en état de révolution permanente.

Brousse dit qu'il ne présentera pas non plus un travail complet sur la question. Il se bornera à indiquer les points importants que selon lui on devrait développer dans le travail projeté.

Comme les membres de tous les autres partis, les socialistes-anarchistes ont leur conception d'une organisation sociale future; mais ils savent aussi qu'une société ne se transforme pas du soir au lendemain, dans tous ses détails. En hommes pratiques qu'ils sont, ils doivent donc ne pas oublier de faire suivre la peinture de leur idéal par l'exposé de leurs *désiderata* immédiats. Enfin, le public ouvrier attend d'eux l'indication des moyens qu'ils entendent mettre en œuvre pour réaliser les points de leur programme qu'ils considèrent comme immédiatement applicables, et acheminer ainsi la société actuelle vers les rayonnements de l'avenir.

Aux yeux donc de l'orateur, le travail projeté devrait traiter trois points: *But à atteindre, c'est-à-dire Organisation sociale future. — Revendications immédiates du parti anarchiste. — Moyens d'action ou Tactique de ce parti.*

Pour que l'organisation de la société devienne stable, il est nécessaire que cette organisation soit conforme aux lois scientifiques. Il faut, et il suffit pour cela, que les éléments qui composent le corps social, qui en sont comme les atomes et les molécules, c'est-à-dire les hommes et leurs groupes, puissent librement obéir à leur loi. Ils y obéiront certainement, s'ils jouissent de leur indépendance, s'ils ont LA LIBERTÉ!

Le problème se résout donc en celui-ci: Quels sont les obstacles qui entravent l'exercice de la liberté humaine? et quelle est

l'organisation sociale dans laquelle ces obstacles n'existeraient pas?

Parmi les entraves que rencontre la liberté, il en est qui découlent de la nature elle-même, mais il en est d'autres qui sont d'implantation purement humaine et que l'on nomme ordinairement *tyrannies*. Il dépend de nous de détruire absolument celles-ci, et d'éliminer graduellement celles-là. Depuis longtemps, les découvertes scientifiques, les progrès de l'agriculture et de l'industrie domptent les éléments et, d'adversaires qu'ils sont, en font des auxiliaires utiles. Quant au socialisme, c'est à lui qu'incombe la charge de combattre et de vaincre toutes les tyrannies.

La détention dans les mains de quelques privilégiés, du sol, des richesses qu'il contient, de celles qui le couvrent, de la matière première, de tous les instruments de travail, de la plupart des produits, de tous les moyens de production, en un mot, tue l'indépendance du travailleur. Il n'est pas libre de se grouper comme producteur à côté de qui il veut, il est une partie de l'outil: dans la machine économique il y a pour lui une case qu'il ne choisit pas et qu'il doit occuper.

Un fait analogue se produit dans le domaine politique.

Comme un titre de propriété est une simple paperasse qui ne donne à l'heureux propriétaire qu'une garantie *théorique*, les classes dirigeantes ont trouvé une garantie *pratique* dans l'organisation étatiste de la société.

Des lois favorables à la minorité votées par le plus grand nombre; des juges, des gendarmes, des soldats, des policiers, des bourreaux, des instituteurs, des prêtres, un gouvernement, pour forcer ou obtenir l'obéissance de tous; telle est en trois mots, mais dans toute sa beauté, le système politique que, sous le nom de Contrat social, chacun est censé avoir accepté en naissant. La loi des majorités en est le pivot; la tyrannie du nombre en est le résultat. Qu'il vienne le citoyen, et s'il est ouvrier, il trouvera au bas de l'échelle la case politique que sa dépendance économique lui destine.

Donc dans le système actuel, il n'y a pour l'individu et par conséquent, il ne saurait y avoir pour le groupe, la liberté d'obéir à sa loi. Il faut donc briser la case politique, la case économique, qui enferment le travailleur, et pour cela, il faut démolir le système de la propriété individuelle et l'Etat qui en est le gardien. Il y aura lieu ensuite d'instaurer un nouveau mode d'appropriation avec l'organisation sociale qui en découle.

L'appropriation des moyens de tout produire aux mains de quelques-uns est une injustice. Le sol, en effet, avec ce qu'il contient, n'est pas de création humaine; il doit donc faire partie du fonds commun de l'humanité. L'instrument est un combiné d'une matière que nul n'a produite, et dans laquelle se sont incorporés les efforts des générations passées; il ne saurait donc appartenir à quelques-uns, mais il doit être propriété de tous. Le produit lui-même, contenant de la matière et formé par le travail de l'homme qui est un produit social, doit avoir un caractère social. La justice, à elle seule, indique donc le communisme comme base économique à l'organisation sociale future. Nous percevons donc très-nettement déjà une société où il n'y aura

plus d'oisifs, où le développement industriel sera plus considérable, et dans laquelle — grâce à ces deux conditions — chacun donnant son travail *suivant ses forces*, c'est-à-dire tout le temps que ce travail reste « attrayant » pour lui, il y aura une augmentation telle de richesses que, sans nuire à son voisin, chacun pourra y puiser *selon ses besoins*.

Dans cet avenir, chaque homme sera donc devenu libre *économiquement* d'obéir à sa loi. Il suffira — chose certainement plus facile à accomplir — d'écarter de lui la tyrannie du nombre, la domination de la majorité.

Il sera facile dans le travail projeté de faire voir que si la nouvelle forme économique se cousait au vieux haillon politique, cette loi du nombre persisterait. Il faudra montrer que le fameux « Etat Ouvrier », que la plus modeste « Agence centrale des services publics » ne serait que l'exagération de ce système qu'il faut abolir. Il sera utile ensuite de montrer comment une large application de l'idée autonomiste élimine peu à peu le règne de la majorité et le remplace de plus en plus par le régime du contrat.

Pour faire disparaître presque complètement l'usage du vote, il suffit d'introduire le principe d'autonomie partout où il est possible de le faire, et de faire appel à la démonstration.

Le principe d'autonomie peut d'abord s'appliquer au point de vue régional. Un quartier, une commune, une région, ont un grand nombre d'intérêts qui intéressent fort peu l'assemblée du corps social, que la majorité qui les règle ne connaît même pas et pour lesquels tous les habitants de la commune, du quartier, de la région, sont unanimes. Proclamez sur ce terrain l'autonomie du quartier, de la région, de la commune, et la loi des majorités aura reculé d'un pas.

Le principe d'autonomie peut être appliqué ensuite grâce à la spécialisation des intérêts. Etablissez l'autonomie du corps de métier, du groupe de consommation, de la société d'instruction, de celle de musique, etc. et vous faites reculer d'autant la loi du nombre.

S'il reste quelques intérêts communs à plusieurs groupes, ou aux membres d'un même groupe, ces intérêts seront si simples, si faciles à saisir, que pour des hommes instruits comme seront ceux de la société future, une démonstration simple suffira pour reconnaître la façon de les régler d'une façon conforme à la justice et la vérité, et ils le seront alors d'une façon unanime. Les socialistes anarchistes veulent donc une société où par la communauté des biens l'homme rendu libre économiquement, et par l'anarchie émancipé politiquement, se groupera avec ses semblables en obéissant aux lois du déterminisme; où les groupes libres aussi s'uniront en fédérations libres; où la tyrannie de la chose et celle du nombre seront réduites à l'*infinitement petit* c'est-à-dire à rien.

Mais si là est le but, il s'agit de l'atteindre.

A ce sujet les anarchistes ne pensent pas tous que l'on puisse par un coup de force ou un coup de vote, abolir la société actuelle et établir dans son ensemble la société dont nous venons de dessiner rapidement les lignes principales. Dans le travail qu'on projette, il y aura peut-être lieu de se deman-

der aussi quelles sont les parties de ce programme dont la réalisation est immédiatement possible, et qui doivent former par conséquent nos *desiderata* de demain.

Faut-il attendre que tous les hommes dont l'humanité se compose soient convaincus de la justice et de la justesse de nos idées pour établir la société nouvelle? non assurément. Et s'il fallait n'agir que lorsque tous les hommes d'un pays seraient disposés à nous entendre, la misère et l'esclavage auraient encore de longs jours. Mais, s'il est des localités que nos idées ne pénètrent que lentement, il est des communes, foyers intellectuels, où on les accepte plus vite. Si donc on obtenait l'autonomie des communes, on pourrait instaurer dans certains centres certains côtés de la société nouvelle et faire aux yeux de tous la *preuve par le fait* de l'excellence de nos principes et de la possibilité de leur application.

Mais le parti anarchiste serait-il devenu le maître dans une commune, pense-t-on qu'il puisse y établir dans tous ses détails la société future qu'il désire? pour nous, nous le pensons pas. Du soir au lendemain les fils de la société bourgeoise ne seront pas tous aptes à pratiquer et à supporter la communauté absolue des biens. Il y aurait lieu peut-être de ne pas s'exposer à tout perdre par le désir de tout avoir; on pourrait réclamer seulement l'appropriation collective du sol et des instruments de travail et laisser mettre les produits en commun par ceux-là seuls qui désireraient le faire. Dans ce cas le *collectivisme* élargissant tous les jours le cercle de son action nous conduirait au *communisme*.

En résumé, le parti anarchiste nous semble devoir inscrire dans son programme immédiatement réalisable: *l'autonomie de la Commune — l'appropriation collective du sol et des instruments de travail — l'autonomie du groupe*.

Quels sont maintenant les moyens d'action? par quelle tactique pourra-t-on atteindre demain et s'acheminer vers l'avenir?

L'Etat étant le soutien du régime actuel c'est naturellement l'Etat qu'il faut abattre. Comment?

Le parti socialiste-anarchiste emploie d'abord une large et incessante propagande théorique: il agit par la parole, par la plume, par la réunion, par le journal, par la brochure, par le livre. Mais si la théorie anarchiste peut démolir la théorie étatiste dans les esprits, elle ne peut pas démolir l'Etat — qui est une chose concrète — dans les faits. A l'Etat qui est une institution, il faut opposer autre chose qu'une théorie: un acte.

La conquête du pouvoir par le vote est une illusion que n'ont plus même les partis les plus réactionnaires; la logique, l'histoire, et même l'expérience contemporaine, font à tous abandonner ce moyen. Les classes nanties se maintiennent par la violence, c'est donc par la violence qu'il faut les détruire. Le moyen d'y arriver est donc de réaliser une accumulation de forces assez grande. Cette accumulation ne peut être obtenue que par la propagande.

Depuis quelques temps les hommes du parti anarchiste se sont rendu compte de cette nécessité, et l'agitation insurrectionnelle, la *propagande par le fait*, a pris une large place parmi ses moyens d'action.

Mais pendant les moments où la propagande théorique est insuffisante, où l'action

insurrectionnelle même est impossible faut-il se garder absolument de toute participation au vote?

L'orateur pense que, même comme moyen de propagande, le vote est d'un usage presque toujours dangereux. Mais, il ne le proscrit pas d'une façon absolue; il ne lui oppose pas le *non possumus* papal. Il est des cas, dit-il, où la destruction de l'Etat encore impossible dans son ensemble, mais où un vote peut avoir par le vote un rouage enrayé; où il est possible d'opposer un rouage à un autre, une commune par exemple au gouvernement; dans ces cas, il regarde l'emploi du vote comme pouvant avoir son utilité.

LEVASCHOFF résume comme il suit les points essentiels qu'il faudrait faire ressortir dans le programme anarchiste que l'on se propose de dresser: 1° le *Collectivisme* comparé au *Communisme autoritaire* des autres écoles, c'est-à-dire la propriété collective du sol, des maisons, des matières premières, des capitaux et des instruments de travail, et la répartition des produits du travail selon le mode, trouvé convenable par les communes et les associations; 2° la négation de l'Etat et la libre fédération des communes autonomes et des groupes producteurs; 3° et c'est le point qui surtout a contribué à produire la scission entre les anarchistes et les étatistes, — qu'une révolution sociale ne peut se produire autrement que par le soulèvement spontané du peuple sur une vaste échelle, et par l'expropriation violente des détenteurs actuels des capitaux de toute nature faite par les communes et les groupes producteurs eux-mêmes, — expropriation qui ne saurait s'opérer que lorsque le pays traverse une période de quelques années de désorganisation complète dans toutes les fonctions de l'Etat; que durant cette période toute assemblée législative ayant un pouvoir réel, ne saurait qu'entraver la marche de la révolution; 4° comme conséquence inévitable de la négation de l'Etat et de cette manière d'envisager la révolution, les anarchistes non seulement refusent la mise en action de toute tactique qui pourrait aboutir au raffermissement de l'idée déjà ébranlée de l'Etat; mais de plus ils cherchent à réveiller dans le peuple — par la propagande théorique et surtout par les faits insurrectionnels, — l'esprit, le sentiment et l'initiative populaire, au double point de vue de l'expropriation violente de la propriété et de la désorganisation de l'Etat.

La discussion terminée, le Congrès décide la prise en considération de la proposition faite par le comp. Elisée Reclus. Un membre propose la nomination d'une commission à qui serait confiée la rédaction du travail en question. Sur la proposition d'un autre délégué, le Congrès décide que des travaux individuels et collectifs seront demandés sur ce sujet, et que la première assemblée anarchiste les discutera.

Dans la dernière séance du Congrès, la résolution suivante, présentée par la commission des résolutions, a été adoptée:

« Le Congrès, Reconnaisant l'utilité d'une publication exposant d'une façon complète, le programme théorique et pratique du socialisme anarchiste, collectiviste, et révolutionnaire;

Et, considérant la nécessité de procéder à la rédaction de ce travail avec toute l'attention et les soins qu'il comporte;

Invite les membres de la Fédération Jurassienne, et les sections qui la forment, à préparer sur ce sujet des travaux qui seront soumis à la délibération

de la première réunion anarchiste bi-annuelle qui aura lieu.

Le Congrès croit en outre, qu'il est de son devoir de poser lui-même les bases de ce travail, et il engage les groupes et les membres qui l'entreprendront à se prononcer.

Quant aux principes:

1° Pour l'appropriation collective de la richesse sociale;

2° Pour l'abolition de l'Etat sous toutes ses formes, y compris la prétendue agence centrale des services publics;

Quant aux moyens:

1° Pour la propagande théorique;

2° Pour l'action insurrectionnelle et révolutionnaire;

3° Quant au vote: qu'il ne saurait être considéré comme un principe de droit capable de réaliser la soi-disant souveraineté du peuple; que comme instrument son emploi est presque toujours dangereux, mais qu'il y a à étudier, si oui ou non il faut en proscrire l'usage d'une façon absolue. »

La revendication de l'autonomie communale considérée au point de vue théorique et pratique anarchistes. — Cette question a été mise à l'ordre du jour sur la demande de la fédération du district de Courtelary.

SCHWITZGUÉBEL. — En posant cette question, nous nous en sommes préoccupés au point de vue de l'application du programme anarchiste,

L'anarchie s'est introduite dans la société moderne sous deux formes, l'une, théorique, commencée par Proudhon, reprise par Bakounine et toute la fraction anarchiste du socialisme contemporain; l'autre toute pratique, se manifestant, par les insurrections communalistes qui surgirent en France durant la guerre de 1870-71 et après par les luttes intestines qui se développèrent au sein de l'Internationale entre les anarchistes ou plutôt les autonomistes et les autoritaires, et enfin par les récentes manifestations du parti anarchiste.

Tandis que le développement, de la situation politique et économique aboutit à préparer les voies au triomphe pratique de la théorie anarchiste, l'opinion publique générale envisage cette théorie comme le fruit de tendances, ou folles, ou criminelles. Et, jamais, le besoin de réformes, de changements, le mécontentement populaire ne paraissent s'être manifestés si puissamment que ces temps-ci. Les peuples cherchent des voies nouvelles; celles qui leur sont offertes les effraient ou leur paraissent irréalisables.

Nous devons ajouter qu'aucun des moyens d'action appliqués par le parti socialiste, jusqu'à ce jour, n'a produit de mouvement populaire général. Tous n'ont été que des agitations locales, quelquefois régionales, toujours spéciales.

Nous nous trouvons donc dans cette situation contradictoire que nos principes sont seuls l'expression des véritables intérêts populaires, que les peuples sont en travail de transformation et n'admettent pas la seule solution qui puisse leur donner satisfaction.

N'y a-t-il pas dans le programme anarchiste, un point qui, peut-être plus que tous les autres, pourrait devenir le point de départ d'une agitation populaire générale, et nous ouvrir une voie pratique à la réalisation de nos principes. Nous pensons que l'autonomie communale pourrait être ce moyen, et nous avons voulu en recommander l'étude aux sections.

BROUSSE. — Ainsi que je l'ai fait pressentir dans le court exposé que j'ai eu à faire des idées anarchistes, je pense que c'est à la commune qu'il faut essayer pour la pre-

mière fois d'installer les linéaments principaux de la société nouvelle. A l'appui de cette opinion se trouvent la logique, les enseignements de l'histoire, et, comme vient de le dire Schwitzguèbel, le sentiment populaire.

Il est clair d'abord que c'est en revendiquant l'autonomie communale que nous pourrions obtenir le plus vite un terrain d'expérimentation à nos théories; sans l'autonomie communale il faudrait attendre que nous fussions à même d'opérer sur l'ensemble d'un pays ou même de l'humanité ce qui ne laisserait pas que d'être fort long.

L'histoire nous montre ensuite que toute transformation sociale sérieuse s'est d'abord implantée à la commune avant de rayonner sur le territoire. C'est ainsi que la république bourgeoise a commencé dès le moyen âge à s'essayer dans les communes industrielles du temps, pour s'emparer ensuite du territoire français en 1792, 1848, 1870, et actuellement.

En troisième lieu, la popularité qu'à rencontrée dans le peuple l'insurrection communaliste de 1871 nous montre que si nous nous plaçons surtout sur ce terrain le peuple sera avec nous.

LEWASCHOFF insiste sur l'importance, pour les anarchistes, de la revendication de l'autonomie communale, au double point de vue théorique et pratique. La phase historique que nous traversons aujourd'hui est celle de la désagrégation des Etats. Constitués par la violence et par toutes sortes d'iniquités, devenus aujourd'hui contradictoires ou absurdes à tous les points de vue qui jadis servirent à justifier leur constitution (identité de langues ou de races, frontières naturelles, unités économiques, agglomérations historiques, équilibre européen, ... etc.), minés par leurs dépenses qui fatalement croissent toujours en surpassant les ressources financières du peuple, minés par les guerres qui sont fatales aux sociétés bourgeoises, ayant atteint l'impossibilité de gérer les affaires variées à l'infini des sociétés humaines, tombant en décadence par la décadence même de l'idée de l'Etat dans les esprits, devenant ainsi de plus en plus une impossibilité par le force même des choses, les Etats vont fatalement vers leur chute, pour faire place aux communes libres et librement fédérées. C'est nécessairement sous le drapeau de l'indépendance des communes, municipales et agricoles, que se feront les révolutions prochaines, c'est aussi dans le sein des communes indépendantes que les tendances socialistes des masses vont nécessairement se manifester: c'est là que se feront les premières ébauches de la société nouvelle, sur les bases du collectivisme. Donc, travailler pour la commune libre veut dire travailler pour la phase historique d'un avenir meilleur que nous allons traverser. C'est le côté théorique de la question. Quant au côté pratique, qui nous intéresse surtout en ce moment, — c'est dans la commune et dans l'immense variété des questions d'intérêt communal, que nous trouverons le champ le plus propice pour la propagande théorique et pour la réalisation insurrectionnelle de nos idées collectivistes et anarchistes. Les affaires de la commune municipale ou agricole, intéressent de près une grande partie des habitants; et c'est surtout en prenant une part active aux affaires quotidiennes des communes que nous pouvons

démontrer d'une manière visible et compréhensible à tous, les vices de la société actuelle et les avantages qui résulteraient de l'application de nos principes économiques et politiques. Au point de vue économique, la commune présente un excellent terrain pour la propagande du collectivisme, et peut servir à préparer le terrain de la révolution économique. Au point de vue politique, la commune est l'arme puissante de la guerre contre l'Etat. Enfin, — et Lewaschoff insiste surtout sur cet avantage, en citant à l'appui quelques faits, — les affaires qui surgissent dans les communes, soit en temps de grèves, soit au sujet des impôts, etc., font des villes et des villages le champ où germent de préférence ces insurrections qui vont devant chaque grande révolution et préparent l'idée et le sentiment populaires. Lewaschoff engage donc vivement les sections de la Jurassienne à suivre de près les affaires des communes, à profiter de tous les incidents qu'elles peuvent fournir quand ils peuvent se résoudre dans l'une de ces insurrections qui certainement ne tarderont pas à se produire sur le terrain communaliste-socialiste.

ARNOLD appuie les orateurs qui l'ont précédé et il voit dans l'opposition qu'il est facile d'établir entre l'Etat et la Commune une source de propagande, fort riche en résultats. Il parle des biens de bourgeoisie, et des améliorations dans la situation de l'ouvrier que l'on peut faire à la commune.

KAHN tient à faire certaines objections. Jusqu'à ce jour, dit-il, nous avons réclamé la réalisation de l'ensemble de nos principes. Il ne croit pas utile de faire une question à part de l'autonomie communale dont il est d'ailleurs un partisan. Il parle ensuite contre la participation à la politique dans la commune, parce que cette participation peut avoir des inconvénients et pas de bons résultats.

Brousse voudrait rétablir la vraie position de la question. La question dit-il est complexe. Elle contient d'abord le principe même de la revendication de l'autonomie communale sur lequel nous sommes tous d'accord. Seulement quelques uns, dont il est, comprenant qu'il faut commencer par un bout la réalisation du programme voudraient commencer par celui-ci: revendication de l'autonomie communale. La question comprend ensuite ce que le compagnon Kahn appelle: de la participation à la politique, mais qui n'en est pas; à son avis il faut s'intéresser à tous les détails qui préoccupent le peuple non pas pour apporter à celui-ci des améliorations apparentes mais pour pouvoir lui parler de son émancipation complète, la révolution sociale. Quant à la question de savoir si le vote peut être appliqué à la modification communale il la renvoie au moment ou l'usage du vote sera plus spécialement examiné.

LEWASCHOFF appuie aussi son énorme différence qu'il faut faire entre se préoccuper des détails de la vie communale pour réaliser légalement quelques améliorations impuissantes, ou s'emparer de ces incidents pour agiter les esprits au profit du socialisme révolutionnaire. Il entre dans quelques considérations tirées des dernières émeutes locales espagnoles.

Question du vote. — Cette question n'a pas figuré comme question spéciale à l'ordre du jour du Congrès: mais comme elle

est revenue plusieurs fois comme incidente, tous les délégués se sont mis d'accord pour l'étudier une fois pour toutes, à la suite de celle dite: de la revendication de l'autonomie communale.

(A suivre.)

Nouvelles de l'Extérieur.

Russie. — Un acte d'une audace inouïe, qui mérite toutes nos sympathies, vient de s'accomplir dans les environs de la ville de Kharkof. Un chariot convoyé de cinq gendarmes à cheval, conduisait un prisonnier politique, Voinaralsky, pour l'enfermer dans une prison centrale qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres environ. On n'était pas parvenu à deux lieues, que l'on fait le roncontre d'un convoi en tout semblable, mais dont le chariot était vide et dont l'escorte était commandée par un officier.

L'officier s'approche de l'un des gendarmes qui escortaient Voinaralsky, lui pose une question, et d'un coup de révolver l'étend mort sur la place. Les camarades de l'officier tirent sur les autres gendarmes, en blessent plusieurs, délivrent le prisonnier et le sauvent dans leur chariot.

Il est naturellement inutile de dire que le convoi que l'officier conduisait ne renfermait ni officier, ni gendarmes: les gendarmes et l'officier étaient des socialistes déguisés qui étaient venus sauver Voinaralsky de la mort certaine qui l'attendait à la prison centrale.

On ne sait pas encore, si l'évasion s'est terminée heureusement.

Allemagne. — Nous rendrons compte d'une façon détaillée des dernières élections allemandes; l'espace nous fait aujourd'hui défaut. Disons seulement qu'au moment où nous écrivons ces lignes, sur 12 députés que possédait, au *Reichstag*, la démocratie socialiste 2 seulement sont réélus (Brack et Liebnicht) que 6 sièges sont définitivement perdus, et qu'il y a ballottage pour Rittinghausen, Bebel, Fritzsche. Les organes démocrates-socialistes se réjouissent cependant de ce que le nombre de voix qu'on a donné à leurs candidats s'est considérablement accru. Nous ne saurions nous en réjouir avec eux, car le manifeste démocrate-socialiste de Berlin qui est le plus nuancé de tous est un manifeste que nos républicains radicaux et bourgeois signeront quand on le voudra. Il est donc impossible de dire si tous les électeurs des démocrates-socialistes ont prétendu en votant pour des *démocrates-socialistes*, voter pour des *socialistes* ou pour des *démocrates* plus propres que les *progressistes* pour défendre les soi-disant vieilles libertés allemandes. Nous aurions mieux aimé, moins de députés, moins de voix, et un programme plus ferme, puisque à tout prendre les ouvriers allemands allaient voter.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transférée de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante:

Administration des Brochures socialistes,
rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédératⁿ Jurassienne fr. 1.—
L'Empire knouto-germanique, par
Bakounine > 0.50
La Théologie politique de Mazzini
par Bakounine > 0.50

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Ceux de nos abonnés à l'étranger auxquels nous avons réclamé le prix de leur abonnement par carte correspondance, en date du 14 août; sont prévenus que nous n'adresserons plus le prochain numéro du journal, à ceux qui ne nous auront pas répondu.

Pour nos abonnés d'Amérique nous attendrons 15 jours de plus.

L'agonie de la classe moyenne.

En présence de la débâcle qui s'accroît dans tous les domaines de la vie publique contemporaine, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur la situation de la classe moyenne, de cette classe qui, dans plusieurs contrées importantes de l'Europe, est encore dominante tant par le nombre que par son influence générale sur la société.

Quel que soit le développement de l'antagonisme profond qui règne en général entre la bourgeoisie et le prolétariat, il n'est pas moins vrai que dans la plupart des contrées du monde civilisé, il existe une classe intermédiaire, ici, mourante et ayant perdu toute influence, là, encore toute puissante. Nous avons maintes fois analysé les conséquences sociales de la puissance de la haute bourgeoisie; nous nous occuperons aujourd'hui de la classe moyenne.

En dehors des riches propriétaires, des habiles spéculateurs, des grands entrepreneurs, des puissants financiers, il existe toute une classe de petits propriétaires, commerçants, industriels, qui n'appartiennent pas en réalité à la riche bourgeoisie, mais qui appartiennent encore moins au prolétariat. Héritiers d'un modeste patrimoine, ou sortis de la classe ouvrière par l'épargne et l'activité, ils forment une classe intermédiaire entre le grand capital tout-puissant et le travail écrasé.

Quelle attitude a pris cette classe dans les luttes sociales modernes? — S'est-elle rendu compte des phénomènes sociaux que nous subissons et en a-t-elle tiré une conclusion scientifique? — S'est-elle élevée à la conception des vrais intérêts de l'humanité, et a-t-elle suivi une ligne de conduite digne?

Si nous posons ces questions sévères, c'est que la classe moyenne prétend partout être la vraie représentante du bon, du bien, du juste, de l'utile; elle hait instinctivement, tout en la jalouxant en partie, la riche bourgeoisie comme classe usurpatrice; elle hait franchement, en le méprisant,

le prolétariat qu'elle considère comme une classe vile et incapable.

Dans ce double sentiment de haine, la classe moyenne est étroite; étroite envers la haute bourgeoisie, puisqu'elle-même ne poursuit pas d'autre idéal que l'idéal bourgeois, réduit, il est vrai, à des proportions moyennes; étroite envers le prolétariat, parce qu'il n'est ni vil, ni incapable, mais tout simplement écrasé par une situation infernale.

Nous ne calomnions point la classe moyenne en disant qu'elle n'a pas d'autre idéal que l'idéal bourgeois. La preuve, c'est que dans tous les conflits qui ont surgi entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat, elle a toujours en masse, à part quelques exceptions, pris parti pour le capital contre le travail, pour la bourgeoisie contre le prolétariat. Et ceci n'est pas étonnant; se nourrissant des conceptions politiques, économiques et morales de la bourgeoisie, elle en conçoit les intérêts de classe comme absolument légitimes, elle sent que les siens propres ne sont qu'une réduction des premiers et que, par conséquent, ils sont solidaires.

En se plaçant ainsi absolument sur le terrain bourgeois, la classe moyenne donne-t-elle la preuve qu'elle possède la toute sagesse politique, économique et morale et qu'elle conçoit scientifiquement les intérêts humains?

Pour répondre à cette question, nous n'avons qu'à examiner la situation de la classe moyenne dans toute sa réalité, et nous verrons que ses prétentions cachent tout simplement un manque absolu d'intelligence et de caractère.

Le fait dominant de notre époque, c'est la transformation radicale de toutes les conditions économiques. Propriété, production, circulation, consommation, tout tend à se transformer par l'action absorbante du grand capital; le paysan-propriétaire disparaît devant les grandes exploitations agricoles, le petit métier fait place aux vastes entreprises industrielles, la petite boutique se meurt en face du grand bazar commercial, la vapeur porte au loin tous les produits, le luxe et les jouissances sont effrénés en haut, le dénuement est général en bas. — Ce ne sont plus là des hypothèses servant à expliquer l'utopie généreuse d'une réforme sociale; c'est la réalité vivante qui apparaît chaque jour aux yeux de tous, que chacun constate, que tous maudissent et devant laquelle se font partout jour de sombres pressentiments.

En présence de ces faits, quelle est l'attitude de la classe moyenne? Elle a une peur

terrible des partageux! Oui, tandis que, au profit des partageux d'en haut, elle hypothèque ses immeubles, qu'elle végète péniblement en dépensant beaucoup d'activité, ou qu'elle fait faillite après s'être déconsidérée dans des combinaisons malhonnêtes, elle s'arrête effrayée devant ce fantôme: le partage des biens au profit des classes ouvrières. C'est là toute sa science économique. Elle ne voit pas ou ne veut pas voir que tout le fonctionnement économique actuel porte en lui-même la ruine de la classe moyenne. Devant cette perspective déjà toute d'actualité — ou toutes les forces économiques appropriées par quelques riches tout-puissants et un prolétariat esclave, ou la propriété collective au profit des masses travailleuses — elle s'arrête à ce remède: la suppression du paupérisme par la suppression des pauvres.

Si nous étudions la vie politique contemporaine, nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment de profonde pitié pour l'espèce humaine. Lorsqu'on lit un programme politique ou que l'on participe à une réunion publique où se discutent divers intérêts politiques, on serait tenté de croire que tous les hommes politiques qui s'affirment sont de sérieux amis du peuple. Et, cependant, combien la réalité donne un démenti formel à cette première et généreuse impression. En république, comme en monarchie, nous ne constatons qu'une seule préoccupation: lorsqu'il s'agit d'élections, mettre en place ou un ambitieux ou une créature; dans les cas de votations sur des lois, faire triompher des dispositions légales, par lesquelles ou on augmente l'action des autorités, ou on sauvegarde certains intérêts économiques privilégiés. Cette corruption politique a d'autant plus pénétré la classe moyenne que tous les emplois publics subalternes ou supérieurs lui paraissent un moyen naturel d'assurer la position sociale d'une partie de ses membres, et que dans les lois elle voit la consécration légale de sa situation acquise ou à acquérir et une garantie contre l'action possible du prolétariat.

Cette politique d'intérêts domine seule, malgré toute la phraséologie démocratique en vogue, et nous n'avons plus à nous étonner que les idées politiques nouvelles qui ont surgi du mouvement socialiste — l'autonomie et la libre fédération — ne rencontrent, dans la classe moyenne, qu'une haine aussi implacable que celle qu'elle manifeste à l'égard de la propriété collective.

Sur ces deux faits principaux — le fonctionnement économique et l'organisation des intérêts publics dans la société humaine

ne — la classe moyenne se révèle comme n'ayant pas même conscience de sa propre situation matérielle. Quoi d'étonnant alors que sa situation morale soit si désornée !

Nous la voyons à la fois rampante ou désobéissante devant la haute bourgeoisie ; proférant l'insulte ou pleine de frayeur devant le prolétariat ; dans ses relations et ses jouissances ou dissipatrice par vanité ou poussant l'économie jusqu'à l'avarice ; charitable et généreuse pour flatter son propre orgueil ou profondément égoïste ; cultivant les sciences et les arts par amour des richesses ; doctrinaire en politique, malthusienne en économie, bigotte en religion ou sceptique en philosophie. C'est en toutes choses un désordre moral complet ; il ne se dégage de cette classe que la médiocrité.

Telle est la situation présente de la classe moyenne. Quel sera son avenir ? — Elle est implacablement condamnée par les faits à disparaître comme classe.

Quelles que soient les énergies, l'activité, les résistances qu'elle dépense, elle sera absorbée par le grand capital ou disparaîtra dans le prolétariat. Cette agonie pourra, dans certaines contrées, être plus ou moins longue, elle sera marquée de luttes, d'épisodes que l'histoire enregistrera sans doute, mais l'heure fatale est là. Il ne s'agit donc pas de sauver la classe moyenne, mais de voir comment elle mourra le plus digne-ment.

Continuera-t-elle, en dépit de tous les enseignements de notre époque, à vouloir rééditer un passé impossible, à être toute entière au service de l'ordre bourgeois qui la dévore, et à haïr le socialisme qui veut émanciper toute l'humanité ?

Nous n'avons pas à lui dieter sa voie ; nous la lui indiquons. En mourant bourgeoisement, la classe moyenne se donne un cachet d'imbécillité flagrante. En apportant au socialisme de nouvelles forces, elle contribuerait à hâter l'heure de la délivrance commune.

Nous désirons cette conversion et nous appelons surtout la jeune génération à méditer notre modeste travail.

Congrès annuel de la Fédération jurassienne, à Fribourg, les 3, 4 et 5 août.

(SUITE)

Brousse tient à poser nettement la question, pour que la discussion ne s'égare pas. Le vote — dit-il — peut être considéré de différentes façons : En tant que principe, comme expression de la souveraineté populaire, il le repousse aujourd'hui comme toujours ; en tant qu'instrument, il en regarde l'usage comme le plus souvent inutile, et presque toujours dangereux. Il sait qu'il ne peut conduire à la conquête du pouvoir ; il sait qu'il ne peut même à lui seul, servir à grouper aucun parti vraiment révolutionnaire ; sur ces deux points ce qui se passe actuellement dans la démocratie socialiste allemande, a éclairé tous les esprits.

Il sait de plus combien de délégués populaires ont trahi.

Mais faut-il en conclure que le vote soit à proscrire d'une façon absolue ? que dans aucun cas son emploi ne puisse rendre des services ?

Il ne le pense pas.

Il prendra deux exemples :

La Chambre française refuse en ce moment l'amnistie, et les membres de la gau-

che, qui y sont en majorité, prétendent qu'ils l'accepteraient, s'ils ne craignaient pas un vote contraire du Sénat. Eh bien ! si les socialistes français, au lieu de poser au hasard la candidature de Blanqui, avaient attendu pour la présenter qu'on votât dans une circonscription où la majorité fut sûrement acquise, la Chambre mise au pied du mur aurait, en refusant de valider Blanqui, montré aux yeux de tous, le sentiment qu'elle professe en réalité au sujet de l'amnistie.

Voilà un exemple ; en voici un autre :

Supposons — le fait a existé — que dans une commune française la majorité des électeurs se rencontre ouvrière et que la minorité soit bonapartiste. Si les ouvriers s'abstiennent, les bonapartistes seront élus, ce qui blessera le sentiment populaire. Pour entraver cette élection, ou bien un parti ouvrier légal devra se former, ou la majorité anarchiste devra présenter des candidats et ne pas s'abstenir. Dans ce cas, ne vaut-il pas mieux que les anarchistes s'emparent par le vote de la commune, qu'ils mettent comme usufruit dans les mains des paysans le sol arable de la commune, et dans celles des ouvriers les bâtiments communaux ? S'ils réalisent ainsi en partie la propriété collective dans la commune, il est certain que la lutte commencera entre eux et le pouvoir central ; c'est-à-dire qu'une situation révolutionnaire sera créée.

Quant on ne peut pas encore renverser dans son ensemble l'Etat, qu'il est même impossible momentanément d'essayer sa force contre lui, il vaut mieux déranger, même par le vote, les rouages qui le composent, les enrayer, que de rester les bras croisés à les regarder tourner tranquillement.

Pas plus que le vote, la violence n'est un principe socialiste, cependant contestera-t-on que l'emploi de la force révolutionnaire ne soit une nécessité ? Eh bien ! l'usage du vote peut aussi quelquefois être utile. Il ne faudrait donc pas, par orthodoxie abstentionniste, proscrire ce moyen d'action d'une façon absolue.

ARNOLD appuie cette façon de voir. L'emploi du vote pourrait même à ses yeux être utile pour réaliser quelques améliorations dans la situation des ouvriers. Il y voit de plus un puissant moyen de propagande.

KAHN considérerait l'usage du vote comme un changement de tactique dans la Fédération jurassienne. Il répond au compagnon Brousse que l'élection de Blanqui ne produirait pas plus d'effet qu'il n'en résulta de la candidature analogue de Raspail sous la seconde république. Que quant au vote dans la commune, il ne peut servir à rien : Ou — dit-il — la majorité est révolutionnaire, et alors elle n'a qu'à faire ce qu'on veut qu'elle vote ; ou elle ne l'est pas, et alors elle ne nommera pas des amis de la révolution. Il croit que l'emploi d'une tactique nouvelle mérite qu'on l'étudie avec soin avant de la réaliser.

Brousse conteste que l'élection Raspail n'ait pas produit contre la Chambre, partie de l'Etat, une agitation favorable. Il dit ensuite que telle majorité ouvrière qui enverra des révolutionnaires dans un conseil municipal, et qui les défendra ou du moins les approuvera lorsque quelques jours après ils en seront chassés, se montrera peu disposée à prendre les armes, de but en blanc, si tout est calme autour d'elle.

Les comp. LEVASCHOFF et SPICHTIGER appuient la manière de voir exprimée par Brousse. Mais quoique tous les délégués du Congrès soient unanimes pour se prononcer dans le même sens, c'est-à-dire *contre* le vote servant à constituer le fonctionnement régulier d'un rouage de l'Etat, mais *pour* le vote destructeur de ce rouage, pour le vote anarchiste et révolutionnaire, ils acceptent tous aussi la mise à l'étude de la question demandée par le comp. Kahn.

Attitude des anarchistes en présence des étatistes. — Après une courte discussion, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité des membres présents :

« Le Congrès,

Considérant, l'attitude prise par les organes officiels du parti démocrate-socialiste étatiste, eu égard aux actes révolutionnaires de Hodel et de Nobiling, actes qui ont toute sa sympathie ;

Considérant, l'élimination du principe de la propriété collective dans les récents manifestes électoraux du même parti ;

Considérant que cette attitude et cette modération sont une preuve de la transformation graduelle et prévue de ce parti, en parti républicain-radical *au moins en fait* ;

Le Congrès persiste dans les décisions prises antérieurement par le parti anarchiste.

Le Congrès,

Considérant en outre, les poursuites ignobles qui oppriment les ouvriers allemands qu'il sait distinguer de ceux qui les dirigent, exprime pour ces ouvriers toutes ses sympathies et ses sentiments de solidarité. »

En présence de la crise actuelle y a-t-il lieu de travailler à une réorganisation des forces ouvrières ayant pour but la sauvegarde immédiate des intérêts du peuple ?

SCHWITZGUÉBEL. — A aucune période des temps modernes, pensons-nous, la crise n'a été aussi générale. L'opinion publique attribue encore cette situation à des causes tout à fait secondaires, sans se rendre compte que cette crise est le résultat du système d'appropriation et de production développé par la bourgeoisie.

Il en résulte que la situation des ouvriers des petits métiers, relativement plus heureuse que celle des ouvriers des manufactures, usines, grandes entreprises en général, tend à empirer chaque jour par la ruine graduelle des petites entreprises que les grandes dévorent. Le mouvement ouvrier, ayant été généralement prononcé dans les catégories de la petite et moyenne industrie, subit une période de crise résultant de la nature même de la transformation économique à laquelle nous assistons.

En présence de cette situation, nous avons à nous demander, s'il n'y a pas lieu de travailler à une réorganisation des forces ouvrières, réorganisation tenant absolument compte de la situation faite à l'immense majorité des ouvriers — ceux qui sont occupés dans les grandes entreprises.

En travaillant dans ce sens et en donnant à ces organisations un but immédiatement pratique, nous arriverions à grouper les forces ouvrières d'une façon imposante. Le but pratique, immédiat à atteindre — solidarité ouvrière agissante, défense des intérêts du travail, attitude en présence de l'introduction, du développement des machines, et de la transformation des petits ateliers en fabriques, — serait propre à grouper les masses ouvrières. Il est vrai que la situation actuelle nous impose la tâche de chercher la réalisation de cette fédération du travail, en dehors de l'Internationale, ce qui peut paraître un dangereux compromis ; pour notre compte, nous sommes certains que ce serait là pour nous un

vaste champ d'action de propagande théorique et de développement des faits dans le sens de la révolution sociale.

(A suivre.)

Correspondances.

France.

Toutes nos grèves se sont terminées par la défaite plus ou moins complète des grévistes. Nous nous en consolons. Beaucoup de jeunes gens sont encore trop confiants dans la puissance émancipatrice de ce moyen d'action ; il est bon qu'ils se rendent compte, comme nous l'avons fait nous-mêmes, que dans ces luttes du capital contre le travail, le capital lui seul suffit souvent pour l'emporter, et qu'à la moindre crainte de défaite, l'Etat, ce chien de garde de la bourgeoisie, se hâte d'intervenir. Toutes démonstrations feraient peu auprès de nos jeunes amis : l'expérience est comme un habit, — dit le proverbe, — et doit se confectionner sur mesure. Nous voulons que l'année 1871 revienne ? Eh bien ! passons gaiement par les expériences de l'année 1869 !

Celle des grèves qui a le plus occupé l'opinion publique, est la grève des 5,000 cochers de la « Compagnie générale des petites voitures » de Paris. Nous passons sous silence celles des réclamations des grévistes, qui, trop techniques, intéresseraient peu vos lecteurs, comme le travail à la planche, la société de secours, etc... mais nous nous arrêtons à celle qui nous paraît la plus curieuse et qui figure en première ligne sur le programme présenté à la Compagnie : « Les chevaux auront une nourriture et une litière convenables. » Tandis que, en effet, le directeur de la Compagnie, M. Bixio, puisait dans la science officielle des chiffres complaisants pour prouver au public que sa cavalerie court danger de mourir d'indigestion, les cochers affirmaient « qu'ils sont las de servir d'instruments de torture à de pauvres chevaux qui crèvent de faim. » Quant au public, il tournait les yeux vers la Société protectrice des animaux, qu'évidemment la chose concerne, à moins que MM. les membres de cette société, tout préoccupés de protéger leurs amis les bourgeois contre l'envahissement des mauvaises doctrines, ne voient plus d'animaux autre part qu'autour d'eux.

L'Etat, représenté par l'aimable préfet de police, M. Gigot, a joué assez habilement le syndicat des cochers. Il s'est montré, à l'égard des délégués de ce syndicat, d'une politesse obséquieuse et leur a donné toutes les autorisations de réunions publiques qu'ils ont demandées. Mais il a trouvé moyen de donner à la Compagnie mieux que des salamalecs : au lieu d'exiger comme par le passé, des certificats de moralité, d'habileté professionnelle et de connaissances topographiques aux aspirants-cochers, il a donné l'usage du fouet à tout palefrenier, décrotteur, ou premier venu que la Compagnie appuyait. Naturellement, le voyageur pour l'Elysée était conduit à la voirie, les fiacres accrochaient, versaient, roulaient, comme le char traditionnel de l'Etat conduit par nos peu habiles gouvernants, mais le tour était joué et la grève perdue : le reste n'a plus été qu'une affaire de temps.

On se souvient qu'à la suite des troubles de Marseille, plusieurs arrestations ont eu

lieu. Ainsi que nous l'avions prévu et prédit, deux catégories ont été faites parmi les accusés. Les uns, M. des Isnards et ses amis, ont été jugés d'abord et punis d'amendes, qui sont pour eux des affaires de quelques centimes ; les autres, républicains, viennent de passer devant les tribunaux au nombre de 26. Veyer ira 15 jours en prison pour avoir mis le drapeau rouge sous le nez de bronze de M. Belzunce ; Rossi y restera deux mois pour avoir conjugué son nom sur le dos des autorités ; les autres sont condamnés aussi à l'amende et à la prison.

Tout le monde se préoccupe ici des élections sénatoriales. Côté des gauches, tout est en règle ; côté des droites, les tiraillements n'en finissent plus. Tous les obstacles viennent de questions de personnes, quant aux divergences de principes, tout le monde y danse dessus. Les gauches se tournent du côté de la Nouvelle-Calédonie et y font le geste bien connu de Gavroche ; à droite, le lys sans tâche reçoit dans la la blancheur de sa corolle, l'abeille bourdonnante et maculée des bonapartistes ; sans s'émouvoir au souvenir des immondes où l'insecte s'est vautré, il lui ouvre les jaunes trésors de son pollen. Pour compléter le tableau, en prévision de l'averse électorale qui va tomber, le parapluie de famille des Orléans, ouvert à terre, étend sur cette idylle, qu'il rejette dans l'ombre, la protection bourgeoise de sa grossière cotte de bleu.

Faute de programme, la coalition a cette armoirie.

Les journaux bonapartistes font beaucoup de bruit autour du voyage de la comtesse de Pierrefonds. Cette comtesse qui, vu les circonstances qui ont causé la mort de son godiche de mari, devrait s'appeler plutôt Fonds-de-pierres, n'est autre qu'Eugénie-la-montijoyeuse. Elle fait, disent les feuilles autrichiennes, des économies, et n'occupe que deux chambres dans les hôtels où elle loge ; il nous semble que son parti devrait l'interdire et couper court à cette dépense folle. Nous nous souvenons d'un temps où Eugénie n'avait qu'un lit pour deux — et même pour trois. Maintenant pourquoi deux chambres — pour elle seule ?

Le Congrès international socialiste a été décidé par un vote du Congrès de Lyon. Voici la vérité sur l'organisation de ce Congrès : Depuis deux mois environ, tous les groupes organisés publiquement ont nommé un délégué et deux sub-délégués, lesquels réunis en assemblée générale ont nommé une commission d'initiative et une commission de propagande.

La date du Congrès fixée, le Préfet de police, M. Gigot, a fait mander le secrétaire et l'a averti que les délégués seraient poursuivis pour affiliation à l'Internationale, s'ils persistaient à organiser le Congrès.

M. de Marcère s'est aussi montré inébranlable.

La majorité des délégués, effrayée, ne donne plus, — paraît-il — signe de vie. La minorité, plus courageuse, reprend l'initiative et invite les délégués à remplir leur mandat. Les réunions, en effet, étant privées pour ce Congrès comme pour les autres, ni M. Marcère, ni M. Gigot n'ont le droit de l'empêcher.

Le Congrès aura donc lieu.

La Lanterne publie à ce sujet la lettre suivante :

« Comme rectification à une note de la Marseillaise, de nature à induire en erreur les délégués de la province et de l'étranger, nous vous prions d'annoncer :

1° Que le Congrès ouvrier international socialiste de Paris « ne se tiendra pas à Lausanne. »

2° Qu'aucune modification dans le lieu de réunion du Congrès n'a été « décidée dans la dernière séance du comité, » laquelle même repoussé à une immense majorité une proposition tendant à transférer à Londres le siège de ce Congrès essentiellement privé et soustrait par suite à l'arbitraire administratif.

MINVILLE, GASTON PICOURT, JULES GUESDE, membres de la commission de propagande.

La Lanterne reçoit et publie le document suivant qu'un ami nous communique :

« Les soussignés, membres du Comité pour la réception des délégués à l'Exposition universelle de 1878 et pour l'organisation du congrès ouvrier international socialiste, auxquels se sont joints les délégués à ce congrès déjà nommés par les groupes ouvriers,

Vu l'interdiction verbalement prononcée contre le Congrès par la préfecture de police et le ministère de l'intérieur :

Attendu que la classe ouvrière, comme les autres catégories de citoyens, a des intérêts propres qu'il est de son droit et de son devoir de défendre, et dont la défense ne saurait être limitée ou entravée par les frontières nationales politiques ;

Attendu qu'en profitant de l'Exposition pour recevoir les travailleurs des autres pays pour discuter avec eux certaines questions d'intérêt commun, les travailleurs français en général et les travailleurs parisiens en particulier, ne font que suivre l'exemple des gens de lettres qui se sont réunis, il y a deux mois, en congrès international, et des commerçants et industriels, dont le congrès, également international, organisé par les chambres syndicales, a lieu en ce moment même au palais officiel du Trocadéro ;

Attendu, d'autre part, que la forme de réunions privées adoptée pour le congrès ouvrier international socialiste suffit à le soustraire à l'ingérence de l'administration, laquelle n'a ni à l'autoriser ni à l'interdire, obligée qu'elle est de n'y voir que l'exercice d'un droit incontesté et incontestable, un effet de la liberté et de l'inviolabilité, quitte — si des délits venaient à être commis — à traduire leurs auteurs devant les tribunaux compétents ;

Attendu enfin qu'en organisant le congrès en question, les travailleurs parisiens n'ont fait que se conformer à une décision du dernier congrès ouvrier de Lyon ; qu'ils ne sont pas libres de laisser cette décision en souffrance ; qu'il est au contraire de leur honneur d'en poursuivre et d'en assurer l'exécution.

Déclarent, par ses motifs :

1° Qu'ils ne sauraient tenir compte d'une interdiction verbale dictée par des intérêts de caste et dénuée de toute base juridique ;

2° Que le congrès ouvrier international socialiste aura lieu à la date précédemment fixée, soit du 2 au 12 septembre 1878 ;

Et attendu que faute de continuer à remplir le mandat qu'ils ont accepté et dont ils ne se sont pas fait relever, la majorité des

membres de la commission exécutive et des commissions de propagande et de contrôle doivent être considérés comme démissionnaires,

Ils décident, en outre, qu'une assemblée générale aura lieu à une époque ultérieurement fixée, pour procéder à leur remplacement et que tout ce qui concerne le congrès doit être adressé aux citoyens :

Henri Gerbaud, trésorier provisoire, 214, rue de Charenton; Jules Guesde, secrétaire, 10, place Dauphine.

Ont signé :

Amand, Briolle, Boguet, Bemard, Tassote, Vivien, C. Manière, L. Boulet, Amiot, Jeallot, Delfosse, J. Guesde, G. Deville, Oriol, G. Picourt, Gerbaud, L. Chabry, J. Vaidy, Audouret, S. Paulard, Coueste, Massard, Chevalier, Damlincourt.

Allemagne.

Vendredi 16 août, à cinq heures et demie du matin, Hœdel a été exécuté. L'exécution a eu lieu dans la cour de la prison, devant une quarantaine de privilégiés; sans public, honteusement, dans l'ombre.

Hœdel est mort avec un courage qui en Allemagne devient déjà légendaire. Nous empruntons à un journal bourgeois, *Le Temps*, le récit de cette mort.

« Le condamné a marché d'un pas ferme jusqu'au pied de l'échafaud et a regardé avec effronterie le public. Le juge d'instruction Hollmann a donné lecture de l'arrêt de mort. Quand il en a lu la date, Hœdel a craché et a crié : Bravo !

Le juge d'instruction a montré au bourreau la confirmation de l'arrêt signée par le prince impérial, en disant : « Je vous livre le ferblantier Emile-Henri-Max Hœdel pour que vous le décapitiez. »

« Venez ! » a alors dit le bourreau à Hœdel.

Celui-ci a gravi en courant les trois marches de l'échafaud, il a ôté son habit et son gilet. Au même moment le glas a retenti dans l'intérieur de la prison. Hœdel a regardé la cloche avec une impudence indescriptible, et a souri ironiquement au public.

Il a ensuite enlevé ses bretelles; mais, comme il ne pouvait deboutonner sa chemise, un des aides du bourreau la lui a retirée de façon à lui mettre le haut du corps nu jusqu'à la poitrine.

Les aides ont lié à Hœdel les bras et les pieds et lui ont placé la tête dans l'échancre du billot, en lui tournant le visage vers la terre, et en lui liant l'occiput avec une courroie de la largeur d'une main, de sorte que le cou était à découvert.

Le bourreau a ouvert après cela un magnifique étui (!), dont le couvercle portait la date de 1878 imprimée en lettres d'or; il y a pris le glaive et a coupé d'un seul coup la tête de Hœdel. Le tronc a eu encore des mouvements convulsifs après l'exécution, et la tête a eu aussi quelques légères crispations. »

Depuis 1868, il n'y avait plus eu en Allemagne d'exécution capitale pour affaires politiques. Hœdel rouvra la marche. Messieurs les aristocrates allemands viennent de commettre là une imprudence. Le billot est posé, une révolution — au moins politique — approche, et la vue de l'*étui magnifique* pourrait donner l'envie au peuple allemand de s'en servir.

A Barmen-Elberfeld, des démonstrations socialistes ont eu lieu le soir du vote de ballottage, surtout près de la prison où était enfermé Hasselmann, le « Marat allemand ». Des milliers de jeunes gens parcouraient les rues en chantant la « Marseillaise du

travail », en criant : « Vive Hasselmann ! » et « Vive la Commune ! »

La police est intervenue pour balayer la place par la force. Elle a été reçue par un véritable bombardement, par une nuée de pierres. « En avant ! A l'attaque ! » criaient les ouvriers. « A bas ces chiens ! »

Il y a eu des policiers blessés, et quelques arrestations ont été faites.

Une émeute a eu lieu à Haarbours; la lutte s'est engagée avec la troupe, qui a fait usage de ses armes. Il y a des tués et des blessés.

Statistique électorale en Allemagne.

Au moment où je ferme cette lettre, les démocrates-socialistes de l'Allemagne ont conquis neuf sièges, au lieu de douze qu'ils possédaient antérieurement dans le « Reichstag. » Parmi les neuf députés victorieux, six sont élus par la Saxe, qui est comme on sait, la forteresse du socialisme allemand. Voici quelques chiffres qui pourront intéresser vos lecteurs, quoique à mes yeux, comme à ceux de tous les socialistes, ils n'aient aucune valeur statistique.

Au premier tour de scrutin, le 30 juillet, deux démocrates-socialistes seulement l'ont emporté haut la main : *Bracke* à Glauchau (Saxe), et *Liebkecht* à Stollberg (Saxe).

Au second tour, c'est-à-dire au ballottage, ont été élus : *Bebel* à Dresde (Saxe); *Kayser*, à Freiberg (Saxe); *Vahlteich*, à Mittweida (Saxe); *Wiemer*, à Marienberg (Saxe); dans le 4^e district de Berlin, *Fritzsche*; à Breslau, *Reinders*; et *Hasselmann*, à Barmen-Elberfeld.

Au 30 juillet, les démocrates-socialistes ont réuni en Allemagne, — ou plutôt dans l'ensemble des districts où ils ont accepté la lutte, — 450.000 voix. Ce nombre, après le ballottage, doit dépasser 500.000.

Mais que peut-on conclure de cela ?

Peut-on affirmer qu'il y a en Allemagne plus de 500.000 communistes ? Non, évidemment. L'élection ne s'est pas faite autour d'un programme socialiste, mais à propos de la question des lois exceptionnelles que le gouvernement veut demander à son « Reichstag. »

Les 450.000 électeurs qui ont donné leurs voix, le 30 juillet, aux démocrates-socialistes, n'ont pas voté pour tel ou tel ancien programme du parti, ils ont nommé tel ou tel candidat commenté par un manifeste spécial, tout d'actualité; or, nous avons vu que le manifeste le plus radical, celui de Berlin, parle beaucoup de la défense des libertés politiques, et pas du tout du principe fondamental, de la propriété collective.

Quant aux voix supplémentaires recueillies dans les ballottages, elles viennent, non pas d'électeurs socialistes, — les socialistes au second tour n'ont pas vaincu par leurs propres forces, — mais d'électeurs progressistes et surtout d'électeurs ultramontains.

Il nous serait facile de démontrer cette dernière affirmation, en nous servant des chiffres électoraux; mais nous avons mieux que cela à offrir à vos lecteurs : les aveux du *Vorwärts* lui-même.

Nous traduisons littéralement :

« Au ballottage, à Munich et à Mayence, nos compagnons ont voté pour les candidats ultramontains Ruppert et Moufang (*les deux ont été élus*), parce que ces deux députés vont voter contre les lois exceptionnelles. De leur côté, les ultramontains vont voter à Offenbach-Dieburg pour Liebkecht, ainsi qu'à Barmen-Elberfeld et à Solingen pour nous. (*Hasselmann a été élu grâce à ce compromis.*) N° 54. » (Les phrases qui sont soulignées sont ajoutées par notre correspondant.)

On peut donc dire sans crainte de se tromper, que dans la dernière élection tout

s'est passé autour de cette idée : défense des libertés politiques. Les chiffres que nous donnons plus haut, prouvent seulement deux choses : 1^o qu'au 30 juillet, 450.000 électeurs allemands ont voté contre les lois d'exception, et qu'ils ont confié aux socialistes eux-mêmes le soin de combattre ces lois; 2^o qu'au scrutin de ballottage, plus de 50.000 électeurs ultramontains, progressistes, etc., ont préféré laisser passer, ou faire passer des démocrates-socialistes que des députés favorables à l'adoption des lois d'exception.

Russie.

Au moment où je vous envoie cette lettre je n'ai pas encore de nouveaux renseignements sur le résultat de l'évasion de Voinarsky, mais je puis vous donner des détails intéressants sur deux affaires tout aussi récentes.

Vos lecteurs n'auront sûrement pas oublié les circonstances qui ont entouré l'arrestation des socialistes d'Odessa. Ils se rappelleront que dénoncés à la police par le propriétaire de la maison qu'ils habitaient, ils opposèrent à ceux qu'on envoya pour les arrêter une courageuse résistance. Quand le capitaine de gendarmerie Dobrodeïeff ordonna à Kovalsky de lui remettre les papiers qu'il devait avoir en sa possession, Kovalsky lui répondit : « Tiens ! en voici des papiers. » et, ce disant, il dirigea sur lui le canon de son revolver. Il lâcha la détente, mais le coup ne partit pas. Saisi, maintenu et garroté, on allait l'emmenner, quand ses amis accoururent à son secours, mirent les gendarmes en fuite, et le délivrèrent.

Ces courageux jeunes gens profitèrent du répit qu'ils avaient conquis, non pas pour pourvoir à leur sûreté personnelle, mais pour détruire tout ce que leur logement pouvait contenir de compromettant.

Quand les gendarmes battus reçurent des renforts, ils durent faire en règle le siège de la maison. On tira des deux côtés, et de part et d'autre il y eut des blessés.

Le 6 août, la cour martiale a jugé les socialistes impliqués dans cette affaire, et voici quel a été son verdict : Ivan Kovalsky, condamné à mort; Svinine, Vitachesky, Stoudzinsky, Klenoff, aux travaux forcés; les trois dames russes à l'exil en Sibérie ou à la prison.

Quand le peuple qui était réuni devant le tribunal a eu connaissance de ce jugement, les cris de « c'est une infamie ! » se sont élevés de plusieurs côtés, et des coups de fusils ont été tirés contre les soldats. Dans le petit combat qui en est résulté, quatre soldats ont été blessés et l'un d'eux est mort des suites de sa blessure; deux individus dans la foule ont été tués.

A l'heure qu'il est, aucune arrestation n'a encore pu être faite, mais Odessa regorge de troupes comme une ville en état de siège.

Voici la seconde affaire :

Metsenkoff, à la fois général et chef de section de la haute police, vient de payer un peu cher, la délicatesse qu'il mettait dans l'accomplissement de ses honorables fonctions. Ce doux personnage sortait d'une confiserie de la place Saint-Michel (Petersbourg), bras dessus, bras dessous, avec son fidèle Achate, le général Makaroff, du corps des gendarmes. Deux individus approchent, et avant que notre policier soit sur ses gardes, la lame d'un poignard s'enfonce dans la région du cœur. Le lendemain soir Metsenkoff était mort. Makaroff fait mine de se jeter à la poursuite des deux justiciers; deux coups de revolver le manquent, mais coupent court à son penchant bien prononcé pour faire des arrestations.

Décidément, en Russie, le métier de mouchard devient chaque jour plus dangereux.

Le courageux Kovalsky a été fusillé aux champs de « Skakovoë polié ».

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—
Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

J'ai l'intention d'étudier sous ce titre, complètement, quoique le plus brièvement possible, l'attitude du parti démocrate-socialiste allemand.

Mais, comme j'ai des raisons pour procéder à cet examen d'une façon toute objective, il faudra que le lecteur me permette d'abord, de passer en revue les différentes phases politiques qu'à mon avis toute nation moderne traverse, et de lui montrer la présence ou de lui annoncer la formation de ces groupes d'hommes, qui, sous le nom connu de « partis » concrètent dans les faits ces abstractions, ou plutôt sont causes qu'elles existent.

Ensuite, il me sera possible de noter sûrement le moment historique que franchit actuellement l'empire d'Allemagne, et de fixer le rôle que la situation impose d'une façon inéluctable à ceux qui ont voulu constituer un parti démocrate-socialiste dans ce pays.

C'est seulement après, que nous pourrons porter un jugement sérieux, et dire si les chefs de ce parti ont conscience de la mission historique qui leur incombe, s'ils y manquent ou s'ils savent la remplir.

En résumé, notre travail qui ne prendra pas plus d'espace que deux articles ordinaires de ce journal, se mouvra dans ce petit cadre :

Etude rapide des phases politiques qu'une nation moderne traverse ;

Application de cette étude, à la situation intérieure de l'Empire allemand contemporain ;

Tracé du rôle historique que devrait jouer le parti démocrate-socialiste, et de l'attitude qu'il prend.

S'il est permis en sociologie, — comme c'est l'excellent usage en histoire naturelle, — de grouper les faits dans une classification qui en fasse mieux saisir les rapports, l'observateur reconnaîtra du premier coup d'œil la succession de trois stades principaux dans la genèse historique de l'Etat :

Le gouvernement de tous par un seul, des *sujets* par un *roi*, la **Monarchie Absolue** ;

Le gouvernement de tous par la majorité, des *citoyens* par les *représentants*, la **République bourgeoise** ;

Le gouvernement de tous par tous, qui ne peut se réaliser que dans le gouvernement de chacun par lui-même, dans l'obéissance de l'*homme* au *contrat* qu'il a consenti, l'**Anarchie**.

L'autorité d'un homme, — l'autorité de la majorité des hommes, — l'autorité de tous les hommes, cherchée et trouvée, dans la liberté de chacun.

Monarchie, République, Anarchie, voilà, pourrait-on dire, les trois cimes de la chaîne politique ; l'une, que nous avons franchie, brûmit dans le passé ; l'autre que nous gravissons au milieu des difficultés présentes ; la troisième, que nous concevons dans l'avenir, dessine déjà ses blancheurs dans le bleu de l'horizon.

Mais, ce n'est pas tout, parce que ces trois stades ne se touchent pas. Jusqu'à présent du moins, il n'a pas été possible au voyageur politique, même à l'aide des plus énergiques tempêtes révolutionnaires, de sauter d'un seul bond d'une cime sur une autre, de la monarchie absolue à la république, de la république à l'anarchie. Il lui a fallu franchir l'espace qui sépare ces sommets historiques en gravissant les collines secondaires dont l'étagement forme transition.

C'est ainsi que la monarchie absolue, — « l'Etat, c'est moi ! » de Louis XIV, — n'est pas venue au monde spontanément comme un champignon, dans sa tyrannie et son habit de velours d'Utrecht brodé de fleurs d'or. Depuis la famille simienne primitive, le clan, la monarchie patriarcale, une foule de formes étatistes de droit divin se sont succédées. L'étude de ces formes ne nous offre plus aujourd'hui qu'un intérêt archéologique ; nous la laissons au soins de nos graves historiens, ces antiquaires de la politique.

Bien plus intéressant serait pour nous l'examen détaillé de la route qu'il nous faudra peut-être suivre, pour aller de cette cime : la République des majorités, à cette autre : la République contractuelle ; de l'autorité du nombre, à celle de la science et de la raison pure : à l'Anarchie. Nous ne saurions trop éclairer des lumières de la théorie ces pays encore inexplorés par la pratique, ces gorges où les bataillons anarchistes qui serrent déjà leurs rangs autour de leur rouge drapeau et se mettent en marche, trouveront embusqués peut-être, ces formes de l'Etat ouvrier, l'Etat-services-publics, l'Etat-machine, l'Etat-communes-fédérées, . . . etc. et leur incontestable tyrannie. Cette étude est nécessaire, mais le cadre que nous nous sommes tracé pour la rédaction de cet article nous défend de l'entreprendre ici.

Reste la série contemporaine des Etats bourgeois, qui développe toutes les formes de la monarchie, en partant de la monarchie absolue, et toutes les formes de la Répu-

blique, en aboutissant à la république des majorités. C'est ici que nous devons faire une pose et fixer notre attention : ici, nous sommes en plein dans notre sujet, et va se dérouler tout ce que nous aurons à dire.

Entre le gouvernement d'un seul homme, roi, — essence de la Monarchie absolue, — et celui de la majorité des citoyens, — essence de la République bourgeoise absolue — se place tout naturellement l'intervention de quelques-uns. A mesure, en effet, qu'une classe plus ou moins nombreuse d'individus se développe économiquement, par suite politiquement, elle entre dans le fameux « char » de l'Etat ; ses chefs sautent sur le siège, saisissent les rênes du gouvernement, et au détriment des masses qu'on écrase, font tout pour sauvegarder les intérêts de ces « nouvelles couches » selon l'expression de M. Gambetta. D'abord, cette intervention a lieu franchement, *en fait* et *en droit* comme le cas s'est présenté en France, sous le régime de Juillet avec les « censitaires » constitués en « pays légal » ; plus tard, cette intervention devient hypocrite, n'osant plus se montrer au grand jour : alors, elle se produit seulement *en fait* et sous le masque du suffrage universel ; c'est le cas dans les républiques contemporaines, où sous le nom de « classes dirigeantes » ceux qui détiennent toutes les forces économiques font dans l'urne électorale tout ce qu'ils veulent, le beau temps ou la pluie. Après, donc, la Monarchie absolue, on trouve dans l'histoire la Monarchie censitaire, et avant la République au sein de laquelle la majorité ferait réellement la loi, on trouve les républiques actuelles que des minorités gouvernent.

Ce n'est pas tout encore, et la genèse politique est aussi riche en transformations que la genèse organique. Entre ces formes secondaires de l'Etat bourgeois se placent encore des formes tertiaires qu'en reparcourant toute la chaîne de Etats bourgeois nous allons examiner.

A la monarchie nettement absolue, (ou à la monarchie que tempère le poignard et le revolver justiciers,) succède la monarchie adoucie, par une charte que la prétendue bienveillance du prince *octroie* en promettant de s'en faire une règle. Vient ensuite la monarchie censitaire ; ici, la monarchie repose sur une constitution *imposée* par le peuple, et dans laquelle la royauté qui l'accepte n'est qu'un article. Après, surgit la monarchie basée sur le suffrage universel. Bientôt, la royauté devenue un rouage inutile, traîne, s'embarrasse dans les pavés de quelque barricade, se heurte à un boulet ennemi, casse et tombe enveloppée dans

l'article constitutionnel qui la contenait. Alors, la république s'établit. Mais l'antagonisme des classes s'accroît, des gens prétendent que l'émancipation politique des pauvres exige des réformes sociales, et le mot de république démocratique et sociale est prononcé. Avec cette dernière forme de la république majorale, nous avons atteint le dernier terme de la série des Etats bourgeois.

Toutes ces formes de l'Etat bourgeois, primaires, secondaires, tertiaires, doivent leur existence réelle à la formation des « partis ».

Si tous les hommes, en effet, avaient été capables dans leur égalité primitive de discuter, de découvrir, de reconnaître, d'appliquer à la société la meilleure forme d'organisation, nous n'aurions pas aujourd'hui la peine de fouiller une genèse historique : il est clair, qu'au jour même de sa naissance l'humanité eût pris sa forme définitive. Mais les choses ne se passent pas avec cette simplicité.

Si seulement, les enseignements de l'histoire, l'étude des événements qui se déroulent chez un peuple voisin, pouvaient impressionner suffisamment la masse même d'un peuple, que de temps et de souffrances seraient économisés ! que de formes transitoires évitées ! Peut-être ne connaîtrions nous que les trois partis principaux : les monarchistes purs, les républicains purs, les anarchistes purs. Mais cette consolation même nous semble refusée.

Sans parler des légitimistes, ni des anarchistes, rien que pour aller de la monarchie absolue à la république du nombre, les peuples passent par la foule de formes que nous avons énumérées. Dans chaque parti qui a obtenu ou qui va réaliser la forme politique de son choix, une scission s'opère, un acte de sécession se fait. Le fragment détaché d'un parti se met en opposition avec ce parti lui-même et forme un parti nouveau. Constitutionnels, parlementaires, républicains modérés, démocrates, démocrates socialistes, se dressent, et sous la rude main de ces ouvriers, tantôt ambitieux et avides, tantôt dévoués jusqu'aux martyrs, la couronne royale devient le bonnet de la liberté : les fleurs de lys d'or guilloché tombent en feuilles jaunies dans les conspirations d'antichambre, le cercle d'or lui-même, devenu trop étroit pour le front large du peuple, se brise en rebondissant sur la place publique, et enfin, l'étoffe écarlate du diadème se gonfle, se dresse, se recourbe, esquisse vaguement d'abord, dessine, modèle nettement ensuite, les formes et les traits du classique bonnet phrygien.

(A suivre.)

Congrès annuel de la Fédération jurassienne, à Fribourg, les 3, 4 et 5 août.

(FIN)

Après une courte discussion, le Congrès vote à l'unanimité la résolution suivante :

« Le Congrès, Considère que l'Association Internationale des Travailleurs est la meilleure forme d'organisation des masses ouvrières ; mais, il pense que — dans les localités, où se trouvent des éléments qui, soit faute de connaissances, soit pour d'autres motifs, s'abstiendraient d'entrer dans les rangs de l'Internationale — il serait utile d'organiser les forces ouvrières en sociétés de résistance, en cercles d'études, en fédérations ou autres modes de groupement servant à la défense des intérêts des travailleurs, à pratiquer la solidarité ouvrière, et propre en même temps à servir de champ de propagande aux idées du socialisme révolutionnaire. »

Assurance mutuelle. — Les délégués présents communiquent au Congrès l'état de l'institution dans leurs sections respectives. Le Congrès engage les sections à former dans leurs sein le plus grand nombre possible de groupes.

Question des publications populaires. — Cette question a été traitée au dernier Congrès jurassien tenu à St-Imier. Depuis, les sections se sont prononcées pour la publication d'un recueil de chants populaires et contre celle d'un catéchisme socialiste. On publiera donc le recueil. De plus, il est décidé qu'on fera paraître des petites brochures à un sou : deux sont déjà en préparation. Le Congrès s'occupe de la question des titres et de celle du format.

Congrès général annuel de l'Internationale. — Le comp. Steens, secrétaire du Bureau fédéral international, a écrit une lettre au comp. Pindy, afin de s'informer des intentions des Fédérations jurassiennes et française en ce qui concerne le Congrès international annuel. Communication de cette lettre a été faite par le comp. Pindy au Congrès. Le Congrès a décidé que — *sauf le vote des sections jurassiennes, qui est naturellement réservé* — il n'y aurait pas lieu pour la Fédération de prendre part au Congrès annuel de l'Internationale, ni à toute conférence tendant à le remplacer, la crise qui existe dans tous les pays rendant en ce moment la fréquentation nombreuse de ce Congrès ou de cette conférence incertaine. Le Comité fédéral jurassien communiquera cette décision au Bureau fédéral international.

Siège du Comité fédéral jurassien pour l'exercice 1878-79. — Le Congrès invite la section de Sonvillier à constituer ce Comité dans son sein.

Siège de l'Administration des brochures. — Cette administration sera réorganisée. Le Congrès décide qu'elle sera confiée à une commission qui se donnera l'organisation intérieure qu'elle jugera convenable. Cette commission siégera pendant l'exercice qui commence, à la Chaux-de-Fonds.

Congrès de Paris. — Le Congrès de Fribourg a eu à s'occuper en outre de la question de savoir si la Fédération jurassienne pourrait se faire représenter à ce Congrès. Après une courte discussion, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité :

« Le Congrès, Considérant que la loi française contre l'Internationale met obstacle à l'envoi de délégués de la Fédération Jurassienne ;

Considérant qu'un Manifeste, s'il émane de la dite Fédération, ne pourrait y être présenté sans entraîner des poursuites pour ceux qui en donneraient lecture ; Regrette qu'au Congrès de Paris, la Fédération qu'il représente ne puisse faire entendre sa voix, et, il exprime toutes ses sympathies pour les résolutions révolutionnaires qui seront prises dans ce Congrès. »

Le Dimanche après midi, un meeting a eu lieu dans la salle du restaurant des Pilettes. Les délégués du Congrès ont exposé devant un public sympathique, et sans que personne osât les combattre, les principes du socialisme révolutionnaire et anarchiste. Le Dimanche soir, réunion familière, avec tombola, chants et discours socialistes ; au cours de la soirée un toast a été porté aux absents et aux proscrits.

L'adresse suivante est arrivée trop tard pour être communiquée au Congrès. Le Comité fédéral jurassien se fera un devoir d'y répondre.

• Espagne, 2 août, 1878.

Au Congrès de la Fédération jurassienne !

Compagnons,

Seuls — on peut le dire — pour maintenir publiquement notre drapeau, une grande charge et une immense responsabilité vous incombent. Nous avons cette confiance que vous saurez le maintenir aussi haut et aussi pur que vous l'avez fait jusqu'à ce jour.

Constance et Energie !

Nous sommes avec vous et plus disposés que jamais à verser notre sang pour nos principes, dont la victoire entraînera l'émancipation des exploités et réalisera au sein de la société le règne de la Justice.

Vive l'Association Internationale des Travailleurs !

Salut, anarchie, collectivisme.

La Commission fédérale espagnole.

Correspondances.

France.

« La liberté, que je proclame comme le bien suprême et que je recommande comme un moyen si utile et si simple de gouvernement, Messieurs, est-il vrai que la France en jouit, et la nation n'a-t-elle pas pris ses libres allures ? »

Voilà les paroles que M. de Marcère avait le toupet de prononcer le 26 août, à Mortagne, lorsque deux jours avant il avait fait signifier par huissier et par l'intermédiaire de son préfet de police, aux organisateurs du Congrès de Paris, défense de se réunir.

Qu'on lise le document que voici et l'on verra l'excellence de l'impudeur de son Excellence M. de Marcère :

Les soussignés, invités à une réunion privée, salle Petrelle, pour continuer les travaux préparatoires du Congrès ouvrier international socialiste, se sont trouvés en présence du procès-verbal suivant, appuyé d'un fort détachement de gardiens de la paix, sous le commandement de M. Fouqueteau, commissaire de police :

« L'an 1878, le vingt-quatre août, nous, Elie Fouqueteau, commissaire de police de la ville de Paris, spécialement chargé du quartier Saint-Merry, officier de police judiciaire, en exécution des ordres de M. le Préfet de police, nous sommes transporté rue Pétrelle, 24, où, étant et parlant au sieur Bollé, demeurant à ladite adresse et propriétaire de la salle Pétrelle, lui avons fait connaître que, conformément à l'article 294 du Code pénal, et aux articles 1 et 3 de la loi du 10 avril 1834, la réunion d'une association non autorisée, annoncée pour ce soir dans la salle dont il est propriétaire, était interdite ; et afin que ledit sieur Bollé n'en fût interdit, cause d'ignorance, nous lui avons remis la présente copie de notre procès-verbal dont l'original sera transmis à M. le préfet de police aux fins de droit.

Le commissaire de police,
ELIE FOUQUETEAU. »

D'où il résulte que pour M. Albert Gigot, préfet de police républicain, ou préfet de police de la République, il suffit d'un arrêté d'interdiction qui n'a même jamais été officiellement signifié, pour transformer en association illicite des réunions qui se tiennent, hebdomadairement, depuis quatre mois, au su et au connu de toute la presse, qui a publié les avis de convocation, et qui ont été tenues sans entraves en 1877, M. de Fourtou étant ministre, à propos du congrès ouvrier de Lyon.

D'où il résulte encore qu'il y a congrès international et congrès international, comme il y a fagots et fagots, et que, alors que les palais officiels sont ouverts à deux battants

aux éditeurs, médecins, commerçants, industriels et autres dirigeants, dont les congrès ont été nécessairement précédés de réunions préparatoires, pour lesquels il n'y avait ni article 291, ni loi de 1834, on ferme matériellement, en vertu de la même loi et du même article, les seuls locaux où puissent se réunir ceux qui, comme les travailleurs, ne disposent ni de palais ni de salons.

En protestant contre un pareil abus de pouvoir qui transforme la législation actuelle en législation de caste, nous n'entendons pas en appeler de la légalité mal interprétée à une interprétation plus équitable de cette même légalité, mais faire ressortir, une fois de plus, l'espèce de mise hors la loi dont est frappée la classe ouvrière et affirmer le droit imprescriptible de réunion qui a été violé en nos personnes.

Inutile d'ajouter que malgré l'empêchement des réunions préparatoires, le congrès ouvrier international socialiste n'en sera pas moins tenu, fût-ce au domicile de l'un de nous,

J. Chevallier, Jeillot, Kilchenstein, H. Gerbaud, Barbé, G. Deville, J. Guesde, Em. Massard, H. Oriol, G. Piccourt, Baillet, L. Chabry, Coueste, Ponchel, Briolle, Amand, L. Boulet, Bernard, S. Paulard, J. Vaidy.

La lutte se poursuit ardente entre les mouchards d'une république qui a, comme dit M. de Marcère, « la liberté pour moyen de gouvernement » et un groupe de socialistes révolutionnaires parisiens qu'accompagnent toutes nos sympathies.

Les entraves apportées à l'organisation du congrès socialiste international avaient fait reculer la date de l'ouverture de ce congrès du 2 septembre au 8 septembre, comme l'indique la communication suivante :

Par décision du comité organisateur, en date du 26 courant, l'ouverture du Congrès ouvrier international socialiste a été renvoyée du 2 septembre au dimanche 8 septembre.)*

Le lieu de la réunion sera indiqué dans une communication ultérieure.

Le trésorier : BRIOLLE, rue de Belleville, 36.

Le trésorier-adjoint : HENRI GERBAUD, rue de Charenton, 214.

Le secrétaire : JULES GUESDE, place Dauphine, 40.

Le secrétaire-adjoint : KILCHENSTEIN, rue de la Glacière, 85.

Mais toujours en application du même programme politique : La Liberté, ministre de l'intérieur, le gouvernement de la république a mis ses agents au service des membres organisateurs du Congrès :

« Aujourd'hui dimanche a eu lieu, salle d'Aras, une réunion privée des délégués français et étrangers au congrès ouvrier international socialiste à l'effet de terminer les travaux préparatoires de ce congrès et de régler la séance d'ouverture, fixée comme on le sait au 8 courant.

La réunion était levée lorsque s'est présentée pour la dissoudre un commissaire de police muni de son écharpe et dans lequel on a cru reconnaître M. Elie Fouqueteau, déjà célèbre par l'interdiction de la réunion également privée de la salle Pétreille. »

D'après les dernières nouvelles que nous recevons, on est déjà assuré, pour le Congrès de Paris, de la présence des délégués suivants : 2 belges, 2 espagnols, 1 italien, 5 anglais. Il y a de plus les délégués français et on attend des délégués de l'Allemagne. Il est regrettable que la loi de M. Dufaure empêche les fédérations de l'Association

Internationale des Travailleurs d'être représentées.

Nous recevons au moment où nous mettons sous presse, les lignes suivantes :

« Hier 2 septembre réunion de délégués de Paris, de la province et de l'étranger : au moment où on allait lever la séance, intervention du commissaire de police.

» Les délégués sont décidés à tenir le Congrès quand même, au domicile de l'un d'eux. Ils veulent y résister, si l'on vient les dissoudre. »

Allemagne.

Les ballotages en Allemagne sont maintenant terminés ; les socialistes-démocrates ont acquis neuf sièges, dont sept ont été gagnés par les ballotages. Sur douze districts qui, en 1877, ont été représentés par des socialistes, il n'y en a que quatre qui leur soient restés fidèles ; la bourgeoisie, ayant fait une lutte sérieuse, surtout dans ces douze districts, huit ont été conquis par des candidats bourgeois.

Les élections ont été, il faut le dire, fort difficiles. Hommes actifs arrêtés, réunions défendues et dissoutes, manifestes électoraux saisis, pression gouvernementale partout, et — pour mieux prouver aux ouvriers ce que vaut le suffrage universel sans la liberté économique — locaux refusés par les propriétaires, ouvriers renvoyés pour avoir osé parler dans les réunions, ou même, parfois, enrégimentés et envoyés au vote sous la commande des contre-maitres, bulletin réactionnaire en main.

Malgré tout, cependant, les socialistes-démocrates ont réussi à rassembler 500,000 voix, et ont eu, pour leurs candidats, le tiers des électeurs de Berlin.

Mais — chose à remarquer — les journaux allemands ne sonnent plus la victoire, comme en 1877.

On dirait qu'ils sentent eux-mêmes à quel prix humiliant ils ont gagné leur petite victoire. Elle a été gagnée à ce prix : confondre le parti ouvrier avec les partis bourgeois qui, autrefois, étaient envisagés par ce parti comme « une seule masse réactionnaire. » En effet, les candidats démocrates-socialistes qui ont passé par les ballotages, ont presque tous été élus avec le concours, soit des progressistes, soit des libéraux, soit même des ultramontains. A Francfort, à Brandebourg, à Mayence, à Munich, etc. les socialistes votaient dans les ballotages pour ceux qu'ils traitaient jadis d'ennemis, et ces ennemis à leur tour s'engageaient à voter pour des socialistes-démocrates. Les chiffres le prouvent et les journaux socialistes parfois l'avouent eux-mêmes.

« Qui va au parlement, parlemente, qui parlemente — pactise, » disait autrefois (en 1869) Liebknecht, quand il parlait contre l'agitation parlementaire. Sa prédiction se réalise.

Elle se réalise encore plus dans les programmes électoraux. Ces programmes qui, déjà en 1877 — tandis qu'on avait alors pleine liberté de parler du socialisme — n'en parlaient presque pas, cette année-ci n'en parlent pas du tout. Quelquefois on trouve, vers la fin d'un long manifeste, un mot vague sur le « droit au travail, » ou sur des « mesures pour combattre la misère économique ; » pour la plupart, rien qui ne puisse être signé des deux mains par les radicaux de tous les pays ; souvent — rien, rien, mais absolument rien que la demande d'abolir les impôts indirects et d'introduire

le service militaire obligatoire pour tous ! — Mais, de grâce, dites donc où finit ainsi le bourgeois libéral et où commence le socialiste-démocrate ? »

Or, nous l'affirmons hautement, quoi qu'en disent les meneurs du parti et les savants demi-dieux rédacteurs, — ce n'est pas ainsi qu'on développe dans la masse ouvrière son *Selbstbewusstsein* — le sentiment qu'elle est une force dont les intérêts sont opposés à ceux des exploiters, quelle que fût leur nuance politique, — une classe mise hors la loi aujourd'hui et qui pourrait être l'unique force demain. Ce n'est pas en reniant tout, tout, ce que la classe ouvrière a élaboré avec tant de peine dans les assises de l'*Internationale*, et qui l'a fait considérer alors comme une nouvelle force venant poser sa lourde main dans la balance de l'histoire, — qu'on prépare la réalisation du programme de cette classe. Ce n'est pas en confondant dans un gâchis absurde, tous les palliatifs inventés par le jésuitisme bourgeois pour endormir l'ouvrier, et en inscrivant ces palliatifs sur son drapeau, pourvu qu'ils servent d'*attrape-voix* ; ce n'est pas en jetant au panier les revendications profondément senties de l'ouvrier, celle de l'abolition du salariat et du droit au capital, qu'on prépare la réalisation de ces revendications. Ce qu'on prépare ainsi, — ce qu'on a préparé ainsi avant 1848 en France. — c'est que le jour de la révolution venu en Allemagne (et il ne se fera pas attendre), la masse ouvrière, sans programme arrêté, sans drapeau ouvrier, se verra à la remorque des républicains libéraux qui, exploitant le programme qu'on ose nommer aujourd'hui un programme socialiste, se feront des cadavres ouvriers un marche-pied pour monter au pouvoir et pour écraser ces mêmes ouvriers, le jour où ils oseront bégayer le mot de l'abolition du salaire.

Qu'on ne nous parle pas de poursuites ! Ce n'est pas aujourd'hui seulement qu'on lâche le programme socialiste en Allemagne. Le même reproche a été fait en 1877 en plein congrès de Gotha par Most et Bebel. Et qu'on jette seulement un coup d'œil en France ou en Russie. A Paris, les organisateurs du congrès socialiste ouvrier, soumis à la loi Dufaure rigoureusement appliquée, reculent-ils devant les défenses formelles du gouvernement ? Ou bien les socialistes russes, mis hors la loi, emprisonnés, torturés, fouettés, crevant de scorbut dans les prisons, reculent-ils, vont-ils agrandir les rangs de la bourgeoisie libérale ? — Non, ils protestent, ils affirment leur manière de voir par-dessus les verrous, ils se sacrifient, mais ils préparent la révolution sociale.

L'organe des socialistes-démocrates de Berlin, la *Berliner Freie Presse*, publie une série d'articles de fonds, dans lesquels elle tâche de prouver que la démocratie sociale, loin d'être hostile à la monarchie ac-

*) Voici par exemple le programme de Berlin :

« Suffrage universel direct. Le vote un dimanche. Service militaire obligatoire pour tous. Abolition des lois exceptionnelles. Education commune pour tous par l'Etat, obligatoire et gratuite. Religion déclarée chose privée. Une journée normale de travail en accord avec les besoins de la société. Interdiction du travail du dimanche. Interdiction du travail des enfants et des femmes, lorsque ce travail porte atteinte à la santé et aux mœurs. Lois sanitaires protectrices des travailleurs. Contrôle sanitaire des logements. Inspection des fabriques par des ouvriers. Réglementation du travail des prisons. »

*) Par une autre décision prise ensuite, la date du Congrès a été de nouveau avancée, et la première réunion a eu lieu le 5 septembre.

tuelle, aurait pu, au contraire, être son alliée contre la bourgeoisie, qui marche vers la république, si cette monarchie renvoyait Bismarck et prenait franchement le parti du socialisme (!!). Un des articles de fonds sur ce sujet s'exprime ainsi :

« Le socialisme n'a pas de culte pour la royauté; cependant il est beaucoup moins anti-monarchique que la bourgeoisie. Car celle-ci, comme une classe régnante (de fait) dans la société, veut avoir sa place dans le gouvernement, et elle est poussée, par le progrès qui s'est opéré en France, vers la république.

« Le socialisme tend à la libération du quatrième état du joug de la bourgeoisie qui possède le capital. Et, moyennant le prix d'un soutien honnête, le socialisme, dont le but final ne saurait être atteint qu'après une longue, longue période de temps, aurait certainement pu défendre la monarchie existante contre les tendances républicaines de la bourgeoisie. Un soutien honnête du socialisme par la monarchie aurait été le chemin le plus sûr pour nous amener à la réforme sociale. » (*Berl. Freie Presse*, 21 août 1878.)

Ce passage (et nous n'en reproduisons qu'un sur plusieurs pareils) est si clair que nous nous abstenons de tout commentaire. Voilà où amène l'action sur le terrain légal à tout prix !

L'attitude ignoble des journaux socialistes allemands à propos de Hœdel décapité nous force à rompre le silence que nous nous étions imposé jusqu'aujourd'hui envers un parti persécuté.

Après que ce jeune homme a su jusqu'à la mort rester fidèle à ses idées, après qu'il a prouvé qu'il savait mourir en affirmant ses convictions, après les détails émouvants publiés sur sa mort, — la presse socialiste allemande, dans son dégoût pour un homme qui a troublé ses calculs myopes, — continue de traiter cet homme avec le suprême mépris avec lequel elle l'a accueilli dès le début. « Demi-idiot, idiot, » — c'est tout ce que Hœdel a obtenu de ceux pour la cause desquels il a donné sa vie, pour laquelle il a fait plus de propagande que leurs milliers de brochures.

« Lorsqu'ils l'arrêtaient sous les Tilleuls, il souriait bêtement, dit le *Vorwärts*; lorsqu'ils le condamnèrent, il souriait bêtement; lorsqu'ils lui annoncèrent son arrêt de mort, il souriait bêtement; avant d'être attaché au bloc par le bourreau, — encore il souriait bêtement. » C'est tout ce que le *Vorwärts* a su comprendre dans le drame de Hœdel. « Demi-animal » en grosses lettres — voilà le dernier mot que ces messieurs ont su prononcer sur sa tombe !

Sourires gracieux pour un ultramontain libéral, Ruppert, — paroles immondes pour un ouvrier qui se sacrifie pour la cause !

Cette honte, jamais ils ne la laveront.

Mais le peuple allemand, ce peuple qui sait risquer son travail, son existence, l'existence de sa famille pour se grouper un jour de crise autour de ceux qu'il croit être ses représentants, ce peuple que ces représentants qualifieront un jour de brute sauvage, — ce peuple a protesté contre l'attitude de ses meneurs. *Cinq cents vingt et une condamnations, huit cents ans de prison* pour ses sympathies avec Hœdel, — voici ce qu'il a opposé à l'attitude de la presse socialiste allemande; et le jour mé-

me que le *Vorwärts* qualifiait Hœdel de demi-animal, ce peuple, dans ses foyers, dans les cafés et même sous les yeux des mouchards affirmait de nouveau sa sympathie et sa solidarité avec Hœdel décapité.

La rupture entre le peuple allemand et ses meneurs se prononce donc de plus en plus.

Italie.

Nos amis italiens, qui étaient en prison depuis l'affaire de Bénévent, ont enfin passé en jugement, sous l'accusation de délits de droit commun. Après une belle défense, qui avait pour but de faire ressortir le sens du mouvement de Bénévent, tous nos amis, au nombre de 27, ont été acquittés, sauf un. Nous renvoyons les détails au prochain numéro.

Russie.

Le journal anarchiste russe, l'*Obschina* (la Commune), paraissant à Genève, publie dans son dernier numéro le document sublime suivant. Vingt-quatre socialistes russes, du procès des 193, enfermés dans la forteresse de St-Petersbourg, condamnés aux travaux forcés en Sibérie ou à être enterrés vifs dans une cellule de la prison centrale, rédigent ce document sur un bout de papier, et le passent de cellule en cellule, le signent et l'envoient pour publier, comme un défi à leurs persécuteurs.

Ce document, que l'*Obschina* publie autographié, avec les signatures authentiques, dit ce qui suit :

« Camarades de conviction,

Le procès du parti socialiste-révolutionnaire officiellement est terminé : le ci-nommé « arrêt » est signé dans sa forme définitive, et l'autorité officielle n'a qu'à nous envoyer à destination — aux travaux forcés et dans l'exil. En quittant aujourd'hui le champ de bataille, — prisonniers, mais ayant honnêtement fait notre devoir, comme nous l'entendions; partant, peut-être pour toujours, comme Kouprianof, nous croyons de notre droit et de notre devoir de vous adresser, camarades, quelques mots. Sans nous donner plus d'importance que nous n'en avons, nous parlerons seulement dans les limites du rôle qui nous a été imposé. L'autorité officielle a trouvé utile pour soi de faire de nous un exemple vivant pour terroriser ceux qui partagent nos opinions, et, en établissant entre nous une différence jésuitique dans la « mesure de la punition », — de chercher peut-être à pervertir les faibles, qui auraient pu ne pas se guider dans leur conduite par la seule voix de la conscience, mais aussi par des considérations sur leur propre bien-être. Placés dans cette position, nous nous croyons obligés d'affirmer qu'aucunes « punitions » ni « bienveillances » ne sauraient altérer d'un brin notre dévouement au parti révolutionnaire-populaire russe.

Nous restons, comme auparavant, ennemis du système qui fonctionne en Russie et qui fait le malheur et la honte de notre pays, parce que, quant aux relations économiques, il exploite le travail au profit des fainéants rapaces et pervers, — et en politique, il livre le travail, le bien, la liberté, la vie et l'honneur de tout citoyen au « bon vouloir » des autorités. Notre testament à nos compagnons est qu'ils continuent avec la même énergie, et avec une vigueur redoublée, à marcher vers le saint but pour lequel nous sommes poursuivis, et pour lequel nous sommes prêts à lutter et à souffrir jusqu'à notre dernier soupir.

NB. Cette déclaration, signée par nous, sera envoyée à la rédaction de l'*Obschina*, avec prière de la publier et de conserver ce document comme preuve d'authenticité.

Forteresse de Pierre et Paul,

25 mai 1878.

(Signé) Voinaralsky, F. Volkhovsky, S. Gébouneff, Zaroubaeff, T. Kviatkovsky, Kovalik, V. Kosturine, V. Livanoff, Th. Lermontoff, A. Loukachévitch, Pierre Makarévitch, M. Mouravsky, V. Ostachkine, D. Rogacheff, M. Sagine, Serge Sinégoub, J. Soiouzoff, V. Stakhovsky, Serge Stopané, N. Tcharouchine, J. Tcherniavsky, S. Tchudnovsky, L. Schichko, Catherine Brechkovskaya. »

Un autre bout de papier, signé des mêmes noms, dit :

« A la rédaction de l'*Obschina*.

La déclaration ci-jointe doit être publiée *absolument* : l'organe du parti, auquel nous appartenons, ne peut pas nous le refuser, comme à des membres du parti. Le terme de l'apparition de cette déclaration dépendra de la rédaction; mais nous l'obligeons de se guider dans cela *exclusivement* par des motifs politiques, et non pas par des considérations sur le sort de quelqu'un d'entre-nous. »

Suivent les mêmes signatures.

Kouprianoff, dont parle ce document, est mort en prison au mois de mai. Il avait pris une part des plus actives à la propagande socialiste à Pétersbourg, où il fut arrêté en 1874. Il passa quatre ans en prison préventive et fut condamné avec les 193. En prison, pour faire enfin connaître au public l'histoire de Trépoff et Bogoliouboff, il avait adressé au ministre de la justice une demande d'être jugé pour avoir traité Trépoff de vaurien et de satrape, et dans le même but, enfermé dans un cachot hideux, il avait refusé de prendre aucune nourriture. Il mourut de péritonite aiguë, dans des souffrances atroces, dans la forteresse.

La police russe, malgré ses recherches actives, n'est pas parvenue à découvrir qui a tué Mésentsoff et, espérons-le, n'y parviendra pas, malgré 300 arrestations opérées à Pétersbourg et une centaine à Odesa. Furieux de ses irréussites, le gouvernement vient de proclamer la loi martiale sur tout le territoire de l'empire. Toute résistance, ne fût-ce qu'à coups de poings, à la magistrature, à la gendarmerie et à la police, tout attentat sur la personne d'un employé, pour ses actes faits pendant le service, seront jugés par les cours martiales, avec application de la peine de mort.

Trois nouveaux meurtres à Odessa, entre autre celui du portier de la maison où fut arrêté Kovalsky, furent la réponse à cette nouvelle loi, ainsi qu'une tentative d'évasion faite à Kieff par deux socialistes, Béverley et Isbitsky. Malheureusement, la tentative échoua; les factionnaires ont tiré sur les évadés; Béverley tomba mort, et Isbitsky fut arrêté.

Tout ces faits ne font que redoubler l'ardeur des socialistes, qui se préparent avec une nouvelle vigueur à la lutte.

Portugal.

Nous apprenons par les journaux espagnols qu'une insurrection, pour renverser le trône, est sur le point d'éclater en Portugal. Le pays est parcouru de bandes; des comités révolutionnaires se forment; les troupes refusent d'obéir. Nous attendons de plus amples détails.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois. » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois. » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Nous prévenons nos abonnés qui reçoivent le journal depuis le 1^{er} Avril, qu'avec le prochain numéro nous prendrons un remboursement de fr. 2, équivalent de leur second semestre d'abonnement.

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(SUITE)

Dans un premier article, nous avons mentionné les périodes successives de l'évolution d'un peuple contemporain. Cela va nous permettre aujourd'hui de préciser le moment que traverse le nouvel empire d'Allemagne ; et, les circonstances dans lesquelles le parti démocrate-socialiste a été appelé à se mouvoir étant connues, il nous sera possible de fixer le rôle politique qu'il devait jouer et de nous demander s'il a su le remplir.

Nous avons d'abord montré l'existence de trois périodes principales : l'une qui conduit à la monarchie absolue comme la comprennent les modernes ; une autre qui aboutit à ce terme : la république majorale ; et une troisième, — prévue seulement encore par la théorie. — et qui nous fera vivre au sein d'une organisation sociale basée sur le groupement libre des collectivités et des individus.

Nous désintéressant ensuite des deux périodes extrêmes, nous avons porté toute notre attention sur la période moyenne, sur cette période contemporaine que nous traversons maintenant en Europe à peu près dans tous les pays, et que remplit l'histoire du règne de la bourgeoisie. Là, nous avons signalé les formes politiques suivantes : la monarchie avec charte octroyée, la monarchie censitaire, la constitutionnelle, la république bourgeoise, et comme dernier terme, — en admettant que jamais il se réalise, — la république vraiment majorale, la république démocratique et sociale.

Voilà à peu près le point où nous en étions arrivés dans notre dernier article.

Selon nous, l'Empire allemand est une monarchie constitutionnelle qui marche à pas de géant vers l'établissement d'une république bourgeoise.

Que l'Empire allemand soit déjà une monarchie constitutionnelle, nul ne le conteste, personne n'en doute, et ses juristes s'en vantent. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de jeter les yeux sur la constitution

du 16 avril 1871 qui l'a érigé. Cette constitution qui attribue au roi de Prusse la dignité impériale et la déclare héréditaire dans sa famille, limite le veto de l'Empereur à certaines questions d'ordres militaires et financiers ; quand au pouvoir législatif, il est confié à l'ensemble de deux chambres de représentants : l'une, le Conseil Fédéral (*Bundesrath*) est composée des délégués nommés par les assemblées des différents Etats de l'Allemagne ; l'autre, sorte d'assemblée nationale (*Reichstag*) est élue au suffrage direct, et se dit au même titre que les autres parlements occidentaux la représentation de l'ensemble du peuple allemand.

Il y a quelque temps à peine, le grand chancelier de l'Empire, M. le comte de Bismark, se plaignait amèrement, dans une de ces conversations qu'il aime à avoir avec les journalistes, que les regards de l'Europe se portassent tour à tour de la chambre des Communes anglaises à l'assemblée nationale en France, sans s'arrêter un seul instant sur les débats du Reichstag allemand. Cette indifférence n'était cependant pas étonnante. Comme le corps législatif du premier Empire français, l'assemblée allemande était un corps sans vie ; certes, le Parlement allemand avait des droits autrement étendus que la chambre des valets de Bonaparte, mais ces droits inscrits dans la constitution ne servaient pas dans la pratique ; les groupes parlementaires trop patriotes étaient devenus même incapables de les lire, ivres ou aveuglés qu'ils étaient par l'éblouissement que répandait l'auréole de gloire militaire de Bismark et de son Empereur.

Bientôt les choses changèrent. Les cinq milliards de la rançon dévorés, les frais d'entretien d'une armée admirable et chèrement outillée retombèrent de tout leur poids sur les seules épaules allemandes. La taxe des impôts monta rapidement, l'industrie nationale chôma, la crise et la gêne se répandirent partout, et les fumées de la gloire s'évaporèrent bien vite dans le cerveau d'hommes aussi pratiques que le sont les hommes allemands. Nos patriotes se mirent à faire des niches à leur grand homme et à leur glorieux Empereur.

Les luttes parlementaires et les oppositions constitutionnelles commencèrent. M. le comte de Bismark pouvait être content, car l'Europe allait concentrer avidement son attention sur les affaires intérieures de son pays. Le combat serait chaud dans une assemblée aussi divisée que l'était l'assemblée allemande ; impérialistes, conservateurs, conservateurs libéraux, centre ul-

tramontain, nationaux-libéraux, danois, alsaciens-lorrains, progressistes, démocrates, socialistes, devaient se faire une arme, une vérité de cette constitution qu'on avait laissée dormir, et le chancelier de l'Empire aurait à défendre toujours son autorité, quelquefois sa situation, en s'appuyant alternativement sur les plus puissants de ces divers partis. Où devait conduire la bataille ? où aboutit toute lutte entre une assemblée que le peuple a nommée et un roi, c'est-à-dire, tôt ou tard, à la République. Tout homme connaissant l'histoire des assemblées sera d'accord sur ce point.

Oui, par les clairvoyants, la République allemande était prévue ; c'était là le résultat fatal de l'agitation parlementaire qui commençait. Mais les plus ardents, en comptant la poignée de démocrates (*Volkspartei*) que contenait le Reichstag croyaient fort éloigné encore le moment d'instauration de cette forme de gouvernement.

Lorsque tout-à-coup un double attentat vient précipiter les événements. Hödel, le pauvre ouvrier, Nobiling, le docteur instruit, choisissent pour cible le vieux Guillaume. Leurs coups de feu retentissent dans le frémissement de l'avenue des Tilleuls, et si Hödel manque le but, Nobiling, plus adroit, vise mieux et le touche : les chevrotines s'enfoncent dans les bras, le visage, le casque, du bonhomme, et, comme le point de mire est touché, le noir de la cible atteint, la grande figure de la République allemande surgit aux yeux de tous, au dessus de la voiture où git étendu, presque frappé à mort, le corps du vieil Empereur, symbole ensanglanté de la monarchie qui s'éteint.

Oh ! qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous ne voulons pas dire qu'il suffise de tuer un roi pour abattre une monarchie, de supprimer un représentant pour faire disparaître un principe. Nous savons parfaitement au contraire, que lorsque une institution est conforme à la nature des choses la mort de son représentant ne l'atteint pas, et que pour qu'elle succombe, il faut la ruine des conditions dont elle n'est que la résultante visible. Si nous pouvions l'oublier l'affaire de l'avenue des Tilleuls elle-même serait là pour nous le rappeler : la figure entrevue de la République allemande a disparu bien vite derrière celle plus vivante d'un prince impérial, prenant d'une main plus jeune et plus forte que celle de son père les rênes du gouvernement.

Mais ce que nous avançons, ce qui de tous points est incontestable, ce sont ces vérités : le double attentat de Hödel et de Nobiling a dévoilé le progrès étonnant, et

peu soupçonné, qu'a fait dans les profondeurs des masses allemandes l'idée républicaine; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par la publicité qui l'a entouré, par la conduite courageuse des deux martyrs, à centuplé dans le peuple la propagande républicaine; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par les complications parlementaires qu'il a amenées, a avancé l'heure de la crise, la solution du combat engagé entre le Reichstag et Bismark représentant de l'Empereur; le double attentat de Hödel et de Nobiling est le véhicule de la République allemande.

Dans les masses, l'idée de la négation de la monarchie se confond presque toujours avec celle de la suppression du monarque. En même temps donc qu'un homme du peuple devient républicain un roi devrait être mort; et bientôt la fécondité des familles royales ne suffirait plus à la fabrication des tyrans. Mais hélas, les choses ne se passent pas ainsi, parce que l'abnégation de soi n'est pas innée au cœur de l'homme. Quand un républicain s'expose à tirer sur un roi, on peut être certain que cent mille pensent comme lui; qu'à cent mille l'idée est venue de tuer; mais, qu'un seul a eu le courage de donner suite à cette idée, et d'exposer sa vie pour le triomphe de sa cause.

Au lendemain de deux attentats contre l'Empereur, on pouvait être certain que le peuple allemand pensait déjà à la République. Qui en douterait aujourd'hui, après l'explosion du sentiment populaire qui a eu lieu, et la file qui se déroule des crimes de lèse-majesté?

Après le retentissement des affaires de l'avenue des Tilleuls, devant le courage de Hödel, après le lent et pénible martyre de Nobiling, qui donc en Allemagne ne s'est pas demandé quelle chose ils voulaient, et si cette chose était juste? L'esprit de chaque homme allemand s'habitue à l'idée de l'absence d'un Empereur, et déjà de nombreux paysans la désirent.

Enfin, comme nous l'avons dit, ces événements ont précipité les péripéties de la bataille parlementaire. Le pouvoir en a naturellement méconnu la signification; au lieu d'y voir un besoin plus grand de liberté pour le peuple, il a cru y reconnaître un résultat des écarts de la liberté. De là, lutte non seulement contre les démocrates-socialistes, mais de plus, lutte contre tous les partis libéraux; demande de lois exceptionnelles qui, votées ou refusées amèneront le triomphe du pouvoir parlementaire et la chute de l'Empereur, c'est-à-dire la République.

L'Allemagne donc traverse, en ce moment, la période bourgeoise contemporaine, cette période qui va de la monarchie absolue à la République des majorités.

Mais la France a fait trois fois ce chemin! trois fois elle est allée, véritable pendule politique, jusqu'à la République, en passant par les mensonges des libertés constitutionnelles, et trois fois elle en est revenue! Qui donc n'a pas dans la pensée les trois périodes que ces dates représentent:

1789 — 1790 — 1792;
1804 — 1830 — 1848;
1852 — 1869 — 1870?

Qui ne revoit ce benêt de Louis XVI laissant, à la voix de Mirabeau, tomber sa couronne dans une assemblée, et, à la voix du peuple, sa tête dans un panier?

Qui n'a pas lu l'épopée de notre premier Empire? Qui n'a pas entendu parler de ces

Bourbons et de leur charte, que le cosaque importe et que les « glorieuses » emportent? De la « meilleure des Républiques » proclamée par Lafayette; enfin, de cette jolie « Marianne » qui parut aux derviches des banquets réformistes et qui s'avança souriante dans le soleil légendaire de Février?

Nous avons presque tous vu le coup d'Etat crevant la maison Sallandrouze; sifflé le « spectre de décembre » écrivant sa lettre du 19 Janvier; ri de Rochefort allumant sa *Lanterne*; admiré Flourens ce passant héroïque et naïf des barricades; et enfin applaudi à ce coup de balai du 4 septembre rejetant en dehors des frontières l'aigle empaillée impériale que l'aigle de Prusse venait heureusement d'éventrer.

Où en est donc l'Allemagne? en 1789, en 1848, ou en 1870?

(A suivre.)

Correspondances.

France.

Il m'est impossible cette quinzaine de vous tenir renseignés, d'une façon complète, sur tous les faits politiques et sociaux dont la France a été le théâtre. La place que vous me consacrez habituellement dans vos colonnes n'y suffirait pas. Je me bornerai donc au récit et aux appréciations des événements qui ont eu une certaine importance.

A ce point de vue, arrive en première ligne l'histoire de notre Congrès ouvrier international.

Comme je vous l'ai écrit, et comme vous l'avez annoncé dans votre dernier numéro, ce Congrès avait été interdit par les autorités, mais les délégués avaient courageusement résolu de le tenir quand même, et pour éviter de tomber sous le coup de la loi qui vise les réunions publiques ils s'étaient décidés à la tenir au domicile de l'un d'eux.

A cet effet, le citoyen Finance, ouvrier peintre, loua le local du cercle de la rue des Entrepreneurs (n° 104). Pour le récit des faits qui s'y sont accomplis, je laisse la parole à un témoin oculaire dont je vous garantis l'impartialité. Ce récit a déjà été inséré dans le journal parisien « la Marseillaise. »

« A huit heures moins dix, en même temps que les citoyens Guesde et Deville, se présentaient devant le n° 104 de la rue des entrepreneurs, de nombreux fonctionnaires de la police, parmi lesquels M. Clément qui procède immédiatement et sans rime ni raison, à l'arrestation du citoyen Guesde.

« A huit heures cinq minutes frappent à la porte les citoyens Chabry et Deville; M. Clément s'avance, et sur la réponse de ces deux citoyens qu'invités par le citoyen Finance à passer la soirée chez lui, ils se disposent à entrer, il leur demande leurs noms et qualités qu'ils déclinent sans difficulté.

« M. Clément, loin de dire que la réunion était interdite, dit alors textuellement: « Remarquez bien, Messieurs, que nous ne vous empêchons pas d'entrer, et que, si la porte n'est pas ouverte, c'est que M. Finance ne veut pas l'ouvrir. » Il fait même reculer un brigadier de gardiens de la paix qui se trouvait près de la porte.

« Un instant après, le citoyen Finance ayant ouvert la porte, le citoyen Deville entre après lui avoir présenté sa carte d'invitation. Pendant que le citoyen Finance l'exa-

mine, de nombreux agents commandés par M. Fouqueteau, se précipitent violemment sur lui et le saisissent; le citoyen Deville est arrêté dans la salle.

« Sont conduits au poste de la rue Violet les citoyens Finance, Gabriel Deville, Chabry, Schumann, Massard, et Coueste; ils y retrouvent le citoyen Guesde.

« Ces divers citoyens brutalisés par les agents subalternes, sont interrogés et fouillés; ils sont ensuite conduits respectivement à leur domicile, où l'on procède à de minutieuses perquisitions, et de là, dirigés sur le Dépôt.

« Seul, le citoyen Deville est mis en liberté à onze heures du soir.

« En outre des personnes plus haut désignées, a été arrêté aussi un citoyen allemand, qui résidait à Paris depuis longtemps, Karl Hirsch. »

Tels sont les faits que vous me permettez de faire suivre de quelques appréciations.

La conduite des délégués du Congrès a toute notre approbation. Dans l'impossibilité absolue d'une résistance insurrectionnelle, la fermeté avec laquelle a été conduite cette résistance légale mérite toutes nos sympathies. Les bons résultats ne se sont pas fait longtemps attendre, et ce Congrès a produit une émotion publique autrement forte que celle qui eut résulté d'un Congrès librement tenu.

Nous ne savons si tous les socialistes qui ont été mêlés à ces derniers événements se sont rendu compte du caractère de leur activité, mais ce qu'ils viennent d'accomplir, qu'ils nous permettent de le leur dire, est, tout bonnement et simplement, un acte de propagande *par le fait* contre l'Etat. La résistance pacifique aux autorités n'est certainement pas un *fait insurrectionnel*, mais dans le cas dont il s'agit, cette résistance a été un *fait légal* à portée nettement anarchiste: les socialistes du Congrès de Paris n'ont pas organisé une attaque directe et violente contre l'Etat, mais ils ont donné au peuple une démonstration, plus que *théorique, concrète*, de la nature tyrannique et essentiellement bourgeoise de cette institution. »

Quel doit être, en effet, dans une République, le but à poursuivre par la propagande? convaincre les ouvriers que sous la république comme sous l'empire ou la monarchie, tous leurs intérêts sont sacrifiés, leurs droits méconnus, et les privilèges bourgeois garantis; il faut leur montrer du doigt

*) Les plus actifs des organisateurs du Congrès de Paris, Guesde, Massard, Deville, sont d'ailleurs des anarchistes. Le citoyen J. Guesde s'en est expliqué nettement dans une brochure publiée en 1878. Nous en extrayons le passage suivant:

« D. — L'Etat, convaincu par sa constitution même de ne pouvoir donner qu'une loi arbitraire, partielle, violatrice des droits et des intérêts de ceux-ci ou de ceux-là, ou, ce qui revient au même, d'être incapable de donner la loi sociale, doit donc être détruit? »

R. — Sans aucun doute. Instrument de règne d'un homme ou d'une classe sur les autres hommes ou les autres classes, il ne saurait échapper aux coups de ceux qui poursuivent l'égalité sociale.

D. — Mais peut-il l'être? Est-il possible, en d'autres termes, de concevoir, d'obtenir une société sans Etat?

R. — Assurément. Il suffit pour cela que la société soit organisée ou réorganisée de telle sorte que chacun des êtres qui la composent soit également avantage, et ait par suite un égal intérêt à sa conservation. L'Etat devient alors inutile; l'ordre qu'il a pour unique mission de maintenir et qu'il ne maintient qu'artificiellement et incomplètement, à un prix de sang et d'argent de plus en plus énorme, résultant naturellement, nécessairement de l'égalité satisfaction des besoins de tous. »

la « République aimable » montant la garde, veillant l'arme au bras autour du capital, et, jalouse de ses aînées, prête à coucher en joug et à fusiller le travail.

Semblable démonstration ne saurait se faire dans un jour, mais pour qu'on l'accomplisse, il faut naturellement l'entreprendre. La tenue d'une foule de Congrès internationaux, à propos de l'Exposition universelle, a fourni l'occasion de la commencer. La mise en dehors du droit commun de la partie socialiste de la classe ouvrière était bonne pour cela, mais elle eut été trop peu connue, si quelque acte de fermeté dans la résistance n'eut appelé l'attention de tous, et pénétré très avant dans le pays. Il existe en France une loi sur les réunions publiques. Elle date de 1868; elle a donc une origine impériale. Pour se réunir publiquement à certains moments de l'année, il faut une autorisation du gouvernement. Cette autorisation a été donnée, non seulement donnée mais offerte, à toutes les classes de la société; les classes bourgeoises en ont profité pour venir défendre, dans des congrès internationaux, la propriété littéraire, la propriété industrielle, et tous les intérêts de la bourgeoisie. Les ouvriers socialistes ont demandé l'autorisation; elle leur a été refusée. Et en ce moment même, à Chartres, se réunit un Congrès ouvrier international catholique où M. le comte de Mun, ancien cuirassier, fait librement ses discours de prêtre, pourvu que comme exorde et péroration il fasse résonner sur sa cuirasse le bruit de ses *mea culpa*.

La minorité de la commission organisatrice a passé outre sur ce refus d'autorisation, et a décidé pour éviter de se placer sous le coup de la loi de 1868, de tenir le Congrès au domicile de l'un de ses membres. Cette minorité a eu raison. Le refus d'autorisation, la mise en dehors du droit commun de la partie socialiste de la classe ouvrière, serait passée inaperçue; il fallait la souligner.

Le gouvernement ne s'est pas tenu pour battu. Plutôt que de rester impartial entre les riches et les pauvres, il a pris parti pour ceux-là contre ceux-ci, et pour le faire il n'a pas hésité devant une violation de domicile. Comment couvre-t-il cette violation d'une ombre de légalité? il va plus loin que la loi sur les réunions publiques; il suppose gratuitement que la tenue du Congrès est une des réunions d'une association non autorisée, disons le mot: de la terrible Internationale!

Le gouvernement ment, et il le sait.

Les trois citoyens qui sont les seuls retenus, Guesde, Finance, Hirsch, dont aucun n'est membre de l'Internationale, seront donc poursuivis pour violation de la loi de 1868 sur les réunions publiques, pour violation des articles 291 et 292 du code pénal, (articles concernant le droit d'association) pour résistance aux autorités lorsque ce sont eux qu'on a maltraités, et enfin pour affiliation à l'Internationale (loi Dufaure de 1872).

Nous regrettons naturellement que les citoyens Hirsch, Finance et Guesde, aient à supporter les conséquences de leur fermeté, mais ce sacrifice était nécessaire pour agiter les masses, et souligner la mise hors du droit commun du prolétariat tout entier. A eux maintenant de profiter de la publicité qu'aura leur procès, de saisir une de ces occasions où la voix humaine traverse le pays et passe les frontières, pour répandre

partout les deux principes de la propriété collective et de la négation de l'Etat bourgeois.

L'émotion dans le pays est profonde. Les délégués des différents syndicats protestent dans les journaux contre l'interdiction du Congrès et l'arrestation de leurs compagnons, et M. Louis Blanc lui-même, au nom de l'extrême gauche, et de quelques députés présents à Paris, écrit une lettre à M. de Marcère, pour se plaindre des illégalités commises par le gouvernement. Il va sans dire que M. L. Blanc, le *communiste de 1848*, renie les principes des *communistes de 1878*, et que si sa bravoure va jusqu'à blâmer le ministère, elle ne va pas jusqu'à nous annoncer une interpellation et une mise en accusation.

Quant aux socialistes qu'on a relâchés, ils ne se sont pas refroidis, et on annonce qu'ils vont faire paraître un nouveau journal hebdomadaire qui, sous un autre nom, serait la continuation de l'*Egalité*. Ce journal se nommera: *La République démocratique et sociale*.

Allemagne.

« J'arrive d'Allemagne et, dans une petite ville du royaume de Wurtemberg, qui faisait jadis partie de la Confédération helvétique, il m'est arrivé une petite anecdote que je tiens à vous raconter.

L'auberge où j'étais entré était pleine de monde. C'était le soir du marché. A droite, à gauche, partout, songeant, causant, autour des tables jaunes, dans les nuages de leurs pipes de porcelaine, les paysans montraient leur peau rasée et leurs figures malignes, gaies ou tristes, selon la chance du matin. Dans un coin, une longue houppe brune s'enlevait sur l'étrange costume blanc de peau de mouton retournée; au beau milieu de la salle, éclatait le rouge écarlate d'une longue veste rayée de ces boutons de métal poli que les lampes allument. Vivement, à travers les tables, la fille allait, venait, courait, plaçait devant chacun, avec une sous-tasse et un sourire, le verre au blanc faux-col, rempli d'une bière excellente, de cette bière plus claire et plus blonde qu'elle, et comme elle, fille du Wurtemberg. Je croyais avoir donné tête-bêche dans une toile des flamands.

Mais deux sous-officiers prussiens, accoudés sur leurs mouchoirs à la table voisine, buvant à faire éclater le casque à pointe par les vapeurs de l'alcool, et par ci, par là, une figure hâve, une blouse sale et trouée, m'ont rappelé que nous étions au temps des grands canons et des superbes machines, au siècle du progrès.

Je m'étais attablé avec un forestier, chasseur comme tous les hommes de la Forêt-Noire. La conversation, et les chopes — cela va sans dire — allaient leur train. Les grains de plomb roulaient dans nos sous-tasses, car à chaque verre la fille en glissait un nouveau, en vertu de ce proverbe: Les bons comptes font les bons amis. Mais qui donc, sans aller sous la table, eût tenu tête à mon forestier?

— Vous boirez donc, lui dis-je, jusqu'à ce que vous en ayez assez pour charger votre fusil?

— Oh! me répondit-il avec calme, les chevrotines valent mieux. Nobiling était un homme sage, et qui savait ce qu'il faisait. Je l'aime et je l'estime. Et vous? ajouta-t-il.

— Beaucoup, repliquai-je; en ma qualité

de médecin je crois, en effet, fort souvent efficaces les pilules du docteur Nobiling.

Les sous-officiers prussiens continuaient de leurs langues épaisses à parler des crimes de lèse-majesté.

—

Le docteur Nobiling est mort.

Russie.

Ceux qui ont exécuté Mézentsoff n'ont pas encore été découverts. La police, hébétée, se jette partout, saisit qui lui tombe sous la main, remplit les prisons... Mais hélas! les socialistes révolutionnaires s'en moquent et continuent leur œuvre sous le nez de tous les hauts et petits fonctionnaires.

Ce qui est du vrai guignon pour ces messieurs, c'est qu'une brochure, qui explique pourquoi Mézentsoff a été exécuté, vient de se répandre en masse de sous les presses de « l'Imprimerie Libre de Pétersbourg » (évidemment imprimerie clandestine). Voici quelques extraits de cette brochure:

« Nous déclarons — disent les auteurs — que ce meurtre, qui n'a pas été le premier, ne sera pas non plus le dernier, si le gouvernement continue à persister dans sa manière d'agir. Le but que nous, socialistes, poursuivons, — c'est l'abolition de l'inégalité économique, qui est la cause première de tous les maux de l'humanité. La forme que le gouvernement revêt, nous touche peu, et au début nous nous abstenions de toute lutte politique. D'autant plus nous abstenions-nous des mesures sanglantes. Mais le gouvernement lui-même nous a lancés dans la voie sanglante que nous suivons aujourd'hui. C'est lui qui nous a mis dans les mains le poignard et le revolver.

Il nous a forcés de suivre cette voie, en se jouant cyniquement de la vie de centaines et de milliers d'êtres humains, et par le mépris hautain qu'il a toujours témoigné pour tous nos droits. Notre liberté, notre vie, celles de tous nos amis ont été livrées à l'arbitraire d'une poignée de gendarmes!

« Où donc devons-nous chercher la défense de nos droits les plus sacrés, de notre liberté et de notre vie? Nous adresser à la société, à la presse? — Mais toutes nos souffrances, nos procès, nos condamnations n'étaient-elles pas un cri continu adressé à tous ceux qui auraient encore conservé une étincelle d'humanité? Et comment la société libérale nous a-t-elle répondu, lorsqu'elle entendait parler de centaines de socialistes amenés à la mort lente dans les prisons, de centaines d'autres condamnés au même sort, des atrocités mises en pratique contre nous? Nos misérables libéraux ne savaient que pleurnicher. Dès qu'on leur parlait de quelque protestation active, ouverte, — ils pâlissaient, tremblaient et se cachaient misérablement.

« Et la presse? A-t-elle protégé un seul mot en notre faveur?... Elle gardait le silence. Silence dans la société, silence dans la presse! Nous, socialistes, nous étions livrés à une poignée de gendarmes.

« Que nous restait-il à faire? Qu'on nous réponde!

« Alors, nous avons institué notre propre tribunal pour juger les auteurs des crimes commis contre nous, — un tribunal, juste et sévère comme les conditions dans lesquelles le gouvernement nous a placés. Ce tribunal a trouvé que le général Mézentsoff avait mérité la mort pour ses crimes envers les socialistes; et l'arrêt de ce

tribunal a été exécuté à Pétersbourg, le 16 août 1878.

Voici les crimes du général Mézentsoff :

1. Il a surtout contribué à ce que l'arrêt du Sénat dans le procès des 193 (arrêt relativement modéré) a été aboli, et qu'on a fabriqué un nouvel arrêt, qui envoie 25 personnes aux travaux forcés dans les prisons centrales.

2. Lorsque trente de nos camarades, enfermés dans la forteresse de Pétersbourg, ont exigé qu'on leur donnât un peu plus d'air et de promenade, absolument nécessaires pour leur santé, minée par quatre ans de prison préventive cellulaire, — ce fut Mézentsoff la cause du refus signifié à nos camarades. Alors, les détenus refusèrent toute nourriture. Et Mézentsoff eut l'inhumanité de laisser ces hommes faibles et malades rester sans rien manger pendant six jours. Et lorsqu'il apprit les suites funestes qu'avait eues ce refus de nourriture, au septième jour, il eut recours à la fourberie la plus ignoble.

3. Il donna l'ordre d'assommer les détenus à coups de poings, lorsque, ayant appris cette fourberie, ils renouvelèrent leur protestation.

4. Le général Mézentsoff a été l'auteur principal et l'inspirateur des persécutions et condamnations subies par les socialistes sur toute l'étendue de la Russie, et principalement à Odessa.

«Voilà pourquoi nous avons exécuté Mézentsoff. Et sachez, messieurs les administrateurs et gendarmes, qu'avec toutes vos armées, vos polices, vos prisons et vos persécutions, vous êtes impuissants envers nous. Vos exécutions ne nous feront pas reculer; et vous n'éviterez pas, d'aucune manière, notre vengeance. Sachez que nous ne faisons jamais de vaines menaces! Notre tribunal sera suspendu sur vos têtes et répondra par la mort à chaque férocité de votre part.

«Pensez-y et écoutez ce que nous exigeons de vous : 1. La suspension des persécutions pour l'expression des opinions quelles qu'elles soient, par la parole et par la presse. 2. Abolition de tout arbitraire administratif, et jugement par le tribunal du jury populaire. 3. Complète amnistie pour tous les condamnés politiques sans distinction de catégories ou de nationalités.

«A vous, nous ne demandons que cela, car nous donner plus, n'est pas dans votre pouvoir. Le reste est dans les mains de la bourgeoisie, et c'est à elle que nous l'arracherons avec sa vie. Mais cela, ce sont nos comptes avec elle, — ne vous en mêlez pas! »

Pour répondre à cette proclamation, le gouvernement vient de publier un appel à toutes les classes de la société. Il les convie à se grouper autour du gouvernement, et à lui venir en aide « pour déraciner complètement la doctrine perverse du socialisme. » Oui, les affaires vont bien mal pour ce pauvre gouvernement, si, avec ses millions de soldats et ses centaines de mille policiers, gendarmes et mouchards, il se sent toujours impuissant pour lutter avec les socialistes, et veut soulever toute la société en bloc contre leur organisation.

P. S. — Encore une bonne nouvelle! Un de nos camarades, qui avait pris part à la tentative d'évasion de Voinaralsky et qui avait été arrêté quelques jours plus tard, en se défendant à coups de revolver, — vient

de s'évader de la prison de Kharkoff avec onze détenus pour des crimes de droit commun. Il aurait été certainement fusillé, s'il était resté dans les mains du gouvernement.

Angleterre.

Congrès des Trades'Unions.

Le 11^e congrès des Trades'Unions s'est ouvert à Bristol le lundi 9 septembre. Nos lecteurs savent ce que sont les unions anglaises. Au début, elles ont été l'expression la plus avancée des revendications ouvrières; avec le temps, leurs *officiers* ont su faire étendre leur pouvoir à l'aide de petites concessions arrachées au gouvernement et habilement exploitées par eux devant leurs électeurs. Maintenant, ces messieurs forment un véritable gouvernement ouvrier en rapports très-satisfaisants avec le gouvernement bourgeois. Un comité parlementaire a été créé par le congrès d'il y a 5 ou 6 ans, et c'est le véritable pouvoir ouvrier; ses membres souvent en contact avec des gens qu'ils reconnaissent d'une classe supérieure à la leur, ont pris des manières distinguées. Dans leurs congrès, ces messieurs affectent maintenant le grand genre, la dignité, les nobles formes parlementaires. Ils ont naturellement accaparé les journaux dits ouvriers, et les consacrent à s'entre-féliciter, à vanter leurs victoires passées et surtout leurs victoires à venir. D'ailleurs point de notes discordantes. De petites escarmouches courtoises avec les organes bourgeois donnent aux meneurs ouvriers un air très-progressiste. Quant aux observations qui pourraient venir d'en bas, c'est-à-dire des électeurs de ces messieurs, elles sont expurgées ou étouffées; les ouvriers liés aux unions par des longues souscriptions régulièrement payées et par quelques minces secours occasionnels, sont aussi soumis que possible. Il y a d'ailleurs parmi eux un bon nombre de franchement réactionnaires, et les autres ne pouvant s'entendre, se concerter, sans organes, sans réunions, sont tout à fait à la merci de leurs élus, devenus leurs maîtres. Cette organisation, idéal de l'Etat ouvrier, doit être considérée comme le plus fort appui de la réaction. Si elle était prospère, ce serait un gouvernement encore plus difficile à détruire que les autres, ces derniers sont, en effet, soutenus par des mercenaires abrutis, enivrés. Les trades'unions auraient pour défenseurs les ouvriers soi-disant honnêtes, voulant conserver l'épargne péniblement faite sur leur travail. Heureusement pour l'avenir du prolétariat, ces unions d'ouvriers sont devenues tout à fait impuissantes en présence des unions de patrons. Elles courent à leur ruine, elles n'ont plus qu'une vie factice, elles n'ont eu cette année que des défaites à enregistrer. Encore quelques luttes pareilles, et les ouvriers qui ont trouvé les contributions lourdes, les secours de plus en plus maigres, comprendront que ces organisations paisibles ont fait leur temps et doivent être remplacées par les revendications *forte-*ment révolutionnaires.

Ceci dit, donnons un résumé des débats, je veux dire des discours de ce congrès, en omettant les immanquables propositions de remerciement, secondées, puis votées à tous les présidents, rapporteurs et orateurs.

140 délégués sont présents. Le président temporaire, M. Bayley de Liverpool, sou-

haite la bienvenue et exprime son espoir que les unions seront aussi utiles dans l'avenir que dans le passé. « Pendant l'année passée, elles ont essuyé des défaites dans le Lancashire, à Londres et ailleurs, mais elles ne sont pas démoralisées. Les employeurs ont maintenant une forte fédération, mais les ouvriers *doivent bientôt* étendre leurs lignes et en avoir une plus forte. »

Nomination du conseil : F. Jones, de Bristol, président, etc.

M. Broadhurst, secrétaire, lit le rapport du Comité parlementaire. C'est un chef-d'œuvre qui mériterait reproduction *in extenso*; nous ne pouvons, à notre regret, qu'en citer les traits principaux aussi textuellement que possible. Le comité félicite le congrès des progrès du projet de loi sur la responsabilité des patrons en cas d'accident. La question a fait d'immenses pas — dans l'attention publique. La dépression des affaires causée par la spéculation sans frein et l'état d'agitation de l'Europe, va disparaître; maintenant que la guerre a cessé (pour combien de temps?), les affaires vont sans doute reprendre au printemps. Il y a eu deux grandes grèves, celle des maçons de Londres et celle des menuisiers de Manchester. « Dans les deux cas, les hommes étaient soutenus par des unions puissantes ayant une grande accumulation de fonds et le droit de lever des contributions extraordinaires. Dans les deux cas, les ouvriers ont échoué. »

Suivent de hautes considérations sur la cause de ces échecs. Voici le remède : « Les unions doivent avoir une base plus solide. *L'autorité directrice doit être renforcée.* L'organisation devient rapidement une science, demandant pour la diriger avec succès des *hommes d'Etat expérimentés*. Il faut augmenter les *revenus des unions* (c'est-à-dire les contributions) et étendre leur influence... »

Au sujet des grèves de cotonniers dans le Lancashire, « le Comité a peu de choses à dire sur les émeutes qui ont eu lieu dans ce lamentable conflit. **Les malfaiteurs ont été punis.** Nous devons seulement remarquer que les *chefs* des unions ont employé tout leur pouvoir et ont complètement réussi à empêcher les membres de commettre des infractions à la loi. Nous espérons ardemment que de pareilles luttes n'auront plus lieu dans notre patrie. Personne plus que le Comité parlementaire ne regrette les conflits sans cesse renaissants entre le capital et le travail. Les ouvriers *ne demandent que le salaire nécessaire* pour soutenir leurs familles et payer les impôts toujours croissants. » Le discours se termine par une éloquente péroraison sur l'immense avenir des Trades-Unions.

Le soir, grand meeting public présidé... par le maire de Bristol, pour protester contre... l'introduction avec prime du sucre étranger!!

Mardi, 10. — Le président élu F. Jones prononce son adresse inaugurale ou discours ministre, dissertation passablement nuageuse sur les grands principes: Liberté individuelle, conciliation, arbitrage, sainteté de la cause du Travail, etc. Après cela, discussion *autour* du rapport lu hier, et son adoption.

M. Macdonald, député ouvrier, déjà loué par le président, vient compléter son propre éloge. Et le fait est que dans sa lutte à propos de la responsabilité des patrons il

n'a rien obtenu du tout. Non seulement il a été joué, mais il s'est conduit pleutrement. Un jour, il a paru pris d'une belle indignation en voyant son *bill* sans cesse renvoyé à plus tard, et il a dit quelques vives paroles que nous nous étions hâtés d'applaudir en leur temps, mais quand vint enfin le tour de son *bill*, à la dernière séance, il reçut aimablement une remise aux calendes grecques et se comporta de manière à mériter les éloges du *Journal* de la cour. Ça ne l'a pas empêché de raconter ses exploits à sa manière, de recevoir les félicitations de ses compères et les applaudissements des badauds.

Le *Mercredi* se passe à écouter des sortes de conférences faites par l'avocat Crompton sur la juridiction sommaire des magistrats; par M. Morley sur l'excès de production, contenant de très-hautes considérations politiques, la dernière concluant « à ce grand fait que les employeurs et les ouvriers coopèrent dans une égale mesure à la civilisation humaine, et sont des associés au service de l'univers ! » Puis on banquette.

Le *Jeudi* est plus intéressant. On prend en considération une lettre démontrant par l'exemple de la grève des maçons de Londres, la nécessité d'une organisation internationale. Cette lettre émane de l'association internationale **du Travail** (ne pas confondre avec l'Assoc. intern. **des Travailleurs**), jeune société d'une douzaine de membres habitant Londres. Une résolution est votée pour rendre les fonctions de jurés accessibles aux ouvriers avec indemnité.

Ici se place une petite querelle qui montre la largeur d'esprit de MM. Broadhurst et compagnie. Mesdemoiselles Simcox et Brown veulent que le gouvernement nomme des *inspecteurs femelles* pour les ateliers où travaillent les femmes. M. Broadhurst répond « que les femmes ont toujours été opposées aux inspections. Parler de faire inspecter les brebis par des loups n'est rien auprès de l'idée de nommer des dames inspectrices. (Rires??) Il prie le congrès de ne rien faire d'aussi ridicule. Il doute même de la sagesse d'envoyer des femmes à ce congrès, parce que, sous l'influence de l'émotion, elles peuvent voter des choses qu'elles regretteront dans des moments plus calmes. » Et M^{lle} Patterson de s'écrier avec candeur que « les hommes veulent manger tout seuls les pains et les poissons » Concluons que remplir une fonction c'est pour les hommes comme pour les femmes ce que nous appelons presque de même en français : « faire son beurre. »

Les femmes ont pourtant 40 voix contre 33.

Vendredi : Comptes financiers. Le Comité a dépensé environ 17,000 francs; il lui reste 3000 francs en caisse. Puis on rediscute la question du sucre, qu'un membre, au grand scandale de la réunion, trouve plus faite pour un congrès de science sociale que pour celui des *Trades-Unions*.

On s'occupe de l'explosion récente à Abercane (pays de Galles). Cette dernière année, trois grandes explosions (sans compter les petits accidents ordinaires) ont causé la mort de 700 mineurs. On passe aux résolutions pour la mise en pratique de la fédération des divers métiers, et l'extension du droit de suffrage dans les campagnes.

Samedi, 14 sept. — Dernière séance. — Lettre émanant d'une autre contrefaçon de la seule vraie Internationale, le Conseil de

la ligue fédérale universelle des travailleurs, condamnant le gouvernement français à propos de l'interdiction du Congrès socialiste à Paris, et proposant sa réunion prochaine à Londres. La proposition n'est pas prise en considération. — Edimbourg est choisi comme lieu de réunion du prochain congrès des *Trades-Unions*.

Résolution proposée contre les journaux bourgeois qui refusent ou font payer double les annonces des grévistes. — Discussion sur la coopération. Notons avec plaisir l'apparition d'un premier soupçon que la coopération pratiquée pour une portion seulement des travailleurs, pourrait avoir pour résultat l'abaissement des salaires. Nous savons cela depuis longtemps, mais ici ce n'est pas une petite nouveauté; 29 membres ne sont qu'à moitié favorables à la coopération, que 40 persistent à considérer comme une panacée. Puis, diverses affaires de détail, et le boniment annuel: envoyez au parlement des représentants ouvriers capables; le besoin se fait, paraît-il, sentir de quelques Bart et Macdonald de plus. Enfin, élection du Comité parlementaire pour l'année 1878-79. M. Broadhurst est réélu secrétaire à l'unanimité. — Le comité spécial a recueilli 20,000 fr. pour la souscription Odger; sa veuve reçoit fr. 31.25 par semaine, et le reste sera à sa mort partagé entre ses enfants.

Belgique.

Nous sommes dans une période de transition. Partout, à Verviers comme à Bruxelles, au Congrès trimestriel de la Fédération de la vallée de la Vesdre comme à la conférence régionale, tout le monde s'agite pour déterminer le choix du meilleur moyen d'agitation qu'il faut adopter.

A l'ordre du jour du Congrès trimestriel qui vient d'avoir lieu à Verviers, figurait la question de la participation à la politique. La Fédération de la vallée de la Vesdre est, on le sait, d'opinion anarchiste; elle ne croit pas que l'Etat puisse émanciper la classe ouvrière, mais sachant que cette institution est une garantie du capital, elle veut qu'on la fasse disparaître. Mais, comme moyen actif d'agitation, elle désire depuis quelque temps participer aux questions politiques. Le Congrès de Verviers lui a donné satisfaction en votant « que des meetings seraient organisés pour faire comprendre aux ouvriers qu'il y a des droits politiques qu'ils ne peuvent pas exercer, et des droits économiques, comme la propriété collective, qu'ils doivent revendiquer. »

Tout le monde n'est cependant pas d'accord à Verviers pour se lancer dans cette participation à la politique. On nous raconte que les petits commerçants de cette localité ont formé une « Union » pour combattre aux élections communales du mois d'octobre les gros bourgeois qui siègent à l'Hôtel-de-Ville. Naturellement, ils ont offert une candidature aux ouvriers, afin de rallier les suffrages de ceux qui peuvent voter; mais le comp. Fluse, membre de l'Internationale, à qui des avances ont été faites dans ce sens, les a nettement repoussés.

Le mouvement inverse s'est produit à la Conférence. Des hommes qui avaient été jusqu'ici de vrais politiciens, se sont rapprochés de l'abstention en matière politique.

Le cit. *Prins*, délégué d'Anvers, demande au nom de la section anversoise, que

l'Internationale ne s'occupe d'aucun mouvement politique et qu'elle ne se compromette avec aucun parti. Le cit. *Callevaert* dit que la même section veut laisser tout mouvement politique en dehors de l'Internationale, comme dangereux; pour obtenir les droits naturels et imprescriptibles de l'être humain, la section usera de tous les moyens en son pouvoir. *Steens* refuse de prendre part à tout mouvement électoral et, au nom de la section de Bruxelles, il se rallie aux principes de l'Internationale. *May*, de Liège, trouve que les travailleurs n'ayant pas le suffrage universel en Belgique, ils ne peuvent intervenir dans les débats électoraux; il pense qu'ils ne doivent rien mendier aux gouvernements bourgeois, pas même le suffrage universel.

Nous sommes donc, en Belgique, les témoins de deux mouvements inverses. Les uns, anciens abstentionnistes, vont vers la participation à la politique; les autres, jadis politiciens, en viennent à l'abstention. S'il nous était permis de donner ici notre opinion, il nous semble qu'il ne faudrait être absolu d'aucun des deux côtés, et rallier toutes les opinions autour de cette moyenne: s'abstenir dans toutes les agitations politiques capables de donner de la vie à l'Etat; prendre parti pour ces agitations, lorsque *sans atteinte à nos principes* elles conduisent à sa destruction.

P. S. — Le Congrès international est remis à l'année prochaine.

Etats-Unis.

Depuis la grande grève de juin 1877, le socialisme et l'organisation ouvrière font de rapides progrès dans les Etats-Unis d'Amérique.

Les fractions, entre lesquelles les organisations ouvrières s'étaient partagées, se fusionnent ou plutôt se fédèrent pour une action commune, tout en conservant leurs programmes. De nouvelles organisations se fondent dans divers métiers et acceptent des programmes socialistes plus ou moins tranchés. Tantôt nous apprenons la formation d'un groupe de métiers fédérés de 45 mille hommes, tantôt nous lisons l'adhésion de tel groupe de métiers à l'*International Labor Union*. Le travail d'organisation se poursuit partout, sur le principe de l'autonomie des groupes et des fédérations. Quelle que soit la diversité des programmes et la différence des moyens d'action dans ces divers groupes, le but est partout le même: guerre aux capitalistes. De nouveaux journaux se créent de jour en jour, et ils sont tous unanimes à prêcher une chose: la haine aux capitalistes.

Enfin, des manifestations grandioses se font de temps en temps et elles réclament par les inscriptions de leurs larges bannières: la lutte contre le capital. Sur ces entre-faites, la petite guerre, celle des grèves, se poursuit aussi et ne fait qu'accumuler les haines.

Bref, le mouvement socialiste a reçu de la grande grève-insurrection de juin 1877 une impulsion et une direction qu'aucune propagande orale n'aurait pu lui communiquer.

Il est vrai, comme je le disais en commençant, que les programmes des divers partis sont très-variés. Il y en a qui visent à la politique, aux élections, au sénat: ce sont pour la plupart des Allemands. D'autres qui ont pris part à quelques élections municipales, là où ils étaient certains du succès. Enfin, le grand nombre pose comme

but immédiat de l'agitation la journée de 8 heures, et les plus avancés parmi ceux-là préparent en sourdine les grèves-soulèvements comme celle qu'ils ont su si bien préparer l'autre année. Ces derniers s'organisent *militairement* : on se pourvoit d'armes, on se forme en divisions militaires, on s'exerce au tir, on fait des exercices de troupiers; et si le parti allemand aux Etats-Unis a protesté contre l'imputation qui lui avait été faite de se donner une organisation militaire, — bon nombre d'ouvriers américains et irlandais poursuivent activement cette organisation.

On se prépare à la lutte.

D'autre part, on entre aux Etats-Unis en plein féodalisme. Oui, en plein féodalisme industriel. Il nous semble inutile de raconter quelle est l'influence acquise par les grands commerçants et les grands industriels dans les gouvernements des Etats et de la Fédération. Nous avons parlé autrefois de l'omnipotence des grandes industries et surtout des grandes compagnies de chemin de fer. Celles-ci sont devenues de petits Etats dans l'Etat. Forts de leurs immenses territoires comme les barons du moyen-âge, et puissants par leurs capitaux, ils font la loi dans cet Etat que l'on nous montre en modèle, à force de corruption et de pression. Il ne manquait à ces féodaux modernes que des armées. Eh bien, maintenant ils en auront!

Une comp. de chemin de fer vient de se donner un petit corps de troupe de 140 hommes, parfaitement armés de fusils et de revolvers, et militairement organisés. Cette troupe est chargée, en cas d'insurrection ouvrière, de défendre les propriétés de la compagnie. L'Etat n'étant pas en force pour les défendre, ils se défendent eux-mêmes, sauf, si l'envie les en prend, à faire plus tard la guerre à l'Etat.

Dans « la République modèle, » nous marchons donc au féodalisme.

Entre le féodalisme moderne et le féodalisme ancien, il y a pourtant une différence; et cette différence en vaut deux.

Autrefois, si le paysan s'insurgeait contre son seigneur, que perdait le baron? peu, en définitive. La richesse du seigneur était dans la terre et dans les produits de celle-ci; les outils de culture étaient de valeur médiocre, et encore le plus souvent appartenait-ils au paysan. Quand donc le paysan s'insurgeait, que pouvait-il faire à son seigneur, à moins de le surprendre en dehors de son château et de le tuer? brûler son blé? oui, mais si le produit était détruit, le capital, la terre, le principal donc, restait.

Aujourd'hui, les choses sont changées à l'avantage de l'ouvrier. Insurgé, le travailleur moderne ne détruit plus seulement la récolte, le revenu annuel, mais il détruit un dépôt de locomotives, de wagons; un pont qui coûte des millions; il brise des machines, il brûle la manufacture; en un mot, il détruit le *capital*.

L'avantage, on le voit, n'est pas mince, et comme on rentre en plein moyen-âge, les ouvriers des Etats-Unis songent à en profiter au mieux de leurs intérêts.

VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(Suite)

Avec cette absence de patriotisme qui do-

mine toutes les couches de la société française; avec cette guerre ouverte et désormais irrécusable qui existe entre ces classes; comment y aurait-il moyen de rétablir un Etat puissant? Dans ces conditions-là, toute la vieille sagesse du président de la République s'évanouit. Le massacre horrible de plusieurs dizaines de milliers de communards parisiens, tués avec leurs femmes et leurs enfants, la déportation tout aussi inhumaine d'autres dizaines de mille à la Nouvelle-Calédonie, tous ces sacrifices faits par Thiers deviennent — on le reconnaîtra — absolument inutiles.

En vain M. Thiers cherche à rétablir le crédit, la paix intérieure, l'ordre ancien et la force militaire de la France. L'édifice gouvernemental ébranlé tant de fois, et encore aujourd'hui ébranlé de nouveau dans sa base par l'antagonisme qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie, cet édifice craque, se lézarde et à tout moment menace de s'écrouler. Et comment alors un Etat aussi vieux, et atteint d'une maladie aussi incurable, pourrait-il lutter contre l'Etat allemand qui est jeune et qui, jusqu'à ce moment, est très-sain?

Je le répète, désormais le rôle de la France comme puissance prépondérante est terminé. Le temps de sa puissance politique est passé d'une façon aussi irrévocable que le temps de son classicisme littéraire, monarchique et républicain. Chez elle, toutes les anciennes bases de l'Etat sont pourries. et c'est en vain que M. Thiers s'efforce de reconstruire sur ces bases sa République conservatrice, c'est-à-dire l'ancien gouvernement monarchique sous une étiquette pseudo-républicaine et rajeunie. C'est vainement aussi que M. Gambetta, le chef du parti républicain actuel, héritier prévu de M. Thiers, promet de construire un nouveau gouvernement, un gouvernement soi-disant franchement républicain et démocratique, sur des bases pour ainsi dire nouvelles, puisque ces bases n'existent pas et ne peuvent pas exister.

Un Etat sérieux et puissant ne peut avoir aujourd'hui qu'une base solide — la centralisation militaire et bureaucratique. Entre la monarchie et la république la plus démocratique il existe une seule différence essentielle : dans la première, une bureaucratie de fonctionnaires opprime et pille le peuple au suprême profit des classes possédantes et privilégiées, ainsi qu'au profit de ses propres poches, et cela se fait au nom du monarque; en république, elle opprime et pillera le peuple dans la même mesure et au profit des mêmes poches et des mêmes classes, mais la chose se fera au nom de la volonté populaire. En république, le soi-disant peuple, le *peuple-légal*, que le gouvernement est supposé représenter, opprime et opprime le peuple vivant, le peuple réel; et le peuple ne se sentira pas mieux parce que la canne avec laquelle on le fouaille, s'appellera « canne du peuple. »

La question sociale, la passion de la révolution populaire a embrasé le prolétariat français. Il faut satisfaire cette passion, l'apaiser ou la dompter. Mais on peut la satisfaire seulement le jour de l'écroulement de toute violence gouvernementale, ce dernier rempart préposé à la défense des intérêts bourgeois. Ainsi aucun gouvernement, pour tant que ses formes soient démocratiques, même la république *politique* la plus rouge, populaire seulement dans le sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, ne peut donner au peuple ce qu'il lui faut : une libre organisation de ses intérêts faite de bas en haut, sans aucune intervention, sans aucune tutelle, sans aucune violence d'en haut; tout gouvernement, en effet, même le plus républicain, le plus démocratique, même le gouvernement pseudo-populaire imaginé

par M. Marx ne présente en soi essentiellement rien autre chose qu'une gérance des masses par en haut, une gérance par une minorité intelligente (nous entendons par ce mot la minorité de ceux qui ont pu recevoir une bonne éducation), par conséquent par une minorité de privilégiés qu'on suppose plus capable de connaître les intérêts du peuple que le peuple lui-même.

Ainsi les classes possédantes et dirigeantes ne peuvent donner satisfaction à la passion et aux exigences populaires. il leur reste donc un seul moyen, la *violence gouvernementale*; en un mot le *gouvernement* puisque le gouvernement, c'est la violence, la domination par la force, masquée, si possible, mais franche et sans gêne dans les cas extrêmes. Or, M. Gambetta est, aussi bien que M. Thiers lui-même, représentant des intérêts bourgeois; comme lui, il veut un gouvernement fort et une domination sans réserve de la classe moyenne; seulement, il joindrait peut-être à cette classe tous ces ouvriers devenus petits bourgeois, qui ne forment qu'une fraction insignifiante dans la masse du prolétariat français. Toute la différence entre M. Gambetta et M. Thiers consiste donc en ce que ce dernier, imbu des préjugés et des préventions de son temps, cherche l'appui et le salut seulement dans la bourgeoisie riche, et regarde avec méfiance les 10 ou 100,000 nouveaux prétendants à la gérance, qui émergent de la toute petite bourgeoisie et de cette partie de la classe ouvrière qui tend à devenir bourgeoise, tandis que M. Gambetta, repoussé par les hautes classes qui ont jusqu'aujourd'hui gouverné exclusivement en France, cherche à fonder son pouvoir politique et sa dictature démocratico-républicaine, en s'appuyant justement sur cette majorité énorme et purement bourgeoise restée jusqu'à ce jour en dehors de tous les profits et de tous les honneurs de la gérance gouvernementale.

M. Gambetta est convaincu, et nous croyons que c'est avec raison, que dès qu'à l'aide de cette majorité, il se sera emparé du pouvoir, les plus riches classes, banquiers, grands propriétaires, commerçants, industriels, en un mot tous les spéculateurs de quelque importance, enrichis par le travail du peuple plus que les autres, s'adresseront à lui; qu'ils l'accepteront, rechercheront son alliance et son amitié, ce qu'il ne leur refusera pas, car il sait fort bien, en véritable homme d'Etat qu'il est, qu'aucun gouvernement et surtout aucun gouvernement fort ne saurait exister sans cette amitié et cette alliance.

On doit conclure que le gouvernement de M. Gambetta sera aussi oppresseur et aussi ruineux pour le peuple que ceux qui l'ont précédé, qui étaient plus francs, mais pas plus violents. De plus, comme ce gouvernement sera revêtu de formes plus largement démocratiques, il garantira plus fortement et plus sûrement à la minorité riche et cupide une exploitation plus large et plus tranquille du travail populaire.

En homme d'Etat d'école récente, M. Gambetta ne craint pas la mise en jeu des plus larges formes démocratiques, ni le droit du suffrage universel. Mieux que tout autre il sait combien ces formes apportent peu de garanties au peuple et, au contraire, combien plus aux personnes et aux classes qui exploitent ce peuple. Il sait que jamais le despotisme gouvernemental n'est aussi fort et aussi horrible que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation de la soi-disant volonté populaire.

(A suivre.)

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(SUITE)

« Où en est l'Allemagne ? en 1789, en 1848, ou en 1870 ? »

C'est par cette question que nous avons terminé notre dernier article. Nous devons y répondre aujourd'hui avant d'apprécier l'attitude du parti démocrate-socialiste allemand.

Depuis 1789, la France a proclamé trois fois la République; l'Allemagne, pas une seule fois. Sur les édifices publics du peuple français c'est déjà une antiquité que cette inscription: *République*; les monuments de l'Allemagne ont encore à ce sujet toute leur virginité.

En 1789, la France abolit le servage, et proclame l'égalité de tous devant la loi; en 1791 elle se donne une constitution; en 1792 elle brise la monarchie. Violée par un Empereur, elle réclame quand il est battu, et obtient une charte, puis conquiert une constitution; quelque temps après (1848) elle proclame sa seconde République. Bientôt le socialisme apparaît, et sa bourgeoisie effrayée revient à l'Empire; mais dès 1869 elle croit une seconde à l'Empire libéral, et dès 1870 elle réclame de nouveau et elle obtient sa 3^{me} République.

L'Allemagne marche plus lentement.

En 1807, sous l'influence des idées répandues par la révolution française, le baron patriote Stein étant premier ministre, l'abolition du servage, la proclamation de l'égalité devant la loi font leur entrée sur le sol allemand. Mais à peine un mot pour une constitution, pas une syllabe pour la République.

Sept ans après seulement, un mouvement pseudo-constitutionnel se dessine. Il n'embrasse pas encore l'ensemble de l'Allemagne; il surgit dans les petits Etats, les uns après les autres se donnent des semblants de Constitution: le duché de Nassau en 1814, le Luxembourg en 1815, le duché de Saxe-Weimar-Eisenach en 1816, la Bavière, Bade, en 1818, le Wurtemberg en 1819, le Hanovre à la même époque, le duché de Hesse en 1820, Saxe-Meiningen en 1829; quand aux deux grands Etats Allemands, l'Autriche et la Prusse, ils boudent longtemps encore les idées libérales. En 1848, seulement, aulendemain de l'explosion populaire française de Février, qui produisit une série d'émeutes en Allemagne, commença un réel mouvement d'ensemble, et à Francfort un parlement national allemand discuta un projet de constitution. Le projet issu des

délibérations oiseuses de cette assemblée, instituait (en 1848!) un Empire d'Allemagne, un Empire avec 2 Chambres, un Empire constitutionnel. Ce projet ne fut jamais appliqué, et il fallut attendre les victoires de 1866 et 1870 pour que le sabre d'un de Moltke fit ce que n'avait pu faire le libéralisme allemand.

Mais du moins à Francfort, — en 1848, plus d'un demi-siècle après la première République française, — pensait-on sérieusement à établir une République allemande? Voici textuellement les paroles prononcées par le vieux Jacoby lui-même en Juin 1848, devant ses électeurs :

« Dans toute l'Allemagne, — sauf à Bade — la Révolution s'est arrêtée devant les autels inébranlables, et a prouvé ainsi que si elle peut poser des bornes à ses rois, elle n'a nullement l'intention de les chasser. Nous devons nous soumettre à la volonté générale, et pour cela, la forme constitutionnelle monarchique est le seul terrain sur lequel nous devons baser notre nouvel édifice politique. »

Oui, et c'est un fait que personne ne saurait mettre en doute; seulement aujourd'hui en Allemagne surgit une poussée républicaine puissante, poussée que démontrent les deux attentats sur le monarque, les crimes de lèse-majesté, et qui s'impose à certains représentants que le peuple à envoyés s'asseoir au parlement.

Ainsi aux trois engendremens de Républiques françaises :

1789 — 1791 — 1792;

1804 — 1830 — 1848;

1852 — 1869 — 1870;

l'Allemagne en oppose une seule :

1807 — 1870 — 187....

La France a le droit de dire trois fois: *Hier*, quand l'Allemagne en est encore à dire: *Demain*.

Mais cela prouve-t-il que l'Allemagne au lieu d'être tout simplement à la veille de la République, soit à la veille de sa première République, c'est-à-dire qu'elle soit en 1792, et qu'elle doive avoir dans son histoire une seconde, une troisième République, un 1848 et un 1870? Cela nous n'oserions le prétendre.

Lorsque dans un précédent article, nous avançons que toutes les nations modernes passent par les mêmes périodes dans leur développement, nous n'entendions pas qu'elles ont même histoire. Le contraire est la vérité. Nous pensons que les différences de tempérament, de temps, de position géographique, sont insuffisantes pour tracer à chaque peuple une voie spéciale dans sa marche vers l'avenir, mais nous savons que ces conditions diverses peuvent au moins multiplier et modifier profondément les petits épisodes de la route commune. Tous les

hommes ont même embryogénie, celle de l'Homme; tous les peuples ont celle du Peuple. Mais, de même que chez les hommes, il y a des blonds et des bruns, des forts et des faibles, des braves et des timides, de même parmi les peuples, il y a des nations puissantes et des nations qui ne le sont pas, des froides et des calmes, des chaudes et des colériques. Que toutes ces nations aient une *Histoire générale* commune, d'accord! mais il ne faudrait pas croire qu'il suffit de lire une *Histoire de France* et d'y remplacer les pantalons rouges par des bleus, des képis par des casques à pointe, pour avoir une *Histoire du peuple allemand* sous les yeux.

Il est donc parfaitement possible que, tandis que le peuple français guidé par son esprit logique, entraîné par la fougue de son tempérament, a poussé trois fois à la République, République trop précoce pour vivre, le peuple allemand plus calme, retenu d'ailleurs par l'esprit toujours conservateur de ses chefs, n'atteigne qu'une seule fois cette forme gouvernementale, mais parvienne à la maintenir.

Que nous reste-il donc à savoir? En admettant que le peuple allemand fasse maintenant sa république, il nous faudrait déterminer, d'une manière sûre, si cette république ressemblera à la nôtre de 92, à celle de 1848, ou à celle de 1870. Ce secret va nous être dévoilé par l'étude des différents partis.

Pénétrons dans le *Reichstag*, dans l'assemblée nationale allemande. Nous trouvons là une foule de groupes appelés à défendre des intérêts spéciaux, de religion ou de nationalité, et qui par conséquent ont peu à nous occuper dans une étude purement politique; ce sont les *ultramontains*, les *polonais*, les *alsaciens-lorrains*, les *danois*.

Nous voyons ensuite une foule de groupes *conservateurs* qui s'arrangeraient facilement de l'absolutisme le plus complet.

Voici après trois grands partis: les *libéraux-nationaux*, les *progressistes*, les *démocrates*.

Les libéraux-nationaux, fidèles à l'Empire, et grands amateurs de chartes octroyées, correspondent, trait pour trait, à ces pseudo-constitutionnels, qui dans les chambres françaises forment nos *Centre-droits*. En ce moment, ils se seraient assez accommodés d'un 16 Mai allemand pourvu qu'on les mit du côté du manche.

Les progressistes voudraient — à ce qu'ils déclarent, — la sincérité du régime constitutionnel. Professant une certaine indifférence pour la forme du gouvernement, ce

sont de ces parlementaires, comme ceux de nos *Centres-Gauches*, capables de se rallier à une république bourgeoise, pourvu qu'elle soit la plus forte et qu'elle consente à être gouvernée par eux.

Les *Démocrates* ressemblent à nos républicains modérés, à ces cinq députés de l'Empire dont ils ont toute la faiblesse, et aussi l'incapacité.

Les partis purement politiques que nous venons de nommer se rencontrent donc sur les bancs de la plupart de nos assemblées françaises, en 1791, en 1830, en 1869. Mais il fut un autre parti qui réunit en Allemagne des majorités très importantes de voix à chaque période d'élection : c'est le *parti démocrate-socialiste allemand*; celui à propos duquel nous écrivons ces articles.

Certes, ce n'est pas de ces assemblées de 91 et de 92 que l'amour du pauvre peuple était absent ! et dans le tumulte de leurs débats éclatèrent souvent des voix socialistes ! mais qui oserait dire qu'à cette époque, il y avait en France un parti démocrate-socialiste conscient ?

Nous trouvons bien Rochefort dans la dernière assemblée de l'Empire, et, près de lui, nous voyons Raspail. Mais ceci a-t-il rien de comparable au mouvement socialiste allemand ? Non évidemment.

Il faut arriver à 1848, pour trouver, (pas à la chambre à cause du cens électoral qui en fermait l'entrée), mais dans le peuple, un parti démocrate socialiste véritablement important, *purement démocrate-socialiste*.

Dès que la révolution de Février donne le droit de vote, les communistes du Luxembourg dirigés par M. Louis Blanc, l'organisateur du travail par l'Etat, le Liebknecht de l'époque, présentent au peuple une liste de candidats. Les chefs du socialisme utopiste, Barbès, Leroux, Raspail, mettent en avant leurs candidatures, et le socialisme chrétien a aussi (comme dernièrement en Allemagne) ses proposés et de plus ses élus. Certes, nous ne trouverons pas un grand mouvement d'ensemble, car le travail d'organisation si longuement élaboré en Allemagne, en France n'avait pu se former ; mais nous aurons des résultats partiels d'une grande importance :

Les radicaux socialistes portés sur la liste du Luxembourg (et qui valent bien certain candidat d'impôt des élections allemandes récentes) réussissent par 134,000 voix ; ce sont MM. Caussidière et Ledru-Rollin.

Deux communistes connus passent ensuite : M. Louis Blanc par 120,000 suffrages^{*)} et Albert, ouvrier, par plus du 133,000 voix.

Parmi ceux qui échouent, nous voyons : Barbès, Raspail, Leroux, avec 64,000 suffrages, et si Savary, le communiste, reste sur le carreau, c'est avec plus de 60,000 voix.

N'est-ce pas là une démocratie-socialiste en tout comparable à la démocratie socialiste de l'Empire allemand ? MM. Louis Blanc et Liebknecht n'ont-ils pas même programme ? n'est-ce pas même succès électoral des deux côtés, aux deux époques ?^{**)} Et si l'on veut pousser l'analogie plus loin, ne sont-ils pas flanqués tous deux, ces deux partis,

de socialistes chrétiens comme M. de Lamennais, à droite, et, à gauche d'un parti anarchiste qui se forme et qui commence à attaquer ?

Oui, tout le démontre, tout le prouve, l'Allemagne va à la République, et à la République de 1848.

(A suivre.)

Correspondances.

France.

« Vous pouvez prédire à coup sûr de sanglantes grèves pour cet hiver, dans nos villes manufacturières françaises. Nous les devons au tempérament flegmatique et peu révolutionnaire des meneurs des ouvriers anglais.

Dans sa lutte pour l'existence, l'Angleterre, — je parle de l'Angleterre organisée socialement comme elle l'est aujourd'hui, — doit, cet hiver, jeter les ouvriers de beaucoup de nos manufactures sur le pavé des rues, où ils seront supprimés par la faim, ou tués par le plomb.

L'Angleterre, cela n'est un secret pour personne, ne saurait suffire par l'agriculture à son alimentation. D'après le *Statisticien* (*The Statist.*), dans le courant de 10 années, elle a retiré de son sol 544 millions de quintaux de blé ; elle en a importé 455 millions ; elle a produit 225 millions de quintaux de viande ; elle a dû en faire venir de l'étranger 42 millions. *L'Angleterre donc reçoit du dehors la moitié de sa nourriture.*

Les conséquences à tirer de cette situation économique sont bien simples.

Pour acheter sa nourriture, la moitié de sa nourriture, il faut à l'Angleterre de l'argent : il lui faut d'autant plus d'argent qu'une énorme partie de celui qu'elle gagne est gaspillé pour entourer d'un luxe inouï ses grandes familles aristocratiques, ses seigneurs territoriaux, sa bourgeoisie opulente. Or, nous venons de le voir, elle ne peut se procurer de l'argent par des produits agricoles qu'elle n'exporte pas ? il ne reste donc pour le lui fournir que son exportation manufacturière. De plus, l'Amérique, la Russie sont garanties par leurs systèmes protectionnistes, il faut donc qu'elle encombre, qu'elle inonde, les marchés européens qui lui restent ouverts, et les marchés de France en particulier.

Ce n'est pas tout. On comprend combien l'Angleterre serait peu avancée si ses produits s'accumulaient sans se vendre, avilissaient leurs prix, obstruaient les débouchés ? Il est indispensable que ses produits manufacturés non seulement soient de bonne qualité, mais que leurs prix augmentés des frais de transport restent au dessus de ceux des produits indigènes. Jusqu'à ce jour, elle était parvenue à atteindre ce résultat grâce à la supériorité de son outillage, à l'abondance de ses capitaux, à l'habileté de ses fabricants, à la hardiesse de ses comptoirs ; actuellement, il paraît que ces moyens ne suffisent plus : on fait fond sur le calme de l'ouvrier anglais, et on économise sur la main d'œuvre, on baisse le taux des salaires !

« Les réductions de salaire, s'écrit l'auteur des *Lettres industrielles* publiées par le *Temps*, sont apparues tout à coup comme l'arme de guerre la plus dangereuse aux mains de la concurrence anglaise. Mais, la France peut-elle se servir de cette arme ?

Avec le caractère bouillant de ses classes ouvrières, peut-elle s'engager plus avant dans la solidarité d'un système qui conduit fatalement aux grèves quand il ne conduit pas à l'émeute ? Sans doute, les manufacturiers réunis à Remiremont (Vosges) ont repoussé avec énergie l'idée de recourir aux réductions de salaire. Mais seront-ils longtemps libres de suivre, sur ce point, les inspirations de leur patriotisme ? »

Nous sommes donc dûment avertis.

Ou bien les fabricants français continueront à suivre les inspirations de leur patriotisme et la manufacture française battue sur ses propres marchés mettra la clef sous la porte et tous ses ouvriers dans la rue ;

Ou bien les fabricants français ne seront plus libres de suivre les inspirations de leur patriotisme, et comme leurs patriotiques voisins d'outre-manche, ils réduiront le taux des salaires de leurs ouvriers au caractère si bouillant.

Cette épithète *caractère bouillant* est fort joliment trouvée. Voyons un peu dans quelle position, ces fabricants qui reculent devant le devoir de prendre un peu sur leur superflu, mettront une famille ouvrière en réduisant le prix de la journée.

Je prends encore ici des chiffres fournis par les bourgeois.

« On a calculé, dit le même auteur, que sur un budget de 1800 francs, une famille d'ouvriers composée du père, de la mère, et de deux enfants, dépense 1620 francs pour sa nourriture. Les 180 francs qui restent sont pour le logement, le mobilier, le vêtement ! J'ai de nombreuses notes relevées sur place, dans des centres manufacturiers très distants les uns des autres, et d'après les indications les plus minutieuses fournies par les ménagères. Ces notes restent toutes dans la même donnée, quand elles ne constatent pas que la nourriture seule a absorbé le budget tout entier ! »

Nous ne voulons pas noircir le tableau : nous ne ferons pas observer que la moyenne du nombre d'enfants dans les familles ouvrières est non pas 2, mais 4 ; nous ne rappellerons pas que si 1800 francs est un budget moyen, il y a une foule de budgets ouvriers qui n'atteignent pas ce chiffre ; nous raisonnerons sur les chiffres donnés par nos ennemis.

Si, dans une famille dont le budget s'élève à 1800 fr. ainsi répartis, 1620 pour la nourriture, 180 francs pour le mobilier, le vêtement, le logement et le chauffage, vous abaissez le taux du salaire d'une façon si minime que ce soit, ce sont ou les 180 fr. qui disparaissent et voilà, en plein hiver les parents et les enfants tout nus sur les pavés de nos villes ; ou les 180 francs qu'on donne au propriétaire, au marchand de bois, et au tailleur, et alors ce sont les pauvres 1620 francs par an qu'on ébrèche et le pain sort de la maison.

Plus de pain ? alors... vous connaissez l'adage héroïque de nos classes ouvrières... du plomb !

Espagne.

Je vous ai déjà donné dans ma dernière lettre quelques renseignements sur l'attitude du parti constitutionnel, qui en ce moment, tient en échec le gouvernement de Canovas. Ce parti avait déclaré que si les élections prochaines ne sont pas libres, il sera obligé, d'avoir recours à la force ; que s'il prend part aux élections provinciales,

^{*)} Que sont à côté 20,000 voix donnés à Berlin à M. Fritsche.

^{**)} Aujourd'hui, en Allemagne, comme en France, en 49, on voit dans l'étalage de certains libraires des photographies du pape, des catéchismes religieux, et des brochures écrites par des agitateurs socialistes allemands.

ce n'est que pour présenter au peuple le tableau des tripotages électoraux (tableau assez connu d'ailleurs sous tous ses aspects, avec ou sans suffrage universel), et pour justifier plus tard sa retraite du terrain parlementaire et son appel franc et résolu aux armes. Mais, quoique les élections provinciales préparatoires se soient faites comme toujours, c'est-à-dire, sous la pression gouvernementale, et avec toutes les petites chicanes et les expédients habituels, — l'incertitude continue à régner. — L'élément militaire du parti constitutionnel semble être résolu quant à la route qu'il a à suivre; mais l'élément civil, au contraire, s'égare dans toute une mer de subtilités et, espérant toujours la rénovation des Chambres, il laisse le pouvoir se raffermir et préparer à son aise les élections parlementaires qui vont avoir lieu en février.

Cette divergence d'opinions se manifeste aussi dans les journaux du parti, qui, à côté de menaces masquées, font des déclarations de leur respect pour la légalité et des promesses de se soumettre à la constitution actuelle.

Les autres partis politiques continuent leurs conspirations; mais je crois, que malgré tous leurs efforts, leur action sera subordonnée, pour le moment, à celle du parti constitutionnel. Par suite de certaines circonstances, particulières à la politique espagnole et que je ne peux expliquer ici, c'est au parti constitutionnel, ou plutôt à son chef militaire, le général Serrano, qu'il appartiendra de trancher le nœud gordien de la situation de la monarchie, — situation qui chaque jour devient de plus en plus difficile.

Le nombre des maisons de paysans et de fermiers, mises aux enchères pour des retards dans le paiement des impôts, augmente de jour en jour, et les émeutes contre les impôts d'octroi continuent.

A Constantine, ville d'Andalousie, le jour de la fête de la ville, environ 500 femmes et hommes ont mis le feu aux barraques des octrois, aux maisons du percepteur en chef et du secrétaire de la municipalité, et à l'Hôtel-de-Ville, en criant: « à bas les impôts! » — A Morella, ville forte située non loin de Tortosa, le peuple insurgé a tué le percepteur des impôts. — A Tortosa l'insurrection s'est de nouveau répétée en partie; et l'abolition des octrois a été exigée dans plusieurs autres villes.

La crise industrielle se généralise, et la position des ouvriers devient de jour en jour plus désespérée. A Alcalá de los Gazules, par exemple, les ouvriers après avoir formé un attroupement menaçant, se sont dirigés vers l'alcalde de la ville en exigeant du travail; et l'alcalde a été obligé, pour les calmer, de leur promettre du travail pour le lendemain à la construction d'une route voisine.

Les propriétaires fonciers profitent du manque d'ouvrage pour diminuer les salaires des ouvriers agricoles, et faire faire des journées plus longues.

L'indignation, provoquée par ces mesures est immense. Les incendies de fermes se suivent et détruisent les maisons de ceux des propriétaires qui se distinguent par leurs mauvaises relations avec les ouvriers qu'ils occupent. On a tout lieu de croire que

ces incendies sont des vengeances préméditées et secrètement organisées.

Parmi les faits variés qui démontrent le sentiment de mécontentement général et les courants qui agitent notre pays, les faits qui se produisent dans la plaine de Valence méritent surtout d'être mentionnés. La récolte ayant été mauvaise, les colons allaient se trouver en présence d'une misère générale, s'ils payaient la rente aux propriétaires du sol. Alors, la plupart des colons se sont mis d'accord entre eux pour ne pas payer leurs baux. Ils ont fait connaître leur résolution au moyen de placards, affichés aux arbres, et ont averti ceux qui continueraient à payer les rentes aux propriétaires, que leurs terres seraient dévastées, leurs maisons et leurs récoltes brûlées. Ces menaces ont été exécutées. Quelques colons ayant payé la rente, ils ont eu leurs terres dévastées ou inondées et leurs maisons brûlées. Les baux ne se paient plus.

Ces faits ont jeté la terreur parmi les propriétaires, qui se sont réunis sous la présidence du gouverneur de la province, pour se consulter sur les moyens à prendre pour tenir tête à cette énergique attitude des colons. La première résolution prise fut de demander au gouvernement une augmentation de la gendarmerie. — Accordé, certainement. Quant aux autres mesures, on garde là-dessus le silence le plus strict.

La propagande socialiste-révolutionnaire marche. Des feuilles, des imprimés, et des agitateurs se répandent; et l'accueil qu'ils reçoivent partout est des meilleurs. Vous ne me demanderez pas plus de détails à ce sujet.

Russie.

Une brochure russe, *Les avantages de la dernière guerre*), vient de paraître à Genève. L'auteur de cette brochure, M. Dragomanoff, fait très-bien ressortir les fautes commises par le gouvernement russe en commençant la guerre trop tard, son incapacité pour la conduire, et les absurdités des traités de St-Stéphano et de Berlin. Après avoir tout fait pour empêcher les forces révolutionnaires des pays slaves de se manifester, le gouvernement commet une série de fautes, même au point de vue de son *Etat*, finit par laisser partager arbitrairement la Bulgarie, et livre ces populations slaves qu'il voulait émanciper, à la Turquie et à l'Autriche. Ces guerres et ces traités n'ont produit, d'après l'auteur, que le mécontentement.

Puis, s'adressant au parti libéral en Russie, l'auteur démontre toute l'incapacité de ce parti qui n'a même pas cherché à arracher au gouvernement les quelques misérables libertés qui devraient faire la base du programme de ce parti.

La brochure se termine par un appel à l'armée, qui, après s'être fait massacrer pour la libération de ses frères, va être bientôt lancée par le gouvernement contre le peuple, dès que celui-ci cherchera à manifester ses aspirations.

Suisse.

La section de Genève vient de proposer aux autres sections de la fédération jurassienne de prendre la résolution suivante:

« En présence des attaques ignobles et

*) Georg, libraire-éditeur.

des lâches calomnies, dont la presse de toutes nuances accable Hœdel décapité, la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs croit de son devoir d'exprimer ses plus profondes sympathies pour ce nouveau martyr des revendications populaires.

Le coup de revolver de Hœdel, en retentissant au milieu de la vile prosternation, affichée devant la monarchie par ceux qui se considèrent comme représentants de la pensée et de la volonté du peuple allemand pendant que ce peuple reste asservi sous le triple joug d'un empire militaire, d'une aristocratie rapace et orgueilleuse, et d'une bourgeoisie exploiteuse, ennemie du peuple, — ce coup de revolver, tiré sur celui que l'on considère comme la personnification de l'ordre de choses actuel, a donné un avertissement funèbre à l'infâme société bourgeoise.

Il nous rappelle notre devoir: guerre, sans trêve ni merci, à tous les exploiters.

Et, tant que cette guerre durera, l'humanité conservera la mémoire du ferblantier Hœdel, qui a su sacrifier sa vie pour lancer un sublime défi à la société et, avec son sang, jaillissant sous la hache du bourreau, a su inscrire son nom sur la longue liste des martyrs qui montrent au peuple la route vers un meilleur avenir, vers l'abolition de toutes les servitudes économiques et politiques.

Gloire à Hœdel, guerre à ses assassins!

Au moment où nous mettons sous presse l'immense majorité des sections, l'unanimité moins une, a accepté cette résolution.

Océanie.

Nouvelle Calédonie. — Un de nos amis nous communique une lettre personnelle qui lui est adressée par un de nos camarades déportés. Nous nous empressons de porter à la connaissance de nos lecteurs les passages auxquels nous pouvons sans inconvénients donner de la publicité:

« Si vous pouviez vous figurer combien il nous est agréable de recevoir des nouvelles de ceux que l'on a connu avant et pendant la Commune et desquels on n'a plus entendu parler depuis. — Sont-ils morts? — sont-ils vivants? — Ont-ils pu échapper à tant de massacres? Voilà, ce que nous les captifs nous nous demandons chaque jour. En même temps que nous sommes heureux de recevoir des nouvelles des personnes, il est aussi bien consolant pour nous d'apprendre que la démocratie sociale *n'est pas restée inactive*, qu'elle travaille au contraire très-activement, qu'elle s'affirme chaque jour d'avantage, qu'elle se meut, qu'elle vit enfin; car l'absence de mouvement pour une société c'est la mort! Travaillez donc bien, mes bons amis, vous qui pouvez. Travaillez pour nous qui sommes réduits à l'impuissance. Travaillez pour les captifs, pour la cause, pour la révolution; nous sommes avec vous de cœur et de pensée.

« Votre lettre a produit ici un très bon effet. — Elle relève les courages abattus, elle retrempe les cerveaux ramollis par les peines morales que nous avons à supporter, les privations matérielles que nous avons à subir; elle donne de l'énergie aux timides, de l'espoir à ceux qui désespèrent et de la confiance à ceux qui doutent.

« Nous avons déjà une vingtaine de suicidés et autant d'aliénés; il y en a beaucoup qui perdent la mémoire. Tout cela est

causé, le plus souvent par des chagrins de famille, *suppression ou cessation de correspondances.*

« L'administration, obéissant à un mot d'ordre venu de Paris, *profite de ces symptômes de découragement* pour engager les déportés à faire des recours en grâce; *affirmant que personne ne sortira sans cela de l'île des Pins; qu'il n'y aura jamais d'amnistie*, et au besoin, *elle menace* ceux qui travaillent pour elle, de leur enlever le travail s'ils ne signent pas de recours en grâce.

« Vous me demandez des renseignements sur notre situation; je vais essayer de vous en donner quelques-uns, car je ne puis tout vous dire aujourd'hui, je vous donnerai la suite dans ma lettre prochaine.

« A notre arrivée à l'île des Pins, habitée par les Canaques, on nous fit camper en pleines broussailles; il n'y avait ni routes, ni habitations sauf une vingtaine de barriques mauvaises, en paille, construites en forme de bonnet de police, par des forçats. Il y avait de quoi loger 200 déportés et le 17 février le nombre des déportés s'élevait à près de 1500 ! Vous pouvez juger combien il en resta sans abri. On nous donna des tentes pour nous abriter jusqu'à ce que nous nous soyons construit des habitations, *à nos frais bien-entendu.* — Mais que de difficultés ! point de marteaux, point de clous, point de hachettes, point de scies; il fallait couper son bois comme l'on pouvait, car, chose dérisoire, l'administration avait fini par distribuer une cognée par 40 hommes. Il fallait lier le bois avec des lianes.

« Quant à la nourriture la voici : nous recevons nos vivres en nature; ils se composent de 700 gr. de pain, 250 gr. viande fraîche quatre jours par semaine, 200 gr. de conserves les autres jours, le vendredi 225 gr. de lard salé; comme légumes, 3 ou 4 fois par semaine 17 ou 18 centilitres de riz à moitié mangé par les insectes. Café vert 20 gr., sucre brut ou cassonade, jadis 25 gr., aujourd'hui 20 seulement.... La loi sur la déportation nous accordant les vivres du soldat aux colonies, on peut voir si nous sommes volés !....

« Pour les vêtements, nous avons droit tous les ans à 2 chemises, 2 pantalons de toile, 1 blouse de toile, 1 pantalon de mauvaise étoffe que l'on appelle *droguet* et qui ressemble au vêtement des forçats; une casquette, un chapeau de paille, 1 cravate de laine, 2 mouchoirs, 2 paires de souliers. Voilà ce que nous devrions toucher tous les ans, mais lorsque le moment de toucher ces objets est arrivé, il n'y en a pas en magasin, et il faut attendre 3 ou 4 mois. Encore autant de volé !

« Les effets que nous recevions de France pendant les premières années, étaient meilleurs; ce n'est que depuis que le Dr Chavière, *plus garde-chiourme que médecin*, a été chargé de nous habiller que tous nos effets ont été de qualité inférieure. »

(A suivre.)

Nous arrêtons là cette lettre; nous en donnerons la fin dans notre prochain numéro. L'abondance des matières nous force à agir ainsi. Mais nous avons hâte de dire à nos amis, combien ils sont coupables *s'ils laissent* leurs frères sans nouvelles; pour montrer au monde *par quels moyens* on obtient les recours en grâce de quelques déportés, et comment le gouvernement traite *par mot d'ordre* la question de l'amnistie, pendant que MM. Gambetta et Combet en font à Lyon le sujet de « conversations charmantes. »

Nouvelles diverses.

Les élections lyonnaises. — On a fait pas mal de bruit, dans la presse bourgeoise, autour des élections de la 1^{re} circonscription de Lyon. La *Marseillaise* prétendait que la candidature Rochefort allait surgir comme candidature de l'amnistie; la *Marseillaise* se trompait. La lutte — devenue alors sans le moindre intérêt pour nous, sauf un intérêt statistique, — a été enfermée dans une question d'opportunisme ou d'antiopportunisme. Le Dr Chavanne, opportuniste extrême gauche, coupe de Louis Blanc l'a emporté par 8758 voix contre 4000 données ensemble à MM. Habeneck. (3100), Castanier et Milleron. La candidature Habeneck avait un caractère anti-ministériel et anti-religieux assez prononcé; il avait été révoqué de sa place de sous-préfet pour avoir voulu regarder ce qu'il y avait sous la robe des capucins de son arrondissement, et, pendant la période électorale, il s'était écrié qu'il fallait que l'Etat mit la main au collet de l'Eglise.

Aux élections du 14 octobre, le candidat opportuniste aujourd'hui décédé, M. Durand, avait réuni plus de 15,000 voix, L'opportunisme a donc perdu beaucoup de terrain.

La loi contre la démocratie-socialiste en Allemagne. — Après une discussion publique dans laquelle Bismark s'est montré insolent et grossier, et pendant laquelle Bebel (dém. soc.) a été assez oublieux des principes pour dire que son parti « n'avait rien à faire avec l'athéisme, le matérialisme, ... » que son parti était « ami des réformes et ennemi des révolutions », la loi a été renvoyée à l'étude d'une commission parlementaire. Elle en reviendra, paraît-il fortement amendée. Nous reparlerons de ces débats, que le *Vorwärts*, dans un intérêt facile à comprendre, a énormément mutilés, dans le compte-rendu qu'il en a fait pour ses lecteurs.

Les conseils de Prud'hommes en Belgique. — A l'instar de leurs camarades de Gand, nos amis de Verviers ont voulu prendre part aux élections de prud'hommes. Ils ont remporté un semblant de succès dont ils sont tout heureux; leurs candidats ont été élus : ce sont les citoyens Charlier, Hansez Boret, tous trois membres titulaires; Hansenne, Elias, membres suppléants. (Les patrons ont élus aussi trois patrons titulaires et deux suppléants).

Eh bien ! nous ne sommes pas fâchés que nos amis fassent une fois une expérience que la France a déjà épuisée. Nous les avertissons que les conseils de prud'hommes sont un leurre; que si les ouvriers qu'ils ont élus sont fermes, ils manqueront bientôt de travail; 2^o qu'ils n'auront jamais dans le conseil une majorité sérieuse; 3^o que s'ils peuvent quelquefois amener le conseil à donner raison à un ouvrier contre un patron ce sera pour des questions de quelques centimes, et que le conseil en prendra acte pour donner toujours droit au patron dans les questions où il s'agira d'une vingtaine de francs.

Nous attendons que les élus nous montrent *par des actes* comment les conseils de prud'hommes peuvent d'une manière effective défendre les intérêts des ouvriers. Pour nous, le succès que nos amis viennent de remporter est un *succès apparent*; nous attendrons qu'ils nous prouvent en fait que c'est un *succès réel*.

Les députés voyageurs. — Depuis quel que temps, nos députés voyagent. Ils éprouvent le besoin d'offrir leur bedaine aux adorations des populations qui les ont élus, et naturellement leurs amis font en sorte qu'ils ne puissent rencontrer sous leurs pas aucune opposition courageuse;

A Romans (Drôme), M. Gambetta a lâché son discours programme; (6000 auditeurs disent les journaux). Ce discours n'offre rien de bien particulier : M. Gambetta veut une administration républicaine, une armée qui ne fasse pas de politique. (lisez entre les lignes : qui suive la sienne), des juges inamovibles, (mais ayant besoin de l'investiture de son gouvernement). M. Gambetta veut rendre à l'Université la collation des grades et se prononce contre la conversion de la rente. M. Gambetta, enfin, nous console en nous assurant que M. de Mac-Mahon ne nous quittera pas après les élections sénatoriales républicaines; « Non, dit M. Gambetta, le président ne se retirera pas, il ne doit pas se retirer, il ne peut pas se retirer, il n'a aucun intérêt à se retirer » — et, ajoute-t-il probablement dans sa barbe : « j'ai intérêt à ce qu'il ne se retire pas avant que je ne sois prêt à prendre sa place. »

Dans un banquet de 120 couverts, M. Louis Blanc, devant qui on avait placé un petit buste de la République fait à sa taille a raconté son livre sur la Convention, avant d'exposer son programme. Ce programme contient, au point de vue politique, l'introduction du principe électif à tous les degrés, et au point de vue économique cette réclamation :

« La recherche active, incessante, des moyens les plus propres à mettre la justice dans l'impôt, à aider le pauvre dans sa lutte contre le despotisme de la pauvreté, à établir la liberté du travail par l'association du travail avec le capital. »

Et il ajoute comme tactique :

« Tout cela ne saurait être l'œuvre d'un jour.... ne rien laisser au hasard, ne rien brusquer, ménager les transitions.... »

En un mot : *démocratie, opportunisme, pseudo-socialisme* : tout le programme des démocrates-socialistes allemands lors des dernières élections qui ont eu lieu à Berlin.

Un manifeste. — La Fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs vient de lancer un Manifeste dans lequel elle met en garde les ouvriers contre ces manœuvres bourgeoises qui, sous prétexte de « Patrie » ou de « République » tendent à les écarter de la voie de leur émancipation. Elle les engage à venir prendre leur place au sein de l'Internationale.

Le bonheur en Suisse. — La Suisse prospère, nous dit-on. Or, nous apprenons, d'après un travail de M. Niederer, que sur une population de 2,654,454 âmes, (la population étrangère flottante non comprise), il y a 180,342 personnes qui sont soutenues par l'assistance publique; bref, **un sur quatorze !** Dans ce chiffre nous ne comptons pas, bien entendu, ceux qui préfèrent la misère, la mort même, à l'assistance publique.

Comment la bourgeoisie civilise. — Le valeureux peuple Bosniaque après avoir lutté trois ans contre les Turcs, lutte maintenant avec le même courage contre l'armée « civilisatrice » de l'Autriche. Hommes, femmes et enfants prennent part à la lutte et ont tenu un mois en échec une armée de 200,000 hommes. Les femmes se battent comme des lionnes, et après avoir tiré la dernière cartouche se défendent au couteau. Mais, que voulez-vous ? L'Autriche a besoin de nouveaux marchés. Donc, périssent les Bosniaques !

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—
Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(SUITE)

J'arrive aujourd'hui à la question de savoir quel rôle historique était appelé à jouer le parti-démocrate socialiste, et s'il l'a rempli.

Quand une nation marche à la République elle y est certainement menée par un parti républicain. Pour qu'un pays songe à une forme gouvernementale déterminée, et se la donne ensuite, ne faut-il pas que parmi les habitants de ce pays, il y ait des citoyens qui la désirent ? qui parlent, écrivent, pour convaincre leurs compatriotes de sa supériorité ? qui luttent, votent, combattent si on les y force, meurent même, pour en assurer le triomphe ? De cette vérité qui nous semble de toute évidence, le peuple a fait un proverbe, il dit : Pas de République, sans républicains.

Notons donc en passant que puisque l'Allemagne est à la veille d'une République, elle doit avoir parmi ses partis politiques un parti républicain.

Ce n'est pas tout. L'homogénéité d'un parti, — l'histoire le démontre, — ne saurait être de longue durée. Une période s'écoule, puis le parti se double et se subdivise ; les fractions qui résultent de ce sectionnement politique vivent désormais d'une vie propre, et, pour se qualifier, accolent au nom générique du parti, qu'elles conservent, certaines épithètes plus ou moins heureusement choisies. Le parti républicain ne saurait pas plus que les autres échapper à cette loi du progrès. Il la subit.

Le cadre de cet article ne nous permet pas l'étude de toutes les nuances du parti républicain. Nous laisserons presque entièrement dans l'ombre, celles qui sont produites par des questions de tempérament ou qui sont le résultat de l'immoralité politique, mais nous nous arrêterons devant celles qui proviennent de divergences de principes. Ainsi, nous ne parlerons ni de républicains modérés, ni de républicains intransigeants, ni de républicains à l'eau de rose, ni de républicains rouges ; nous ne mentionnerons qu'en passant ces « républicains du lendemain » lâches ou ambitieux, toujours hâteux de rallier le plus fort, si prompts à passer du côté du manche ; et ces « républicains de la veille » stoïques à la Barbès, qui toujours à la peine ne sont jamais au profit ; mais nous porterons notre investigation sur les deux grandes branches républicaines qu'une théorie divise, et qu'une mare de sang sépare : les

républicains-socialistes, et les républicains bourgeois.

Voici la question qui divise ces deux groupes républicains :

Les républicains-bourgeois s'imaginent, ou font mine de se figurer, que pour avoir la République il suffit d'établir le suffrage universel et de chasser la royauté. Il leur semble, ou ils font semblant de croire, que chaque homme étant électeur, il sort de l'urne une réelle majorité nationale. Les républicains-socialistes comprennent que cela ne suffit pas. Ils affirment qu'avec le *droit de vote*, il faut encore l'*indépendance économique de l'électeur*, si l'on veut, au lieu d'une majorité factice, avoir une majorité dans toute la sincérité et la brutalité du mot. Avec les premiers, on a la République d'une minorité capitaliste ; avec les seconds on a la République des majorités.)

Au point de développement où est arrivée l'Allemagne, à la veille d'un 1848, elle possède ces deux partis.

Certes, même en 1848 il y avait des démocrates en Allemagne, mais ces démocrates n'étaient pas des républicains, et on peut dire hardiment que c'est seulement en 1868 que se fonda à Stuttgart un « parti populaire » que son programme permit de considérer comme un parti de la République.

Disons seulement en deux mots, l'histoire et le programme de ce parti.

Une première réunion de délégués des groupes démocratiques, groupes encore isolés à cette époque, fut tenue à Bamberg (22 décembre 1867) ; elle n'aboutit pas. Mais, l'année suivante, à Stuttgart (19-20 septembre, 1868) la constitution du « parti populaire » (*Volkspartei*) eut lieu. Dans les préliminaires de son programme, ce parti visait en autres choses une résolution que les ouvriers venaient de prendre à Nürnberg, (5-6-septembre 1868), et une lettre adressée par Johann Jacoby à la Société démocratique de Hambourg.

Il était dit dans cette lettre :

« Il faut tendre à obtenir sur le terrain politique le gouvernement complet et sans réserves du peuple par lui-même. Le système représentatif qui existe aujourd'hui, répond aussi peu au principe démocratique de l'égalité que la domination d'un seul.

..... La conséquence logique du droit de vote, égal et universel, est la *participation directe du peuple à la législation comme au gouvernement de l'Etat*. Celui-là seulement qui reconnaît ce principe, est véritablement démocrate. »

La résolution visée du Congrès de Nürnberg était celle-ci :

« La liberté politique est l'instrument indispensable »

*) On sait que les anarchistes opposent à ces deux Républiques, la République des contrats.

ble pour réaliser l'émancipation économique des travailleurs. En conséquence, la question sociale est inséparable de la question politique ; sa solution dépend de la solution de celle-ci, et n'est possible que dans un Etat démocratique. »

Il sembla un instant, qu'autour de ce programme démocratique à tendances sociales, un parti puissant était fondé. Au lendemain des victoires prussiennes, Jacoby et ses amis avaient rompu avec les anciens démocrates qui, sous le nom de *Progressistes*, se ralliaient au gouvernement, et ils venaient adhérer au « Parti populaire ». Bebel, Liebknecht, avaient déjà siégé au Congrès de Bamberg (1867) comme représentants du « parti populaire de Saxe » et de plus, le journal que ces Messieurs rédigeaient sous le nom de « Feuille démocratique de la semaine » (*Demokratisches Wochenblatt*) prenait ce titre : « *Organ der deutschen Volkspartei* » c'est-à-dire « Organe du parti populaire allemand ».

Mais en Allemagne, comme en France, comme partout d'ailleurs, la scission du parti républicain en deux branches ennemies ne dépendait pas des hommes ; elle était de la nature même des choses.

Ce parti, en effet, qui venait de se former n'était pas absolument homogène. Les éléments qui le composaient n'étaient pas identiques. Ce bourgeois repu et cet ouvrier affamé, ce blanc du salon et ce nègre de l'usine, se ressemblaient-ils assez pour se croire frères même en politique ? assez pour aller longtemps côte à côte, le paletot frôlant la blouse, la main sale dans la main propre ? Il était naïf de l'espérer. Le programme accepté par tous deux contenait bien les deux questions à la fois, la sociale et la politique, mais il y avait quoique l'on fit, derrière ce chiffon de papier, deux classes en présence : la bourgeoisie et le prolétariat. Il était évident que le jour où à l'aide de réformes obtenues en commun, la classe la plus nombreuse aurait au bout du bras un vote conscient et libre, elle exigerait justice complète, fin de tout privilège, sans s'inquiéter de savoir si ce désir atteindrait les membres de sa camarade de combat.

Ce raisonnement n'était-il pas à la portée de nos têtes bourgeoises ? alors, les avertissements de Lassalle et de Marx étaient là.

Lassalle dont la populaire clarté n'a peut-être été atteinte que par Bakounine, n'avait-il pas appelé assez haut les ouvriers à la rupture avec la bourgeoisie, avec cette bourgeoisie qui ne formait à ses yeux qu'une seule et même masse réactionnaire ? n'avait-il pas éveillé dans leur cœur la

fameuse « conscience de classe ? ») Et Marx ne recommandait-il pas la « formation d'un Etat populaire » qui, dégagé des abstractions supermétaphysiques du maître, n'était rien autre chose « que le prolétariat élevé au rang de classe dominante » ?

Et si même ces avertissements ne suffisaient pas pour ouvrir les yeux à cette bourgeoisie obtuse, ne restait-il pas comme dernière et suprême ressource, l'expérience terre à terre, les enseignements au jour le jour ?

Dans ce programme qui semblait contenir les mêmes choses, on voyait nettement déjà paraître le germe dont l'éclosion certaine, la rapide et puissante végétation devait écarteler de plus en plus les deux classes en présence, comme les fragments d'une dalle brisée. Tandis que la bourgeoisie démocrate consentait à ne pas abandonner le le point de vue social, les ouvriers nettement socialistes tendaient à la démocratie. Chaque jour les ouvriers devaient appuyer sur la note socialiste ; ainsi au Congrès de Bâle (1869), ils allaient voter la propriété collective. Chaque jour la bourgeoisie effrayée de cette note qui la compromettait aux yeux de ses clients campagnards et petits bourgeois, devait vouloir y mettre une sourdine.

L'écartement était forcé. Il eut lieu, et à côté du « parti démocrate bourgeois » prit place le « parti démocrate socialiste »

Ce fût au Congrès d'Eisenach (août 1869) que fut définitivement fondé le parti de la démocratie sociale. Voyons quel fut le programme voté par ce Congrès.

(A suivre.)

Le député Hasselmann

Nous saluons de tout notre cœur le discours qu'Hasselmann vient de prononcer au Reichstag, au cours de la seconde lecture de la loi contre les socialistes.

Le ci-devant éditeur du journal *Le Drapeau rouge* a su faire entendre à Bismark et aux délégués d'une bourgeoisie effarée, la voix résolue de l'ouvrier prêt à l'insurrection. Nous regrettons de ne pouvoir publier ce discours *in extenso*, mais nous nous faisons un plaisir d'en publier les passages principaux :

« Nous nous attendions depuis longtemps, — dit-il — à l'absolutisme que l'on veut introduire aujourd'hui. On veut qu'à la lutte légale succède la violence. Eh bien, si le sang coule, qu'il retombe sur ceux qui seront cause qu'on l'aura versé. ... Vous condamnez des doctrines que vous ne connaissez pas... Vous reprochez à la Commune de Paris de ne pas avoir formulé son idéal ? Mais, en présence de deux armées, le démocrate-socialiste le plus enragé n'aurait pas pensé aux associations de production. Ce n'est pas sous les bombes versaillaises qu'on les organise... »

... La société existante, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est une nouvelle forme de l'esclavage... »

Le travailleur doit jouir du produit entier de son travail. L'association productive, la mise en commun des produits et des instruments de production : voilà le remède. Ce n'est pas une maison de force que nous rêvons : le travailleur sera libre d'entrer

dans l'association qu'il choisira ; chacun aura du travail et de quoi vivre... nous ne voulons pas de votre socialisme gouvernemental

Vous faites chasser les socialistes des fabriques ; c'est ainsi que vous créez des agitateurs socialistes ; les ouvriers restant ont dit aux renvoyés : « prenez nos affaires en mains, faites de l'agitation, nous vous nourrirons ». Nous voulions rester dans la voie légale, mais ce sont les classes régnantes qui proclament le régime de la force. Nous ne faisons pas appel à l'insurrection, mais si on aiguise contre nous bayonnettes et sabres, nous sommes prêts à nous défendre. Pas plus que le prince de Bismark, nous ne voulons vivre dans une société de bandits ».

Après de vives interruptions, Hasselmann reprend :

« Je le répète, je ne fais pas appel à l'insurrection, mais je suis prêt à chaque instant à défendre mon idée et à mourir pour elle. »

Et désignant du doigt le grand chancelier, il ajoute :

« J'avertis encore une fois le prince de Bismark : qu'il se souvienne du 18 Mars 1848 ! »

Ce discours, prononcé d'une voix ferme par cet homme, à face pâlie par la prison, transmis par le télégraphe dans tous les coins du monde, tiré à des millions d'exemplaires par la presse de tous les pays, fait battre d'espoir plus d'un cœur honnête d'ouvrier. Hasselmann a parlé à la foule : il a compris sa mission.

Correspondances.

Allemagne.

Les discussions qui ont eu lieu au parlement allemand à la première lecture de la loi anti-socialiste, ont dû passablement désillusionner ceux qui espéraient entendre de la bouche des délégués socialistes une vigoureuse défense de leurs droits. Comme il arrive fatalement dans les parlements, ce n'est pas à la foule du dehors, attentive ce jour-là, que se sont adressés les députés socialistes montés à la tribune. Oubliant cette foule et sacrifiant les intérêts généraux pour des questions de tactique (mesquine, puisque parlementaire), ils n'ont parlé que pour les messieurs du Reichstag. « Mieux vaudrait, cependant, parler pour les vagues de la mer. »

Nous n'avons pas à entretenir nos lecteurs des arguments, vieux comme le monde, reproduits par le gouvernement pour présenter au Reichstag la nouvelle loi. Nous allons droit aux discours de Bebel et de Bracke, les deux démocrates socialistes qui ont pris la parole.

Cherchant à tout prix à représenter la démocratie sociale comme aussi inoffensive que possible, ces discours n'ont certes pas été ceux des défenseurs d'une classe qui vient prendre sa place au soleil. Tactique parlementaire, et rien de plus !

Comme de raison, Bebel commence par repousser toute responsabilité de la démocratie sociale dans « l'infâme attentat » de Hødel et de Nobiling. Puis, il raconte longuement les nombreuses occasions que Bismark a cherchées, avec un certain succès, pour se rallier le parti ouvrier de Lassalle et de ses héritiers politiques, et pour s'en

faire un instrument de lutte contre les libéraux. Cette coquetterie a duré jusqu'aux derniers jours, Bismark cherchant à se faire adresser par Fritsche des rapports sur le socialisme. « Qui prouverait donc — dit Bebel — que le prince Bismark ne retombera pas de nouveau dans le socialisme ? Et réellement, son projet de chemins de fer passant tous aux mains de l'Etat, et son projet de monopole du tabac ne sont-ils pas éminemment socialistes ? (Nous aurions peine à croire que Bebel ait dit une pareille chose, si nous ne lisions ces paroles dans le *Vorwärts*, n° 111).

Puis, Bebel parle longuement de la liberté de la presse et fait un plaidoyer... pour ceux des ouvrages d'économie politique bourgeoise, qui osent se prononcer pour la propriété collective du sol. Eux aussi seraient défendus par la loi, ainsi que toute agitation, même pour réaliser des palliatifs ! — Mais la littérature du peuple, les revendications de la canaille ? — N'en parlons pas ! Nous connaissons la valeur de Bebel, mais, enfermez qui vous voudrez dans une enceinte parlementaire, et la parole, la vraie parole du peuple, se glacera sur ses lèvres. On ne hante pas impunément des lépreux.

Venant aux suites qu'aurait l'acceptation du projet de loi, Bebel dit : « L'opinion générale du parti est que cette loi ne saurait que nous profiter. » Les brochures qui à peine s'écoulaient aujourd'hui à 4000 en deux ans, s'écouleraient à 20,000, à 30,000 en quelques semaines, et seraient payées double ou triple prix. Le gouvernement aura beau faire ce qu'il voudra, il n'empêchera pas qu'on se réunisse à trois, quatre, cinq ouvriers, à domicile, en secret, et qu'on y lise et discute les brochures défendues. Les persécutions feront la démocratie-socialiste redoubler d'ardeur, la pousseront à se fanatiser. Les ouvriers se réuniront et s'entendront partout, sans qu'on puisse découvrir les traces de l'organisation. Le gouvernement triplera sa police et ne parviendra qu'à soulever le mécontentement général. »

Nous observons, en passant, que cela est aussi notre opinion ; mais nous relèverons ce fait que le passage cité nous semble bien en contradiction avec les affirmations répétées du parti, que ce n'est que par la conquête des libertés de la presse, des réunions, des libertés politiques en général, que le socialisme parviendra à triompher.

Arrivant à l'exposé du programme démocrate-socialiste, Bebel proteste énergiquement contre l'imputation faite au parti, de vouloir réaliser son idéal par la révolution violente. La révolution — dit-il — peut très bien se réaliser pacifiquement par une série de réformes (!) ; l'Etat devrait entreprendre ces réformes. Le socialisme démocratique n'a rien à faire non plus, avec le darwinisme et l'athéisme ; il laisse pleine liberté à chacun de professer ses idées religieuses ; ainsi, par exemple, dernièrement, un article de la revue socialiste, *Die Zukunft*, a vivement attaqué Most pour sa propagande anti-religieuse.

Quant à la révolution violente, le parti n'en veut pas, et c'est assez prouvé, dit Bebel, par le manifeste de Gand, qui « a été rédigé spécialement contre cette fraction des socialistes, qu'on appelle anarchistes et qui travaille exclusivement pour la révolution violente. Cette fraction, qui avait pour représentant Michel Bakounine, déclare :

¹ Connaissance de soi-même comme classe.

il n'y a pas d'autres moyens que la révolution violente; et si on connaît aujourd'hui en Allemagne ce que veulent les anarchistes, et ce que Michel Bakounine avait spécialement choisi pour but, — ce n'est pas grâce à messieurs les conseillers d'Etat ou à la chancellerie, *c'est grâce à la tête intellectuelle et scientifique de l'Internationale et du socialisme, Karl Marx*, qui a publié les pièces détaillées là-dessus, comme l'a bien avoué, en nous en remerciant, même notre adversaire, Rudolph Meyer. » (*Berl. Freie Presse*, n° 223).

Nous nous abstenons de tout commentaire à propos de cette phrase.

Ne connaissant le discours de Bracke, que d'après un rapport sténographique des journaux bourgeois, (le *Vorwärts* ne le reproduit que très brièvement), nous préférons ne pas en parler; à notre point de vue, il nous semble presque impossible qu'un socialiste, alors même qu'il fait partie des adeptes « de la tête intellectuelle du socialisme » ait pu prononcer ce discours, où l'orateur s'attache à démontrer que « les tendances de la démocratie sociale ne sont nullement dangereuses pour l'Etat, » que « la prise de possession des chemins de fer au nom de l'Etat est aussi une idée socialiste. » et que « la démocratie sociale ne cherche qu'à régler les intérêts divers des patrons et des ouvriers par des mesures pacifiques. »

Bismark répond. Il avoue qu'il a eu des relations passagères avec Lassalle, parce que Lassalle était profondément monarchiste et nationaliste, mais qu'il ne peut avoir rien à faire avec les piteux successeurs de Lassalle, surtout depuis que Bebel et Liebknecht ont fait l'apologie (il y a huit ans!) de la Commune de Paris.

Quant aux rapports qui lui auraient été adressés par Fritsche il affirme que ce Fritsche — qu'il prétend ne pas connaître, — n'est qu'un menteur; et lorsqu'on lui observe que Fritsche est un député, il s'excuse, en disant qu'il ne croit pas qu'un député puisse mentir ainsi.

Bismark avoue cependant qu'il a engagé le roi de Prusse à donner de sa cassette de l'argent pour soutenir des associations ouvrières, qui deviendraient propriétaires de leurs usines, parce qu'il croit à la possibilité d'organiser ainsi la production; ce à quoi il ne croit pas, c'est qu'on puisse organiser la répartition des produits et l'échange par l'Etat; l'Etat rêvé par les démocrates socialistes, ne serait qu'une immense maison de force.

Prenant la France pour exemple, il demande des mesures répressives. Pour ne pas voir la société tomber sous le couteau des nihilistes, sous le fusil à chevrotines de Nobiling et sous le joug d'une poignée de bandits, il insiste pour qu'on accepte la loi proposée par le gouvernement.

La demande de Bebel de rappeler Bismark à l'ordre pour s'être permis de traiter un député de menteur, et les socialistes de bandits est, naturellement repoussée par le président.

La loi est renvoyée d'abord à une commission composée de conservateurs, de libéraux et d'un socialiste, et cette commission a déjà accepté, avec de légères modifications, toutes les clauses de la loi, excepté celle qui a trait à la presse.

Italie.

J'ai eu l'occasion de passer quelque temps dans une des grandes villes de l'Italie septentrionale, et de faire connaissance avec des ouvriers socialistes-anarchistes. D'après toutes les conversations que j'ai eues, tous les renseignements que j'ai pu recueillir, je reste convaincu que le mouvement socialiste en Italie est très fort; dans les grandes villes les membres de l'Internationale se comptent par centaines, et se recrutent exclusivement dans la classe ouvrière.

L'acquiescement des amis de Bénévent a été accueilli avec une sympathie générale. La foule se pressait aux portes du tribunal, et lorsque les accusés ont été acquittés, on les a reçus avec des cris de joie. On allait au café pour les régaler, on causait, on prononçait des discours. Après leur départ, plusieurs cercles socialistes se sont formés dans la localité.

Le récit du jugement de Bénévent, raconté par les journaux, aurait probablement produit plus d'agitation, soulevé encore plus de discussions, si les esprits n'avaient pas été occupés juste en ce moment par le drame si touchant des Lazzarettistes.

Il y a quelque temps, on donnait à Gènes une pièce de théâtre, où paraissaient les socialistes russes et les généraux, leurs persécuteurs. Les acteurs qui représentaient les premiers étaient accueillis par les applaudissements frénétiques du public et par des cris d'encouragements, tandis que ceux qui représentaient les seconds étaient hués et sifflés tout le temps, si bien qu'ils avaient toutes les peines du monde à débiter leurs rôles. Cette part vivante que les spectateurs prenaient à la pièce allait tous les jours en croissant. Le tapage devenait épouvantable; les quelques-uns qui osaient ne pas sympathiser avec les socialistes recevaient des coups dans les galeries.

Après la 4^{me} représentation, la pièce a été défendue.

NAPLES. — *Mieux vaut tard que jamais dit le proverbe.* Aussi, moi qui n'ai pu en temps opportun, vous tenir renseigné sur le procès de Bénévent, je vous envoie aujourd'hui quelques détails qui pourront peut-être être agréables à vos lecteurs.

Quand commença l'instruction du procès, un certain Forni, qui quittait à cette époque le poste de questeur à Naples, — un véritable ornement du Saint-Office, — sollicita l'honneur de prendre part au procès en qualité de procureur du Roi près le tribunal de Santa-Maria. Naturellement les prévenus proclamèrent leurs principes et leurs intentions, mais ils refusèrent de répondre à toute autre demande.

On procéda après, à l'arrestation de quelques uns des socialistes les plus connus.

Au bout de deux mois, environ, la chambre du conseil délivrait ces derniers, et renvoyait les 26 de la bande, ainsi que les 7 arrêtés à Solopaca à la section d'accusation. Celle-ci les renvoyait devant les assises sous l'accusation de conspiration, d'attentat, d'homicide et de blessures sur la personne de carabiniers royaux. Survint la mort de Victor Emmanuel. Le roi Humbert accorda l'amnistie pour tous les crimes politiques. La section d'accusation, en renvoyant la cause, trouva qu'ils avaient été seulement amnistiés pour les crimes de conspiration et d'attentat, mais non pas pour

ceux d'homicide et de blessures commis (selon les expressions de la section) *par la soif du sang*. Ainsi les 26 accusés (les 7 qui n'avaient pas pris part aux actes de San Lupo venaient d'être délivrés), furent traduits devant les assises de Bénévent. Les débats commencèrent le 14 août et durèrent 13 jours. Plusieurs incidents très curieux eurent lieu, entre autres une prise entre Malatesta et le Forni venu exprès à Bénévent pour faire le réquisitoire dans ce procès. Malatesta appella Forni *quelque* deux ou trois fois; Forni furieux, demanda que Malatesta fut rappelé à l'ordre. Mais cela souleva un tel tumulte que l'audience fut levée pour ce jour-là. L'accusation retira la phrase: *soif du sang*, et la remplaça par une autre plus modérée; on accorda ensuite aux accusés le bénéfice des circonstances atténuantes, dans le secret espoir évidemment de mieux assurer une condamnation. La défense fut présentée par trois excellents avocats de Bénévent: Baricelli, Nardomeo et Barra, et d'un de nos compagnons de Naples, l'avocat Merlino. Ce dernier fut constamment interrompu dans son plaidoyer. Le motif donné par le Président fut *une accusation stupide*, d'autant plus stupide que les efforts qu'il faisait pour entraver la défense étaient plus visibles. — Le verdict, comme vous savez, a été l'acquiescement pour tous. Ce magnifique résultat a été dû en grande partie, à l'opinion publique Bénéventine très favorable aux accusés. Lorsque ceux-ci sortirent dans la ville, ils furent accueillis triomphalement et fêtés pendant tout le temps qu'ils restèrent à Bénévent.

Je devrais vous dire l'artifice mis en usage par le gouvernement pour obtenir une condamnation: je devrais vous décrire le grand appareil, le déploiement extraordinaire de force publique dont Bénévent a été le théâtre pendant toute la durée des débats: je devrais vous parler de l'ordre télégraphique d'envoyer un escadron de cavalerie... etc. mais j'aime mieux finir en vous disant que non seulement à Bénévent, mais dans tout le Napolitain, la propagande internationaliste rencontre un terrain d'autant plus favorable qu'il l'était peu auparavant — Au cours de ce procès, le gouvernement a fait toucher du doigt aux populations tout ce qu'il y a de mensonger dans les invectives qu'il lance aux socialistes tout ce qu'il y a de bassesse dans ses insinuations. Une fois encore: *Rendons des actions de grâces à nos ennemis.*

Nouvelle Calédonie. — Voici la suite de la lettre dont le commencement a paru dans notre dernier numéro:

« Mais, ce dont nous avons le plus souffert, c'est le régime qui nous fut infligé, par les ordres de l'amiral Ribourg, envoyé exprès pour faire une enquête sur l'évasion de nos camarades: (évasion Rochefort, Jourde... etc.). Quelques-uns dont je fus, ont été accusés de complicité et amenés trois fois pour subir un interrogatoire. Il révoqua le gouverneur et le docteur de la déportation: renvoya presque tous les déportés qui étaient à Nouméa, et je fus de ce nombre. Alors commença pour nous l'époque la plus terrible que nous ayons eue à traverser, époque que l'on peut appeler: l'ère de la réaction clérico-bonapartiste. Le gouverneur provisoire nommé par l'amiral Ribourg, fut le fameux Alleyron, colonel de

sinistre mémoire, l'exécuteur des fusillades de la caserne Lobau. Sous le ministère Pothuau. La Richerich étant gouverneur, nous étions libres de parcourir l'île des Pins en tous sens, sauf un seul réservé pour le territoire militaire; nous avions la liberté d'aller dans le bois, et au bord de la mer; l'appel n'avait lieu qu'une fois par semaine, le Dimanche matin; notre correspondance était un peu plus libre, et nous pouvions recevoir tout l'argent qu'il était possible de nous envoyer; les surveillants étaient moins grossiers. Mais l'ignoble Alleyron commença par nous faire répondre à l'appel tous les jours; il nous supprima la liberté de promener vers le bois et du côté de la mer; les surveillants devinrent insolents et provocateurs; il y en a qui se sont même permis de tirer sur des déportés des coups de revolver, et cela sans l'ombre d'un motif. Ils n'ont pas reçu pour cet acte de bravoure la moindre punition.

• Il y a eu 841 grâciés ou commués, c'est-à-dire, 540 commués à la détention, et 300 grâciés avec l'obligation de résider dans la grande terre.

• On pourrait croire que la commission des grâces a ajouté cette clause de résider à la grande terre, dans l'intérêt de la colonisation; mais lorsque l'on connaît les déportés qui en ont été l'objet, pour la plupart vieillards, infirmes, hommes sans professions, on se demande quels sont les motifs de cette étrange conduite. Je prends un exemple entre beaucoup d'autres: un déporté nommé Chéron, s'est marié à Nouméa, avec une femme condamnée à la déportation simple, il fut renvoyé à l'île des Pins avec sa femme, après l'évasion de Rochefort, et il se laissa aller à signer avec sa femme un recours en grâce sur le même papier. La commission a grâcié sa femme avec obligation de résider à la grande terre, et elle a rejeté le recours en grâce du mari. Voilà donc la grâce que l'on fait aux déportés: on brise leur famille quand il leur a été permis d'en former une.

• Quant à la situation des grâciés avec obligation de résider dans la grande terre, elle est des plus pénibles. Il existe une misère épouvantable à Nouméa. Cette misère a deux causes qui ont elles-mêmes pour origine l'incurable incapacité économique de la bourgeoisie: la banque «Néo-Calédonienne» de Nouméa a fait faillite, ce qui brise pas mal d'industries; des capitaux se sont jetés sans compter dans les mines de Nickel et ont amené une telle accumulation de minerais que les débouchés se sont hermétiquement fermés pour quelque temps. De là, beaucoup de faillites; manque de confiance, de crédit; cessation complète de travail.

• La plupart des déportés simples qui étaient autorisés à résider, soit à la grande terre, soit à Nouméa, depuis 2, 3, ou 4 ans, sont obligés de demander à être réintégrés à l'île des Pins, sous peine de mourir de famine. — Les grâciés avec obligation qui étaient partis pour leur nouvelle patrie, se trouvaient dans un tel état, que l'administration supérieure leur a accordé les vivres des non-grâciés, et pour logement la ferme de Jaoué, située à 10 kilomètres de Nouméa. — Quant à ceux des grâciés qui ne sont pas partis, ils sont autorisés à rester avec nous, seulement, ils ne touchent plus

comme avant ni vêtements, ni savon; ils sont seulement dispensés de l'appel quotidien.

«Ainsi les fameux grâciés du glorieux maréchal président de la soi-disant République, sont maintenant soumis au régime arbitraire du bon plaisir de l'administration, ou à mourir de faim. Et nous, les incorrigibles, les purs comme on nous appelle, nous avons droit, droit de par la loi, aux vivres, aux vêtements, et au reste.»

Cette seconde partie de la lettre du déporté montre la prospérité industrielle de la colonie, et elle nous explique une chose inexplicable pour nous: la largeur de la clémence du Maréchal, (841 grâces!) par la situation heureuse qui est faite aux grâciés.

Nouvelles diverses.

Un sur quatorze, et un sur sur quatre.

— On nous affirme que l'entre-filet que nous avons publié dans notre dernier numéro, et qui avançait qu'en Suisse, il y a un habitant sur 14 réduit à demander son pain à l'assistance publique, a produit une certaine émotion. Certaines personnes, au lieu de joindre leurs efforts à ceux des socialistes pour que cet état de choses prenne fin, ont pris un parti plus chauvin et plus simple à la fois: c'est de le nier; et pour ne pas voir le danger de fourrer, comme l'oiseau traditionnel, leur tête dans un trou.

Nous affirmons à ces personnes, que jamais le journal l'Avant-Garde n'avance un chiffre sans être certain que ce chiffre est conforme à la plus scrupuleuse vérité. Les chiffres dont il s'agit sont pris dans le livre «Le paupérisme en Suisse» par M. Niederer, grand in 4° de 500 pages, publié il y a un mois, par la société de statistique suisse.

Si nos St-Thomas helvétiques prennent la peine de feuilleter l'ouvrage en question, ils y verront ce petit détail curieux: à Bâle-ville, un citoyen sur quatre reçoit des secours de l'assistance publique.

Les accusés du congrès ouvrier de Paris. — L'affaire du Congrès ouvrier de Paris aura son dénouement prétendu juridique, mardi 22 octobre devant la 10^e chambre correctionnelle. Les 39 prévenus sont assignés à comparaître, sous la prévention d'avoir fait partie, depuis moins de trois ans, d'une association de plus de 20 personnes, non autorisée par le gouvernement. Les articles visés sont donc les art. 291, 292 du code pénal, 1^{er} et 2 de la loi du 10 avril 1834.

Parmi les prévenus sont les citoyens Guesde, Massard, Deville, Finance, Chabry, et les signataires de la protestation du 22 août contre l'interdiction du Congrès ouvrier.

VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(FIN)

Aussi, si le prolétariat français pouvait se laisser prendre aux promesses de cet avocat ambitieux; si M. Gambetta avait réussi à coucher ce prolétariat sur le lit de Procuste de sa république démocratique;

alors il aurait réussi sans nul doute, à rétablir le gouvernement français dans toute sa grandeur et sa prépondérance antérieure.

Mais le fait est, que dans cette tentative il ne peut pas réussir.

Aujourd'hui, il n'y a au monde aucune force, aucun moyen politique ou religieux quelconque, qui puisse étouffer dans le prolétariat de tous les pays et surtout dans le prolétariat français, cette tendance à l'émancipation économique et à l'égalité sociale. Que M. Gambetta fasse tout ce qui lui plaît, qu'il menace des baïonnettes, qu'il flatte avec sa parole, jamais il ne pourra se rendre maître de cette force d'Hercule qui agit aujourd'hui dans cette direction; jamais il ne parviendra, comme la chose était dans le passé, à atteler les masses ouvrières au char brillant du gouvernement. Jamais il ne pourra combler avec les fleurs de son éloquence l'abîme qui sépare irrévocablement la bourgeoisie du prolétariat, ni mettre fin à la lutte désespérée qui est engagée entre ces deux classes. Cette lutte exigera l'application à l'intérieur de toutes les ressources et de toutes les forces gouvernementales, de sorte que le gouvernement français n'aura ni les moyens, ni la force nécessaire pour conserver sa prépondérance extérieure parmi les puissances européennes. Comment ce gouvernement français pourra-t-il rivaliser avec l'empire de Bismarck!

Les patriotes gouvernementaux français ont beau se flatter et ils ont beau dire, la France, en tant que gouvernement, est condamnée à occuper une place modeste et excessivement secondaire; en outre, elle devra se soumettre à la direction suprême et à la tutelle amicale de l'empire allemand, de même que jusqu'en 1870, le gouvernement italien se soumettait à la politique de l'empire français.

Nous admettons que la situation est assez profitable pour les spéculateurs français, qui trouvent dans le débouché universel une consolation suffisante; mais c'est une situation peu enviable, si on se place au point de vue de l'ambition nationale dont sont si imbus les patriotes gouvernementaux français. Jusqu'en 1870, on a pu croire cette ambition assez forte pour lancer les défenseurs les plus étroits et les plus opiniâtres des privilèges bourgeois dans la révolution sociale, afin de sauver la France de cet opprobre: être vaincue et conquise par les Allemands. Mais depuis 1870, personne ne leur demande plus rien. Tout le monde sait qu'ils accepteront plutôt toutes les infamies, même la soumission au patronage allemand, plutôt que de renoncer à leur propre domination sur le prolétariat.

N'est-il pas clair que jamais l'Etat français ne se rétablira dans son ancienne puissance? Mais cela veut-il dire que le rôle universel, le rôle d'avant-garde de la France soit fini? Aucunement; cela signifie seulement que la France ayant perdu sa puissance comme gouvernement, doit chercher sa grandeur nouvelle dans la révolution sociale.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transférée de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante:

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1. — L'Empire knouto-germanique, par Bakounine » 0. 5

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois. » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois. » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(FIN)

Le programme, voté à Eisenach, était divisé en deux chapitres, pour des motifs dont il était alors difficile de se rendre compte. Le premier de ces chapitres contenait les *principes fondamentaux*; le second, les *exigences immédiates du parti*. Le congrès d'Eisenach proclamait comme principes fondamentaux: l'abolition de l'Etat bourgeois, la réalisation de l'Etat populaire, l'adhésion morale à l'Association Internationale des Travailleurs, et la Conscience de classe; en deux mots, un programme nettement démocrate-socialiste. Il rangeait parmi les exigences immédiates du parti, toutes les balivernes radicales: l'abolition des armées permanentes, l'introduction de l'instruction obligatoire, l'extension à toutes les institutions de l'application du suffrage universel, la proclamation de toutes les libertés publiques, l'impôt direct et progressif sur le revenu, la journée normale de travail; c'est-à-dire un programme tout simplement républicain.

Au lendemain donc du Congrès d'Eisenach, il y avait en Allemagne les deux grandes nuances du parti républicain: le parti démocrate-bourgeois (*Volkspartei*) et le parti démocrate-socialiste (*Eisenacherpartei*).

Il nous reste à fixer quel fut le rôle de chacun de ces deux partis.

Chez toutes les nations modernes qui ont vécu, ne fût-ce qu'un an, en République, on remarque une même succession d'événements: Arrivée au pouvoir des républicains-bourgeois; — Revendications sur la place publique des républicains-socialistes; — Massacre et proscription des républicains-socialistes par les républicains-bourgeois. — Eh bien, en Allemagne, par une curieuse anomalie politique qui renversait toute la théorie de l'évolution historique, le phénomène inverse était sur le point de se manifester: par-dessus l'embryon mal éclos d'un parti démocrate-bourgeois, un parti démocrate-socialiste, — plus nombreux à chaque période électorale nouvelle, — montait à l'assaut du pouvoir, et semblait à la veille d'y atteindre. On allait voir la lourde Allemagne sauter à pieds-joints toute une période historique; cette période de la république bourgeoise que les peuples latins plus vifs, et plus entreprenants qu'elle, traversent si péniblement. Ce miracle, ce tour de force de gymnastique politique, n'est pas,

on l'avouera, dans le tempérament de la nation allemande.

Mais cette anomalie était seulement apparente. En démontrant cette vérité, nous lèveront forcément le masque dont, depuis plusieurs années, le parti allemand se couvre, et l'on verra le rôle véritable qu'il joue.

Il est tout naturel que celui des deux partis républicains qui se borne à demander un changement dans la forme gouvernementale, qui confirme à la bourgeoisie la jouissance de privilèges que ses propres chefs partagent, rencontre sur son chemin moins de résistance que celui qui réclame, en sus, une modification profonde dans les bases économiques de la Société. Poussé au pouvoir par de « nouvelles couches » de petits bourgeois et de paysans aisés, il suffit au parti purement démocrate pour y monter, qu'il sache se donner un programme nettement, mais *seulement* républicain et qu'il se confonde, au moins en apparence, avec le parti national.

Tandis que le parti républicain bourgeois a su faire tout cela en France, le parti populaire allemand a pratiqué tout le contraire. Aussi, l'arrivée au pouvoir de Gambetta est-elle presque un fait accompli, alors que l'Europe ignore encore le nom du chef du parti démocrate de l'Allemagne.

Gambetta s'est toujours affirmé comme partisan de la République. Député de Marseille d'abord, puis de Belleville, il n'a pas hésité ensuite à déclarer « qu'il n'y avait pas de question sociale »: il s'est empressé « de couper cette fameuse queue » que la réaction monarchique lui reprochait avec tant d'insistance. Enfin, ce comédien de talent est parvenu sans beaucoup de risques et sans aucun péril, à se faire passer aux yeux des masses pour le défenseur enragé et convaincu du territoire de la patrie. En récompense, M. Gambetta s'avance aujourd'hui, au milieu des battements de mains d'une foule qui l'acclame, dans le parfum des fleurs qu'on lui jette, et sous les arcs de triomphe qu'on lui dresse, vers ce fauteuil présidentiel, qu'en domestique docile et bien appris, M. de Mac-Mahon lui épousète et lui conserve.

Les chefs du parti populaire allemand (peut-être plus honnêtes) n'ont pas eu, dans tous les cas, la même habileté.

A côté de la même clientèle politique qui édifie en France la fortune de M. Gambetta, et qui en Allemagne eut élevé la sienne, le parti populaire se meurt comme tout organe qui ne remplit pas les fonctions pour l'accomplissement desquelles il fut créé. Il a tenu Conférences sur Congrès, Concilia-

bules sur Réunions *) sans parvenir à adopter un programme précis; de plus, il a laissé séparer sa fortune de celle de la nation.

Jamais il n'osa prononcer clairement le nom République, et il a gardé dans son programme, *seulement pour la montre*, un point de vue socialiste, trop mesquin pour lui rallier les ouvriers, très suffisant pour le compromettre auprès de sa clientèle naturelle.

La Convention française sérieusement, le gouvernement de la « Défense » en parodiste, ont su faire en sorte qu'en France *Patriote* veut dire: *Républicain*? Le parti populaire allemand non seulement n'est pas appelé patriote, mais il est soupçonné de sympathies pour l'étranger.

La pauvre Allemagne est le souffre-douleur des peuples. Martyrisée, martelée à l'est comme à l'ouest, acculée à la mer par l'Autriche, tirée à quatre nations, morcelée à travers les siècles, elle ne rêvait plus qu'une chose, mais ce rêve était celui de tous ses instants, son Unité. En 1848, les démocrates la lui avaient promise, par la liberté, par la fédération des peuples, *par en bas*. Certes, le moyen était bon. Mais toujours défiants des mouvements populaires, n'osant s'appuyer jamais sur la force insurrectionnelle du peuple, ils ont laissé passer toutes les bonnes occasions, et ils sont demeurés inertes, sur la route de leur idéal. Pendant ce temps, à coups de sabre, *par en haut*, Bismark réalisait cette unification qu'ils rêvaient et que l'Allemagne voulait si passionnément. Déçus de leur rôle de créateurs de la patrie allemande, ils n'ont pas même su en rester les amis. Ils se sont déclarés (non fédéralistes) particularistes; partisans d'une Confédération du midi, presque amis de l'Autriche.

Aussi le parti populaire qu'ils forment, est-il réduit aujourd'hui, à deux ou trois groupes isolés; c'est à peine s'il a la parole au parlement, et, à deux doigts de la tombe, il vient de subir cette suprême injure que quelques-uns de ses membres, anonymes démoralisés osent conseiller dans une feuille d'annonces de le reconstituer.

Passons maintenant aux partis démocrates-socialistes.

En France, les républicains-socialistes n'ont jamais voulu sacrifier au premier, le second qualificatif du nom qu'ils portent. Les républicains-bourgeois arrivaient-ils au pouvoir? vite, les républicains-socialistes faisaient entendre dans la rue, dans les as-

*) Brunswick (16-19 oct. 1869) — Mayence (février 1870) — Heidelberg (4 août 1873) — Francfort (12 oct. 1873) — Bruchsaal (7 déc. 1873).

semblées envahies au besoin, les énergiques réclamations des classes ouvrières. Ils sont montés sur les barricades de Juin et ils sont morts; enrôlés dans les bataillons fédérés ils dorment dans la fosse commune, gémissent dans la déportation, souffrent en silence dans l'exil. Les jeunes, étaient hier devant les tribunaux, ils seront demain dans les prisons de la république. Jamais les républicains-socialistes ne doivent s'abaisser au point de devenir des républicains *tout court*.

M. Liebknecht, le plus considérable des chefs du parti démocrate-socialiste de l'Allemagne, avait parfaitement compris cette inséparabilité de ces deux paroles jumelles, *socialisme* et *démocratie*. Dans un discours prononcé le 31 Mai 1869, devant une assemblée de la société démocratique ouvrière de Berlin, il s'exprimait en ces termes:

« Le socialisme et la démocratie ne sont pas une même chose, mais seulement des expressions différentes d'une même idée fondamentale; ces deux termes se tiennent, ils se complètent, et ne peuvent jamais se trouver en contradiction. Le socialisme sans démocratie est un pseudo-socialisme, et la démocratie sans socialisme est une pseudo-démocratie. »

Eh bien! ce sont ces **démocrates-socialistes** de 1869, ces hommes qui comprenaient et exprimaient si bien « l'impossibilité d'une séparation entre le *socialisme* et la *démocratie* » qui, chaque jour un peu plus, vont mettre au dernier plan les *principes fondamentaux* votés à Eisenach, et constamment en évidence, sur l'affiche électorale, les seules *exigences immédiates* du parti. C'est-à-dire qu'ils enfoncent de plus en plus le côté socialiste du programme dans leur poche et exposent au soleil le côté *démocrate* seulement. Renvoyer ainsi aux calendes grecques la réalisation des seuls principes à qui un parti doit son existence, n'est-ce pas, si tant est, qu'on les conserve *en théorie*, les supprimer dans la pratique, *en fait*?

Et que l'on ne dise pas que nous calomnions un parti vaincu, car l'observation que nous faisons aujourd'hui, déjà au Congrès de Gotha, quoique en dise M. Liebknecht, les députés Most et Bebel lui-même, l'ont faite. Ces deux députés avaient alors raison: pour tout homme qui a suivi la période électorale antérieure, le parti n'était plus à cette époque, *grâce à ses chefs*, qu'un parti **démocrate-socialiste**.

Arrivons au lendemain des deux attentats, au jour des élections de Berlin. Quel est le programme électoral? le voici:

« Suffrage universel direct. — Le vote un Dimanche. — Le service militaire obligatoire pour tous. — L'abolition des lois exceptionnelles. — L'éducation commune, obligatoire, gratuite par l'Etat. — La Religion déclarée chose privée. — Une journée normale de travail en accord avec les besoins de la société. — Interdiction du travail des enfants et des femmes lorsque ce travail porte atteinte à la santé et aux mœurs. — Interdiction du travail le Dimanche. — Lois sanitaires protectrices des travailleurs. — Contrôle sanitaire des logements. — Inspection des fabriques par des ouvriers. — Réglementation du travail dans les prisons.

Pas même le droit au travail de M. Louis Blanc!

N'est-ce pas là un programme **démocrate-socialiste**?

Demain, MM. Bebel et Liebknecht, à l'instar de M. Gambetta, couperont « leur queue » à moins que la loi actuelle ne leur rende ce service sans qu'ils s'en mêlent, et on sera **démocrates tout court**.

Et pourquoi ces palinodies? Est-ce par ambition personnelle? il nous répugne-

rait de le supposer. Nous découvrons ailleurs une explication suffisante:

Ces Messieurs, en habiles hommes qu'ils sont, ont senti, compris même peut-être, qu'il existait là, tout près d'eux, à leur droite, une clientèle de République bourgeoise, qui ne demandait pas mieux que d'être organisée. Le parti populaire n'avait pas su le faire, eux ont voulu, et ils ont réussi à mettre la main dessus, de là, leur modération. Tel est le secret de leur succès apparent, la raison de leur triomphe d'un jour, le motif pourquoi chaque palinodie nouvelle augmentait le nombre de leurs adhérents.

On en doute? Eh bien, que l'on parcoure tous les pays du monde, que l'on aille partout où il existe un parti démocrate-socialiste, on trouvera toujours mêmes principes, on verra souvent même tactique, jamais même succès. Pourquoi? parce que dans ces pays, ou bien il y a déjà une République bourgeoise, comme en France, comme en Suisse, ou bien c'est que cette république est si proche que ces pays possèdent un parti républicain bourgeois fortement constitué, voire même un parti radical.

Soyez certains, Messieurs les chefs du parti démocrate-socialiste, qu'on ne viole jamais à force de courage, encore moins à force de ruses, les grandes lois historiques qui régissent le développement de l'humanité. En Allemagne, comme partout, il s'établira, avant une république démocratique et sociale, une république de bourgeois. Peut-être, êtes-vous de taille à faire l'une ou l'autre, mais choisissez, car vous ne ferez pas l'une et l'autre tout ensemble. Continuez votre évolution, effacez de votre programme jusqu'au plus petit soupçon de socialisme, soyez enfin démocrates tout court et sur les ruines du parti populaire vous serez les chefs d'un parti républicain bourgeois, des jacobins; alors la fortune de Ledru-Rollin vous attend, mais le peuple ouvrier vous quitte, et peut-être à Berlin ou en Saxe nous ferez-vous des journées de Juin. Ou bien revenez en arrière, soyez proscrits, fusillés, déportés, en redevenant démocrates socialistes; mais, à votre droite il se formera un parti républicain bourgeois. Choisissez, vous dis-je, car vous ne parviendrez jamais à être la tête unique d'un parti à deux corps. En sociologie comme en biologie, une tête qui a deux corps, et un corps qui a deux têtes, sont des monstres; et les monstres, vous le savez, ne vivent pas longtemps.

Correspondances.

France.

Procès des 39

Le procès que M. Dufaure voulait intenté aux organisateurs du Congrès de Paris, ou plutôt, le procès que ces organisateurs eux-mêmes, — selon la défense, — ont intenté au gouvernement de la République capitaliste, vient de se dérouler à Paris devant la 10^e chambre du tribunal de police correctionnelle.

M. Dufaure a voulu être jugé à huis clos. Les concierges du palais avaient la consigne de ne plus laisser pénétrer le public, pendant les 3 jours que durerait le procès c'est un de nos amis, à qui on a refusé l'entrée, qui nous l'affirme. Et, lorsque, dans

la salle, le cit. Deville a protesté, au nom de ses amis, contre ce secret des débats, le président a prétexté de l'exiguïté de la salle. Le public se composait donc seulement des prévenus, des avocats, de 2 ou 3 personnes privilégiées, et des représentants de la presse.

Le président résume la prévention de la manière suivante: « les délégués des chambres syndicales se sont réunis en comité. Ce comité a eu son règlement, des comptes-rendus des séances qu'il tenait, et un bureau permanent qui siégeait rue des Etuves. Ces réunions avaient un but caractérisé par un programme déterminé. C'était là une association dont l'interdiction avait été rendue formelle par les refus successifs de l'autorité.

Ensuite l'interrogatoire commence. *) Tous les prévenus répondent avec fermeté, et se font gloire de leur résistance aux actes du gouvernement. Finance nie s'être livré à des voies de fait; il a seulement protesté. Guesde déclare avoir été membre de l'Internationale et comme le président l'accuse d'avoir fondé un journal avec de l'argent venu d'Allemagne, il répond au président en prenant comme exemple l'internationalisme des capitaux bourgeois. Il réclame enfin contre son arrestation illégale. Coueste, conseiller municipal de Puteaux, s'honore d'être resté en relations avec les socialistes internationaux. La citoyenne Manière déclare avoir distribué aux soldats des manifestes de la Commune révolutionnaire. Elle a fait pour le Congrès tout ce qu'elle a pu faire. « Sa mission, dit-elle, comme ancienne institutrice est de répandre la lumière, et d'arracher à la servitude ceux qui nous succéderont ». Jeallot, (ouvrier en papiers peints) une des personnalités les plus sympathiques de ce congrès, déclare n'avoir pas à tenir compte de la légalité bourgeoise. Comme le président prétend qu'il doit obéir aux lois de son pays, Jeallot riposte qu'il ne se soumettra qu'à la force, Mais, reprend le président, après l'interdiction du commissaire vous avez continué à vous occuper de ce congrès? Vous comprenez répond Jeallot que c'était surtout après l'interdiction qu'il était de mon devoir de persister. Adam gainier, condamné à 10 ans d'interdiction de ses droits civiques pour participation à la Commune, refuse de se défendre. « Ce procès, dit-il, est la plus grande monstruosité des temps modernes; en le faisant, le gouvernement exécute les ordres de Bismark. Les juges ont déjà la condamnation en poche. »

*) Voici les noms des prévenus, et en regard les groupes ouvriers qu'ils devaient représenter au Congrès:

Finance (peintres); Guesde, Gerbaud, Chabry (Egalité); Coueste, Massard, (Cercle d'Etudes de Batignolles); Corsin (portefeuillistes); Amand, Briolle, Boguet (mécaniciens); Vivien, Garrigues, (tailleurs); Louis Boulet, (Egalitaire, société de consommation); Bernard, Damlaincourt (serruriers); Vaidy, Paulard, Audonnet (employés de commerce); Tassotte (menuisiers); Kilchenstein, Chevalier, (mégissiers); Lady (institutrice); Deville, Picourt, Auriol (bibliothèque socialiste); Sarnet (bibliothèque de Montreuil); Lecourt (graveurs); Lafont (imprimeurs sur papiers peints); Jeallot (cercle d'études socialistes); Balat (bijoutiers); S. Soens, (cordonniers); Adam, Dupire (Ligue contre la rente d'Etat); Simon Boulet (Le Proletaire); Bermet (facteurs d'orgues); Corsin (ferblantiers).

Les citoyennes V^e Manière, Bonneval, (institutrices); Floch (lingères).

Huit ordonnances de non lieu ont été rendues en faveur de Schumann, Hirsch, Amiot, Bailliot, Barbé, Ponchel, Delfosse, et de la citoyenne Picard.

Finance était poursuivi en outre pour voies de fait sur les agents de la force publique.

L'interrogatoire des prévenus terminé, le président donne la parole au substitut, avocat de la République. Ce Monsieur explique pourquoi la prévention ne porte pas sur le délit d'affiliation à l'Internationale.

Le comité d'organisation était exclusivement français, et le congrès n'ayant pas eu lieu, les éléments internationaux n'ont pas été en présence. Il essaie de faire deux classes parmi les accusés, les révolutionnaires et les ouvriers, le groupe des violents et des modérés. « Le fond des idées des prévenus, dit-il, est le collectivisme-anarchiste, obtenu à l'aide de la révolution. Nous sommes au milieu des hommes de l'Internationale. Il importe de ne pas laisser se reconstituer les cadres d'une nouvelle Commune. »

Parmi les prévenus, une minorité seulement a consenti à prendre des avocats. Les autres, en majorité, ont résolu de se défendre eux-mêmes.

La parole est donnée au citoyen Guesde qui présente une défense collective, signée des citoyens Guesde, Coueste, Massard, Deville, Chabry, Briolle, Boguet, L. Boulet, Vivien, Bernard, Tassote, Audonnet, Chevallier, Vaidy, Picourt, Kilchenstein, Gerbaud, Damlaincourt, Jeallot, Oriol et Paulard.

Cette défense que nous voudrions pouvoir publier *in extenso*, peut être résumé ainsi : Ce sont les accusés qui, en réalité, ont intenté ce procès au gouvernement ; l'interdiction du Congrès après la tenue de tous les congrès bourgeois, montre qu'il y a une inégalité entre les riches et les pauvres ; les domiciles ont été violés, les papiers volés ; enfin, la poursuite a eu lieu sur l'ordre du gouvernement prussien. La défense glorifie le principe de la propriété collective, montre que la famille ouvrière n'existe pas, sapée qu'elle est par le capital, et attaque au nom de la science toute religion quelle qu'elle soit. La défense termine en mettant la 10^e Chambre au défi de condamner les prévenus :

« 1^o Parce qu'il n'y a pas eu, qu'il n'y a pu avoir association.

2^o Parce qu'il est impossible que l'exposition des produits du travail qui se traduit pour les capitalistes par 30,000 récompenses de tout ordre se solde pour les travailleurs par des amendes et de la prison ;

3^o Parce qu'une condamnation équivalait à la mise en interdit de la classe ouvrière, placée dans le cas de légitime défense, et que le tribunal ne voudra pas assumer gratuitement pareille responsabilité.

La lecture de cette défense terminée, chaque prévenu ajoute quelques paroles personnelles,

Coueste déclare que le juge d'instruction lui a dit qu'il ne tenait aucun compte de sa qualité de conseiller municipal. Lui, Coueste, proportionne cette offense à l'estime qu'il a pour l'offenseur. Massard étudie ensuite le cas au point de vue juridique, et Deville après avoir donné quelques explications d'une façon fort spirituelle, remercie le ministère public de l'avoir classé dans le groupe des violents. Voici ensuite, Briolle, mécanicien, qui demande la parole ; et, au nom de quinze prévenus, ouvriers manuels, il donne lecture d'un manifeste qui est une réponse directe et très belle à l'essai de classification du ministère public. Ce manifeste contient les lignes suivantes :

« Attendu, que les ouvriers socialistes n'entendent pas se séparer des socialistes non ouvriers, déserteurs de la classe bour-

geoise, dont ils ont accepté la collaboration ;

« Attendu d'autre part, que les socialistes non ouvriers sont d'accord avec les ouvriers socialistes pour constituer une société nouvelle dans laquelle il n'y aura, il ne pourra y avoir, qu'une seule classe, celle des travailleurs ;

« Nous protestons contre les insinuations du ministère public tendant à établir parmi nous une division qui n'existe pas. »

Les cit. Corsin, Boguet, Deschamps, Boulet, Vivien, Tassote, Bernard, Jeallot, Vaidy, présentent quelques paroles pour leur défense personnelle. La cit. *Manière* déclare que grâce aux poursuites, le congrès, au lieu de se tenir rue des Entrepreneurs, aura été tenu devant le tribunal, puisque toutes les doctrines auront été exposées à l'audience. Du discours du cit. *Picourt* nous retenons ce passage : « on entend retirer de ce procès une utilité pour la classe possédante ; à notre tour, nous avons la prétention de croire qu'il servira les intérêts des travailleurs ; et il se trouvera, en nous condamnant, que pour avoir rendu un arrêt, on aura rendu un service. »

Après 1 heure $\frac{1}{4}$ de délibération le tribunal revient, et le président prononce un jugement motivé qui condamne *Guesde* à 6 mois de prison, et 200 fr. d'amende ; *Finance* 15 jours et 100 fr. d'amende ; *Coueste*, 1 mois et 100 fr. d'amende ; *Massard*, 1 mois et 100 fr. ; *Déville*, 2 mois et 100 fr. d'amende ; *Chabry*, *Picourt*, *Jeallot*, *Gerbaud*, 15 jours de prison, 50 fr. d'amende ; *Briolle*, *Oriol*, *Audonnet*, *Bernard*, *Tassote*, *Vivien*, *Boguet*, *Simon*, *L. Boulet*, *Damlaincourt*, *Corsin*, *Sarnel*, *Lavy*, *Dupire*, *Kilchenstein*, *Adam*, *Berdel*, et la cit. *Bonneviat*, à 100 fr. d'amende ; *Lecourt*, *Garrigues*, *Lafont*, *Corsin*, *Soens*, à 50 fr. d'amende. *Balat* à 25 fr. d'amende et *Chevallier* à 16 francs. La cit. V^e *Manière* et la cit. *Floch* ont été renvoyées des fins de la plainte.

— La plupart des réunions ouvrières, qu'elles émanent des syndicats, ou qu'elles se composent des délégués ouvriers à l'exposition universelle, se montrent hostiles au projet de loi du député Lockroy destinée à réglementer l'existence légale des chambres syndicales. Ces ouvriers ne veulent rien de l'Etat, et réclament seulement le droit commun : liberté de réunion et d'association pour tous. Nous les en félicitons sincèrement.

— Dernièrement, à l'insu du gouvernement, à l'insu même du préfet de police, 28 contumax de la Commune ont été arrêtés par les pourvoyeurs ordinaires de nos conseils de guerre. Heureusement, il y avait parmi eux, un riche négociant, agent de M. Gambetta, M. Finet. Naturellement, circulaire des autorités pour surseoir à toute arrestation nouvelle et mise en liberté provisoire de M. Finet. Peut-être devrions-nous à une injustice cette suprême justice : l'Amnistie.

Espagne.

Le proverbe dit vrai : Pour un qu'on tue, il en naît mille !

La décollation de Hœdel, le lent martyre de Nobiling, les attaques, les insultes, les mensonges, les calomnies prodigués à leur mémoire par la presse honteuse de tous les partis, ne ralentissent pas l'ardeur des so-

cialistes-révolutionnaires. Sassoulitch est exilée, Hœdel décapité, Nobiling mort, assassiné peut-être, et voilà dans la chaude Espagne, en plein Madrid, un nouveau justicier debout, tenant en main l'arme libératrice ! Mais pourquoi donc, hélas ! cette arme, est-elle si souvent le pistolet dont l'atteinte est peu sûre, et si rarement le couteau dont l'effet, — l'histoire le démontre — est presque toujours certain ?

C'est le vendredi 25 octobre, à 5 heures du soir, dans la calle Mayor, que le nouveau drame s'est passé. Le roi d'Espagne, Alphonse XII, revenait d'un voyage au cours duquel les ovations officielles n'avaient pas été ménagées. Au moment où il passait au trot de son cheval devant le numéro 93 de la rue, un homme en blouse, tout jeune, 23 ans ! passe son bras entre les soldats, abaisse vers lui un pistolet de poche, et fait feu. Il manque, et la balle inutile va s'applatisir sur le mur opposé.

Saisi, garrotté, on l'interroge. Qui est-il ? que fait-il ? d'où vient-il ? Il répond avec autant de fermeté que de calme. Il se déclare socialiste-international, il est ouvrier tonnelier, il s'appelle Jean Oliva Moncasi, son acte était prémédité et, pour l'accomplir, il est venu exprès de Tarragone.

Maintenant, Oliva est gardé à vue dans un cachot de la prison de Saladero. Demain le jugement ; après-demain peut-être le martyre ; mais déjà Oliva a son nom couché sur une page d'histoire à côté des noms de Hœdel et de Nobiling.

Jean Oliva, conduit après son arrestation à la préfecture, a montré le plus grand sangfroid. Il tira un cigare de sa poche, l'alluma, et, s'approchant de l'âtre, mit les deux pieds sur les chenêts. Un officier l'ayant forcé de jeter son cigare, il lui cria dans la figure : « Lâche ! c'est parce que tu es chez toi, et entouré des tiens ! seul à seul, tu n'oserais pas me regarder en face ! »

Puis comme on le pressait de questions, et qu'on l'obligeait à se tenir debout pour y répondre, il « apostropha » le gouverneur militaire en ces termes : « Je veux m'asseoir, entendez-vous, vous m'ennuyez ! »

— La balle du pistolet ne s'est pas aplatie contre le mur comme nous l'avons dit plus haut. Il paraît qu'elle a blessé un soldat à la main.

Italie.

Une manifestation à laquelle ont pris part mille socialistes environ a eu lieu à Florence pour fêter le jour anniversaire de la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs. Des discours de circonstance ont été prononcés par une ouvrière, femme d'un de nos compagnons, Gigia Pezzi, et par nos amis, Natta, Mordini, Pezzi, Marignoli. Ces discours ont été fort applaudis.

Mais il paraît que l'Internationale est, au dire de M. Zanardelli, une *Association de malfaiteurs* ! en sorte, qu'à l'issue de la manifestation, ceux que la police en regardait comme les inspireurs, ont été arrêtés : ce sont, les citoyennes Pezzi et Koulichoff, les compagnons Natta, Pezzi, Lombardi, Mazzoli, Nicchini et Francesco Pezzi.

Voilà un nouveau procès sur la planche. La propagande socialiste ne saura qu'y gagner.

Allemagne.

La loi contre les démocrates-socialistes a été votée en troisième lecture, et promul-

guée. En vertu de cette loi que l'empire français eut envié à celui de Guillaume, toute société, toute réunion qui manifeste des tendances socialistes, peut être dissoute par la police; les imprimés, les journaux saisis; les agitateurs non domiciliés depuis six mois dans une localité, expulsés.

Cette loi a déjà reçu un commencement d'application. La *Berliner freie Presse* a été saisie et une trentaine de publications défendues.

Le gouvernement allemand et sa police frappent sans scrupule, d'estoc et de taille, avec leur nouvelle loi: Toute association est supprimée, toute réunion dissoute, toute publication saisie, tout journal interdit. Après la *Berliner freie Presse*, voici l'*Hoffnung*, le *Volksblatt*, l'*Arbeiterfreund* et le *Vorwärts*, supprimés.

Espère-t-il anéantir aussi la justice?

Russie.

Lorsque Kovalsky allait être fusillé, il s'écria, dit-on: «Sachez, que j'ai des amis, qui sauront me venger!»

Il avait raison. Ses amis l'ont vengé en exécutant Mézentsoff. D'autres, ont fait diverses manifestations à propos de sa mort. Mais, ce qui est peut-être le plus important, c'est que des *stoundistes*, — paysans, sectaires dont la religion, issue du protestantisme moderne, contient certaines revendications sociales, et parmi lesquels Kovalsky avait fait pendant deux ans la propagande socialiste-révolutionnaire, — des *stoundistes*, dis-je, vinrent après son exécution, en demandant qu'on leur livrât son corps, pour l'enterrer avec des honneurs. Leur demande fut naturellement repoussée par la police et les gendarmes, et les *stoundistes*, pensons-nous, n'en reçurent que plus de dégoût contre l'état de choses actuel.

Les faits de ces dernières semaines ont fourni le prétexte pour de nombreuses arrestations; à la prison d'Odessa les socialistes arrêtés sont en nombre; et ces jours-ci il y a eu un commencement d'émeute, provoquée par la grossièreté d'un des surveillants.

La police d'Odessa, qui comptait déjà plus de mille hommes, a cependant paru trop peu nombreuse; désirant «déraciner la propagande révolutionnaire», notre bon gouvernement vient d'envoyer 400 hommes, vieux soldats, de Pétersbourg, pour augmenter cette police.

La propagande révolutionnaire continue à bien marcher à Pétersbourg, et les brochures des imprimeries clandestines de la capitale continuent à paraître. Une d'elles porte l'annonce d'un nouveau journal mensuel qui va se publier clandestinement à Pétersbourg: «*La terre et la liberté*».

Cette brochure: «*Enterrés vifs*» a produit sensation. Elle raconte la position des condamnés qui, au lieu d'être envoyés en Sibérie, aux travaux forcés, sont enfermés dans des cellules infectes de la prison centrale de Kharkof, sans air, sans mouvement, sans aucun travail, et sans aucune chance d'en sortir. Leur position est si atroce, qu'on ne peut lire de sang-froid la description de leur vie et des outrages qu'ils supportent. C'est un horrible martyre!

N'ayant d'autre moyen de protester, six

condamnés ont refusé d'accepter toute nourriture. Six jours ils n'ont absolument rien mangé. Affaiblis par des années de prison préventive, ils commençaient à perdre connaissance le sixième jour. Les chefs de prison donnèrent des ordres de les nourrir de force, au moyen d'injections, lorsque les «insurgés par la faim» déclarèrent qu'ils résisteraient jusqu'au bout contre toute violence. Les chefs changèrent alors de tactique: on amena chez les insurgés, pour les supplier, leurs parents qu'ils n'avaient pas vu depuis des années; mais ceci ne suffisant pas, on promit enfin d'accomplir toutes les réclamations des condamnés, — réclamations qui se bornaient à cette demande: que le régime pour les condamnés politiques fût le même que pour les forçats! Depuis, la promesse n'a pas été tenue. Quelle sera la suite de cette fourberie, nous ne savons pas, mais nous pensons qu'il ne nous reste pas d'autre issue qu'une exécution comme celle de Mézentsoff.

Toutes les recherches de la police pour découvrir celui qui a exécuté Mézentsoff, ont complètement échoué.

Suisse.

On nous écrit de Fribourg:

«Je viens remplir la promesse que je vous ai faite, il y a quelques jours, de vous adresser des correspondances au sujet de mes appréciations sur les questions dont vous vous occupez spécialement. Un peu embarrassé pour choisir le sujet par lequel je devrais commencer, je me décide à prendre celui-ci: *La presse socialiste*. La presse socialiste trop peu appréciée par les ouvriers, surtout en Suisse, touche sans contredit à une question d'une grande importance. D'où vient cette indifférence pour les journaux de notre parti? Si je ne me trompe, ce serait l'ignorance, le plus terrible fléau qui règne parmi les Travailleurs. Il y a aussi, sinon la mauvaise volonté, tout au moins la négligence, l'indifférence, la trop grande habitude de lire les journaux bourgeois.

«Les journaux socialistes ne sont-ils pas nos défenseurs et n'enseignent-ils pas à tous les travailleurs leurs devoirs sociaux? Ne sont-ils pas l'arme la plus puissante que possède le prolétariat pour la revendication de ses droits! et ne sont-ils pas le symbole de la vérité? N'est-ce pas par ces organes que nous sommes instruits de ce qui se passe dans les pays lointains? N'est-ce pas eux qui nous ont fait connaître toutes les injustices qui se sont commises et se commettent encore au nom de l'ordre moral, au nom de la propriété individuelle, du capitaliste! Ne nous apprennent-ils pas que le mouvement révolutionnaire se développe et s'étend de plus en plus dans tous les pays, chez tous les peuples civilisés?

«Ouvriers abonnez-vous donc aux journaux socialistes, et vous deviendrez socialistes même sans vous en apercevoir si vous ne l'êtes déjà, parce que à la longue vous reconnaîtrez la justesse des idées qui y sont exposées.

«Je désirerais, et il faudrait que des hommes instruits, capables et de bonne volonté, donnassent des conférences sur la presse dans les principaux centres ouvriers, ou pour mieux dire, que tous ceux qui connaissent, qui se rendent compte de l'importance de la presse socialiste fassent une propagande active afin d'avoir le plus grand nombre possible d'abonnés, ou tout au moins de lecteurs. Elle doit être soutenue énergiquement pour qu'elle ne serve pas de demi-mesure. Qu'on la répande partout, dans les ateliers, dans les établissements publics, dans les locaux affectés aux socié-

tés ouvrières; que chacun encourage son camarade sur le chantier; qu'on se serve en un mot de tous les moyens de propagande en notre pouvoir.

Ouvriers, jetez un coup d'œil autour de vous, afin de bien vous convaincre de la nécessité qu'il y a de soutenir la presse socialiste, et vous verrez que, plus que jamais elle a besoin de notre appui à tous pour soutenir la lutte qu'elle a entreprise depuis de longues années. J. M.

Les élections de Dimanche dernier, dont tout le monde connaît à cette heure le résultat, sont donc une défaite pour le parti démocrate-radical. Il expie à Berne son peu de libéralisme. A Genève il succombe plutôt sous le poids des fautes que ses conceptions étatistes lui ont fait commettre, que sous les efforts de ses ennemis. A Zurich, la *Tagwacht* prônait une liste de compromis entre les bourgeois et les ouvriers; parmi les candidats bourgeois dont cette feuille recommandait la candidature, nous trouvons un M. Pfenninger. On nous assure que c'est le même Pfenninger qui, préfet de police à Zurich, en 1873, fit arrêter le socialiste russe Netchaïeff et le livra au gouvernement russe. Quoique les démocrates-socialistes nous aient accoutumés ces derniers temps à toutes sortes de compromis, nous n'osons croire à une alliance pareille. Nous serions heureux d'avoir à insérer un démenti.

Faits divers.

Un nouvel organe socialiste. — Nous avons reçu les premiers numéros d'un organe révolutionnaire socialiste, *La Guerre sociale*. Ce journal paraît à Londres, une fois par semaine. — Bonne chance à notre nouveau confrère.

Des vrais socialistes. — Les nègres de l'île de Sainte-Croix (colonie danoise) se sont insurgés contre leurs maîtres et patrons. Ils ont brûlé la moitié de la capitale de l'île et environ 50 plantations de sucre. — L'état de siège est proclamé.

Un assassin représentant du peuple. — M. Antognini, député au Grand Conseil pour le canton du Tessin, aperçoit un jour un certain Calbresi qui creuse un trou au pied d'un arbre, dans sa propriété, pour... chercher un trésor. Il le fait saisir par ses *valets*, rosser, plonger dans le lac, puis le tue d'un coup de revolver dans le bas-ventre.

L'êlu du peuple circule quelque temps en toute liberté, puis, averti probablement qu'il faut au moins sauver les formes, il fait sa malle et file.

La Suisse militaire. — Nous avons lu dans tous les journaux suisses: Un citoyen de Romont se casse la jambe au service militaire. Déclaré guéri, il prétend qu'il souffre encore et consulte un médecin. Ce médecin, peu au courant des complaisances médicales en usage dans les pays militaires (espérons que ça viendra!), constate un raccourcissement de la jambe de 3 centimètres. Estropié pour la vie, notre jeune homme demande une indemnité. On lui offre un group de 56 francs qu'il refuse. Appelé alors à la direction militaire, voici le colloque qui s'engage entre le directeur, conseiller d'Etat, Techtermann, et lui:

Le Cons. d'Etat: C'est vous qui avez refusé le group?

Lui: Oui, Monsieur.

Le Conseiller: Gendarmes, empoignez moi cet homme et foutez-le aux Augustins pour 3 jours. (Le bâtiment appelé «les Augustins» est une prison).

A quand la schlague et les coups de plat de sabre?

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—
Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Le Droit au travail.

« L'ouvrier demande du travail, et si, au lieu de travail, vous lui offrez une aumône, il s'insurge, il vous tire des coups de fusil. »

J.-P. PROUDHON.

Cette année encore les ouvriers de Lausanne sont sans ouvrage, et le fusil sur l'épaule, en troupe, ils sont allés en demander au gouvernement. Voilà donc la fameuse question du *Droit au travail* qui est posée à Lausanne.

D'abord, pour ne pas jouer sur les mots, éclaircissons les termes.

Le travail est-il un devoir? nous pensons, qu'en théorie du moins, chacun répondra à ce point d'interrogation par l'affirmative: celui qui peine douze heures par jour, comme l'oisif déhanché dont l'existence n'est qu'une longue flânerie. Mais voici une autre question: le travail, ce devoir, est-il aussi un droit? Oui, puisqu'il est un besoin; un certain exercice de travail est aussi nécessaire à la santé du cerveau et du muscle, qu'une certaine dose de nourriture est indispensable à l'estomac. Encore ici, se vérifie cette maxime: Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits!

Mais est-ce bien de cela qu'il s'agit? non évidemment: ce n'est pas un détail d'hygiène que nous avons à soulever, mais une question de famine qu'il nous faut régler. Nous ne sommes pas encore dans une de ces brillantes cités de l'avenir où ces petites choses auront leur importance, nous sommes à Lausanne, au sein d'une société désordonnée, où il y a encore des riches et des pauvres, des exploités et des exploités, et au-dessus un gouvernement, en principe paternel pour tous, en fait, mécanique oppressive, installée au profit de ceux-ci, au détriment de ceux-là. S'il ne s'agissait que d'une affaire d'hygiène, on a fait assez promener les travailleurs de Lausanne pour qu'ils ne sentent aucun besoin de faire de la gymnastique, mais il est question de tout autre chose: d'une question de pain.

Si parmi les ouvriers lausannois, il y en a plus de deux cents qui chôment, il est naturellement inadmissible que ces 200 travailleurs meurent cet hiver, de froid ou de faim. A moins donc que le gouvernement vaudois, où se trouvent des transfuges de l'Internationale, ne fasse disparaître le chômage, à l'instar de celui de la seconde République française, en supprimant violemment les chômeurs, on se trouve en face de trois solutions du problème: la charité, la solidarité, le travail par l'Etat. Et ces trois solutions sont contenues dans deux

actions plus générales: *l'intervention publique*, et *l'initiative privée*.

L'initiative privée ne peut se manifester que sous deux formes: l'aumône ou le principe magnifique de la solidarité collective ouvrière. Mais l'aumône! elle est condamnée, non-seulement par le soin qu'il faut prendre de la dignité humaine, mais aussi par l'intelligence des plus vulgaires notions d'économie politique. L'argent qui alimente la charité abandonne, en effet, certaines industries*): il représente des achats qui auraient eu lieu et qui ne se feront pas. De sorte, que la charité, — surtout si elle se généralise, — même avec le sincère désir de pallier au chômage, ne réussirait qu'à l'étendre. A tous les points de vue donc, ce n'est pas là le moyen qu'il nous faut.

Oh! le principe de la solidarité ouvrière, voilà où serait la belle et véritable solution au problème qui se pose à Lausanne. Mais il faudrait pour que ce palliatif fasse sentir son influence que toute la Suisse ouvrière fut organisée? et malheureusement encore nous n'en sommes pas là. Quel spectacle sublime que celui que donneraient les ouvriers du monde nourrissant de leur travail, et à charge de revanche, ceux de leurs frères qui chôment! mais qu'est-ce donc qu'un principe maintenu en l'air à l'état de donnée théorique, parce qu'il ne se rencontre pas dans la réalité une organisation matérielle qui l'applique? rien. Il nous serait facile de faire remonter à qui de droit la responsabilité d'un semblable état de choses! nous nous en prendrions un peu à cette indolence des travailleurs, qui — sachons l'avouer avec franchise, — oppose quelquefois aux hommes d'initiative des obstacles qu'il est long et difficile de surmonter, un peu plus à ces ambitieux sortis des rangs des classes bourgeoises — il en est dans le gouvernement de Lausanne, — qui se font un marchepied des sociétés ouvrières pour escalader le pouvoir, quitte à

*) Nous avertissons nos lecteurs que nous n'admettons pas qu'ils nous objectent que l'industrie ne perd rien dans la pratique de l'aumône, en ce sens que l'argent économisé par la main qui donne, sera dépensé par celle qui reçoit, et qu'il y a ainsi compensation. Cette observation est juste, mais dans notre cas, elle ne prouve rien. La main qui reçoit, en effet, est une main ouvrière; elle s'ouvrira chez le boulanger. La main qui donne est une main bourgeoise, elle se fermera par exemple chez le tapissier. Il en résulte, que l'ouvrier boulanger qui travaille, travaillera davantage, mais que les ouvriers tapissiers qui déjà, en ce moment, chôment, seront demain plus nombreux; à moins cependant qu'ils aient trouvé le secret de s'endormir tapissiers et de se réveiller boulangers émérites. L'augmentation de chômage dont nous parlons provient donc non pas de ce que l'argent de l'aumône quitte définitivement l'industrie, mais de ce qu'il en change.

les lâcher ensuite pour s'y maintenir, et dont la conduite est une source si féconde de découragement pour ceux des ouvriers qui les ont momentanément suivis; nous nous en prendrions surtout à ce patronat malhonnête et aveugle, qui chasse sans pitié, quand la crise sévit, ces mêmes ouvriers qu'il embauchait avec avidité au temps où leur force de travail lui était nécessaire, pour peu qu'ils les croient affiliés à l'Internationale, ou membres seulement de sociétés à tendances moins accentuées. Mais laissons de côté des récriminations stériles, et constatons seulement que le meilleur remède à la situation des ouvriers de Lausanne, la pratique sérieuse de la solidarité est frappé d'impuissance en ce moment.

Il ne nous reste donc plus qu'une ressource, l'intervention officielle. Cette intervention officielle se manifeste par l'action de l'assistance publique, ou l'octroi de travaux quelconques par l'Etat.

Nous repoussons d'abord l'usage de l'assistance publique autant qu'il nous est possible de le faire. Cette charité officielle n'est d'abord que l'aumône particulière *généralisée*, et à ce titre, elle offre l'inconvénient économique (pour ne parler que de celui-là) que tantôt nous avons reconnu. De plus, cette charité officielle étant l'aumône *règlementée*, elle entraîne un autre inconvénient encore qu'elle partage avec tout ce qui vient de l'Etat, et sur lequel nous allons immédiatement nous expliquer.

Que l'on demande à l'Etat, l'aumône ou du travail, comme l'Etat n'est pas un producteur, il prend l'argent qu'il dépense, ou qu'il donne, dans la caisse des impôts. Telle est en effet, malgré tous les masques qu'on invente, l'unique source de l'argent que l'Etat tripote. Et qui donc paie l'impôt? le travailleur en dernière analyse! c'est là, une vérité économique aussi incontestable qu'incontestée? Donc si les travailleurs de Lausanne demandent et reçoivent de l'Etat une aumône ou un salaire, ils en prendront en fait, le montant dans leurs propres poches et dans celles de ceux de leurs camarades qui travaillent: cet argent sera, pour une partie, une avance qu'ils se feront à eux-mêmes, pour une autre, un emprunt forcé réalisé, par l'intermédiaire de l'Etat, dans la bourse de leur amis. Sur quoi, nous avons une double observation à présenter: d'abord, que c'est une coûteuse opération financière, puisque ils auront, eux et leurs camarades, quant ils paieront l'impôt, à rembourser en sus de l'argent qu'ils auront

ainsi avancé ou emprunté indirectement, la solde des fonctionnaires parasites dont un surplus sera devenu nécessaire; ensuite que s'il est probable, que l'emprunt fait ainsi à l'avoir de leurs amis et sans les consulter, sera le plus souvent fraternellement accueilli, il pourrait arriver une fois qu'il ne le fut pas; dans ce cas, ils auraient fait usage de la *solidarité forcée*, c'est à dire commis une injustice.

Je vais maintenant enfoncer une porte ouverte, et démontrer l'incapacité de l'Etat actuel comme organisateur du travail.

Je ne m'appuierai pas, pour cela, sur les balivernes qui traînent dans tous les traités doctrinaires de l'économie politique bourgeoise; en majeure part, elles sont aussi fausses que respectables par leur antiquité. Ainsi il n'est pas toujours vrai, comme Messieurs les économistes l'affirment encore, que l'intérêt surexcité du fabricant assure des produits de meilleure qualité aux industries privées qu'aux établissements que l'Etat dirige; de notre temps, en effet, la centralisation industrielle rend impossible la surveillance directe des actionnaires intéressés dans les grandes entreprises, et dès lors, les employés nommés par l'Etat offrent au moins autant de garanties, sinon davantage, que ceux nommés par les compagnies. Ce n'est pas là qu'est le défaut de la cuirasse. Le voici:

Dans le cas dont il s'agit, — qui chaque hiver se reproduit à Lausanne, et que dernièrement encore la crise avait rendu chronique à Genève, — c'est l'Etat lui-même qui s'avoue incapable d'organiser le travail. Soit, en effet, qu'il emploie les ouvriers qu'il embauche dans les ateliers nationaux permanents, comme il faisait à Genève, soit qu'ils les confie, comme il prétend le faire à Lausanne à des *soumissionneurs*, il ne tient compte ni de leurs professions pourtant si différentes, ni du profit qu'il pourrait tirer en utilisant dans les règles leur coopération. Il inscrit sur ses livres des horlogers, des tapissiers, des employés de bureau, des cordonniers, ... etc... et puis dans ses chantiers il les transforme tous en manœuvres et terrassiers! Et à cet Etat qui méconnaît ainsi ces deux principes essentiels, la spécialisation des industries et la force coopérative, qui avilit le salaire des ouvriers sans profit pour lui ni pour personne, on reconnaîtrait une intelligence de producteur? allons donc!

Mais va-t-on nous demander: « Où voulez-vous en venir? vous déclarez vous-même l'insuffisance actuelle de l'appui que peuvent trouver les ouvriers de Lausanne dans la pratique de la solidarité ouvrière, et sans proposer une mesure praticable, vous critiquez toutes celles qui sont actuellement possibles! »

On a raison et nous devons conclure.

Nous allons donc nous permettre de donner un conseil aux ouvriers de Lausanne, et de faire ressortir de la situation qui les enserme le précieux enseignement qu'elle contient.

Que pour cette année ils tendent bravement la main à l'assistance publique et à l'Etat, qu'ils ne mendient pas, qu'ils exigent de l'argent, et du travail. La première loi, la justice suprême pour le travailleur, pour celui qui toute sa vie a nourri les autres c'est de vivre. Mais qu'ils songent, dès maintenant, à l'hiver de l'année prochaine, qu'ils prennent leur temps, et qu'ils s'organisent, pour ne rien demander désormais

qu'à la pratique volontaire de la solidarité ouvrière.

Voilà le conseil, voici l'enseignement:

Qu'ils étudient avec soin la protection que leur Etat leur donne, les réponses évasives qu'il leur fait, l'aumône et le travail qu'il leur accorde, et ensuite, qu'ils réfléchissent! ils comprendront bientôt qu'un gouvernement quelqu'il soit, comptât-il parmi ses membres d'anciens affiliés à l'Internationale, est une machine excellente pour garantir à la minorité bourgeoise la jouissance de ses privilèges, de ses richesses, de son superflu, mais qu'elle se met à tourner en sens inverse, qu'elle se détracte quand il faut seulement assurer l'existence de l'ouvrier. En d'autres termes, ils verront que l'Etat n'est pas, ainsi qu'il prétend l'être, le père de tous, mais l'ami de quelques-uns et l'ennemi du plus grand nombre, que son activité peut se formuler dans une phrase qui rappelle vaguement une maxime célèbre:

« *Tout pour les uns, rien pour tous!* »

Correspondances.

France.

Le Congrès ouvrier de Lyon décida dans sa dernière séance, qu'un congrès ouvrier international aurait lieu à Paris pendant l'Exposition universelle, et que le troisième congrès national ouvrier s'ouvrirait à Marseille dans le courant du mois de septembre 1879.

Pour s'occuper de l'initiative à prendre en vue de l'organisation de ce dernier congrès, les cit. Lombard, Reynier, Chapelle, ex-délégués du Congrès de Lyon, ont cru devoir convoquer en assemblée les *Présidents*, ou *Administrateurs* d'un certain nombre de sociétés ouvrières de Marseille. La réunion a eu lieu le 31 octobre, et quelques résolutions y ont été prises que nous nous sentons le devoir de critiquer.

Voici la première:

« Considérant que le Congrès ouvrier de Paris a été violemment dissous par le gouvernement, tandis que toute liberté était laissée aux ennemis de la République pour conspirer à Chartres et ailleurs contre les institutions existantes, et attendu qu'il appartient aux délégués des corporations de sauvegarder la liberté de ceux qui participeront aux travaux du congrès ouvrier de Marseille;

Considérant qu'il est du devoir des représentants de la nation d'assurer à chaque citoyen la part de liberté nécessaire à la discussion de leurs droits et de leurs intérêts;

— Les *Présidents* des sociétés ouvrières réunis à l'effet de préparer le congrès ouvrier de Marseille, invitent les députés des Bouches-du-Rhône à questionner en séance publique le gouvernement au sujet de la dissolution arbitraire du congrès de Paris, afin de connaître quelle sera son attitude relativement à celui qui doit être tenu à Marseille. Ils profitent en outre de la circonstance pour exprimer aux victimes de l'acte anti-libéral du ministère, leurs sentiments de fraternelle sympathie. »

Il est indispensable, en effet, que les organisateurs du Congrès de Marseille soient fixés sur l'attitude que prendra le gouvernement quand la date de l'ouverture de ce congrès sera proche. A notre avis, rien n'est plus opportun que la sommation qu'ils veulent lui adresser. Mais les *Présidents* des sociétés ouvrières réunis le 31 octobre ne sentent-ils pas qu'ils affaiblissent cette sommation en laissant à des députés bourgeois le soin de la formuler? ne prévoient-ils pas ce qu'elle deviendra en passant par des bouches qui ont pu rester muettes devant l'interdiction injuste, illégale et violente du congrès ouvrier international de

Paris! Que ne ne font-ils leurs affaires eux-mêmes, s'ils veulent être bien servis?

La seconde résolution nous étonne, par le sans gêne avec lequel elle frappe d'ostracisme une partie notable du socialisme marseillais. La voici:

« Les chambres syndicales, sociétés coopératives de production et de consommation, *exclusivement* ouvrières, seront *seules* admises à faire partie de la commission organisatrice du congrès. »

Et de quel droit? quel est donc le caractère que ces Messieurs voudraient donner au congrès à l'organisation duquel ils préudent? Se figurent-ils que le Congrès qui va se tenir à Marseille soit un congrès purement corporatif? en ce cas, qu'ils se détrompent! Le congrès qu'ils ont à organiser, est le Troisième Congrès du prolétariat français, c'est un congrès socialiste dont la tenue a été votée par le Congrès de Lyon, qui doit faire suite à celui-ci, et lui être semblable. Cela veut dire, que pourront y siéger les délégués des Cercles d'Etudes, de propagande, ... etc... et tous les délégués socialistes, même ceux qui se rattacheront par leur naissance à la classe de la bourgeoisie. Et si cette catégorie de délégués est admise aux assises du socialisme français, nous ne voyons pas trop par quels motifs on peut l'exclure de la Commission organisatrice marseillaise. Que ces Messieurs prennent garde! ils feront croire qu'ils sont dans la manche du substitut de la 10^e chambre de police correctionnelle, et adversaires de ces ouvriers manuels qui avant d'être condamnés ont tenu à proclamer leurs sentiments de solidarité avec « les déserteurs des classes bourgeoises qui veulent comme eux, ouvriers socialistes, constituer une société nouvelle »

Ces résolutions d'ailleurs, qu'elles soient bonnes ou mauvaises on n'avait pas le droit de les prendre. Nous ne savons pas si les *Présidents* ou les *Administrateurs* dont il s'agit avaient mandat de leurs sociétés ouvrières pour se rendre à la réunion à laquelle on les a conviés, ou si, petit sénat ouvrier, ils ont trouvé opportun de voter des résolutions quand même, quitte à arracher ensuite une adhésion tardive à la complaisance de ceux qu'ils *président* ou qu'ils *administrent*. Dans le premier cas nous leur ferons observer qu'ils n'avaient le droit de prendre aucune décision définitive en l'absence d'un grand nombre de chambres syndicales et de groupes socialistes qui n'avaient pas été convoqués. Nous leur dirons dans le second cas, avec toute la netteté dont nous sommes capables que sous le couvert de leur caractère administratif ils ont fait acte de gouvernement, et violé les principes les plus élémentaires de toute sincère démocratie.

Heureusement, qu'une troisième résolution votée aussi dans la même assemblée du 31 octobre, fournira au peuple marseillais le moyen de réparer toutes les maladresses présidentielles et administratives:

« La commission d'initiative remettra ses pouvoirs à la commission organisatrice des quinze sociétés ouvrières auront nommé leurs délégués. »

Nous en appelons, quant à nous, de l'opinion de l'assemblée des présidents, à la commission formée des simples délégués des sociétés ouvrières, des gouvernants aux gouvernés.

Espagne.

On nous écrit de ce pays, à la date du 2 novembre:

« La nouvelle du coup de pistolet tiré il y a une semaine contre le roi d'Espagne doit

déjà être arrivée jusqu'à vous à travers les fils des télégraphes et dans les colonnes des journaux bourgeois. Contrairement à leur habitude, les organes de la presse conservatrice ont donné à ce sujet des détails que je crois assez exacts. Voici, du reste, ceux que nous avons pu recueillir et qui vous permettront de juger la portée de cet acte :

Le 25 du mois dernier, après un voyage à Burgos, Valladolid, Vitoria et Saragosse, où il était allé assister aux grandes manœuvres de l'armée, Alphonse XII faisait sa rentrée à Madrid. Il revenait entouré de son état-major et précédé d'une musique, lorsque à la hauteur du n° 93 de la Calle-Mayor, point où la rue se rétrécit, une détonation eut lieu. C'était une balle que l'on venait d'envoyer à son adresse; mais le projectile n'atteignit pas son but, et alla taper contre un mur en face. Le roi n'entendit pas, grâce au son de la musique, cette détonation, et ne soupçonna même pas qu'on venait de faire feu sur lui. Occasion excellente pour ses adulateurs, de vanter sur tous les tons le sang froid de leur vaillant monarque.

Mais un agent de police qui suivait pas à pas le cheval de son souverain, s'élança aussitôt du côté d'où l'on venait de faire feu, et des femmes lui ayant désigné celui qui avait tiré, il l'arrêta à l'aide de quelques soldats qui formaient la haie. Un officier accourut aussi, et, pour prouver son zèle monarchique, il asséna quelques coups de plat de sabre sur le prisonnier. Plusieurs autres personnes qui se trouvaient autour de celui qui venait de commettre cette tentative de régicide, furent aussi arrêtées; mais le lendemain elles furent relâchées, leur complicité n'ayant pu être établie. Chose singulière cependant, et qui préoccupe l'autorité, le pistolet d'où est parti le coup, n'a pu être retrouvé.

Le régicide fut aussitôt conduit à la *Capitainerie générale* où on lui fit subir un premier interrogatoire. Les traîneurs de sabre qui déjà rêvaient les galons et les croix qu'il y avait à gagner sur la tête de la victime, entendaient le juger dans un conseil de guerre, sous prétexte que le roi devait être considéré, en cette occasion, comme militaire; mais les gens de robe qui ne se laissent pas facilement arracher leur proie, protestèrent contre cette prétention, et enfin on leur livra la pièce, pour qu'ils l'arrangeassent à leur sauce.

L'accusé déclara avec sang froid et résolution qu'il s'appelait Jean Oliva Moncasi, qu'il était ouvrier tonnelier, âgé de 23 ans, qu'il professait des idées libérales, qu'il était socialiste, et qu'il avait appartenu à l'Association Internationale des Travailleurs. Il avoua être l'auteur du coup de feu, qui venait de motiver son arrestation, et ajouta qu'il l'avait tiré dans le but de tuer le roi; qu'il avait formé tout seul ce projet, ne l'avait confié à personne, pas même à sa femme, et qu'il était venu exprès de Tarragone à Madrid pour le mettre à exécution.

Juan Oliva est d'une taille un peu audessus de la moyenne, brun, et d'un esprit vif et énergique; mais la presse bourgeoise qui ne peut admettre qu'un homme intelligent puisse se sacrifier pour une cause, et dont la mission est de rendre antipathiques à l'opinion publique les hommes dévoués aux idées qu'elle combat, le représente comme un être d'une physionomie stupide, et d'un caractère brutal. Elle ne peut lui pardonner d'avoir eu le courage de dire qu'il

entendait bien réellement tuer le roi, et cette affirmation est pour elle le comble du cynisme.

Oliva appartient à une famille de laboureurs assez aisée; mais il s'était brouillé avec ses parents en contractant contre leur gré un mariage avec une servante d'une société coopérative. Il possède quelque instruction et avait dans son enfance commencée des études secondaires, qu'il abandonna peu après, son tempérament indépendant ne se pliant pas aux exigences de la discipline scolaire. Il essaya plusieurs métiers, et s'arrêta à celui de tonnelier, dont il venait de terminer l'apprentissage. Il était très adonné à la lecture, et principalement à celle des journaux politiques. En 1873 il avait pris part à la grève des tonneliers.

Lors des tentatives d'Hœdel et de Nobiling contre l'empereur Guillaume, il s'était écrié en les apprenant: «Voilà des hommes! il nous en faut en Espagne comme ceux-là.» Depuis longtemps il méditait une idée semblable, et dès ce moment il résolut de la mettre en exécution.

Il vendit à cet effet ses outils, donna pour excuse à ses parents qu'il allait à Alger, et se rendit à Madrid, où sur la foi de la *Correspondencia de Espana*, qui avait annoncé le retour du roi pour le 21, il attendit quatre jours. Il se trouvait chez un marchand de vin, lorsque le bruit des clairons annonça qu'Alphonse XII s'approchait. Il s'élança dans la rue, et quand ce dernier passa devant lui, il lâcha son coup de feu.

Etonné de ne point l'avoir atteint, il s'écria avec dépit: «Je suis bon tireur et je n'aurais pas manqué une noix placée à la même distance; mais ce n'est pas la même chose que de viser un roi entouré de ses escadrons.» Quelques semaines avant, dans un tir, il avait tué cinq poules sur six coups, et avait dit à ses camarades en sortant: «Puisse-je avoir bientôt autant de chance!» Sur un carnet qu'on a saisi sur lui, se trouvaient ces mots: «Sous peu nous aurons fini d'exister, le roi et moi.» Il pensait en effet que quand même il eût tué le roi, son entourage se serait vengé en l'écharpant sur place lui-même.

Il a refusé de prendre un avocat, et on lui en a imposé un d'office.

Je dois maintenant vous dire qu'Oliva, quoique n'ayant pas une éducation socialiste profonde, n'en est pas moins un révolutionnaire de cœur et d'instinct, et nous acceptons la solidarité morale qui nous revient dans sa tentative. Le régicide n'est certainement pas le but de notre Association; ce n'est même pas un des moyens auxquels nous nous soyons arrêtés. Nous nous proposons de changer les institutions, qui font les tyrans et les despotes, dans la persuasion que, tant que ces institutions dureront, elles donneront toujours les mêmes fruits: tyrannie et despotisme. *Guerre aux institutions*, donc, et dans la mesure possible: *paix aux hommes*; telle a été longtemps notre devise. Mais, après les grands malheurs et les immenses sacrifices que cette généreuse tactique nous a valus et nous coûte chaque jour encore, ce serait de notre part une naïveté de ne pas reconnaître qu'il y a des hommes qui sont un véritable obstacle à la transformation des institutions, et qu'on ne pourra promptement changer celles-ci, sans faire disparaître ces obstacles. Je ne veux point considérer ici le degré de culpabilité de chaque souverain vis-à-vis de son peuple: je ne veux point

mettre en relief la responsabilité morale qui lui revient pour tous les abus, pour tous les crimes, pour toutes les oppressions et exploitations qui se commettent en son nom et sous le manteau du régime qu'il préside. Chacun d'eux est dans son pays la représentation, et, par conséquent, la plus haute expression de la société bourgeoise. Mais Alphonse XII, en Espagne, est encore, par exception, autre chose que cela. Il est en ce moment la clef de voûte de cet ordre bourgeois. Comme il n'a pas de successeur légitime, lui mort, c'est forcément la révolution en Espagne. Or, on a dit avec raison que l'on sait comment les révolutions commencent, mais non comment elles finissent. C'est précisément cette inquiétude de l'avenir qui alarme les divers partis qui se meuvent dans l'arène politique de ce pays, qui haïssent le régime actuel, qui ne cessent de conspirer et de maintenir l'excitation anti-alphonsiste dans le peuple, mais qui de crainte de ne pouvoir dominer la Révolution, veulent se bien préparer avant de donner le coup, et choisir leur moment afin d'être sûrs de la maîtriser. Il est donc certain, que dans ces conditions, si le coup de pistolet d'Oliva eût atteint son but, il aurait rendu un grand service à la révolution, en précipitant un mouvement qui gagnerait à ne point se retarder. Plaignons donc aussi le brave Oliva, mais plaignons-le de n'avoir point mieux visé.

Presque tous les journaux de la péninsule font remonter la responsabilité de cette tentative de régicide à l'Internationale, et un grand nombre d'entre-eux demandent que l'on prenne des mesures énergiques contre cette Association, qui, quoique hors la loi depuis 1874, donne cependant assez souvent des preuves de son existence.

Comme le journal qui demande avec le plus d'insistance ses mesures extraordinaires, contre l'Internationale et en particulier contre les quatre provinces de Catalogne, où l'on dit quelle compte le plus grand nombre de prosélytes, est l'organe du président du Conseil des ministres, M. Canovas del Castillo, il est fort possible que nous soyons l'objet de mesures arbitraires, dirigées contre tous ceux qui paraîtront suspects à l'autorité.

Une loi spéciale, comme celle qu'on vient de promulguer en Allemagne, serait ici on ne peut plus ridicule, puisque les sociétés ouvrières n'ont point d'existence légale et que la propagande socialiste, ainsi que les réunions publiques, sont complètement interdites. Que resterait-il donc à prohiber? On ne peut, par conséquent, attendre autre chose que des actes d'arbitraire, et des coups à tort et à travers.

Une loi spéciale ne pourrait que nous être favorable, surtout si elle était relativement aussi douce que celle qu'on vient de voter en Allemagne, car les peines que l'on peut actuellement nous imposer ici, sont bien plus fortes. Mais ce qu'il y a de plus terrible, ce n'est pas l'énormité de la peine à laquelle peuvent condamner les tribunaux, mais la facilité qu'ils ont de prolonger les procès indéfiniment, ce qui donne pour résultat qu'ils gardent souvent pendant de longues années en prison, des accusés qui pourraient être acquittés ou être condamnés à des peines inférieures à leur prison préventive.

Si malheureusement dans ce pays nous nous trouvions dans les fâcheuses conditions morales de l'Allemagne, où il semble que les

exemples de délation sont fréquents, les procès intentés aux personnes qui ont applaudi à l'acte d'Oliva et regretté qu'il n'ait eu plus de succès, seraient innombrables. Par bonheur, la délation répugne encore, par ici, et la police est peu adroite.

Mais si la police dans ce pays, grâce au défaut de concours de la population, ne découvre pas facilement ce qu'elle cherche, en revanche elle est brutale, et révèle dans tous ses actes le plus odieux arbitraire. Comme il est probable que les internationaux auront à en essayer passablement, je ne crains pas de me tromper en présageant qu'ils rendront coup pour coup, et suivront le chemin que leur ont si bien montré leurs frères de Russie.

Italie.

Dans les poursuites dont il accable les internationalistes le gouvernement italien est sans mesure. Il dépasse toutes les limites qu'il soit possible d'imaginer: il arrête, il empoigne, il perquisitionne, il ammonit, il condamne au domicile forcé, il jette en prison. Que lui parle-t-on de lois d'exception? N'a-t-il pas depuis longtemps la sienne: la loi d'*ammonizione*? Non seulement il frappe d'ammonition qui il lui plaît, mais souvent même sans perdre son temps à appliquer aux socialistes cette loi, il les frappe des peines qu'elle édicte.

On arrête à Livourne, et on arrête à Pise. A Perugia, on traîne en prison deux de nos amis, Domanico et Matteucci; pour quel délit? — Pour crime d'internationalisme. Le directeur d'une famille socialiste, *Il Nuovo Paese*, est condamné à trois ans de prison. Pourquoi? pour offense aux principes religieux!

La plupart de nos amis sont ammonis, qu'ils restent dans leur pays, ils sont bientôt dans le cas de violer l'ammonition, et on les condamne au *domicile forcé*; s'ils veulent partir pour l'étranger, on le leur défend: Emilio Covelli, ammoni, devait habiter Trani; il a demandé un passeport pour la Suisse, et ce passeport lui a été refusé.

J'ai avancé que même sans *ammoniza* le gouvernement frappait des peines de l'ammonition et rudement! En voici un exemple entre mille:

Un pauvre typographe du nom d'Angelo Lazzari, ayant perdu sa mère pendant qu'il était détenu dans les prisons de Bénévent, et se trouvant, à sa sortie, sans travail, dans sa commune d'origine, se rend à Rome où il espère travailler et manger. Sans même l'*ammonition*, on l'a arrêté, saisi, enchaîné, traîné dans son pays où on l'a retenu de force, et laissé mourir de faim.

Et quels sont les résultats de cette ignoble conduite des agents de M. Zanardelli?

C'est qu'il n'y a jamais eu en Italie autant d'ardeur que dans ce moment. Des sections sortent de terre, des manifestes de l'Internationale se publient partout, et il n'est pas jusqu'à la bourgeoisie qui ne parle de la Révolution sociale prochaine!

Nous extrayons le passage qui va suivre d'une correspondance que nous recevons à la dernière heure, et qui ne pourra paraître que dans le prochain numéro:

« Notre brave compagnon Oreste Faleri de Pise a été arrêté et traduit devant les autorités judiciaires sous la prévention de conspiration contre la sûreté de l'Etat et pour affiliation à une *association de malfaiteurs*. De plus, hier à peine, à Fabriano (Marche), plusieurs de nos compagnons ont

été arrêtés pour avoir affiché un manifeste aux coins de la ville. »

Suisse.

On nous écrit de Fribourg:

« Je crois vous avoir démontré dans mon premier article, qu'elles étaient les plaies ou les causes, et pourquoi on n'apprécie pas assez l'importance de la presse socialiste. Je crois aussi avoir démontré en second lieu quelle importance elle avait au point de vue de la propagande socialiste. En troisième lieu, j'ai fait un appel à tous les ouvriers de bonne volonté pour les engager à s'abonner et à répandre le plus possible les organes socialiste. Il me reste à définir les devoirs de la presse socialiste. Ces devoirs sont grands, et d'abord elle doit avoir pour devise ces deux mots: Vérité et Justice. Il n'est si lourde tâche dont on ne vienne à bout. Les journalistes socialistes ont l'orgueil qu'ils ne failliront pas à leur mission. Je sais aussi qu'ils sont pénétrés des vérités que chacun de nous doit savoir pour travailler utilement le bon travail et combattre le bon combat. Je n'ai pas la prétention, compagnons, de vous apporter une révélation. Je sais que ces idées sont déjà les vôtres et que beaucoup d'hommes de bonne volonté ont déjà dirigé leurs efforts vers ce but. Le rôle de la presse socialiste doit se borner à repousser toutes les polémiques étrangères aux idées socialistes, à faciliter par les moyens qui sont en son pouvoir, la cohésion de plus en plus intime des forces ouvrières éparpillées sur notre globe, à donner dans chacun de ses numéros un rapide aperçu de la grande lutte du travail contre le capital, à développer et à vulgariser les grandes idées d'émancipation du prolétariat, à amener enfin le plus rapidement possible, d'une façon durable et indestructible, l'union de tous les travailleurs dans l'univers entier. Pour aboutir à ce résultat, je fais appel à toutes les initiatives, à tous les efforts, à toutes les énergies, à tous les dévouements, et surtout à toutes les conciliations entre travailleurs.

Courage, chers compagnons, parce que votre tâche est lourde, et le travail que vous faites bien souvent méconnu. Ne vous arrêtez pas pour cela, mais poursuivez le chemin dans lequel vous êtes lancé. Le jour de la récompense viendra, et ce sera cette Révolution sociale qui est inévitable. Oui, travailleurs, lisez et relisez les journaux socialistes et sûrement vous deviendrez socialistes.

Salut et révolution sociale!

Un ami et un soutien de la presse socialiste. J. M.

Faits divers.

L'Impôt du sang. — Pendant la dernière guerre d'Orient, ou du moins durant la période de cette guerre qui vient de s'écouler, la Russie a mis en campagne 610,000 hommes. Sur ce nombre, il y en a un **quart** de morts, un **cinquième** de malades, un **dixième** de blessés; il reste par conséquent, à peine un peu plus de 335,000 hommes valides.

La chirurgie pénitentiaire en Suisse.

— Une société, composée surtout des directeurs de nos prisons, a tenu une conférence à Lausanne. On a mis en discussion le choix des peines à appliquer aux condamnés pour

crimes. Quelques-uns des membres présents, poussés par la bonté de leur cœur, ont fait observer à leurs collègues, que la réclusion à perpétuité était un châtiment pire que mille morts. A leur avis, il y aurait lieu de rétablir en Suisse la peine capitale, la décollation. Mais un des assistants, encore plus philanthrope que ses collègues, les a priés de se contenter de l'amputation d'un membre, d'une jambe ou d'un bras. *Ceci est textuel*; c'est le journal *Der Bund* qui le raconte.

Y aurait-il de l'indiscrétion à demander au joli Monsieur qui aspire à jouer ainsi les Torquemada de la propriété, ce qu'il faudra couper au cinquième crime? il y a des malheureux qui en commettent vingt! sera-ce la tête? ou seulement le tronc?

Statistique du St-Gothard. — Depuis le 1^{er} Octobre, 1875, il y a eu au Gothard, 53 ouvriers tués dont 35 sur le coup, 96 blessés si grièvement que leur mort est certaine, et 33 atteints de blessures légères. C'est donc, en trois ans, 182 victimes: une moyenne de cinq par mois, plus d'un par semaine.

A la gêne, il n'y a pas de plaisir. — M. Antognini, député au Grand Conseil, l'assassin de Calbresi, est tranquillement revenu sur le théâtre de ses exploits. Il a été aperçu à Locarno. Il a même poussé une petite ballade, en grand uniforme, place Magadino. Pourquoi se gêner quand on est riche et élu du peuple!

Dernières Nouvelles.

Moncasi est condamné à mort. De sorte qu'à moins qu'une grâce n'intervienne, bientôt sa femme sera veuve et sa petite fille orpheline.

Pauvre Juan Oliva! on frémit devant l'image de la mort qu'il va subir! C'est que la mort n'est pas douce en Espagne! on l'accompagne encore, en plein XIX^e siècle, de pratiques lugubres, de tortures morales, de souffrances physiques, dignes restes dus à l'imagination terrible du moyen-âge inquisiteur. La mort y vient, à travers une agonie de trois jours, à pas lents, en trois actes: la *mise en chapelle*, l'*exposition publique*, le *garrot*.

Devant le sombre autel de la prison, le condamné reste deux jours; et pendant ces mortelles heures passées face à face avec son supplice, la voix monotone des moines importune ses oreilles de la prière des agonisants.

Puis vient l'exposition publique, avec sa foule spéciale, avide des curiosités malsaines, au milieu des capuces colorés des différentes confréries.

Enfin le condamné marche au supplice, et le moment fatal est venu. On l'assied, on le « garrote » ce qui veut dire qu'on l'étrangle, avec une corde et un morceau de bois nommé garrot. Des frissons convulsifs parcourent le corps et le tordent, la pupille se dilate, le globe de l'œil saillit, la mort survient. Tout est dit. Quand on prend le cadavre et qu'on l'emporte, les plus curieux se battent pour voir la face bleue, la langue épaisse et violette, arrêtée entre les dents!

Moncasi n'assistait pas à son jugement. Il a écouté sans aucune émotion la lecture de la sentence qui le condamnait à mort, et c'est sans le moindre trouble qu'il en a signé la minute.

Son procès, — dit-on — passera en cour d'appel.

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

La liberté du commerce et le système protectionniste, jugés au pont de vue ouvrier.

L'échéance, la dénonciation et le renouvellement des traités de commerce, rouvrent partout la célèbre dispute entre les partisans du libre-échange et ceux du régime protecteur. Pour nous, nous nous désintéresserons presque complètement d'un débat où nous n'aurions que ce mot à dire : le libre-échange nous tue, sans que la protection nous sauve ; c'est la coalition qu'il nous faut.

Certes, comme nos patrons, et plus qu'eux, la terrible concurrence, nous enserre. Ils se plaignent de ce que leurs produits se heurtent sur leur marché national à d'autres produits que l'étranger importe. Mais, nous ouvriers, ne rencontrons-nous pas tous les jours, des camarades malheureux venus des contrées voisines, et que nos contre-maîtres se hâtent d'embaucher ? On craint les *produits similaires* ? et, de la présence des *ouvriers similaires*, pense-t-on que nous ne souffrions pas ? On nous dit : les produits s'importent ; nous répondons : les ouvriers *immigrent*.

En 1846, les anglais passaient en Amérique ; en 1848, les ateliers français regorgeaient d'allemands, de savoisiens et de belges ; au lendemain de la défaite, pour éviter les poursuites et fuir le massacre, les ouvriers de la Commune se sont fait envahisseurs à leur tour. Maintenant, les chinois pullulent en Amérique, toutes les routes qui d'Italie mènent en Suisse, se noircissent d'ouvriers piémontais, et demain, à moins que la terreur ne cesse en Allemagne, la Suisse orientale sera peuplée de travailleurs allemands.

Il y a plus encore.

On ajoute : L'importation des produits étrangers ne se contente pas d'augmenter l'offre, au point de dépasser la demande, mais de plus, elle les présente souvent dans des conditions de bon marché que nous ne pouvons atteindre ; aussi n'est-ce pas seulement l'avilissement du prix de nos marchandises que nous avons à craindre, mais leur dépréciation et leur expulsion complète de la consommation qu'il nous faut redouter. Nous ripostons : sont-ce des ouvriers français, allemands, suisses, belges, américains, anglais, — tous ouvriers dont le coût d'entretien est le même, — que l'immigration met en lutte ? naturellement, par la trop grande affluence des bras, le taux des salaires de tous s'avilit ; mais, cet avilissement, les uns et les autres le supportent, et chacun souffre ses heures de misère, l'ou-

vrier indigène et l'ouvrier étranger. Voici la scène qui change : le chinois et l'américain, le vaudois et le piémontais sont aux prises ! une poignée de riz suffit pour son entretien au travailleur du Céleste Empire, et le pauvre ouvrier piémontais d'un peu de *pollenta* est nourri. A l'américain, au vaudois, il faut du pain, du vin et de la viande ; le salaire *nécessaire* n'est pas le même pour tous : la sobriété des uns, pour les autres est la mort. Dans de semblables conditions, le prix de la *force de travail* change, et ce n'est plus, pour l'ouvrier suisse, pour celui des Etats-Unis, un chômage partiel qu'il faut qu'il supporte, c'est l'exclusion complète de la fabrique et du chantier qu'il faut subir.

On le voit, la parité est complète. Qu'est donc en effet la *force de travail*, sinon une marchandise comme une autre ? une machine, un instrument ?

Faisons d'abord son procès au libre-échange.

Qu'arrive-t-il, lorsque, grâce à la liberté du commerce, des machines de fer, d'acier de fonte ou de bois, toutes de même valeur, également bonnes pour l'usage, viennent inonder et encombrer le marché ? d'abord, l'offre s'élève au-dessus de la demande, puis le prix de chacune d'elles s'avilit ; enfin, comme il faut que l'équilibre économique se rétablisse, la fabrication de ces machines se ralentit. De plus, si parmi ces machines il en est qui se livrent dans des conditions toutes spéciales de bon marché, qu'advient-il des autres ? elles sont, d'abord vaincues, puis chassées ; et, dans ce cas, il ne suffit plus que leur fabrication se ralentisse : la fabrication des plus coûteuses doit cesser tout à fait.

Tels sont aussi les phénomènes qui se succèdent, s'il s'agit de machines humaines, c'est-à-dire de travailleurs. Seulement, les résultats qu'ils entraînent, empruntent au caractère vivant de ces machines, une singulière gravité.

Ici, en effet, la concurrence prend un autre nom : elle s'appelle, *la lutte pour l'existence*. Il est impossible que la fabrication s'éteigne, et elle ne peut pas se ralentir. Ce ne sont pas les naissances qui cessent ; non, mais c'est le mort qui survient. La misère, les privations, l'épuisement, l'anémie, la maladie, la faim, voilà les agents que la nature met au service de l'économie bourgeoise, et dont l'action terrible rétablit l'équilibre économique momentanément troublé. Ainsi donc, quand il s'applique aux travailleurs le principe de la liberté de commerce doit ajouter un dernier terme à sa maxime cé-

lèbre, et dire : « Laissez faire, laissez passer, même *laissez mourir* ! »

Disons maintenant leur fait aux partisans de la protection,

Supposons, pour un instant, que l'idée protectionniste triomphe, et voilà le système protecteur établi. On prétend qu'un régime de douanes est la sécurité de l'industrie du pays. Soit ; sera-t-il la garantie du salaire ? il sauvera, dit-on, le capital. Sauvegardera-t-il ce travail ? on affirme qu'il protégera les produits d'une nation contre leurs *produits similaires* ; défendra-t-il contre les *ouvriers similaires*, les ouvriers de cette nation ?

Voilà, les cotons filés et tissés, la machine, la montre et la dentelle, les soieries, les métaux ouvrés, les grains et les alcools, tout, frappé de forts tarifs de douane ; prohibé même, si l'on veut. Qu'advient-il ? laissons divaguer l'enthousiasme des protectionnistes : Aussitôt — disent-ils — la crise cesse, l'industrie nationale qui souffrait se relève, l'atelier, la manufacture, le chantier, rouvrent leurs portes à côté des cabarets qui se ferment, devant une foule ouvrière en guenilles et affamée ; ensuite, le taux du salaire s'élève, enfin, c'est l'âge d'or ! Permettez, dirons-nous à ces Messieurs, en jetant un peu d'eau froide sur leur enthousiasme : Retournez à la frontière ! vous y trouverez un oubli à réparer, une nouvelle contribution à frapper, une sottise à commettre. Ne voyez-vous pas, qu'alléchée par la renommée de votre terre promise, l'invasion des ouvriers étrangers poudroie vos routes toujours plus nombreuse ? qu'elle s'avance vers vos usines chaque jour plus compacte ? le prix des substances qui s'est élevé restera le même, mais de nouveau l'affluence des bras fera tomber le taux du salaire, et, de nouveau, l'ouvrier indigène cédera la place au travailleur étranger. Vous n'avez, en réalité, qu'un moyen de protéger le travail et le salaire nationaux, c'est d'imposer ou de prohiber l'entrée des travailleurs qui passent la frontière. Les soumettez-vous d'abord, à titre d'essai, à une taxe de fr. 50 par tête ? si cela ne suffit pas, les ferez-vous reconduire chez eux ? allons, ayez le courage de vos opinions, entretenez à la frontière une armée qui les impose, des gendarmes qui les arrêtent, une troupe qui les repousse, même en leur tirant des coups de fusil ! si vous êtes logiques vous appliquerez votre système jusqu'au bout ; vous en développerez les dernières conséquences, et par des mesures d'une intolérance absurde vous le complèterez. Sachez seulement, dès aujourd'hui, que nous ne vous demandons rien, que nous ne

sommes pas vos complices, que nous n'exigeons contre nos camarades, ni protection d'aucune sorte, ni prohibitions.

Nous ne voulons rien *contre eux*. Mais *avec eux*, nous voulons une chose: Quoi? une nouvelle organisation de la production. Voilà notre but. Quel moyen pour l'atteindre? organiser et internationaliser la coalition.

Correspondances.

France.

Les condamnés du procès *dil* du Congrès de Paris sont en ce moment en prison.

Nous venons de recevoir le numéro spécimen du nouveau journal français: *Le Proletaire*. Voici comment dans un article intitulé, « Notre ligne de conduite », ce journal rend compte lui-même de sa mission: « Les membres de la rédaction ne pourront insérer un article qui leur soit personnel que sous leur responsabilité propre. Quant au comité de rédaction, il ne pourra collectivement s'écarter de la ligne de conduite qui vient d'être exposée: car, il faut qu'on le sache bien, le *Proletaire*, journal républicain et socialiste, veut être l'organe du *proletariat tout entier, le cahier des études socialistes de tous les travailleurs et la tribune de tous les exploités, de tous les dés-herités.* »

S'il tient cette promesse, le journal *Le Proletaire* peut compter sur notre entière sympathie.

Une grève de 600 ouvriers tisseurs et filateurs, a éclaté à Nancy.

Tous les lecteurs de *L'Avant-Garde* connaissent les détails du fameux duel Gambetta-de Fourtou. Mais ils ignorent peut-être une particularité qui en change le caractère. C'est que si M. Gambetta est borgne, M. de Fourtou est myope à ne pas voir son nez au microscope. On avouera qu'un duel au pistolet, à trente pas, entre un aveugle et un borgne tourné du mauvais côté, est une bonne plaisanterie.

La réputation de courage du faiseur de Tours commençait à se refroidir depuis son fameux enlèvement en ballon; on a senti le besoin de la réchauffer un peu.

Congrès du droit des femmes, à Paris.

— Comme toujours grande explosion de sentimentalisme, phrases à grand effet, mais absence complète de principes: On veut la suppression de la police des mœurs, et on veut que cette police *disparue* intervienne pour supprimer les maisons de débauche. Un bon jeune homme vient prêcher la pureté des hommes! Une dame demande le divorce, et pas un ne sait ou n'ose parler de la liberté toute pure. Liberté de l'amour, liberté de la volupté, voire même liberté de la pureté! Pourquoi les femmes qui se plaignent de l'inégalité et de l'oppression de la loi se marient-elles? Elles sont à 21 ans majeures et égales aux hommes; pourquoi se refont-elles mineures et se font-elles protéger par la loi qui les soutient comme la corde soutient le pendu?

Que la femme s'unisse simplement, si cela lui plaît, à un homme qu'elle quittera, si elle le trouve indigne ou simplement s'il cesse de lui plaire; que seulement suivant

les indications de la physiologie, elle s'arrange pour ne devenir mère que si elle peut assurer par elle-même ou par son conjoint l'existence de leur rejeton.

Quant à leurs autres revendications identiques aux nôtres, que les femmes se gardent bien de s'affaiblir en luttant à part. Qu'elles combattent à côté de nous, avec nous, sur le pied d'égalité!

Espagne.

Dans la prison du Saladero, Juan Oliva y Moncasi attend tranquillement que la cour suprême ait confirmé sa condamnation. Ses deux pieds sont rivés à une double chaîne, et il se promène de long en large, les lourds anneaux sonnante sur le plancher, sans que ce bruit lugubre parvienne à l'attrister, ni à lui arracher un seul soupir. Son procès doit passer devant la cour d'appel de Madrid, lundi 25 novembre.

On parle d'un complot républicain fédéraliste. Des armes auraient été saisies et des arrestations faites; à Carthagène, le commandant du vapeur *Gaditano* a pris la fuite.

Italie.

« Les rois sont dans l'ordre politique, ce que sont dans l'ordre physique, les monstres. »

Paroles de l'abbé Grégoire.

Décidément, selon le mot de Moncasi, il n'est pas facile, au milieu de son entourage, de frapper une tête couronnée. La flèche de Tell est naturellement au rancart, mais le plomb ne fait craquer la cible qu'une fois sur trois, et la pointe, — chose pourtant plus sûre —, ne parvient qu'à égratigner. Cependant, ceux qui viennent de manier la poudre et le fer ne manquaient pas de courage! Moncasi, Hœdel, Nobiling, Passanante, avaient fait l'abandon de leur existence, et comme une acceptation complète du bourreau! Eh bien, tous ont été gênés par le maudit entourage. Les uns tirent de loin, et c'est à peine si Nobiling touche; Passanante parvient à franchir le cercle; malgré les oscillations de tout cortège, il aborde la voiture royale, mais là une lutte corps-à-corps s'engage, dans laquelle, seul, il a pour adversaires, les valets, les mouchards, les ministres, les cuirassiers..., et le roi. Il égratigne.

Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais, il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage! que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, rompue, au bruit et à la lueur des bombes. Quoiqu'il en soit, tournons encore un feuillet du martyrologe pour inscrire ce nom à la suite des autres: *Giovanni Passanante*.

Le 17 novembre, à 2 h. 20 de l'après-midi, le cortège royal sortait lentement de la gare de Naples. Enfoncé dans les coussins moelleux, vert et or, Cairolile-parvenu souriait à son roi, et la reine causait avec le jeune prince; derrière, devant, partout, à cheval et à pied, les valets de tous grades et de familles diverses. On entrait dans la rue Carbonara. Comme la venue de sa Majesté avait été, à Naples comme dans les autres villes, précédée d'arrestations d'internationalistes, le roi se vautrait dans sa

quiétude. Par moments, les cuirassiers de l'escorte s'écartaient de la portière, pour laisser passer les suppliques, et, les malheureux qui ne sentent pas encore que leur salut est dans la révolution, les lâches à qui il faut des faveurs, de l'argent et des grades, venaient humblement plier le genou dans la poussière du carrosse, devant la morgue du roi qui se sôulait d'ovations. Tout à coup, un homme se précipite. Il saute sur le marchepied. C'est Passanante.

Dès ce moment, tout se passe en un clin d'œil.

Passanante tire vivement son couteau de l'étoffe rouge qui l'enveloppe, pousse à l'oreille du roi le cri de Vive Orsini, et, résolu, lui porte un premier coup au bas-ventre. Le roi se baisse, se courbe, étend le bras gauche, pare; le couteau porte à peine: la pointe entre un peu au-dessous de l'épaule: une égratignure seulement. Alors une lutte inégale s'engage. C'est Passanante qui devient l'assailli. Cairolile prend aux cheveux; le roi dégaine, et sans prendre garde qu'il peut blesser son ministre, frappe sur la tête de son agresseur. Cependant, Passanante ne perd pas courage. Il porte un second coup. Cette fois, c'est Cairolile qui le reçoit. Enfin, un cheval se cabre, et le capitaine de cuirassiers qui le monte, d'un coup de sabre à la nuque étend Passanante sur le pavé.

Le cortège continue sa route, emportant Cairolile blessé, dont le sang jaillit de la cuisse sur la figure de la reine. Quant à Passanante on le relève et on l'emmène, sans chapeau, sans cravate, les chaussures déchirées, ses deux blessures saignant sur son costume modeste à petits carreaux blancs et bleus.

A Rome, on crie dans les rues: « *Il ritratto di Passanante!* » »

Passanante a la tête entourée d'un bandage, mais les deux blessures qu'il a reçues sont en voie de guérison. Son visage ovale, aux petits yeux noirs et vifs est sympathique. Il porte une fine moustache châtain-foncé.

Son pays est Salvia (arrondissement de Potenza). Il exerce la profession de cuisinier.

Nous extrayons des interrogatoires qu'il a déjà subis, les passages les plus saillants:

D. Quel est ton nom? (on remarquera la politesse des fonctionnaires du roi Galant-Homme.)

R. Giovanni Passavanti.

D. Ton âge?

R. Vingt-neuf ans.

D. Sais-tu lire et écrire?

R. Oui.

D. Quel métier as-tu?

R. Cuisinier.

D. Veux-tu dire quels sont les mobiles qui t'ont poussé à commettre ton crime?

R. J'ai résolu de tuer le roi parce que je déteste tous les monarques de la terre et tous les gouvernements.

D. Pourquoi?

R. Ils me sont odieux parce qu'ils engendrent la misère. J'ai toujours été malheureux, exploité, opprimé et brutalisé par les patrons; et je hais tous les maîtres! au reste, tant de fêtes m'agaçaient. Je me suis dit: Comment! le roi mangera dix plats par jour, et moi-même pas un?

1) « Le portrait de Passanante! » En dialecte napolitain le nom italien de *Passavanti* s'écrit et se prononce: *Passanante*.

D. Quelles sont tes opinions ?

R. Je suis républicain-socialiste.

D. Voulais-tu tuer le roi ? ou seulement le blesser ?

R. Je voulais l'achever.

A cette réponse, le procureur du roi, éprouvant le besoin de faire montre de son zèle, s'empare contre l'accusé, et s'attire cette réponse : « Ne vous échauffez pas tant vous êtes payé pour penser autrement que moi là-dessus. » Ensuite l'interrogatoire continue :

D. Quels sont tes complices ?

R. Je n'en ai point. Si j'en avais eu, je n'aurais pas été forcé de vendre mon second veston pour acheter un couteau. J'aurais pu me procurer un bon revolver, et à cette heure le roi d'Italie serait mort.

D. Tu te dis républicain, et tu frappes le grand patriote Cairoli ?

R. Cairoli ! est encore plus laquais que les autres !

Quant on a conduit Passanante en prison arrivé place de Carmine, il a jeté à la foule les quelques sous qu'il possédait. Interrogé sur les motifs de cette acte, il a répondu : « Maintenant je n'ai plus besoin de rien. »

Il est maintenant détenu dans les prisons de San Francesco. On cite de lui une très jolie réponse : comme le geolier lui apportait sa ration de pain, il lui a dit :

« Le pain que vous me faites manger, ne vaut pas celui que j'aurais voulu que tout le monde puisse manger en travaillant. »

Passanante est une nature énergique. Il a appris à lire et à écrire tout seul. Déjà, en 1870, il a été condamné pour avoir apposé des affiches révolutionnaires, à Salerne.

On nous écrit :

« Je veux vous renseigner autant qu'il me sera possible, sur les conséquences que semble produire l'acte de Passanante ; des témoignages d'hostilité et de sympathies qu'il a soulevés, des mesures répressives dont il sera ou a déjà été l'occasion, enfin de son effet sur les membres de la famille royale. »

Un mot bien juste a échappé à la reine : « Le charme de la maison de Savoie, s'est-elle écriée, est rompu ! » Un autre assez ignoble a été prononcé par elle à une réception de députés : « La justice populaire est terrible dans sa rapidité, mais parfois elle est sainte, si l'assassin avait été écharpé par la main du peuple, quel exemple ! »

Quant aux manifestations, il y en a eu de plusieurs sortes. Mais, tandis que les journaux ont fortement appuyé sur celles qui se montraient favorables au salut du roi, ils ont dû ou voulu passer sous silence celles qui lui étaient hostiles. Il est parfaitement vrai que toutes les cohues officielles ont acclamé leurs majestés, et qu'on est même parvenu à leur arracher ces hurlements : « A bas le socialisme ! A bas les internationalistes ! Mais c'est là presque tout : peu d'actes, rien que des insultes que le vent emporte. Les manifestations hostiles ont eu une toute autre énergie. A Bologne, la police a été obligée d'arracher des affiches que le peuple respectait et lisait. Et que portaient ces affiches ? Trois mots seulement : « Morte al re ! » A Florence, tandis que les « vétérans » défilaient aux cris de « vive le roi ! » une bombe tombe et éclate dans leurs rangs ; deux sont tués raide-morts et plusieurs tombent blessés. A Pise,

même aventure : une bombe lancée par une main inconnue coupe court à l'enthousiasme des étudiants catholiques. Le bruit courait même qu'une caserne de Pesaro avait failli tomber au pouvoir d'une poignée d'internationalistes. A Fabriano, un inspecteur de police, nommé Alessi a été frappé par un international d'un coup de pierre à la tempe ; personne n'a voulu le ramasser, de sorte qu'il est resté plusieurs heures étendu dans la rue, et n'en a été enlevé que par la police.

De son côté, que fera le gouvernement ? Le ministère pour ne pas être renversé, — et il le sera quand même, — a déclaré aux chambres qu'il déploierait une grande énergie. Mais que peut-il innover ? rien, puisqu'il a tout fait ! Seulement, les arrestations se font plus nombreuses. On a arrêté en masse à Naples, à Reggio d'Emilia, à Bologne, à Pise ; à Rome, en prévision de l'arrivée du roi, tous les *ammoniti* ont été jetés en prison ; à Milan, à Turin, à Gênes, des internationalistes ont aussi été saisis. Les lazzarettistes arrêtés il y a quelque temps ont été transférés à la prison de Grosseto.

Quant au roi, et à sa suite, il semble que les ovations ont perdu de leurs charmes. Sur le parcours du chemin de fer de Naples à Rome, des soldats et des gendarmes sont postés de 50 mètres à 50 mètres de distance ; la foule, aux stations, est écartée. Peut-être qu'à son arrivée à Rome, il surgira des faits dont je vous tiendrai au courant. »

— Avant l'arrivée d'Humbert à Rome, on a arrêté près de trois-cents internationalistes. Malgré cela des placards ont été affichés menaçant de mort quiconque ferait des manifestations sympathiques au roi, et la police a enlevé des cartouches de dynamite qui avaient été déposées sur la voie, de façon à faire sauter le train royal.

Les manifestations internationalistes continuent : à Osimo (près d'Ancône) un adjoint municipal a été exécuté le 25 novembre ; à Jesi, une manifestation avec drapeaux rouges a parcouru la ville.

L'Etat du ministre Cairoli s'est aggravé.

— Passanante était dans un tel état de dénûment que, ne sachant où coucher, il s'était endormi sur un banc. Le mouchard qui l'a fait lever lui avait presque arraché une oreille. Il a subi un nouvel interrogatoire au cours duquel il a déclaré avoir porté, non pas deux coups de couteau comme on le lui reproche, mais plus de quatre.

On nous écrit de Naples :

« Le ministre de l'intérieur peut se faire valoir comme dans son discours d'Iseo. « *d'avoir emprisonné ou forcé à l'exil tous les chefs (Sic!) de l'Internationale en Italie.* » Aussi lui donnerais-je un conseil : Fermer les portes des villes, et mettre sur chacune d'elles cet écriteau : *Prison des internationalistes !* Seulement de cette façon, il pourra être assuré d'avoir enfermé tous ceux qu'il appelle *les chefs* de l'Internationale. »

« Voici les paroles prononcées à notre égard par le ministre aux banquetteurs d'Iseo :

« Nous savons, qu'en Italie, les internationalistes n'ont pas le nombre d'adhérents qu'ils possèdent dans d'autres Etats, « cependant, il est hors de doute qu'il faut « les suivre d'un œil vigilant et avec fermeté ; car, leurs enseignements sont la

« négation de tous droits et de toute morale, et parce qu'ils excitent continuellement « à la perpétration de délits. »

« A cet égard, je puis assurer, que le devoir de préserver l'Italie de leurs agissements est l'objet de la sollicitude la plus « persévérante et la plus assidue de mon « gouvernement. Aussi, à cette heure, les « principaux chefs (sic!) de l'Internationale « se trouvent à l'étranger, ou sont arrêtés, « mais arrêtés conformément à la loi et selon la procédure légitime de l'autorité judiciaire. »

En ce qui concerne la loi, c'est un mot un peu trop élastique. Du moment où les internationalistes sont accusés de faire partie d'une association de malfaiteurs, du moment où la police a reçu la licence du ministre d'arrêter, ça et là, tous les susdits chefs de cette association de malfaiteurs, la loi devient la laissez-faire et laissez-passer de la volonté de son Excellence. De plus, est-ce que les lois bourgeoises ne livrent pas la vie et la substance même des citoyens à la discrétion du plus humble fonctionnaire de la sureté ? Enfin, est-ce sérieusement que vous prétendez, honorable ministre, que la procédure suivie et légitimée par l'autorité judiciaire ? comment pourrait-elle en être différemment ? Allez ! nous ne sommes pas des poulx ! »

Russie.

Le gouvernement russe va se trouver dans un grand embarras pour l'application de sa loi qui condamne à la peine de mort quiconque fait une résistance quelconque à la police : il ne comptait certainement pas lorsqu'il l'a édictée, que la loi devrait être appliquée dès le début à une femme.

Or, voici ce qui est arrivé. Le 4 novembre, à la nuit certainement, la gendarmerie, le procureur et tout le Bataclan, viennent faire une perquisition chez M^{lle} Malinovsky, qui logeait avec une de ses amies. Les deux demoiselles ferment leur porte, se barricadent. La gendarmerie brise la porte, l'enfonce et entre. Mademoiselle Malinovsky saisit son revolver, et tire sur ces brigands ; elle les manque malheureusement, et alors, ils se ruent sur les deux femmes, les garrottent et les transportent dans la forteresse.

Les journaux n'osent souffler mot de l'affaire : il leur est défendu de parler des socialistes ; mais, toute la ville s'occupe de l'événement, et on se demande, si le gouvernement osera, ou non, condamner une femme, — non plus à la mort lente et cachée, — mais à être fusillée au grand jour.

« Oui ou non, le fera-t-il ? » telle est la question qu'on se pose. En tout cas, ça se gâte, pour ces Messieurs, si les femmes elles aussi se défendent à coups de revolver.

On fait, à Pétersbourg, de nombreuses arrestations.

— Vous savez déjà qu'un de nos camarades, Fomine, qui avait été arrêté sous l'inculpation d'avoir pris part à la tentative d'évasion de Voinarsky, s'était évadé depuis de la prison de Kharkof. Lui et onze de ses co-détenus, détenus comme lui pour délits de droit commun, avaient creusé une très longue galerie souterraine, qui descendait de la prison, traversait la cour et sortait de l'enceinte. Peu de temps après Fomine fut de nouveau arrêté, et ses camarades résolurent de le sauver. Deux socialistes déguisés en gendarmes, arrivèrent à

la prison, portant l'ordre qui notifie de leur livrer Fomine pour qu'il soit transféré dans une autre prison. D'abord, tout marche à merveille : l'ordre était parfaitement contrefait ; les allures des gendarmes admirablement imitées. Déjà, le chef de la prison allait livrer Fomine, et l'on procédait aux dernières formalités, lorsque, — par une malheureuse coïncidence, due seulement au hasard, — deux vrais gendarmes surviennent. Le stratagème est dévoilé, Fomineretenue, et les deux faux gendarmes arrêtés. Heureusement, les deux camarades qui attendaient dehors en voiture ont eu le temps de se soustraire aux poursuites.

Le socialisme russe pénètre même en Sibérie. Nous apprenons que des arrestations viennent d'y être faites. La police a saisi dans cette région bon nombre de publications socialistes, et des correspondances.

Angleterre.

A propos du feu Comte Leitrim.

On n'a pas découvert les exécuteurs du méchant comte.)

Ce n'est certes pas faute de les rechercher. On a fait pourrir en prison, dans le but de saisir un indice, un grand nombre d'innocents que l'on soupçonnait : Michel Heraythy, entre autres, vient d'y mourir du typhus ; et, à l'heure où je vous écris ces lignes, deux malheureux sont moribonds.

Si l'on veut des meurtriers à pendre, on voit qu'il est inutile d'aller bien loin ! les juges, les policiers, les geoliers de Lifford devraient avoir la corde qu'ils méritent !

Les laboureurs du pays de Kent.

Les laboureurs du Kent sont en lutte avec les fermiers. Un grand nombre de ces derniers ont annoncé, il y a un mois, à leurs hommes, une diminution de salaire de fr. 3«40 à fr. 2«80 par jour de travail. Les tentatives de pourparler ont duré fort longtemps, et on a tenu meeting sur meeting. Les meneurs ordinaires ont fait leurs discours et leurs protestations ordinaires. Selon l'usage, on a envoyé des députations aux patrons, qui, aussi selon l'usage, ne les ont pas reçues. Il ne reste donc d'autre issue, — révolution à part —, que la lutte légale, la grève ; c'est-à-dire, la mort de faim et de froid pour un bon nombre, pour le reste, d'atroces souffrances suivies de la soumission. Samedi 2 novembre, 6 à 700 laboureurs ont reçu leur congé de leur ouvrage... et aussi, de leurs maisons. Celles-ci, en effet, appartiennent aux patrons, qui les louent aux ouvriers, auxquels tout simplement ils retiennent sur le salaire. le prix du loyer au taux qui leur convient. Il n'y a jamais de bail signé : liberté absolue du maître ; *droit d'user et d'abuser* ! Seulement, les formes apparentes de la civilisation sont conservées. Un patron qui donnerait à un de ses ouvriers la moindre giffle serra mis à l'amende ; rien ne l'empêche au contraire, de condamner à mort, et sans appel, le travailleur récalcitrant. Gredin ! tu ne veux pas crever de travail ? eh bien, tu crèveras de faim !

Des meneurs ont conseillé aux hommes de ne se laisser mettre hors de leurs demeures que par la force. Quelques-uns, paraît-il, ont suivi le conseil. Les agents

des fermiers ont seulement pris la peine, payées sans doute, de déposer sur la voie publique, les meubles peu nombreux d'ailleurs des ouvriers récalcitrants.

Le bruit court que ces laboureurs veulent venir processionnellement à Londres exposer leur misère. Vieille histoire ! réédition de l'expédition de Wat Tyler, d'il y a 495 ans ! Eh bien ! qu'arriva-t-il à cette époque ? On assassina Wat Tyler, on fit de belles promesses, on renvoya les paysans chez eux avec de belles chartes sur de beau papier velin ; puis, quand ils furent dispersés, hurrah ! à leur poursuite ! on les chassa de trou en trou comme gibier, comme des fauves. Ceux qui furent rejoints, hachés sur la route, écorchés, pendus ! On retrouva les autres dans leurs tanneries et on leur fit passer radicalement le goût d'aussi intempestives réclamations !

Avec la différence qui existe entre la brutale potence du XIV^e siècle et l'organisation savante de la famine au XIX^e, le même sort attend les laboureurs du pays de Kent.

Allemagne.

Près d'un huitième de la population de Berlin (100.000 personnes !) habitent dans des caves. Ces logements souterrains qui n'ont bien souvent que 6 à 7 pieds de hauteur sont humides et fréquemment inondés. On s'imagine comment ceux qui vivent dans ces caveaux que refuseraient les animaux sauvages suivent les règles d'hygiène de MM. les Docteurs-Professeurs de la savante Allemagne ! Dans ces demeures, la mortalité est immense : tandis que dans les quartiers riches il ne meurt par an qu'une personne sur quarante habitants, on crève dans ces caveaux dans la proportion de un sur dix, et même de un sur huit.

Et dire que ceux qui forment cette population sont ces ouvriers mêmes qui bâtissent les beaux palais et les hautes maisons ! Que ne sortent-ils tous un beau jour de ces fourmières pour escalader le long des beaux balcons et des somptueuses corniches ! pourquoi ne jettent-ils pas dans la rue les frêlons paresseux qui y flânent, pour s'y installer eux qui travaillent, eux, leurs femmes — comme disent les bourgeois, — et leurs petits !

Calédonie.

D'après le dernier recensement officiel fait à la fin de l'année 1876, l'effectif des condamnés se décompose ainsi :

Condamnés à la déportation simple : 2,819 dont 2,806 hommes et 13 femmes ;

Condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée : 745

Dont 739 hommes et 6 femmes.

Nombre total de déportés . . . 3,564

Suisse.

Nous apprenons au dernier moment que la section de propagande de Genève prend l'initiative d'une souscription, en faveur de la femme et de la fille de Moncasi.

Faits divers.

Eh bien ! ça y est ! — Nous racontions dans un précédent numéro comment on récompensait de la prison ceux des citoyens suisses qui devenaient estropiés au service de leur pays. Nous finissons par cette demande : A quand la schlague ?

Nous allons répondre dans le dernier : Eh bien ! ça y est ! A Bellinzona, le capitaine Venezia accompagne dans l'escalier, de giffles et de coups de pieds, le soldat Jola qu'il conduit au cachot. Et comme Jola gueule, le colonel Wieland le fait tenir par un homme du corps de garde, et lui assène sur la tête des coups de canne si violents qu'au troisième la canne vole en morceaux. Jola a été d'abord maintenu aux arrêts ; il est maintenant à l'infirmerie.

Nous allons répondre cela, quand on annonce une rectification ; naturellement, nous retirons de l'imprimerie notre réponse. Voici à quoi se borne cette fameuse rectification :

Il est faux que le capitaine Venezia ait donné des giffles et des coups de pieds à Jola. Il l'a simplement envoyé donner de la tête deux fois contre une colonne ; au premier coup Jola a été étourdi, au second, — sans le secours de ses camarades, — il se serait cassé la tête.

La schlague est maintenant dépassée.

A quand la torture ?

Des chenapans à supprimer. — Une statistique sérieusement faite porte en France au nombre de 200,000 le total des personnes engagées dans les ordres religieux. Il faut ajouter à cela 45000 ecclésiastiques. Cela fait donc en tout deux cents quarante-cinq mille punaises à l'engrais sur le corps de la nation française. Quel bonheur si l'on pouvait les faire péter, les uns après les autres, entre l'ongle du pouce et la pierre de l'autel !

Les ratichons de la « Liberté » — A la suite d'une conférence donnée à Fribourg par le comp. Levaschoff, une polémique a été engagée entre lui et un pleutre qui dépose ses correspondance le long des colonnes du journal catholique *La Liberté*. Quand la rédaction du dévot journal, a vu que son bedeau allait être battu par le socialiste, elle a refusé de publier la seconde réponse de celui-ci.

Est-ce là apporter de la « bonne foi » dans une polémique ? Si oui, on avouera que la « bonne foi » des Tartufes, amis du pape, a la même valeur que les pièces d'argent frappées à l'effigie de sa Sainteté.

Les sacristains eux-mêmes n'en veulent plus !

Dernières Nouvelles.

Le cour suprême a confirmé la condamnation à mort de Moncasi.

Le procès passera en cassation.

Passanante sera jugé par le sénat italien transformé en haute cour de justice.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transférée de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante :

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1« — L'Empire knouto-germanique, par

Bakounine . . . » 0»50

La Théologie politique de Mazzini par Bakounine . . . » 0»50

Les Esquisses Historiques, 1^{re} Série, par Guillaume . . . » 1« —

Les Esquisses Historiques, 2^{me} série, par Guillaume . . . » 1« —